



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

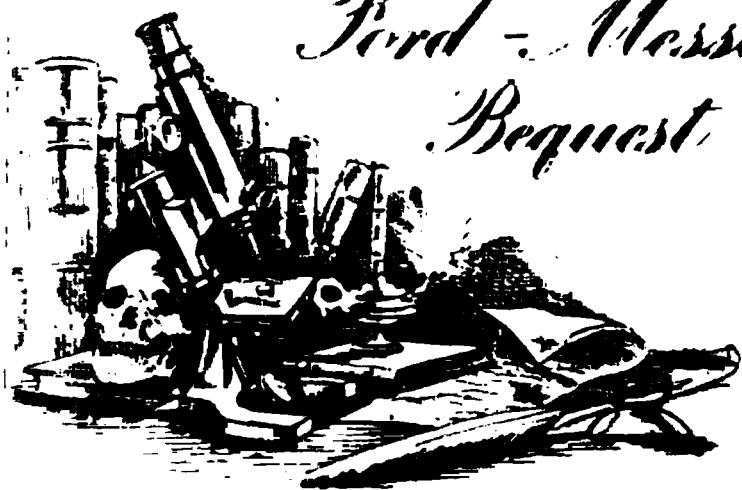
Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



*Library of the University of Michigan*

*Bought with the income  
of the*

*Ford - Messer  
Bequest*



R. F. FARR

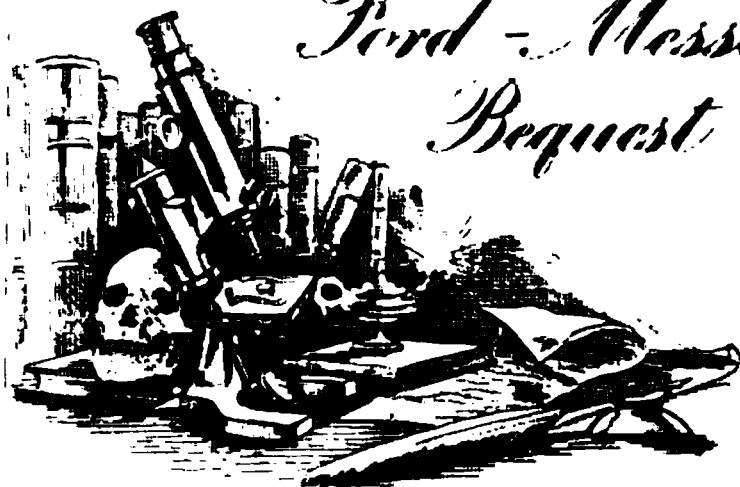




*Library of the University of Michigan*

*Bought with the income  
of the*

*Ford - Messer  
Bequest*



E. F. FARRER







**BULLETIN**

**DE**

**L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS**

# BUREAUX

DE L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

---

*Président de l'Institut* : M. Charles VOGT, professeur à l'Académie.

*Vice-Président* : M. Jules VUY.

*Secrétaire général* : M. Henri FAZY.

*Bibliothécaire-adjoint* : M. Charles MENN, sculpteur, Bâtiment électoral.

*Section des Sciences naturelles et mathématiques* : Président, M. le professeur Charles VOGT. — Secrétaire, M. le Dr REVERDIN.

*Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire* : Président, M. Jules VUY, notaire. — Vice-Président, M. A. VERCHÈRE, directeur du Gymnase. — Secrétaire, M. H. FAZY. — Secrétaire-adjoint, M. C. MENN.

*Section de Littérature* : Président, M. F. AMIEL. — Vice-Président et Secrétaire, M. A. OLTRAMARE. — Secrétaire-adjoint, M. J. DUVILLARD, professeur.

*Section des Beaux-Arts* : Président, M. F. DIDAY. — Vice-Président, M. SILVESTRE. — Secrétaire et Conservateur des tableaux, M. C. MENN. — M. George BECKER, Trésorier.

*Section d'Industrie et d'Agriculture* : Président, M. L. ARCHINARD. — Vice-Président, M. JANIN-BOVY. — Secrétaire, M. C. MENN. — Trésorier, M. L. FATON.

## COMMISSION DE GESTION

Outre le Président et le Secrétaire général de l'Institut, MM. F. DIDAY; — A. FLAMMER; — OLIVET, docteur; — P. VAUCHER, professeur; — J. VUY.

**BULLETIN**  
**DE**  
**L'INSTITUT**  
**NATIONAL GENEVOIS**

---

**TRAVAUX DES CINQ SECTIONS**

1° DES SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES; 2° DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE; 3° DE LITTÉRATURE; 4° DES BEAUX-ARTS; 5° D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE.

---

**TOME XIX**

---

**GENÈVE**  
**CHEZ GEORG, EDITEUR, LIBRAIRE DE L'INSTITUT GENEVOIS**  
**ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE LA SUISSE**

---

**1875**



*200d. Messen*  
*Nyhoff*  
*9-19-130*  
*20187*  
*N. 38.*

1874.

---

# BULLETIN

DE

## L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

---

### DISCOURS

PRONONCÉ PAR

M. CHARLES VOGT, PRÉSIDENT

A l'ouverture de la Séance générale du 29 Mai 1873

---

MESDAMES ET MESSIEURS, CHERS COLLÈGUES,

Notre Institut a, si je ne me trompe, des racines profondes dans la vie intellectuelle, scientifique, littéraire et artistique du pays; il vit de la même vie, parfois si particulière et exceptionnelle, il lutte dans les mêmes combats, et partage les mêmes joies et les mêmes angoisses. Mais je crois que notre rôle particulier est de détacher, au milieu des engagements journaliers de cette vie si variée de notre petit pays, le côté scientifique des questions, d'en sonder la profondeur et d'étudier les conséquences qui découlent logiquement d'un ensemble de faits établis.

Un sujet, qui a rempli en grande partie nos discussions pendant plusieurs années, a trouvé une solution temporaire depuis notre dernière séance publique. La loi sur l'instruction publi-



que a été promulguée en octobre dernier et la réforme de nos institutions scolaires se poursuit silencieusement au milieu de préoccupations d'une nature toute différente. Peut-être le mot de « réforme » doit-il être pris ici dans son sens le plus restreint ; pour certaines parties au moins, le législateur a jugé que nous n'avions que peu ou rien à modifier, que tout était pour le mieux dans la meilleure des instructions possibles et que le progrès, si ardemment désiré dans certains autres pays, était installé chez nous depuis longtemps.

A l'instruction primaire, gratuite et laïque, que nous possédions déjà depuis la dernière réforme, entreprise immédiatement après la révolution de 1846, est venu se joindre l'enseignement obligatoire pour tous les enfants, nationaux et étrangers, jusqu'à l'âge de douze ans accomplis. Si l'on doit reconnaître que cette obligation à l'instruction primaire était peut-être moins nécessaire chez nous que partout ailleurs, nous devons avouer cependant qu'elle était utile dans un pays comme le nôtre, enclavé dans des populations qui ne reconnaissent pas, autant que les Genevois, les bienfaits d'une instruction élémentaire et où les parents négligent trop souvent l'avenir de leurs enfants pour tirer un profit immédiat, soit de leur travail, soit même de leur mendicité.

L'enseignement obligatoire a rencontré, il est vrai, des adversaires puissants et éloquents au sein de notre Assemblée législative. Mais leurs arguments ne reposaient au fond que sur une manière de voir des plus honorables, que l'on puisse avoir sur un pays. Ils se résumaient dans l'opinion que l'obligation n'était point nécessaire et que l'on n'avait pas besoin d'imposer une pénalité là où la libre volonté des citoyens faisait le nécessaire sans contrainte. Nous pouvons le constater avec orgueil : Pas une voix ne s'est fait entendre, qui aurait repoussé l'instruction primaire comme dangereuse pour les



classes inférieures de la Société. Ces partis, si puissants dans certains pays voisins, qui voudraient voir croupir dans l'ignorance les masses, d'autant plus facilement gouvernables qu'elles sont incultes, ces partis n'ont trouvé aucun défenseur dans le sein de notre Grand Conseil. On pouvait être en dissidence dans les mesures à prendre, mais on était d'accord qu'il fallait faire les efforts les plus considérables pour répandre l'instruction dans les masses et pour l'élever au plus haut niveau possible. Tout le monde, même les adversaires les plus décidés de la mesure législative, admettaient d'emblée que l'instruction toujours plus répandue, toujours plus élargie et relevée, était la sauvegarde de la République comme la condition indispensable du bien-être de chaque citoyen.

Or, c'est là un fait important à constater. Nous voyons de grands peuples se débattre sous le cauchemar de l'ignorance des masses, qui les rend incapables de se gouverner eux-mêmes et qui les jette en définitive aux pieds d'un sabre plus ou moins intelligent ; nous voyons des partis puissants qui n'ont pas honte de déclarer que l'instruction est la source de tous les maux dont peut souffrir une nation et qu'il faut retourner en arrière vers cette ignorance primitive, — non pas de nos pères, car ils étaient déjà infectés — mais de nos ancêtres, dont les conditions d'existence nous sont d'autant plus imparfaitement connues qu'il y a des couches peu transparentes de siècles écoulés qui les recouvrent. Mais ils avaient, dit-on, la foi, et les dépositaires des mystères pouvaient les conduire où ils voulaient, fût-ce même en Palestine.

Qui veut la fin veut les moyens. Pour faire vivre l'instruction, il faut faire vivre les instructeurs et assurer par une position convenable, le sort des jeunes gens qui veulent se vouer à cette vocation ardue. Ici aussi, la loi a fait ce qu'il était possible de faire et nous pouvons dire avec satisfaction

que Genève est placé à la tête des Etats, en ce qui concerne le traitement des fonctionnaires des degrés inférieurs de l'Instruction publique. C'est aussi un fait consolant à noter, que la petite république paye d'une manière convenable ses régents, tandis que de grandes monarchies, qui se vantent aujourd'hui de marcher à la tête de la civilisation, condamnent leurs maîtres d'école à l'indigence à tel point que la force musculaire d'un manoeuvre, porteur de briques, est dix fois mieux rétribuée que le labeur intellectuel d'un homme dont dépend l'instruction de la génération future du pays !

Nos écoles primaires répondaient au besoin général de toutes les populations, qui est de posséder les moyens permettant d'acquérir des connaissances. Parcourez d'un œil attentif les programmes de toutes les écoles primaires, où qu'ils se trouvent, et vous verrez toujours que l'appropriation, je dirai la digestion des moyens qui nous servent à acquérir des connaissances, à les étendre et à les passer à nos descendants forme la partie principale de ces programmes. Apprendre sa propre langue maternelle pour savoir s'en servir d'une manière correcte, apprendre à lire, non-seulement péniblement et en épelant, mais rapidement et de sorte que la lecture soit comprise ; apprendre à écrire pour pouvoir communiquer sa pensée à des personnes hors de la portée de la voix ; apprendre à calculer pour se rendre compte des quantités et des mesures — voilà, en effet, les bases de toute instruction primaire. Que toutes ces études soient conduites de manière à fournir en même temps une certaine quantité de notions et de connaissances, qu'elles soient complétées par certaines branches utiles ou même indispensables, ce sera certainement une bonne chose — mais ce complément se mesurera toujours sur le temps que l'on accorde à l'instruction primaire. La loi a cherché à pourvoir à ce complément sur-

tout par l'établissement des écoles secondaires de campagne — création nouvelle pour le canton, dont l'utilité ne pourra être démontrée que par une expérience d'un certain nombre d'années.

D'un autre côté, en installant des écoles enfantines dans chaque commune, la loi a cherché à étendre le domaine de l'instruction vers les premiers commencements de l'âge enfantin, où il faut instruire en amusant, et où par l'emploi de méthodes rationnelles, fondées sur la nature de l'enfant même et sur sa réceptivité intellectuelle, des résultats remarquables peuvent être obtenus, qui raccourcissent la période nécessaire pour l'acquisition des moyens et augmentent par conséquent le temps qui peut être employé pour l'emmagasinage des connaissances.

Le collège classique n'a guère subi d'autres changements que l'introduction des maîtres spéciaux.

On ne saurait, du reste, parler ici d'une innovation, qu'en partant du point de vue exclusivement borné au pays même, partout ailleurs cette spécialisation des enseignements dans les classes supérieures des collèges étant accomplie depuis bien longtemps à la satisfaction des parents comme des élèves.

Les études non classiques, au contraire, ont vu élargir considérablement leur domaine, surtout en ce qui concerne le Gymnase, et des changements profonds devront être exécutés, si l'on veut satisfaire complètement au texte de la loi et à ses conséquences. Des sections toutes nouvelles ont été indiquées dans ces classes supérieures, qui devront relier les études faites aux deux collèges, non-seulement à l'Académie, comme c'était le cas jusqu'à présent, mais aussi au Polytechnicum et qui devront fournir en grande partie le recrutement de notre corps enseignant ainsi que des commerçants, s'élevant au-dessus du niveau vulgaire de l'épicier et du détaillant.

toutes ces directions si différentes, la loi donne la possibilité de créations nouvelles. L'expérience nous apprendra, un côté le pays peut fournir assez de forces enseignantes de l'autre il se trouvera un nombre assez considérable de gens, qui voudront peupler les auditoires destinés à nouvelles sections.

Messieurs, se dresse une question importante : celle des locaux. Nos écoles primaires se peuplent tous les jours davantage, à tout moment, il faut un bâtiment nouveau pour contenir les masses d'enfants qui se présentent et dont le nombre augmentera encore, en dehors de l'accroissement de la population, par l'application des articles de la loi sur l'instruction obligatoire. Il en est de même de nos établissements secondaires, des collèges et de l'école secondaire des jeunes filles. Les classes inférieures doivent être dédoublées; il y aura des classes nouvelles à créer surtout pour le raccordement des élèves entre eux et avec les écoles primaires, et on ne voit aucune possibilité de satisfaire à ces exigences dans les locaux actuels. On a peut-être raison de s'étonner que parmi les nombreux objets, dont notre Grand Conseil aura à s'occuper pendant sa session actuelle, ne figure pas cette question des locaux nécessaires pour l'instruction secondaire. Je ne crains pas de dire, Messieurs, qu'une solution est devenue urgente. La santé de nos enfants y est engagée; l'entassement dans certaines classes mal aérées, mal ventilées, est arrivé à un tel point, que les plus graves préjudices pour l'avenir des élèves peuvent en résulter. Je sais bien qu'il y a des difficultés nombreuses à vaincre, des points importants à résoudre. Faut-il séparer plusieurs collèges et écoles secondaires de jeunes filles en plusieurs collèges ou faut-il les réunir dans des bâtiments uniques, qui certainement devront être construits en vue des augmentations futures, et avoir, par conséquent, des dimensions consi-

dérables ? Pourra-t-on, malgré notre situation financière excellente, engager l'Etat actuellement dans des constructions qui peuvent mener loin, surtout si elles étaient exécutées comme les bâtiments académiques, où l'imprévoyance des choses, qu'on voulait y loger, a dépassé toute mesure et où la réparation des fautes commises a imposé de si lourdes charges à la caisse de l'Etat ? Pourra-t-on utiliser les constructions existantes, en transformant les locaux affectés autrefois à la Bibliothèque de la ville ?

Grave question et aggravée encore par les faits récents et par l'utilisation temporaire de ces locaux sur lesquels semble planer un esprit religieux plutôt et réformateur depuis leur première installation !

Quoiqu'il en soit, il est évident que ces questions administratives posées par la loi ne sauraient être éludées, et qu'un avenir prochain devra en apporter la solution. Plus le temps marche, plus aussi la construction de locaux suffisants, installés d'après les principes d'une bonne hygiène, deviendra urgente !

J'arrive, messieurs, au dernier échelon de notre instruction publique, à l'Académie. Ici aussi les proportions ont été agrandies au niveau des besoins nouveaux et l'installation de cette institution dans les nouveaux bâtiments semble provoquer des progrès dans le sens de l'élargissement. Malheureusement, il faut le dire, ce n'est qu'à force de dépenses supplémentaires énormes qu'on est parvenu à s'installer dans cet édifice, dont les défauts originaires n'ont pu être corrigés qu'en partie. Si les auditoires ne répondaient pas en grande partie au premier but, celui d'une bonne acoustique, si les grandes salles comme l'Aula et la salle dite des Cinq-Cents participaient en premier lieu toutes les deux à un défaut capital, celui de n'avoir point d'entrée particulière pour le professeur, obligé de fendre la

foule pour arriver à sa place, défaut auquel on n'a pu remédier que dans une de ces salles, d'une manière assez pénible ; si ces deux salles présentent l'inconvénient d'escaliers placés pour ainsi dire dans les portes, disposition qui peut devenir funeste en cas d'accidents ; si l'Aula est obstruée en partie par d'énormes piliers disgracieux qui cachent la vue du professeur à un nombre considérable d'auditeurs, en revanche, les laboratoires et ateliers disposés en grande partie dans le sous-sol présentaient dans l'origine les dispositions les plus détestables. Enterrés sous le sol où l'on n'a pu leur ménager de la lumière qu'en les entourant d'une véritable fosse aux ours, ces malheureux locaux fournissaient et fournissent encore les preuves d'un manque de prévoyance absolu par rapport au but auquel ils étaient nécessairement destinés. Des laboratoires de chimie et d'anatomie qui doivent forcément exhaler des émanations peu propres à flatter l'organe de l'odorat, si elles ne sont pas dangereuses, et qui n'avaient ni canal de cheminée pour établir une ventilation, ni installation prévue de gaz et d'eau ! Ce qu'il a fallu percer de murs après coup, à quelles combinaisons il a fallu se livrer pour pouvoir mettre, ici un poêle pour chauffage supplémentaire, là un foyer pour pouvoir se procurer un peu d'eau chaude, serait trop long à énumérer ici. Le fait est qu'aujourd'hui même, après des dépenses formidables qui auraient pu être complètement évitées si MM. les architectes avaient réfléchi, en élaborant les plans, aux besoins des laboratoires et des travaux qui s'y font, aujourd'hui même ces fautes ne sont réparées qu'en partie et que l'anatomie comparée ne pourra songer à la dissection d'animaux d'une certaine dimension sans devoir craindre d'empester la maison, tandis que, d'un autre côté, on agite déjà sérieusement la question du transport de la chimie dans un bâtiment à part, les dispositions actuelles permettant à l'expert de dire en

entrant dans les bâtiments académiques, si, dans les profondeurs où travaille la science, se dégage du chlore ou de l'hydrogène sulfuré!

Je disais que la loi met les jalons de l'élargissement futur de notre Académie. En donnant la liberté des études aux Facultés des lettres et des sciences sociales, en permettant l'établissement de privat-docents par la rétribution directe des cours, insuffisante, il est vrai, suivant mon avis personnel, la loi a fait un pas considérable en avant pour la création d'une Université, complétée par l'adjonction d'une Faculté de médecine, prévue, du reste, dans la loi elle-même. Si je ne me trompe, tous nos efforts doivent tendre actuellement à mettre la main sans hésiter à la création de cette Faculté, d'une manière large et appropriée aux besoins, non pas seulement de la ville et du canton, mais de la Suisse tout entière et de la Suisse romande en particulier.

Genève est, en effet, dans une situation exceptionnellement favorable pour la création d'une pareille Faculté. L'existence d'un hôpital cantonal offrant beaucoup plus de malades que les hôpitaux de la plupart des Universités, à l'exception des toutes grandes villes, rend facile la création de cliniques largement pourvues pour toutes les branches de l'art de guérir. La variété des occupations et des positions sociales de notre population non-seulement, mais aussi des étrangers, qui affluent de toutes parts, fournira certainement aux cliniques les maladies les plus variées, les accidents les plus différents ; la position géographique même, sur la limite entre des climats plus chauds et plus tempérés, ajoute à l'intérêt que peut présenter une clinique bien fournie ; enfin, les conditions d'état de tant d'individus pauvres, arrivés de loin et qui ne sont réclamés par personne, assurent, suivant les données statistiques recueillies avec soin, un nombre suffisant de cadavres pour les



études anatomiques, base de toute médecine et chirurgie.

Notre position nous assure en même temps un nombre suffisant d'élèves. Il y a bien des Académies dans la Suisse romande, il n'y a aucune Faculté de médecine, et une institution semblable à Genève attirera sans aucun doute un grand nombre de nos compatriotes, aussi de la Suisse allemande, qui, en échange des nôtres qui vont à l'étranger, viendront ici faire leurs études et apprendre en même temps la langue française. Les départements français qui nous avoisinent enverront sans aucun doute un certain contingent, et l'étranger qui trouvera chez nous toutes les ressources auxquelles il est habitué dans son pays natal, en profitera comme les indigènes. Une seule remarque pourra nous rassurer sous ce rapport. Je causais dernièrement avec un savant, étranger à la Suisse, qui, depuis quelques années, s'occupe d'études statistiques sur nos établissements d'instruction publique. « Il y a un fait tout à fait exceptionnel, me dit-il, qui se produit en Suisse : toutes vos institutions supérieures montrent, parmi leurs élèves, beaucoup plus d'étrangers aux cantons que de nationaux. » — « Cela prouve que vous savez apprécier l'excellence des établissements où qu'ils se trouvent, et que les élèves affluent de tous côtés dès qu'ils savent qu'ils trouveront une instruction solide qui les mène au but qu'ils se proposent. »

Si donc les obstacles principaux, qui s'opposaient jusqu'à présent à la création d'une Faculté de médecine sont levés, que nous faut-il pour couronner notre œuvre ? Montecuculli disait que pour faire la guerre il fallait trois choses : De l'argent, de l'argent et encore de l'argent. Je ne me bornerai pas à une triple énumération du même élément, je dirai : Il faut de l'argent, des professeurs excellents et des laboratoires possédant toutes les ressources que réclame la science moderne.

De l'argent ; sans doute, et beaucoup pour l'installation de



ces laboratoires et leur entretien, pour le payement du personnel enseignant, mais pas autant qu'on s'imagine souvent. N'oublions pas, messieurs, que les sciences physiques et naturelles, qui ailleurs grossissent si considérablement le budget des Facultés de médecine, sont déjà installées à notre Académie et qu'il suffira d'une petite adjonction, de l'élargissement de certaines branches pour les mettre entièrement à la hauteur des besoins de l'art de guérir. N'oublions pas qu'avec la construction d'un bâtiment spécial pour les différentes branches de l'Anatomie et Physiologie humaines, nous pourrions contenter, pour le moment au moins, toutes les exigences raisonnables, et qu'il ne s'agira que d'une transformation des services de l'Hôpital cantonal et de l'Hospice général pour doter la Faculté de cliniques stationnaires et ambulantes, suffisantes pour l'enseignement de quatre à cinq cents auditeurs. Nous pouvons donc espérer que nos finances suffiront à ce surcroît de dépenses, lesquelles, d'un autre côté, augmenteront les revenus des citoyens par un nombre considérable de professeurs et de jeunes gens qui seront attirés par la nouvelle Faculté.

Le second point, celui du personnel, est peut-être le plus important. Pour bien des chaires, il faudra certainement porter nos vues au dehors. Il ne suffit pas qu'on soit médecin expérimenté ou chirurgien habile pour être en même temps bon professeur, il faut aussi que notre nouvelle Faculté jouisse, dès son installation, d'un certain lustre, que les jeunes gens soient attirés par la réputation des professeurs nommés et retenus ici par l'excellence de l'instruction qu'ils reçoivent. Puissent nos autorités se pénétrer toujours davantage de la nécessité de conserver à notre Université ce caractère hautement scientifique, qui fonde la réputation d'une institution de hautes études et qui, une fois faite, rejaillit toujours sur

l'avenir. Quand on fonda, il y a quarante ans à peu près, les Universités de Zurich et de Berne, on ne se contenta pas de chercher dans les cantons ou dans la Confédération les forces disponibles ; on s'adressa à l'étranger, à l'Allemagne, à la France, à la Belgique, à l'Italie, à la Russie même pour y chercher des jeunes professeurs, célèbres déjà par leurs travaux et par leurs succès dans la carrière de l'enseignement et on réussit ainsi de donner à ces jeunes institutions une réputation considérable, qui les plaçait de prime saut à côté de leurs sœurs aînées.

L'enseignement de la chaire seule a fait son temps dans les sciences physiques, naturelles et médicales. La parole, la démonstration, l'expérience même ne suffisent plus pour donner à l'élève la connaissance intime des choses. Il faut avoir mis la main à la pâte, comme on dit, il faut avoir manié les instruments et les réactifs pour être maître des méthodes et des résultats qu'elles peuvent fournir. Partout, dans tous les pays, arriérés sous ce rapport, vous entendez les voix autorisées des maîtres de la science qui réclament des laboratoires, des ressources pour faire des recherches et des investigations, et qui exigent pour les élèves les facilités de pouvoir prendre part à ces travaux, de s'y exercer et de fortifier ainsi les études théoriques par la pratique. Partout, dans les pays où des laboratoires existent, on cherche à les perfectionner et à étendre toujours davantage leur influence. Nos Confédérés concordants n'admettent plus, aux examens propédeutiques de médecins, des jeunes gens qui, outre les exercices anatomiques, n'ont pas travaillé, pendant un semestre au moins, au laboratoire de chimie.

Les travaux du laboratoire ont donc acquis une importance capitale...

Permettez-moi ici, Messieurs et Mesdames, quelques mots au sujet des études expérimentales sur les animaux vivants, que

nous espérons voir fleurir à notre Université. C'est dans ces études, en effet, que se trouve l'avenir des sciences de la vie ; c'est dans ces études que nous devons puiser des connaissances exactes et précises sur les fonctions normales de l'homme, pour pouvoir transporter après ces notions acquises dans la diagnose des affections morbides et déduire de là les règles de l'art de guérir. Aussi les adversaires d'une instruction solide commencent-ils toujours leurs campagnes préméditées par l'ouverture d'une tranchée contre ces études, tranchée depuis laquelle ils essayent de lâcher à pleines bordées leurs boulets contre ce boulevard, qui forme la base de tout édifice scientifique de la biologie.

Il est parfaitement vrai que ces études, ces expériences, ces vivisections, ces tortures infligées volontairement à des animaux ont un côté qui prête facilement à la commisération des âmes sensibles, à la raillerie des malveillants et à l'indignation des ignorants. Il est parfaitement vrai aussi qu'en exagérant, par des teintes forcées, la peinture de ces expériences (je m'exprime avec indulgence en parlant seulement d'exagération), on peut arriver à révolter ceux qui ne connaissent pas les services immenses qu'ont rendus et que rendent encore journellement ces études.

J'ose dire en pleine connaissance de cause (car quarante ans se sont écoulés aujourd'hui depuis que j'ai commencé à suivre ces études, comme acteur ou comme spectateur), j'ose dire que toutes nos connaissances sur les fonctions des différents organes du corps humain reposent sur ces études ; que l'expérience seule, l'expérience sur l'animal vivant, bien entendu, a pu nous renseigner sur le jeu compliqué de ces fonctions, et qu'aucune branche, non-seulement de l'art de guérir, mais aussi de l'art encore bien plus précieux de conserver la santé à l'homme, n'aurait pu arriver au degré de perfection qu'elle occupe, si des centaines et des milliers d'animaux

vivants n'avaient été sacrifiés, si des expérimentateurs habiles et sagaces n'avaient pas osé porter le scalpel et le bistouri dans les chairs palpitantes d'une créature, dont les maux ont produit le bien de l'humanité souffrante.

Prenons un exemple, Messieurs. Nous connaissons, depuis peu d'années seulement, une maladie terrible, causée par de petits vers microscopiques, et qui se donne par l'ingestion de la chair d'un porc, infecté de ces vers, appelés trichines. Méconnue par les vieux médecins, confondue avec d'autres maladies, cette trichinose aurait pu encore faire de nombreuses victimes, si le microscope, appliqué à l'étude des fibres musculaires fraîches, n'avait constaté la présence de ces vermicules enkystés, si des expériences nombreuses, faites sur des centaines d'innocents cochons de lait et de malheureux lapins n'avaient démontré les voies mystérieuses par lesquelles ces vermicules s'introduisent dans l'organisme, s'y propagent et arrivent, à la fin, à produire une maladie pernicieuse. Oui, il est parfaitement vrai, on a empoisonné des centaines de ces créatures, on a introduit dans leur corps des milliers et des milliers de ces vers, on a fait souffrir cruellement ces animaux, en leur donnant volontairement tous les symptômes de la maladie dont souffre l'homme infesté, les douleurs aiguës semblables à celles causées par les rhumatismes, les insomnies, les fièvres, les œdèmes du système cellulaire, les diarrhées et les congestions cérébrales mortelles; oui, on a enlevé, jour par jour, aux animaux mis en expérience, des morceaux de leur chair, pris en différents endroits, pour constater les progrès des vermisseaux dans les tissus des animaux vivants; oui, on a cherché à prolonger la vie de ces pauvres bêtes, mises en expérience aussi longtemps que possible, soit pour suivre les progrès de leur maladie, soit pour essayer sur elles une quantité de remèdes et de traitements; — dans quel

autre but, je vous demande, que dans celui de pouvoir appliquer la connaissance acquise des faits, soit pour expliquer la vie d'autres espèces de vers intestinaux semblables, soit pour arriver à pouvoir préserver les hommes de ces hôtes néfastes, ou à les guérir des maux engendrés par eux !

Qui donc oserait blâmer ces expériences ?

C'est très-bien, nous dit-on ; aussi vous permettons-nous les expériences d'étude avec le but déterminé de leur application à l'homme, mais nous ne voulons pas des expériences qui répètent des faits déjà connus ; nous ne voulons pas l'instruction de l'étudiant sur le vivant ; nous ne voulons pas des expériences, dont nous ne pouvons reconnaître l'application immédiate.

Et nous répondons : Malheur à celui qui tombe entre les mains d'un homme, ayant droit de vie et de mort de par un diplôme, mais qui n'aurait pas vu de ses propres yeux, opéré de ses propres mains ! Croyez-vous donc avoir épuisé la richesse des phénomènes par quelques expériences, croyez-vous dans votre intelligence courte et bornée avoir aperçu toutes les applications, que peut trouver un jour un fait ou une observation, isolés en apparence et n'ayant pour le moment qu'un intérêt scientifique ? Le monde civilisé se parle aujourd'hui avec la rapidité de l'éclair à travers des distances fabuleuses, à quoi doit-on cet immense bienfait de la civilisation, sinon aux contractions d'une genouille écorchée, provoquée par le contact de deux métaux différents ? Pendant bien des lustres ces expériences sont restées dans le pur domaine scientifique, sans application immédiate, jusqu'à ce que un jour en sortaient d'un côté la télégraphie électrique et de l'autre toute notre connaissance actuelle sur les fonctions du système nerveux et les nombreuses aberrations et lésions de ce système.

Certes, Messieurs, celui qui ferait des expériences, des

vivisections, sans y mettre tous les ménagements que peut nous enseigner la science, celui-là serait bien coupable ! Aussi confessons-nous humblement, que nous consommons des quantités considérables de chloroforme et d'autres moyens analogues, là où l'emploi de ces précieux anesthésiques ne trouble pas les résultats de nos observations. Mais là où les douleurs, ressenties par l'animal, les réactions provoquées par ces douleurs doivent être notre guide pour l'appréciation des phénomènes, là où nous devons engendrer des maux pour pouvoir étudier leur genèse et leur développement, là aussi nous ne pouvons épargner ces tortures aux animaux, parce que nous ne saurions combattre ces mêmes tortures chez l'homme ni reconnaître leurs causes sans cette étude préalable.

Sauf une petite minorité de végétariens, la société humaine est bête et bien persuadée que pour pouvoir vivre, elle doit tuer des animaux. Elle le fait bien entendu, sans haine et sans regret, elle cherche à atténuer autant que possible la torture des animaux dont elle veut faire sa pâture, mais elle ne se refuse pas sa nourriture matérielle en épargnant les animaux par une sensiblerie déplacée. Or, Messieurs, la physiologie, la pathologie, la thérapie, la chirurgie, l'hygiène, toutes ces sciences trouvent leur nourriture spirituelle dans l'expérience sur le vivant, dans l'étude des phénomènes sains et morbides que présente le vivant ; comment pourrait-on penser un instant à retirer à ces sciences cette nourriture nécessaire, absolument indispensable et qui ne peut se remplacer en aucune manière ?

Croyez-vous qu'on pourrait refuser cette nourriture à l'étudiant, qui doit avoir vu, examiné, palpé lui-même, qui doit avoir commis même des erreurs pour pouvoir distinguer le vrai du faux et la réalité de l'apparence ? Hélas ! Messieurs, il faut avoir vu mourir pour pouvoir distinguer la mort de la

syncope ; il faut avoir vu la douleur et la souffrance pour pouvoir en mesurer l'énergie ; il faut avoir expérimenté les poisons pour pouvoir distinguer leurs effets ; il faut que la vue, la main soient raffermies contre l'impression que produit le sang qui coule, pour ne pas chanceler dans un moment décisif dont peut dépendre la vie d'un de nos semblables ! Ce sont de dures nécessités, nous l'avouons volontiers, mais ce sont des nécessités par lesquelles doit passer sans faute celui qui se voue à la recherche scientifique et à l'art de guérir. Ici, la question change entièrement de face, et si l'on demande, ce qui est préférable, de faire souffrir des centaines d'animaux pour pouvoir adoucir les maux dont sont affligés les hommes, ou d'épargner les animaux pour faire souffrir nos semblables, je crois que la réponse est toute donnée pour ceux qui considèrent la santé et la vie humaine comme un bien dont rien ne saurait égaler la valeur.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur ce sujet, qu'on ne saurait épuiser, car à chaque pas, dans les choses les plus éloignées en apparence de ces sortes d'études, nous retrouvons leurs conséquences et leurs bienfaits. Si la chirurgie actuelle est plutôt réparatrice que destructive ; si sur cent membres, jambes ou bras, que l'on aurait amputés autrefois sans la moindre hésitation, on en conserve actuellement quatre-vingt-dix au moins par la résection et la régénération des os, nous devons ces bras et ces jambes conservés aux expériences cruelles sur les mutilations des os et sur le rôle que joue dans leur régénération le périoste ; si nous savons combattre aujourd'hui une foule de maladies engendrées par les organismes parasites microscopiques, par les substances et les gaz malfaisants introduits dans notre corps par la respiration de l'air ; si nous savons éviter aujourd'hui des causes de maladies qui décimaient autrefois des peuples entiers ; si nous savons mieux



régler le jeu de nos fonctions, la nutrition, la circulation, la respiration ; si nous sommes armés pour combattre victorieusement tant de méprises de nos sens et de notre intelligence, qui engendrent presque fatalement la superstition, nous le devons en grande partie à des expériences souvent douloureuses, toujours désagréables pour la victime qui en fut le sujet. Et pour que ces expériences conduisent à des résultats précis et incontestables, il faut les répéter cent et cent fois, les varier à l'infini et en écarter les chances d'erreur par tous les moyens dans notre pouvoir.

Loin de vouloir diminuer cette méthode d'investigation, nous espérons donc, bien au contraire, qu'elle sera tenue en honneur dans cette Faculté de médecine, dont nous désirons la fondation ; qu'elle y sera toujours plus suivie et cultivée de manière à lui imprimer son cachet, ce cachet des études pratiques, des travaux de laboratoire qui seuls peuvent constituer, de nos temps, des progrès réels et durables.

---

Il me reste encore un devoir pénible à remplir. Si, d'un côté, l'Institut a recruté des forces nouvelles, s'il a reconstitué sa section des sciences naturelles par une phalange nombreuse de jeunes naturalistes et médecins, désireux de continuer dans la vie pratique les études scientifiques, sans lesquelles la carrière mène à la routine, nous avons, de l'autre côté, des pertes cruelles à déplorer qui laisseront des vides sensibles dans nos rangs.

Vous nommerais-je, parmi nos correspondants, le vicomte de Caumont, savant archéologue, promoteur et organisateur des congrès scientifiques de France, qui aujourd'hui reprennent une nouvelle vie sous l'impulsion des malheurs qui se sont appesantis sur ce pays ; le père Gall Morell, d'origine saint-galloise, un des religieux les plus connus du couvent



d'Einsiedeln, poète charmant, qui savait allier l'imagination à une vaste érudition, et outre plusieurs volumes de poésies, a publié de nombreux écrits sur l'histoire, les antiquités et les arts? C'est lui qui a découvert en Allemagne une des deux chroniques sur Nicolas von der Flue, imprimées en traduction par M. Fick. Je vous rappellerai encore M. Auguste Rieu, fils de l'ancien syndic Rieu, ancien greffier de la cour de justice à Genève, qui, retiré à Lausanne, a publié divers travaux juridiques et surtout M. Kampschulte, professeur à Bonn, connu par divers travaux historiques, spécialement par son grand ouvrage sur Calvin, dont le premier volume seul a paru. Le second était tout prêt en manuscrit au moment de sa mort, le troisième très-avancé. Il avait fait des études approfondies sur l'histoire de Genève; il est à désirer que ses manuscrits soient imprimés.

Comment pourrais-je enfin oublier parmi nos correspondants le conseiller national Eytel, cet avocat distingué, si connu à Genève, ce rude et infatigable champion, ce chevalier sans peur, toujours sur la brèche lorsqu'il s'agissait de défendre l'indépendance de la patrie, les droits du peuple et la cause du progrès? J'ai connu M. Eytel en 1849, lorsque, plein d'ardeur, il n'hésita pas un instant à prendre parti pour les réfugiés politiques, qu'il croyait maltraités, contre le Conseil fédéral et son ancien maître Druey en particulier, — tel que je le voyais alors, je l'ai toujours retrouvé, mettant les principes au-dessus de toute autre considération, marchant droit devant lui sans regarder ni à droite ni à gauche et ne cherchant jamais ni les attermoiements ni les compromis. Orateur brillant, fin jusqu'à la subtilité, tantôt spirituel et mordant, tantôt grave et émouvant, il savait toujours captiver son auditoire et le tenir en haleine par des aperçus nouveaux ou par une connaissance profonde de la matière qu'il traitait.

Une mort qui nous a touché de bien plus près est celle de M. John Moulinié, notre ancien secrétaire général. Pendant plusieurs périodes électives, Moulinié avait occupé ce poste important, cheville ouvrière de l'institution entière, à la satisfaction générale, lorsque une maladie cruelle qui se développait lentement et dont les premiers symptômes avaient passé presque inaperçus, obligea notre assemblée de confier les fonctions de secrétaire général à de nouvelles forces. N'oublions pas, Messieurs, que si ces fonctions ne sont pas trop apparentes, elles n'en sont pas moins des plus importantes pour notre Société. C'est au secrétaire général qu'incombent toute la comptabilité, toutes les transactions matérielles, toutes les affaires d'imprimerie. C'est lui qui est l'intermédiaire entre les sections, les auteurs, l'imprimeur et le libraire ; c'est lui qui doit surveiller les révisions, les corrections, et, si vous réfléchissez que les Bulletins et les Mémoires forment aujourd'hui des séries considérables de volumes, vous trouverez que la besogne de secrétaire général est très-importante. Mais, outre ce labeur, Moulinié nous laisse encore un souvenir précieux, c'est son ouvrage classique sur les Trématodes, dont il a enrichi un volume de nos mémoires. On sait que ces vers intestinaux, au groupe desquels appartient le Distome si connu, qui habite le foie des moutons et que l'on désigne ordinairement sous le nom de Douve, on sait, dis-je, que ces vers subissent les métamorphoses les plus étonnantes pendant leurs migrations à travers plusieurs animaux qu'ils habitent successivement ; qu'ils se propagent tantôt par gemmation interne, tantôt par génération sexuelle, produisant ici des êtres libres, nageant dans l'eau, là des vers enkystés dans le corps d'autres animaux ou vivant dans les différentes cavités. Dans un mémoire rempli de faits nouveaux et d'observations propres exactes, Moulinié avait réuni tous les faits connus et présenté

un tableau complet des connaissances acquises sur ces phénomènes si intéressants et si compliqués. — Ses traductions de l'anglais et de l'allemand, surtout des ouvrages de Darwin, n'ont pas peu contribué à faire connaître les idées nouvelles qui ont surgi ces dernières années, et sa connaissance parfaite des deux langues ainsi que son érudition étendue, surtout dans le domaine des sciences biologiques, auraient pu rendre encore bien des services semblables, si sa maladie n'avait pas mis fin à ses travaux.

« C'était, comme s'exprime un journal de notre ville (*la Patrie* du 10 janvier 1873), c'était un caractère doux, aimable et tranquille, que John Moulinié. Il s'effaçait volontiers et n'aimait point faire étalage des qualités précieuses, ni des connaissances étendues et variées, qu'il possédait — mais ses amis savaient qu'on pouvait s'adresser à lui en toute confiance, et qu'il était toujours prêt à rendre service ; aussi sa perte est-elle vivement sentie par tous ceux qui ont été à même d'apprécier l'homme de bien et le citoyen dévoué que la mort vient de nous enlever d'une façon aussi inattendue que foudroyante. »

Nous avons perdu une nature bien sympathique dans notre collègue et ami Bovy-Lysberg. A une délicatesse de sentiment exquise se joignait chez lui un cœur ouvert pour tout ce qui est beau et idéal. Il n'aimait pas seulement et avec passion son art, il aimait les arts dans toute l'étendue du mot et dans les plus petites choses il savait trouver le côté poétique, qui charme et transporte. Il jouissait, en véritable connaisseur, des beautés que peut offrir un tableau de maître, une statue ou un médaillon ; il pénétrait les intentions de l'artiste et, connaissant les difficultés de l'exécution, il jugeait avec indulgence lorsqu'on lui demandait son conseil ou sa critique. Il aimait à s'entourer de belles choses, à les mettre dans leur meilleur jour et prenait plaisir à en détailler les qualités sans

se laisser influencer par le clinquant de la mode ou par l'habileté de la touche. Issu d'une famille distinguée par ses aptitudes artistiques, fils d'un père, dont le nom brillera toujours à côté des plus grands maîtres de la gravure, il était dès son enfance entouré d'une atmosphère artistique, qu'il respirait à pleins poumons et qu'il s'assimilait d'autant plus facilement que tout son être répondait par des vibrations harmoniques aux impressions qu'il recevait.

Comme tant d'artistes, Bovy-Lysberg est un exemple de l'influence puissante, qu'exercent sur la vocation de l'homme l'hérédité et le milieu ambiant dans lequel il se développe. Ce n'est pas un art déterminé, une spécialité, qui se transmet du père au fils, c'est le sentiment général du beau, ce germe divin qui se développera peut-être dans une direction toute différente, suivant l'aptitude particulière, mais qui part de la même racine. Le père aura cherché le beau dans la ligne, dans la forme extérieure. Le fils s'appliquera peut-être à le trouver dans l'expression des sentiments intimes, dans la couleur, dans les lettres, dans l'harmonie des sons. Tous les deux auront nourri le même feu sacré !

N'oublions pas, l'aptitude une fois transmise par l'hérédité, l'influence qu'exerce le milieu pour développer ce germe mystérieux ! Dès son premier jour, l'enfant recueille les impressions de ses alentours, d'abord d'une manière inconsciente, pour les transformer dans son intérieur, pour les adapter à son être et pour en nourrir ainsi son intelligence.

Il n'est pas indifférent pour la vie future de cet enfant, s'il grandit au milieu des chefs-d'œuvre des arts, si les conversations journalières de la famille, des amis, des camarades tournent autour de choses basses et vulgaires, ou si ces entretiens touchent à des intérêts plus relevés, s'ils ouvrent des horizons plus vastes à l'intelligence et à l'imagination. Vous verrez sou-

vent le jeune homme chercher sa voie en tâtonnant, en essayant de donner carrière à ses inspirations dans la branche cultivée par le père, mais souvent aussi et surtout lorsqu'il y a en lui une puissance créatrice, il abandonnera cette voie pour s'élancer dans une autre direction.

Bovy-Lysberg fut du nombre de ces élus. Après avoir essayé du dessin, du modelage, où il avait fait des progrès rapides, il quitta subitement cette carrière, pour embrasser avec passion l'étude de la musique. Travaillant avec ardeur pour vaincre les difficultés de l'instrument qu'il avait choisi et pour s'en rendre complètement maître, il ne négligea point les études théoriques, et plus ses maîtres étaient sévères dans leurs exigences, plus il cherchait à pénétrer sous leur direction dans les mystères de la composition. Nous avons tous entendu, Messieurs, ce pianiste élégant, dont le jeu perlé et pur ne laissait soupçonner aucune difficulté vaincue, mais nous avons tous entendu aussi ces compositions charmantes, douces et mélodieuses, par lesquelles il savait captiver, seul, pendant toute une soirée, un auditoire de connaisseurs qui ne se lassaient pas de lui prêter une oreille attentive.

On peut bien dire que tout se convertissait chez lui en mélodie, le bruit de la ville comme le doux murmure de la campagne. Mais, s'il n'était pas étranger aux impressions grandioses, sa nature se prêtait de préférence aux mélodies suaves, aux harmonies douces, aux expressions gracieuses. Il recueillait ses impressions et ses inspirations surtout à la campagne, dans ce domaine de Dardagny, tant chéri par lui, où il a voulu être enseveli. Le bruit du vent, qui secouait les hautes cimes des marronniers majestueux devant ses fenêtres, le gazouillement des oiseaux dans les haies et dans les buissons, le murmure des sources et des ruisseaux se traduisaient pour lui en mélodies, qu'il fixait sur le papier, pour en faire jouir un public

•

constamment fidèle à ses productions. A Genève, Bovy-Lysberg était professeur et exécutant, à Dardagny, il était compositeur et créateur.

Mais son enseignement mérite encore quelques mots. Jamais, on peut bien le dire, jamais on ne vit maître plus scrupuleusement consciencieux. Ses élèves lui tenaient à cœur ; il s'intéressait ardemment à leurs progrès et cherchait, par tous les moyens possibles, à les faire avancer. Manquer une leçon sans cause grave, lui aurait paru un crime commis contre l'avenir de ses élèves ; il se serait fait des reproches de conscience, s'il avait un seul moment négligé de suivre leurs efforts avec une attention soutenue. On pourra peut-être lui trouver un successeur, qui l'égalerait quant au savoir, et qui se rapprocherait de lui par des manières sympathiques, douces et pourtant fermes, mais le Conservatoire de musique ne trouvera jamais un professeur qui dépassera par le dévouement Bovy-Lysberg.

J'ai dit.



# RAPPORT

SI'R

## LA MARCHÉ DE L'INSTITUT

PENDANT L'ANNÉE 1872-73

---

L'Institut genevois s'est réuni deux fois en séance générale dans le courant du mois de mai 1872.

La séance dite administrative a eu lieu le 2 mai et la séance publique le 7 mai, toutes deux sous la présidence de M. le professeur Vogt.

Dans la séance administrative, les comptes de l'exercice précédent dûment vérifiés ont été soumis à l'approbation de l'Assemblée qui en a donné décharge au secrétaire général. Puis il a été procédé à l'élection du bureau de l'Institut qui a été composé comme suit : MM. Ch. Vogt, président; Vuy, vice-président et Henri Fazy, secrétaire général. En outre, ont été élus du Comité de gestion MM. Flammer, notaire; Vaucher, professeur; J. Vuy, notaire; Diday et Olivet, docteur.



La séance générale publique a eu lieu comme d'usage dans la salle du Grand Conseil ; elle a été ouverte par un discours du président, M. Vogt, qui s'est attaché spécialement à retracer la vie et les travaux du professeur Edouard Claparède. M. le professeur Cherbuliez-Bourrit a donné lecture d'une notice nécrologique sur M. E.-A. Bétant, et M. le professeur Pierre Vaucher d'un fragment intitulé : *Simple histoire*. Enfin, la séance s'est terminée par la lecture de trois poésies de M. Vuy.

### I. *Section des sciences naturelles et mathématiques.*

La Section des sciences naturelles et mathématiques de l'Institut genevois, après un assez long intervalle d'inactivité, s'est réunie, le mardi 11 février 1873, sous la présidence de M. le professeur Vogt.

Elle se trouvait alors composée d'un petit nombre de membres effectifs dont les noms suivent : MM. Vogt, Dr Duchosal, Dr Mayor, professeur Thury, professeur Oltramare, L. Michaud, Dr Fontanel ; et de MM. Fauconnet, Dr à Nyon, et Josseume père, membres honoraires.

M. le Docteur Fontanel a demandé à échanger son titre de membre effectif contre celui de membre honoraire ; la section l'a nommé membre émérite.

Les personnes dont les noms suivent, présentées dans les formes, ont été nommées membres honoraires :

MM. Vulliet, docteur ; D. Monnier, préparateur ; Julliard fils, docteur ; L. Odier, docteur ; L. Prévost, docteur, J.-L. Reverdin, docteur ; Sonnex, pharmacien ; Schmidt, pharmacien ; Callet, pharmacien à Nyon ; Devrient, docteur à Chêne ; Porte, docteur ; Glatz, docteur ; Bader, pharmacien ; Haltenhoff, docteur ; Bertrand, professeur ; Redard, docteur à Satigny ; Frey-



Gessner, conservateur; Pétavel, docteur à Chêne; Habel, pharmacien.

A la suite de ces nominations, il a été procédé à l'élection de 4 membres effectifs, les élus ont été MM. J.-L. Prévost, docteur; J.-L. Reverdin, docteur; D. Monnier, docteur-préparateur; Bertrand, professeur de mathématiques.

Puis la Section a composé son bureau de MM. le professeur Vogt, président; J.-L. Reverdin, docteur, secrétaire.

Les séances auront lieu le deuxième mardi de chaque mois au Bâtiment électoral.

Dans la séance du 11 mars, MM. Dunant, docteur; Bouvier, docteur; Faton, ingénieur; Lunel, conservateur; Rochat-Maury, ingénieur, ont été ajoutés à la liste des honoraires.

## *II. Section des sciences morales et politiques, d'archéologie et d'histoire.*

Les séances de cette section ont continué à être nombreuses et bien remplies. Elle a entendu la lecture d'un rapport très-étendu de M. Reverchon, relatif au projet de loi sur l'Instruction publique; ce rapport a été suivi d'une discussion approfondie qui a porté sur tous les points essentiels du projet de loi. Les vœux de la Section ont été résumés par les soins de M. Reverchon et envoyés sous forme d'adresse au Grand Conseil; le travail de M. Reverchon a paru dès lors dans le bulletin de l'Institut.

Au nombre des travaux qui ont été présentés à la Section nous devons mentionner :

Un mémoire de M. Mennet sur la nécessité de développer l'instruction dans les campagnes, et sur la convenance de publier dans ce but un manuel d'économie agricole.

Un rapport de M. Vaucher-Crémieux, sur le Congrès qui

s'est tenu à Londres pour la réforme du système pénitentiaire. — M. Vuy a communiqué des documents relatifs au baron d'Hermance.

Dans la séance du mois de février dernier, la Section s'est préoccupée d'une manière générale de la question des grèves, et a reconnu en principe l'utilité de créer à Genève un Conseil de prud'hommes ou Conseil arbitral ; la Section sera prochainement appelée à discuter un projet rédigé dans ce sens.

Pendant le cours de cette année, la Section a perdu plusieurs de ses membres ; elle a à regretter la mort de MM. Huisoud, régent à Aire-la-Ville ; Moulinié, ancien secrétaire général, et Lignières, tous trois membres honoraires ; de MM. Auguste Rieu, avocat à Lausanne ; Kampschulte, professeur à l'Université de Bonn, Gall-Morel, directeur du couvent d'Einsiedlen et Jules Eytel, député au Conseil national, ces derniers membres correspondants.

D'autre part la Section s'est recrutée de 17 nouveaux membres honoraires et a conféré le diplôme de membre correspondant à M. Brossard, archiviste de la ville de Bourg, et à M. le comte Amédée de Foras à Thonon.

### III. *Section de Littérature.*

La Section a décidé de s'intéresser pécuniairement à la publication des œuvres de *Fournel*, qui sera faite ultérieurement par un éditeur de Paris, avec le concours littéraire de M. le professeur Amiel.

Elle a pris cette décision après avoir entendu la lecture d'une des pièces les plus remarquables laissées par Fournel, le *Camp de Schinderhans*, drame historique plein de verve et d'esprit.

La Section est revenue sur la question de la *phonographie*

ou réforme de l'orthographe française, à propos d'un nouvel ouvrage de M. Firmin Didot sur le sujet. Elle a décidé de se ranger, sauf deux ou trois points de détail, aux réformes très-modérées proposées par le célèbre imprimeur.

La Section a entendu la lecture de plusieurs poésies : une de M. Benjamin Dufernex, à propos du groupe *Le Sommeil et la Mort*, dû au gracieux sculpteur Guglielmi; deux de M. Jules Vuy, *Le Sentier* et *la Bataille de la Vie*; deux de M. Flammer, l'une imitée de *Justinus Kerner*, l'autre intitulée : *L'Automne dans les Bois*.

M. Moïse Hornung a lu une petite nouvelle intitulée : *Mon Roman*, qui a paru contenir des observations très-déliées sur nos rapports avec la nature.

M. Charles Ritter a entretenu la Section de Goethe, à propos de deux jugements contradictoires portés récemment sur cet auteur par le docteur Strauss et par M. Edmond Schérer. Cette lecture a été suivie d'une discussion animée. M. Charles Ritter a plus tard fait connaître à la Section le romancier anglais Georges Elliot, à propos de *Middlemarsh*, sa dernière œuvre; à ce sujet, on a causé du roman en général et plus spécialement des éléments juridiques qui s'y rencontrent souvent en Angleterre.

M. Joseph Duvillard, professeur de grec au Gymnase, a vivement intéressé la Section, en lui racontant ses expériences et ses impressions pendant un séjour prolongé qu'il a fait à Athènes. M. Duvillard est très-favorable aux modernes Hellènes, tout au moins aux classes populaires.

M. le professeur Pierre Vaucher a lu une appréciation spirituelle du nouvel ouvrage du docteur Strauss, *L'Ancienne et la Nouvelle Foi*, qui a suscité en Allemagne une si vive polémique.

Enfin, la Section a procédé, le 15 mars 1873, au renouvel-

lement de son bureau. Elle a nommé : comme président, M. le professeur Amiel ; comme vice-président faisant les fonctions de trésorier et de secrétaire, M. André Oltramare, et comme secrétaire-adjoint, M. le professeur Duvillard.

#### IV. *Section des Beaux-Arts.*

Dans la séance d'avril, la Section a renouvelé son bureau, en confirmant M. F. Diday, peintre, en qualité de président, et en appelant à la vice-présidence M. Dorcière, sculpteur ; au secrétariat, M. Gevril, professeur à Carouge ; en qualité de conservateur des tableaux et autres objets appartenant à la Section, M. Charles Menn.

La Section a décidé en principe l'ouverture d'un concours pour un projet de fontaine devant servir à la décoration de la place Neuve, mais elle n'ouvrira la discussion sur ce sujet que lorsque l'emplacement du nouveau théâtre aura été déterminé et que ses dispositions architecturales seront connues.

Dans la séance de mai, elle a décidé de prouver l'intérêt qu'elle prend à l'avancement et à l'encouragement des Beaux-Arts dans notre pays, en consacrant la plus grande partie des fonds dont elle peut disposer, à l'acquisition d'un ou plusieurs tableaux, parmi ceux qui figuraient à l'exposition artistique du Palais Electoral en 1872.

Cette décision a reçu son exécution par l'achat du tableau de M. Simon Durand, jeune peintre genevois de beaucoup d'avenir.

Ce tableau intitulé : *Après l'Exercice*, a été donné à la Municipalité, pour être placé dans les salles du musée Rath.

Dans une dernière séance, la Section a également voté une somme pour participer à l'achat des reproductions en fonte du trésor de Hildesheim. Ces objets antiques sont d'un goût et

d'un travail admirables ; ils pourront être avantageusement étudiés par les artistes et ceux qui s'occupent d'industrie.

Cette collection a été acquise conjointement avec la Section des Sciences Morales et Politiques et celle d'Industrie et d'Agriculture de l'Institut. Elle sera conservée dans la vitrine de la Section des Beaux-Arts, qui en prendra soin et qui la tient à la disposition des personnes qui désireront l'étudier.

#### *V. Section d'Industrie et d'Agriculture.*

Pendant l'année qui vient de s'écouler, la Section s'est réunie quatorze fois ; elle a entendu de nombreuses communications.

M. Faton a lu un rapport sur le concours de Sion et un autre sur les résultats de la culture des graines envoyées par la Société d'acclimatation.

M. Archinard a attiré l'attention de la Section sur l'utilité qu'il y aurait à construire des habitations saines et à bon marché pour les ouvriers agriculteurs.

La Section s'est occupée à plusieurs reprises de la maladie du phylloxera, à propos d'articles publiés dans des journaux étrangers qui annonçaient que plusieurs de nos cantons du Nord avaient été envahis par cette maladie. M. Faton a signalé à ce propos une maladie qui a envahi les plates-bandes d'oignons et qu'il croit provenir d'un insecte dans le genre du phylloxera.

D'autre part, la Section a entendu la lecture d'un rapport de M. l'ingénieur RoCHAT-Maury, sur les grès bitumeux de Satigny et Dardagny ; d'un rapport de M. Faton sur un papier inimitable pour billets de banque, actions, obligations, etc. ; ce papier est de l'invention d'un membre de la Section, M. Louis Blanchet. La Commission, composée de M. le pro-

fesseur Vogt, de M. Daniel Colladon et de M. Faton, a été unanime pour approuver et recommander cette invention.

D'un travail de M. Edouard Uhler sur les effets produits par la foudre sur les différentes espèces d'arbres ;

De M. Michaud, sur la pipe à vin de M. Perreton, de Saint-Etienne ;

De MM. Granger et Sené, sur différents fourneaux de cuisine se chauffant par le pétrole ;

De M. Chavoix, sur un procédé pour l'argenture directe de la fonte et du fer par la galvanoplastie, procédé dont il est l'inventeur ;

De M. Gaberthuel, sur son essence de café, sur un moyen de conserver les pommes de terre, et, d'une autre pour la conservation de la viande.

M. Messaz a présenté à la Section un appareil au moyen duquel on peut opérer sans aucun danger le transvasage de l'huile de pétrole. M. Chavoix a également présenté un bec brûlant de la néoline, et un régulateur automatique des becs de gaz.

M. Lagier a soumis à la Section plusieurs tableaux de statistique cantonale forts intéressants.

Sur la proposition de M. Ch. Menn, une Commission a été chargée d'examiner, à propos de la loi sur l'Instruction publique, quelles améliorations pourraient être introduites dans nos écoles publiques en vue de l'enseignement industriel et agricole. Le rapport de la Commission, présenté par M. Dusaud, indique ce qui devrait être fait dans ce sens dans les écoles primaires et dans les collèges ; il insiste tout particulièrement sur la nécessité de créer des écoles complémentaires, essentiellement pratiques et faisant suite aux écoles primaires. Ce rapport a été adressé au Grand-Conseil.

La Section a publié cette année, comme précédemment,

l'Almanach de la Suisse romande; cet almanach a été envoyé par la Section aux bibliothèques communales et aux bibliothèques de nos établissements publics. Le Département de l'Instruction publique en a pris un certain nombre d'exemplaires pour les distribuer à MM. les régents primaires.

Depuis le dernier compte-rendu, la Section a perdu plusieurs de ses membres : MM. Jules Lignières, trésorier et membre effectif, Moulinié et Merminod, membres honoraires, et Jacques Penay, membre émérite. M. Prévost-Ritter ayant donné sa démission de membre effectif, a été nommé membre émérite, et a été remplacé par M. John Rollanday, jugé au Tribunal de commerce.

M. Faton, ingénieur, a été élu trésorier de la Section, en remplacement de M. Lignières, décédé.

La Section a admis neuf membres honoraires nouveaux et élu deux membres correspondants : MM. Batillat, pharmacien à Mâcon, et E. Kopp, professeur de chimie technologique au polytechnicum de Zurich.

## BIBLIOTHÈQUE

Voici le résumé des ouvrages dont la bibliothèque s'est enrichie cette année :

Donné par des gouvernements ou administrations suisses et étrangères : 10 volumes, 6 brochures.

Donné par des particuliers : 154 volumes, 45 brochures, 2 albums, 3 feuilles de plan et autres.

Donné par des sociétés en échange : 60 vol., 127 brochures.

Abonnements : 6 volumes, 2 brochures.

Total : 230 volumes, 182 brochures, 4 albums, 3 feuilles, plans et autres.







# SIX SEMAINES A HYDRA

## SOUVENIRS D'UN SÉJOUR EN GRÈCE

PAR J. DUVILLARD

---

Le voyage d'Athènes à Hydra ne dure qu'une demi-journée, et le trajet, rapidement parcouru par le bateau à vapeur, offre des scènes assez variées pour que l'ennui n'ait pas le temps de se produire. C'est d'abord Salamine, précédée de Lipso-Kutali, l'ancienne Psyttalie, avec la vue blanche de son phare; Salamine, dominée par sa Montagne Noire (Mavro Vuni), bordée de rochers nus, ceinte de golfes qui développent ses rivages déserts. Elle regarde Egine, sa rivale en gloire, qui lui présente orgueilleusement, sur les collines du cap Tourlo, les colonnes doriques du temple de Minerve. La côte orientale d'Egine est rocheuse, mais l'on voit poindre les taches vertes de bosquets d'oliviers, les taches blanches de quelques maisons disséminées, habitées par des Albanais. Le Saint-Elie détache son cône aigu au-dessus du système des montagnes, et vient terminer ses pentes au cap Perdhika, où la verdure reparait. Au-delà, dans un bleu lointain, apparaît le mont Chelona de la presqu'île Méttrana. Au dernier plan, flottent indécis, noyés dans la vapeur blanche de l'horizon, les sommets qui dominent l'emplacement d'Epidaure.

La mer étincelante fuit aux flancs du navire. On rase Poros, l'ancienne Calaurie. Partout le roc nu et brûlé : il semble qu'on y puisse toucher de la main. On laisse à gauche l'îlot de Modhi, et l'on entre bientôt dans la baie extérieure de Poros. Ici la scène change. Au fond l'arsenal élève ses masses blanches, surmontées des couleurs nationales. La côte du Péloponèse monte doucement au sud, couverte d'orangers, de citronniers et d'oliviers. En face le monastère de Poros s'enfonce dans un vallon parmi de délicieux ombrages.

La mer était à peine ridée et profondément teinte de ce bleu qui a rendu célèbres les rivages de la Grèce. L'air était suffoquant, mais embaumé par les émanations de la terre. L'ensemble du tableau est gracieux, simple et charmant. Quelques rochers animent la baie. La ville est cachée sur la rive intérieure, et sans les caïques peints, aux voiles blanches et rouges, qui s'empressent autour du vaisseau, on pourrait se croire dans une contrée découverte tout à coup par le hasard des explorations.

Le bateau reprend sa marche, troublant d'écume ces eaux si pures. J'emporte le regret de ne pouvoir rester quelques jours dans ces lieux d'un aspect si doux et si paisible, et je rêve les délices d'heures oisives et solitaires, sans m'apercevoir que nous doublons déjà le Scyllaeum, ou plutôt l'îlot Kelevini, son avant-garde. C'est la pointe la plus orientale du Péloponnèse. Hydra apparaît au Sud, bleuâtre, perdue dans le soleil. Le Péloponèse, dont on s'éloigne, a repris l'apparence générale de ses côtes arides et sèches. Aucune trace de vie. Des marais, parallèles au rivage, y répandent la fièvre et boivent les ruisseaux peu nombreux qui descendent de la montagne. Les cimes d'Hydra s'approchent de plus en plus distinctement.

Il était midi. Une lumière intense blanchissait le ciel, va-

peur sèche qui adoucit les plans et enveloppe les contours des montagnes. La mer était d'un calme absolu, d'un bleu idéal. Le sillage formait deux rayons s'éloignant toujours et se perdant bientôt, après avoir mêlé sous l'hélice leur écume resplendissante. Les rochers précisaient de plus en plus leurs formes. A mesure que nous avancions, la côte d'Hydra devenait plus blanche, et nous renvoyait brûlants les rayons d'un soleil de juillet. Du reste pas de rivage, pas de verdure. Une route, celle de la Quarantaine, semblait suspendue d'une manière incompréhensible au-dessus d'un précipice dont la base est battue par la mer. Le couvent de la Sainte-Trinité dominait les constructions et le port du Lazaret ou port Panagia. Quelques navires dormaient dans la petite baie auprès de laquelle l'édifice se blottit, à l'ombre de quelques platanes. Quelques moulins à vent, qui signalent la ville, ne pouvaient réussir à mettre en mouvement leurs ailes paresseuses. Enfin, les maisons apparaissent, blanches et grises, gracieusement assises en amphithéâtre autour d'un port étroit dans une vallée qui s'incline rapidement vers la mer. Le premier coup d'œil est presque imposant, et l'imagination peut croire encore présents les jours d'une prospérité peut-être à jamais disparue. Le port, au fond duquel s'élève la cathédrale, est rempli de bateaux et de navires de la construction la plus variée. Il est resserré vers le Sud par une colline qui le sépare des anses de Kamini, et cache la moitié occidentale de la ville quand l'on vient du Scyllaeum. C'est bien là cette Hydra, qui, déchue de sa grandeur par ses sacrifices mêmes, regarde encore avec orgueil ses vaisseaux et la mer qu'elle a si brillamment illustrée.

Au loin, dans le canal, surgissent quelques rochers, et les massifs de Dhoko, l'ancienne Aperopia. Noyée dans le soleil, Spezzia, la rivale en gloire d'Hydra, s'élève à peine au-dessus

de la mer. Sur la côte du Péloponèse l'on voit maintenant quelques habitations, et les maisons de Kastri, l'ancienne Hermione, dominées par les montagnes argiennes de Kranidhi. L'ensemble, quoique sévère, est plein d'harmonie et de grâce ; la mer et la lumière en relient les parties, et donnent un charme inattendu et étrange à ces rochers qui seraient pires peut-être que le désert sans ce canal admirable pour les animer. Le contraste et l'éclat des couleurs semblent donner la vie à toute la scène, et la diversité de leurs impressions multiples vient pourtant se fondre en un sentiment de concordance merveilleuse et d'harmonie sublime.

Tel fut l'aspect sous lequel m'apparut l'extérieur d'Hydra dans ses rapports esthétiques avec les lignes environnantes. Je devais voir se confirmer cette première impression durant le séjour que je fis dans cette île. J'étais précisément attiré à Hydra par le désir de me rendre compte du charme qu'inspirent les paysages de la Grèce, charme pénétrant qui rend les souvenirs impérissables. Presque partout en Grèce la poésie des anciens temps, la splendeur des ruines, les images du passé ajoutent encore à la vivacité et à la profondeur des impressions, en mêlant un sentiment presque religieux de vénération au ravissement produit par les spectacles de la nature, mais à Hydra, où l'antiquité n'a laissé aucune trace, dont l'illustration est récente, où le sol est pauvre, je voulais étudier les éléments dont se compose la beauté de la terre hellénique sur un rocher qui, sous un autre ciel, ne serait qu'un écueil, un séjour déshérité.

Je serais pourtant injuste envers ce coin de terre, si je ne rappelais brièvement les titres de gloire d'une île qui a eu son jour de retentissement dans l'histoire universelle. Le nom d'Hydra reste désormais inséparable des nobles efforts des Grecs modernes pour se délivrer de la barbarie, et l'antiquité

ne saurait désavouer les actes de patriotisme et même d'héroïsme accompli par ce petit peuple en face d'un grand empire et vis-à-vis de la froideur hostile qui accueillit dans les régions officielles de l'Europe le premier soulèvement de la Grèce opprimée.

Comme je l'ai dit, Hydra antique n'a point d'histoire. Hérodoté raconte que les exilés samiens, à qui la ville d'Hermione avait cédé ce rocher, l'abandonnèrent bientôt pour une somme d'argent à Trézène, le trouvant sans doute trop inhospitalier ; c'était au temps de Polycrate et d'Anacréon, dans le <sup>vi</sup><sup>m</sup><sup>e</sup> siècle avant notre ère. Depuis lors Hydra est à peine honorée d'une brève mention par les géographes. Étienne de Byzance cite pourtant un pâtre hydriote, Euagès, qui fut un auteur de comédies. Durant le moyen-âge et des premiers temps de l'histoire moderne le silence est absolu. L'île n'avait d'autres habitants que quelques pâtres venus de la côte voisine d'Argolide. Ces pâtres étaient des Albanais, de cette race que le moyen-âge avait répandue sur toute la Morée pour remplacer l'antique population disparue. Ces pâtres finirent par se livrer à la navigation, l'île étant complètement stérile. Hydra fournissait, en guise de tribut, quelques équipages à la Turquie. Dans l'affreuse guerre que les Russes firent subir aux Turcs en 1770, tandis que les Maïnotes de Taygète s'étaient révoltés, les marins d'Hydra restèrent neutres, même après la destruction de la flotte turque à Tchesmé.

Le besoin qu'avaient les Turcs des marins hydriotes eut pour conséquence une sorte d'indépendance de l'île, et, avec l'indépendance, un accroissement considérable de population, les opprimés grecs venant y chercher du repos et quelque sécurité. C'est ainsi qu'il vint des colons de Thermia, l'ancienne Cythnos, d'Eubée et du continent. Les Tombazis étaient originaires d'Hermione, les Kriésis d'Eubée, les Coundouriotis

de Mégare. De 1770 à la fin du siècle, les progrès d'Hydra furent constants. L'île n'était soumise à d'autre impôt qu'à la levée de cinq cents marins entretenus à ses frais. Plus tard, elle remplaça même ces cinq cents Hydriotes par un égal nombre de matelots d'Hermione. Villoison, le fameux helléniste qui trouva à Venise le manuscrit d'Homère avec les annotations des grammairiens d'Alexandrie, signale déjà l'essor de la marine grecque à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et l'attribue à ses véritables causes, la sobriété des matelots, la connaissance exacte des parages dangereux de l'Archipel, l'audace heureuse des capitaines, leur fidélité dans leurs engagements. Les Hydriotes furent forcés dans cette période de se mesurer souvent avec les pirates barbaresques, et ils y gagnèrent l'expérience des combats de mer, des surprises, des ressources auxquelles on pouvait devoir le salut des navires. Les bricks d'Hydra, joints à ceux de Spezzia et d'Ipsara, faisaient déjà une concurrence redoutable au commerce anglais et français. Mais ce fut surtout depuis la Révolution française que la marine hydriote prit un accroissement subit et prodigieux. Les navires de Marseille ayant été contraints d'abandonner le Levant, les Grecs se mirent sous la protection des pavillons de la Russie et de l'Angleterre, et accaparèrent bientôt exclusivement le transport des céréales de la Russie méridionale dans l'occident de la Méditerranée, débarquant leurs cargaisons, selon les circonstances, en Provence, à Gênes ou à Livourne. Un voyage suffisait souvent pour doubler ou tripler les capitaux engagés. Les années 1812 et 1816 furent exceptionnellement favorables, à cause des mauvaises récoltes en Europe. Le capitan-pacha de l'Archipel avait concédé aux Hydriotes les lois du code de commerce français. L'administration intérieure de l'île était absolument indépendante entre les mains d'un chef électif pris parmi les capi-

taines, ceux-ci étant d'ailleurs convoqués en assemblée dans toutes les affaires importantes. De 1813 à 1818, le capitán-pacha donna le gouvernement de l'île à un Hydriote, Boulgaris, avec le titre de bey ; Boulgaris était assisté d'un sénat de vingt et un notables. Une population de trente-cinq mille âmes fut bientôt réunie sur un rocher où la terre végétale est si rare que les gens pauvres se font enterrer sur la côte voisine d'Argolide, tandis que les riches se font creuser des caveaux funéraires dans la montagne. Hydra n'a point de champs, dit un hymne populaire, mais elle a des vaisseaux, Neptune est son domaine, ses matelots sont ses laboureurs ; avec ses vaisseaux rapides Hydra moissonne en Egypte, s'enrichit en Provence et vendange sur les côteaux de la Grèce !

La prospérité matérielle et l'indépendance municipale eurent bientôt pour résultat le réveil de l'instruction et des lettres. Les marchands enrichis fondaient des écoles, imprimaient des livres. En 1815, la Sainte-Alliance, sollicitée par Capo d'Istria, autorisait la société des Philomuses, dont le but était de répandre les lumières modernes parmi les populations grecques. En novembre 1815, la république des Iles Ioniennes était constituée sous le patronage anglais, et cette quasi-liberté d'une fraction de la patrie commune avait réveillé les idées d'indépendance endormies depuis près d'un demi-siècle. Sous le couvert de la société autorisée des Philomuses s'était aussitôt fondée à Vienne l'Hétairie, dont le but secret était la restauration hellénique. Un mouvement énergique s'empara des populations grecques ; partout s'établirent des écoles, et même des écoles supérieures, comme à Janina, à Chios, à Cydonie ; l'Eglise soutint les efforts nationaux ; les jeunes Grecs accouraient en foule aux universités d'Europe ; partout l'émancipation intellectuelle préluait à l'émancipation politique. A l'extérieur les Grecs étaient recherchés et flattés, la Russie leur



ouvrait de brillantes carrières dans la diplomatie et les armes, ils formaient en Orient le corps consulaire de toutes les nations européennes. Le commerce de la Méditerranée ne suffisait plus aux entreprises de leur mille navires, montés par vingt mille matelots exercés ; les bricks d'Hydra avaient traversé l'Atlantique et ouvert avec New-York des relations fructueuses. Aussi se représente-t-on facilement l'amertume des sentiments de ces hommes, la douleur poignante de ces rois du commerce, lorsque, de l'étranger où ils traitaient en hommes libres avec les premières nations du monde, ils revenaient dans leur pauvre patrie esclave ; lorsque, de leurs vaisseaux où ils régnaient en maîtres absolus et respectés, ils mettaient le pied dans la Grèce misérablement opprimée, traités avec mépris dans ces campagnes désertes que le despotisme des Turcs avait privées de toutes les sources de la prospérité et de la vie.

En 1821, les circonstances amenèrent la crise inévitable. La Turquie avait trahi sa faiblesse, l'Egypte était devenue à peu près indépendante, Ali-Pacha avait essayé d'en faire autant en Albanie. Ce despote, assiégé dans Janina par une armée turque, fit comprendre aux hétéairistes que sa chute serait le signal du massacre de leurs chefs. L'ennemi cruel des Souliotes offrait maintenant son appui si les Grecs le sauvaient par une révolte générale. Les hétéairistes étaient en effet sérieusement menacés ; d'un côté les catholiques des Cyclades, rivaux des chrétiens orientaux, de l'autre les Anglais, jaloux de la prospérité du commerce grec dans le Levant, avaient mis la Porte au courant de la grande conspiration nationale. Il fallait prévenir les exécutions par la révolte. Alexandre Ypsilanti, après s'être assuré de l'appui tacite de l'empereur Alexandre et de l'hospodar Michel Soutzos, entra en Moldavie avec 3600 hétéairistes, et proclama la sainte insurrection à Jassy. Désavoué au congrès de Laybach par les souverains in-



quiets des mouvements libéraux de l'Europe, Ypsilanti fut écrasé par des forces supérieures, et retenu pendant six ans prisonnier en Autriche.

Les Turcs se vengèrent d'une manière atroce. Le patriarche grec fut arraché à l'autel le jour des Pâques et pendu aux portes de son église ; la plupart des Phanariotes furent massacrés ou condamnés à l'exil, et leurs biens confisqués. Le divan ordonna, en outre, le désarmement des Grecs dans tout l'empire. Devant cette menace, l'Archipel et la Grèce entière se soulevèrent. Hydra, dans l'origine, avait été peu favorable à une insurrection que son aristocratie regardait comme prématurée, mais il ne s'agissait plus maintenant d'hésiter. Ipsara écrivait au sénat d'Hydra : « Vous ne souffrirez pas, sans doute, qu'on arrache de nos mains 4000 canons et plus de 60,000 fusils, fruit de tant d'épargnes et de travaux, que nous ne devons céder qu'avec la vie, puisqu'en les livrant nous la perdrons avec eux. » Le 28 avril, le sénat d'Hydra proclama le règne de la Croix ; Tombasis fut nommé amiral et reconnu par l'Archipel entier. Pendant cette année 1821, deux marchands, Condouriotis et Orlando, fournirent 112,000 francs pour l'armement de 20 navires. Une activité extraordinaire s'empara de l'île ; on construisait de nouveaux vaisseaux, on armait les anciens, on exerçait les matelots, on priait, on chantait les hymnes de la liberté, et, au milieu de l'enthousiasme universel, le professeur Bombas enflammait le peuple par ses éloquentes discours sur l'union et sur l'indépendance. Condouriotis s'écriait : « Depuis 30 ans je travaille pour amasser des trésors ; je m'estimerai heureux, s'ils peuvent aujourd'hui servir à l'indépendance de mon pays. Je suis certain que tous les riches d'Hydra partageront mes sentiments ; mais, s'ils reculent devant des sacrifices d'argent, ne vous découragez pas ; je suis en état de faire à moi seul toutes les dépenses de la marine. »

Pendant que les îles s'armaient, l'archevêque Germanos commençait le siège de Patras, Mavromichalis entra en Messénie avec ses bandes de Maïnottes, et Démétrius Ipsilanti, frère d'Alexandre, était nommé généralissime. Napoli, Navarin, Tripolizza tombent entre les mains des insurgés. Le 1<sup>er</sup> janvier 1822, la Grèce se donnait une constitution. La révolution était générale, et tout le monde sait les actes d'héroïsme qu'elle a produits.

Il n'est pas dans mon dessein de décrire cette lutte à laquelle l'histoire d'Hydra est étroitement liée. C'est une histoire intéressante, à la fois triste et glorieuse. J'aurai l'occasion de faire allusion à quelques épisodes qui regardent particulièrement Hydra. J'ai seulement voulu retracer ici en quelques mots la période glorieuse de l'île, avant de décrire son aspect matériel, et montrer comment, sans Hydra, la révolution hellénique eût été impossible.

---

L'on nous fit débarquer sur les rochers qui dominant le port à droite. Un chemin creusé dans le roc nous conduisit au quartier de la grande Kamini, où nous avons notre demeure. L'autre moitié de la ville se découvre en tournant la colline qui en marque une partie du côté de la mer. L'on aperçoit dans la vallée quelques cultures et quelques figuiers sur une terre rougeâtre composée de débris de roches pulvérisées. Cette vallée, entre la colline du rivage et la montagne centrale, est la seule de l'île ; elle monte au sud-ouest, coupée par quelques ravins descendant de hauteurs arides et blanches.

Cette vallée intérieure, dont la ville occupe la partie la plus basse et la plus orientale, a sur la mer trois issues : le port, la grande Kamini, et un étroit défilé barré par une muraille

percée, construite lorsqu'Hydra était menacée par les Turcs. Un ravin sans eau et la grande route de l'île passent sous les deux arches de cette sorte de pont. A droite, sur la haute colline qui projette dans le canal le promontoire le plus avancé de la côte du nord, l'on voit les restes d'une muraille circulaire servant d'enceinte à une esplanade dallée d'où la vue s'étend librement depuis Spezzia jusqu'au Scyllaeum. Une batterie y commandait la mer au temps de l'insurrection.

Le ravin conduit les eaux des pluies d'hiver sur une plage étroite, resserrée encore par une éminence où s'élève une chapelle. Ce roc devint bientôt le but de mes plus fréquentes promenades. C'est un endroit solitaire et poétique. Une petite église, sur un îlot voisin, semble regarder sa sœur du rivage. Dans une anfractuosité, à l'endroit précis où vient mourir la mer, un puits donne une eau parfaitement douce, mais légèrement calcaire. Dans le lit du ravin, deux autres puits ne servent qu'aux animaux. D'ailleurs pas un arbre. Ces lieux, dépouillés et sauvages, sont dominés par une cime calcinée dont les pentes rapides descendent à pic dans la mer. Les vents étésiens y poussent presque directement les lames qui s'y brisent avec un fracas assourdissant.

Dès le jour de mon arrivée, je fus saisi de l'aspect sévère de cet endroit. J'y suis revenu bien souvent sans me lasser d'admirer. Cette rudesse et cette âpreté des objets qui vous entourent n'en excluent pas quelque chose de gracieux et de serein. Les caprices des vagues destructives et la physionomie mobile du canal effacent l'impression de fatalité que produisait l'absence de vie sur cette terre dure et sèche. Le murmure éternel des flots, le bruit du vent, la voile énorme des trechan-*tiria* qui reviennent de leur pêche matinale, le silence et la majesté des montagnes, les ronces brûlées que recherchent encore quelques moutons amaigris, ce désert pénètre l'âme

d'une impression profonde et religieuse. La mer, d'un bleu sombre sous la brise, bornée de toutes parts par Dhoko et les hautes montagnes de l'Argolide, n'a plus cette immensité qui attriste toujours, quelque vive que soit la lumière qui s'y vienne jouer.

Le soir surtout est d'un effet magique. Le canal s'embrase; l'atmosphère semble rouler un fleuve d'or, les pointes des vagues scintillent et murmurent, les limites de l'horizon semblent reculer pour faire une place plus large à cette décoration magnifique. La solitude n'est troublée que par quelques religieuses du couvent de Palamidas, ou par quelque pâtre qui revient de rochers inaccessibles. Parfois encore un chant de matelot part d'un point noir qui glisse sur la surface étincelante des eaux.

Plus tard la scène change encore et vous enivre d'un charme plus profond et plus pénétrant. Le soleil a laissé au-dessus d'Hermione des clartés flottantes qu'aucun génie de peintre ne saurait reproduire. Tout se voile rapidement en perdant la précision des contours. Les teintes s'affaiblissent, et les nuances voltigent et se succèdent, comme en descendant une sorte de gamme fantastique. Bientôt les lueurs disparaissent, et les nuages reprennent peu à peu leur sombre uniformité. Mais, de la fête de rayons qui vient d'être célébrée au ciel, il reste un je ne sais quoi de lumineux, exhalé du couchant, et répandu sur les choses qui nous environnent. Ce que j'appellerais le parfum de ces soirées est une clarté indescriptible que la terre semble doucement rayonner dans l'espace; plus délicate que l'aurore, cette transparence subtile se détache elle-même insensiblement, mais sans toutefois disparaître. Sur ce rocher désert, on oublie, dans cette contemplation, les objets matériels, tant ils s'idéalisent, et l'esprit se livre, sans s'en apercevoir, à une mélancolie douce et vague qui, elle aussi,

est comme une lumière vaporeuse qui enveloppe l'âme entière. Il n'y a que certains rêves pour reproduire quelque chose de ces impressions exquises, qui transforment les choses sensibles en idées vagues, mais cependant distinctes, et qui abattent, pour un instant, la puissance de nos plus grossiers organes pour nous plonger dans un monde plein d'images pures et consolantes.

J'ai souvent gravi la montagne qui domine cette grève. De cette hauteur le spectacle est splendide. Si irritée et mugissante que soit la mer, l'on n'en entend d'autre bruit, l'on n'en perçoit d'autre plainte que la voix d'une clameur sourde. L'on dirait un lac d'huile se mouvant avec lenteur, et agitant lourdement des lignes molles et régulières. Les barques semblent y jouer, et leurs voiles lointaines brillent au soleil comme les ailes gigantesques de grands oiseaux chasseurs.

La ville, comme je l'ai dit, occupe, sur trois collines, la partie orientale de cette vallée. Elle est bâtie, comme le sont celles des Cyclades, dans un désordre assez grand. L'aspect pittoresque et presque imposant qu'elle montre du côté de la mer disparaît dans son intérieur. On y circule par des ruelles parfois presque dangereuses, surtout quand elles sont pavées. Si étroites que parfois elles laissent à peine passer le corps d'un homme, elles sont si rapides qu'on a été obligé d'y ménager des escaliers que les intempéries ont rendus pénibles et glissants. L'on y rencontre aussi trop souvent certains animaux domestiques qui n'ont pas d'autre domicile, et qui servent d'ailleurs à faire disparaître les immondices. Pendant la journée, la chaleur est étouffante dans ces couloirs, et il faut une bonne dose de courage pour s'y engager.

Quant aux maisons, elles sont, à l'intérieur, propres et confortables, et, à l'extérieur, généralement préférables à celles d'Athènes, et construites avec un meilleur goût. Le ba-

petites et pauvres. Chaque papàs a son sanctuaire particulier qui le fait vivre, au moyen d'une collecte faite, à plusieurs reprises, durant la liturgie. Bien que chacune ait ses habitués presque inamovibles, il ne laisse pas que de s'élever de vives jalousies entre eux, quand la ferveur publique ou une circonstance exceptionnelle amènent à l'un d'eux un surcroît d'auditeurs. On compte en moyenne, dans les Cyclades, une église pour 25 familles.

Le soir, les femmes sont assises sur le seuil de leurs maisons, comme dans le quartier albanais d'Athènes. Ce moment est court dans les jours les plus chauds de l'été, quand la nuit arrive brusquement après un crépuscule rapide. Les réunions se prolongent encore quelques instants, puis tout rentre bientôt dans le silence.

Les sources et les puits sont un autre endroit où les femmes de Grèce tiennent assemblée, et ce n'est pas le moins intéressant. A Hydra cependant, où l'eau est une rareté, il faut bien qu'elles se contentent de trois ou quatre puits ; il n'en existe pas davantage dans la ville. Les meilleures maisons ont des citernes, et il est arrivé quelquefois que cette ressource a manqué et qu'il a fallu aller chercher de l'eau sur le continent. L'eau des puits est légèrement saumâtre, mais sa fraîcheur la fait quelquefois préférer à celle des citernes. Toute la journée arrivent des jeunes filles, des femmes et des enfants avec leurs cruches aux formes antiques. Au coucher du soleil, cette scène mobile est très-animée et naïvement pittoresque. Les unes puisent l'eau dans des seaux de cuir ; d'autres attendent leur tour en causant ; d'autres chargent leurs amphores pleines sur leurs épaules qui plient. Presque toutes ont le costume hydriote, une robe noire ou foncée et la coiffe blanche qui leur enveloppe la tête. Leur beauté réelle, la simplicité de leurs manières, les accents de cette vieille langue alba-

naise aussi antique peut-être que le grec, produisent l'impression gracieuse des scènes bibliques. La pensée se reporte involontairement à plusieurs milliers d'années de distance, au temps de ces mystérieux Pélasges dont les Albanais sont les descendants.

Hydra n'est autre chose qu'une montagne courant du sud-ouest au nord-est, large d'une lieue en moyenne et longue de plus de cinq. Elle est, par l'île de Dhoko, le prolongement naturel d'une des pointes méridionales de l'Argolide. Comme elle est aride et que les baies y sont rares, le nombre des excursions y est naturellement très-restreint.

Comme souvent dans la Grèce, ce sont les couvents qui sont le but le plus fréquent des promenades. Le plus important est celui de Saint-Elie, nommé ainsi de la cime auprès de laquelle il est situé (1,800 pieds) ; à quelque distance, sur le même plateau, est un des trois couvents de femmes qui existent en Grèce. Le couvent des hommes est l'un des plus importants du royaume, et il est aussi connu, dans l'histoire de la guerre d'indépendance, comme le lieu de détention du vieux Colocotronis. En 1824, la situation intérieure de la Grèce était des plus malheureuses. La dernière Assemblée nationale s'était rassemblée à Astros, non loin de Nauplie, et Mavromichalis nommé président. Mais une lutte fatale d'influence éclata entre deux partis, les militaires et les politiques. Ces derniers, jaloux de l'ascendant de Colocotronis sur ses soldats, proposèrent ridiculement de nommer cinquante généraux pour lui ôter une partie de ses troupes. Les militaires, parmi lesquels se trouvait Colocotronis, avaient le tort de ne croire qu'à leur épée et de mépriser toute législation. On nomma effectivement les cinquante généraux parmi les ennemis de Colocotronis. Celui-ci, irrité, partit avec ses fidèles et se mit à faire la guerre pour son compte dans l'intérieur du Pélopo-



nèse. Il résista à main armée aux troupes du gouvernement, jusqu'au moment où, attiré par ruse à Nauplie, il fut embarqué avec ses pallikares les plus redoutables et transporté à Hydra, au couvent de Saint-Élie. Là, le vieux chef laissa croître sa barbe en signe de douleur et de vengeance. Mais la Providence le réservait à de nouveaux combats pour la défense de la patrie, qu'il aimait tant. Ibrahim-Pacha débarqua, en février 1825, avec 15,000 Egyptiens disciplinés. Condouriotis fut nommé généralissime ; mais, quoique soutenu par Mavrocordatos et Miaoulis, il ne put empêcher la chute de Navarin. Au bout de quelques semaines, la Grèce était sur le point de succomber. L'armée demandant à grands cris son vieux général, il fallut bien chercher à Hydra Colocotronis, qui revint en triomphe à Nauplie. Colocotronis ne put vaincre Ibrahim, mais par ses mouvements rapides, par son énergie, par sa constance, par la terreur de son nom, il ranima les espérances des Grecs, et parvint à prolonger la lutte jusqu'au moment de l'intervention des puissances occidentales.

Le couvent de Saint-Élie est entouré d'une double enceinte et de quelques arbustes souffrants. Les bâtiments, qui n'ont que le rez-de-chaussée, circonscrivent une vaste cour carrée dont l'église occupe le centre. Les cellules sont étroites et nues, mais d'une propreté admirable. Les ateliers de travail occupent une partie spéciale des constructions ; on y tisse de très-belles ceintures de soie qui sont très-recherchées. Du côté opposé à la cour se trouvent un jardin et quelques ceps de vigne qui ont coûté des peines inouïes. Le couvent possède encore, à quelque distance de la ville, dans la vallée intérieure dont j'ai parlé, une métairie nommée Episkopi, qui possède le meilleur terrain de l'île entière. Pour le dire en passant, l'on a trouvé, dans cette métairie, les seuls débris authentiques qui attestent que ce rocher a été habité dans l'antiquité.



Les cloîtres grecs sont, en général, bien moins riches que les couvents latins. Le travail y est aussi en honneur que la prière. La discipline y est restée immobile depuis les premiers temps de l'Église. Les moines ou caloyers sont soumis à une règle sévère, et consacrent tous leurs revenus à des œuvres pies. Leur vie est austère et leurs jeûnes effrayants. Ils ne mangent jamais de viande, et, aux jours de carême, ils vont jusqu'à s'abstenir d'huile et de vin, non contents de se passer d'œufs et de poissons.

Pendant que la cloche sonnait la fin de la liturgie, je me réfugiai sur une plateforme dallée d'où je pus embrasser un immense panorama. L'Attique attire la première les regards ; elle élève ses montagnes bleues du sein du golfe Saronique, et montre la tache noire et indistincte de sa forêt d'oliviers. Au milieu du brouillard, étincelant de lumière blanche qui relie tous les plans, l'on distingue l'Acropole, le Lycabette et le palais royal. L'Egalée et le Corydale s'effacent, confondus et absorbés par le Parnès. Quelques îles forment comme des nuages d'un bleu sombre sur la mer éclatante. Quand les yeux fatigués et éblouis quittent le Pentélique pyramidal, l'Hymette et le Laurium, et se tournent vers le Péloponèse, ils aperçoivent un amas de montagnes ininterrompues qui s'étend jusque sur les côtes de Laconie. L'entrée du golfe d'Argolide se devine par dessus Dhoko auprès d'une étendue parsemée de rochers nus et arides. Du reste pas la moindre apparence de vie. Les couleurs chaudes des monts les plus voisins, la teinte bleuâtre de la côte de Monembasie, le calme de l'atmosphère, l'azur du ciel et celui de la mer séparés par une lisière blanchâtre de vapeur lumineuse, les rocs sans végétation vivace, les murailles des deux monastères forment un ensemble grandiose, mais mélancolique. La ville qui est à vos pieds ne s'aperçoit nullement ; la mer semble menacer les bases du mont, et

les couvents se pencher sur un précipice pour contempler l'abîme. Un silence complet plane dans l'air et surprend l'esprit. Nul chant d'oiseau, aucun mouvement d'êtres vivants ne vient troubler ou distraire la méditation. Il semble que la société humaine ait sombré dans un dernier naufrage, et qu'il n'en reste que ces quelques moines pour prier Dieu dans la plus belle des langues humaines. Les vaisseaux, dont la présence est une consolation pour l'âme ébranlée, paraissent des points infiniment petits, des ailes blanches tombées sur une mer éternellement immobile. Les couvents, dans ce calme religieux et solennel, paraissent avoir été laissés sur cette cime désolée pour y être une prison où l'âme du solitaire pleurera à jamais sur les peines de l'humanité anéantie. Ces prêtres sombres, et revêtus de la bure grossière du travail, deviennent les instruments d'un culte auguste et vénérable. La seule voix qui convienne à ce désert est celle des cloches et la psalmodie des hymnes religieux.

Mais cette illusion ne devait pas durer, et le supérieur (Hégoumène), qui me rejoignit, s'empressa de me l'enlever, en se plaignant des intrigues de ses moines, et en me racontant de bien tristes événements. On a essayé une fois de l'assassiner après quelques discussions envenimées. L'ambition et de jalouses animosités ont suivi dans cette retraite ces hommes, qui auraient dû s'y sentir meilleurs. Ils ont rétréci le monde autour d'eux, mais ne lui ont pas échappé. Leurs passions ne se sont point éteintes pour avoir borné leur horizon. L'ignorance générale accroît encore le mal, ignorance plus profonde encore chez les caloyers que dans le bas clergé, qui ne s'est point séparé du peuple. La nature ne fait aucune impression immédiate sur ces caractères presque sauvages. Les moines sont plus superstitieux que dévots, et plus indifférents que charitables. Je ne veux pas dire en traçant ce tableau, qui n'est

que trop fidèle, qu'il n'y a pas en Grèce de moines d'une piété sincère et éclairée, d'une grande élévation morale, d'un cœur compatissant et sensible. A Hydra même, je connais un certain nombre d'exceptions, mais ce ne sont malheureusement que des exceptions. Il y aura toujours des esprits contemplateurs, des âmes rêveuses, des solitaires augustes, cherchant la paix dans le silence des cloîtres, et dans la méditation un moyen de se rapprocher de Dieu. Les couvents ont été, sous la domination turque, l'asile d'esprits studieux, le refuge de quelques hommes qui retrouvaient dans la religion, et dans la langue de cette religion, quelque chose de la patrie qu'avaient perdu leurs frères ; ils ont sauvé bien des existences, soulagé bien des misères, encouragé bien des travaux utiles, recueilli bien des voyageurs dans leur noble hospitalité ; ils peuvent encore, aujourd'hui, rendre une partie de leurs services d'autrefois, mais je ne puis cependant qu'applaudir à la loi de la régence de 1833. Cette loi ferma tous les couvents qui comptaient moins de cinq moines, et en consacra les revenus aux écoles et aux besoins de l'Eglise. Le nombre des cloîtres fut ainsi réduit à quatre-vingt-cinq, en y comptant ceux des religieuses. L'on permit, en même temps, aux nonnes les plus jeunes de rentrer dans le monde, et l'on dit qu'un très-grand nombre profitèrent de cette licence.

L'on me permettra d'ajouter ici quelques mots sur un autre couvent, dont la visite m'a frappé. C'est *Hagia-Trias*, ou la Sainte-Trinité, dont les bâtiments s'élèvent au-dessus du port de la Quarantaine. Le supérieur est justement une de ces exceptions dont je parlais tout-à-l'heure. La conversation de ce prêtre le peint entièrement : elle est douce, ardente et résignée. Son couvent reçoit les aliénés en pension, et généralement ils s'y guérissent ou s'y apaisent sous l'influence d'une vie régulière de dévotion et de solitude. Quelques reli-

gieuses font le service intérieur. Une extrême propreté règne partout, qui va même jusqu'à un luxe simple et modeste. L'église est décorée sobrement et témoigne des soins constants et pieux du supérieur. Ce moine, plein d'ardeur, de charité et de modestie, passe ses jours dans la solitude la plus active et la mieux remplie. Il a été l'architecte et presque le maçon de son monastère, dont il a transformé la physionomie. Il a bâti ou réparé les cinq citernes, apporté pièce à pièce tous les ornements, agrandi l'édifice d'une aile entière. Il a planté des arbres, construit des terrasses pour les cultures, garni de terre les rochers, semé des grains, introduit la vigne. Il se délasse dans sa pauvre cellule par l'étude des *Pères de l'Église*. Après la prière du repas du soir, il nous a chanté un hymne dont l'air simple et sévère, sur le mode traînant des vieux cantiques grecs, s'harmonisait avec sa voix pure, mais un peu tremblante. C'était sous une galerie ouverte sur la mer. Le vent du soir soufflait doucement, venant des montagnes de la Morée. La lune versait sur la mer agitée des flots d'étincelles et de rayons brisés. Devant ce canal, devant ces montagnes adoucies par les ombres du soir, j'étais saisi d'une émotion profonde. Un souffle de bonheur me transportait dans une rêverie où la réalité se confondait avec mes souvenirs : la Grèce et les bords austères d'Hydra avec notre lac et ses rives charmantes.

Cette partie de l'île est admirablement choisie pour ces retraites pieuses. Aussi voit-on, dans le voisinage d'Hagia-Trias, un second couvent, celui de Saint-Nicolas. De grands rochers blancs, quelques figuiers sombres, dont la verdure contraste violemment avec le ton général du paysage, la mer, dont on aperçoit les ondulations sans entendre le bruit des vagues, le silence absolu interrompu par le son des cloches, ces monastères entourés de quelques cabanes misérables, tout

cet aspect, triste et solennel, doit replier l'âme en elle-même et la plonger dans le monde de l'extase et de la prière.

Du côté de l'Archipel, la nature devient plus pittoresque, plus sauvage et plus tourmentée. Les gorges abruptes sont couvertes de pins maritimes à la verdure franche et vive. Quelques buissons s'y rencontrent partout où la terre végétale peut être retenue contre l'action des pluies d'hiver. Des plantes aromatiques et épineuses y tiennent lieu de gazon, comme dans la plupart des cyclades ; les pauvres gens en recueillent des fagots qu'ils vendent à la ville. Les oliviers, qui couvraient en partie cette région il n'y a pas très-longtemps, ont été brûlés d'une manière barbare. Il n'en reste plus que quelques pieds isolés et quelques racines calcinées.

L'on revient d'Hagia-Trias à la ville par la route de la Quarantaine, la promenade favorite des Hydriotes. Elle conduit au Lazaret, bâti au fond d'un petit port. Les bâtiments, qui sont peut-être en ce genre un des meilleurs établissements de la Grèce, sont bien construits, mais simples et un peu nus. Un jardin orné de beaux platanes s'étend derrière l'édifice, et sert de promenade à ceux que la prudence oblige d'isoler durant quelques jours. De là, la route monte, creusée dans le roc et surplombant la mer. A vingt minutes d'Hydra, les gouttes d'eau qui tombent d'en haut, dans la saison pluvieuse, ont peu à peu creusé un rocher plat où elles s'amassent. De cette action lente s'est formée comme une empreinte qui reproduit grossièrement la forme d'un pied. Le peuple la vénère sous le nom de *Pied de Jésus*. Il paraît qu'une figure semblable existe en Crète. J'ai entendu un pêcheur dire que Jésus avait fait cette enjambée gigantesque pour montrer que sa religion est le lien indestructible des deux îles, et pour garantir, par ces deux traces divines, la délivrance de la Crète par les secours de la Grèce indépendante.

Il peut paraître étrange que les Albanais d'Hydra se soient montrés de si ardents défenseurs de la résurrection hellénique, tandis qu'une partie de leurs compatriotes, musulmans, soutiennent avec fanatisme, en Grèce, les intérêts de la domination de la Turquie. Nous oublions trop, à cette occasion, l'amour naturel à l'homme pour sa patrie, même adoptive. En Grèce, l'on ne songe pas même à trouver extraordinaire une alliance qui ne nous étonne qu'à défaut de réflexion. Les Germains de la Suisse allemande aiment à rappeler la bravoure et les exploits des Helvétiens celtiques. En Grèce, il y a deux autres raisons plus profondes encore qui unissent d'une manière intime les deux éléments qui composent la population. La première raison se trouve dans la religion. C'est la religion qui a rapproché, contre la barbarie de la conquête musulmane, tous les peuples chrétiens qui vivaient sur le sol grec ; c'est la religion qui fut la véritable patrie de tous les opprimés ; et, dans les temps les plus sombres du moyen-âge, alors que le souvenir de la gloire antique s'était effacé et presque perdu, c'était la religion qui avait inspiré aux esclaves de s'appeler tous entre eux du beau nom de *frères*, comme ils le font encore aujourd'hui. Nous, Occidentaux, qui n'avons point subi le joug affreux d'un culte oppresseur et méprisant, nous avons peine à nous représenter la puissance des liens, l'énergie de sympathie qui rapprochent ceux qui ont toujours été, sans aucune variation, vraiment frères par les espérances, frères par les plus profondes convictions. Contre le désespoir de l'agonie, nos frères d'Orient n'avaient qu'une seule, qu'une lointaine perspective de secours, leur qualité de chrétiens. La seconde raison n'est peut-être qu'instinctive, mais elle n'en est pas moins forte et réelle ; c'est la communauté de race : Hellènes et Albanais sont exactement aussi voisins les uns des autres que les Grecs et les Macédoniens du temps d'Alexandre,

que les Pélasges et les Achéens d'Homère. Il n'y a pas entre eux diversité fondamentale d'origine, mais simplement diversité de culture. Les Achéens d'Homère étaient une tribu pélasgique arrivée, par la prééminence politique, à un degré supérieur de civilisation ; ils ont absorbé les Pélasges sans guerre ni conquête. Les Albanais d'aujourd'hui se fondent exactement de la même manière, avec la facilité la plus merveilleuse, dans l'élément grec supérieur ; pendant quelque temps, les eaux des deux fleuves coulent ensemble, dans le même lit, sans se confondre, mais cette fusion est inévitable, et nous y assistons tous les jours. L'Albanais parlera avec assurance de ses glorieux ancêtres de Marathon et de Salamine, et le Grec ne sourira pas de cette prétention ; s'il dédaigne un peu la langue rude et les mœurs primitives des Albanais, il ne les regarde nullement pour cela comme des étrangers. L'idiôme des Albanais est étroitement apparenté avec les anciennes langues de la Grèce et de l'Italie.

Les Albanais d'Hydra sont de beaux hommes, intrépides, entreprenants, généralement francs et sincères. Impérieux et irascibles, un peu durs quand ils ont de l'autorité, il leur arrive trop aisément, surtout à Constantinople, de tirer le couteau de leur ceinture. Honnêtes et fidèles à leur parole, ils sont pourtant après au gain, ce qui ne les empêche pas de préférer la liberté à toutes les richesses. Leur nature, un peu fière, est moins souple, moins féconde en ressources que celle de leurs frères helléniques. Habituellement froids et peu communicatifs, ils savent pourtant, dans leur intérêt, devenir flatteurs et insinuants. Très-supérieurs à leurs compatriotes d'Argolide, à cause de leur aisance relative, ils arrivent quelquefois au sentiment du beau et du confortable. Leurs maisons, même les plus pauvres, sont tenues avec la propreté la plus



recherchée. Plus simples que les Grecs, ils désapprouvent leur vanité et leur luxe trop extérieur.

Leur esprit, moins vif, moins subtil et moins prompt que chez les Hellènes, est plus tenace et plus étroit. Ils ont moins de grâce et de spontanéité, mais ils sont opiniâtres et sérieux, fermes et sévères. Leur hospitalité tient réellement plus à un sentiment d'amour-propre qu'à la bonté naturelle, et l'orgueil ne leur permet ni d'oublier un bienfait, ni de pardonner une offense. Comme les Grecs, ils ont beaucoup de respect pour la liberté individuelle, et chacun est bien réellement chez eux le fils de ses œuvres, quelle que soit sa naissance, quelle que soit l'illustration de son nom. Leur égoïsme, qu'aucun vernis de mœurs élégantes ne voile encore, rendrait inutile de chercher chez eux la délicatesse qui vient du cœur, ni la politesse qui évite les froissements. Ils parlent beaucoup, mais savent se contenir. Tous aiment passionnément leurs rochers, et la plupart y reviennent volontiers se reposer de leur activité et de leurs longs voyages.

La Grèce n'a pas de meilleurs marins pour la science pratique, le courage et la discipline. Mieux que les Grecs, ils obéissent à leurs capitaines et à leurs supérieurs. Ils sont dévoués à leurs devoirs. Leurs équipages sont renommés pour la sobriété et leur amour de la vie maritime. La mer est leur nourrice ; elle est presque leur berceau. Les hommes sont de hardis plongeurs ; ils se précipitent à la mer du haut des mâts, et reviennent aussitôt recommencer leur périlleux exercice.

Comme je l'ai dit, les Hydriotes sont extrêmement dévots. Ils tiennent à leur religion au même titre qu'à leur île et à leur liberté. Leur foi, austère et peu tolérante, est très-profonde et très-sincère, même dans les classes supérieures. C'est le contraire de ce qu'on remarque à Athènes, où l'indifférence fait tous les jours de nouveaux progrès. Les lampes devant les



images, les jeûnes rigoureux, les cérémonies les plus minutieuses ne sont jamais oubliées. Les cloches tintent toute la journée, quoiqu'il n'y ait qu'un seul office principal, et forment une harmonie étrange avec leurs voix frêles et persistantes. Les prédications sont très-rares, comme dans le reste de la Grèce, et le culte se compose presque exclusivement de la liturgie, qui est, du reste, très-belle et très-auguste.

Je terminerai cette description d'Hydra par le récit d'une excursion à la pointe sud-ouest de l'île, excursion qui m'a laissé de vifs souvenirs pittoresques. Une chapelle solitaire s'élève sur le rivage d'une petite baie; elle dépend du couvent de l'Épiphanie, situé dans les montagnes de l'intérieur. Les hauteurs qui dominant la baie sont parsemées de pins maritimes, dont la verdure brillante anime le progrès. La pente est assez rapide, mais elle aboutit à une plage sablonneuse coupée par un massif de rochers dépouillés, à l'ombre desquels se montre la chapelle. La mer, tourmentée au large par les vents étésiens, était calme dans l'espèce de port formé par l'îlot Petazi, les rochers sombres de Dhoko et la pointe extrême d'Hydra, qui se relève en une sommité conique. Spezzia borne l'horizon au sud, mais, si l'on traverse le col, qui correspond à la baie, on jouit d'une vue immense. Les Cyclades apparaissent bleues dans la ligne blanche et vaporeuse qui sépare le ciel et l'horizon, semées çà et là jusqu'à Milo, qui semble un nuage éternellement arrêté au loin. Sur la côte orientale, un bosquet de cormiers abrite une source qui coule au fond d'un large puits, et leur verdure vivante, cachée dans un pli, forme un violent contraste avec les environs arides et bouleversés.

Là, le 19 septembre 1822, se passait une scène émouvante. Une partie de la population hydriote était réunie sur ce rivage dans l'anxiété la plus grande. On venait d'apercevoir au loin la flotte ottomane chargée de ravitailler Nauplie, assiégée

par les Grecs, et de réduire, en passant, les îles de Spezzia et d'Hydra. Cette flotte, qui comptait 7 vaisseaux de ligne et 15 frégates, était composée de 84 bâtiments, chargée de plus de 2000 canons de bronze. Miaoulis venait d'accourir à sa rencontre avec 60 navires légers, et, malgré le péril, il était décidé à ne pas laisser passer les Turcs. Les femmes et les enfants de Spezzia avaient été transportés à Hydra, mais la citadelle était prête à une défense vigoureuse. Quinze mille montagnards de l'Argolide bordaient la côte pour empêcher un débarquement. Quelle serait l'issue de cette lutte inégale ? La prise d'Hydra était la destruction de toutes les espérances. Les cœurs battaient dans cette foule que le massacre attendait, si les Turcs étaient vainqueurs. Quelques mois auparavant, 25,000 Grecs avaient été égorgés à Chios, et 47,000 vendus comme esclaves. Avec quelle angoisse tous ces yeux exercés ne devaient-ils pas suivre les évolutions de cette flotte formidable, et les manœuvres des légers bâtiments grecs, fuyant devant leurs ennemis pour les attirer devant l'étroit canal qui sépare Spezzia de l'Argolide ? L'on vit bientôt les barbares s'engager dans cet espace où ils ne pouvaient se développer, renouvelant ainsi la faute des Perses à Salamine. Miaoulis suivit presque seul l'arrière-garde des ennemis, lançant sur elle deux chaloupes incendiaires. En même temps, la citadelle de Spezzia ouvrit son feu, de même que les corps qui protégeaient la côte d'Argolide, et devant eux les Turcs trouvèrent le chemin barré par l'escadre grec. Abdoullah, le capitain-pacha, entouré de toutes parts, et craignant l'incendie de sa flotte, vira de bord, forçant de voile et donnant le signal de la retraite. Le combat avait duré six heures. Hydra et Spezzia étaient sauvées. Les jours suivants, les manœuvres continuèrent, mais sans plus de succès du côté des Turcs, jusqu'au 24 septembre, auquel jour les Grecs capturèrent, sous les

yeux de leurs ennemis, le brick autrichien qui apportait des approvisionnements à Nauplie. Abdoullah sortit en désordre du golfe d'Agors, poursuivi par Miaoulis, et une tempête ayant assailli la flotte turque, ses débris retournèrent en Crète chercher un refuge, tandis que des navires désemparés allèrent échouer, les uns en Sicile, les autres sur les côtes d'Afrique.

« Courage, enfants de Colocotronis, s'écrie un chant grec, cité par Yéméniz, la Palamède, la citadelle de Nauplie, ne tiendra pas longtemps ; ses murs sont jonchés de morts ; les survivants ont faim et soif.

« Ils ont écrit à Constantinople pour demander à boire et à manger, car ils ne sont pas comme les pallikares, qui mangent la poudre et le plomb...

« Le capitan-pacha leur envoie ce message plein de fanfaronnades et de mensonges, ce message que leur apporte un navire autrichien :

« Tenez bon quelques jours encore. Pour le moment ma flotte invincible est arrêtée ; les eaux sont basses ; elles ne peuvent donner passage à mes vaisseaux victorieux.

« Car il ne veut point leur avouer que c'est Miaoulis et les voutours hydriotes qui leur opposent cette infranchissable barrière. »

La nuit de notre retour fut magnifique. D'épais nuages s'étaient amoncelés sur les montagnes du Péloponèse, et avaient pris au soleil couchant ces couleurs fauves et éclatantes que l'on ne peut qu'imparfaitement décrire. Des vapeurs grises remplissaient l'étendue plus vague. Le vent, au lieu de se calmer comme à l'ordinaire le soir, s'était accru et se ruait à travers les pins. La nuit vint prompte. Les rochers, éclairés par nos feux de résine, avaient pris sous leurs teintes changeantes des formes fantastiques. Au-delà les hauteurs, dans une obscu-

rité mystérieuse, semblaient s'apprêter pour l'orage. La chapelle brillait rougeâtre au milieu d'ombres épaisses. Les mâts de nos bateaux se balançaient sur une mer houleuse. Un bruit sourd arrivait du large où le vent soulevait des vagues retentissantes. Le flot, s'abaissant peu à peu dans le port, venait s'engouffrer sous la rive caverneuse.

Nous partîmes lentement à la rame, rasant le bord. Tant que nous fûmes sous l'abri de Petazi et de la haute masse de Dhoko, nous avançâmes sans trop de difficulté. Mais à peine avions-nous débouché dans le canal d'Hydra, qu'une vague énorme vint nous couvrir et nous commander la plus extrême prudence. Nous avions une felouque qui remorquait un caïque de pêche ; la violence des secousses brisa le câble, et le caïque, poussé par le vent et les flots, se mit à dériver sur les roches. Nous réussîmes cependant à l'amarrer de nouveau. Nous marchions d'une manière presque insensible, mais je ne m'en plaignais pas, tant était belle la mer furieuse. Le ciel s'éclaircit vers le nord et le vent diminua, mais non la rage de la mer qui semblait grandir à mesure que nous nous traînions le long du rivage. La lune se leva, immense, rouge et sanglante. La lumière accourut, mais brisée et tremblante à la cime des flots. Le canal parut s'élargir soudain et devenir l'immensité. L'occident était morne, sombre, sillonné de vastes éclairs. Le fracas du ressac était assourdissant. La rive d'Hydra, si éclatante sous le soleil, s'était aussi couverte de ténèbres pour repousser la mer escaladant les rochers. Nous flottions, balancés dans une bande de lueurs scintillantes, où nos bateaux faisaient deux taches noires. Les matelots chantaient, pour s'aider du rythme, une complainte traînante dont les rames marquaient régulièrement la mesure. Un cri de commandement, suivi d'un cri général de réponse, l'interrompait quelquefois, puis le refrain recommençait. Avant d'atteindre le

port de Molo, nous traversâmes l'ombre d'un énorme rocher perpendiculaire. L'obscurité devint effrayante. Ce fut un moment si dangereux que tous les bruits humains cessèrent subitement. Le bruit des vagues était terrible et magnifique. Nos rames touchaient presque le pied de cette muraille gigantesque dont nous ne pouvions distinguer toute la hauteur. Les chants recommencèrent à Molo, où nous pûmes nous reposer quelques moments à l'abri. Il était minuit. Vers deux heures, nous débarquions à Palamidas, dans le port du couvent du même nom, et les embarcations continuèrent péniblement leur route jusqu'à la ville.





# LES ROSES DES ALPES

(Mémoire lu à l'Institut Genevois, dans la séance du 11 Juin 1873)

PAR

LE D<sup>r</sup> LOUIS BOUVIER

---

Les roses, de plus en plus en faveur auprès des botanistes contemporains, prennent, depuis quelques années, une importance considérable dans leurs préoccupations. L'intérêt qui s'attache à leur histoire, les difficultés même du sujet ont suscité des recherches multipliées et provoqué des études recommandables. Le démembrement des vieux types sacrifiés sans merci, l'établissement de types nouveaux poursuivi avec une exubérante facilité, la découverte de nombreuses formes qui viennent dénoter à mieux, pour chaque espèce véritable, les variations qu'elle subit en toute circonstance de lieu et de vie, enfin, des classifications, non sans mérite, mais plutôt préparatoires que définitives, constituent sur une large échelle l'œuvre des rosilogues modernes. Il y a là, sans conteste, un capital de quelque prix en changements, remaniements et accroissements qui se sont donné carrière dans le domaine de la reine des fleurs au gré des uns, et bien à tort suivant les autres. En face de tant de richesses, nous nous demandons s'il est actuellement possible de dresser l'inventaire des roses et d'en fixer les différentes espèces. Sans doute la lumière commence à se faire et, malgré l'imperfection notoire de certains



parties, le problème des roses n'est pas éloigné de toucher de près à une solution. C'est un bénéfice que tendent à lui assurer les récentes publications.

Toutefois, les différents travaux que les roses ont inspirés comportent une notable distinction. Les uns ont donné la note du véritable caractère qui leur est propre, en traçant le sillon du progrès à développer dans l'étude de ce genre si polymorphe ; les autres ont plutôt immobilisé la question dans une voie rétrograde. Ainsi les auteurs, suivant les idées auxquelles ils obéissent, dispersent le plus souvent la lumière ou l'obscurité sur leurs pas, avancent ou retardent les solutions qu'ils poursuivent. Je citerai un seul fait. En novembre 1872, je me trouvais chez M. Cariot, curé de Sainte-Foy, près de Lyon, auteur d'*Etudes sur les fleurs* qui ont été couronnées d'un légitime succès, prenant plaisir à parcourir avec lui les roses de son herbier. Plusieurs types fixèrent mon attention, un entre autres qu'il avait adressé en deux parts distinctes à un rosologue bien connu. Celui-ci les prit pour deux espèces et le signifia dans sa réponse de manière à ne concevoir aucun doute. A cet avis, M. Cariot objecta que les différences accusées par les échantillons, en réalité bien légères, ne pouvaient pas militer en faveur de l'existence de deux espèces, attendu que les uns et les autres provenaient du même pied. La question était vidée. Dès lors, silence complet de la part du correspondant de M. Cariot qui ne songea plus à lui donner signe de vie. — De cette façon, l'exagération de la valeur de certains caractères ne connaissant plus de bornes, on augmente démesurément le nombre des espèces en dehors de toute raison, pratique malheureusement trop suivie jusqu'à ce jour.

A cette heure, le débat se pose donc entre les vieilles et les nouvelles doctrines, entre le fébrile espoir de multiplier indéfiniment les espèces et la volonté non moins énergique de les



restreindre. Deux écoles sont en présence. L'une, ardente à la division, dirigée par un sentiment extrême des différences, professe l'existence de nombreuses formes spécifiques; l'autre, plus réservée, plus pénétrée de la notion des ressemblances, n'admet qu'un petit nombre d'espèces typiques. De là deux systèmes, le système des subdivisions à l'infini et le système des réductions. Dans le premier, on ne voit que des espèces sous toutes les formes et pour chaque localité presque autant de types que d'individus; le second, ne croyant pas à une aussi grande profusion de types dans la nature, les restreint à un chiffre des plus minimes. Qui ne voit, en ce cas, que le nombre des espèces d'un pays sera très-différent, suivant qu'il sera dressé par les partisans de l'une ou de l'autre opinion.

Je prends, par exemple, les *Roses d'Angleterre*. Dans sa monographie (1), M. Baker répartit les roses de cette contrée sous 68 formes qui sont autant d'espèces aux yeux de la nouvelle école et qu'il réduit, lui, imbu des idées contraires, à 13 espèces typiques comprenant chacune un plus ou moins grand nombre de variétés. Comme on peut en juger, entre 13 espèces de roses, admises par M. Baker comme indigènes sur le sol de la Grande-Bretagne, et le chiffre de 68 qui est celui de l'école opposée, l'écart est grand, le dissentiment profond.

Quoiqu'il en soit, si les opinions sont partagées sur la question des types qui seront longtemps un objet de contestation entre les deux écoles, on peut dire que, pour connaître les roses, il faut les avoir étudiées sur le vif et avoir suivi les modifications diverses qu'elles fournissent dans leurs évolutions successives. A ce compte, la reconnaissance des roses n'offre pas plus de difficultés qu'aucun autre genre, et

(1) *A monograph of the british roses*, by J.-G. Baker, 1872.

si, dans le principe, elles ont paru revêtues de difficultés inextricables, c'est parce qu'on n'en avait jamais franchement abordé l'étude. — *Species rosarum*, avait dit Linné, *difficilime a limitibus circum scribuntur et forte natura vix eos posuit*. Idée malheureuse et intempestive, méprise étrange du Père de la science qui jeta du discrédit sur l'étude des roses et ne contribua pas peu à les reléguer dans l'oubli. Le temps, grand maître en toutes choses, a fait justice de l'opinion linnéenne qui est à tout jamais condamnée de nos jours.

Sous l'influence des nouvelles doctrines, les types spécifiques ont été tellement multipliés, que l'étude des roses, bien loin de se simplifier, en est devenue fastidieuse : aussi l'abus engendré par ces créations arbitraires, conduisant en quelque sorte à la négation des types, n'a pas tardé à créer un mouvement en sens contraire. Faisant bon marché de cette masse de petites espèces sans valeur et sans titre pour figurer en cette qualité dans les cadres de la science, les auteurs des récentes publications consacrent la notion des vrais types et les vrais types spécifiques ne sont pas aussi nombreux qu'on veut bien le croire. L'avenir me paraît acquis à cette nouvelle direction que, du reste, je partage pleinement.

En ce qui me concerne, j'ai parcouru bien des localités, très-diverses de sol, d'exposition, d'altitude ; j'en ai rapporté de nombreux matériaux que j'ai voulu mettre en ordre et sur lesquels j'émetts simplement mon avis. Loin de moi l'idée d'une monographie complète des roses des Alpes, travail que le docteur Christ, de Bâle, vient de remplir avec une rare distinction dans ses *Roses de la Suisse* (1), dont je dois la communication à l'obligeance de M. Bader. Ne voulant pas, dans la situation présente, *dubia certis miscere*, je consigne ici mes observa-

(1) *Die Rosen der Schweiz*, von Dr H. Christ. — Basel, 1873.

tions personnelles, basées sur des récoltes que j'ai poursuivies pendant plusieurs années consécutives et répétées nombre de fois sur les mêmes individus et dans les mêmes localités. Ce sont des éléments de pure observation que j'apporte dans le débat. J'ai laissé de côté le chapitre des hybrides. — Plus tard je reprendrai l'étude d'aujourd'hui en la complétant par tous les développements qu'elle nécessite et en faisant aux opinions d'autrui la part qui leur est due. Jusques-là, je me bornerai à exposer ce que j'ai vu, ce qu'il m'a été donné de rencontrer.

## I

### Considérations sur les organes des roses

Les divers organes ont une importance qui a été mise à contribution par les auteurs, au point de vue de la classification. Dans la spécification, ils peuvent fournir des indications précieuses, non pas d'une façon absolue, mais relativement, tant sont grandes les variations qu'ils subissent. Le grand point, c'est de savoir dans quelles limites se renferment ces mêmes variations pour une espèce donnée, et c'est là, pour le dire en passant, que git tout le nœud de la question des roses. Je vais dire quelques mots des uns et des autres.

#### 1. *Des aiguillons.*

Les aiguillons sont des productions épidermiques disposées assez irrégulièrement et comme au hasard sur les tiges, les rameaux et les pétioles. Leur forme est, en général, celle d'un cône comprimé latéralement. Ils sont droits, sétacés, subulés ou recourbés en crochet. Ils ne sont entièrement vivants que pendant la première période de leur existence, plus tard, ils se dessèchent et finissent par tomber.

On a tiré de leurs caractères des classifications plus ou moins heureuses.

## 2. *Des folioles.*

Les folioles sont ovales, elliptiques ou arrondies, et sous ces trois formes, elles affectent tous les degrés. La même espèce peut se présenter tantôt avec des feuilles ovales, tantôt avec des feuilles arrondies. La forme des folioles se modifie de la base au sommet des rameaux. Obtuses ou arrondies à la base, elles deviennent de moins en moins arrondies dans les parties moyennes, et tout à fait aiguës supérieurement.

La dentelure affecte également trois modes : simple, demi-composé, composé. Elle est simple quand toutes les dents sont égales, comme dans les *canines*. Elle est simple et composée en même temps, quand les folioles inférieures sont à dents doubles, glanduleuses, et que les folioles supérieures sont simples : disposition que reproduisent *Rosa dumosa*, *Rosa insignis*. Elle est composée, quand toutes les dents sont également doubles de la base au sommet (*Rosa tomentosa*).

La même espèce peut se présenter avec des folioles à dents simples ou à dents composées.

Les folioles sont glabres, pubescentes ou glanduleuses.

## 3. *Du pétiole.*

Le pétiole est glabre, pubescent ou tomenteux, glanduleux ou tomenteux et glanduleux en même temps. Il est inerme ou aiguillonné, ou bien inerme dans quelques feuilles ou sub-aiguillonné dans d'autres.

## 4. *Des stipules.*

Les stipules, relativement à la pubescence et à la glandulosité, se comportent comme les pétioles. Elles sont pubescentes, glanduleuses, ou l'une et l'autre à la fois. Les stipules inférieures de certains groupes comme les *villoses*, les *tomenteuses*, sont pubescentes-glanduleuses, tandis que les supé-

rieures sont glabres ou pubescentes. Variables dans leurs formes, elles sont courtes ou allongées, étroites ou dilatées.

#### 5. Du pédoncule.

Le pédoncule est court ou allongé. Dans les espèces à fleurs disposées en ombelle, le pédoncule central, plus court que les pédicelles latéraux, disparaît quelquefois au point de devenir tout à fait sessile (*R. Reuteri*). — Dans la même espèce, il peut être glabre ou velu (*R. dumetorum*), lisse ou glanduleux (*R. alpina*). Sa pubescence ou sa glandulosité ne justifie donc pas l'importance qu'on lui a accordée, et, pas plus que sa brièveté, sa longueur ne peut fournir un caractère spécifique.

#### 6. Des sépales.

Les sépales sont glabres, pubescents ou glanduleux, courts ou allongés, entiers ou pennatiséqués, connivents ou divergents. Réfléchis ou redressés, ils sont caducs ou persistants jusqu'à la maturité du fruit.

Réfléchis, ils se dessèchent de bonne heure, se désarticulent promptement et tombent au moment de la coloration du fruit par le fait du moindre choc (*R. canina*). — Lorsque les sépales se redressent après la floraison, ils se maintiennent ainsi étalés, dressés sur le fruit, ne se desséchant que peu à peu, et persistant, bien que déjà désarticulés en partie, jusqu'à la parfaite maturité du fruit (*R. Reuteri*). Cette persistance n'est qu'imparfaite, puisque la chute des sépales coïncide avec la fin de la maturation. — Dans une troisième disposition, on n'observe ni dessiccation, ni désarticulation des sépales, qui, relevés, font corps avec le fruit et continuent à participer à sa vie jusqu'à son entière extinction. C'est le cas du *R. pomifera*, qui est le parfait exemple d'une véritable persistance.

#### 7. Des pétales.

La couleur des pétales, sans avoir une grande importance,

n'est pas à dédaigner dans la diagnose des espèces. D'un rose-pâle dans *R. canina*, *R. dumetorum*, la corolle est d'un beau rouge dans *R. Reuteri*, d'un rouge-vif dans *R. corifolia*. C'est ainsi que la fleur du *R. globularis* est d'un rose-pâle, et que la *v. intermedia* du *R. Reuteri*, qui lui ressemble et par ses folioles et par la forme de son fruit, est d'un rouge bien prononcé. La couleur de la corolle intervient, dans ce cas, comme caractère différentiel.

#### 8. *Du style.*

Les styles, parfois à peine visibles, sont disposés, tantôt en tête, tantôt en colonne plus ou moins saillante. Ils peuvent être glabres ou velus dans la même espèce, et sous ce rapport, ils n'offrent pas un caractère de bien grande valeur. Toutefois certaines espèces ont des styles toujours velus, d'autres les ont toujours glabres.

#### 9. *Du disque.*

Le disque est plan, de niveau avec les cicatrices laissées par la chute des sépales, ou déprimé au-dessous de ce même niveau, ou bien il forme un cône élevé qui donne passage aux styles dans sa partie centrale. L'ouverture réceptaculaire est grandement ouverte ou étroitement resserrée.

#### 10. *Du fruit.*

La forme du fruit n'est pas toujours constante dans le même type. Sans aucun doute, la plupart des espèces alpicoles ont jusqu'à un certain point une forme prédominante; mais dans cette forme que de variations, souvent insensibles chez les mêmes individus, quelquefois très-opposées les unes aux autres. De là des degrés, des nuances dans le type qui subit toutes ces modifications, sans que pour cela son essence soit altérée. Le *R. alpina* présente toutes ces variations dans ses fruits globuleux, ou ovales allongés, ou ovoïdes courts, et de plus chacune de ces trois formes varie encore. D'autres espèces sont

dans le même cas Je possède des échantillons du *R. andegavensis*, récoltés par moi, qui présentent sur le même rameau des fruits ovoïdes d'un côté et des fruits globuleux de l'autre. Faut-il donc prendre pour base d'un type chacune de ces formes, quand chacune d'elles n'est qu'un mode des nombreuses variations que comporte le type lui-même ! Agir ainsi c'est diviser systématiquement ce que la nature réunit, c'est risquer, dans tous les cas, un édifice sur des assises bien peu solides.

La forme des fruits est influencée par différentes conditions. L'âge du buisson, la vigueur de sa végétation en général, celle des rameaux en particulier, la nature du sol, la saison sèche ou humide, sont autant de causes qui interviennent dans les variations de formes. Notons ces variations, prenons-les telles qu'elles sont, sans en exagérer la valeur.

#### 11. Du poil et de la pubescence.

Le poil, composé de cellules superposées, est une production de l'épiderme qui se montre rare ou abondante suivant les espèces et dans des conditions déterminées. Un sol sec et aride, une exposition bien ensoleillée concordent, en thèse générale, avec une grande abondance. Aux environs de Sierre, en Valais, on peut voir sur des pentes en plein midi de nombreux individus de *R. dumetorum*, remarquables par des folioles d'une pubescence très-dense sur les deux faces. Par contre, la même espèce, au bord des vignes et des champs, à l'ombre des sapins, n'a plus qu'une faible pubescence et devient même tout à fait glabre. Eh bien ! je le demande, faut-il prendre ces deux états comme deux types, ou n'y voir qu'un seul et même type, qui ici perd sa pubescence qu'il retrouve là dans des conditions plus favorables à son expansion ? Cette dernière manière de voir me paraît de beaucoup la plus



plausible, la plus rationnelle, et dans tous les cas, la plus acceptable.

L'abondance du poils coïncide habituellement avec le jeune âge ; il diminue et même disparaît totalement dans la vieillesse de l'arbrisseau. Le degré de pubescence est toujours plus prononcé au printemps qu'en automne, toujours plus abondant sur les folioles inférieures que sur les supérieures.

Les poils recouvrent les sépales, les pédoncules, les pétioles, les folioles, et plus souvent la face inférieure que la supérieure. Quant à la face inférieure, tantôt ils ne s'attaquent qu'à la côte principale, tantôt ils se distribuent sur cette côte et sur les nervures secondaires (*R. opaca*) ; tantôt ils sont également disséminés sur toute la surface, comme dans *R. dumetorum*, *R. coriifolia*.

Le poil est un organe fugace qui se multiplie ou disparaît suivant les circonstances. A ce compte, il ne peut acquérir une grande valeur comme caractère spécifique, et un type ne change pas au fond, bien qu'il soit glabre dans un cas et pubescent dans un autre, suivant la judicieuse remarque de Koch : *bonam notam vestimentum non præbet*.

#### 12. Des glandes.

Les glandes, organes de nature cellulleuse, sont douées de la propriété de sécréter certains liquides particuliers qui leur sont propres et que ne renferment pas les autres parties de la plante. Elles se rattachent de près aux poils, rares ou abondantes comme eux, et comme eux offrant les mêmes caractères de variation et de fugacité. Constantes dans les Rubigineuses, elles ne sont plus qu'un accident dans d'autres groupes qui sont glanduleux ou églanduleux.

Les glandes se répandent sur tous les organes et vont jusqu'à recouvrir la surface du fruit tout entier. Souvent les mêmes espèces nous apparaissent surchargées de glandes en



un cas, et dans d'autres, elles en sont complètement privées. Certaines glandes font saillie à la surface de l'épiderme; les unes sont sessiles, les autres pédicellées.

Les glandes comme les poils appartiennent à des organes transitoires, et pour cette raison n'empruntent qu'un caractère accessoire. Le fait de leur présence ou de leur absence ne peut pas changer la nature d'une espèce.

## II

### Stations des roses en Savoie et en Suisse

Les Alpes ont leurs roses spéciales. Les espèces abondent dans les montagnes calcaires; elles y prédominent et par le nombre des individus et par la multiplicité de leurs formes. Les terrains primitifs ne sont pas, à beaucoup près, aussi riches. Leur mode de dispersion est très-inégal; les unes se distribuent un peu partout, s'offrant à chaque pas, sans choix, sans préférence. *Rosa Reuteri*, *rubrifolia*, *alpina*, *opaca*, sont dans ce cas. Les autres sont moins répandues, telles que *Rosa mollis*, *tomentosa*, *montana*, *dumosa*, *coriifolia*. D'autres, enfin, constituent de véritables raretés et se confinent dans quelques stations privilégiées : c'est le rôle des *rosa salævensis*, *pomifera*, *spinulifolia*.

Les fleurs prennent dans les Alpes une intensité de coloration que n'ont pas celles de la plaine. *Rosa alpina*, *Reuteri*, *rubrifolia*, *coriifolia*, se placent à cet égard au premier rang. Par suite de la différence des altitudes, la floraison y subit des écarts considérables. Ainsi j'ai rencontré en fleurs, le 22 juillet, à Bessans en Maurienne, à 1,800 mètres d'altitude, le

*R. pimpinellifolia* qui fleurit habituellement sur les bords du lac d'Annecy, du 5 au 10 juin.

Les sépales s'y maintiennent plus constamment redressés, disposition que la fraîcheur de l'atmosphère tend peut-être à entretenir en maintenant dans ces appendices la vie que n'ont pas au même degré leurs congénères de la plaine. Cette cause est-elle la seule que l'on puisse invoquer dans cette expression si caractéristique des sépales chez les espèces montagneuses et n'y aurait-il pas aussi chez elles un principe particulier qui à lui seul expliquerait ce phénomène ? Les rosiers alpins, cultivés dans nos jardins botaniques, conservent les mêmes caractères que dans les Alpes. On est donc porté à croire que le fait de l'atmosphère n'est pas l'agent exclusif du redressement des sépales.

Voici quelques détails sur les principales localités que j'ai fréquemment visitées et qui m'ont paru offrir un véritable intérêt au point de vue des espèces.

Dans le département de la Savoie, à *Montmeillan*, sur les bords de l'Isère : *Rosa opaca*, *tomentella*, *dumalis*. Aux environs de Saint-Jean de Maurienne, à *Saint-Julien*, pays de plaine où l'on cultive la vigne : *Rosa dumetorum* (forme pubescente). Dans la Maurienne supérieure, entre Lans-le-Villars et Bessans, dans la plaine de la *Madeleine*, rocailleuse et boisée : *Rosa alpina pimpinellifolia*, *pomifera*, *Reuteri* v. *caballicensis*, *dumetorum*. Au sommet du Nivolet au-dessus de Chambéry : *Rosa alpina*, *pimpinellifolia*, *Reuteri*.

Dans la Haute-Savoie, aux environs d'Annecy, à *La Puya*, colline qui domine le lac, partie boisée, partie rocailleuse, localité des plus remarquables : *Rosa pimpinellifolia*, *rubrifolia*, *tomentosa*, *dumosa*, *fallax*, *dumalis*, *globularis*, *sphaerica*, *andegavensis*, *dumetorum*, *urbica*, *tomentella*, *Billettii*, *permixta*, *septicola*, *sepium*, *rubiginosa*, *arvensis*, *leucochroa*. —

Aux Balmettes : *Rosa Lemanii*, *urbica*, *dumetorum* (forme glabrescente). — Montagne Sainte-Catherine : *Rosa alpina*, *stylosa*, *pimpinellifolia*, *arvensis*, *dumetorum*.

Vallée de *Leschaux*, traversée par la route de Beauges, haies et bois : *Rosa dumosa*, *pseudo-cupisdata*, *andegavensis*, *dumalis* v. *purpuracens*, *Reuteri* v. *intermedia*, *opaca* v. *inermis*, v. *ramealis*, *dumetorum*.

Veyrier, bord du lac et sur la route, au milieu des vignes : *Rosa dumalis*, *biserrata*, *andegavensis*, *urbica*, *pimpinellifolia*, *subglobosa*. — Montagne de Veyrier : *Rosa alpina*, *pimpinellifolia*, *alpino-pimpinellifolia*.

Brognny : *Rosa stylosa*, *dumalis*, *urbica*, *rubiginosa*, *dumetorum*. — Argonnex et bois du Barioz : *R. fallax*, *mollis*, *opaca*, *sepium*, *permixta*, *dumetorum* v. *Deseglisei*, *andegavensis*. — Annecy-le-Vieux, sur les bois, point culminant de la route de Thônes : *Rosa opaca*, *andegavensis*, *viridicata*, *stylosa*, *obscura*.

Bains de la Caille et Cruseilles : *Rosa mollis*, *dumetorum* v. *Deseglisei*, *urbica* (à fruits globuleux), *obscura*, *andegavensis*, *mollis*, *dumalis*.

Mont de Sion, point culminant de la route de Genève à Annecy : *Rosa salævensis* v. *pubescens*, *opaca*, *urbica*, *dumosa*, *coriifolia*, *Reuteri* v. *caballicensis*. — Col de Saint-Blaise : *R. opaca*, *sabauda* (forme glabre).

Mont-Salève : *Rosa Reuteri* v. *caballicensis*, *alpina*, *pimpinellifolia*, *rubrifolia*. — *Rosa dumetorum* v. *Deseglisei*, *coriifolia*, *opaca* v. *genuina*, v. *ramealis*, *obscura*, *andegavensis*, *rubiginosa*, *permixta*, *Jordani*, *spinulifolia* et b. *vestita*, *tomentosa*, *mollis*, *montana*, *vinealis*, *dumalis*.

Dans la vallée de Thônes, à Alex : *Rosa opaca*, *canina* v. *pyriformis*, *sphaerica*, *insignis*, *subglobosa*, *tomentosa*. — Aux Villards-sur-Thônes : *Rosa opaca*, *canina* v. *pyriformis*,

*tomentosa, opaca* v. *ramealis*. — A Saint-Jean de Sixt : *Rosa sphaerica, Reuteri* v. *genuina, caballicensis*.

Vallée de la Clusaz : *Rosa pomifera* v. *glandulosa, alpina, rubrifolia, Reuteri* v. *genuina, v. intermedia, v. ovata, marginata Walroth, tomentosa, dumosa, opaca, coriifolia*.

Vallée du Grand-Bornand : *Rosa pomifera* v. *eglandulosa, rubrifolia, Reuteri* v. *genuina, v. ovata, dumosa, alpina, opaca, dumetorum* (forme pubescente), *globularis, vincalis, opaca* v. *ramealis, sphaerica* (à sépales glanduleux), *marginata*.

Vallée de Manigod : *Rosa alpina, pomifera* v. *glandulosa, rubrifolia, tomentosa, dumosa, Reuteri*.

En Chablais, dans la vallée d'Abondance : *Rosa Reuteri* v. *genuina* (à grandes feuilles), v. *microphylla, R. salævensis, dumosa, opaca, coriifolia*. Dans cette localité que j'ai visitée vers le 5 octobre, les *R. Reuteri, dumosa* et *coriifolia*, étaient tous pourvus de leurs sépales redressés.

Thonon et Ripaille : *Rosa tunoniensis, sepium* (à fruits ronds), *dumetorum* v. *Deseglisei*.

Dans les environs de Genève (Veyrier, Onex et Petit-Lancy) : *Rosa dumalis* (à sépales glanduleux), *gallico-canina, gallica, arvensis, gallico-dumetorum, stylosa, sphaerica, mollis, rubiginosa, andegavensis, dumetorum, urbica, sepium, kosins-ciana*.

Valais à Saillon, près Saxon-les-Bains : *Rosa opaca, dumetorum* v. *Deseglisei, Billettii, Lugdunensis, glaberrima, trachyphylla*.

Sion : *Rosa oblonga, coriifolia, dumetorum* v. *genuina* (forme pubescente).

Sierre : *Rosa Lugdunensis, rubiginosa* (à fruit ovale, légèrement hispide), *dumetorum* v. *genuina* (forme pubescente),

*dumetorum* v. *Deseglisei* (à petites feuilles, pétioles un peu glanduleux), *trachyphylla*, *Reuteri*.

Canton de Berne, à Interlaken : *Rosa opaca* v. *genuina*, *R. sphærica*, *dumetorum* v. *genuina* (forme glabrescente), *sepium* (à fruits ronds), *arvensis*.

Mont-Brunig, sur le passage de Brientz à Lucerne : *R. Reuteri*, *cinerascens*, *Brunica Reuteri* v. *caballicensis*.

### III

#### Tableau méthodique des Roses des Alpes

##### SECTION I. — PIMPINELLIFOLIÆ.

Buisson compacte. — Aiguillons sétacés et nombreux sur les tiges de l'année, subulés et aplatis sur les tiges plus âgées, surtout à leur partie supérieure. Folioles glabres ou poilues, à dents simples. Sépales entiers, dressés et persistants. Pétales blancs. Fruit globuleux, noirâtre.

1. *Rosa spinosissima* L.

##### SECTION II. — ALPINÆ.

Aiguillons presque tous sétacés et inégaux. — Feuilles glanduleuses, glabres, bi-dentées. Sépales entiers, dressés et persistants. Pétales rouges. Fruit rouge, sphérique ou oblong, plus ou moins étranglé au sommet.

2. *Rosa alpina* L.

##### SECTION III. — SABINÆ.

Aiguillons sétacés et subulés, nombreux et inégaux. —

Feuilles tomenteuses, plus ou moins glanduleuses en-dessous, bi-tentées. Sépales plus courts que la corolle, dressés et persistants. Pétales blancs-rosés. Fruit ovoïde, rouge, hispide.

3. *Rosa coronata* crép.

#### SECTION IV. — VILLOSÆ.

Buisson vigoureux. — Tiges stériles droites et non arquées au sommet. Aiguillons grêles, longs et droits. Folioles tomenteuses, glanduleuses ou non en-dessous, bi-dentées, sépales glanduleux, redressés et persistants. Corolle rose. Fruit ovoïde, pyriforme ou globuleux, hispide.

4. *Rosa mollis* Smith.

5. *R. pomifera* Herm.

6. *R. spinulifolia* Dematr.

#### SECTION V. — TOMENTOSÆ.

Tiges stériles longuement arquées au sommet. — Aiguillons des vieilles tiges droits et fermes, ceux des rameaux grêles et presque droits. Folioles plus ou moins tomenteuses, glanduleuses ou non en-dessous, simplement ou doublement dentées. Sépales glanduleux, réfléchis ou étalés, caducs à la coloration du fruit. Corolle rose pâle. Fruit ovoïde-subglobuleux, lisse ou hispide.

7. *Rosa cinerascens* Dumort.

8. *R. dumosa* Puget.

9. *R. Brunica* Bv.

10. *R. tomentosa* Sm.

#### SECTION VI. — MONTANÆ.

Aiguillons subulés, droits ou un peu crochus. — Folioles

glabres, simplement ou doublement dentées. Sépales redressés, couronnant le fruit jusqu'à complète maturité, puis caducs. Corolle d'un rose vif. Fruit sphérique, ellipsoïde, ovoïde ou pyriforme, glabre ou hispide.

11. *Rosa rubrifolia* Vill.

12. *R. montana* Chaix.

13. *R. salævensis* Rap.

14. *R. Reuteri* Godet.

#### SECTION VII. — CANINÆ.

Aiguillons robustes et recourbés. Folioles glabres ou pubescentes, simplement ou doublement dentées. Pédoncules nus ou hispides. Sépales réfléchis ou étalés, parfois redressés et caducs. Fruit ovoïde ou sphérique, lisse, rarement hispide.

15. *Rosa canina* L.

16. *R. dumalis* Bechst.

17. *R. andegavensis* Bast.

18. *R. vinealis* Rip.

19. *R. coriifolia* Fries.

20. *R. dumetorum* Thuill.

21. *R. obscura* Pug.

22. *R. opaca* Gren.

23. *R. tomentella* Lém.

24. *R. viscidula* Gren.

#### SECTION VIII. — GLANDULOSÆ.

Aiguillons subulés, plus ou moins droits. — Folioles bidentées, glanduleuses en dessous. Pédoncules hispides. Sépales glanduleux, réfléchis et caducs. Corolle rose pâle. Fruit ovoïde, glabre.

25. *Rosa Pugeti* Bor.



SECTION IX. — RUBIGINOSÆ.

Aiguillons robustes, courts et crochus. Folioles bi-dentées, recouvertes en dessous de glandes odorantes. Pédicelles lisses ou hispides. Fruit ovoïde ou subglobuleux.

26. *Rosa sepium* Thuill.

27. *R. Billetii* Pug.

28. *R. graveolens* Gren.

29. *R. permixta* Déségl.

30. *R. Lemanii* Bor.

31. *R. septicola* Déségl.

32. *R. rubiginosa* L.

SECTION X. — SYNSTYLÆ.

Styles soudés en colonne saillante. — Aiguillons comprimés et plus ou moins courbés.

33. *Rosa arvensis* Huds.

SECTION XI. — STYLOSÆ.

Styles plus ou moins agglutinés, disposés en colonne courte sur un disque conique.

34. *Rosa stylosa* Desv.

SECTION XII. — GALLICANÆ.

Aiguillons de deux sortes, les uns sétacés, les autres recourbés. Sépales entiers, réfléchis et caducs.

35. *Rosa gallica* L.



IV

**Les Roses des Alpes**

**SECTION I. — PIMPINELLIFOLIÆ.**

Buisson compacte. — Aiguillons nombreux et sétacés sur les jeunes tiges, subulés et aplatis sur les tiges plus âgées. — Feuilles glabres ou poilues. — Sépales entiers, dressés et persistants. Pétales blancs.

1. *Rosa spinosissima* L. — Arbrisseau peu élevé, à rameaux courts et compacts, tantôt inermes, tantôt chargés d'aiguillons sétacés ou subulés. Pétioles inermes. Folioles petites, ovales ou suborbiculaires, glabres ou pubescentes, à dents simples, stipules étroites, à oreillettes divergentes. Fleurs blanches, odorantes. Pédoncules axillaires, solitaires, glabres ou hispidés. Sépales entiers, dressés, persistants, plus courts que la corolle. Styles libres, velus. Fruit globuleux, déprimé, noirâtre à la maturité.

*a. mitis* : tiges et rameaux inermes. — Pétioles pubescents-glanduleux, folioles ovales-oblongues à nervure dorsale pubescente. — J'ai la même forme avec pétioles et folioles glabres.

*b. spinosissima* : tiges et rameaux couverts de nombreux aiguillons, les uns droits et subulés, les autres sétacés. — Folioles très-petites, orbiculaires, glabres, ainsi que les pétioles.

**Hab.** — Dans toutes les Alpes depuis la base jusqu'aux sommets. — *a.* Veyrier, près d'Annecy (forme pubescente). — Mont-Salève à Monnetier (forme glabre). — Bessans, en

Maurienne (alt. 1800 m.). — *b.* Veyrier près d'Annecy. — La Puya aux portes d'Annecy.

SECTION II. — ALPINÆ.

Aiguillons sétacés. — Sépales dressés, persistants jusqu'à la chute du fruit.

2. *Rosa alpina* Lin. — Arbrisseau peu élevé ; les anciennes tiges nues, les nouvelles pourvues d'aiguillons sétacés, très-inégaux, Pétioles inermes, glanduleux, rougeâtre. Folioles oblongues, obtuses, glabres et vertes en dessus, plus pâles et glauques en dessous, bi-dentées. Stipules inférieures glanduleuses en dessous, les supérieures glabres sur les deux faces. Pédoncules dressés ou recourbés après l'anthèse, glabres ou hispides. Sépales entiers, glabres ou glanduleux, foliacés à la pointe, réfléchis à l'anthèse, puis redressés et persistants sur le fruit. Corolle d'un rouge vif. Styles courts, velus. Fruit sphérique, ovoïde, oblong ou lagéniforme, d'un rouge écarlate à la maturité.

*a. nuda* : pédoncules, sépales et fruits nus ; parfois sépales, seuls glanduleux.

*b. intermedia* : pédoncules hispides, sépales et fruits lisses. — Tantôt subglobuleux, tantôt ovoïdes-oblongs, les fruits se rencontrent aussi avec des sépales glanduleux.

*c. lagenaria* : fruit rétréci en un col très-long. — Sépales glanduleux.

*d. pyrenaïca* : pédoncules, sépales et fruits hispides-glanduleux.

Hab. — Toute la région montagneuse au-dessus de laquelle elle s'élève souvent. = *a. b. c. d.* Montagne Ste-Catherine près Annecy.

Obs. — Dans cette espèce, on ne saurait admettre comme

types spécifiques les différentes formes qu'elle embrasse. Ainsi les *Rosa lagenoria*, *pyrenaïca*, *pendulina*, ne sont pas des espèces distinctes, mais de simples modifications du *Rosa alpina*, et comment en douter, quand on rencontre, comme l'occasion m'en a été donnée plus d'une fois, deux formes différentes réunies sur le même individu. — Du reste. le *Rosa alpina* est le type, par excellence, des variétés de forme que comporte le tempérament de l'espèce, variétés qui se produisent ici ou là sans en altérer l'essence primordiale et sans diminuer en quoi que ce soit la valeur du type spécifique malgré certaines différences qu'elles peuvent lui imprimer. — Je ne suis pas de ceux qui nient sans examen, comme on l'a prétendu, les différences sur lesquelles l'école moderne s'efforce d'établir des espèces. Ces différences, je les recherche, je les constate ; mais de là à leur attribuer l'importance dont on les gratifie et quand la nature elle-même se charge d'en justifier à nos yeux la véritable mesure, il y a loin.

### SECTION III. — SABINÆ.

Intermédiaires entre les Pimpinellifoliées et les Villeuses, les plantes de cette section tiennent à la fois des unes et des autres. Aiguillons nombreux, inégaux, subulés. Feuilles tomenteuses, bi-dentées. Sépales dressés, persistants, plus courts que la corolle. Pétales blancs rosés. Fruit ovoïde, hispide-glanduleux.

3. *Rosa coronata* Crép. — Aiguillons des tiges stériles nombreux, inégaux, longuement subulés, ceux des rameaux rares, passant à l'état de vraies soies. Pétioles velus tomenteux, inermes. Folioles petites, ovales, pubescentes en dessus, tomenteuses en dessous, analogues à celles du *R. tomentella*, bi-dentées, glanduleuses ou non en dessous. Stipules étroites,

pubescentes-glanduleuses en dessous. Pédoncules solitaires, hispides-glanduleux. Sépales pennatiséqués, plus courts que la corolle. Fruit ovoïde rouge, hispide, couronné par les sépales redressés et persistants.

*b. Sabauda* (R. Sabauda Rapin). — Pétioles glanduleux, un peu aiguillonnés. Folioles petites, rappelant celles du *R. Spinosissima*, ovales, bi-dentées, glanduleuses. Stipules étroites, glabres. Fleurs solitaires d'un blanc rosé. Pédoncules glabres. Sépales glabres, plus courts que la corolle. Fruit subsphérique, rouge, couronné par les sépales persistants.

Hab. — Mont Salève, à Monnetier.

#### SECTION IV. — VILLOSÆ.

Buisson vigoureux. Tiges stériles droites et non arquées au sommet. Aiguillons grêles, longs et droits. Folioles tomenteuses, bi-tendées, glanduleuses ou non en dessous. Sépales étalés, dressés et persistants sur le fruit jusqu'à sa complète maturité. Corolle d'un beau rose. Fruit ovoïde ou globuleux, lisse ou hispide.

4. *Rosa mollis* (1) Smith 1812 (*R. mollissima* Fries Novit. 1828). — Aiguillons subulés, droits ou légèrement courbés. Pétioles tomenteux, glanduleux, parsemés de nombreux aiguillons sétacés. Folioles obovales ou ovales-elliptibles, rapprochées, pubescentes sur les deux faces, de molle consistance,

(1) D'après la remarque de M. Crépin (*Matér.* fasc. II, p. 95), on ne peut plus rapporter à Willdenow la paternité de ce type puisque les deux échantillons que contient son herbier sont douteux et appartiennent peut-être au *R. mollissima* Fries, mais que M. Crépin soupçonne être des formes du *R. tomentosa*. Pour se conformer aux règles de la nomenclature, puisque nomenclature il y a, il faut désigner dorénavant ce type sous le nom de *Rosa mollis* Smith 1812, qui paraît être le nom princeps de l'espèce.

munies ou dépourvues de glandes en dessous, doublement dentées, à dents ciliées glanduleuses. Stipules larges, pubescentes-glanduleuses en dessous. Bractées larges, plus longues que le pédoncule. Pédoncules courts, hérissés de soies glanduleuses. Sépales courts, étalés-dressés, glanduleux, charnus à la base et persistants. Corolle d'un rose vif. Style velus. Fruit ovoïde ou globuleux, pyriforme au centre des corymbes, lisse ou hispide.

*a. Eglandulosa* : prédominance de la villosité, sans glandes à la face inférieure des folioles.

*b. Glandulosa* : folioles pourvues de nombreuses glandes à leur face inférieure.

*c. Resinosa* : face supérieure et inférieure des folioles couverte de nombreuses glandes.

Hab. — Haies de la plaine et des montagnes. — *a.* Bois du Barioz près Annecy. — *b.* Bois du Barioz. Mont-Salève. Chartreuse de Pommier. Petit-Lancy près Genève. — *c.* Chartreuse de Pommier.

5. *Rosa pomifera* Herm. — Arbrisseau vigoureux, touffu, le plus souvent sans rejetons. Aiguillons grêles, droits, prolongés en longue pointe, renflés à la base en un disque orbiculaire ou ovaliforme, recouverts d'une pellicule blanche qui cède à la plus légère pression et qui tranche notablement sur le rouge vineux des rameaux et des pétioles. Pétioles tomenteux, glanduleux, pourvus de petits aiguillons sétacés. Folioles larges, oblongues-elliptiques, pétiolulées, bi-dentées, glanduleuses, pubescentes en dessus, pubescentes grisâtres en dessous, glanduleuses ou non, les inférieures obtuses, arrondies, les supérieures brièvement aiguës. Stipules courtes et élargies, glabres en dessus, pubescentes-glanduleuses en dessous. Bractées plus courtes que les pédoncules, ovales, acuminées. — Pédoncules hérissés de longues soies glanduleuses.

Sépales couverts d'acicules et de nombreuses glandes pédicellées, filiformes, terminés en une longue pointe foliacée et denticulée, dressés et persistants, faisant corps avec le fruit sans aucune trace d'articulation. Corolle d'un beau rose, à pétales ciliés. Styles courts et velus. — Fruit pommiforme, très-gros, hispide, d'un rouge orangé et devenant à la maturité d'une couleur lie de vin, couronné par les divisions persistantes et conniventes du calice.

*a. Eglandulosa* : face inférieure des folioles dépourvue de glandes. Pétioles inermes, rarement pourvus d'aiguillons sétacés.

*b. Glandulosa* : face inférieure des folioles abondamment pourvues de glandes. Pétioles aiguillonnées, rarement inermes.

Hab. — Espèce confinée dans les vallées montagneuses. — *a.* Vallée du Grand-Bornand (Haute-Savoie), — *b.* Vallée de la Clusaz (Haute-Savoie).

6. *Rosa spinulifolia* Dematr. — Tiges stériles à aiguillons fins et droits, presque nuls sur les rameaux florifères. Pétioles tomenteux; glanduleux, subaiguillonnés; folioles obovales-elliptiques, glabres en dessus, pubescentes en dessous, à nervure principale glanduleuse, doublement dentées. Stipules glanduleuses en dessous. Pédoncules hérissés de pointes sétiformes. Division calicinales à peine divisées, glanduleuses, redressées et persistantes, foliacées à l'extrémité. Pétales d'un beau rose. Styles courts, velus. Fruit ovoïde, rouge, hispide.

*b. Vestita* (R. Vestita Godet). — Folioles ovales-elliptiques, pubescentes en dessus, pubescentes-grisâtres en dessous, bidentées glanduleuses. Stipules pubescentes en dessous. Bractées de moitié plus courtes que les pédoncules. Pédoncules hispides. Sépales redressés, glanduleux, charnus à la base et persistants. Pétales d'un beau rose. Styles courts et velus.

Fruit ovoïde-oblong, hispide, rétréci en col au sommet et couronné par les sépales.

Hab. — Régions montagneuses. — *a* et *b*. Mont-Salève, entre Collonge et Archamp. — *b*. Mont-Salève, au-dessus de Bossey.

SECTION V. — TOMENTOSÆ.

Tiges stériles longuement arquées au sommet. Aiguillons des vieilles tiges un peu courbés, à base comprimée, ceux des rameaux, grêles, presque droits. Folioles ovales-elliptiques, plus ou moins tomenteuses, glanduleuses ou non en-dessous, simplement ou doublement dentées. Corolle rose pâle. Sépales réfléchis et caducs à la coloration du fruit.

+ *Folioles à dents simples ou en partie composées.*

7. *Rosa cinerascens* Dumort. — Aiguillons droits ou peu arqués. Pétioles tomenteux, faiblement glanduleux et aiguillonnés. Folioles ovales-arrondies, simplement dentées, pubescentes en dessus, recouvertes en dessous d'une pubescence très-dense, brillante, soyeuse-cendrée. Stipules larges, pubescentes en dessous, à oreillettes courtes. Pédicelles allongés, hispides-glanduleux. Sépales à pointe largement foliacée, glanduleux sur le dos, étalés-dressés, caducs à la maturité du fruit. Corolle... Fruit sphérique, légèrement hispide. Styles velus.

Hab. — Mont-Brunig au-dessus de Brientz (canton de Berne).

8. *Rosa dumosa* Puget. — Aiguillons droits ou arqués. Pétioles tomenteux, glanduleux et aiguillonnés. Folioles ovales-elliptiques, larges, pubescentes-grisâtres en dessous,



les supérieures simplement dentées, les inférieures bi-dentées. Stipules larges et pubescentes en dessous. Pédicelles allongés, hispides-glanduleux. Sépales glanduleux, étalés-dressés, caducs à la maturité du fruit. Corolle rose pâle. Styles velus. Fruit ovoïde, subglobuleux, hispide.

Hab. — Vallées des Alpes. — La Puya, près d'Annecy. — Grand-Bornand (Haute-Savoie). — La Clusaz (Haute-Savoie). — Mont-Salève.

9. *Rosa Brunica* (R. du mont Brunig). — Rameaux courts, pourvus de deux ou trois petits aiguillons un peu courbés. Pétioles inermes, tomenteux, glanduleux. Folioles petites, ovales, pétiolulées, simplement dentées avec denticules accessoires, à face supérieure glabre, à face inférieure glauque et pubescente sur la nervure médiane. Stipules allongées, glabres sur les deux faces. Sépales étalés-dressés, glanduleux. Pédicelles hispides. Styles glabres. Corolle. Fruit globuleux, un peu hispide.

Hab. — Mont Brunig (cant. de Berne).

Obs. — Je me borne à cette simple description pour ce nouveau type, sans me prononcer d'ailleurs d'une manière absolue sur sa valeur spécifique. Les échantillons que j'en possède ne sont ni assez nombreux, ni assez complets pour étayer une opinion définitive. On peut à la rigueur le considérer comme une forme à petites feuilles, glabrescente et inermes du *Rosa dumosa*, duquel, en tout cas, il est très-voisin.

+ + *Folioles à dents composées.*

10. *Rosa tomentosa* Smith. — Aiguillons forts et droits. Pétioles tomenteux, glanduleux et aiguillonnés. Folioles ovales, pubescentes en dessus, pubescentes grisâtres en dessous, avec ou sans glandes, doublement dentées, glanduleuses. Stipules



inférieures pubescentes-glanduleuses en dessous. Pédicelles hispides-glanduleux. Sépales glanduleux sur le dos, réfléchis et caducs à la maturité du fruit. Styles glabres ou velus. Corolle d'un rose pâle. Fruit ovoïde, hispide ou lisse, d'un rouge orangé à la maturité.

*b. pseudo-cuspidata* (*Rosa cuspidata* Auct. non M. Bieberst). Folioles munies de glandes à la face inférieure. Stipules inférieures pubescentes-glanduleuses en dessous. Styles velus. Fruit ovoïde ou subglobuleux, lisse ou légèrement hispide à la base.

*a. elatior* : feuilles et folioles très-grandes, pétioles aiguillonnés.

*b. minor* : Feuilles et folioles plus petites, pétioles inermes.

*c. subglobosa* (*R. subglobosa* Smith). — Pédicelles allongés. Sépales étalés et redressés. Fruit subglobuleux, hispide. Styles hérissés.

*d. Tunonensis* (*R. Tunonensis* Déségl.). — Pédicelles courts. Sépales plus courts que la corolle, terminés en pointe foliacée étroite, redressés sur le fruit. Styles courts et velus. Fruit gros, ovoïde ou pyriforme, lisse.

Hab. — Haies des plaines et des montagnes. — *a.* La Puya, près Annecy. Mont Salève. Onex, près Genève. Manigod (vallée de Thônes). — *b.* (*a.* Vallée de Leschaux. — *b.* Village de Chaux), près Annecy. — *c.* Veyrier, près Annecy. — Alex (Vallée de Thônes). Saint-Julien. — *d.* Ripaille, près Thonon.

#### SECTION VI. — MONTANÆ.

Aiguillons subulés, droits ou un peu crochus. Sépales re-

dressés, couronnant le fruit jusqu'à sa complète maturité, puis caducs. Corolle d'un rouge foncé.

+ *Aiguillons droits, sétacés et nombreux à la base des rejets.*

11. *Rosa rubrifolia* Vill. — Arbrisseau atteignant quelquefois des proportions considérables, à rameaux, pétioles et stipules purpurins. Aiguillons rares et droits sur les tiges et recourbés sur les rameaux. Pétioles nus, inermes. Folioles ovales-lancéolées, souvent lavées de pourpre, glabres et glauques. Stipules étroites, purpurines, à oreillettes divergentes. Pédoncules habituellement en corymbes, glabres ou hispides. Sépales entiers, filiformes, glanduleux, terminés en pointe foliacée, étalés, redressés et caducs à la coloration du fruit. Fleurs d'un rose vif. Styles velus. Fruit petit, sphérique, lisse.

Hab. — Très-répendu dans les vallées montagneuses, où il atteint parfois la hauteur des chalets, notamment dans la vallée de la Clusaz (Haute-Savoie).

12. *Rosa montana* Chaix in Vill. — Aiguillons rares et droits. Pétioles glanduleux et aiguillonnés. Folioles orbiculaires, obtuses, petites, bi-tridentées, à dent glandulifère. Stipules glabres sur les deux faces, à oreillettes courtes et divergentes. Pédoncules courts, munis de nombreuses glandes spiniformes. Sépales presque entiers, glanduleux à la base et sur les bords, redressés et persistants jusqu'à la maturité. Corolle d'un blanc rosé. Styles velus. Fruit ovoïde, court ou allongé, rétréci en col et fortement hispide.

Hab. — Confiné dans la région des sapins, plus rare que le précédent. — Mont Salève. — Mont Andey, près Bonneville.

13. *Rosa salævensis* Rapin. — Tiges pourvues d'aiguillons

rare, les uns longs, droits et subulés, les autres courts, fins et sétacés. Pétioles glabres ou glanduleux, inermes ou faiblement aiguillonnés. Folioles ovales, aiguës, glabres, simplement dentées, à côte glanduleuse. Stipules larges, allongées, à oreillettes divergentes, longuement aiguës. Pédoncules glabres. Sépales glabres, filiformes, foliacés à la pointe, d'abord réfléchis puis redressés et persistants jusqu'en pleine maturité. Fleurs d'un beau rose, styles velus. Fruit ovoïde-allongé, rétréci en col au sommet, couronné par les divisions persistantes du calice.

*a. nuda* : glabre dans toutes ses parties.

*b. pubescens* (1) : pétioles pubescents-glanduleux, peu ou point aiguillonnés ; folioles pubescentes en dessous sur la nervure principale et même sur toute la surface, ovales-arrondies.

Hab. — Dans la région montagneuse où il est assez rare.  
— *a.* Mont-Salève. — Vallée d'Abondance, en Chablais. —  
*b.* Mont de Sion.

+ + *Aiguillons recourbés.*

14. *Rosa Reuteri* God. — Arbrisseau vigoureux, élevé, à aiguillons nombreux, crochus et dilatés à la base. Pétioles glabres ou légèrement pubescents dans le tiers inférieur, avec ou sans glandes, plus ou moins aiguillonnés. Folioles ovales, les inférieures obtuses, les supérieures aiguës, glabres, glaucescentes en dessous, simplement ou doublement dentées. Stipules glabres, largement dilatées au sommet. Pédoncules

1) J'ai reçu dernièrement de M. Rapin la même forme sous le nom de *R. Salavensis* var. *veletina*, récoltée par lui dans une prairie sylvatique, près de Chessières (Alpes vaudoises).

courts, nus ou munis de soies glanduleuses, recouverts de larges bractées ciliées glanduleuses. Sépales redressés, étalés et persistants jusqu'à la complète maturité du fruit, bien qu'en partie désarticulés. Corolle d'un rose-vif. Styles velus, en tête saillante. Fruit globuleux, ovoïde ou pyriforme, d'un rouge orangé pâle, couronné par les sépales.

*a. globosa* : Rameaux verts ; pétioles et sépales lisses ; folioles simplement dentées, fréquemment surchargées de dents accessoires dans le bas ; pédoncules nus ; fruit globuleux, pyriforme au centre des corymbes.

*b. intermedia* : Pétioles et sépales glanduleux ; folioles bi-dentées ; pédoncules nus ou hispides ; fruit globuleux.

*c. ovata* : Rameaux, stipules et pétioles violacés ; aiguillons falciformes ; pétioles un peu glanduleux ; folioles assez souvent lavées de pourpre, simplement dentées, faiblement glanduleuses sur la côte ; fruit ovoïde.

*d. caballicensis* : Fruit pyriforme, sessile au centre des corymbes, rarement hispide. Forme des plus variables.

*a. nuda* : Pédicelles, pétioles et sépales lisses.

*b. glandulosa* : Pédicelles lisses, pétioles et sépales glanduleux.

*c. hispida* : Pédicelles hispides, pétioles et sépales glanduleux.

Hab. — Commun dans la région montagneuse. — *a.* Grand-Bornand (Haute-Savoie). — Mont-Salève. — *b.* Vallée de la Clusaz et vallée de Leschaux (Haute-Savoie). — Mont-Salève. — *c.* Mont-Salève. — Grand-Bornand. — *d.* Grand-Bornand. — Vallée de la Clusaz. — Vallée d'Abondance. — Mont-Salève, à Monnetier. — Chartreuse de Pommier, près Genève. — Mont de Sion.

• SECTION VII. — CANINÆ.

Aiguillons robustes et recourbés. Folioles glabres ou pubescentes, simplement ou doublement dentées. Pédoncules glabres ou hispides. Sépales réfléchis ou redressés, caducs, styles glabres ou velus. Fruit ovoïde ou sphérique.

A. LUTETIANÆ.

+ *Pétioles et folioles glabres, à dents simples. Pédicelles et fruits lisses.*

15. *Rosa canina* L. — Pétioles glabres, aiguillonnés. Folioles ovales ou orbiculaires. Corolle rose pâle. Styles velus. Fruit ovoïde, sphérique ou pyriforme.

a. *lutetiana* : Folioles ovales. Fruit ovoïde.

b. *fallax* : Folioles ovales-arrondies. Fruit ovoïde allongé. Aiguillons falciformes.

c. *sphærica* : Folioles larges, obovales, ou ovales-elliptiques, étroites, munies de dents accessoires glanduleuses. Pétioles inférieurs un peu glanduleux. Fruits sphériques, sans exception, ou pyriformes dans le centre des corymbes.

d. *senticosa* : Offrant l'aspect du *Sepium*. Fruit globuleux beaucoup plus petit que le précédent. Pétioles subaiguillonnés, un peu glanduleux. Folioles petites, ovales, à dents très-aiguës, simples ou bi-dentées glanduleuses.

+ + *Folioles pétiolulées, à dents composées inférieurement. Pétioles peu ou point glanduleux.*

e. *transitoria* : Folioles ovales-arrondies, les supérieures simplement dentées, les inférieures semi-composées (simples

dans la moitié supérieure de leur circonférence, bi-dentées dans la moitié inférieure. Fruits gros.

*f. insignis* : Pétioles subaiguillonnés. Folioles orbiculaires, inférieurement, à dents très-aiguës. Fruits ovoïdes-allongés.

*g. pyriformis* : Pétioles aiguillonnés. Folioles orbiculaires comme les précédentes. Fruits médians très-gros, pyriformes, subsessiles, fruits latéraux ovoïdes-subglobuleux.

Hab. — Haies de la plaine et des montagnes. — *a.* Brogny et château de Tresson, près d'Annecy. Argonne. — *b.* La Puya. Annecy-le-Vieux. — *c.* Interlaken. La Puya. — Saint-Jean-de-Sixt (vallée de Thônes). Mont-Salève. — *d.* La Puya. — *e.* La Caille (Haute-Savoie). — *f.* Argonne. — *g.* Ale (vallée de Thônes). — Les Villards-sur-Thônes.

## B. BISERRATÆ.

Pétioles glabres ou un peu velus, glanduleux. Folioles glabres, bi-dentées, glanduleuses. Pédicelles et fruits lisses. Styles glabres ou velus.

16. *Rosa dumalis* Bechst. — Pétioles glanduleux ; folioles orbiculaires, les inférieures obtuses, les supérieures brièvement aiguës, à côté glanduleuse. Stipules inférieures glanduleuses sur le dos. Sépales lisses. Styles glabres ou velus, à disque plan ou ovoïde. Fruit central des corymbes pyriforme, les latéraux ovoïdes-subglobuleux.

*b. purpurascens* : Rameaux, stipules et pétioles revêtus d'une teinte pourprée. Sépales lisses. Styles velus. Fruits ovoïdes.

*c. biserrata* : Sépales fortement glanduleux, à pétioles et folioles glabres, ou bien à pétioles velues et à folioles pubescentes sur la côte.

**d. glaberrima** (*Rosa glaberrima* Dumort). — Pétioles peu glanduleux, subaiguillonnés. Folioles obovales-arrondies. Stipules allongées à oreillettes supérieures très-aiguës. Sépales à bords glanduleux. Styles glabres disposés en colonnette saillant. Pédicelles allongés. Fruits ovales, élégamment allongés.

**e. oblonga** (*Rosa oblonga* Déségl. et Rip.) — Pétioles glanduleux et aiguillonnés. Folioles orbiculaires sur les rameaux, elliptiques sur les jeunes tiges. Stipules courtes. Pédicelles relativement courts. Styles hérissés. Fruits gros, ovoïdes-oblongs, atténués au sommet.

**f. globularis** (*Rosa globularis* Franchet). — Pétioles fortement glanduleux, subaiguillonnés. Folioles ovales. Styles velus en tête saillante. Fruits sphériques.

**g. viridicata** (*Rosa viridicata* Puget). — Pétioles rougeâtres, peu glanduleux. Folioles ovales, étroites, les inférieures bi-dentées, les supérieures presque simples. Fruit ovoïde-arrondi.

**Hab.** — Haies de la plaine et des vallées montagneuses.  
**a.** Veyrier, près d'Annecy. La Puya et Brogny, près d'Annecy. Mont Salève. — **b.** Vallée de Leschaux. — **c.** Veyrier, près d'Annecy. — **d.** Saillon en Valais. — **e.** Bramois, près Sion en Valais. — **f.** Mont Salève. La Puya. Les Ollières, près Annecy. — **g.** Annecy-le-Vieux. Les Bains de La Caille.

### C. HISPIDÆ

Pétioles plus ou moins glanduleux ; folioles glabres, à dents simples ou composées inférieurement. Pédicelles *hispides-glanduleux*. Fruits lisses ou hispides.

+ *Folioles à dents simples.*

**17. Rosa andegavensis** Bast. — Pétioles peu ou point glanduleux. Folioles ovales ou orbiculaires, à côte pourvue de



quelques glandes. Pédicelles hispides-glanduleux. Styles glabres ou hérissés. Fruits ovoïdes ou globuleux.

*a. lævistyla* : Pétioles pubescents-glanduleux *subaiguillonnés*. Sépales glanduleux. Styles *glabres*. Fruits *ovoïdes*, hispides à la base.

*b. stipularis* : Stipules longues et larges, *très-dilatées* supérieurement. Pétioles *aiguillonnés* et sépales, généralement *lisses*. Styles *velus*. Fruits *globuleux*, lisses.

*c. genuina* : Pétioles *glanduleux*. Folioles obovales. Sépales *abondamment glanduleux* sur le dos. Styles *velus*. Fruits *ovoïdes-allongés* ou *pyriformes*, hispides.

*d. pauciglandulosa* : Rameaux courts ou parfois allongés. Pétioles *presque égladuleux*, subaiguillonnés. Folioles petites, orbiculaires. Sépales lisses. Styles *velus*. Fruits *ovoïdes subglobuleux*, *contractés au sommet*, lisses.

Hab. — Haies de la plaine et des montagnes. — *a.* Vallée de Leschaux. — *b.* Annecy-le-Vieux, sur les Bois. — *c.* Veyrier, près d'Annecy. — *d.* Mont Salève, à Monnetier. Compezières, près Genève. Les Espagnoux, près d'Annecy.

+ + *Folioles à dents composées inférieurement.*

18. *Rosa vinealis* Rip. — Pétioles glanduleux, subaiguillonnés. Folioles ovales ou orbiculaires. Sépales *plus ou moins glanduleux*. Styles *velus*. Fruits *subglobuleux*, lisses.

*b. Lemaitrei* : Rameaux florifères courts. Pétioles peu glanduleux. Stipules dilatées. Sépales *fortement glanduleux*. Styles *velus*, Fruits *ovoïdes*, lisses.

*c. Kosinsciana* : Pétioles *très-glanduleux*, ainsi que les stipules dans la *partie interstipulaire*. Folioles orbiculaires. Sépales *glanduleux*. Corolle d'un *beau rouge*. Styles *hérissés*. Fruits *globuleux*, lisses.



**d. Suberti** : Pétioles glanduleux. Folioles orticulaires ou obovales. Stipules ou styles *glabres*. Sépales plus ou moins glanduleux. Fruits *ovoïdes*, un peu hispides à la base.

Hab. — Haies de la plaine et des montagnes. — *a.* Mont Salève, à Monnetier. Grand-Bornand. Pontarlier (Jura). — *b.* Château de Trezon, près Annecy. — *c.* Carouge, près Genève. — *d.* Cruseilles (Haute-Savoie). Viengy, près d'Annecy.

#### D. PUBESCENTES.

Pétioles velus ou tomenteux, inermes ou aiguillonnés. Folioles plus ou moins pubescentes, à dents simples, rarement bi-dentées. Pédicelles glabres, velus ou hispides-glanduleux.

+ *Folioles pubescentes sur les deux faces.*

**19. Rosa coriifolia** Fries, *a.* Sépales étalés-dressés. — Pétioles inermes ou munis de quelques aiguillons. Folioles ovales ou arrondies, pubescentes en dessus et recouvertes en dessous d'une pubescence très-dense, cendrée-grisâtre. Pédicelles glabres, très-courts. Sépales étalés-dressés, caducs à la coloration du fruit. Corolle d'un rose-vif. Styles velus. Fruit d'un rouge orangé pâle, prumineux, ovoïde, subglobuleux et très-souvent pyriforme au centre des corymbes.

*a. genuina* : La chute des sépales coïncidant avec la coloration du fruit. A la fin d'août, tous les fruits sont dénudés. Fruit ovoïde. C'est la forme vulgaire, que l'on rencontre dans toutes nos basses montagnes.

*b. cristata* : Sépales persistant sur le fruit jusqu'en pleine maturité. Au 7 octobre 1870, dans la vallée d'Abondance, en Chablais, j'ai vu les fruits de cette forme tous complètement

pourvus de leurs sépales, non plus vivants à la vérité, mais en partie desséchés. Fruit globuleux.

*c. denudata* : Pétioles légèrement tomenteux, aiguillonnés, un peu glanduleux. Folioles glabres sur les deux faces. Fruit ovoïde.

*d. glandulosa* : Pétioles glanduleux ; folioles obovales munies de quelques dents accessoires ou glanduleuses, simplement dentées pour la plupart. Pédoncules hispides-glanduleux. Fruit globuleux, lisse.

Hab. — Régions montagneuses. — Au Mont de Sion. Mont Salève. Chartreuse de Pommier. Vallée de la Clusaz. Vallée de Chamonix. Bains de la Caille. — *b.* Vallée d'Abondance (Haute-Savoie). — *c.* La Clusaz, hameau du Fernouy (vallée de Thônes). — *d.* Mont Salève, au sommet de la Grande-Gorge.

Obs. — Si la densité de la pubescence et la forme des folioles sont généralement constantes dans le *R. coriifolia*, il n'en est pas de même du fruit qui est arrondi chez certains individus, ovoïde chez d'autres, et enfin pyriforme dans nombre de cas. A côté des pétioles inermes, il n'est pas rare d'en rencontrer également pourvus d'aiguillons.

*b. Sépales réfléchis.*

20. *Rosa dumetorum* Thuill. — Pétioles des rameaux florifères inermes ou parfois subaiguillonnés en partie, ceux des tiges stériles aiguillonnés. Folioles ovales ou arrondies, parsemées en dessus de poils apprimés, pubescentes en dessous sur toute la surface. Pédicelles glabres, velus ou hispides-glanduleux. Corolle rose-pâle. Styles glabres ou velus. Fruit arrondi ou ovoïde.

*a. subglabra* : Pétioles à poils clair-semés, inermes. Fo-

lioles inférieures ovales-arrondies, obtuses, les supérieures ovales aiguës, glabres en dessus, pubescentes en dessous sur la nervure médiane, et de moins en moins sur les nervures secondaires. Pédicelles et sépales glabres. Styles velus. — Fruit arrondi.

*b. pubescens* : Pétioles tomenteux, inermes ou subaiguillonnés. Folioles orbiculaires ou ovales, à pubescence courte, ordinairement très-dense sur les deux faces. Pédicelles glabres ou velus. — Fruit arrondi.

*c. Deseglisei* : Fruit ovale-oblong, pyriforme au centre des corymbes. Pédicelles très-allongés, velus, avec quelques rares glandes qui peuvent faire défaut.

*d. pseudo-collina* (*R. collina* Déségl. non Jacq.). — Pétioles aiguillonnés, un peu glanduleux. Pédicelles hispides-glanduleux. Sépales plus ou moins glanduleux. Fruit ovale.

Hab. — Haies de la plaine et des montagnes. — *a.* La Puya. Saillon en Valais. Interlaken (canton de Berne). — *b.* Col de Saint-Blaise, au mont de Sion. Vallée d'Annivier (Valais). Saint-Léonard (Valais). — *c.* La Puya. Argonex, près Annecy. Compesières (canton de Genève). Mont Salève. Bains de la Caille. Thonon. Vallée d'Annivier. — *d.* Mont de Sion. Nyon (canton de Vaud).

*e. Rosa obscura*. Puget. Pétioles aiguillonnés; pubescence très-dense sur les deux faces.

*a.* Folioles obovales. Fruit ovoïde subglobuleux. Styles velus.

*b.* Pétioles un peu glanduleux. Folioles elliptiques. Sépales glanduleux. Styles glabres. Fruit ovale-oblong.

Hab. — Haies des plaines et des montagnes. — *a.* Mont-Salève. Les Espagnoux, près Annecy. — *b.* Annecy-le-Vieux, sur les Bois.

Obs. — Ce type, qui me paraît très-contestable, n'est, au

fond, qu'un *R. dumetorum* à pétioles aiguillonnés, se plaçant comme intermédiaire entre ce dernier et le *R. opaca*. Il réunit en lui seul les caractères des deux, la pubescence de l'un sur ajoutée aux aiguillons de l'autre, et viendrait remplir, pour le *dumetorum*, le même rôle que la var. *mitis* dans l'*opaca*, mais en sens inverse.

+ + *Folioles pubescentes en dessous sur les nervures.*

22. *Rosa opaca* — Gren. Pétioles tomenteux, aiguillonnés. Folioles orbiculaires, d'un vert foncé en dessus et glauques en dessous. Pédicelles lisses, Corolle d'un rose pâle. Styles courts, glabres ou velus. Fruits globuleux ou ovoïdes.

*a. genuina* : Fruits tous sphériques, les solitaires comme ceux des corymbes, portés sur de longs pédicelles, presque égaux.

*b. pyriformis* : Fruit central des corymbes pyriforme, tous les autres subglobuleux. Pédicelle central plus court que ceux de la circonférence.

*c. mitis*. Pétioles inermes sur les rameaux florifères, aiguillonnés sur les tiges stériles. Fruit central des corymbes très-gros, pyriforme, les autres globuleux.

*d. ramealis* : Pétioles, partie inermes, partie subaiguillonnés; folioles grandes, ovales-elliptiques. Fruits ovoïdes.

*e. urbica* : Pétioles pubescents, aiguillonnés, parfois un peu glanduleux; folioles petites, ovales-aiguës ou arrondies, obtuses inférieurement. Styles glabres ou velus. Fruit ovoïde ou globuleux.

*b. depauperata* : Villosité bornée à quelques poils sur les pétioles et la nervure médiane des folioles; elle va même jusqu'à disparaître en partie et sur les uns et sur les autres. Fruit ovoïde.

**c. latifolia** : Pétioles un peu glanduleux; folioles grandes, ovales elliptiques-aiguës, munies de dents accessoires glanduleuses. Fruit ovoïde-subglobuleux.

**Hab.** Haies de la plaine et des régions montagneuses. —

**a.** Mont Salève à Monnetier. Mont de Sion. Annecy-le-Vieux. — **b.** Grand-Bornand. Interlaken. — **c.** Vallée de Leschaux, près Annecy. Mont de Sion. — **d.** Mont Salève, à Monnetier. Saint-Jean-de-Sixt (Vallée de Thônes). Vallée de Leschaux. — **e.** Annecy. Veyrier, près Annecy. Alex (Vallée de Thônes). Mont de Sion. — **f.** Vallée de Leschaux. — **g.** La Puya, près Annecy.

**Obs.** — En principe, la différence qui existe entre *R. dumetorum* et *R. opaca* n'est pas fondamentale. En effet, des pétioles aiguillonnés, des pédicelles glabres, une pubescence bornée aux nervures, sont les seuls traits distinctifs de ce dernier, traits qui peuvent bien servir à étayer une distinction de formes, mais bien insuffisants et par trop variables pour l'établissement de deux types spécifiques. Dans tous les cas, l'inermité des pétioles n'est pas absolue dans *R. dumetorum*, pas plus que l'existence des aiguillons dans *R. opaca*. Quant à la villosité, si mobile de sa nature, qui tantôt s'attaque à toutes les nervures, ou se répand sur toute la surface des folioles, tantôt se limite à la nervure principale, elle ne fournit aucune base sérieuse. De plus, les folioles, dans leur figure, le fruit dans sa forme, n'ont aucune fixité; ils passent par des états intermédiaires, par des variations incessantes qui sont ici plus particulièrement la règle, et non l'exception.

Le rôle de la pubescence me suggère une remarque que je ne dois pas passer sous silence. Dans *Rosa coriifolia*, *R. dumetorum*, *R. opaca* et *obscura*, la pubescence offre ce caractère de se concentrer sur les deux faces des folioles dans des

proportions inégales, compacte et très-douce sur toute la face inférieure, discrète et disséminée, au contraire, par poils isolés sur la face supérieure, où elle disparaît dans les folioles supérieures. Dans ces trois types, la pubescence est la même dans sa disposition, avec des degrés en plus ou en moins, suivant les circonstances. — Dans le groupe de l'*opaca*, les poils font défaut à la face supérieure, sauf dans les folioles les plus inférieures ; quant à la face inférieure, ils se distribuent à toute la surface dans les folioles les plus inférieures, se limitent peu à peu à la nervure médiane et aux nervures secondaires, deviennent de plus en plus rares sur ces dernières, qu'ils abandonnent presque complètement dans les folioles supérieures. Toutes les formes de l'*opaca* reproduisent ce mode de pubescence, toutes se confondent sous ce rapport, sans aucun caractère distinctif.

En somme, il y a de fortes raisons de croire que toutes les formes de pubescentes se rattachent à un type commun. Pour vider la question, c'est à l'avenir qu'il faut en référer. En l'état, *Rosa coriifolia* doit être maintenu ; *Rosa obscura* est plutôt une forme qu'un vrai type ; quant à *R. dumetorum* et à *R. opaca*, je les conserve comme types à titre provisoire, d'une part pour en mieux préciser la diagnose, et, d'autre part, pour provoquer la recherche ultérieure de toutes les variations auxquelles l'un et l'autre semblent se prêter avec tant d'élasticité.

#### E. TOMENTELLÆ.

Folioles bi-dentées, plus ou moins pubescentes, à nervures secondaires peu ou point glanduleuses ; pédicelles lisses ou velus.

23. *Rosa Tomentella* Lém. — Aiguillons forts et crochus. Pétioles pubescents, glanduleux et aiguillonnés. Folioles ova-

les-arrondies, pubescentes en dessous sur toute sa surface. Pédicelles lisses. Sépales réfléchis, caducs. Styles hérissés. Corolle rose pâle. Fruit globuleux, lisse.

*a. glabrata* : Folioles glabres en dessus, pubescentes en dessous sur la nervure principale. Sépales et pédicelles lisses.

*b. pubescens* : Folioles pubescentes sur les deux faces dans toute leur étendue. Pédicelles velus. Sépales glanduleux.

Hab. — Haies de la plaine. — *a.* Interlaken. — *b.* Annecy. Petit-Lancy, près Genève.

#### F. SCABRATÆ.

Folioles glabres, bi-dentées, glanduleuses ou non en dessous. Pédicelles hispides.

24. *Rosa viscidula*. Gren. in litt. (*R. viscida* Puget.) — Aiguillons crochus. Pétioles glabres, glanduleux et aiguillonnés. Folioles ovales-arrondies, glabres, bi-dentées, en partie glanduleuses en dessous. Pédicelles hispides. Sépales réfléchis, glanduleux, caducs. Corolle rose pâle. Styles glabres. Fruit globuleux, hispide.

Hab. — Haies de la plaine, dans les lieux secs. Chavanod, près Annecy. Cruseilles (Haute-Savoie).

Obs. — Pour moi, bien que porté à admettre les vues de M. Baker qui fait rentrer toutes les canines dans un seul type, je regarde comme indispensable de conserver les types principaux dans les conditions des études actuelles. Quant à la question de savoir s'il faut réserver ces mêmes types comme spécifiquement distincts ou les prendre pour de simples formes, c'est aux expériences de culture qu'il faut s'en remettre. Jusques-là, nous n'aurons que des manières de voir facultatives, toujours contestables, mais pas de jugements.



SECTION VIII. — GLANDULOSÆ.

Folioles bi-dentées-glanduleuses, munies de glandes en dessous. Pédicelles hispides.

25. *Rosa Pugeti* Bor. — Aiguillons grêles et droits, ou inclinés. Pétioles pubescents, glanduleux et aiguillonnés. Folioles larges, ovales, pubescentes-glanduleuses en dessous, bi-dentées, à dents très-aiguës, serrulées-glanduleuses. Pédicelles hispides-glanduleux. Sépales glanduleux, étalés, réfléchis, puis caducs. Corolle grande, d'un beau rose. Styles velus. Fruit rond, lisse ou hispide à la base.

Hab. — Bois du Barioz, près d'Annecy.

26. *Rosa trachyphylla* Rau. — Aiguillons crochus, inclinés dans les rameaux. Pétioles aiguillonnés, glanduleux. Folioles obovales, brièvement aiguës, glabres, à côte glanduleuse, bi-dentées-glanduleuses. Stipules courtes et glabres. Pédoncules hispides-glanduleux, recouverts par de larges bractées. Sépales glanduleux, réfléchis et caducs. Corolle rose pâle. Styles très-velus. Fruit ovoïde ou subglobuleux, lisse.

Hab. — Haies des régions montagneuses. — Vallée d'Anniviers et Saillon en Valais.

27. *Rosa marginata* Wallroth. — Aiguillons grêles, un peu recourbés. Pétioles glanduleux, subaiguillonnés. Folioles obovales, obtuses, brièvement aiguës supérieurement, bi-dentées-glanduleuses, portant quelques rares glandes à la face inférieure et principalement sur la côte médiane. Stipules larges et dilatées. Pédoncules hispides. Sépales foliacés-glanduleux, étalés, dressés. Corolle rose. Styles très-velus. Fruit globuleux, lisse, couronné par les sépales persistants jusqu'à la maturité.

Hab. — Haies des régions montagneuses. — Grand-Bornand (Haute-Savoie). La Clusaz.



SECT. IX. RUBIGINOSÆ.

Aiguilles robustes, fortement crochues. Folioles doublement dentées, à face inférieure entièrement couverte de glandes odorantes. Sépales caducs. Fruit ovoïde ou subglobuleux. Pédicelles lisses ou hispides.

+ *Sepiaceæ*.

Pédicelles lisses. Corolle blanche ou rose.

28. *Rosa sepium* Thuill. — Aiguillons robustes et crochus. Pétioles glabres, glanduleux et aiguillonnés. Folioles petites, elliptiques, atténuées aux deux extrémités, glabres, glanduleuses en dessous, doublement dentées-glanduleuses. Stipules glanduleuses en dessous. Pédoncules lisses. Sépales réfléchis et caducs. Corolle blanche. Styles glabres ou velus. Fruit ovoïde-oblong, lisse.

*b. agrestis*. — Folioles ovales, très-étroites, à côte pubescente glanduleuse en dessous, styles glabres. — Pétioles velus glanduleux.

Hab. — Dans les haies de la plaine et des collines. — *b.* Aux environs d'Annecy, dans les terrains argileux.

29. *Rosa Billetii* Puget. — Aiguillons crochus. Rameaux florifères inermes ou aiguillonnés. Folioles petites, ovales, à poils apprimés en dessus, à côte et à nervures velues, à glandes abondamment répandues sur le parenchyme, les inférieures étroitement obovales, atténuées à la base, obtuses, les supérieures ovales-elliptiques, élargies supérieurement, brièvement aiguës, à dents composées portant 2—3 glandes à leur marge supérieure. Pétioles velus, très-glanduleux, plus ou moins munis d'aiguillons très-fins. Stipules inférieures glanduleuses en dessous, Pédicelles lisses. Sépales lisses, à pin-

nules et à pointe abondamment ciliées-glanduleuses, égalant la corolle, étalés dressés. Styles velus. Fruits ovoïdes, un peu renflés vers leur milieu, brusquement atténués à la base ou ovoïdes arrondis.

Hab. — Dans les terrains secs et stériles. — La Puya, près Annecy. Saillon et St-Léonard en Valais.

30. *Rosa Graveolens* Gren. — Aiguillons robustes et crochus. Pétioles pubescents, plus rarement glabres, abondamment glanduleux, finement aiguillonnés. Folioles obovales, oblongues, obtuses inférieurement, brièvement aiguës supérieurement, glabres sur les deux faces, ou munies de poils opprimés en dessus, pubescentes-glanduleuses en dessous, bidentées glanduleuses. Stipules courtes et glanduleuses en dessous. Pédicelles lisses. Sépales glanduleux, étalés-redressés, couronnant le fruit en pleine maturité. Corolle rose pâle. Styles courts et hérissés. Fruit sphérique, lisse.

*a. nuda.* (R. Jordani Déségl.) — Pétioles et folioles glabres ou glabrescents. Stipules inférieures glanduleuses en dessous, les supérieures lisses. Styles glabres.

*b. criophora* (Rosa Lugdunensis Déségl.). — Pétioles pubescents ainsi que la face inférieure des folioles; les uns et les autres pourvus de nombreuses glandes. Stipules glanduleuses en dessous pour la plupart. Styles hérissés. Fruit sphérique ou ovoïde.

Hab. — Lieux secs et stériles. — *a.* Veyrier près de Genève. — *b.* La Puya et vallée de Leschaux, près d'Annecy. Saillon en Valais.

+ + *Micranthæ.*

Pédicelles hispides. Corolle rose-pâle.

31. *Rosa permixta* Déségl. — Aiguillons robustes et crochus. Pétioles tomenteux, glanduleux et aiguillonnés. Folioles

ovales-arrondies, pubescentes en dessus, plus ou moins pubescentes en dessous, glanduleuses, bi-dentées. Stipules inférieures pubescentes glanduleuses en dessous. Pédoncules hispides glanduleux. Sépales redressés-étalés, caducs à la coloration du fruit. Corolle rose pâle dépassée par les sépales. Styles glabres. Fruit subglobuleux ou ovoïde, lisse et hispide.

Hab. — Dans les haies de la plaine et des montagnes. Mont Salève. Annecy. Cruseilles.

32. *Rosa Lemanii* Boreau. — Pétioles glabres, très-glanduleux, peu ou pas aiguillonnés. Folioles petites, ovales, étroites, glanduleuses et pubescentes sur la côte, bi-dentées. Stipules glabres, les inférieures glanduleuses en dessous. Pédicelles hispides. Sépales glanduleux, redressés-étalés, caducs. Corolle rose pâle. Styles glabres. Fruit globuleux, lisse, du volume d'un noyau de cerise.

Hab. — Collines stériles. — Les Balmettes, près Annecy.

33. *Rosa septicola* Déségl. — Pétioles pubescents, glanduleux, aiguillonnés. Folioles obovales, obtuses, bi-dentées, glabres en dessus, pubescentes en dessous sur les nervures et glanduleuses. Stipules inférieures glanduleuses en dessous, à oreillettes courtes et aiguës. Pédicelles hispides. Sépales filiformes, glanduleux, étalés et caducs. Corolle rose pâle dépassée par les sépales. Styles glabres. Fruit ovoïde.

Hab. — Collines stériles. La Puya, près Annecy.

+ + + *Suavifolia*.

Pédicelles hispides-glanduleux, aiguillons des tiges de deux sortes, les uns longuement crochus, les autres nombreux, petits, droits et sétacés ; corolle rose vif. Buisson compacte.

34. *Rosa rubiginosa* L. — Pétioles pubescents, glanduleux,

aiguillonnés. Folioles ovales-arrondies, bi-dentées, glabres en dessus, velues et glanduleuses en dessous. Stipules inférieures glanduleuses en dessous. Pédicelles hispides glanduleux. Sépales glanduleux, étalés et caducs à la coloration du fruit. Corolle d'un rose vif. Styles velus. Fruit subglobuleux, d'un rouge orangé.

Hab. — Collines stériles. — Brogny, près Annecy. Saillon en Valais.

#### SECTION X. — SYNSTYLÆ.

Styles soudés en colonne saillante. — Aiguillons comprimés et plus ou moins courbés.

35. *Rosa arvensis* Huds. — Arbrisseau grêle, à rameaux allongés et à aiguillons légèrement crochus. Pétioles pubescents, glanduleux, munis de petits aiguillons recourbés. Folioles petites, plus ou moins arrondies, simplement dentées, glabres sur les deux faces, glaucescentes en dessous, à côte parfois pubescente. Pédoncules allongés, nus ou glanduleux. Sépales larges, courts, réfléchis et caducs. Fleurs blanches. Styles glabres, soudés en colonne saillante. Fruit sphérique ou ovoïde.

a. *glandulosa* : Pédoncules glanduleux.

b. *de pauperata* : Pédoncules dépourvus de glandes.

Hab. — Dans les haies de la plaine et les bois de la région montagneuse.

Obs. — Je ne pense pas que l'on puisse prendre ces deux formes pour deux espèces, attendu que des échantillons pris sur le même individu et que je conserve en herbier m'ont offert les deux états. Il n'y a donc là qu'une espèce et, à cet égard, je donne ma pleine adhésion à l'avis de M. Grenier.

SECTION XI. — STYLOSÆ.

Styles plus ou moins agglutinés, disposés en colonne courte sur un disque conique. — Aiguillons robustes et crochus.

36. *Rosa stylosa*. Desv. — Arbrisseau élevé, à rameaux dressés, à aiguillons robustes et crochus. Pétioles pubescents et aiguillonnés. Folioles ovales, pétiolulées, glabres et luisantes en dessus, pubescentes en dessous sur la côte médiane, simplement dentées. Pédoncules allongés, hérissés de soies glanduleuses. Sépales réfléchis et caducs. Corolle blanche ou d'un rose pâle. Styles glabres, en colonne courte. Fruit ovoïde ou sub-globuleux.

*a. systyla* : Folioles pubescentes sur la nervure médiane, fleurs roses.

*b. vestita* : Folioles pubescentes sur toute la surface inférieure.

*c. albiflora* : Fleurs blanches.

Hab. — Dans la plaine : *a.* Onex, près de Genève. Chavanod et Brogny, aux environs d'Annecy. — *b.* Aux Puisots, près d'Annecy. — *g.* La Puya, près d'Annecy.

Obs. — Les différents degrés de pubescence que l'on constate dans cette espèce sont bornés tantôt à la nervure principale, tantôt à celle-ci et aux nervures secondaires, tantôt ils s'étendent à la surface entière. Il n'y a là qu'un caractère des plus fugaces qui ne saurait se prêter à une distinction spécifique. D'après ce, les *R. systyla* Bast, *R. fastigiata* Bast, ne peuvent pas être admis comme types spécifiques, mais tout au plus comme simples variétés de l'espèce. — J'en dirai autant du *R. leucochroa* Desv. qui, par ses fleurs blanches, n'a pas, à mes yeux, une autre valeur.

SECTION XII. — GALLICANÆ.

Aiguillons de deux sortes : les uns grêles, sétacés ; les autres vigoureux, un peu courbés. Divisions calicinales entières, réfléchies et caduques.

37. *Rosa Gallica* L. — Arbrisseau bas, à tiges grêles et nombreuses. Pétioles glanduleux, munis d'aiguillons fins et rares. Folioles obovales, arrondies, les inférieures obtuses, les supérieures aiguës, coriaces, à dents simples, légèrement mucronées, pubescentes en dessous sur les nervures, à côte pubescente glanduleuse. Stipules courtes, pubescentes glanduleuses en dessous. Pédoncules hispides, allongés. Sépales glanduleux, entiers, réfléchis, caducs. Styles velus. Corolle d'un rouge vineux ou blanche.

Hab. — Petit-Lancy (près Genève).

## TABLE DES ESPÈCES



### SECTION I. — PIMPINELLI FOLIÆ.

1. *Rosa spinosissima* L.

*a. mitis.*

*b. spinosissima.*

### II. ALPINÆ

2. *Rosa alpina* L.

*a. nuda.*

*b. intermedia.*

*g. Lagenaria.*

*d. pyrenaïca.*

### III. SABINÆ.

3. *Rosa coronata* Crép.

*b. sabauda.*

### IV. VILLOSÆ.

4. *Rosa mollis* Smith.

*a. villosa.*



- b. glandulosa.*
  - c. resinosa.*
- 5. *Rosa pomifera* Herm.
  - a. eglandulosa.*
  - b. glandulosa.*
- 6. *Rosa spinuli folia* Dematr.
  - b. vestita.*

V. TOMENTOSÆ.

- 7. *Rosa cinerascens* Dumort.
- 8. *Rosa dumosa* Puget.
- 9. *Rosa Brunica* Bv.
- 10. *Rosa tomentosa* Smith.
  - b. pseudo-cuspidata* (*a. elatior.* — *b. minor*).
  - g. subglobosa.*
  - d. tunonensis.*

VI. MONTANÆ.

- 11. *Rosa rubrifolia* Vill.
- 12. *Rosa montana* Chaix.
- 13. *Rosa salævensis* Rapin.
  - a. nuda.*
  - b. pubescens.*
- 14. *Rosa Reuteri* Godet.
  - a. globosa.*
  - b. intermedia.*
  - c. ovata.*
  - d. Caballicensis* (*a. nuda.* — *b. glandulosa.* — *c. hispida*).



VII. CANINÆ.

A. *Lutetianæ*.

15. *Rosa canina* L.

*a* *lutetiana*.

*b*. *fallax*.

*c*. *sphærica* (*a*. fruits tous sphériques. — *b*. fruits médians pyriformes.

*d*. *senticosa*.

*e*. *transitoria*.

*f*. *insignis*.

*g*. *pyriformis*.

B. *Biserratæ*.

16. *Rosa dumalis* Rechst.

*b*. *purpurascens*.

*c*. *biserrata*.

*d*. *glaberrima*.

*e*. *oblonga*.

*f*. *globularis*.

*g*. *viridicata*.

C. *Hispidæ*.

17. *Rosa audegavensis* Bart.

*a*. *lævistyla*.

*b*. *stipularis*.

*c*. *genuina*.

*d*. *pauciglandulosa*.

**18. Rosa vinealis Rip.**

- b. Lemaitrei.*
- c. Kosinsciana.*
- d. Suberti.*

**D. Pubescentes.**

**19. Rosa coriifolia Fries.**

- a. genuina.*
- b. cristata.*
- c. denudata.*
- d. glandulosa.*

**20. Rosa dumetorum Thuill.**

- a. subglabra.*
- b. pubescens.*
- c. Deeglisei.*
- d. pseudo-collina.*

**21. Rosa obscura Puget. (a. fruit subglobuleux. — b. fruit ovale-oblong.)**

**22. Rosa opaca Grenier.**

- a. genuina.*
- b. pyriformis.*
- c. mitis.*
- d. ramealis.*
- e. urbica (b. depauperata. — c. latifolia).*

**E. Tomentellæ.**

**23. Rosa tomentella Lem.**

- a. glabrata.*
- b. pubescens.*

**F. Scabratae.**

24. *Rosa viscidula* Gren.

**VIII. GLANDÉLOSÆ.**

25. *Rosa Pugeti* Bor.  
26. *Rosa trachyphylla* Rau.  
27. *Rosa marginata* Wallr.

**IX. RUBIGINOSÆ.**

+ *Sepiaceæ.*

28. *Rosa sepium* Thuill.  
    *b. agrestis.*  
29. *Rosa Billetii* Puget.  
30. *Rosa graveolens* Gren.  
    *a. nuda* (*Rosa Jordani* Déségl.).  
    *b. eriophora* (*Rosa Lugdunensis* Déségl.).

++ *Micranthæ.*

31. *Rosa permixta* Déségl.  
32. *Rosa Lemanii* Boreau.  
33. *Rosa septicola* Déségl.

+++ *Suavi foliæ.*

34. *Rosa rubiginosa* L.

**X. SYNSTYLÆ.**

35. *Rosa arvensis* Huds.  
    *a. glandulosa.*  
    *b. depauperata.*

XI. STYLOSÆ.

36. *Rosa stylosa* Desv.  
    *a.* *systyla*.  
    *b.* *vestita*.  
    *c.* *albiflora*.

XII. GALLICANÆ.

37. *Rosa gallica* L.

# TABLETTES D'UN PRÉCEPTEUR

PAR

LUCIEN DUBOIS



Tout le monde connaît le charmant tableau du célèbre peintre genevois Hornung, intitulé : *Un de plus*. Des écoliers, en veine de gaité, ont introduit dans leur classe un âne, fort étonné de se trouver en si docte compagnie et qui ne sait trop s'il sera reconduit avec douceur et ménagement ou à grands coups d'étrivières.

En commençant ce livre, je pense à l'âne et aux écoliers d'Hornung, et je me demande de quel droit je vais à mon tour introduire ma pauvre bête au sein de la docte assemblée des écrivains de tout âge, de tout rang et de toute opinion, et quel accueil ils daigneront lui faire. Seront-ils indulgents pour ses allures embarrassées, riront-ils de sa figure étrange, ou se fâcheront-ils quand il élèvera la voix plus qu'il ne convient chez les gens comme il faut ? Vas, mon pauvre baudet, peut-être quelqu'un se rappellera-t-il que tu es un serviteur labo-

rieux, patient, sobre, un peu entêté parfois, il est vrai, mais en résumé doux et bon ; que le Christ lui-même te choisit pour sa monture à cause de ta nature pacifique, et ce quelqu'un-là, daignera-t-il, en faveur de tes nombreuses qualités, te prendre sous sa protection et t'éviter la volée de bois vert qui te menace.

Je ne me serais pourtant jamais permis cette plaisanterie d'écolier, si je n'avais été pénétré au fond de l'utilité de cette œuvre qui me semble remplir une lacune dans celles qui traitent de l'enseignement pratique.

En effet, dans un pays comme la Suisse, où l'instruction est si libéralement et largement répandue, mais où les ressources matérielles sont bornées par la nature, on voit chaque année une foule de jeunes gens, munis d'un bagage littéraire, artistique ou scientifique généralement plus complet que leur bagage financier, s'éloigner de leur pays pour aller à l'étranger tenter la fortune ou du moins se créer des ressources que ne leur offre pas la patrie, pauvre, relativement aux besoins de ses enfants.

Lancés dans un monde inconnu à la plupart, quelques-uns échouent dès les premiers pas ; d'autres, plus heureux ou plus persévérants, luttent avec énergie, laissent bien sur le chemin quelques-unes de leurs plumes et aux buissons quelques flocons de leur laine, mais finissent à force de courage, et, on peut le dire, — d'entêtement, — par atteindre le but.

Les plus heureux, soit qu'ils aient profité de l'expérience de leurs proches, soit que le hasard les ait jetés dans un milieu plus conforme à leurs aptitudes et à leur tempérament, arrivent, pour ainsi dire sans peine, au succès, à la fortune, quelquefois même à une réputation qui les honore et fait l'orgueil de leur patrie.

C'est pour éviter aux premiers un échec prématuré, — aux

seconds mille déboires, mille difficultés qui empoisonneraient leur existence, — et aux derniers l'écueil de l'égoïsme et de l'orgueil, que j'entreprends d'écrire ces souvenirs.

Ce livre n'est point une œuvre littéraire ou scientifique ; c'est tout au plus un travail philosophique, humanitaire, ou, pour être tout à fait dans le vrai, un acte de bonne camaraderie.

Mes récits n'auront rien qui puisse choquer les convenances sociales et le bon goût ; j'espère même que plus d'une institutrice y trouvera quelque enseignement ou renseignement qui pourra lui servir dans sa carrière.

Si j'ai pu être utile à quelqu'un, mon but sera complètement atteint ; si mes anecdotes ont pu amuser ou distraire quelqu'autre, j'en serai infiniment heureux et flatté. — Mon enfer est pavé de bonnes intentions.

LUCIEN DUBOIS.

Aux Acacias, près Lancy, Genève.



## CHAPITRE PREMIER

Depuis longues années, j'étais dévoré du désir, vague d'abord, mais devenu plus ardent avec le temps, — de voir du pays, — de connaître d'autres cités, d'autres habitants, d'autres mœurs, d'autres habitudes, d'autres climats. A ce besoin de m'instruire se joignait celui non moins impérieux de me créer des ressources devenues tout à fait insuffisantes à Genève où tout ce qui vivait en dehors de la fabrique et du commerce trouvait les autres voies, très-limitées du reste, littéralement encombrées par un grand nombre de postulants.

Ce besoin d'émigration était devenu chez moi une véritable nostalgie en sens inverse : je pleurais une patrie inconnue et des frères qui habitaient au-delà des monts qui m'enceignaient de toutes parts. Sentiment ou sensation inexplicable ! Personne au monde n'aimait plus que moi cette chère patrie suisse pour laquelle j'eusse donné volontiers ma vie, mais cela ne me suffisait pas : — j'aimais l'humanité toute entière et je brûlais du désir de lui exprimer ces ardentes affections. Cet amour eût été éternellement platonique, selon toute probabilité, si un heureux concours de circonstances ne lui étaient venues en aide et ne lui avaient permis de s'exprimer dans la suite avec une complète liberté.

J'avais à cette époque un ami intime, si intime qu'on ne nous appelait dans le monde que : les inséparables ! Des circonstances fortuites amenèrent pourtant notre séparation, toute matérielle, il est vrai, car nous restâmes étroitement unis dans l'absence, absence adoucie par une correspondance



aussi active que le permettaient les communications postales de cette époque limitées aux diligences et aux malles-postes.

Merrigny, c'est le nom de cet ami, avait une cousine nommée M<sup>lle</sup> de Versac qui, après avoir fait l'éducation d'une jeune princesse russe, était revenue depuis peu de temps dans ses foyers. Partie fort jeune, elle avait conservé tous les agréments de sa personne augmentés peut-être encore par certain embonpoint qui lui allait à ravir. Instruite, élégante, imprégnée de ce parfum aristocratique qui sied si bien aux femmes, M<sup>lle</sup> de Versac s'attirait en outre toutes les sympathies par ses nombreuses qualités et l'excellence de son cœur.

Son esprit d'observation, l'expérience acquise par un long séjour dans le monde, sa grande sagacité en avaient fait la conseillère d'une foule de jeunes personnes et de jeunes gens qui se destinaient à la carrière de l'enseignement.

S'occupant du sort et de l'avenir de tout le monde, il était naturel que M<sup>lle</sup> de Versac songeât à celui de mon ami Merrigny, qui était son seul parent, et selon toute probabilité son héritier, car l'esprit indépendant, un peu caustique même de cette dame, la pointe d'ironie amère qui perçait dans ses paroles, quand la conversation frôlait la question du mariage, laissaient supposer qu'elle ne passerait pas légèrement sous les drapeaux de l'hyménée. Un observateur très-attentif aurait peut-être même découvert que sous cette répulsion matrimoniale se cachait une ancienne et amère déception dont elle seule possédait le secret.

Un jour, M<sup>lle</sup> de Versac reçut une visite qui fit le sujet de toutes les conversations, et fournit aux journaux de l'époque ample matière à réflexions, par les circonstances romanesques qui l'accompagnèrent.

La jeune princesse, dont elle avait fait l'éducation, venait de se marier à un grand seigneur, le prince de Steinberg,

d'origine allemande, mais que ses immenses possessions, situées pour la plupart en Russie où il avait contracté une première union, avaient attaché au service de ce pays.

Ce prince, vivement épris de sa femme, beaucoup plus jeune que lui et réellement charmante, passa, pour lui complaire, par Genève où résidait son ancienne gouvernante, afin de lui rendre visite avant de se diriger sur l'Italie où il comptait séjourner l'hiver. Quelques jours après leur arrivée, M<sup>lle</sup> de Versac fut gracieusement invitée à un diner qui devait avoir lieu à la campagne.

On partit dans une élégante voiture, et après une course d'environ une demi-heure à travers les riants coteaux qui bordent le lac Léman, on descendit dans une fort jolie villa d'où la vue embrassait une partie du lac et tout le panorama de la ville de Genève qui semble se mirer orgueilleusement dans ses eaux limpides.

Le diner fut très-gai.

Au dessert, le prince remercia chaleureusement M<sup>lle</sup> de Versac de la gracieuse hospitalité qu'elle avait bien voulu leur donner dans sa maison de campagne.

Celle-ci, ne comprenant rien au speech de Son Altesse, tourne des yeux étonnés sur son ancienne élève qui, le sourire sur les lèvres, lui présente des papiers qui l'instituaient légitime propriétaire de la campagne, terres, maison et mobilier, jusqu'à la voiture qui les avait amenés.

Je laisse à penser quelle fut la stupéfaction de M<sup>lle</sup> de Versac et l'immense joie qui inonda son cœur. Certes, pour ceux qui la connaissaient, ce n'était pas la richesse de ce cadeau princier qui excita le plus vivement sa reconnaissance, ce fut surtout le triomphe qu'obtenait le labeur de toute sa vie, et le sentiment du grand exemple que donnait son élève à tous ces personnages qui, par une étrange anomalie, confient, pour

ainsi dire, au premier venu la direction de l'âme, de l'esprit, du cœur de leurs enfants, et traitent parfois comme un laquais l'homme chargé d'une si haute mission.

Un acte aussi éclatant d'estime et de reconnaissance était une heureuse leçon donnée à ces gens du monde qui se croient quittes envers ceux qui les ont remplacés auprès de leurs enfants pendant de longues années, moyennant un maigre salaire, et qui les abandonnent à la fin de leur carrière aux chétives ressources que peuvent leur procurer des forces épuisées par l'âge et le travail.

Le prince de Steinberg avait eu de son premier mariage un fils et une fille. M<sup>me</sup> de Versac qui était, comme je l'ai dit, une femme de cœur et de tête, encouragée par l'acte de munificence du mari de son élève, conçut le projet de faire confier l'éducation du jeune prince à son cousin, et comme elle était aussi femme d'initiative, elle ne tarda pas à en faire la proposition aux deux nobles époux qui remirent leur décision à leur retour d'Italie.

En effet, après une absence d'environ quatre mois, le prince et la princesse de Steinberg revinrent à Genève où ils passèrent une quinzaine de jours, tous deux ne se lassant pas d'admirer cette magnifique contrée, les rives enchanteresses du lac Léman, cet horizon grandiose et pittoresque du Jura et des Alpes, les eaux bleues et transparentes du Rhône, toute cette nature admirable qu'ont chantée les poètes de tous les âges jusqu'à Byron et Victor Hugo.

M<sup>me</sup> de Versac profita de ce court séjour pour renouveler sa proposition qui fut décidément acceptée à sa grande joie.

La présentation de Merrigny fut faite, les conditions établies par le prince lui-même avec sa générosité ordinaire, et le départ fixé dans le plus bref délai. M<sup>me</sup> de Versac fut invitée à passer quelques mois avec la famille, sous le prétexte de faire

l'installation de son cousin et de lui donner les premières directions dans sa nouvelle carrière.

Je fis à cette époque mes débuts dans ce monde où je devais passer les meilleures années de ma vie, ces belles années de la jeunesse qu'aucun trésor ne devrait pouvoir payer et qui s'envolent si vite, le plus souvent gaspillées au profit de gens oublieux, ou qui n'ont pas l'intelligence de comprendre l'immensité du sacrifice.

Merrigny, ou sa cousine, peut-être tous les deux, parlèrent-ils de moi à Leurs Altesses, je ne sais, mais je ne fus pas peu surpris de recevoir tout à coup une invitation à dîner, invitation qui eut une influence considérable sur ma vie, et qui décida, pour ainsi dire, de mon sort futur.

Mon premier mouvement fut de décliner l'honneur qu'on voulait bien me faire, mais les instances de Merrigny, les bons conseils de sa cousine et ma curiosité aidant, je finis par accepter. Bien m'en prit, car je reçus l'accueil le plus bienveillant, et je puisai dans cette première réception cette confiance en soi-même, cette assurance si nécessaires dans un monde qui vous est complètement étranger et qui condamne sévèrement la moindre infraction à ses usages, à ses coutumes et même à ses préjugés.

On se demandera, peut-être, pourquoi j'hésitai à accepter une invitation très-flattense pour moi, à coup sûr, et que j'ai vu rechercher plus tard avec un grand empressement. La raison en est bien simple et bien naïve :

En ce temps, les princes ne se prodiguaient pas comme aujourd'hui, où ils courent le monde tant et si bien, qu'il n'est guère possible de faire un voyage en chemin de fer ou en bateau à vapeur, sans se heurter à un souverain ou à une Altesse quelconque. Retirés dans leurs palais, ils avaient conservé ce prestige, cette auréole, dont sont entourés les

héros des mille et une nuits, prestige qu'ils ont perdu sans retour au contact du peuple, observateur et juge impitoyable. Or, je m'étais figuré ces êtres privilégiés tellement au-dessus de nous autres pauvres gens du peuple, par leurs connaissances, leurs qualités physiques et morales, que je redoutais à la lettre un rapprochement qui allait m'écraser d'humiliation !

J'en fus quitte pour la peur ; le prince était tout simplement un homme charmant, un parfait gentleman et la princesse une dame d'une très-grande beauté, aussi simple dans ses manières que distinguée dans sa personne, dont le cœur et l'esprit n'étaient pas les moindres dons que la nature prodigue lui eût octroyés.

Le diner fut simple et presque intime ; le soir nous allâmes tous au théâtre où j'eus l'occasion de donner à cette charmante princesse sa première leçon de républicanisme.

A peine étions-nous installés dans une loge d'avant-scène, que j'aperçus dans la loge d'en face un de mes amis de collège qui me fit un geste amical ; c'était un fort beau garçon, très-élégant et à l'air tout à fait distingué.

La princesse, qui l'avait aperçu et avait saisi le geste au vol, me demanda quel était ce gentleman ? — Madame, c'est un de mes amis, lui répondis-je. — Ah, un étudiant ? — Non, madame, un cordonnier..... Je n'oublierai de ma vie la stupéfaction de cette belle aristocrate ; on lui eût dit que le Mont-Blanc s'était écroulé dans le lac, qu'elle n'en eût pas été plus vivement frappée.

Je crus devoir venir au secours de son étonnement et rétablir un peu d'ordre dans ses idées : Madame, lui dis-je, permettez-moi de vous faire observer que dans ce pays-ci nous vivons en république, c'est-à-dire en liberté et surtout en égalité parfaites, ce qui ne vous surprendra guère, quand vous saurez que ces principes sont basés sur une éducation com-

mune et sur une instruction mise à la portée de tous. Le jeune homme, que vous avez daigné remarquer, est en effet d'une distinction parfaite et, de plus, très-instruit; c'est un de mes brillants camarades de collège; il a eu le bon esprit de prendre la suite des affaires de son père, homme très-honorable qui lui a laissé une belle fortune et les moyens de l'augmenter par son travail personnel.

La princesse me regarda d'un air reconnaissant pour l'enseignement que je venais de lui donner et se contenta de me dire : c'est très-intéressant ! mais je surpris plus d'une fois, dans le cours de la soirée, son regard fixé sur la loge d'en face : mon ami, le cordonnier, était évidemment le sujet des préoccupations de l'étrangère.

Pour ceux qui connaissent l'état d'infériorité dans lequel sont tenus tous les corps de métier en Russie, l'étonnement de la princesse sera parfaitement justifié.

Pour les autres, fussent-ils même républicains, je leur demanderai si plus d'une fois ils ne se sont pas oubliés jusqu'à se servir du mot de — cordonnier — avec un accent et une intention de mépris ?

Nous sommes ainsi faits, que nous couvrons de nos dédains les hommes les plus utiles de la société, ceux qui lui procurent non-seulement le superflu, mais le nécessaire; n'entendons-nous pas à chaque instant traiter de — paysan, de tailleur, de maçon, de cordonnier, de boucher, ceux auxquels on veut attacher un certain mépris, tandis que ces appellations devraient être des titres à la considération, sinon à la reconnaissance, puisque ceux qui les portent nous fournissent les choses les plus nécessaires à la vie, — le couvert, le vêtement et la nourriture !

C'est ainsi, du reste, que l'entendirent nos pères qui donnèrent une sorte d'illustration aux fonctions infimes auxquelles

les Francs avaient assujetti des hommes parfois d'une naissance illustre. Par exemple, celui qui, chez eux, était chargé de la surveillance des chevaux, des écuries et des étables, devint le premier dignitaire de la monarchie française, sous le titre de *comes stabuli*, comte de l'étable ou connétable.

Originellement, comme aujourd'hui, l'homme qui pansait et ferrait les chevaux était désigné sous le nom de maréchal, ce nom de métier est devenu un titre éminent dans la hiérarchie militaire.

Le personnage qui veillait aux intérêts de la maison, percevait les redevances du maître, le servait à table, et qu'on appelait le sénéchal, devint depuis, sous ce même nom, un grand officier de justice.

Le grand pannetier qui, dans l'origine, n'était qu'un boulanger, est devenu un grand officier de la couronne. Il en fut de même du grand bouteiller, qui avait l'intendance de tout ce qui concernait la bouche, et surveillait spécialement les caves, les tonneaux et les bouteilles enfin du grand veneur et du grand louvetier, qui n'étaient que des chasseurs. Que de familles aujourd'hui s'enorgueillissent de compter parmi leurs aïeux des personnes chargées de titres qui rappellent des professions honorables, mais extrêmement roturières, au point de vue de ces scrupules !

Mais j'en reviens à mon récit :

Deux jours après, les nobles personnages quittèrent Genève ; je pris congé d'eux au moment de monter en voiture ; le prince, avec son affabilité ordinaire, me dit qu'il serait heureux, si jamais je passais près de ses possessions, de me donner l'hospitalité. Je le remerciai convenablement d'une offre que je ne croyais guère alors devoir se réaliser ; j'oubliais sans doute le proverbe : « L'homme propose et Dieu dispose. » Bien des fois, dans le cours de ma vie, j'ai dû me le remé-



morer, et j'ai fini par le graver indéfiniment dans mon esprit. Sans être absolument fataliste, il faut pourtant bien admettre que les combinaisons les plus habiles et les mieux fondées s'écroulent souvent devant un obstacle si infime que toute la clairvoyance humaine n'a pu l'apercevoir. Que cet obstacle invincible soit appelé par les uns hasard, fatalité, par les autres volonté de Dieu, il n'en est pas moins bien réel, et il n'est pas une créature, un être quelconque de la nature — animé ou inanimé — qui ne le sente près de lui à chaque instant de la vie.



## CHAPITRE II

Notre séparation entre Merrigny et moi, avait été bien cruelle ; heureusement que M<sup>lle</sup> de Versac était venue égayer les derniers préparatifs par les dispositions fabuleuses qu'elle prit pour que le trousseau de son cousin fût complet ; elle avait voulu tout diriger — en qualité de femme d'expérience !

Elle entassa dans les malles de mon ami des montagnes de vêtements et de linge ; on eût dit qu'il partait pour une expédition au pôle nord dont les glaces pouvaient le séparer du monde pendant de longues années : redingotes de formes et de nuances les plus variées ; habits de quoi revêtir les professeurs de toute une université ; gilets blancs, noirs, panachés des couleurs les plus à la mode, à collets droits, renversés, à châles — elle devina même le gilet en cœur ; — pantalons de pied, de cheval, du soir, du matin, de toutes nuances et de toutes étoffes ; chemises en toile, en percale, en soie, en flanelle, brodées et non brodées, à plis larges, moyens, petits, gaufrés en si prodigieuse quantité, que Merrigny bien sûrement, en possède encore, après plus de quarante ans d'usage. Je ne parle des mouchoirs de poche que comme mémoire : il y en avait de quoi remplacer les doigts de deux régiments de hulans pendant dix ans. Arriva enfin comme bouquet, un énorme paquet de bonnets de coton — casques à mèche — comme les appellent si pittoresquement les Parisiens ; on eût pu en coiffer tous les paysans de la Normandie ! A cette vue, malgré notre chagrin, Merrigny et moi partîmes d'un franc éclat de rire. Merrigny demanda à sa cousine ce qu'elle comptait

faire de tous ces bonnets. — La demoiselle un peu piquée de nos rires et de cette observation, répondit, d'un ton majestueux et tranchant, que chez les gens *comme il faut*, il était d'usage d'en mettre un chaque jour pour ne pas salir les taies d'oreiller de son lit.... J'avoue que de ce moment, je conçus quelques doutes sur l'infailibilité du bon goût et du savoir-vivre de l'ancienne gouvernante.

A l'aspect de ce formidable convoi, le prince avait fait une singulière figure ; il dit quelques mots en russe à son chasseur.... depuis, j'ai toujours oublié de demander à Merrigny, s'il n'avait pas perdu en route une bonne partie de son bagage.

Trois semaines après son départ, il m'écrivit la lettre suivante en date de Berlin :

« Bien cher,

« Aurions-nous jamais pu supposer que nous pourrions être trois longues semaines sans nous voir, sans nous communiquer nos impressions, sans nous confier nos petits secrets quotidiens ? Cela est pourtant, et depuis vingt et un jour, je suis sans nouvelles de toi, comme tu es sans nouvelles de ton vieux camarade. Que deviens-tu ? Je t'ai laissé la figure si renversée, malgré les efforts que tu faisais pour me dissimuler ton chagrin, que tout le long de la route j'ai été douloureusement oppressé en pensant à toi et que j'ai eu mille peine à me débarrasser des idées noires qui venaient en foule m'assaillir. Je connais pourtant ta philosophie, la fermeté de ton caractère, ton inébranlable confiance en l'avenir, mais je jugeais de ta tristesse par la mienne et je me demandais comment tu pourrais supporter le premier coup d'une séparation que nous n'aurions jamais cru possible. J'étais, moi, le mieux partagé ; j'avais les précieuses distractions du voyage, remède infail-

pour un novice comme moi ; aussi avec quelle ardeur je priais Dieu de te venir pareillement en aide, mon bon, mon cher ami.

« Je ne céderai, bien entendu pas, au désir banal de te faire la description de mon voyage ; tu en trouveras le contenu plus complet dans la première géographie ou le premier guide venu.

« Je me contenterai de t'avouer que j'ai été pour ma pauvre cousine, le plus maussade compagnon de route qu'il soit possible d'imaginer. Concentré dans ma douleur, les efforts bien louables, sans doute, qu'elle faisait pour me distraire, loin d'atteindre leur but, m'agaçaient les nerfs, et plus d'une fois blotti dans mon coin, je feignais de dormir pour mettre fin à son caquetage. Que Dieu me pardonne de me servir d'une pareille expression à l'égard de cette excellente et si dévouée parente. Un seul petit incident de route te fera juger dans quel bel accès d'humeur j'étais plongé : Nous étions arrivés très-tard à Leipzig ; j'étais harassé de fatigue ; mes pauvres membres rompus par la contrainte et les cahotements de la voiture semblaient vouloir me refuser tout mouvement à l'avenir ; les jointures avaient l'air de vieilles charnières rouillées par le temps et auxquelles l'huile faisait absolument défaut ; je mourais de sommeil. Ma cousine moins fatiguée que moi, soit par habitude, soit par grâce d'état, eût bien voulu faire un petit bout de conversation avant de gagner sa chambre que, par un reste de prudence, elle avait eu soin de choisir aussi loin que possible de la mienne, mais mes yeux humides, le détraquement de ma mâchoire qui voulait, malgré moi, battre la retraite, l'engagèrent enfin à me laisser seul. En un tour de main, je fus entre mes draps — façon de parler, car en Allemagne on ne connaît que le drap de dessous, celui de dessus sert de taie à l'édredon — et mollement étendu sur mes matelas — autre

façon de parler, car ces bons Germains remplacent nos matelas par d'énormes lits de plumes dans lesquels on disparaît comme sous une trappe, l'édredon ferme hermétiquement le trou qui vous engloutit.

« J'étais là niché depuis une heure environ, quand je fus réveillé par un vacarme infernal ; je me dépêtrai de mes plumes, sautai à bas de mon lit, et trempé de sueur, j'écoutai d'où pouvait bien partir ce bruit abominable. C'était un voyageur qui venait d'arriver, et qui, sans égard pour le sommeil de ses voisins dont il était séparé par une simple cloison, sifflait, chantait, lançait ses bottes à l'autre bout de la chambre, ouvrait, fermait les tiroirs de la commode avec violence, remuait les meubles les uns contre les autres, enfin semblait exercer une vengeance sur ses voisins qui, plus heureux que lui, goûtaient depuis longtemps les douceurs du repos. J'eus un moment de rage folle ; si j'avais eu une épée, je l'aurais embroché à travers la paroi, ou un pistolet, je lui eusse cassé la tête par le même procédé.

« Le froid qui commençait à me pénétrer calma la surexcitation de mon cerveau ; je me hâtai de me couvrir de ma chaude robe de chambre, j'allumai ma bougie, bourrai ma pipe, et entre deux bouffées de fumée, je méditai ma vengeance. Mon sommeil était perdu sans rémission, nous devons partir de très-bonne heure, il ne me restait que bien peu de temps devant moi.

« Au bout de deux bonnes heures d'un tapage dont les forges de Vulcain pourraient seules donner une idée, mon homme bâilla à se disloquer la mâchoire, j'entendis craquer le lit, quelques minutes après, un ronflement sonore m'indiqua qu'il était tombé dans son premier sommeil. Je me levai grave, solennel, imposant : j'allai pouvoir accomplir mon forfait. . . . d'une main légère, je tirai sourdement les trois tiroirs d'une

énorme commode adossée à la paroi contre laquelle était appuyé son lit. Cela fait, d'un geste brusque, violent, je repoussai le premier tiroir.... l'hôtel trembla sur sa base, j'entendis dans le lointain des voix inquiètes qui se demandaient ce que cela pouvait bien être. — C'est un coup de canon, disaient les uns ; — non, c'est un coup de tonnerre reprenaient les autres. Quant à mon homme, après un juron effroyable, n'entendant plus de bruit, il avait repris son sommeil. — Continuant à fumer ma pipe, j'attendis le cœur tout épanoui que ses ronflements m'indiquassent l'instant propice, et un second tiroir lancé à tour de bras, le fit bondir hors de son lit, sauter sur les sonnettes et faire un carillon infernal. Dans l'hôtel, en un clin d'œil, tout le monde fut debout ; on se précipita dans la chambre du voisin en demandant ce qu'il y avait. Lui, dans un paroxysme de fureur, jeta brutalement tout le monde à la porte, et les voyageurs de crier : c'est un fou, il faut aller chercher la police.... Ravi de ma vengeance, je fis tranquillement les préparatifs de mon départ en chantant *mezza voce*, mais de manière qu'il l'entendit, le refrain du cheval de bronze : — Tu l'as voulu zin, zin. — Quand je fus prêt, avant de descendre, je repoussai le dernier tiroir avec non moins de douceur que les autres fois. Mon homme comprit-il la leçon ? Je l'espère, car je n'entendis plus parler de lui.

« En prenant le café, ma cousine qui n'avait pas mieux dormi que les autres habitants de l'hôtel, me demanda si j'avais entendu le vacarme qu'avait fait un fou arrivé de la veille, et quand je lui eus dit qu'il était voisin de ma chambre, elle eut une grande frayeur du danger que j'avais couru.

« Voilà, mon cher, la seule aventure de mon voyage ; elle n'est pas bien intéressante, mais si elle a pu un moment te distraire, j'en serai très-heureux. En passant à Potsdam, comme tu peux bien le penser, j'écarquillai les yeux pour

découvrir le moulin du meunier — Sans Souci — du charmant conte d'Andrieux ; j'en vis plusieurs, et j'en adopta un situé sur un riant coteau et dont les ailes légères et rapides donnaient la vie et le mouvement à ce gracieux paysage. Je murmurai ces vers que nous avons répétés si souvent ensemble :

Et de quelque côté que vint souffler le vent,  
Il y tournait son aile et s'endormait content.

« Enfin nous arrivons aux faubourgs de Berlin, après avoir traversé d'interminables plaines de sable dont quelques moulins à vent interrompent seuls la monotonie sans parvenir à en supprimer la tristesse.

« Après ce Sahara et la nuit horrible que je venais de passer, je n'avais plus ni yeux ni oreilles ; je tombai dans un lit fait de n'importe quoi, et c'est en me réveillant de ce sommeil de plomb que je t'écris ; cette longue lettre te prouve que je suis déjà remis de mes fatigues ; je crois que tu ne t'en plaindras pas, car tu devais être aussi impatient que moi d'avoir des nouvelles. A bientôt, *amico mio*.

« TON MERRIGNY. »

Cette lettre mit fin à des inquiétudes qui paraîtront aujourd'hui bien exagérées, mais que ceux qui ont vécu à cette époque, trouveront toute naturelles. Alors, un voyage n'était pas comme aujourd'hui, presque une partie de plaisir. Celui de Genève à Paris par exemple qu'on peut faire maintenant en 10 ou 12 heures, exigeait jadis par les voies les plus rapides, trois jours et deux nuits. Entassés dans de lourdes diligences, les voyageurs étaient exposés aux mille péripéties d'une longue locomotion ; mais si ce mode de voyager avait de nombreux

inconvenients, il avait aussi, il faut bien en convenir, de réels agréments.

Impossible d'être ainsi en tête à tête pendant tant de jours et tant de nuits, sans lier connaissance, et que de relations aimables se sont formées dans cette vie intime d'un long voyage ! Alors on voyageait, on voyait le pays qu'on parcourait ; aujourd'hui, on part et l'on arrive, ce qui ne laisse rien ni à l'esprit, ni au cœur, ni à l'imagination, ni au souvenir. Je m'arrête dans l'expression de mes regrets pour ne pas laisser supposer que je suis un adversaire du progrès, moi qui lui ai consacré toute mon existence et qui ai subi pour lui des tribulations et des catastrophes sans fin !



### CHAPITRE III

Plusieurs années s'écoulèrent, pendant lesquelles Merrigny continua à m'entretenir de ses faits et gestes dans une correspondance très-suivie. Il s'habitua peu à peu à cette demi-indépendance du précepteur qui, s'il a toute autorité sur ses élèves, est néanmoins soumis aux mille exigences et caprices du monde et de la famille dans le sein de laquelle il vit. Il ne faut pas s'imaginer que la tâche d'élever des enfants étrangers, surtout d'une condition élevée, soit si facile, et qu'on accomplisse ce rude devoir avec tous les secours matériels et moraux qui semblent exister en apparence. Non, pour un grand nombre de précepteurs, la question — économique — est une question grave dont la solution exige des préoccupations qui ne devraient pas exister chez l'homme appelé à exercer une surveillance de toutes les minutes sur les enfants qui lui sont confiés.

Combien j'en ai vu de ces malheureux précepteurs se dissimulant le plus possible dans un coin du salon, parce que leur habit n'était pas de la première fraîcheur ou que leurs bottes laissaient deviner l'artiste de troisième ordre. Je vois d'ici bien des gens s'étonner de ces détails, et je les entends se demander, comment il est possible, qu'un homme qui reçoit le logement, la nourriture, le blanchissage et un traitement ordinairement plus élevé que celui d'un ouvrier, puisse se trouver dans une situation si précaire ? Mon Dieu, c'est bien simple ; dans un très-grand nombre de cas, le jeune homme qui embrasse cette carrière, ne le fait ni par goût, ni par



vocation, mais seulement pour venir en aide à des parents âgés ou infirmes, pour soulager une famille pauvre, etc. ; dans ce cas, cet infortuné précepteur s'impose les plus dures privations pour accomplir sa bonne œuvre et s'expose volontairement à tous les déchirements d'amour-propre qu'elle entraîne.

Beaucoup, et ce sont les gens de cœur, se demanderont naïvement comment il se fait que des gens dont la fortune est souvent considérable, n'aient pas égard à ce dévouement et ne cherchent pas à soulager une si grande et si touchante infortune ?

Cela leur serait très-facile, il est vrai, mais... il y a en tout et partout un mais ! — les parents de votre élève ignorent le plus souvent cette situation, et si la délicatesse du précepteur ne lui enseigne pas sa conduite sur ce point, son intérêt bien entendu lui conseillerait le plus complet silence. Voici pourquoi : la plupart des gens riches qui donnent un précepteur à leurs enfants se sont fixé un budget que rien au monde ne leur ferait dépasser ; une pauvreté accusée sous leur toit les gênerait, les agacerait, troublerait leur repos. S'ils avaient un peu de conscience, le malheureux précepteur passerait à l'état de remord vivant, deviendrait leur bête noire et son avenir serait infailliblement compromis ; si, par un hasard, dont j'ai vu très-peu d'exemples, des parents, plus généreux que d'autres, venaient à soulager les peines matérielles du précepteur de leurs enfants, celui-ci tomberait immédiatement dans une espèce de dépendance qu'il faut éviter à tout prix, dans l'intérêt même de l'éducation qu'on a entreprise.

Mais nous sommes loin de notre sujet ; les nombreux exemples que nous rencontrerons dans le cours de ce récit, nous édifieront mieux que tous les raisonnements sur les mille circonstances dans lesquelles peut se trouver l'homme qui entreprend une éducation.

Il y avait deux grands mois que je n'avais reçu une lettre de Merrigny, ce qui ne lui était jamais arrivé ; je commençais à m'inquiéter fort de ce silence inaccoutumé, quand enfin le facteur me remit ces quelques lignes qui me causèrent le plus vif chagrin :

« Cher ami,

« Un malheur affreux, une véritable catastrophe, vient de briser mon existence ; j'ai la tête perdue, et je t'écris à travers les larmes les plus amères que j'aie versées de ma vie. Plains-moi, ami ; je suis bien, bien malheureux ; je prie Dieu qu'il mette fin à mon immense douleur et me rappelle à lui.... pardonne-moi, ami, mon égoïsme, mais je souffre tant !

« A toi ma dernière pensée.

« MERRIGNY.

« P.-S. — Je t'écirai dans quelques jours, si j'en ai la force. »

A quarante ans de distance, je ressens encore l'émotion que me causa cette lettre affolée, incompréhensible et si désespérée.

Que pouvait-il lui être arrivé ? Quelle pouvait être la cause d'un pareil désespoir ? Quel malheur si irréparable pouvait avoir fondu sur lui et produire un tel découragement ?

Les idées les plus étranges se pressaient en foule dans mon cerveau et le bouleversaient. Après avoir lu et relu vingt fois ce laconique billet, avoir cherché les mille raisons qui avaient pu le lui dicter, m'être arraché les cheveux à poignées, je finis par me mettre dans une colère épouvantable contre mon ami ; je lui reprochais, comme s'il pouvait m'entendre, de me causer

un si violent chagrin, sans me donner un mot d'explication qui eût pu me mettre sur la voie ; je l'accusai d'ingratitude, d'égoïsme, de cruauté, pour frapper ainsi sur le cœur d'un ami. Je pris vingt fois la plume pour lui écrire une lettre enragée ; mais la raison reprit enfin le dessus ; avec elle mes sentiments d'amitié pour Merrigny.

Je me blâmai sans miséricorde, je m'accusai moi-même de dureté, d'égoïsme, d'inintelligence du cœur et de l'esprit ; pour un rien, je lui eusse écrit une lettre d'excuse qui l'eût sans doute bien surpris ! Ceux qui lui étaient chers, son père, sa mère, toute sa famille se portaient à ravir ; il ne pouvait être question d'une perte d'argent, Merrigny était l'homme le plus désintéressé du monde. Alors il s'agissait d'une affection morale, d'une peine de cœur.... A cette pensée tout mon sang tourna ; j'avoue que je songeai à la Princesse ; elle était aussi jeune que lui, d'une beauté exquise que ne venait déparer ni orgueil, ni sot amour-propre. Il n'était pas impossible que Merrigny, jeune, naïf, ayant le cœur plein d'illusions et de rêves fantastiques ne fût venu se brûler les ailes à la flamme que lançaient les beaux yeux de cette ravissante femme !

En ce cas, c'était réellement une véritable catastrophe ; — sa position et son avenir se trouvaient perdus.

Malgré toute la vraisemblance d'une pareille supposition, bien des raisons me la faisaient repousser. Ce n'est pas que Merrigny ne fût très-inflammable ; cette promptitude à prendre feu au premier joli minois qu'il rencontrait, avait fait maintes fois le sujet de mes plaisanteries. A chaque nouvelle combustion, mon ami avait l'habitude, pour me convaincre, de s'écrier : — cette fois-ci, c'est pour toujours ! Aussi allais-je au devant de son exclamation familière quand il me parlait d'une nouvelle rencontre capable de le charmer : — Mon ami, lui disais-je, j'espère que cette fois-ci c'est pour toujours ! —

Plus je prenais l'air sérieux, plus le dard s'enfonçait dans son épiderme ; il me boudait pendant quelques heures et finissait par rire de tout son cœur de ce nouvel amour, bulle de savon aux brillantes couleurs qui venait d'éclater au premier contact.

Quoique très-enthousiaste, Merrigny revenait assez promptement à la raison ; doué du sens le plus droit et d'une honnêteté parfaite, il avait jusqu'alors échappé heureusement aux pièges que lui tendait son cœur, et j'avais toujours eu espoir de lui voir éviter le danger qu'il courait en vivant dans la familiarité d'une femme dont la grâce et les attraits faisaient déjà tourner toutes les têtes. Je comptais sur sa raison, son bon sens et sa modestie pour le ramener, dans tous les cas, à une juste appréciation de sa personne et de celle d'un prince qui avait, il est vrai, vingt ans de plus que sa femme, mais était encore à cet âge où l'homme a atteint toute sa perfection physique, l'âge de Don Juan. Grand, bien fait, figure ouverte et distinguée, d'un caractère enjoué, c'était un gentleman accompli qu'il eût été fort difficile, sinon impossible, d'évincer.

A tous ces avantages, ce prince joignait celui d'être possesseur d'une fortune immense qui lui permettait de satisfaire ou plutôt de prévenir toutes les fantaisies d'une femme qu'il adorait. Aussi l'union de ces deux êtres si favorisés de la nature et de la fortune était parfaite et mes craintes se portaient seules sur mon pauvre ami qui pouvait avoir perdu le repos et la tranquillité par une de ces fatalités trop fréquentes, hélas ! dans un monde entouré d'un si grand prestige.

Je n'osai répondre à la lettre de Merrigny, de crainte de le froisser par mes suppositions et d'appliquer le remède à côté du mal. Cette lettre en appelait une autre dans le plus bref délai, et malgré mon impatience et mes inquiétudes, je me résignai à l'attendre.

Cela dura plus longtemps que je ne l'avais pensé, car ce ne fut qu'au bout de trois semaines, au moment où, perdant tout-à-fait patience, j'allais lui écrire, que je reçus ce billet presque aussi laconique que le dernier et qui, s'il me rassurait sur l'état moral de Merrigny, ne m'édifiait guère sur la fameuse catastrophe et le — malheur irréparable.

« Mon cher ami,

« Il faut que je compte bien sur ton amitié à toute épreuve pour être resté si longtemps avant d'ajouter quelques mots d'éclaircissement à ma dernière missive. Pardonne-moi, ami, mais, quoique un peu plus calme, je suis encore tout meurtri. La guérison sera lente, tant le mal est profond, mais je suis déjà sûr de l'obtenir, et tu peux être tranquille sur ton ami ; il ne court plus aucun danger. Quand je serai tout-à-fait remis, je t'écirai dans tous ses détails ma triste aventure. Pardonne-moi, ami, aujourd'hui je ne m'en sens pas le courage. Ah ! si tu étais là, il y a longtemps que tu saurais tout ; mais, étaler mes misères sur un papier qui peut tomber entre les mains du premier venu, je t'avoue que cela me répugne. Je sais d'avance que tu me comprendras, et que tu seras indulgent pour ton vieil ami.

« MERRIGNY.

« P. S. La gouvernante de la jeune Princesse issue du premier lit, comme tu le sais, vient de quitter la maison ; son désespoir a été grand et elle a versé d'abondantes larmes, la pauvre femme ! »

Décidément Merrigny devenait plus muet et plus incompréhensible que les sphynx d'Egypte ; toutes ces réticences et ces

mystères me semblaient des lacunes ou plutôt des accrocs à notre vieille amitié. Jusque-là, nous n'avions jamais eu un secret l'un pour l'autre, si infime qu'il fût, et tout à coup, quand il s'agissait de son repos, de son avenir, d'un véritable malheur, il restait silencieux avec moi ! J'avoue que je fus froissé et qu'il fallut toute la puissance de mon affection pour ne pas témoigner durement mon mécontentement ; je me bornai à lui répondre : que je ne doutais pas que le secret qu'il gardait pour lui ne dût avoir un intérêt puissant pour des tiers ; que dans ce cas, il avait absolument raison de ne pas le confier à son meilleur ami ; que sa dernière lettre m'avait un peu rassuré sur l'état de ses esprits, et que je le priais instamment de ne plus me parler de cette affaire qui nous avait tous deux assez fortement émotionnés. Je disais la vérité en lui affirmant que je me trouvais un peu rassuré sur le malheur qui lui était arrivé ; le post-scriptum de sa lettre avait en effet ouvert un champ nouveau à mes conjectures ; le grand danger que j'avais craint était heureusement évité ; il ne s'agissait probablement plus que d'une petite amourette avec la gouvernante, passion éternelle comme les autres pour mon pauvre Merrigny, toujours exagéré dans ses sentiments.

Plus jamais il ne me reparla de la « grande catastrophe » et son silence me fit augurer que j'avais justement mis le doigt sur la plaie. Après le départ de la gouvernante, tout rentra dans son ornière, la tranquillité se rétablit, c'était la montagne qui avait accouché d'une souris !

Quelques années s'écoulèrent dans un calme plat ; j'avais fini par désespérer de pouvoir jamais réaliser mon vœu le plus cher : voyager, et m'arrangeai une existence plus heureuse moralement que matériellement.

Genève, il y a environ un demi-siècle n'était déjà plus, à proprement dire, une ville de province. Ses institutions, son indus-

trie, les nombreux étrangers qui la fréquentaient, sa situation incomparable, son développement intellectuel, en faisaient déjà à cette époque une petite capitale dans laquelle les citadins des grandes villes ne se sentaient nullement dépayés. J'y trouvai donc des ressources infinies dans l'étude. Les arts, les sciences, la littérature ouvraient leurs portes toutes grandes aux jeunes gens désireux d'entrer dans la vie sérieuse.

L'amitié qui nous unissait Merrigny et moi, nous avait un peu isolés de nos camarades ; longtemps nous avons vécu en dehors de leurs plaisirs, sinon de leurs occupations ; quand il fut parti, mon isolement devint complet ; il est vrai que je ne fis aucun effort pour y mettre un terme et sans devenir ni morose, ni misanthrope, je me suffis à moi-même, et me livrai à l'étude avec la plus grande ardeur.



## CHAPITRE IV

C'est à cet instant précis de mon existence, quand je ne comptais plus sur rien, que mes espérances s'étaient évanouies, qu'allaient se réaliser mes rêves les plus chers.

Une lettre de Merrigny vint tout à coup m'informer que le père de son élève, le prince de Steinberg, me réservait la place de Directeur général de ses forêts et m'engageait à faire les études nécessaires pour remplir cet emploi.

Les possessions forestières de ce prince étaient immenses, et la position qui m'était faite considérable. On devinera sans peine avec quel empressement j'acceptai une offre qui dépassait de beaucoup non-seulement mes désirs, mais encore mes plus belles espérances.

Je me mis à l'étude avec une ardeur sans pareille, et partis bientôt pour Berne, afin de suivre l'enseignement de M. Kastofer, à cette époque un de nos savants les plus distingués en matière forestière. M. Kastofer me fit l'accueil le plus obligeant, m'admit dans son intérieur, et sachant que je n'avais pas une minute à perdre, poussa mes études théoriques et pratiques avec autant d'activité que j'en mis à les suivre.

Au fur et à mesure que le cercle de mes connaissances s'étendait, s'augmentait aussi ma peur de ne pouvoir jamais en atteindre la limite. La science forestière, en effet, comprend toutes les autres, et je ne crois pas que la vie d'un homme suffise pour l'embrasser tout entière : botanique, géologie, mathématiques, histoire naturelle, lois qui régissent les eaux et les forêts tant au civil qu'au criminel, les droits de chasse,



de paccage, les relations de l'Etat avec les Communes et les particuliers, etc., etc., il n'y a pas jusqu'à la préparation des peaux d'animaux qu'un bon forestier ne doive connaître.

Que de défaillances j'éprouvai pendant le cours de ces études, Dieu seul le sait ! Bien des fois je fus sur le point d'y renoncer, mais elles offrent un attrait si vif qu'on y revient poussé par une attraction invincible. Cela est si vrai, que je n'ai jamais connu un forestier qui n'aimât son art et qui n'y trouvât les plus douces jouissances.

Un jour pourtant, je fus atterré ! Deux ou trois fois par semaine, nous partions tous, élèves et professeurs, sous la direction de M. Kastofer, pour aller mettre en pratique ses bons enseignements ; beaucoup de savants étrangers, d'agronomes et d'amateurs nous accompagnaient dans ces excursions, qui étaient pour nous des jours de fête.

Cette fois-là, je me trouvais à côté d'un savant botaniste ; j'écoutais avec avidité toutes les choses intéressantes qu'il me disait sur cette science, et le félicitais sur l'étendue de ses connaissances ; il soupira, et me regardant avec un sourire triste, mais bienveillant : « Vous êtes jeune, me dit-il, et je ne voudrais pas vous décourager ; mais je dois vous confesser que, depuis trente ans, j'étudie une infime partie de la botanique, — les cryptogames, — et que je suis encore bien loin d'en posséder une connaissance complète. » — Je baissai la tête sans répondre ; j'étais anéanti !

Au retour de notre excursion, je passai dans le cabinet de M. Kastofer, lui fis part de cet entretien et du découragement qu'il avait provoqué chez moi.

M. Kastofer, avec sa bonté ordinaire, me rassura, sinon complètement, du moins en grande partie. « Sans doute, mon cher enfant, me dit-il, vous avez devant vous un champ sans limites d'études et d'observations, champ que vous devrez

cultiver votre vie entière ; mais ce labeur vous procurera les jouissances les plus douces, la santé du corps et de l'esprit.

« Quant à l'emploi que vous allez occuper en Russie, rassurez-vous, il n'exige pas une connaissance aussi approfondie de la science forestière que dans nos pays ; la variété des essences y est moins considérable, et les aménagements y sont moins compliqués. Les travaux théoriques et pratiques, que vous avez déjà accomplis, me sont une garantie certaine du succès avec lequel vous remplirez les fonctions auxquelles vous êtes appelé ; prenez courage, redoublez de zèle ; je suis certain que vous réussirez. » Je saisis vivement les mains de ce savant et excellent homme, et les lui serrai avec cette effusion de la jeunesse qui espère aussi vite qu'elle désespère.

Enfin, quelques mois après, je pris congé de ce digne professeur et de son aimable famille ; je me séparai avec un vif regret de mes condisciples, avec lesquels j'avais vécu dans la plus douce familiarité ; et, sur les conseils de M. Kastofer, je visitai les différents ports et localités qui font le grand commerce des bois.

L'heure était venue ; j'écrivis à Merrigny, qui avait suivi mes études avec toute la sollicitude d'un ami, de vouloir bien informer le Prince que j'étais prêt. Courrier par courrier, celui-ci me répondit que Son Altesse m'attendait à Berlin.

Je quittai ceux qui m'étaient chers, le cœur navré, quoique j'atteignisse enfin le but de tous mes désirs, et que mes vœux les plus ardents fussent exaucés. Je partais avec la perspective d'une haute position et l'espoir légitime de faire promptement une honorable fortune. Mais le cœur de l'homme est ainsi fait qu'au comble de ses vœux, une certaine terreur s'empare de son esprit ; une vague appréhension, qui n'est peut-être, après tout, qu'un pressentiment ou un réel avertissement sur sa destinée, l'envahit entièrement, modère les

élans de sa joie et tempère son enthousiasme. Bienfait du ciel finalement, car les déboires, les déceptions inséparables de l'existence seraient trop poignants et trop cruels sans cette mystérieuse préparation.

En ce temps-là, je l'ai déjà dit, les chemins de fer n'existaient pas, du moins dans les contrées que j'allais parcourir ; un voyage était donc une grosse affaire, et plus d'un brave bourgeois faisait son testament avant de se coller lui, douzième, aux parois de ce lourd rocher qu'on appelait une diligence. Comme je n'avais qu'un mince bagage et que ma fortune consistait en espérances plus ou moins motivées, je me dispensai de cette formalité et ne consultai aucun tabellion.

Au premier tour de roue, mon cœur se serra comme dans un étau ; je fis appel à toute ma raison et prononçai le fameux *alea jacta est*.

Mes contemporains se rappelleront, aussi bien que moi, les machines à transporter, de ces temps-là ; elles étaient divisées en trois compartiments : le coupé de trois places sur le devant, l'intérieur au milieu, qui contenait six places. et la rotonde sur le derrière avec quatre places. Le coupé, qui laissait la vue de la route à parcourir, était fort recherché ; il fallait en retenir d'avance les places ; à l'intérieur, la compagnie était plus nombreuse, ce qui présentait parfois un avantage, mais souvent aussi de réels désagréments. C'était un lot à la loterie que d'avoir de bons compagnons de route ; je me hâte d'ajouter pourtant, qu'en général comme dans les bons ménages, chacun déployait toutes les ressources de son esprit pour plaire à ses voisins, et que, réciproquement, on faisait assaut de bons procédés et de complaisance pour adoucir ce que le voyage avait de pénible, matériellement.

La rotonde, placée immédiatement sur les roues de derrière, était un véritable enfer de secousses et de cahotements ;

les voyageurs qui l'occupaient, muets comme des carpes, pour ne pas avaler les torrents de poussière que soulevaient les chevaux et les premières roues, n'avaient plus figures humaines quand ils descendaient aux relais. C'étaient des sacs de farine, que le conducteur sortait l'un après l'autre du moulin à blé.

Quand je montai dans le coupé, où j'avais réussi à me procurer une place, je vis, dans la demi-obscurité qui nous enveloppait, car il était tard, que les deux autres places étaient déjà occupées ; je me blottis dans mon coin, heureux qu'on ne s'en fût pas emparé, faisant tous mes efforts pour ne pas gêner mon voisin ou ma voisine, car j'avais beau écarquiller les yeux, je ne distinguai rien. — En route, hurle le conducteur ; un vigoureux coup de fouet enlève les cinq chevaux ; le lourd véhicule s'ébranle avec fracas, les curieux s'écartent vivement, les chiens aboient, les portefaix jurent, les amis crient un dernier adieu. . . . . Nous voilà partis !

Les lumières des maisons s'enfuient fantastiquement, véritable course de feux follets ; les roues s'assourdissent, les chevaux prennent une allure sérieuse ; nous sommes en pleine campagne ; par-ci par-là une lumière à une maison des champs, quelques notes de piano à une villa plus éclairée ; nous rattrapons quelques rouliers partis bien longtemps avant nous, qui se rangent sur les bords de la route, moitié dormant, moitié jurant ; nous les frôlons de si près que je me cramponne involontairement au tablier du coupé, pensant à chaque instant être brisé contre ces lourds chariots dont les roues larges comme des sentiers, aussi hautes que notre véhicule, nous auraient réduits en poussière.

Mais notre postillon a bon œil et bon bras ; un : Hue cocotte ! allons la grise ! accompagné d'un vigoureux coup de fouet, nous maintient dans la ligne droite.

Peu à peu, je m'habituai à toutes ces péripéties et pris pleine et entière confiance en notre automédon, vieux serviteur dont la figure épanouie et les cheveux gris laissaient deviner de sérieux et longs services. Mes silencieux voisins aidant, je finis par m'endormir aux : Hue cocotte, allons la grise ! qui me berçaient comme le refrain de ces chansons avec lesquelles les nourrices endorment leurs petits enfants. Plusieurs fois, j'eus bien conscience qu'on changeait les chevaux : en entr'ouvrant la paupière, j'aperçus une lanterne emmanchée d'un homme, lequel était lui-même suspendu à des chevaux ; tout cela dormait ; la lanterne et l'homme rentraient à l'écurie, un coup de fouet retentissait, les malheureux quadrupèdes réveillés en sursaut, faisaient un bond qui enlevait la machine et couraient comme des enragés jusqu'à ce que la réflexion venue ou le souffle manquant, ils reprenaient leur allure habituelle, vive sans excès.

Au point du jour je me réveillai, à demi écrasé par mon voisin ou ma voisine qui s'était renversé sur moi ; je me raidis et tout doucement je repoussai le dormeur qui pesait sur mon épaule comme un cauchemar ; malgré mes précautions, il perdit l'équilibre et s'étendit tout de son long sur notre autre voisin, mon antipode. Un léger cri partit de dessous cette masse, il ne pouvait appartenir qu'à une voix de femme et jeune encore. Je me réveillai tout à fait : — Vous n'êtes pas blessée madame ? — Non monsieur, je vous remercie. — Je n'avais plus du tout envie de dormir ; la voix était fraîche et suave. — Voilà une personne, ajoutai-je, qui a le sommeil bien lourd ! — Un petit rire aussitôt étouffé fut sa seule réponse. Serait-ce le mari de cette dame, pensai-je ? et moitié par curiosité, moitié pour soulager ma belle voisine, — je la trouvais déjà belle — je tirai à moi assez vigoureusement ce dormeur enragé. Il ne se fit pas prier et me tomba lourdement

sur la tête. Cette fois un éclat de rire franc, net, sonore, partit du côté de ma voisine ; je repoussai assez brusquement l'incivil qui rôtula sous nos pieds ; en même temps m'apparut le plus joli minois du monde, riant aux éclats à travers une rangée de perles adorables. J'avais tout vu et tout compris. Le dormeur était un énorme sac recouvert d'un manteau et encapuchonné que ma belle voisine avait mis entre elle et ses voisins inconnus de la nuit.

Quand tout le monde rit, personne n'est fâché et la connaissance est bientôt faite. M<sup>me</sup> de Fredska, ainsi se nommait ma voisine, était une de ces charmantes polonaises que les grâces semblent avoir pétries avec de la neige et des baies de sorbier ; vive, enjouée comme une française, elle possédait un certain air de distinction qui, loin d'intimider, était un attrait de plus ; cela va sans dire qu'à partir de cet instant, le tiers importun nous servit de coussin de pied. La conversation s'entama comme entre vieilles connaissances par des souvenirs du passé et des projets d'avenir. M<sup>me</sup> de Fredska se rendait à Berlin pour aller de là à Vilna, en Lithuanie, où son mari possédait une terre considérable. J'avais donc en perspective un long voyage en tête à tête avec une femme charmante et qui me paraissait déjà pleine d'esprit. Décidément ma chance était en tout pareille à celle des Mages, puisque, comme eux, j'avais à mon premier voyage une étoile pour me conduire.

Si quelqu'un s'étonnait de voir une femme titrée, possédant des terres considérables, voyager seule dans une voiture publique, comme la plus vulgaire bourgeoise, je me permettais de lui faire observer d'abord que la particule n'est pas un titre et que c'est par une simple convention ou plutôt concession, qu'on est venu à la considérer comme tel ; qu'en Pologne, en général, celui qui n'est pas paysan attaché à la terre seigneuriale, est considéré comme noble et prend volontiers,

en pays étranger, la particule et même le titre ; rien jusqu'alors ne prouvait donc que M<sup>me</sup> de Fredska fût noble. J'ajouterai de plus que tout autre mode de voyager était alors fort coûteux et qu'il n'y avait que certaines fortunes qui pouvaient se permettre de pareilles dépenses.

La voiture publique était encore ce qui valait le mieux et coûtait le moins.

Plus habituée que moi aux voyages et à la pratique de la vie, M<sup>me</sup> de Fredska prit immédiatement la direction de notre *modus vivendi* et je me laissai faire de la meilleure grâce du monde.

Tout alla le mieux possible jusqu'à Leipzig où je dus forcément me séparer de cette aimable dame. Elle fut assez étonnée de la résolution que je pris tout à coup de passer quelques jours dans cette ville, sachant que je devais aller jusqu'à Berlin. Bien sûrement, elle ne comprit pas le motif de cette décision : il était si trivial que je n'osai le lui avouer.

J'étais parti de Genève avec une somme que je croyais plus que suffisante ; mais arrivé à Leipzig, il ne me restait plus d'argent, et je me vis forcé d'attendre dans cette ville qu'on m'en envoyât. Je donnai pour prétexte à M<sup>me</sup> de Fredska mon grand désir de voir la célèbre foire de Leipzig, ce qui n'était pas très-galant ; mais les apparences étaient du moins sauvées. Nous nous quittâmes, moi, le cœur un peu serré, elle, avec ce ton dégagé et de parfaite tranquillité que donnent l'usage du monde et l'habitude des hommages ; elle n'eut pas même l'air de regretter les mille attentions, soins et égards, dont un jeune homme entoure la femme qui lui plaît. — Ce fut une brèche faite à mon amour-propre.



## CHAPITRE V

Mon séjour à Leipzig, par un concours de circonstances inattendues, se prolongea plus que je ne l'eusse désiré, et ce ne fut qu'au bout de douze jours que je pus me remettre en route.

Il ne m'arriva d'autre aventure jusqu'à Berlin que de perdre mon chapeau ; je fit mon entrée dans la capitale prussienne avec un simple bonnet grec.

Il y avait à peine vingt-quatre heures que j'étais installé dans un hôtel, quand on frappa à ma porte. — Je criai d'entrer. — Quel fut mon étonnement de voir un grand diable de chasseur tout galonné qui, sans me donner le temps de lui demander ce qu'il voulait, me dit : — Son Altesse sérénissime le prince de Steinberg, ministre de la maison du Roi, vous prie de passer chez lui demain avant midi.

Après un profond salut, le messenger pirouetta tout d'une pièce sur ses talons et disparut.

Je me frottai les yeux, ne sachant pas trop si j'étais éveillé ou si j'étais le jouet d'un songe. Le-Mi-nis-tre-de-la-maison-du-Roi, m'invite à passer chez lui, moi ! ce n'est pas possible ; comment sait-il seulement que j'existe, et s'il le sait, par hasard ou en lisant une liste d'étrangers nouvellement débarqués, que peut-il me vouloir ? J'arrive.... Je n'ai pas d'antécédents politiques.... d'ailleurs cela concernerait le chef de la police.... mais le Ministre de la maison du Roi ! Je me perdis en conjectures toutes plus absurdes les unes que les autres. J'avoue franchement qu'un sentiment de crainte s'empara de mon esprit. En ce temps-là, la Prusse était pour nous



autres des pays français, une espèce de croquemitaine armé d'une schlague, et cette idée me donnait des frissons dans le dos. Une erreur était si vite faite et un dos si vite écorché ! A cette pensée, tout mon sang tournait !

Heureusement que Merrigny devait venir me chercher dans quelques heures pour me présenter au Prince. C'est bien le diable, me dis-je, si celui-ci me laisse faire une avanie ; j'ai quelqu'un pour me protéger ! Cette pensée me rassura et je m'habillai avec plus de calme.

A l'heure dite, Merrigny arriva, rit beaucoup de mon aventure qu'il ne s'expliquait pas mieux que moi, et me dit de me tranquilliser, qu'il en ferait part au prince.

Celui-ci me fit l'accueil le plus gracieux et, cependant au moment où il me fit asseoir, il lui arriva un désagrément qu'un sot ne m'aurait pas facilement pardonné et qu'il supporta sans impatience et sans humeur.

Quoique admirablement conservé, ce Prince avait perdu une partie de ses cheveux sur le sommet de la tête ; pour dissimuler cette précoce calvitie, il ramenait avec un art admirable, sur le devant, ses cheveux de derrière, en mèches ondulées et touffues ; le front nettement dégarni, ajoutait à la noblesse de sa figure. Or, en me faisant asseoir, le Prince prit naturellement la première chaise qui se présenta sous sa main ; c'était malheureusement un de ces sièges de parade, en laque, sur lesquels on ne s'assied qu'en tremblant, surtout les hommes un peu gros ; le Prince était très-grand et d'une corpulence en harmonie avec sa taille ; aussi sa chaise s'écrasa-t-elle littéralement sous son poids ; en même temps, les malencontreux cheveux furent précipités sur les épaules et l'Altesse prit subitement une physionomie des plus étranges, pour ne pas dire des plus ridicules.

Quoique grand rieur, j'eus le bonheur de ne pas même

laisser échapper un sourire ; je tendis la main au Prince pour l'aider à se relever et lui avançai un siège solide cette fois ; d'un tour de main, il répara le désordre de sa coiffure et je continuai la conversation comme si rien ne s'était passé. Je n'en parlai à personne, pas même à Merrigny qui heureusement s'était retiré après ma présentation, et je crois que le Prince me sut fort bon gré de ma retenue et de ma discrétion. Quelques instants après, la Princesse entra dans le salon ; elle me tendit la main comme à une vieille connaissance et me dit qu'elle était heureuse de me voir faire partie de la maison ; la beauté de la Princesse s'était, si c'est possible, augmentée depuis que je ne l'avais vue ; elle était éblouissante. La cousine de mon ami l'accompagnait, et j'éprouvai une véritable joie de la revoir ; c'était pour moi, comme la patrie et la famille, que je retrouvais à l'étranger.

Deux mois s'écoulèrent avec la rapidité de l'éclair ; logé chez le Prince, mangeant à sa table, j'étais de toutes les promenades, de toutes les fêtes, et si je n'avais eu le souci de l'avenir, ma position eût été fort enviable. Pour passer le temps, j'étudiais et apprenais à monter à cheval, à faire des armes, et à mes heures de loisir, je m'occupais du jeune frère de l'élève de Merrigny ; c'était un enfant charmant, ressemblant beaucoup à sa mère et qui m'avait pris tout à fait en affection. Abandonné aux femmes qui le négligeaient, le pauvre petit fut très-heureux de trouver un ami qui avait pour lui les plus grands soins. La Princesse qui, par un sentiment exagéré de son devoir, s'occupait beaucoup plus des enfants de son mari que des siens propres, me sut certainement bon gré de mon initiative, mais elle ne me le témoigna jamais directement ou de vive voix.

La famille du Prince était nombreuse ; elle se composait de sa mère et de son père, le Feld-Maréchal de Steinberg, grand

et beau vieillard, célèbre dans l'histoire par les luttes qu'il soutint contre Napoléon I<sup>er</sup>, à la tête des armées russes et quelquefois de celles d'Autriche et de Prusse combinées.

Le Maréchal était très-simple, très-affable, sous une apparence de raideur ; mais jamais un mot de politique ne sortait de sa bouche, et bien des fois je regrettai ce mutisme, sans doute calculé, désireux què j'étais de m'instruire sur quelques faits historiques restés jusqu'ici dans l'obscurité.

La Maréchale était une excellente femme qui me voulut tout de suite du bien, ce qui me fut très-utile dans la suite ; mais elle poussait la bonté jusqu'à l'exagération et à l'enfantillage : je me rappelle, par exemple, qu'un jour à dîner, elle fondit en larmes ; on s'empressa autour d'elle, et entre deux sanglots, elle finit par avouer qu'en mangeant une tranche de mouton, elle avait réfléchi qu'on devait en tuer une quantité considérable pour nourrir tant de monde et que l'idée de cette effroyable hécatombe l'avait navrée.... Je vis un sourire errer sur les lèvres du Maréchal ; il pensait sans doute aux grandes boucheries d'hommes, auxquelles il avait présidé !

Il y avait encore parmi les membres de cette nombreuse famille, la sœur du maréchal, veuve d'un ancien ambassadeur prussien en Autriche, et sa fille, artiste d'un grand mérite, mais qui avait une manie déplorable et presque sauvage, c'était de ne jamais proférer une parole quelle que fût la société qui l'entourât. Ses parents les plus rapprochés, sa mère même, ne lui arrachaient quelques monosyllabes qu'avec les plus grandes difficultés et à force de persévérance et de ténacité. Je raconte ce fait, parce que ce fut pour moi l'occasion d'un triomphe extraordinaire : placé à côté d'elle à table, je parvins petit à petit à en obtenir des phrases tout entières ; sa mère me bénissait du regard et je me trouvais très-flatté de l'étonnement de tous les convives qu'elle ne tarda pas à

enchanter par la vivacité de son esprit et les charmes de sa conversation.

Que je n'oublie pas la belle princesse de Bernski, mère de la jeune princesse Steinberg. Véritable Ninon de Lenclos, elle brillait à la cour de l'empereur Nicolas qui avait pour elle la plus grande déférence. D'une gaité toute juvénile, elle avait ce laisser-aller qui rendait la cour du czar charmante, en dehors des préoccupations politiques. Un mot sur cette dame qui n'avait de grand'mère que le nom. Le respect et l'affection dont on l'entourait, donneront une idée de l'enjouement de son caractère. — Monsieur, me dit elle, un jour à table, comment appelez-vous en français certaine machine à lancer de l'eau ? — Un jet d'eau, madame. — Non, ce n'est pas cela, dit-elle en riant aux éclats et en montrant ses magnifiques dents. Je vis de suite où elle en voulait venir et je fis mes efforts pour ne pas prononcer le mot trivial qu'elle cherchait à m'arracher ; du jet-d'eau et de la pompe à feu, je passai à l'arrosoir, à la pompe ordinaire et à toutes les machines hydrauliques qui me vinrent à l'esprit, excepté celle qu'elle désirait m'entendre nommer. De guerre lasse, elle m'invita à chercher dans un dictionnaire et à lui envoyer le mot écrit pour le lendemain. Je n'y manquai pas, et le jour suivant à son lever, la belle rieuse reçut non pas le mot, mais la chose sous la forme d'une jolie petite seringue à oreilles. Cette plaisanterie d'un goût plus que douteux, ne fut pas prise en mauvaise part, et le soir même je reçus la réponse et le remerciement en un délicieux petit bronze représentant un ours-magister donnant la verge à un écolier-singe qu'il tenait sur ses genoux. Je note ces puérilités parce qu'elles peuvent servir d'enseignement à bien des jeunes gens ; j'en ai vus très-souvent succomber dans ce monde-là par trop de rigorisme et des idées de bienséance, saines sans doute, mais dont

l'exagération devenait un blâme et une offense auprès de certaines personnes qui voulaient bien plaisanter avec eux.

Il ne faut pourtant pas trop s'y fier, et la limite de la plaisanterie avec les grands seigneurs exige beaucoup de tact de la part des subordonnés ; avant tout, il faut éviter de leur fournir l'occasion d'un revirement qu'ils sont toujours empressés d'exécuter pour vous prendre en défaut de familiarité et d'oubli des convenances, et ne pas leur donner prétexte à un persiflage qui n'est que trop dans leurs habitudes et dans leurs moyens.

Le but de ce livre étant de guider, d'instruire, de prévenir les jeunes gens qui se vouent à la carrière du préceptorat, je crois devoir, dès le commencement, les prévenir d'un écueil si bien caché, qu'on ne l'aperçoit guère qu'au moment où on échoue. Les grands seigneurs qui fréquentent les contrées françaises, soit qu'ils s'en assimilent les mœurs libérales, soit qu'ils aient assez d'habileté pour dissimuler les leurs sont tout autres chez eux, dans leur pays : le russe, redevient russe, l'allemand, redevient allemand, etc. ; c'est peut-être ensuite de cette observation que l'empereur Napoléon I<sup>er</sup> a pu dire ce mot resté célèbre : grattez un russe, vous découvrirez un cosaque.

Tel personnage que vous avez vu dans les salons français simple, naturel, affable, bon, professant des idées de justice, d'humanité et de liberté, vous le retrouvez chez lui, raide, guindé, brusque, quelquefois cruel et injuste, presque toujours professant les idées les plus despotiques, les plus dures et les plus antihumanitaires. En pays étranger, paternel avec ses domestiques ; dans son pays, pour un oui ou pour un non, leur faisant appliquer la schlague ou le knout sans s'embarrasser le moins du monde de l'effet que cela produira. L'opinion publique n'existe plus pour lui, il ne connaît d'autre frein à ses volontés despotiques, que la peur du souverain.

L'existence eût été fort douce au milieu de cette aimable famille, si je n'avais été dévoré d'inquiétude au sujet de mon avenir : il me semblait que le prince mettait bien peu d'empressement à m'installer dans mes nouvelles fonctions et cette vie d'oisiveté me pesait beaucoup.

A bout de patience, je finis par provoquer une explication ; j'ai toujours préféré supporter un malheur que le sentir suspendu sur ma tête comme une épée de Damoclès.

Le prince de Steinberg rit de mes inquiétudes, me dit les choses les plus aimables, mais finit par m'avouer qu'il ne pourrait encore me mettre en activité. L'administration de ses forêts avait besoin de sa présence et de sa direction personnelle ; pour cela, il faudrait qu'il passât quelque temps sur les lieux mêmes, mais malheureusement la santé de sa femme exigeait impérieusement qu'elle fit encore une saison en Italie. Je compte donc, ajouta-t-il, partir dans quelques jours, et comme votre présence ne me serait d'aucune utilité, je vous prie d'accepter la direction d'une propriété que je possède aux environs de Saint-Petersbourg ; son entretien me coûte beaucoup d'argent, vous me ferez certainement des économies importantes. Vous recevrez pendant ce temps, ajouta-t-il, le même traitement que je vous avais fixé pour la direction de mes forêts. A mon retour d'Italie, nous aviserons pour cette dernière, en attendant je tiens essentiellement à vous conserver à mon service.

Je ne me dissimulai pas l'intention généreuse du prince ; il me savait sans fortune, et n'ignorait pas que je venais de faire les derniers sacrifices pour me mettre à la hauteur de la mission qu'il voulait bien me confier : c'était donc un secours déguisé qu'il m'offrait, d'une manière si délicate, car je savais pertinemment que cette propriété près de Saint-Petersbourg était tout simplement un lieu de plaisance, une villa de

grand seigneur, qu'un simple jardinier pouvait diriger mieux que moi.

Le cœur pénétré de reconnaissance, mais navré de la catastrophe qui venait me frapper si subitement, je remerciai chaleureusement le prince de ses offres obligeantes, en lui déclarant cependant que je n'accepterai jamais une sinécure qu'on n'offrait ordinairement qu'à de vieux serviteurs ayant rendu de longs et réels services. Il fit les plus grands efforts pour lever mes scrupules, mais je fus inébranlable dans ma résolution ; sa surprise et son embarras étaient visibles, mais ce ne fut que plus tard, quand j'eus pris un peu d'expérience, que je compris la grande générosité de son offre et la position délicate dans laquelle le plaçait mon refus. J'avais tout quitté pour entrer à son service, j'avais fait des sacrifices d'argent, il était naturel qu'il m'en dédommageât d'une manière ou d'une autre, et c'était la manière qui lui était la plus commode en réalité.



## CHAPITRE VI

Quelques jours après, toute la maison partit pour l'Italie et je me trouvai seul à Berlin, sans aucune ressource, n'ayant voulu avouer, ni à Merrigny, ni au prince ma fâcheuse position.

J'avais pourtant sinon un ami, du moins un protecteur.

On se rappelle la visite que je reçus un matin à l'hôtel où je descendis à mon arrivée à Berlin, et l'invitation qui me fut faite de me rendre chez le ministre de la maison du roi. Comme me l'avait promis Merrigny, pour faire cesser mes inquiétudes, il en avait parlé au prince de Steinberg qui rit beaucoup de mes frayeurs et m'engagea à aller voir immédiatement ce personnage qui était son propre cousin et portait le même nom. Je m'y rendis en effet, et trouvai le vieillard le plus aimable et le plus affable que j'aie rencontré de ma vie. Il me mit tout de suite à mon aise, m'expliqua qu'il avait vu mon nom sur la liste des étrangers avec accompagnement du titre de — secrétaire du prince de Steinberg, — titre que j'avais pris en effet sur mon passeport pour faciliter mon entrée et mon séjour en Prusse.

Le ministre me demanda à quel prince de Steinberg *j'appartenais* ; je le lui expliquai, il me félicita et me dit que c'était son bon cousin. Après une heure de conversation principalement sur la Suisse qu'il avait jadis visitée et dont il avait conservé le meilleur souvenir, il me congédia en me faisant promettre de venir le voir très-souvent.



Il eut l'extrême politesse de me reconduire jusque sur l'escalier, et comme on peut bien le penser, je sortis enchanté de l'accueil qui m'avait été fait, et surtout de l'issue d'une visite que j'avais si fort redoutée. Depuis, j'allai souvent voir ce vieux prince qui me recevait toujours à bras ouverts, me faisait servir toutes sortes de rafraichissements et allait même jusqu'à m'entretenir de ses petites affaires personnelles avec un laisser-aller qui m'étonnait moi-même.

A un très-grand air, ce vieux diplomate qui avait brillé au congrès de Vérone, joignait les manières les plus affables et les plus courtoises. Il était ami intime du roi de Prusse et de l'empereur Nicolas qui, tous deux, le comblaient de présents dont il ne savait que faire, car il était fort riche et célibataire. Sa maison était un véritable musée où foisonnaient les vases les plus rares, les tableaux de maîtres, les objets les plus précieux et ces mille riens qui ont une valeur énorme et que l'art fabrique pour provoquer les fantaisies et les désirs des gens riches. Tous ses domestiques étaient presque aussi âgés que lui ; ils jouissaient de grands privilèges et d'un franc parler, dont ils n'abusaient pas trop, il faut leur rendre justice. Ils étaient d'autant plus attachés à leur maître si doux, si paternel, que depuis longtemps, il les avait par son testament, institués ses uniques héritiers, et que leur sort était assuré à tous.

Un jour, il m'étonna singulièrement en me disant : Vebez avec moi, je vais vous montrer mes enfants..... Voyant ma stupéfaction, il sourit malicieusement et ajouta : Vous verrez comme ils sont beaux, vifs, intelligents et comme ils aiment leur papa. — Je n'y comprenais plus rien, et suivis le prince à travers le jardin au fond duquel était un corps de bâtiment isolé.

Nous n'avions pas fait vingt pas qu'apparut une nuée de

bambins, garçons et filles dont l'ainé n'avait pas plus de onze ans. Tous se jetèrent sur *leur papa*, — lui prirent les mains qu'ils couvraient de baisers ; l'un s'empara de sa canne, l'autre de son chapeau, deux autres fouillèrent dans ses poches et les dévalisèrent ; elles étaient pleines de bonbons. Il avait beau donner une tape à l'un, une tape à l'autre ; les petits scélérats s'enfuyaient en riant et ne tardaient pas à revenir à la charge ; cela dura bien dix minutes, le bon vieillard riait aux éclats ; il eût été difficile de reconnaître dans ce moment un des ces vieux diplomates qui présidèrent aux destinées des empires dans des temps déjà légendaires. Mais bientôt apparut un grand et magnifique chasseur, celui qui était venu *me* réveiller jadis, le père officiel dans tous les cas de cette volée de pierrots qui s'enfuirent à tire-d'aile. — Je prie votre altesse de vouloir bien pardonner leur indiscretion à tous ces petits polissons, dit le chasseur en s'inclinant profondément. — Tu sais bien, mon cher Fritz, repartit le prince avec bonhomie, que ce sont mes enfants et si je les gâte un peu, c'est que tu es trop sévère avec eux ! — Mais Votre altesse, ils abusent de vos bontés ! — Va, mon brave Fritz, fais comme moi ; gâte-les ; ils sont si gentils et si heureux d'être jeunes ! — Le chasseur s'inclina de nouveau et rentra dans le pavillon sur le seuil duquel se tenait une femme fort belle encore, et dont la taille s'harmonisait avec celle de son mari ; à première vue, on devinait facilement qu'elle était l'heureuse mère de toute cette nichée. Le prince l'ayant aperçue, lui fit signe d'approcher ; elle prit sa main qu'elle baisa respectueusement ; le prince lui donna une petite tape sur la joue, après l'avoir félicitée sur la bonne mine de ses enfants ; elle se retira en faisant une profonde révérence, mais non sans avoir lancé un coup d'œil de reconnaissance et d'affection à ce bon maître. — Eh bien, *mon cher*, que dites-vous de tout cela et de ces affreux Prus-

siens? — Je dis que votre altesse a su trouver le vrai bonheur : celui de se faire aimer à force de bonté et de bienfaits ; mais je crains bien qu'elle n'ait pas beaucoup d'imitateurs dans sa nation. — Flatteur et rancunier..... vous ferez votre chemin, mon ami, me dit le prince moitié sérieux, moitié plaisant, et la conversation changea de sujet jusqu'au moment où je pris congé. — Je sais, dit le prince en me quittant, que mon cousin part pour l'Italie, venez me voir après son départ.

La suprême ressource de tous les français en pays étrangers, en Allemagne surtout, était d'enseigner leur langue. Le français, langage diplomatique dans toutes les chancelleries, est de rigueur pour les classes élevées de la société ; la bourgeoisie, pour son commerce ou son industrie, s'y applique également. Le besoin d'apprendre cette langue n'a fait que progresser depuis le séjour de Voltaire à la cour du grand Frédéric, malgré l'opposition plus énergique que judicieuse des patriotes prussiens pur-sang qui, après les grandes défaites qu'ils eurent à subir sous Napoléon I<sup>er</sup>, formèrent une ligue anti-française avec des règlements très-sévères. Dans cette association patriotique, il était défendu de prononcer un seul mot de français, et si un de ses membres oubliait le règlement, il prenait un verre d'eau et se gargarisait la bouche pour nettoyer — cette impureté. — Enfantillage ! soit ; mais c'est en procédant par une haine implacable dans ses plus infimes détails, qu'une nation se débarrasse de l'étranger conquérant, et plus tard, le punit des maux qu'il a fait endurer à la patrie.

Je disais donc que les étrangers de langue française qui se trouvent sans ressources et obligés de pourvoir immédiatement à leur existence, s'improvisent tout d'abord professeurs de langue française ; cela réussissait assez bien à cette époque, et j'en ai connu beaucoup qui gagnaient ainsi leur pain quoti-

dien ; quelques-uns même, ceux qui avaient plus de chance ou plus de talent, faisaient d'assez bonnes affaires. Je me rappelle entr'autres un malheureux valet de chambre renvoyé de l'ambassade française où il était en place, qui ne trouva rien de mieux que de s'ériger en professeur de langue française ; il loua une vaste salle et annonça qu'il enseignait cette langue moyennant — un silbergros la leçon — environ douze centimes. Il eut bientôt de nombreux élèves, j'en comptai une fois plus de 150, et vraiment je ne dirais pas qu'ils fissent moins de progrès que sous des maîtres plus savants et plus chers.

Deux difficultés se présentaient pour l'accomplissement de mon dessein, d'avoir recours à cette suprême ressource : je savais très-peu l'allemand, malgré les efforts que je faisais pour l'apprendre, et un travail acharné ; ensuite je n'avais pas de connaissances pour me donner un renseignement ou une recommandation.

J'avais vécu dans la famille du prince avec mon ami Mernigny, sans songer une seule fois qu'à un moment donné, je pourrais me trouver seul et dans le cas de demander l'appui des autres ; c'était une grosse faute, une impardonnable indifférence teintée d'égoïsme, j'étais puni par où j'avais péché, ce n'était que justice.

Je me rappelai tout à coup, — il était vraiment temps ! — que j'avais été présenté à un brave vieux genevois, établi depuis trente ans à Berlin, qui m'avait fait le meilleur accueil et que j'avais pourtant fort négligé depuis.

Maintenant que mon *med culpa* est fait, je présente avec empressement au lecteur mon digne ami Blanvalet, la providence des Suisses en général et des Genevois en particulier, dans la capitale prussienne.

A l'époque où je l'ai connu, Blanvalet pouvait avoir environ cinquante ans ; il avait épousé une allemande, bonne, douce,

excellente ménagère, qui lui avait donné de nombreux enfants qu'il élevait avec le produit d'un commerce de robes de chambre dont il avait presque le monopole à Berlin. En ce temps, la *schlafenrock* ou robe de chambre faisait avec la longue pipe, partie du bourgeois prussien. Il ne quittait pas même ces deux appendices pendant ses occupations les plus actives et vous servait un bock ou deux sous de réglisse avec ces deux indispensables. Rien de plus amusant que la vue des maisons, le matin avant l'heure des affaires; comme il était défendu de fumer dans les rues, ces bons Berlinoïse se mettaient à leurs fenêtres en robes de chambre, leurs longues pipes en dehors, et de là bravaient impunément les règlements de police. Or, mon ami Blanvalet avait la vogue pour ce vêtement qu'il confectionnait dans toutes les règles allemandes, et à des prix fort modestes, quoique rémunérateurs. La famille augmentant sans cesse, partant les dépenses, Blanvalet eut une idée sublime. Il parvint à persuader aux Berlinoïse qu'il n'était pas décent de s'en aller dans l'autre monde en simple linceuil, qu'une robe de chambre était de toute nécessité pour ce long voyage, et... ils le crurent ! ses recettes augmentèrent immédiatement.

Quand il me raconta ce fait, je faillis me brouiller avec lui pour une mauvaise plaisanterie qu'il prit d'abord au sérieux, mais dont il rit fort lui-même, quand le brouillard germanique qui l'enveloppait parfois, se fut dissipé. Je lui conseillai de compléter son idée géniale, et de s'entendre avec les fossoyeurs pour retirer aux morts leurs vêtements neufs qu'il revendrait indéfiniment sans avoir besoin d'en confectionner de nouveaux ! *proh pudor !*

Cet honnête Blanvalet avait été souvent dupe de son affection pour ses compatriotes Genevois ; plus d'une fois, des aventuriers s'étaient présentés comme tels, avaient reçu sa

## CHAPITRE VII

La fortune me favorisa, et j'eus bientôt plus de leçons que je n'en pouvais donner. Je pus choisir mes élèves et élever mes prix successivement. J'eus la bonne chance d'avoir parmi ceux-ci, les officiers du corps des cadets, ce qui me procura une nombreuse et magnifique clientèle dans les familles des officiers supérieurs. Ma leçon quotidienne aux officiers de ce corps était une véritable partie de plaisir. Ils se réunissaient tous chez l'un d'eux, faisaient venir de la bière, des pipes, des cigares, et la leçon se passait en causeries fort agréables ; c'était un véritable salon de conversation, aussi quoique ma leçon ne dût être que de deux heures, j'y passais ordinairement toutes mes soirées, enchanté de me trouver au milieu d'hommes instruits, aimables et remplis d'égards pour leur professeur.

Je ne puis aujourd'hui me figurer que ces hommes si polis, si éclairés, si pleins de bons sentiments, soient devenus les pères de ces hommes farouches et sans pitié qui ont dernièrement égorgé et rançonné cette pauvre France ? Qu'on me permette ici une réflexion, en présence de cette horrible guerre de 1870-1871, dans laquelle les Prussiens manquèrent à toutes les lois de la civilisation et de l'humanité.

Sauf la Suisse, il n'est peut-être pas un pays au monde où l'instruction soit si universellement distribuée qu'en Prusse, et ce ne fut pas pour moi un médiocre étonnement, quand je vis la masse de connaissances répandues dans toutes les classes de la société. Pas de bonne à tout faire, c'est-à-dire, dans la

plus infime condition, qui ne sache lire, écrire, compter, un peu de géographie et beaucoup d'histoire, surtout celle de sa patrie. Les savants pullulent dans ce pays où la science semble infuse ; leurs philosophes sont célèbres. Eh bien, malgré ces conditions de progrès, ces garanties contre des temps barbares qu'on aurait cru finis à tout jamais, l'Allemagne dans sa dernière guerre avec la France, a confondu la philosophie, les amis de l'humanité, les disciples de la raison, par la barbarie de ses actes, sa rapacité, sa rage implacable et sanguinaire. Son plus grand homme d'Etat a pu prononcer, malgré ses tardives dénégations, ce mot odieux : — La force prime le droit — qui a déshonoré le XIX<sup>m</sup><sup>e</sup> siècle.

On a cherché à expliquer et à excuser cette aberration de l'esprit allemand, par le besoin d'une vengeance et de représailles qu'on a fait remonter des guerres de l'empire au règne de Louis XIV et aux ravages du Palatinat. Une pareille rancune, s'assouvissant d'une manière si sauvage et si odieuse à deux siècles d'intervalle, serait une honte de plus chez un peuple aussi éclairé, et une dénégation brutale de l'instruction comme moyen de civilisation, de régénération et d'émancipation des peuples.

Explique qui pourra ce fatal entraînement d'une nation, sœur d'une autre nation par son développement intellectuel, qui, à l'instigation de quelques fanatiques, ou de monstrueux ambitieux commet un épouvantable fratricide et renouvelle le crime de Caïn égorgeant Abel.

J'aurais peut-être continué cette existence qui ne manquait pas de charme par sa variété et les bénéfices qu'elle me procurait, si elle n'avait été assombrie par un point noir.

Quand la saison des eaux arrivait, tout Berlin s'envolait dans ces nombreuses stations thermales qui foisonnent dans le pays ; les uns pour leur santé, les autres pour leur plaisir.



Quand je dis — tout Berlin — c'est avec intention et non pour singer — le tout Paris — des journaux du high-life.

L'Allemand est fort économe; ne sortant pas de son pays, il vit aux stations thermales aussi bon marché que chez lui, parce qu'il n'y est pas rançonné comme les étrangers; sa dépense consiste presque toute entière dans son déplacement, très-peu coûteux, du reste, car les chemins de fer sont à bon marché et le voyage dans les troisièmes classes est pour le moins aussi confortable que celui des deuxièmes en France. Ce qui fait que, non-seulement la noblesse de Berlin, mais les employés, la bourgeoisie, une grande partie de la population en un mot, fuit régulièrement à chaque saison, les sables et les eaux croupissantes de sa capitale.

J'aurais pu imiter mes élèves et j'aurais peut-être bien fait, mais étranger au pays, je craignais des dépenses au-dessus de mes moyens : bref, je restais, et ce chômage forcé ne convenait ni à mon amour du travail ni à ma bourse.

Cependant je ne négligeais pas de rendre visite aux parents du prince de Steinberg, qui me faisaient toujours le meilleur accueil et je dînais très-souvent chez sa tante, sœur du maréchal, dont j'étais devenu le favori depuis que j'avais rompu le mutisme de sa fille et mis en relief les brillantes qualités de son esprit et de son cœur. C'est chez elle que j'eus l'occasion de voir pour la première fois l'empereur Nicolas qui vint lui rendre visite à son passage à Berlin

Nous sortions de dîner, à 2 heures, à la mode allemande, quand tout-à-coup un valet vint annoncer : — Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies. — L'étiquette veut, qu'à une visite d'une tête couronnée, les maîtres de la maison restent seuls au salon. Malheureusement l'appartement n'avait qu'une issue; les enfants s'enfuirent à l'intérieur, et je pris la seule



porte de sortie ; malgré la promptitude de cette retraite, je ne m'en trouvai pas moins en face de l'empereur qui, avec sa vivacité ordinaire, n'avait pas attendu le retour du valet et franchissait déjà le seuil. Il avait vu d'un coup-d'œil la scène et s'adressant à moi, le sourire sur les lèvres, il me dit : — Je fais donc fuir tout le monde ! — Je m'inclinai et lui répondis ces deux seuls mots : — Sire, l'étiquette ! — Vous avez raison, monsieur, et il me salua poliment.

Cette petite scène s'était passée dans bien moins de temps que je n'en mets à la raconter, et pourtant, j'eus la preuve depuis, qu'il n'oublia pas mon humble personne. — J'avais répondu à ses idées autocratiques. — De mon côté, la physionomie de ce célèbre personnage resta à jamais gravée dans mon souvenir.

Nul mieux que cet homme, ne personnifiait l'idéal de la souveraineté, et certes, on eût inventé pour lui le titre de Majesté. Grand, admirablement conformé, il avait en outre la figure la plus belle et la plus distinguée qu'on puisse rêver.

J'avais entendu dire que personne ne pouvait soutenir l'éclat de son regard sans éprouver un sentiment de crainte ou de malaise ; je l'affrontai pourtant, quelques secondes à peine, il est vrai, et loin de ressentir une sensation pénible, il me sembla que je l'eusse volontiers contemplé plus longtemps, tant il y avait de limpidité, de puissance et de dignité dans ce regard.

Aucun souverain n'a inspiré autant de haine et autant d'amour que l'empereur Nicolas. Nul plus que lui ne fut implacable dans la vengeance, nul aussi ne fut plus grand, plus généreux dans la récompense des services rendus, plus sensible aux réelles amitiés qu'il inspira. Excellent père de famille, adoré de ses sujets, il mourut avec la réputation d'un farouche tyran, réputation en partie méritée par les cruelles et sanglantes répressions de l'insurrection polonaise.

Son grand crime vis-à-vis de l'humanité fut son despotisme : sa grande faute, un indomptable orgueil qui lui suggéra une idée exagérée de ses talents militaires. Sa mort fut la terrible punition de ses fautes, de ses crimes et de ce monstrueux orgueil.

Cependant, l'histoire impartiale fait sortir peu à peu cette grande figure du cloaque de boue et de sang où l'ont plongé ses contemporains ; elle fait la part des haines ardentes que provoqua chez la noblesse cette main de fer qui lui étreignait la gorge, met en relief l'amour de ce peuple d'esclaves qui trouvait chez lui aide, protection et justice, contre des maîtres barbares qui le rongeaient jusqu'à la moëlle des os et abusaient sans cesse de leur pouvoir absolu.

L'histoire découvre encore chaque jour les hautes raisons politiques qui provoquèrent des actes réputés odieux et qui n'étaient pourtant que la conséquence forcée d'une politique qui suivait son cours à travers les âges et les événements.

Nicolas ne fut ni un monstre comme on l'a qualifié, ni un grand homme comme ses partisans ont voulu le faire. Ce fut l'admirable instrument que la destinée des nations leur envoya pour accomplir ses volontés et leur faire atteindre le but qu'elle leur a tracé d'avance.

Comme on peut bien le penser, je n'oubliai pas dans le nombre de mes visites cet excellent prince de Steinberg, le ministre de la maison du roi. Il était toujours plein de bontés et d'égards pour moi et faisait certainement mentir le proverbe : Vieux célibataire, vieil égoïste. — Il était devenu mon protecteur et mon confident, je n'ose dire mon ami, à cause de la différence de nos âges et surtout de nos positions sociales.

Un jour, je le trouvai rayonnant ; il était d'une gaieté vraiment folâtre et avait rajeuni de vingt ans. Je le regardai avec quelque inquiétude ; le malin vieillard redoubla de gaieté, mais,

voyant que mon malaise augmentait, il prit tout à coup un air sérieux, son air de diplomate, et me dit : — Vous êtes de Neuchâtel ? — Oui, prince. — Par conséquent sujet du roi. — — Pardon, monseigneur, le roi de Prusse est en effet prince de Neuchâtel, mais nous faisons partie de la Confédération Helvétique, et il n'y a pas de sujets dans la République suisse. Hum ! hum ! mauvaise tête ! — Je le vis embarrassé, mais comme je ne savais absolument pas où il en voulait venir, je me tins sur la réserve et gardai le silence. Au bout de quelques minutes, me fixant d'un œil scrutateur. — Aimeriez-vous, me dit-il, servir la République suisse ? — Certainement, monseigneur. — Eh bien, vous savez que le *canton* de Neuchâtel est représenté ici, et forme un ministère à part sous la direction de M. le baron de Werther ; j'ai pensé qu'il vous serait agréable de prendre part aux affaires de votre pays et de veiller à ses intérêts. Je vous ai donc fait nommer secrétaire-rédacteur au ministère des affaires étrangères et de Neuchâtel ; voici votre brevet. Je fus abasourdi, et dus changer trente-six fois de physionomie. Le Prince m'examinait attentivement. Enfin surmontant mon trouble. — Monseigneur, lui dis-je, vous avez eu mille bontés pour moi que je n'oublierai jamais, tant que je vivrai, mais je ne puis accepter cette dernière marque de votre bienveillance ; mes opinions politiques ne me permettant pas de servir d'autre forme de gouvernement que celle de la République. — Mon enfant, reprit le prince, je vais vous parler comme un père à son fils. J'aime et j'estime votre fermeté dans vos principes et je n'eusse jamais songé à vous faire une proposition qui eût pu vous en écarter. Sujet et ami du roi que j'aime et vénère, il ne me fut nullement venu à l'idée de mettre à son service un homme qui est à l'antipode de sa politique. Mais il ne s'agit pas de cela ici ; vous servez votre pays auprès de Sa Majesté, vous faites partie en quelque

sorte d'une ambassade ; vous êtes un secrétaire de légation et vous pouvez rendre de très-grands services à votre pays dans cette situation. Me voyant encore hésiter, le prince me demanda avec bonté si je n'avais pas quelque autre motif plus plausible pour refuser un emploi qu'il désirait me voir occuper, et qu'en son âme et conscience, il croyait que je pouvais accepter sans aucun scrupule.

— Monseigneur, lui répondis-je, il est encore une autre raison qui m'engage à refuser. — Laquelle ? — J'ai porté les armes contre la Prusse... — Bien, bien, bien, mon enfant, dit le prince d'un ton enjoué ; vous êtes franc cette fois ; je connais votre épopée ; vous avez fait partie de l'expédition de Neuchâtel, vous avez même été blessé ; vous aviez alors quinze ou seize ans... vous voyez que je suis instruit ; tout cela est parfaitement oublié et comme vous le voyez, on ne vous en fait pas un cas pendable ; le ministre baron de Werther comprend les élans du cœur et estime les caractères décidés. — C'est une affaire arrangée, ajouta-t-il en me congédiant ; demain matin, allez voir M. de Werther — au ministère de Neuchâtel, — ajouta-t-il en souriant. En même temps, il me mit dans les mains ma nomination, et je me retirai tellement étourdi, que je ne songeai pas même à le remercier.

Je ne dormis pas de toute la nuit, hésitant si je devais ou non accepter, craignant d'un côté de faire du chagrin à cet excellent homme, de refuser une position qui pouvait faire mon avenir ; de l'autre, redoutant de faire le moindre accrocs à mes principes politiques, même en apparence. J'avais beau me répéter que je pourrais rendre de nombreux services à mon pays, je ne me dissimulais pas que j'étais à Berlin, et que bien des gens pourraient douter de mon amour pour la République en me voyant accepter une position mixte, ambiguë par suite de l'état hermaphrodite du pays de Neuchâtel.

Le matin je me levai la tête en feu, décidé, toute réflexion faite, à refuser, quand une voiture s'arrêta devant ma porte ; je vis en descendre le prince lui-même ; je me précipitai à sa rencontre. — Je viens vous chercher, mon enfant, me dit-il, pour vous présenter moi-même au ministre. Avait-il deviné mes dernières hésitations ?... Je le suivis machinalement ; la présentation se fit dans toutes les règles ; le prince se retira pour me laisser seul avec le ministre. Celui-ci me parla avec une grande bonté et leva mes derniers scrupules, en m'affirmant que le roi n'avait d'autre intérêt à conserver la principauté de Neuchâtel que celui qu'il lui portait, que les minces revenus qu'il en tirait étaient religieusement employés à l'amélioration de sa situation matérielle, ce dont je pourrai m'assurer par expérience, puisque toutes les affaires de la Principauté me passeraient par les mains ; que moralement, c'était un joyau de plus à sa couronne, et matériellement, une charge administrative dont il abandonnait le soin aux Neuchâtelois eux-mêmes.

Le ministre m'énuméra les divers devoirs que j'aurais à remplir ; arrivé à la politique, je lui avouai avec naïveté que j'en ignorais les plus simples éléments. Il sourit. — Je vais vous l'apprendre en quelques mots, me dit-il : Toute la politique consiste à se ménager une porte de derrière. — Là-dessus, il me congédia. J'ai depuis réfléchi bien souvent à cette leçon de politique ; aujourd'hui que l'âge et l'expérience sont arrivés, je dois avouer que l'application s'en est faite maintes fois sous mes yeux avec succès et que presque toujours j'ai vu ceux qui avaient négligé cette simple précaution, succomber, acculés dans une impasse.

## CHAPITRE VIII

Une nouvelle existence s'ouvrait devant moi. Mon emploi me faisait chef de mon bureau que je reçus en *audience* le lendemain. Quant à mon travail, je le faisais chez moi ; un valet de chancellerie était chargé de me l'apporter et de le remporter.

Je fis quelques connaissances, entr'autres celle d'un conseiller intime attaché à mon cabinet et Neuchâtelois d'origine ; il avait une femme très-instruite, très-intelligente, qui depuis vingt ans, le soutenait courageusement au milieu des déboires de la vie administrative qu'il avait en horreur. Nous eûmes le malheur de perdre cet excellent homme quelques mois après ma nomination ; je le regrettai beaucoup tant pour son aimable personne, que pour les bons avis qu'il me donnait et que sa longue expérience lui suggérait.

Je fus aussi présenté à un chef de division, mon homonyme, qui se trouvait hiérarchiquement mon supérieur. C'était un homme âgé, raide comme un fonctionnaire prussien, malgré son origine neuchâteloise qu'il cherchait à faire oublier le plus possible, en soutenant toujours les droits de la couronne contre ceux du pays. Avec cela d'une avarice si sordide, qu'il faillit un jour perdre sa position, à l'occasion d'une invitation à la cour qu'il refusa sous le prétexte, vrai du reste, qu'il n'avait pas d'uniforme. Le Roi lui fit toucher 400 thalers sur sa cassette pour qu'il s'en fit confectionner un. Il se garda bien d'employer cet argent pour l'usage qui lui était assigné ; le fait

étant revenu aux oreilles du souverain, il ne reçut plus jamais d'invitations, ce qui ne contribua pas peu à le rendre intraitable. Insolent avec ses inférieurs, il se traînait à quatre pattes devant ses supérieurs, prenait les airs les plus hautains et les plus ridicules avec ses égaux qui le fuyaient comme la peste, sachant par expérience combien étaient dangereux les rapports qu'il ne cessait de lancer contre tout ce qui lui faisait ombrage ou lui déplaisait.

Quand le Prince de Steinberg qui le connaissait, voulait me taquiner, il affirmait avec le sérieux le plus comique que cet homme était mon cousin germain, que je devais avoir pour lui le plus sincère attachement et la plus grande reconnaissance; car il m'avait préparé les voies et j'étais appelé à lui succéder dans un très-prochain avenir. Je me défendais de mon mieux de cette parenté improvisée, et le Prince s'amusait beaucoup de mon invincible antipathie pour cet homme et de ma manière toute juvénile de l'exprimer.

Mon *cher cousin* apprit-il les projets qu'on avait formés pour moi sur sa succession, ou bien ne sus-je pas lui dissimuler l'aversion qu'il m'inspirait, quoiqu'il en soit, il me prit en exécration et commença contre moi une guerre sourde et incessante qui, marquée par des dehors et des paroles bienveillantes, ne laissait pas de m'empoisonner l'existence.

Pour échapper à cette obsession, j'entrepris un travail qui n'avait pas été pour peu dans la décision que j'avais prise lors de ma nomination.

Je recherchai aux archives tout ce qui concernait la Principauté de Neuchâtel : traités commerciaux et politiques, finances, affaires administratives, etc. ; je dévorais tout ce qui me tombait sous la main, et prenais des notes qui devaient m'être fort utiles si jamais j'exécutais le projet que j'avais formé d'écrire une histoire politique et administrative du canton de Neuchâtel.



Mon *cher cousin* qui voyait ses sourdes attaques méprisées et bravées, conçut alors le projet de m'abattre d'un seul coup.

Il fit contre moi un rapport formidable, dans lequel il énumérait la part que j'avais prise à la *révolte* des sujets du Roi dans ma jeunesse, mes opinions franchement républicaines que je ne dissimulais devant personne, et arrivant aux notes que je puisais aux archives, il en concluait que j'étais certainement un agent secret des républicains neuchâtelois et que je trahissais la Prusse en faveur du parti de l'opposition, du parti suisse.

Le ministre me fit demander et me mit avec une noble franchise le rapport sous les yeux. C'était un véritable réquisitoire qui devait me conduire tout droit, sinon à être fusillé dans les fossés de Spandau, du moins à être enfermé dans cette forteresse pour le restant de mes jours.

En quelques mots, j'expliquai au baron de Werther la situation ; pour toute observation, il prit le rapport, le jeta au feu, puis me tendant la main, il me reconduisit jusqu'à la porte avec les paroles les plus bienveillantes.

Ces contrariétés m'inspiraient non-seulement un profond dégoût, mais des craintes vagues. Serait-on toujours aussi bienveillant pour moi ? J'avais à coup sûr un ennemi d'autant plus implacable, qu'il voyait ses manœuvres échouer, et qu'il devait craindre d'exciter contre lui-même l'indignation de mes protecteurs. Je ferais peut-être mieux, pensais-je, de donner ma démission ; cet homme me contrariait dans tout ce que je faisais pour le bien de mes compatriotes contre lesquels il devenait d'autant plus acharné, qu'il me détestait davantage. J'arriverai ainsi, me disais-je à faire plus de mal que de bien ; ma mission est donc finie, il vaut mieux me retirer et couper court à cette sourde lutte.

Je n'eus pas cette peine ; mon honorable homonyme brûla



ses vaisseaux et me livra un combat dans lequel l'un des deux devait succomber. Voici ce qui arriva.

Il était chargé comme conseiller d'Etat, chef de division, de soumettre à la signature du Ministre les rescrits du Roi. Il est bien rare qu'un Ministre prenne connaissance du déluge de papiers soumis à sa signature ; ordinairement, il signe avec rapidité les feuilles placées sur son bureau et enlevées au fur et à mesure. Or, un beau matin, je reçus une belle feuille de papier ministre, timbrée, paraphée, cachetée aux armes de Prusse, dans laquelle on m'annonçait, sans aucune explication, que j'étais mis en disponibilité....

Ma surprise fut d'autant plus extrême, que la veille même, le Prince de Steinberg m'avait annoncé en confidence que j'allais être appelé à succéder à mon cousin qui prenait sa retraite. En recevant le pli ministériel, j'avais cru recevoir ma nomination.... Je fus exaspéré, non pas que je tinsse à ma place, peu lucrative du reste, mais le procédé était par trop sauvage.

Je courus chez le prince de Steinberg, et, sans mot dire, lui mis sous les yeux l'incroyable missive. Sa figure resta impassible ; l'affaire était grave, le diplomate avait repris son masque. — Mon enfant, me dit-il, attendez-moi ici, et, s'avancant vers la cheminée, il tira le cordon de sonnette sans marquer la moindre impatience. Un valet parut. Faites avancer la voiture. Quelques instants après, elle roulait dans la direction du ministère des Affaires étrangères.

Il est facile d'imaginer quelle fut mon impatience pendant l'heure qui s'écoula entre son départ et le retour..

Je faisais mille conjectures : comment et pourquoi avais-je été si brutalement destitué ? Le prince et le ministre qui avait signé ma révocation, allaient-ils se brouiller pour ma chétive personne, ou serai-je sacrifié ? Cependant il me semblait que

l'affaire tombait encore plus dru sur le protecteur que sur le protégé, et j'étais fort intrigué de savoir comment le Ministre expliquerait une mesure si grave. Me calomnierait-on, et perdrai-je en même temps ma position et l'affection du prince ?

Un roulement de voiture mit fin à ma perplexité et celui-ci entra : sa figure était fatiguée et empreinte d'un profond chagrin. — Mon enfant, me dit-il (ce mot me rassura) mon enfant, vous me voyez navré ; depuis cinquante ans que je suis au service du roi, je n'ai jamais vu un fait aussi inouï, aussi odieux que celui dont vous êtes la victime. Un vieux serviteur de l'Etat, dont la conduite a été jusqu'à ce jour sans tache, vient de commettre un acte que je qualifierai de faux, mû par un sentiment de haine et de jalousie indigne de son âge. Il a présenté subrepticement à la signature du ministre l'acte de votre congé, sur lequel il n'y a plus à revenir, car il faudrait avouer le fait au roi, perdre un vieux serviteur jusqu'ici irréprochable. Le ministre encourrait certainement lui-même un blâme et l'administration de Sa Majesté en recevrait une flétrissure.

Vous comprenez, mon ami, combien cette mésaventure m'est sensible, mais je vous engage à faire comme moi ; subissez avec courage cette épreuve, et surtout, gardez le silence sur toute cette déplorable affaire ; vous pourriez compromettre bien des intérêts et vous exposer personnellement à de graves désagréments.

Malgré le ton affable de cette explication, je vis bien que — le sujet, le ministre du roi, le prince, le diplomate, — avaient repris le dessus et effacé l'homme simple, juste et bon qui était une heure auparavant devant moi ; je me retirai plus oppressé de cette dernière catastrophe que de la première.

En me disant au revoir, le prince ajouta : vous recevrez demain la visite d'un grand personnage, un conseiller d'Etat,

qui ira s'entretenir avec vous de votre affaire de la part de M. le ministre.

Le lendemain, en effet, vers les onze heures, on m'annonça M. de Borck, conseiller d'Etat ; j'avançai un siège et attendis qu'il voulût bien me dire le sujet de sa visite.

Après quelques circonlocutions, M. de Borck m'informa que M. le Ministre l'avait envoyé auprès de moi, pour m'inviter à — donner ma démission. — Avant de lui répondre, je lui demandai s'il était bien au courant de la situation et s'il en connaissait les détails. Sur son affirmation, je lui dis d'un ton fort sec, que je refusais nettement cette satisfaction à M. le Ministre, et que, puisqu'on ne savait pas réparer en Prusse les injustices, qu'au contraire, on punissait les innocents et laissait les coupables triomphants, on subirait les conséquences d'un acte aussi inique. Je m'étais levé en même temps que je lâchais cette sortie, pour indiquer à M. de Borck que ma résolution était inébranlable.

Mais le diplomate ne s'émut en aucune façon de ma fugue et resta tranquillement assis. — Vous permettrez, sans doute, me dit-il, à une personne plus âgée que vous, de vous donner un bon conseil.

Je rentrai en moi-même, repris mon siège, et écoutai :

Monsieur, me dit le messenger du ministre, vous ne connaissez pas la Prusse, et le court séjour que vous y avez fait, n'a pu vous mettre au courant de nos usages, surtout en fait d'administration. Celle-ci, monsieur, est infaillible, ou plutôt elle prétend l'être toujours, et l'homme qui lui ferait commettre sa première faute, serait inévitablement perdu. On obtiendrait *à tout prix* son silence. Ce mot, sur lequel il appuya avec un regard sinistre, me donna à réfléchir ; c'était la lutte du pot de terre contre le pot de fer ; je me sentis perdu. La figure même de mon protecteur m'apparut sous la

forme de la machine administrative prussienne, engrenage qui vous prend le petit doigt et vous moule le corps tout entier en quelques secondes, sans avoir la moindre conscience de son acte barbare. Décidé pourtant à périr plutôt que de me laisser intimider par un Prussien : — Monsieur, lui dis-je avec fermeté, j'ai déjà eu l'honneur de vous dire que je ne signerai pas ma démission ; j'ajouterai, — quoiqu'il puisse m'en coûter. — Je vais alors, monsieur, reprit le Conseiller, vous parler avec la même franchise : nous avons décidé que vous signeriez, et, dans ce cas-là, vous recevrez l'ordre de l'Aigle-Rouge, ou que nous obtiendrions votre silence en vous faisant enfermer à la forteresse de Spandau. — Je vous répète, monsieur le Conseiller, que je ne signerai pas ; mais, comme il paraît que c'est mon silence auquel vous attachez un si grand prix, je vous donne ma parole que je le garderai aussi longtemps que cela sera nécessaire. Je ne vous le cache pas, je crains d'être enfermé à Spandau pour de longues années, peut-être pour toujours ! Quant à votre décoration, qui n'a pour moi aucun prix, provenant d'un pays où règne seulement la force, et où peuvent se commettre de pareilles iniquités, je la refuse formellement, et ne demande autre chose que le règlement de mes appointements.

Le lendemain, j'en reçus le montant par un valet de chancellerie. Environ trente ans se sont passés depuis ces événements ; j'ai tenu parole, à peu près tous les personnages qui figurent dans ce récit sont morts, et la prescription m'est dûment acquise.

Mon protecteur, le prince de Steinberg, ministre de la maison du roi, son ami, fonctionnaire prussien avant tout, accepta cette injustice et cette mortification sans un mot de protestation. Je continuai à le voir, plus rarement il est vrai, car il me sembla, bien qu'il fût toujours bon, aimable et prévenant, il

**me** sembla, dis-je, que ma présence lui causait une impression pénible, involontaire sans doute, mais dont il n'était pas le maître. Était-ce un effet de mon imagination ou de mon indomptable susceptibilité ? Quoi qu'il en soit, je ne fis plus que de rares apparitions chez lui, et bientôt, les événements que je vais raconter nous séparèrent pour plusieurs années. On verra dans les chapitres suivants ce qui arriva.

## CHAPITRE IX

J'ai parlé déjà plusieurs fois de la sœur du maréchal, femme de l'ancien ambassadeur de Prusse en Autriche, et je n'ai pas songé à la nommer par son nom, ce qui est une impolitesse vis-à-vis de mes lecteurs qui voudront bien me pardonner, et de plus une maladresse, car ils pourraient facilement se perdre dans l'enchevêtrement de toute cette famille, et me planter là, au beau milieu de mon récit, ennuyés de courir dans les ténèbres à la recherche de tous ces personnages.

J'éclaire donc ma lanterne et j'ai l'honneur de présenter madame la comtesse de Kellermann, née princesse de Steinberg, sœur du maréchal, mère, comme je l'ai dit plus haut, de la princesse Beruski, laquelle était mère de la femme du prince de Steinberg, pour le moment en Italie avec mon ami Merrigny.

J'avais, après le départ du prince (je le nomme ainsi tout simplement, parce que ce seigneur joue dans ces souvenirs le principal rôle), j'avais, dis-je, continué à fréquenter la maison de madame la comtesse de Kellermann, qui me témoignait toujours la plus touchante et la plus active bienveillance.

C'était une véritable grande dame du faubourg Saint-Germain, tant par son esprit que par les qualités de son cœur. A un grand air de distinction, elle joignait une adorable simplicité. Aussi quoique fort âgée déjà, son cercle était plus fréquenté que ceux des femmes les plus élégantes et les plus à la mode.

Jeunes et vieux s'empressaient autour d'elle ; l'esprit et la gaieté rayonnaient de ce centre et faisaient fondre les glaces allemandes qui l'entouraient. On n'y parlait que français et rarement je l'ai entendu parler aussi purement.

La comtesse de Kellermann, outre sa fille, l'artiste dont nous avons fait connaissance précédemment et la princesse Beruski, avait un fils qu'on appelait familièrement dans l'intimité — le comte Frédéric. Il était grand-maréchal de la cour, emploi élevé qu'il avait obtenu après avoir fait l'éducation d'un prince de la famille royale.

Le comte Frédéric n'avait pas oublié sa première condition, et était très-favorable à tous ceux qui appartenaient à l'enseignement ; aussi fut-il toujours plein d'attention pour moi. Son élève lui faisait le plus grand honneur et était un des princes les plus distingués de la cour de Prusse.

Sur ces entrefaites, arriva de Saint-Pétersbourg une des filles de la princesse Beruski, la comtesse Olgikoff, avec sa famille, composée d'une fille et de deux petits garçons.

Cette dame suivait les traces de sa mère, et était douée d'une grande beauté, mais qui n'avait aucune analogie avec celle de sa sœur, la princesse de Steinberg, belle-mère de l'élève de Merrigny. La première était une fière beauté du Nord, teint éblouissant de fraîcheur, yeux qui semblaient avoir emprunté leur nuance à l'azur des cieux, grande taille, port majestueux, tandis que sa sœur, grande aussi, mais dont la taille souple comme un roseau, semblait onduler au gré de la brise, avait des yeux de gazelle, le teint chaud des habitants de l'Asie, et cet ensemble de perfections que les peintres et les poètes attribuent aux houris du paradis de Mahomet.

A cette époque, je croyais que ces deux dames réalisaient physiquement l'idéal de la beauté humaine ; plus tard, à Paris, lorsque je connus la troisième sœur, je compris que les per-



fections de la nature sont infinies, car cette sœur cadette résumait les beautés de ses deux sœurs aînées et donnait un corps aux êtres immortels dont les poètes et les mystiques ont peuplé les régions éthérées.

Maintenant que nous connaissons à peu près tous les personnages qui composaient le cercle dans lequel la destinée m'avait jeté, continuons notre récit.

Je me trouvais placé dans un milieu dangereux pour le cœur et l'imagination d'un jeune homme; l'une enflammant l'autre, je pouvais perdre le repos de ma vie. Entouré comme je l'étais de femmes d'une beauté et d'une distinction supérieures, je pouvais encore, comme nombre de papillons de ma connaissance, aller me brûler les ailes aux rayons de ces astres éblouissants !

J'eus le bonheur d'éviter ce ridicule et ce malheur, et de rester l'ami de ces dames, tout en ne cachant nullement mon admiration pour leur beauté et leurs grandes qualités, sentiment qui s'allie parfaitement avec le respect.

Ici je vais me permettre de causer avec mon lecteur qui m'a semblé sourire d'un air sceptique à l'endroit de la vertu des femmes en général et des grandes dames en particulier.

Nier au sexe auquel appartiennent votre mère et votre sœur, ce sentiment inné de retenue et de pudeur qui constitue le plus grand charme de la femme, c'est tout simplement une sottise et un manque de bon goût ; l'accuser en masse d'impudeur, est tout bonnement un acte de folie produit par l'abus des mauvaises lectures ou la fréquentation des mauvaises compagnies.

Parmi les Fouquier-Tinville accusateurs du sexe féminin, il en est quelques-uns qui, ne perdant pas de vue que leur mère, leur sœur ou même leur fille en font partie, se rabattent sur



une classe — les grandes dames: — par exemple, dont ils font autant de Messalines. Tout cela, je le répète n'est qu'une erreur ou une aberration. Les grandes dames, pas plus que les bourgeoises et les femmes du peuple, ne sont susceptibles de se laisser détourner de leurs devoirs. J'ajouterai même que, plus surveillées que ces dernières par un monde de laquais, de valets à l'affût d'une erreur ou d'une faiblesse, les occasions et les moyens d'une chute leur font plus défaut qu'à celles-ci. Non, la femme en général a cette retenue, ce sentiment du devoir, cette gracieuse pudeur qui lui font éviter les pièges que ne cessent de tendre sous ses pas les hommes à bonne fortune, si avides d'un succès d'amour-propre.

Grandes dames, bourgeoises et femmes du peuple marchent de pair, ont les mêmes héroïsmes et les mêmes défaillances, car je ne veux pas dire, hélas! qu'il n'y ait pas quelques chutes; mais si la feuille d'un arbre se dessèche au souffle brûlant du sirocco et tombe, l'arbre n'en conserve pas moins toute sa sève et sa vigueur, ses branches n'en reverdissent pas moins, et ses autres feuilles n'en ombragent pas moins le sol.

Que de tentatives de séduction n'ai-je pas vu exercer par des cerveaux brûlés, tentatives dont les conséquences étaient pour ceux qui s'en rendaient coupables — le ridicule et souvent la perte de leur avenir. — J'en citerai une entr'autres qui n'eut heureusement pas une issue trop malheureuse pour son auteur, un instant égaré. Un des amis que je fis dans le cours de ma carrière de précepteur, avait été placé fort jeune dans une grande famille. Beau, distingué, très-instruit, d'une modestie qui lui attirait toutes les sympathies, ce malheureux jeune homme s'éprit de la mère de son élève, dont les qualités morales et physiques ne le cédaient en rien aux siennes. Cette douce familiarité que donne l'existence en commun, l'échange quotidien des idées; des sentiments, des impressions du cœur

et de l'esprit, frappa de vertige mon ami, qui, perdant toute notion de droiture, de sens commun et de retenue vis-à-vis son élève, la famille qui lui donnait l'hospitalité et le devoir sévère qu'il s'était imposé en acceptant ses fonctions, se laissa aller, un jour d'enivrement, à glisser dans le gant de cette dame un billet contenant une déclaration d'amour.

Le malheureux garçon vécut tout un jour dans les plus vives angoisses ; il regrettait son action, s'attendait à une catastrophe, et cependant, — il me l'avoua depuis, — une secrète espérance lui restait au cœur !

Le lendemain, le père de son élève le fit prier de passer dans son cabinet ; il sentit qu'il était perdu, et plus mort que vif, il se présenta.... — M. de F., lui dit le seigneur, le sourire sur les lèvres, la voix douce et câline, le regard voilé comme celui d'un chat, M. de F. ma femme vient de m'informer.... de l'état de votre santé et j'apprends avec un bien vif regret que vous ne pouvez plus supporter l'absence de votre pays, que la nostalgie vous a envahi. Malgré la peine que me cause notre séparation, je n'hésite pas devant votre santé et votre bonheur ; voici de l'argent, la voiture sera prête dans une heure et vous conduira au prochain relai. Adieu, cher monsieur ; allez embrasser votre élève ; ma femme se fait excuser et vous souhaite mille bonheurs : une migraine horrible l'empêchera de vous faire elle-même ses adieux.

On juge de l'état de mon ami ; son humiliation, son désespoir faisaient peine à voir : une heure après, il était en route. Vingt fois il fut sur le point de se brûler la cervelle ; mais la jeunesse, l'amour de la vie, l'emportèrent. Il entra au service, partit pour l'Afrique, et se vengea de sa déconfiture sur les ennemis de la France.

Un jour à Paris, je vis entrer dans mon cabinet un brillant colonel qui me sauta au cou ; c'était M. de F. en train

de devenir général ; je le retins à déjeuner ; nous fûmes excessivement gais, sauf au souvenir de M<sup>me</sup> de X qui, hélas ! restait dans son cœur comme un point noir. Il avait renoncé au mariage pour toujours.

La comtesse Olgikoff passa quelques semaines à Berlin au sein de sa famille, en attendant l'arrivée de son mari avec lequel elle devait se rendre dans l'île de Rügen, située sur la Baltique. Pendant ce temps je m'étais attaché à ses deux petits garçons qui m'aimaient beaucoup et auxquels j'apprenais à balbutier du français dont ils ne savaient pas un mot.

Un jour à diner, la comtesse reçut une lettre de son mari qui la prévenait de l'impossibilité où il se trouvait de pouvoir l'accompagner aux eaux, l'empereur venait de le charger d'une mission importante. Il l'engageait à prendre avec elle un précepteur pour soigner ses deux fils et l'accompagner en voyage.

Les deux petits bons hommes, en apprenant qu'ils allaient partir avec un précepteur, jetèrent les hauts cris et déclarèrent qu'ils ne s'en iraient qu'avec leur bon ami — c'est ainsi qu'ils m'appelaient. On rit beaucoup de l'ultimatum des deux enfants gâtés.

Le lendemain, la comtesse de Kellermann me prit à part et me proposa d'accompagner sa petite-fille dans l'île de Rügen, où je resterais tout le temps qui me conviendrait. Elle m'affirma que je l'obligerais beaucoup personnellement et que toute la famille me saurait très-bon gré de ma complaisance. Il n'y avait pas moyen de refuser. Trois jours après, nous montions dans une de ces voitures russes si confortables en voyage, et nous arrivions à Stralsund, cette antique place forte qu'assiégea en vain un des héros de Schiller, le fameux général des impériaux — Wallenstein. — Ses innocents restes dorment en paix depuis la dernière occupation française.

en 1807. En descendant de voiture pour faire la petite traversée de Rügen, la femme de chambre de la comtesse qui était perchée dans le cabriolet de derrière assez élevé, fit un faux pas et faillit faire une chute dangereuse ; heureusement qu'elle ne fut que ridicule, car elle resta suspendue par ses vêtements sans pouvoir se décrocher. Les pendants de marinières, enchantés du spectacle gratuit qui leur était offert, se hâtaient peu de la tirer d'embarras. La pauvre fille, rouge comme une pivoine, fut enfin délivrée de sa position élevée qu'elle n'eut jamais l'air de regretter.

La traversée se fit comme celle du lac Léman dans une belle journée d'été, et nous abordâmes sur une véritable pelouse qui s'étend jusque sous l'eau.

L'île de Rügen à cette époque ne jouissait pas encore de cette célébrité moderne que lui ont conquise les fréquents séjours du roi de Prusse ; elle se contentait d'avoir été le berceau des Rugiens et le siège principal des cultes d'Hertha et de Svantovis, dont nous retrouverons les traces au cours de ce récit.

La résidence du prince Putbus, vassal de la Prusse, outre le château et ses dépendances, se composait d'une charmante petite ville qui sortait pour ainsi dire des eaux ; la principale rue, parallèle au magnifique parc du seigneur de céans, tombait perpendiculairement sur une belle avenue conduisant aux bains situés à un kilomètre et somptueusement bâtis. On pouvait déjà préjuger l'essor que prendrait cette station balnéaire, quand les étrangers ou plutôt la mode l'aurait consacrée.

Quelques souvenirs donneront une idée de l'état primitif de ce charmant séjour. Je voulus un jour me faire tailler les cheveux et demandai l'adresse de l'artiste chargé de m'opérer ; on me répondit qu'il n'y en avait point.... sur mon obser-

vation que les naturels du pays avaient pourtant les cheveux coupés, on me dit que c'était l'œuvre du tondeur de moutons.... je le fis venir, lui présentai ma tête avec la douceur qui caractérise les animaux bélants, et il me dépouilla de ma toison ni plus ni moins qu'à ses pratiques ordinaires.

Une autrefois, une avarie arrivée à mon violon me mit dans un embarras plus grave. Demander un luthier, c'était commettre une sottise ou une impertinence. Enfin après mille circonlocutions, je parvins à faire comprendre aux indigènes le nouveau besoin que j'éprouvais, et bientôt je vis entrer chez moi un ouvrier à figure intelligente qui, sans hésiter, examina mon instrument et l'emporta en me promettant de me le rendre bientôt. Je n'étais pas sans crainte, le tablier de cuir de l'ouvrier, malgré sa figure peu commune, ne me rassurait guère ! Bref, trois jours après, l'homme revint ; miracle ! l'instrument marchait comme auparavant. Je demandai le nom et l'adresse de cet habile homme : Klappenbach, *charron*, grande rue !

## CHAPITRE X

Cette délicieuse île de Rügen était à notre arrivée plongée dans le deuil ; le prince de Putbus qui en était le souverain et la suzeraineté de la Prusse, venait de perdre ses enfants dans des conditions mystérieuses dont on ne parlait qu'en chuchotant et dans le plus grand mystère. Il était question d'une séduction de la fille par un Prince de la famille royale qui aurait ainsi odieusement abusé de l'hospitalité de son oncle. La jeune fille était morte de douleur et de honte. Une révolte provoquée par le frère, désireux de venger sa sœur et l'honneur de sa famille, eut pour issue la mort et selon les apparences l'assassinat de ce jeune homme. . . . J'avoue n'avoir jamais pu vérifier l'authenticité de ces faits ; un livre parut bien à cette époque, lequel en faisait mention ; mais il ne m'a pas été possible de me le procurer, tant il était défendu sous les peines les plus sévères ; je l'entrevis une seule fois, en voyage, entre les mains de l'évêque de Liège qui me dit qu'ils y étaient en effet consignés.

Quoi qu'il en soit, je n'ai jamais vu de spectacle plus douloureux que celui de ces deux vieillards, le Prince et la Princesse promenant silencieusement sur les bords de la mer, la tête baissée, et semblant réclamer à chaque flot qui venait expirer sur leurs pieds, leurs enfants morts à la fleur de l'âge ? Cette résidence princière si animée autrefois, était devenue une vaste solitude où erraient comme des âmes en peine quelques vieux serviteurs restés fidèles au malheur. Plus de cour, plus de

fiées, partout le deuil et la désolation. Le silence de ces majestueuses forêts n'était plus interrompu que par la fuite des cerfs innombrables qui les peuplaient : on se serait cru revenu au temps du culte de Hertha (la terre) dont elles conservent encore religieusement les traces.

En parcourant l'île, je ne fus pas peu surpris d'y retrouver encore des vestiges de l'occupation française ; d'abord les ruines d'un fort qui porte encore le nom de Napoléon, ensuite une mode qui ne peut être que le résultat d'une facétie improvisée par un loustic de régiment : Dans un village dont j'ai retenu le nom du moins au point de vue de la prononciation, si ce n'est de l'orthographe, nommé Quiqueubre, les femmes portent des chapeaux coupés, à la mode de 1830 ; seulement elles mettent l'aile du côté des épaules et le bavolet par devant, ce qui leur donne une figure des plus étranges ; les premières que je rencontrai, durent être fort scandalisées du fou-rire qui s'empara de moi à la vue de cette singulière mascarade.

Nous menions à Rügen l'existence la plus douce et la plus tranquille qu'on puisse rêver : les matinées étaient consacrées à l'étude et les après-midi à des excursions dans l'île, soit en voiture, soit en bateau, quelquefois même à cheval, car j'avais déniché trois chevaux à peu près passables. M<sup>me</sup> Olgikoff en montait un, moi un autre, le troisième était pour un domestique russe, serf d'un de ses domaines, qu'elle avait attaché à sa personne ; les enfants suivaient en voiture. Nous allions souvent recueillir du bel ambre jaune que chaque vague de cette mer calme comme un lac, rejette sur le sable blanc de ces beaux rivages. Au loin, les phoques semblables aux sirènes de l'antiquité, se chauffaient au soleil, suivaient tous nos mouvements de leurs grands yeux étonnés : à la moindre démonstration qui leur paraissait hostile, ils plongeaient dans la mer, pour ne revenir que longtemps après. Les bains quotidiens

nous prenaient aussi quelques heures ; la mer est si peu salée dans ces parages, que les bestiaux et les chevaux eux-mêmes, la boivent impunément ; on la prendrait pour l'eau douce d'un lac, si ce n'était l'innombrable quantité de méduses qui voguent dans ces parages.

Nulle part je n'ai vu d'aussi magnifiques chênes ; les forêts de cette essence forment des voûtes immenses, impénétrables au soleil, et les troncs énormes de ce roi des arbres figurent les colonnes gigantesques de temples bâtis par des êtres surnaturels.

Plusieurs fois le prince de Putbus nous fit la gracieuseté de faire ouvrir sous nos yeux quelques-uns de ces tombeaux de Huns, tumulus qui sont encore fort nombreux dans cette île. Je ne connais rien de plus attrayant et de plus solennel que cette cérémonie ; chaque coup de pioche, chaque pelletée de terre semble une invocation à ces temps reculés ; on dirait le cliquetis des armes du défunt ; au moment de soulever la large pierre qui recouvre ordinairement l'ouverture du tombeau, un vague sentiment de terreur superstitieuse se mêle à l'ardente curiosité des assistants ; la grande figure d'Attila semble contempler d'un œil sévère la profanation du tombeau de ses guerriers.... les fronts se découvrent, l'attente est solennelle.... enfin la pierre est enlevée, tous les regards plongent dans l'ouverture béante et bientôt on découvre des urnes, des haches, des armes et des ornements de toute espèce. C'est le moment psychologique ; chacun cherche à obtenir un souvenir qu'accorde fort généreusement le propriétaire.

Le reste va enrichir le musée qu'il a formé lui-même et qui renferme déjà des antiquités du plus haut intérêt.

J'ai dit plus loin que les matinées étaient consacrées au travail ; j'avais entrepris sérieusement ma tâche, bien qu'elle ne dût être que provisoire, et je faisais tous mes efforts pour apprendre au moins le français à mes deux jeunes élèves ; je



fus admirablement aidé par leur bon vouloir et l'aptitude singulière qu'ont les habitants du Nord pour les langues étrangères. En quelques mois, ces enfants firent des progrès qui m'étonnèrent grandement; ils parlaient notre langue d'une manière très-compréhensible, et l'un d'eux, encore mieux doué que son frère, commençait déjà à la lire couramment. Il est vrai que j'étais parfaitement secondé par leur tendre mère qui me suppléait avec une bonté angélique, quand elle s'apercevait que la patience allait me faire défaut, ce qui m'arrivait quelquefois, malgré mes efforts pour comprimer cette fâcheuse disposition.

La patience est certainement la première qualité que doit acquérir celui qui se voue à l'enseignement, s'il ne la possède déjà naturellement. J'ai vu grand nombre de précepteurs échouer faute de cette qualité; l'élève et le maître s'aigrissaient réciproquement et la lutte s'établissait, sourde d'abord, éclatante ensuite. L'enfant devenait impertinent, désobéissant, dissimulé; le précepteur emporté, violent, injuste, tyran, quelques-uns même arrivaient jusqu'aux sévices les plus graves; les parents, abreuvés des plaintes de l'un et de l'autre, perdaient le repos et la confiance. Une prompte séparation était le remède nécessaire, et le précepteur devait inévitablement renoncer à son emploi. Souvent c'était le désir de bien faire, de conduire son élève par les voies les plus rapides à la sagesse et à la science qui avait entraîné le malheureux professeur : les résultats, n'étant pas aussi prompts qu'il le souhaitait, avaient amené l'impatience, les récriminations, les emportements et finalement la catastrophe dernière.

En matières pareilles, trop de zèle nuit; il vaut mieux suivre le bon avis que nous donne Lafontaine :

Patience et longueur de temps  
Font plus que force ni que rage.

Le comte Olgikoff était attendu de jour en jour ; son arrivée me causait certaines appréhensions. J'avais entendu parler quelquefois de lui ; on me le représentait comme un fieffé pédant ; élevé à l'Université d'Oxford, il était, disait-on, très instruit, mais avait rapporté de son éducation anglaise, un grand fond de raideur, et une manière d'agir des plus excentriques qui le rendaient extrêmement désagréable à tous ceux qui l'entouraient.

Il avait été grand ami de Walter Scott qui lui avait légué son chien favori, et citait à tout propos ce célèbre romancier auquel, prétendait-il, nul autre ne pourrait jamais être comparé.

Ces éloges mêlés de blâme excitaient vivement ma curiosité, mais, d'un autre côté, je craignais de voir le calme dont je jouissais au sein de cette charmante famille, s'envoler pour jamais. Je pressentais que le beau rêve doré que j'avais fait jusqu'alors, allait disparaître par la porte des regrets. Mon repos était déjà troublé. Une lettre arriva ; elle annonçait que le comte ne pouvait encore partir, mais comme la saison était finie, que le froid déjà assez vif dans ces latitudes septentrionales, ne permettait plus les bains, M. Olgikoff invitait sa femme à se rendre au Hâvre, pour l'attendre, en prenant quelques bains encore si cela était possible. De là, la famille se dirigeait sur Paris où il comptait faire un séjour.

J'eus mille peines à dissimuler la satisfaction que me causait ce répit, pour ne pas offenser Madame Olgikoff ; le comprit-elle ? la manière dont elle me demanda si je voudrais bien l'accompagner, me le fit supposer. J'acceptai, sans hésiter cette fois ; l'attrait d'un nouveau voyage, le désir de voir un des premiers ports de mer français, et il faut bien l'avouer, le bonheur de voyager en aussi charmante compagnie, tout se réunissait pour me faire prendre cette facile détermination.

Aussi quand cette aimable dame me tendit la main pour me remercier, il me sembla que les rôles étaient intervertis et que j'étais bien réellement l'obligé. Nous fîmes immédiatement nos préparatifs et quelques jours après, nous arrivions au Havre.

Ce voyage eût été passablement monotone, sans une plaisanterie assez piquante que la comtesse Olgikoff imagina pour l'égayer. Cette dame, d'un caractère très-sérieux, avait parfois des accès de gaieté folâtre qui auraient pu compromettre toute autre femme qu'elle. Ce fut dans un de ces moments de laisser-aller, qu'elle me proposa de me faire passer en voyage pour le comte son mari.

J'étais jeune-aussi, l'idée me parut si bizarre, que je l'acceptai, quoique, ou plutôt parce que j'entrevis d'un coup d'œil les milles péripéties qu'entraînerait cette usurpation de nom qui exigeait du tact, de la présence d'esprit et, tranchons le mot, un grain d'audace.

J'avais bien à craindre la rencontre fortuite d'un ami de la maison, ce qui nous aurait mis tous deux dans une position très-embarrassante ; mais, je le répète, nous étions jeunes, gais et sans la moindre arrière-pensée. Dès le premier relais, je commençai mon rôle ; les domestiques bien stylés, me donnaient du — Monsieur le Comte — à qui mieux mieux ; les enfants que cela réjouissait beaucoup m'appelaient — papa — plus souvent qu'ils ne l'eussent fait sans doute pour leur vrai père. L'épreuve fut parfois un peu forte pour M<sup>me</sup> Olgikoff qui eut à supporter dans les hôtels où nous descendions, certains détails de ménage assez scabreux, et je crois que, sans une pointe d'amour-propre qui l'obligeait à mener jusqu'au bout son idée, elle y aurait plus d'une fois renoncé. Heureusement qu'elle était aussi sûre de mon respect que de mon affection, et la chose s'exécuta en ne nous laissant que le fou rire qui

nous prenait parfois en nous regardant, et que nous comprîmes à grand peine devant les tiers.

Pour la première fois, je voyais la mer avec ses majestueuses allures; à Rügen, je n'avais vu pour ainsi dire que de grands lacs et quelques petits navires faisant le commerce des bois; au Havre je vis depuis le modeste cutter côtier servant aux employés de la douane, jusqu'à ces beaux navires transatlantiques qui transportent un monde de voyageurs et de marchandises dans l'autre hémisphère.

Ce spectacle me frappa d'admiration, et bien entendu, je ne regrettai en aucune façon d'avoir fait ce voyage.

Mon existence était pourtant sensiblement changée. Au calme d'une vie champêtre, aux charmes de la solitude dans ces grandes forêts de chênes, à la douce intimité de la famille, avaient succédé le brouhaha d'une ville d'eaux, le mouvement d'une société oisive, vivant de cette vie factice et agitée qui lui tient lieu de réelle activité.

Madame Olgikoff, belle, jeune, spirituelle, immensément riche, était fort recherchée, adulée, encensée et me paraissait, tant la femme est toujours femme, quelle que soit l'élévation de son esprit, se complaire à tous ces hommages dont l'exagération me semblait justement insulter à ses brillantes qualités.

Je trouvais que tout ce grand monde manquait d'intelligence, de délicatesse, de tact et surtout de cœur. Aussi, peu à peu j'abandonnai la place et désertai le salon. Je m'y sentais mal à mon aise; ma dignité d'homme souffrait des airs — bon enfant — que prenaient la plupart de ces sots, à mon égard, par condescendance pour M<sup>me</sup> Olgikoff qui avait fait des efforts surhumains pour leur faire comprendre que le précepteur de ses enfants était avant tout un ami dévoué et désintéressé.

Les mille nuances imperceptibles qui signalaient l'impertinence de ces hommes — nés — qui ne peuvent admettre dans leur esprit atrophié qu'un précepteur puisse honorer leur société, la faisaient véritablement souffrir et excitaient doublement mon indignation et ma colère.

Je finis même par avoir peur pour elle des témérités auxquelles se livrait, pour me relever aux yeux de tous, cette femme aussi intelligente que bonne, qui savait apprécier la valeur personnelle des gens, et ne mesurait pas son estime et son affection au degré hiérarchique ou plutôt héraldique d'une naissance quelquefois problématique.

J'avais déjà pu apprécier que ce monde-là est incorrigible et que les rares personnes dégagées de ce préjugé qui tentaient de le détruire, devaient échouer complètement et se compromettre sans aucun résultat auprès des membres de leur caste. Nous eûmes à ce sujet de fréquents entretiens avec M<sup>me</sup> Olgikoff, que je suppliai de me laisser dans mon obscurité et de ne pas affronter, pour mon humble personne, les haines et les sourdes attaques de gens aussi inintelligents que fanatiques.

Enfin, voyant que son bon cœur l'entraînait toujours, je pris la résolution de m'éloigner, malgré le vif attachement que j'avais pour elle et pour ses chers enfants, que j'aimais comme s'ils avaient été les miens.

J'attendais la première occasion favorable, quand elle se présenta tout naturellement par l'arrivée du comte Olgikoff.

C'était un très-bel homme, mais sa figure ornementée d'un nez prodigieux, avait une vague ressemblance avec celle de polichinelle ; ses manières, bien qu'empreintes d'une certaine raideur britannique, étaient d'une convenance parfaite ; c'était en tout point un vrai gentleman. Pourtant, je vis de suite que nous ne nous entendrions pas, quoiqu'il se fût montré au premier abord aussi affable que possible, qu'il m'eût remercié cordia-

lement des soins que j'avais donnés à ses enfants et témoigné même son étonnement des progrès qu'ils avaient faits.

Au point de vue des convenances, tout cela était parfait ; mais sous ces formes du monde, on sentait que le grand seigneur ne tarderait pas à se métamorphoser en rhéteur, s'interposant entre le précepteur et ses élèves, avec l'autorité du père.

## CHAPITRE XI

Il m'arriva à cette époque une aventure que j'aurais passée sous silence, non par fausse modestie, mais parce qu'elle m'était trop personnelle, si elle n'avait eu une influence assez considérable sur ma destinée, et par suite sur les événements que j'ai encore à raconter : Un jour, les enfants et moi, nous venions de sortir du bain, quand nous entendîmes des cris de détresse partant de tous côtés. Je m'avançai hors de ma cabine et aperçus au loin un point noir entraîné en pleine mer par un certain courant très-dangereux au Hâvre. C'était un nageur imprudent qui avait trop compté sur ses forces et qui allait infailliblement périr si on ne venait à son secours.

Je n'hésitai pas, me rejetai à l'eau quoique fatigué et parvins à saisir le noyé par les cheveux au moment où il allait disparaître pour toujours. Après des efforts inouïs contre ce malheureux courant où je faillis me noyer moi-même, sans que personne ne me vint en aide, je ramenai mon homme complètement évanoui ; un bout de planche que je trouvai près du rivage et sur lequel j'appuyai la tête de l'infortuné, m'aida à aborder.

C'était un beau jeune homme de 18 à 20 ans. Pendant qu'on le rappelait à la vie, je me hâtai de m'habiller ; quand je revins, il était assis dans une cabine et paraissait assez bien remis, sauf pourtant qu'il ne répondait à aucune des questions qui lui étaient adressées en diverses langues. Je me retirai et ne le revis jamais ; il ne vint pas même me remercier ; la reconnaissance était sans doute un poids trop lourd pour son cœur



et sa conscience. Ce ne fut que plus tard et alors que j'avais presque oublié cette bonne action, que j'en reçus la récompense, bien entendu en dehors de celui qui en avait été l'objet.

A l'époque où avaient lieu ces événements, le prince de Steinberg et toute sa famille étaient arrivés à Paris après un séjour assez long en Italie. J'avais reçu des lettres de mon ami Merrigny de tous les points de la péninsule ; elles contenaient des descriptions enthousiastes sur les monuments, les usages, le climat, les produits et la belle nature de ce pays, descriptions que je connaissais de longue date pour les avoir lues dans les livres des historiens, des poètes, des voyageurs et des artistes de tous les temps. Aussi ces lettres me laissaient-elles absolument froid au point de vue descriptif, et je ne m'y intéressais réellement que lorsqu'elles me parlaient de lui, de ses impressions, de ses plaisirs, de ses devoirs.

Quant à ces derniers, je les trouvais un peu négligés et ne pouvais m'empêcher de désapprouver ces longs voyages faits au détriment de l'éducation des enfants qui prennent volontiers le goût de la vie errante, de l'oisiveté, du *far niente*, puisque nous sommes en Italie, oubliant ce qu'ils ont appris, perdant l'habitude du travail et de la régularité, ces deux éléments du bien-être physique et moral, sans acquérir le moins du monde ces connaissances géographiques, historiques, économiques, en un mot scientifiques et morales que les voyages procurent à une époque plus avancée de la vie. Je me rappelle avoir vu un de ces petits bons hommes, retour d'Italie, tout gonflé d'importance et qui n'avait rapporté pour tout souvenir de son voyage que celui des dîners qu'il avait faits dans les divers hôtels où il avait logé ; il se rappelait avec une précision remarquable la date de son arrivée et le nom du lieu, par les mets qu'il y avait mangés. Son précepteur était émerveillé de ses aptitudes chronologiques et topographiques.



Les voyages ne sont réellement profitables pour les enfants, que lorsqu'ils ont acquis certaines connaissances et que leur esprit a pris assez de maturité pour pouvoir analyser les faits et les événements qui surgissent, afin d'établir des comparaisons et de faire des observations qui rectifient leur jugement si facile à s'égarer.

Merrigny qui avait un sens très-droit et le désir le plus ardent de faire un homme de son élève, déplorait ainsi que moi toute cette perte de temps dont ses études classiques souffraient cruellement; il en fit plusieurs fois l'observation au père de son élève qui l'approuvait généralement, mais finissait toujours par lui répondre avec cette légèreté d'un homme du monde : — Qu'un prince n'avait pas besoin d'être un homme en us et qu'il n'était pas grand partisan du système d'éducation du roi Louis-Philippe pour ses enfants dont il ferait certainement ou des pédants ou des nullités complètes. Si Son Altesse avait eu la prescience complète, elle aurait pu prédire le troisième terme de la proposition, c'est que ces princes deviendraient l'un et l'autre — pédants et nuls.

Tout autre que Merrigny se serait dit : qu'il ne fallait pas être plus royaliste que le roi, et aurait accepté la position qui lui était faite, sans plus s'en préoccuper ; mais je l'ai déjà dit, mon ami était fort consciencieux et son existence se trouvait à la lettre, empoisonnée par la peur d'un insuccès. Aussi songeait-il sérieusement à se retirer et à décliner une aussi grave responsabilité.

A l'opposé du Prince de Steinberg, son beau-frère le comte Olgikoff eût voulu verser la science dans les cerveaux de ses enfants avec un entonnoir. Il me fatiguait de ses observations et de ses systèmes pédagogiques dont l'application sur ces pauvres petits n'eût tendu à rien moins qu'à les crétiniser.

La comtesse qui voyait ses enfants dépérir par surcroît de

travail, avait bien hasardé quelques observations fondées sur leur santé ; mais le comte était d'autant plus absolu dans ses idées, qu'il se croyait infailible au point de vue de l'enseignement et que, très-instruit il est vrai, il ne reconnaissait aucune supériorité en ces matières.

En présence de son insuccès, la comtesse perdait sa charmante gaité ; je devenais moi-même préoccupé, morose ; je me voyais impuissant devant les droits sacrés de cet homme qui était venu comme un mauvais génie troubler notre paisible existence. Je sentais bien que je ne recouvrerais le repos qu'en prenant congé de cette famille, mais je devinais dans les regards de la comtesse, son désir de me voir tout souffrir plutôt que d'abandonner ses chers enfants pour lesquels elle reconnaissait ma sincère affection. Quant à ceux-ci, chaque fois que je touchais cette corde moitié en riant, moitié sérieusement, ils fondaient en larmes, s'attachaient à mon cou et j'avais mille peines à les rassurer et à les consoler.

Enfin un incident d'un burlesque achevé, vint hâter le dénouement et me forcer à prendre une résolution extrême.

J'ai déjà dit que le comte Olgikoff avait un nez d'une grandeur démesurée ; un matin j'entrai dans son cabinet que je devais traverser pour aller dans la chambre des enfants. En passant devant la table où il avait l'habitude d'écrire, j'aperçus par hasard un masque qu'on y avait sans doute oublié. Affligé d'une vue très-courte quoiqu'excellente, je m'arrêtai et pris le masque par le nez, en souriant de la ressemblance qu'il m'offrait avec celui du comte.... un grand cri vint me pétrifier.... c'était sa propre figure appuyée sur la table que j'avais prise pour le masque de polichinelle.... La position était affreusement ridicule ; je m'inclinai en signe d'excuse et me retirai tout étourdi de cette catastrophe.

Arrivé chez moi, il me prit un rire inextinguible auquel

succéda bientôt la réflexion—qu'il n'était pas possible que je restasse plus longtemps chez un homme que je venais d'offenser si cruellement, quoique d'une manière bien involontaire. Je me mis à mon bureau et sans faire nulle allusion à ce qui venait de nous arriver, je sollicitai une démission motivée sur le temps que j'avais consacré à ses enfants qui avait beaucoup dépassé mes engagements.

Quelques heures après, le comte me fit prier de passer dans son cabinet. Il me tendit noblement la main, et m'exprima ses regrets sur la détermination que j'avais prise, en y joignant les plus vifs remerciements pour les soins que j'avais donnés à ses enfants. Il me demanda le temps nécessaire pour trouver un autre précepteur, ajoutant avec une grâce parfaite, qu'il espérait que pendant ses recherches, ma résolution subirait quelque modification et que ses enfants auraient le bonheur de conserver un professeur qui s'était montré pour eux un ami et un père.

J'ai déjà dit que M. Olgikoff était un véritable gentleman : son procédé me toucha beaucoup, et j'aurais peut-être cédé à cet entraînement, si je ne m'étais rappelé tout ce qu'on m'avait raconté sur l'excentricité de cet homme qui n'avait pas même trouvé un ami parmi les nombreux membres de sa famille. J'avais moi-même déjà pu expérimenter son indomptable orgueil et l'absolutisme de sa volonté. Je craignis de me river des chaînes d'autant plus lourdes que je me les serais imposées volontairement.

Je remerciai donc courtoisement le comte de ses bons procédés à mon égard et lui promis de rester dans sa famille jusqu'au jour où il aurait trouvé un remplaçant.

La comtesse, informée de ce qui se passait, m'exprima en particulier tout son chagrin de voir ses enfants perdre leur bon ami ; les larmes qu'elle versa sur cette séparation

m'eussent peut-être fait faiblir, si elle-même n'était venu à mon secours, en convenant qu'il m'était impossible de prolonger mon séjour, le caractère de son mari et le mien étant tout à fait incompatibles.

Cette fois le sacrifice était accompli, ma détermination irrévocable.

Je commençai donc mes préparatifs de départ.

Un des frères de la comtesse, le prince Beruski, aide de camp du ministre de la guerre, était venu passer quelques semaines chez sa sœur ; il avait eu constamment les plus grands égards pour moi et passait la plupart de ses soirées dans mon appartement à fumer, à causer, rire et plaisanter.

Quelle ne fut pas ma surprise de le voir entrer chez moi avec une figure toute diplomatique et me dire avec un grand sérieux : — Vous partez ? — Oui, Prince. — Où allez-vous ? — A Paris. — Bien ; quand partez-vous ? — D'un jour à l'autre, quand mon successeur sera trouvé. Sans rien ajouter, le Prince tire le cordon de la sonnette : un domestique paraît ; — Faites venir mon valet de chambre. — Quelques minutes après, Ivan, c'est le nom de ce valet, entre : — Ivan va préparer nos malles, nous partons. — Ivan se retire.

J'étais stupéfait et ne comprenais rien à l'action du Prince. — Mon cher, dit-il, en allumant un cigarre, vous n'ignorez pas que je ne suis venu ici que pour voir ma bonne sœur et ses charmants enfants ; j'ai eu le plaisir de vous rencontrer, et vous m'avez évité bien des tête à tête avec mon original de beau-frère qui a le don de m'horripiler, influence qu'il exerce du reste non-seulement sur les membres de sa famille, mais sur tous ceux qui l'approchent. Nous ne le supportons que par respect pour notre bien-aimée sœur qui le défend contre nous tous, en digne femme qu'elle est. Ce dévouement à ses devoirs est poussé à un tel point d'exagération, qu'elle prend sur elle

les défauts de son mari. Tenez, par exemple, vous n'êtes pas sans vous être aperçu de la ridicule parcimonie qui règne dans cette maison si puissamment riche ? Vous aurez peut-être attribué à ma sœur cette sévère — économie — eh ! bien, il n'en est rien ; c'est son mari qui est dévoré de la plus monstrueuse avarice, et c'est sa pauvre femme qui en subit non-seulement les conséquences matérielles, mais encore les conséquences morales. Elle affecte d'être avare pour dissimuler aux yeux de tous l'ignoble passion de son mari. Comme je m'indignais, — vous voyez bien, mon cher, dit le Prince, qu'une fois vous parti, je vais me trouver en tête à tête avec cet homme, ce que je veux éviter à tout prix pour mon repos, et pour celui de ma sœur qui serait perpétuellement en crainte d'un fâcheux éclat. Je pars donc avec vous, c'est décidé. Ne me faites pas de représentations, mon cher professeur de morale, ajouta-t-il en riant, nous allons faire un voyage charmant ; nous remonterons la Seine.

J'étais pris par mon faible et ne pus m'empêcher de me réjouir de cette charmante excursion. La conversation continua vive, gaie, enjouée. Je racontai au Prince l'histoire du masque de son beau-frère ; il en prit presque des convulsions de rire. A son tour, il m'en raconta une du même personnage assez drôlatique : — Etant un jour de passage à Paris, et ne connaissant probablement pas ces lieux de secours, taxés si modestement à 15 centimes, ou bien placé hors de leur portée, le comte Olgikoff, pressé d'un besoin féroce, en perdit complètement la tête.

Il se précipite avec fureur dans la première boutique venue, en criant d'une voix étranglée à la dame du comptoir : La clé madame ! la clé ! — La dame frappée de terreur à la vue de ce géant à figure de polichinelle qui roulait des yeux égarés, croit qu'il demande la clé du comptoir et qu'elle est en pré-

sence d'un audacieux bandit. Elle pousse des cris affreux, en appelant au secours ! On se précipite dans la boutique, des agents de la force publique s'emparent du malfaiteur et le traînent chez le commissaire de police. Là, tout s'explique ; Olgikoff raconte son cas et le commissaire le relâcha immédiatement, sentant bien qu'il avait dit la vérité....

Enfin sonna l'heure de la délivrance, mais en même temps d'un profond chagrin pour moi. Un Irlandais fut accepté et vint occuper mon emploi : je le mis de suite au courant de la situation. Il avait l'air bon, simple et extrêmement doux. Je me réjouis de cette acquisition pour mes chers petits, et aussi pour madame Olgikoff qui trouverait en lui un homme docile à ses instructions. Quelques soirées passées ensemble me prouvèrent que j'avais raison. Ce brave homme était un instrument facile, mais à l'instar de ces musiques russes où chaque instrumentaliste ne rend qu'un son, chef-d'œuvre de précision, le bon Irlandais ne sortait pas de sa note et ne pouvait être pour madame Olgikoff qu'un piètre secours dans les jours de solitude et d'isolement fréquents à la campagne.

Nous partîmes enfin, le prince Beruski et moi ; le Prince avait résisté aux sollicitations et même aux larmes de sa sœur : son beau-frère s'était joint à elle, naturellement sans plus de succès ; sa résolution était inébranlable.

## CHAPITRE XII

Je n'oublierai jamais ce charmant voyage le long des rives si pittoresques de la Seine, semées de manoirs qui appartiennent à l'histoire de la France, et je m'étonne seulement que les touristes aillent chercher sur le Rhin ou ailleurs des impressions et des émotions que l'on éprouve à chaque pas dans ce ravissant parcours, mais nous sommes ainsi faits et la race des moutons de Panurge n'est pas près de s'éteindre.

Nous arrivâmes très-tard à Paris; le prince de Steinberg, beau-frère du prince de Beruski habitait une délicieuse villa sur la lisière du bois de Boulogne, bien connue des habitants de Paris — la villa Madrid — malgré l'heure avancée, nous nous y fîmes conduire, et fûmes reçus par mon ami Merrigny que j'avais prévenu. Nous passâmes le reste de la nuit à causer, à fumer et à faire honneur au souper que, dans sa prévoyance, il nous avait fait servir. Enfin quelques instants avant que le jour parût, nous allâmes prendre quelques heures de repos.

Vers 10 heures du matin, Merrigny vint me réveiller en me traitant de paresseux, et m'annonça qu'on déjeûnait à 11 heures. Je procédai immédiatement à l'opération importante de ma toilette : Merrigny s'assit sur le bord de mon lit, de crainte sans doute que je n'y fisse un traîtreux retour, et nous nous mîmes à bavarder comme de vieilles portières. Il m'annonça seulement alors son changement de condition.

Dégoûté de la profession d'instituteur et redoutant la responsabilité qu'elle entraîne, surtout quand il s'agit de per-



sonnages aussi importants, il avait abdicqué ses fonctions, et restait attaché au Prince en qualité de secrétaire de ses commandements.

Cette position plus relevée aux yeux du monde superficiel et plus indépendante, n'était réellement pas une sinécure chez le prince de Steinberg qui, propriétaire de domaines immenses, avait une correspondance considérable, non-seulement avec de simples particuliers, mais avec ses nombreuses chancelleries, sans compter de fréquentes missions confidentielles et le règlement des comptes personnels du Prince qui ne brillait pas par l'ordre et la régularité.

Son élève avait été confié à un professeur allemand, orientaliste distingué, mais qui n'entendait absolument rien à la direction d'un enfant, tout préoccupé qu'il était de ses recherches scientifiques et ethnographiques : comprenant infiniment mieux l'hébreu, le syriaque, le chaldéen, l'arabe, le persan, que le langage du monde et le jargon de ce qu'on appelle la vie civilisée et élégante.

Merrigny, par affection pour l'enfant et la famille, continuait à s'en occuper au point de vue moral, autant du moins que ses nombreuses occupations le lui permettaient.

Ma toilette terminée, nous nous rendîmes au salon, en attendant l'heure du déjeuner ; j'y trouvai le Prince et la Princesse qui me firent l'accueil le plus affable ; cette dernière surtout qui avait appris mon exploit nautique du Hâvre, me félicita avec cette chaleur d'une belle âme qui comprend et apprécie tous les dévouements ; je vis que j'avais gagné ses bonnes grâces, et l'ardeur qu'elle mit plus tard à défendre mes intérêts, me prouva que j'avais bien vu.

La Princesse me présenta à sa troisième sœur, la Princesse Murabey et à son mari. Certes M<sup>me</sup> Olgikoff était une bien belle personne, M<sup>me</sup> de Steinberg un idéal de beauté, mais



jamais je n'eusse cru qu'une créature humaine pût réunir autant de perfections que s'en était appropriées la princesse Murabey : un teint que lui eussent envié les dames suisses, pourtant si roses et si blanches ; des yeux à côté desquels le velours n'était plus qu'une étoffe grossière, d'un noir imparfait, des cils noirs si longs, qu'on ne savait si la nature les avait plantés là pour garantir les yeux du soleil ou pour protéger les pauvres humains contre leur éclat, une abondante chevelure d'un blond cendré, venait encadrer l'ovale de son visage d'une grande pureté, et formait un contraste étrange et charmant avec ses sourcils d'un noir d'ébène, dont les lignes fines et d'une régularité parfaite rehaussaient l'éclatante blancheur de la peau ; le cou et les épaules ne pouvaient être comparés qu'à ceux de la Vénus de Milo ; sa taille, flexible comme une liane, donnait une grâce de plus à sa démarche de déesse descendue de l'Olympe pour ravir les pauvres mortels.

Joignez à tous ces avantages : la bonté, une grande simplicité, une ignorance presque enfantine de toutes ses perfections, et vous aurez le portrait imparfait de cette infortunée Princesse morte quelques mois après mon arrivée à Paris.

Son mari était aussi physiquement une des perfections humaines, et nul n'eût pu supposer que sous ces apparences viriles, sous ces formes plastiques que n'eût pas reniées Apollon lui-même, se cachait un malheur irréparable qui faisait de cet Antinoüs le mari platonique de sa malheureuse femme. Une imperceptible langueur, un voile de tristesse répandu sur sa belle figure, indiquaient seuls à ceux qui étaient initiés, les tortures de cet homme dont l'existence semblait avoir été tissée d'un fil d'or, pour le commun des mortels.

Tous deux artistes distingués et doués de voix charmantes, ils jetaient la société dans le ravissement quand ils les unissaient dans un duo qu'on eût voulu ne voir finir jamais.

Que de fois j'ai entendu envier le bonheur de ces deux êtres comblés des dons de la fortune, de la beauté, du talent, et pourtant l'un deux était condamné à des regrets éternels et l'autre devait bientôt succomber aux douleurs d'une situation qu'un sentiment de dignité peut-être exagéré, rendait irréparable.

Le déjeuner servi sur une pelouse qui s'étendait devant la maison, fut très-gai. En sortant de table, le Prince de Steinberg me prit par le bras, et m'entraîna sur un banc à l'autre extrémité de la pelouse; là il me fit raconter tout ce qui m'était arrivé depuis notre séparation à Berlin et les circonstances détaillées de ma rupture avec son beau-frère le comte Olgikoff.

Je ne lui dissimulai rien, ni les faits, ni mes impressions. Quand j'eus terminé ma narration, qu'il avait écoutée fort attentivement. — Vous avez été, me dit-il avec franchise, un peu trop susceptible et pas assez indulgent: je sais que mon beau-frère a des défauts qui le rendent insupportable à tout le monde; mais au fond il est bon, humain et surtout très-juste, si vous aviez été plus âgé et que vous eussiez par conséquent acquis un peu plus d'expérience des hommes, vous lui auriez passé ses défauts en faveur de ses bonnes qualités, et à l'aide des sympathies de ma belle-sœur et de l'affection des enfants sur vous, vous auriez pu vous ménager une existence agréable et un avenir très-heureux. Mais, ajouta-t-il en riant, je vous remercie pour avoir agi envers mon beau-frère comme je le fais moi-même, comme le font tous ceux qu'il approche, tant qu'il est insupportable et maladroit, maladroit surtout, c'est là son principal défaut. — Que comptez-vous donc faire maintenant? — Retourner à Berlin pour y reprendre mes leçons. — Ce n'est pas une position sociale, me répondit le prince, ou du moins elle est fort précaire; je désire, et en cela je suis d'ac-

cord avec la princesse, que vous vous attachiez à notre famille ; je vous y trouverai un emploi qui, je l'espère, vous conviendra, si vous n'avez pas d'objection à la proposition que je vous fais. Je le remerciai chaleureusement de ses bonnes dispositions à mon égard. C'est une affaire convenue, dit-il, en se levant ; à partir de ce jour, vous êtes des nôtres. Nous allâmes rejoindre la société. Le prince me présenta comme faisant partie de son administration ; la princesse eut l'obligeance de me remercier d'avoir accepté les offres de son mari. Le prince Beruski et mon ami Merrigny me félicitèrent avec effusion.

J'étais bien intrigué de savoir quelle position le prince de Steinberg me donnerait dans sa maison ; l'emploi premier pour lequel j'avais été appelé près de lui était encore vacant, mais Merrigny m'affirma que le prince ne pourrait en disposer que lorsqu'il aurait lui-même réglé toutes les affaires qui le concernaient et réparé le désordre qui s'était introduit dans l'administration par de coupables négligences. Comme je témoignais certaines craintes, en quelques sorte justifiées par ce qui s'était passé précédemment, Merrigny me rassura en m'affirmant que l'estime du prince pour moi n'avait fait qu'augmenter, qu'il avait souvent témoigné ses regrets de ne m'avoir pas conservé à son service, et que cette fois-ci, il ne se séparerait de moi pour rien au monde.

Las de conjectures, j'attendis patiemment que l'intrigue se dénouât. Mon attente ne fut pas longue.

Trois jours après notre entretien, j'en eus un second avec le prince qui, sans aucune circonlocution me dit : — Je vous annonce le mariage du précepteur de mes enfants avec l'institutrice de ma fille aînée. C'est une union fort convenable, la future est fille d'un brave général qui a quelques économies, et le futur vient d'obtenir, par mon entremise, une chaire de professeur à l'Université de Rostock. Vous seul, ma femme

et Merrigny êtes informés de la chose ; je désire qu'elle reste secrète jusqu'au départ des nouveaux époux. J'ai donc à pourvoir d'un précepteur mon fils aîné ; Merrigny ne veut en entendre parler à aucun prix ; j'ai pensé et espéré, je vous l'avoue, que vous voudriez bien accepter cette position intime qui vous place au sein même de ma famille.

Je fus abasourdi de la proposition, et tout en remerciant le prince de la haute confiance qu'il daignait me témoigner, je ne pus lui dissimuler combien je me croyais au-dessous d'une tâche aussi importante, et combien je redoutais une responsabilité aussi grave : — Votre fils, mon prince, sera un jour l'héritier d'une immense fortune du chef de sa mère, votre première femme ; il sera le maître absolu de nombreux serfs. S'il faisait un jour mauvais usage de sa fortune et de sa puissance, je ne m'en consolerais jamais.

Le prince soutint facilement la thèse opposée à la mienne, me fit envisager combien je pourrais rendre service à l'humanité en dirigeant le cœur et l'esprit de son fils vers les idées et les choses bonnes, honnêtes, généreuses, et conclut en me disant qu'il me connaissait assez pour savoir que je remplirais ces fonctions avec tout le zèle et la dévouement qu'elles demandaient.

Au surplus, ajouta-t-il, votre refus m'obligerait à prendre une personne à peu près inconnue et qui serait peut-être moins scrupuleuse que vous. J'étais déjà fortement ébranlé, mais j'avais à cœur une objection très-grave à mes yeux.

Mon prince, lui dis-je, vous êtes sans cesse en voyage, permettez-moi de vous observer qu'à mon avis, il n'y a pas d'éducation possible au milieu de cette agitation ; les enfants ne peuvent pas travailler sérieusement avec ces déplacements perpétuels. — Je suis absolument de votre avis à cet égard, me répondit-il, et Merrigny m'a communiqué plusieurs de vos

lettres qui traitaient ce sujet ; les enfants étaient si jeunes que je ne trouvais pas qu'il y eût grand dommage à leur faire perdre un temps qu'on pouvait réparer plus tard. En conséquence, je ne me suis guère préoccupé que de la santé de ma femme ; aujourd'hui, grâce à Dieu, elle est raffermie et je puis songer sérieusement à l'éducation de mes enfants et à mes affaires personnelles. Je compte donc aller passer deux ou trois ans en Russie avec ma famille ; mes affaires une fois en ordre, nous reviendrons dans ces pays-ci. Mais je continuerai ma manière de vivre à laquelle je suis habitué, et vous, avec mes fils, vous habitez l'Allemagne, vous transportant pour un an ou deux dans chaque localité où vous trouveriez un de ces savants qui y pullulent, lequel enseignerait à mes fils la branche de science qui lui est spéciale.

Je n'avais plus rien à objecter et tendis la main au prince en signe d'acquiescement et de remerciements ; il me la serra avec cordialité et au moment de me retirer, il me dit en riant : — Et vos émoluments, vous n'en parlez pas ; peste, comme vous êtes grand seigneur ! — Je suis à bonne école, répondis-je en souriant ; j'avoue à Votre Altesse que je n'avais pas songé à cette question, mais comme je suis convaincu que vous la traiterez mieux que moi, permettez que je vous en abandonne complètement la solution.

Je fis bien ; le prince se montra comme toujours très-large, et il fallut me débattre pour qu'il ne passât pas les bornes de la générosité. Je ne le maintins dans des limites raisonnables qu'en lui observant que je devais le premier montrer à mon élève le chemin de l'économie et de la modération.

Bientôt après, les deux nouveaux époux partirent pour Rostock. Mademoiselle de Versac, dont nous n'avons pas parlé depuis longtemps, avait suivi la famille dans toutes ses pérégrinations. Elle prit la direction des études de la jeune prin-

cesse pour qu'elles ne souffrissent pas de cette interruption, et Merrigny prit celle des garçons provisoirement ; voici pourquoi.

M. Olgikoff qui n'avait pas su m'attacher à lui, comme tous les esprits étroits, m'avait fait un crime de ce qui était son fait, et se montrait fort irrité de mon départ.

Le prince de Steinberg qui voulait éviter tout démêlé avec lui, comprit que si j'entrais à son service en sortant de sa maison, celui-ci s'imaginerait qu'il y avait eu conspiration et reporterait sur lui son intempestive mauvaise humeur. Pour éviter un conflit, le prince me pria de prendre congé de lui ostensiblement, comme si je ne lui avais fait qu'une simple visite, de partir immédiatement pour Berlin où je me présenterais sous sa recommandation à un de ses parents, le prince Radziwil, dont je réclamerais la protection pour obtenir un emploi. Lui, me suivrait à quelques jours de là, avec toute la famille, le prince Radziwil qui n'aurait pas eu le temps de me procurer une occupation, ne manquerait pas de me rappeler à son souvenir ; les apparences seraient ainsi sauvées auprès du comte Olgikoff.

Tout se passa de point en point comme le Prince l'avait prévu et ordonné. Le comte Olgikoff crut que j'avais été placé chez le prince de Steinberg sur la recommandation du prince Radziwil, et sut fort bon gré à son beau-frère de ne m'avoir pas pris à son service à ma sortie de chez lui ; on évita par là un conflit toujours douloureux entre parents.

Aussitôt après l'arrivée de la famille, j'entrai en fonctions. Mes débuts furent faciles ; je connaissais de longue date les parents et les enfants que je n'avais jamais perdus de vue ; en outre, Merrigny qui s'était dévoué à son œuvre, avait bien préparé l'aîné de mes élèves qui était un charmant enfant très-doux et très-docile ; quant au cadet, tout jeune, nous

étions depuis longtemps bons amis, et les instants que je pouvais lui consacrer en dehors des études de son frère, étaient plutôt employés à jouer qu'à travailler sérieusement ; il apprenait en jouant, la meilleure des méthodes, soit dit en passant, avec les jeunes enfants.

---

### CHAPITRE XIII

Ce n'est pas sans intention, que j'ai dit plus haut que je connaissais les parents de longue date : c'est une connaissance fort importante à acquérir que celle de tout l'entourage de son élève, parents et amis. Leur influence sur lui, même indirecte, est considérable, et il est tel membre de la famille qu'un instituteur doit rapprocher de son élève par tous les moyens possibles, et tel autre qu'il faut éloigner à tout prix, sous peine de le voir se fourvoyer et prendre une direction opposée à celle qu'on doit lui faire suivre dans son intérêt.

Cette surveillance des parents s'étend nécessairement aux amis de la maison, peut-être plus dangereux encore que ceux-ci, parce qu'ils ne portent pas toujours à vos élèves l'intérêt qu'ils semblent leur témoigner, et que chez eux les marques d'affection ne sont souvent qu'un odieux calcul fait longtemps à l'avance en vue des services ou des faveurs que l'enfant, devenu homme, pourra leur accorder s'il est appelé à occuper une haute position dans le monde. Il en est de même de ces exploiters, plutôt courtisans qu'amis, qui cherchent à s'emparer des bonnes grâces et de la confiance naïve de l'enfant pour exercer une certaine influence auprès des parents, toujours faibles sur le chapitre de leur progéniture. Ceux-là, il ne faut jamais les perdre de vue et s'efforcer de les éconduire, sans qu'ils puissent se faire une arme contre vous de votre impolitesse ou de votre prétendue partialité.

Je ne parle ici que des simples intrigants ; au cours de ce récit, il sera fait mention d'une autre variété de parasites mille fois plus dangereux que ceux-ci, parce qu'ils ont pénétré



au sein d'une famille dans un but déterminé, chargés d'une mission politique ou religieuse dans laquelle ils sont vigoureusement soutenus par des puissances occultes qui renversent autour d'eux les obstacles qui pourraient nuire à l'accomplissement de leurs desseins ténébreux.

Le rang élevé du prince de Steinberg l'appelait fréquemment à la cour de Prusse. D'origine prussienne, quoique au service de Russie, il y jouissait d'une grande faveur, et était d'autant mieux considéré comme prince allemand, que son père avait été élevé à cette dignité par le feu Roi, en récompense des services qu'il avait rendus au pays, à l'époque des grandes guerres impériales. Sauf ce point de vue honorifique, ce titre n'apportait aucun lustre à la famille qui descendait de ces comtes souverains que Bonaparte avait médiatisés en 1806.

Cette position mixte entre la Russie et la Prusse, si elle présentait bien des inconvénients, lui apportait en revanche de grands avantages : elle donnait accès à ses membres à toutes les charges et à toutes les faveurs des deux pays.

Les relations des parents s'étendaient naturellement aux enfants qui étaient invités deux ou trois fois par semaine chez les membres de la famille royale.

Le devoir strict d'un précepteur ou gouverneur comme on nous appelait en Allemagne et en Russie, est de ne jamais quitter ses élèves ; aussi je les accompagnais partout et prenais part à toutes les fêtes auxquelles ils étaient invités.

Ces invitations indirectes et obligatoires sont la pierre d'achoppement des gouverneurs et des gouvernantes. Dans ces réunions s'établit une ligne de démarcation bien tranchée entre les gouverneurs qui savent maintenir la dignité de leur mission, et ceux qui oublient cette même dignité et se ravalent eux-mêmes au rang de subalternes simplement tolérés dans le salon.

Que de fois n'ai-je pas gémi de voir ces infortunés tristement alignés le long des tapisseries dont ils semblaient faire partie, passer de longues soirées debout, immobiles, attendant avec impatience la fin de ce supplice de Tantale, tandis qu'ils auraient pu, tout comme nous, danser, causer, rire et faire partie de ces groupes qui tourbillonnaient joyeusement devant eux. Si je m'affligeais sur leur situation, je m'indignais aussi parfois contre leur maladresse ; ne ravalaien-ils pas leur noble profession, la première au monde, au niveau de celle d'un laquais ! Et quel respect, quelle considération pouvaient avoir leurs élèves pour des hommes qui oubliaient avant tout leur propre dignité et se considéraient eux-mêmes comme des êtres inférieurs à tous ces grands personnages !

Les titres, les honneurs, la richesse, devaient penser ces enfants, sont donc plus considérés et plus méritoires que l'instruction, le talent, l'élévation d'esprit, les qualités du cœur ! Allez, après un si fatal exemple, faire la leçon à un enfant et lui enseigner le sentiment de la dignité humaine, le respect de la vertu, l'admiration pour les grands caractères !

Beaucoup de ces jeunes gens auxquels je me permis de faire ces observations, m'objectèrent qu'ils n'appartenaient pas à ce monde auquel ils ne pouvaient se mêler, repoussés par sa morgue et son insolence aristocratique. . . . Erreur ; on est ce qu'on se fait, même au milieu de ce monde auquel il faut savoir imposer le respect de sa personne et de sa position ; il comprend à merveille que la supériorité de naissance, n'est qu'une convention sociale, une valeur fictive, quand on le lui fait sentir sans aigreur, sans emportement, par la seule force du raisonnement et de la logique.

Dans toute ma carrière, je ne me rappelle avoir eu qu'une seule fois un conflit avec un très-grand seigneur, et encore ce fut à propos de mon ami Merrigny qu'on raillait en son ab-

sence, que je dus rompre cette lance. Je rappelai ce monsieur au sentiment des convenances avec une grande énergie, mais avec beaucoup de formes; il regretta bientôt sa fugue et devint plus tard, sinon un ami — titre dont je ne suis pas prodigue — du moins une de mes connaissances les plus sympathiques dans ce monde-là.

C'est dans ces réunions que j'appris à connaître la plupart des personnages qui ont joué un si grand rôle dans les derniers événements de France, entr'autres le prince royal de Prusse, aujourd'hui Guillaume, Empereur d'Allemagne, chez lequel mes élèves étaient invités très-souvent.

La première fois que je le vis, il me salua avec une grande politesse et commença en allemand une conversation qui me parut devoir se prolonger assez longtemps. Peu sûr de mes réponses dans cette langue, je le priai tout simplement de vouloir bien me parler en français, ce qu'il fit de la meilleure grâce et avec une grande facilité; après m'avoir entretenu de mes élèves, d'éducation en général, il glissa peu à peu sur le terrain des observations que j'avais pu faire sur son pays, sans allusion politique, plutôt au point de vue des mœurs, des usages, des habitudes, des coutumes.

Tout en me tenant dans une prudente réserve, je parlai hardiment, avec franchise et netteté; cela me parut ne pas lui déplaire et j'allais continuer quand, sans transition, il aborda le sujet qu'il avait le plus à cœur : son armée.... après lui avoir observé que par profession je n'étais pas compétent, je lui exprimai une sincère admiration pour la magnifique tenue de ses troupes, l'ensemble des manœuvres que j'avais suivies avec beaucoup d'intérêt quelques jours auparavant, la beauté de sa cavalerie et surtout de son artillerie qui m'avait émerveillé par la promptitude et la justesse de son tir, du reste proverbial.

— Eh bien ! monsieur le flatteur, me dit le Prince, évidemment charmé de mon naïf éloge, ne pensez-vous pas qu'avec de telles troupes nous pourrions un jour prendre sur vous une revanche ? — Il me croyait Français. — Monseigneur, ne l'essayez jamais, vous seriez battu... Sa figure se crispa, j'étais allé trop loin ? — Et pourquoi cela, monsieur le Français?... La conversation tournait à l'aigreur, son regard devenait dur, j'eusse voulu être à cent lieues de là. Mais l'amour-propre s'en mêlant, je ne voulus pas céder à ce soldat une victoire facile : — Parce que, Monseigneur, vos soldats admirablement formés à la manœuvre, ne résisteront pas à l'impétuosité des attaques françaises et seront dans le cas de ces habiles maîtres en escrime qui se laissent toucher par des novices.

Je voulais un peu réparer ce que mes paroles pouvaient avoir de désagréable pour son —militarisme. — Les Français ne sont pas des novices, répondit-il courtoisement, vous voulez parler sans doute de ce qu'on appelle la *furia* française. — Précisément, Votre Altesse. — En effet, leur valeur et cet élan qu'eux seuls possèdent leur ont fait remporter bien des victoires ; mais les méthodes de guerre changent souvent aussi, elles ne sont pas aujourd'hui ce qu'elles étaient sous le fondateur de notre dynastie ; dans un siècle, dans cinquante ans, peut-être avant, elles seront autres, et la solidité, le sang-froid de nos troupes, leurs habitudes de discipline et de régularité seront-elles à leur tour un immense avantage sur leurs adversaires.

Après une pause de quelques secondes, il ajouta : Dites-moi, Monsieur, ce que vous pensez de la nouvelle coiffure de nos soldats ? On venait d'adopter le casque à pointe, et l'engouement du prince royal pour cette coiffure était tel qu'il avait contraint les cochers de fiacre à s'affubler d'un casque

presque pareil à celui des soldats, et qu'il les passa un jour lui-même en revue sur la place des Exercices, ce qui excita l'hilarité de ces bons Berlinoïses qui en firent des gorges chaudes pendant six mois.

Je connaissais cette prédilection du prince, et je sentis que ma réponse allait me faire juger et me perdre à tout jamais dans son esprit, si elle n'était pas en conformité de ses idées. Je me décidai néanmoins à parler franchement, quoiqu'il pût advenir.

— Vous me faites l'honneur, Monseigneur, de me demander ce que je pense des casques de vos soldats ? Mon opinion est partagée en deux parties bien distinctes, soit que je les considère au point de vue de l'infanterie ou au point de vue de la cavalerie. Pour l'infanterie, tout en étant certainement une coiffure solide, légère et commode, qui garantit bien les yeux et la nuque, elle me paraît former avec le fusil un contre-sens, une anomalie, un véritable anachronisme ; cette alliance me semble anormale, le casque devrait, à mon sens, être accompagné de la lance ou de l'épée.

Il n'en est pas de même pour la cavalerie, c'est la coiffure des preux, et tous vos cavaliers me semblent être des chevaliers du moyen âge ; il y a quelque temps, je rencontrai sur le Rhin, au pied de l'antique château de Rheinstein, un escadron de vos cuirassiers ; leurs jaquettes blanches, leurs cuirasses dorées étincelantes avec leur soleil argenté, leurs casques surmontés de l'aigle aux ailes déployées ; me firent une illusion complète, je crus voir un de ces seigneurs rentrant dans son antique manoir avec ses hommes de guerre après une lointaine expédition.

L'Altesse Royale sourit de mon enthousiasme ; je vis qu'elle avait oublié mes fantassins avec leurs casques pointus et

leurs fusils, et je me retirai sur un geste et un sourire **des** plus affables.

Si j'ai raconté au long cette conversation, assez banale **du** reste, c'est qu'elle a pris une certaine **ac-**tuation dans **mes** souvenirs depuis les événements derniers.

Déjà on voyait poindre en Prusse ce désir de l'armée, de **se** mesurer une fois encore avec la France, et à diverses reprises, les officiers auxquels je donnais des leçons, s'étaient **laissés** aller à m'entretenir de leurs espérances à ce sujet. Je **me** rappelle même à ce propos qu'un de mes amis, M. de Beust, le neveu du célèbre ministre, étant au service de Prusse, **me** pria un jour de l'aider à faire sa composition d'examen **fran-**çais dont le sujet était la bataille de la Katzbach où Blücher remporta une victoire sur les Français. Sur l'observation que je lui fis : que je n'aimerais pas à traiter un sujet faisant **men-**tion d'une affaire dans laquelle la France avait été malheu- reuse, il me dit avec une parfaite courtoisie : Vous avez été heureux dans tant d'autres, que vous pouvez bien nous aban- donner la gloire de celle-ci ; plus tard, quand nous irons **en** France, nous tâcherons de laisser à nos enfants un plus grand choix de sujets de thèse. Comme je souriais, — croyez-moi, mon cher ami, chaque nation a son tour de succès. Celui de la Prusse est enfin venu ; depuis longtemps elle se prépare à cette lutte suprême et inévitable.

Ces pronostics me laissaient incrédule, j'étais si bien **infatué** de la grandeur de la France, de sa force matérielle et morale, de son organisation civile et militaire, de son courage **in-**domptable et de son patriotisme sans égal, que je ne pouvais donner aucune créance aux espérances des Prussiens que je traitais, dans mon for intérieur, de pures illusions, respecta- bles sans doute au point de vue **patriotique**, mais insensées à celui de la raison, de la logique et de l'expérience. Hélas !

quelle cruelle leçon et quel juste châtiment de cet orgueil national, ne reçut-elle pas plus tard, cette pauvre France qui vit en quelques mois s'écrouler tout son prestige moral et matériel !!!

La Princesse Royale, aujourd'hui Impératrice, celle que les Français appellent plus familièrement que courtoisement — Augusta, — me fit aussi l'honneur d'un entretien particulier, les premiers jours de mon entrée dans ses salons.

Celui-ci fut encore plus embarrassant pour moi que celui que j'avais eu avec son mari, en raison des lois de l'étiquette auxquelles je fus astreint. Traversant par hasard un grand salon, je me trouvai tout à coup en face de la Princesse Royale; je m'inclinai et voulus passer outre : d'un geste elle me retint, puis m'adressa la parole. Aussitôt la foule qui se pressait sur ses pas s'éloigna et forma un large cercle au milieu duquel nous nous trouvâmes seuls, la Princesse et moi, ainsi le veut l'étiquette; moi sans chapeau pour me faire une contenance, — autre usage de la cour. —

La princesse était jeune alors, et, sans être une beauté, avait un visage des plus attrayants et des plus sympathiques; sa voix était fraîche et mélodieuse, sa parole empreinte d'une certaine teinte sentimentale et poétique, enchantait par sa douceur et sa grâce; elle avait la taille bien prise, des épaules d'une blancheur et d'un galbe parfaits.

Je fis ces remarques d'un coup d'œil et je n'en fus pas plus rassuré dans la position singulière où je me trouvais, avec des centaines d'yeux braqués sur nous, cherchant à deviner sur l'expression de nos visages le sujet d'un entretien que l'oreille la mieux exercée ne pouvait entendre à cette distance.

La Princesse m'entretint de la Suisse, du pays de Neuchâtel qu'elle savait être le mien, et dont la souveraineté, à son dire, était le plus beau joyau de sa couronne. Elle me fit une des-



cription enthousiaste de nos lacs, de nos vallées et de nos montagnes qu'elle se promettait bien de revoir un jour, et me congédia en m'exprimant l'espoir de me voir souvent chez elle avec mes élèves, afin de reprendre notre conversation sur — cette chère Suisse. —

Quelques années plus tard, le célèbre compositeur Berlioz fut reçu par cette illustre Princesse avec la même courtoisie et la même affabilité ; il a publié, sur ses rapports avec elle, des lettres charmantes qui sont l'expression juste et vraie des idées et des sentiments de cette aimable femme qui ne croyait pas déroger en causant arts, poésie ou science avec les hommes qui les cultivaient.

Avant d'aller plus loin, je voudrais bien dire deux mots à mon lecteur, qui doit peut-être s'étonner de voir — un farouche républicain — aller et venir avec aisance au milieu de cette foule de grands seigneurs, de nobles dames et de courtisans, donnant à chacun le titre auquel il a droit par sa naissance, ou sa position sociale, et se conformant sans regimber à tous les usages passés en lois dans les cours, — ce qui ne leur ôte rien de leur ridicule.

Je dirai donc à mon cher lecteur que ce n'est pas par une grâce d'état que je puis ainsi circuler au milieu de ce monde, sans me heurter aux angles de sa susceptibilité, sans me contusionner aux aspérités de ses usages singuliers ou de ses travers, et sans me prendre aux chausse-trapes de ses dédains héréditaires pour tout ce qui n'est pas — né. — Non, ce n'est pas par miracle ou faveur du sort que j'ai pu me conserver moi-même, au milieu de ce monde de convention, mais par simple raisonnement.

Je me suis dit, qu'appelé à vivre dans une certaine sphère, si je me posais en réformateur, je n'aboutirais qu'à l'insuccès et au ridicule ; que si ces gens-là étaient fous, je n'étais pas



un spécialiste chargé de les guérir, et qu'en me conformant à leurs usages et aux lois de leur étiquette, je ne heurterais personne et aurais toute facilité d'étudier cette partie de notre société qui, à tout prendre, a une immense influence sur ses destinées.

Mon lecteur verra par la suite que j'ai eu raison et que ce monde qui compose encore en grande partie ce qu'on appelle aujourd'hui — les classes dirigeantes, — m'a fourni lui-même les armes avec lesquelles je l'ai combattu vigoureusement et non sans quelque succès dans la presse militante.

---

## CHAPITRE XIV

Le Prince royal avait un fils, aujourd'hui prince Impérial, un des principaux chefs de la grande armée d'invasion en France, bien connu dans ce pays sous le nom de — notre Fritz — parodie d'assez mauvais goût d'une expression échappée à une mère écrivant à son mari. Mais en France, pays qui jadis proclama l'égalité, on ne connaît pas la simplicité des mœurs allemandes et les mots — notre fils ou notre Fritz — dans la bouche royale paraissent si étranges, qu'on les tourne inévitablement en ridicule ; — l'illustre enfant de France ou de Prusse — conviendrait mieux à ces prétendants à la République.

Le prince Frédéric de Prusse était un charmant enfant, d'humeur douce, plein d'affabilité et semblant ignorer le haut rang auquel il était appelé ; élevé par un Suisse neuchâtelais, M. Godet, il avait appris de lui le respect des autres et l'amour de l'humanité. J'ai observé bien longtemps ce jeune prince, en vue de l'influence qu'il aurait un jour sur les destinées de son pays, et je puis affirmer que je ne l'ai vu qu'une seule fois se départir de cette modération et de ce calme qui le faisaient aimer de tout le monde. Voici à quelle occasion :

Le prince Charles, frère du roi, avait un fils un peu plus âgé que le prince-héritier ; c'était le prince Frédéric-Charles dont le caractère était justement l'opposé de celui de son cousin ; autant l'un était doux, calme, patient, autant l'autre était vif, emporté et brusque.

A un bal d'enfants, donné par le prince Charles, le jeune

prince Frédéric dansait avec une charmante enfant qui avait à sa ceinture un très-joli bouquet. Par hasard celui-ci vint à se détacher et le prince Frédéric de se baisser lestement pour le relever ; au même instant passe derrière lui son cousin qui lui allonge sur sa partie charnue une vigoureuse claque qui retentit dans toute la salle. Chacun de se regarder stupéfait. Le prince, qui s'était vivement relevé, s'avance vers son cousin, le visage enflammé, la fureur dans les yeux ; mais faisant un effort suprême pour contenir sa rage : — Monsieur, lui dit-il avec un sang-froid plus effrayant que sa colère, Monsieur, vous êtes un grossier personnage et un imprudent ; je n'oublierai jamais votre sotte action... A ces paroles et au ton avec lequel elles furent débitées, ceux qui avaient déjà le sourire sur les lèvres devinrent sérieux ; les vieux diplomates hochèrent la tête et se regardèrent d'un air significatif et le prince Frédéric-Charles, sans doute frappé de l'attitude de tous ceux qui entouraient son cousin, se retira en balbutiant des excuses, mais la tête haute et le regard irrité de la leçon qu'il venait de recevoir.

Je ne sais si cet incident fut le mince filet d'eau, source du torrent de dissentiments qui, plus tard, dit-on, sépara les deux cousins ; mais il est de notoriété publique, que leurs deux caractères sont antipathiques, et plusieurs actes de leur vie militaire laissent entrevoir ce fâcheux antagonisme, notamment à la journée de Sadowa où le roi prit le commandement de l'armée et chercha à opérer entre son fils et son neveu une réconciliation que tout le pays souhaitait. Il ne serait pas impossible pourtant que la Prusse ne dût à la rivalité de ces deux princes une partie des succès remportés dans cette étonnante campagne, menée avec une rapidité d'action qui fit l'admiration des plus habiles stratégestes ; les mêmes causes existant dans la dernière campagne de France, produisirent probable-

ment les mêmes effets et, au fond, la Prusse n'aurait qu'à se féliciter d'un antagonisme qui a eu pour elle les plus heureux résultats.

Ce jeune prince Frédéric était très-sensible aux attentions qu'on avait pour lui : un jour, dans une grande chasse que nous fîmes aux environs de Berlin et à laquelle entr'autres assistait le duc de Westmoreland, ambassadeur d'Angleterre, j'eus la chance d'attraper vivant un petit renard. J'en fis cadeau au jeune prince qui l'éleva soigneusement, et ne manquait pas de me le montrer chaque fois que j'accompagnais mes élèves chez lui, en me comblant de remerciements.

Je rapporte tous ces faits à la Dangeau, parce que j'ai remarqué que les enfants sont des hommes en petit et portent en eux les germes des bonnes ou des mauvaises actions ; l'éducation parvient bien à extirper une partie de ces dernières et à développer les premières, mais comme les mauvaises herbes, il faut peu de temps pour les raviver et étouffer les bonnes semences.

C'est une des occupations de l'âge mûr et de la vieillesse de récapituler les pronostics et les jugements de la jeunesse, et une jouissance d'avoir rencontré juste dans ses prévisions.

Ces appréciations prématurées n'ont d'autre intérêt que celui de l'amour-propre ou de la curiosité satisfaits, quand il s'agit d'individus qui ne sortent pas du cercle ordinaire de la vie ; mais quand il s'agit de personnages d'une condition plus élevée et qui exerceront une influence directe et active sur leurs semblables, l'intérêt redouble et prend les proportions d'une étude psychologique ; c'est le diagnostic appliqué non plus à la science médicale, mais à la science humanitaire.

Pour ceux qui ont connu dans leur enfance les princes Frédéric et Frédéric-Charles, il était indubitable que le second aurait l'esprit militaire et deviendrait un capitaine distingué,

tandis que le premier n'aurait du militarisme que tout juste ce qu'une éducation tournée dans ce sens pourrait lui inculquer.

Le premier, sur le trône, serait un prince débonnaire, aimant la paix, cultivant les sciences, les arts, les lettres, protégeant l'industrie et le commerce : le second serait un prince conquérant, ajoutant provinces à provinces à ses États, mais les écrasant d'impôts et de servitudes militaires.

Il n'est donc pas étonnant qu'aujourd'hui ces deux natures opposées se repoussent l'une l'autre, et ne restent aggrégées que par la pression morale qu'exerce sur elles le vieux roi, que tous deux respectent, comme en Allemagne on respecte les chefs de famille, avec une complète abnégation, un amour et un dévouement sans bornes.

Je vis à cette époque une foule d'enfants, camarades de jeux de mes élèves, qui, plus tard, devinrent de grands et puissants personnages, et il est tels potentats qui, aujourd'hui, me feraient pendre haut et court s'ils pouvaient se rappeler certaines corrections qu'ils reçurent de ma main, quand ils se conduisaient comme de petits drôles ; car il ne faut pas croire que ces petits grands seigneurs soient faits d'une autre pâte que les nôtres et ressemblent, dans l'intimité, à ces petits messieurs bien sages, bien parés, bien gourmés, que nous rencontrons à la promenade donnant la main à leurs dignes précepteurs. Non, dans leurs intérieurs, ils sont souvent aussi polissons que les enfants du peuple ; ils ont leurs mêmes défauts : paresseux, gourmands, menteurs et parfois même voleurs, sans avoir bien souvent leurs qualités : généreux, serviables, reconnaissants et affectionnés.

Chez presque tous, l'égoïsme, qui se développera plus tard, perce dès le plus bas âge ; cela provient de l'entourage, de l'habitude de tout rapporter à eux-mêmes, habitude incul-

quée par la servilité de ceux qui les approchent et les flagorneries impudentes auxquelles ils sont quotidiennement exposés.

Certes, en toutes gens comme en toutes choses, il y a d'honorables exceptions, et les sentiments généreux, qui sont l'apanage de nos enfants, brillent parfois chez les grands d'un éclat d'autant plus vif qu'il est plus rare et plus en relief. Aussi ce n'est pas une mince tâche, pour le précepteur, que de les semer quand ils n'existent pas, et de les faire ensuite germer et se développer avant que le contact du monde les ait flétris à jamais.

J'ai pu, dans le cours de ma vie, ne pas perdre de vue la plupart de ces enfants ; mais, hélas ! la mort a été impitoyable pour eux, et cette dernière guerre a jonché le sol des cadavres du plus grand nombre.

L'Allemagne regrettera, tout autant que la France, ces odieuses luttes de deux peuples éclairés qui couvrent le sol de ruines et moissonnent dans sa fleur l'élite des nations.

Les peuples comprendront-ils un jour que la guerre est une immense folie qui ne profite à personne, ne tranche aucune question et retarde le progrès pour des siècles ; et les grands qui la provoquent, frappés dans la personne de leurs enfants, profiteront-ils un jour de l'expérience acquise par cette dure expiation ? Hélas ! l'histoire nous dit non, mais la raison humaine nous dit oui, sans doute pour nous consoler et nous encourager à combattre ces coutumes barbares.

Les enfants se réunissaient le plus souvent à l'hôtel Radzivil, entouré d'un immense jardin où ils pouvaient s'ébattre tout à leur aise. Que de fois j'ai souri en voyant ces Altesses, — ces futurs souverains, — rouler du haut en bas d'un monticule élevé au milieu du jardin, les habits déchirés, la

figure couverte de poussière imprégnée de sueur, et ressemblant, à s'y méprendre, à nos gamins de la rue jouant dans le ruisseau !

Cet hôtel Radzivil, dont le nom était inscrit en grandes lettres d'or sur le frontispice, me rappelle une histoire fort connue à Berlin : — Un jour, un Anglais en quête d'un hôtel, voyant la désignation ci-dessus, la prit pour une enseigne, et il n'avait pas grand tort à cet égard. Sans autre information, il y fit descendre ses bagages ; les domestiques croyant à une visite, s'empressèrent à l'entour de lui et l'introduisirent dans un salon où, avec l'assurance et le sans-gêne d'un homme qui a de l'argent en poche, notre insulaire s'installa confortablement auprès d'un bon feu, en demandant un bouillon, du vin et quelque chose de solide à manger.

Le Prince informé, comprit de suite, aux allures du personnage, que cette visite inattendue était le résultat d'une erreur et que cet étranger croyait être descendu dans une hôtellerie de bonne apparence.

Joyeux de ce quiproquo, qui lui promettait d'amusantes péripéties, le Prince ordonna de donner un appartement à l'étranger et d'en avoir le plus grand soin, ce qui fut fait. L'hôtel contenait trois familles Radzivil, toutes trois fort nombreuses, en sorte qu'à l'étranger, averti de l'heure des repas, ne fut nullement étonné de se voir en si grande compagnie ; il trouva seulement — bôcop trop d'enfants. — Souvent, quand ils étaient trop bruyants, il leur imposa silence en roulant de gros yeux.

Pendant un séjour qui se prolongea plus de trois semaines, l'étranger eut plusieurs fois des observations à faire sur son service et des plaintes à adresser au maître de maison, que représentait admirablement un vieux conseiller du Prince qui,

malgré sa gravité habituelle, se prêta de bonne grâce à la fantaisie de son maître et remplit son rôle en perfection. La plaisanterie se prolongeait et commençait à s'émousser ; l'inquiétude gagnait toute la maison en voyant l'insulaire, malgré ses plaintes et ses exigences, persister dans un séjour qui ne semblait pas trop lui déplaire.

Pourtant un jour il prit la résolution de lever le camp et demanda sa note.

Le Prince alors se fit annoncer chez lui et se présenta dans son plus brillant uniforme. Après quelques banalités, il l'informa, avec d'infinies précautions, de la plaisanterie qu'il s'était permise et dont il lui faisait ses sincères excuses. Comme, après tout, ce gentleman appartenait à une des grandes familles de son pays, et qu'il n'avait tout au plus à se reprocher que quelques excentricités plus amusantes que désagréables, il prit la chose du bon côté, rit beaucoup de l'aventure, — dont il prenait bonne note pour la raconter à ses amis, — et pria le Prince de vouloir bien le présenter à son aimable famille.

Cette cérémonie accomplie, l'Anglais, enchanté de ses hôtes et de son aventure, ne partit qu'au bout de trois jours, en faisant promettre solennellement au Prince de lui rendre sa visite dans ses domaines à Worcester.

En s'éloignant, il combla de cadeaux les enfants et les domestiques, voulut même serrer la main du digne conseiller qui avait si bien rempli son rôle, et lui fit présent d'une tabatière d'un grand prix.

On rit longtemps dans la famille et à Berlin de l'aventure qui avait transpiré au dehors. Le Roi qui en avait été instruit le premier jour, ne manquait pas de s'informer quotidiennement des faits et gestes de l'insulaire et regretta beaucoup de



n'avoir pu se faire présenter le héros de cette piquante plaisanterie.

Je voyais très-souvent le vieux ministre de la maison du Roi, prince de Steinberg qui, naturellement, avait reçu ma première visite à mon arrivée à Berlin

Cet excellent prince se montra aussi gracieux et aussi bien disposé pour moi que par le passé. Il apprit ma nouvelle situation avec une véritable joie, et il ne se passait guère de jour où il ne vint prendre visite à mes élèves, ce dont je profitais bien entendu.

Bien des fois, sous le prétexte qu'il était garçon et n'avait pas de ménage, il nous emmena dîner dans le célèbre établissement de Krolle, fondé disait-on, sous les auspices et avec l'argent du prince-héritier, aujourd'hui Empereur d'Allemagne. C'était un magnifique restaurant dont le service était fait comme dans les plus grandes capitales et qui réunissait à peu près tous les plaisirs du monde : bals, concerts, théâtres, spectacles de toute nature. Il était fréquenté par le meilleur monde et la cour elle-même y prenait souvent ses ébats. Les dîners y étaient fort gais ; ils se donnaient sur d'immenses galeries d'où le regard plongeait sur toutes les féeries que renfermait cet établissement incomparable.

Ces dîners me plaisaient infiniment, parce que le prince y était très-gai, très-aimable et ne contrecarrait jamais les petites observations que je pouvais avoir à faire à mes élèves ; observations bien rares du reste, non pas qu'ils ne les méritassent souvent, mais j'ai toujours désapprouvé en éducation, les observations faites devant des tiers ; elles sont du plus mauvais effet, et peuvent, par l'obstination d'un enfant, vous entraîner à des rigueurs extrêmement déplaisantes pour les assistants. Un coup d'œil suffisait le plus souvent ; dans le cas

contraire, je remettais l'admonestation ou le conseil, à plus tard, dans le tête à tête. Je me suis trouvé très-bien de ce système; l'enfant n'était pas humilié, et il est rare qu'il m'ait fait recommencer la leçon.

Du reste, je dois dire que ma tâche était extrêmement facilitée par le bon sens et le bon cœur de mes enfants; ils savaient parfaitement que je ne voulais que leur bien, que je leur étais sincèrement attaché, aussi faisaient-ils leur possible pour me satisfaire. J'évitais soigneusement toutes ces odieuses tyrannies qu'exercent trop souvent sur leurs élèves d'affreux pédants qui ont adopté un système d'éducation, véritable lit de Procuste, auquel il faut que l'enfant se conforme rigoureusement, fût-il contraire à son tempérament, à ses aptitudes, voire même à sa nature.

Je n'avais pas d'autre système que de n'en point avoir, ce qui m'a paru toujours le meilleur, parce qu'il me donnait toute latitude d'agir avec mes élèves selon leurs dispositions physiques et morales, et me permettait de faire jouer une infinité de ressorts qui se rouillent entre les mains des gens à systèmes qui ne font mouvoir que ceux qui leur sont familiers. Je leur évitais entr'autres une souffrance matérielle et morale dont j'avais eu souvent à gémir dans mon enfance — la longueur et la monotonie — des leçons. A chaque heure, je leur donnais un quart d'heure pour s'ébattre, et le plus souvent, à la rentrée, je changeais l'objet de la leçon; ce repos et cette variété ne permettaient pas à la lassitude d'arriver; ils reprenaient avec plaisir et ardeur leurs devoirs, souvent même, ils demandaient un moment de répit pour les terminer avant d'aller prendre leur récréation; je me rappelle avoir souvent déconcerté de braves professeurs allemands qui eussent voulu prolonger leur enseignement trois ou quatre heures de plus, et qui ne pouvaient comprendre qu'on se

privât quelques instants de leurs lumières pour aller jouer à la toupie ou au cerceau. Quand je leur observais que les enfants faisaient néanmoins des progrès qui devaient flatter leur amour-propre. — Sans doute, monsieur, répondaient-ils, mais ils en feraient bien davantage en ne perdant pas une minute! — Ce n'était pas mon avis.

---

## CHAPITRE XV

Enfin arriva l'époque de notre départ pour la Russie fixée par le prince de Steinberg. J'allai prendre congé du ministre de la maison du roi, des autres membres de la famille et de plusieurs connaissances que j'avais faites à l'époque où je donnais des leçons. Je n'oubliai pas, bien entendu, mon excellent ami Blanvalet chez lequel je passais toutes les soirées dont je pouvais disposer, ce qui était assez rare, car je ne voulais confier mes élèves qu'à leurs parents, malgré les instances pressantes du Prince lui-même qui s'affligeait de me voir prendre si peu d'ébats ; mais c'était pour moi une règle dont je ne me suis jamais départi pendant les longues années que j'ai passées dans l'exercice de mes fonctions.

Nous partîmes en chaises de poste, le Prince en avant avec sa femme dans une voiture légère et admirablement agencée pour de longs voyages. Je suivais à une demi-journée de marche avec mes élèves, leur sœur et une dame de compagnie, le reste de la caravane composée des petits enfants, de leurs bonnes et de toutes les gens de la maison, fermaient la marche.

Chargé de conduire tout ce monde, je n'eus, je l'avoue, pas grand plaisir à ce long voyage. On couchait chaque nuit, et l'on ne saurait croire la résistance passive que m'offraient toutes ces gens, à chaque relais et à chaque couchée ; plus d'une fois je fus sur le point de les abandonner à leur paresse et à leur négligence et de partir en avant.

Je finis de guerre lasse par faire comme la vieille avec ses deux servantes, quand elles eurent coupé le cou au coq chargé de les réveiller ; à peine mes récalcitrants étaient-ils couchés que je les faisais lever pour se mettre en route ; il fallait entendre les malédictions qui m'étaient adressées par derrière ! Je ne sourcillais pas, affectais de n'avoir rien entendu, mais à l'heure précise, nous pouvions nous remettre en route, et à mon tour je prenais un peu de repos dans la voiture. Je me fis là une belle réputation de négrier ! enfin nous arrivâmes sans encombre à notre destination.

Le Prince qui connaissait par expérience la corvée que je venais d'accomplir, me remercia avec effusion, et ferma la bouche sévèrement aux premières plaintes qui lui furent adressées sur ma manière d'opérer.

Quelques jours après, une fois la fatigue passée, tout le monde oublia mes façons expéditives et me remercia de la peine que je m'étais donnée ; en effet, j'avais prodigué à chacun les soins les plus assidus et les plus minutieux.

Dans ce voyage de Berlin à Vilna, lieu de notre destination où le Prince possédait une terre seigneuriale d'une grande importance et l'une de ses chancelleries, il ne nous arriva aucun incident. Faute d'hôtellerie, nous dûmes souvent réclamer l'hospitalité des riches propriétaires du pays. Elle s'exerce d'une manière touchante et rappelle les temps des patriarches. Dans ces cas, il est rare qu'on voie le maître de la maison qui se tient discrètement à l'écart et veille occultement à l'exactitude du service. Si ce n'était la nouveauté des figures qui nous servent, on se croirait absolument chez soi, tant la maison est bien mise à votre disposition : on se demande même parfois avec inquiétude, ce que peuvent être devenus les habitants du logis et comment ils parviennent à suffire aux besoins d'un surcroît de vingt à trente personnes. Mon éton-

nement dans la suite a bien redoublé en voyant cette hospitalité s'exercer sur 50, 80 et même 100 personnes pendant des mois entiers.

J'eus lieu en route d'admirer l'adresse des paysans russes ; le timon de notre voiture étant venu à se casser, le chasseur sauta à bas de son siège et se mit en devoir de le réparer. C'était un ancien serf des terres du Prince, auquel sa belle taille et son air martial avait conquis les épaulettes à gros bouillons, le tricorne à plumet vert, l'habit galonné et le large baudrier soutenant un magnifique coutelas, costume qu'il portait à la ville, debout derrière la voiture du Prince ; ce brave garçon était tout fier de l'admiration qu'il provoquait chez les bonnes et les conscrits qui souvent lui présentaient respectueusement les armes. En un tour de main, Fritz, après avoir abattu un arbre, le façonna, remit les chevaux en place et nous partîmes sans avoir perdu plus d'une heure.

Ce Fritz, qui était d'une force herculéenne et qui avait très-peu de préjugés à l'endroit de la liberté individuelle, nous était d'une grande utilité contre le mauvais vouloir des maîtres de poste de ce pays redevenu primitif.

Comme ceux-ci ne répondaient jamais aux appels réitérés et aux sommations d'avoir à livrer les chevaux du relais, Fritz allait les cueillir délicatement dans leurs lits et les apportait sur le grand chemin dans le plus simple appareil ; là ils se réveillaient tout à fait et finissaient par s'exécuter ; mais quelquefois les chevaux n'étaient pas à l'écurie et vagabondaient ; alors tous les hommes enfourchaient les pauvres bêtes qui venaient de fournir le relais et une chasse, qui eût été amusante avec de meilleurs coursiers, commençait sur tous les points de l'horizon ; il ne nous arriva jamais de ne pouvoir pas ramener le nombre de chevaux qui nous était nécessaire, mais je ne réponds pas que tous fussent officiels.

Le seul incident de voyage digne d'être rapporté, me fut personnel et sa nature ne me permit pas d'en faire part à mes compagnons de voyage ; je l'eusse de même passé sous silence auprès de mon lecteur dont il peut effaroucher la délicatesse, s'il ne caractérisait un fait social : les conséquences de l'odieuse persécution de tout un peuple pendant de longs siècles, sans que rien ne la justifie ; nous étions arrivés à Kowno où nous faisons une halte ; désireux de connaître cette vieille ville, je profitai des quelques heures que j'avais devant moi pour la parcourir ; mes deux enfants harassés reposaient sous la garde du fidèle Fritz, sur lequel je pouvais compter et qui veillait sur eux avec la sollicitude et la vigilance d'un terre-neuve.

Aux premiers pas que je fis, je fus extrêmement scandalisé de voir deux belles dames, fort bien mises ma foi, chacune un grand balai à la main, qui nettoyaient la rue, suivies pas à pas d'un soldat avec la bayonnette du fusil dirigée contre leurs reins ; je suis bien persuadé qu'il n'avait pas l'intention de s'en servir, mais l'attitude était on ne peut plus menaçante. Je m'informai à un Juif qui passait de ce que cela voulait dire ; il jeta un regard furtif sur le groupe que je lui désignai et me répondit : C'est une mesure de police, et, sans attendre de nouvelles questions, il détala au plus vite.

Mon cœur se serra, je sentis que nous avions quitté la terre de liberté, et les histoires sinistres qu'on m'avait racontées sur les mesures de police en Russie et surtout en Pologne et en Lithuanie, me revinrent en foule à l'esprit.

Je ressentis les premiers symptômes de ce malaise qui ne quitte jamais l'étranger exposé tout comme les indigènes à l'arbitraire des agents subalternes d'une police louche, cauteleuse et féroce dans ses attaques subites comme le tigre ou la panthère.



Je m'éloignai honteux et navré de ce spectacle écœurant, quand un autre Juif m'aborda. On sait que ce pays est infesté de cette race bien différente, hélas ! de leurs coreligionnaires de France et de Suisse. — Monsieur le baron désire-t-il quelque chose, me demanda l'enfant d'Israël ? — Qui vous a dit que j'étais baron ? Je ne suis pas baron. — Pardon, mon prince, je... — Va-t-en au diable, je ne suis pas plus prince que baron... — C'est que j'avais cru reconnaître à la tournure de monsieur que... — Je suis un monsieur tout court, lui dis-je avec un peu plus de douceur, tant son air piteux me fit pitié, que me veux-tu ? — Je désirais faire mes offres de services à monsieur, je suis marchand, et il commença à défiler le chapelet de ses marchandises. Je lui tournais le dos, mais il me suivit, et, voyant que tous les produits de sa boutique ne me tentaient pas, il murmura à mon oreille : Monsieur veut-il une jolie petite fille de douze ans tout à fait innocente. — Qu'est-ce que c'est que cette jeune fille ? — C'est ma fille, répondit le descendant de Judas. — Comment, ta fille d'adoption tu veux dire ou ta servante ? — Non, c'est ma propre fille, issue de mon mariage avec Rebecca, l'Eternel a béni notre union. J'étais atterré et ne pouvais en croire que mes yeux : — Où est ta fille ? — Mais... à la maison. — Marche devant et conduis-moi.

Nous suivîmes quelques rues que j'eus bien soin de remarquer pour les retrouver ; nous entrâmes dans une dernière plus sale que les autres. Le Juif me fit pénétrer dans une vaste boutique assez mal éclairée et contenant le capharnaüm ordinaire à ce genre de négociants. Dans une arrière-boutique un peu mieux éclairée et plus propre, il me fit asseoir sur un vieux sofa et me dit qu'il allait chercher sa fille. Quelques instants après, il rentra avec elle ; c'était en effet une enfant d'une douzaine d'années, un peu plus développée pourtant que



les nôtres ne le sont à cet âge. Elle était belle comme le sont souvent les jeunes filles de cette race persécutée, belle de cette beauté idéale qu'ont les vierges de Raphaël. Le monstre la fit asseoir à mes côtés et voulut se retirer. — Reste, lui dis-je d'un ton impératif. Il me regarda avec étonnement mais resta. J'interrogeai l'enfant, ce n'était, hélas ! que trop vrai ; c'était sa propre fille, sa fille légitime qu'il vendait au premier étranger venu, sans vergogne et sans remords !

Je donnai quelques bagatelles à la pauvre petite et fis signe au misérable de me suivre ; arrivés dans sa boutique, je lui reprochai son infamie et le menaçai de prévenir la police s'il ne me jurait sur les Saintes Ecritures de respecter désormais son enfant. Epouvanté, il jura ! Tint-il son serment, Dieu le veuille pour sa fille et pour l'honneur de l'humanité !

Je rentrai à la maison le cœur un peu attristé par tant de perversité ; je devais en voir bien d'autres chez cette nation de parias odieusement persécutée, qui, toujours sur le qui vive, ne connaît plus que le lucre et ne se fait pas défaut d'exercer sur les chrétiens ses instincts et ses talents de rapacité ; l'unique préoccupation de ces malheureux est d'augmenter sans cesse leurs biens toujours tenus disponibles en cas de nouvelles persécutions et de spoliations, hélas trop fréquentes !

La propriété du prince de Steinberg était située à environ 4 verstes ou 4 kilomètres de Vilna ; le château bâti sur une hauteur était entouré d'un beau parc et dominait toute la contrée. Le Prince y avait fait faire de grandes réparations, des embellissements et y avait apporté tout le confortable et l'élégance que la civilisation raffinée des grandes villes a imaginés pour les mortels fortunés.

Un vaste jardin d'hiver permettait de braver la rigueur des saisons à l'abri des palmiers, des bananiers et des plantes

exotiques les plus rares, semées à profusion dans ce nouvel Eden.

Les maisons des employés de toutes conditions parsemées dans le parc, ajoutaient par leur élégance au pittoresque et à l'animation de ce charmant séjour ; elles contenaient une population d'environ mille personnes toutes attachées au château par un service quelconque. Devant celui-ci, s'épanouissait la magnifique gerbe d'un jet d'eau construit sur le modèle de celui du Palais Royal à Paris. Ce jet d'eau avait donné beaucoup de soucis au Prince qui avait fait venir à grands frais d'Angleterre les machines et l'ingénieur qui devait les installer. Pendant plusieurs mois tous les efforts de celui-ci pour élever les eaux, demeurèrent infructueux ; les machines, parfaitement construites, jouaient à merveille, mais l'eau n'arrivait pas ou en si petite quantité que ce mince filet semblait une ironie de plus ; ce malheureux s'arrachait les cheveux et eût certainement vendu son âme au diable.

Le Prince de son côté, extrêmement vexé, avait à subir les plaisanteries plus ou moins de bon goût des principaux personnages de la localité qu'il était obligé de recevoir à sa table, tels que le général-gouverneur, le général de la gendarmerie, etc. ; ce dernier surtout, ne tarissait pas, persuadé que jamais le jet d'eau ne jouerait, il avait pris l'engagement solennel de le traverser à pied et en grande tenue le jour où cela arriverait.

Enfin un jour l'ingénieur exaspéré et décidé à faire tout sauter et lui-même en même temps, décupla la force motrice. Quelques minutes après, on entendit une violente détonation dans le réservoir construit dans les combles du château, on accourut. Quelle ne fut pas la surprise de chacun, en apercevant un énorme sac de sable qui avait été introduit méchamment dans les tuyaux et que la pression considérable impri-

mée par la machine avait rejeté comme un boulet de canon. En même temps, un jet d'eau magnifique s'élançait du bassin à une grande hauteur. Les cygnes blancs ou noirs qui jusque-là barbotaient comme de vils canards dans une eau rare et peu limpide, battaient joyeusement des ailes et semblaient prendre part à la joie générale.

Le Prince fit arrêter le jet d'eau, invita tout le monde au silence et à la discrétion, et, sans perdre de temps, fit monter à cheval une dizaine de cosaques — sortes de domestiques chargés spécialement de porter des missives et d'éclairer avec des torches les voitures ou les traîneaux dans les longues nuits d'hiver — et les dirigea, avec des invitations à dîner pour le lendemain, sur tous les points cardinaux de la contrée. Quoique ces invitations fussent bien tardives, personne n'y manqua ; en province les occasions de s'amuser et de faire bonne chère sont rares, et on savait que le Prince, un des raffinés de l'époque, faisait envie aux souverains eux-mêmes par l'élégance, la recherche et la délicatesse de sa table. Dès les premières entrées, une excellente musique vint charmer les oreilles des convives ; mais quelle fut leur stupéfaction, en voyant, des fenêtres de la salle à manger, s'élever une éblouissante gerbe d'eau qui retombait avec de longs murmures dans le bassin tout peuplé d'oiseaux aquatiques. A cette vue, le général de gendarmerie si railleur, qui avait été placé bien en face du spectacle, se leva pour sortir ; le Prince, devinant son intention, en hôte courtois, fit tous ses efforts pour l'empêcher d'exécuter son dessein. C'était un vieux militaire esclave de sa parole ; quelques minutes après, nous le vîmes, traversant le jet d'eau, avec de l'eau jusqu'à la ceinture, le reste du corps trempé par la cascade qui lui tombait sur la tête. Il est juste de dire que chacun regretta l'issue d'une plaisanterie qui pouvait avoir les conséquences les plus graves, ce brave géné-

ral n'étant plus jeune; mais le Prince en fit prendre un si grand soin, que son hôte en fut quitte pour un bain et la perte de son uniforme.

A quelque temps de là, et pour finir l'histoire du jet d'eau, je fus appelé à accomplir la même prouesse, mais dans un but plus utile. Comme je riais un jour de cette folie, Merrigny prétendit que je n'en ferais pas autant, même dans un but plus sérieux que celui du général. Comme je protestais vivement, il offrit de parier deux louis pour les pauvres..... Je le pris au mot, et, sans hésiter, je sautai dans le jet d'eau que je traversai lentement dans tout son diamètre. La Princesse qui se trouvait à une fenêtre et qui avait une peur frénétique des fous, s'imagina que j'ai perdu la raison et pousse des cris de paon. Tout le monde accourt et je sors du bassin en expliquant la chose. Chacun de rire et d'applaudir. Merrigny s'exécuta immédiatement et je remis l'argent à mon élève aîné pour la première bonne œuvre à faire. Elle ne tarda pas à se présenter et justement elle s'appliqua à un Français.

Nous étions assis sur un banc dans le parc, quand ce malheureux se présenta; il se traînait à peine et réclamait des secours pour sa femme et ses deux enfants. Il venait, disait-il, à pied de fort loin; il était parti de France sur l'invitation d'un oncle: en arrivant, cet oncle était mort; il avait dépensé le peu qu'il possédait et se dirigeait sur la France à petites journées, car il était affligé d'une hernie. Nous lui donnâmes quelques secours, et je lui indiquai à Vilna une auberge où il pourrait descendre et se reposer, lui promettant d'aller le voir le lendemain. Je n'y manquai pas; mais quelle fut ma douleur d'apprendre que cet infortuné avait succombé dans la nuit à la fatigue et à ses cruelles souffrances; je consolai de mon mieux la veuve et les enfants, leur donnai quelque argent en attendant, chargeai l'hôte de faire tout le néces-

ire pour l'enterrement de ce malheureux, et je revins au bateau raconter cette lamentable histoire ; aussitôt toutes les bourses s'ouvrirent et je pus reporter à cette pauvre famille une somme assez ronde pour regagner la France par les voies les plus promptes et les plus commodes. Je réglai avec l'hôte les frais de l'enterrement et le récompensai de ses peines.

Je m'étais fait accompagner dans cette triste mission par mes élèves, qui reçurent là une sérieuse leçon de charité et d'humanité. Autant que cela était possible, je les faisais assister aux pratiques de la vie, persuadé que la mise en action d'une leçon la grave plus profondément dans l'esprit d'un enfant que la simple théorie. C'est ainsi que je visitais souvent avec eux un hôpital que le Prince avait fondé, leur laissant voir les malades, les mourants et les morts pour les habituer aux misères de la vie. Nous parcourions soit en voiture, soit à cheval les villages éloignés appartenant au domaine, et je les encourageais à porter des secours aux malheureux visités par la maladie ou la misère. J'avais une idée là-dessus ; dans les rapports que j'avais eus avec les grands de la terre, il m'avait paru, non pas qu'ils manquassent de charité, mais qu'ils la pratiquaient plus volontiers de loin que de près ; en un mot, que la vue et le contact des misères humaines leur inspiraient une répulsion qu'ils avaient peine à dissimuler. Or, la charité indirecte, qui s'exerce par intermédiaire, est à mes yeux une demi-charité, d'autant plus facile à pratiquer qu'elle coûte moins, puisqu'un peu d'or répandu par ceux qui en ont tant, ne les prive en aucune façon. A mon avis, la main qui donne doit être accompagnée du regard et de la parole qui consolent, encouragent et soutiennent dans la lutte.

## CHAPITRE XVI

Je préférais de beaucoup les courses à cheval, parce qu'elles permettaient d'atteindre des lieux où la voiture n'aurait pu passer ; mon élève cadet, trop petit pour monter un grand cheval, avait reçu de son père un magnifique poney des îles Shetland qui était une curieuse et intéressante petite bête. Un peu plus grand qu'un terre-neuve, ce poney avait une crinière et une queue qui traînaient jusque par terre ; indomptable pour tout autre que pour l'enfant qui le montait, il était d'une douceur incomparable avec lui, s'arrêtait net quand il vidait les arçons et attendait avec patience que son maître se fût relevé et montât en selle. Si l'un de nous osait lui mettre la main dessus, il ruait, se cabrait, faisait mille soubresauts, au besoin mordait, et finissait toujours par s'échapper et s'enfuir au loin. L'enfant pouvait seul le faire revenir ; il était admirable à la course et ne cédait pas d'une tête aux plus grands chevaux ; son abondante crinière et sa queue ondoyante, soulevées par la rapidité de la course, sa prunelle enflammée, ses naseaux fumants, lui donnaient un air fantastique qui rappelait les légendes de son pays.

Ce fut à l'occasion d'une de ces courses lointaines que surgit une querelle entre l'intendant général du Prince et moi. Cette querelle eût pu avoir pour moi les conséquences les plus graves, car mon adversaire était un homme très-astucieux, entouré de créatures dévouées et de plus très-proche parent du Prince. Depuis longtemps, j'avais remarqué les mauvaises dispositions de cet homme à mon égard ; il était jaloux de

mon influence dans la famille et, de plus, redoutait mon regard scrutateur ; il se sentait deviné et avait conçu pour moi une haine mêlée de crainte. De fait, je m'étais aperçu que ce n'était qu'un fieffé fripon qui, à l'abri de sa parenté et sous le masque de la plus odieuse hypocrisie, volait impunément le Prince.

Or, dans une de nos courses, nous arrivâmes à une chaumière écartée dont le toit, à moitié effondré, ne tenait plus que par un pilier ; les eaux de la pluie avaient pénétré dans l'intérieur et formaient une mare où barbotaient, comme de petits canards, cinq ou six enfants à demi-nus. Je m'informai, et j'appris que ces pauvres gens étaient dans cet état depuis plusieurs semaines. En rentrant, je fis part au Prince de ce que nous avions vu ; il s'étonna grandement que ses ordres n'eussent pas été exécutés, car il avait enjoint que tous les paysans fussent convenablement logés et qu'on remplaçât les vieilles maisons par de nouvelles ; il fit venir immédiatement l'intendant : — Colonel, lui dit-il, (dans la maison on lui avait conservé ce titre qu'il avait eu à l'armée), on me signale un fait très-regrettable, parce qu'il me prouve que mes ordres n'ont pas été partout exécutés, et il lui donna les détails que je viens de citer. Le Colonel me lança un coup d'œil courroucé et se retrancha sur la négligence de ses propres employés ; jusque-là rien de mieux ; mais on va voir quel homme c'était. Le Prince l'invita à faire atteler son droschki, à se rendre immédiatement sur les lieux et à lui faire un rapport.

Plusieurs jours se passèrent, pendant lesquels le Colonel ne parut pas au château, occupé, avait-il fait dire, de travaux importants qui réclamaient sa présence ; mais les ordres de Son Altesse avaient été exécutés ; une cabane toute neuve et très-confortable avait remplacé celle qui menaçait ruine. Ni le Prince, ni moi, ne pensions plus à cette affaire ; le Colonel



avait reparu à la maison plus empressé et plus obséquieux que jamais, surtout auprès de mes élèves, quand le hasard dirigea de nouveau mes pas de ce même côté. Quelles ne furent pas ma stupéfaction et ma douleur de retrouver ces malheureux dans la même situation, que dis-je, dans un état mille fois plus alarmant, car le pilier qui soutenait le toit, prêt à s'effondrer, était déjà vacillant ; d'un jour à l'autre, toute cette famille pouvait périr écrasée ; une odeur fétide s'échappait de cette cabane, dont le sol n'était plus qu'une boue noirâtre. Je racontai le fait au Prince, avec autant de calme que me le permettait mon indignation ; les enfants enchérèrent sur ma narration.

Le Prince entra dans une grande colère, fit chercher partout le Colonel ; naturellement, on ne le trouva nulle part. Las d'attendre, il fit seller un cheval et se rendit avec moi sur les lieux. Sa douleur fut profonde à la vue de tant de misères ; il laissa des ordres à son chasseur qui nous avait accompagnés, et, le soir même, ces malheureux étaient installés dans une bonne cabane avec tout ce qu'il fallait et bénissaient leur bienfaiteur.

Le colonel reçut, bien entendu, les plus violents reproches et perdit la confiance du Prince qui fit une enquête sévère sur sa gestion.

Un soir, ce misérable me prit à partie dans le jardin d'hiver, nous nous croyions seuls, et je le traitai comme il l'avait mérité, en lui mettant le nez dans ses méfaits. Malheureusement pour lui, la Princesse retirée dans un berceau de verdure placé au fond du jardin, entendit tous les reproches que j'adressais à ce drôle ; elle les répéta à son mari ; l'enquête confirma mes dires et au-delà. Trois jours après, le colonel mis à la retraite, avait disparu ; personne ne le regretta à cause de sa



durété et de son hypocrisie. Un autre intendant, cette fois étranger à la famille, vint le remplacer.

On a tant reproché à l'Administration de la guerre française — son incurie — surtout dans ces derniers temps, qu'il ne me paraît pas hors de propos de mettre en relief celle des autres nations aussi peccables que cette pauvre France. Un jour, après une promenade à cheval de plusieurs heures, très-fatigante parce que la chaleur était extrême et que nous n'avions trouvé aucun endroit où nous pussions nous arrêter et nous réconforter, nous arrivâmes en vue d'un joli petit lac aux eaux transparentes, bleues comme l'azur des cieux ; nous fîmes à cette vue une joyeuse exclamation : — le lac de Genève ! — En effet, cette miniature paraissait copiée sur notre lac Léman.

Sur les bords de cette belle nappe d'eau, au pied d'une colline couronnée par un télégraphe ancien système, dont les bras immobiles semblaient ankylosés par le temps, nous aperçûmes une cabane de pêcheurs entourée d'un vaste potager et de quelques pièces de terre ensemencées de lin. Tout au bord du lac, des filets tendus sur des perches, indiquaient l'industrie des habitants de ce paisible séjour.

En nous approchant, un homme à figure martiale occupé à bêcher, se releva et s'appuyant d'une main sur son instrument, nous salua militairement de l'autre. Je lui demandai s'il ne pourrait pas nous donner l'hospitalité pour quelques instants.

Sur sa réponse affirmative, nous sautâmes à terre ; il prit nos chevaux par la bride, siffla d'une manière particulière et se dirigea derrière sa cabane ; à son appel, un homme de même air et de même tournure, sortit de la maison, et nous invita à le suivre ; il nous introduisit dans une salle basse, occupée par deux lits, une forte table, quelques bancs, des filets com-

mencés, des instruments aratoires, un chat et quelques poules qui ne s'effrayèrent nullement à notre approche.

Aussitôt, et sans attendre notre demande, notre conducteur couvrit la table d'une nappe blanche comme neige, de gobelets et d'un grand pot d'étain, dans lequel moussait une espèce de bière ou plutôt de boisson fermentée que l'on nomme *kwas* dans le pays ; nous nous rafraîchîmes d'abord, et certes nous en avions besoin ; les enfants ayant témoigné qu'ils avaient faim, notre hôte apporta un cuissot de lièvre rôti, du beurre, du fromage primitif, d'excellentes petites galettes cuites sous la cendre, et du kasch, sorte de gruau délicieux, mangé avec du beurre ; nous fîmes honneur à ces provisions, tout en causant avec nos hôtes de leur joli petit ermitage.

Ils nous racontèrent qu'ils habitaient à quatre cet endroit retiré ; que leurs deux autres camarades étaient allés à la ville vendre de leurs denrées ; qu'ils étaient d'anciens soldats placés jadis au poste du télégraphe et — oubliés — comme lui.

Se voyant abandonnés, ils avaient quitté leurs uniformes, avaient étendu la culture de leur jardin dont ils vendaient à la ville la plus grande partie, pêchaient le poisson très-abondant dans le lac, et chassaient le gibier qui n'était pas plus rare que le poisson dans le lac des Croisés... Ici, j'interrompis le récit de mes hôtes pour leur demander si c'étaient eux qui avaient ainsi baptisé leur lac ? Ils me répondirent qu'ils l'avaient entendu désigner ainsi, depuis qu'ils habitaient le pays. Cela me fit rêver !

Sur l'observation que je leur fis : s'ils ne craignaient pas d'être rappelés un jour, ils me répondirent que le grand nombre d'années qu'ils avaient passées dans ce séjour était une preuve de l'oubli dans lequel ils étaient tombés ; qu'en outre, rien ne pouvait rappeler à l'administration leur existence, car nous étions les premières personnes qui eussent pénétré dans

cet endroit désert, éloigné de toute voie de communication ; pendant que nous causions, un vigoureux coup de sifflet retentit, un des hommes sortit et rentra bientôt avec ses deux camarades chargés d'emplettes. Ils avaient été instruits de la visite et nous tendirent chacun la main que nous pressâmes avec cordialité.

À bout d'une couple d'heures passées avec ces braves gens, je leur exprimai le désir de m'éloigner, en leur témoignant toute ma reconnaissance pour leur gracieuse hospitalité ; je voulus y joindre quelques présents, qu'ils refusèrent énergiquement ; je vis que je les offenserais en insistant davantage, et les priai de nous ramener les chevaux ; deux de nos hôtes s'éloignèrent et revinrent, l'un conduisant nos chevaux, dont la fringante allure indiquait le soin qu'on en avait pris, et l'autre portant deux bouteilles fortement ficelées ; ils en versèrent une rasade dans nos gobelets d'où s'échappèrent un parfum délicieux et une cascade de perles scintillantes. C'était du champagne de bouleau, dont nos gourmets apprécieraient fort le goût fin, relevé et le bouquet exquis.

Enfin, nous pûmes prendre congé de nos aimables hôtes qui nous accompagnèrent jusqu'à la limite de leurs possessions en nous priant de revenir les voir. Ce que nous fîmes bien des fois depuis.

Le temps s'écoulait rapidement au milieu des occupations et des plaisirs ; la société était toujours assez nombreuse, parce que l'endroit que nous habitions se trouvait à peu près sur la ligne de Saint-Petersbourg à Berlin, et que les parents et amis de la maison se détournaient volontiers de quelques verstes pour visiter la famille et jouir de sa splendide hospitalité.

J'eus là l'occasion de faire la connaissance de nombreux personnages et d'étudier ces castes aristocratiques qui ont en-

core aujourd'hui une grande influence sur les destinées des nations.

J'étais parvenu à vivre dans une sorte de familiarité avec tout ce monde-là, grâce à certaines facilités de caractère qui, sans exclure le respect, inspiraient la confiance. Simple, naturel, sans aucune prétention, mais l'esprit tourné un peu à la raillerie, on ne se hasardait pas beaucoup à l'affronter ; les airs insolents ou gourmés ne réussissaient pas auprès de moi et j'avais bientôt raison de ces sottises-là, parce que j'étais dans le vrai. Mais ce qui me valut le plus de succès dans ce monde, ce fut mon aptitude aux exercices du corps. Enfant de Genève, je nageais comme un poisson, j'étais un solide et élégant patineur ; en outre, je ne maniais pas mal le fleuret, montais assez bien à cheval et faisais la partie de billard avec le premier venu.

Les hommes du Nord surtout apprécient particulièrement ces avantages matériels et je ne saurais trop les recommander aux jeunes précepteurs, parce que tout en étant très-utiles, ils procurent une foule d'agréments et de succès.

Au point de vue de l'éducation, il faut en toutes choses se montrer aux yeux de ses élèves, autant que possible, supérieur aux autres. Ils en conçoivent pour vous une estime qui fortifie leur respect, leur confiance et leur obéissance. Je me rappelle un jour avoir failli me casser le cou pour ne pas déchoir dans leur opinion et dans celle de notre entourage. Un des frères de la Princesse, le prince Beruski, lequel plus tard devint feld-maréchal et qui déjà à cette époque était un héros, vint passer quelques semaines en visite. C'était un élégant cavalier, brave jusqu'à la témérité, d'un caractère vif, enjoué et très-épris des exercices du corps ; il joignait à ces qualités une grande simplicité, ce qui rendait son commerce des plus agréables. Il m'avait pris en amitié et ne manquait pas de

venir me rejoindre aux heures où je jouissais d'un peu de liberté.

L'hiver sévissait avec rage, une mer de neige couvrait la terre, on traversait la Vilia en voiture sur une couche épaisse de glace et de neige. Le Prince qui ne négligeait rien de ce qui pouvait amuser les enfants et la société, avait fait construire de magnifiques montagnes russes. C'étaient des tours en bois élevées d'un second étage aux deux extrémités du parc ; des couloirs aussi en bois descendaient du sommet de ces tours, se croisaient et arrivaient au pied de chacune d'elles : ces couloirs étaient garnis sur leur plancher et de chaque côté, d'énormes blocs de glace, sciés dans un étang voisin et reliés ensemble de manière à ne former qu'un seul bloc. Arrivé par un escalier en colimaçon au sommet des tours, on prenait place sur de petits traîneaux et on s'abandonnait à la pente en se guidant le mieux possible des mains, garnies de forts gants de cuir.

La première impression était saisissante, la chute nous coupait la respiration ; on eût dit qu'on était précipité d'une fenêtre élevée, tant la pente était-raidée ; mais peu à peu elle s'adoucissait, ce n'était plus à la fin qu'une course vertigineuse qui procurait une sensation des plus agréables.

Habitué dès mon enfance à descendre en Suisse des pentes très-vives sur de petits traîneaux, je fus bientôt au fait de cet exercice en tout semblable, sauf qu'en Suisse nous dirigeons le traîneau avec les pieds au lieu de le faire avec les mains comme en Russie.

Tout le monde prenait part à cet exercice, même les dames qui n'étaient pas les moins empressées : à genoux sur le derrière du traîneau, elles tenaient leurs cavaliers embrassés par le cou, ce qui ne manquait pas d'un certain charme, car ce n'étaient guère que les jeunes qui se hasardaient aux péripé-

ties de ce rapide voyage. Les plus peureuses se mettaient sur le devant et se trouvaient ainsi enchâssées dans les jambes de leur conducteur, ce qui les garantissait de tout choc.

Les paysans étaient les plus acharnés à cet amusement et y montraient une adresse et une témérité extraordinaires. Quelques-uns avaient l'audace de descendre debout sur leurs pieds, sans traîneau. A ce spectacle, le prince Beruski ravi, battait des mains et les encourageait par quelques menues monnaies qu'il leur distribuait. Un jour, l'idée lui vint que c'était une honte de montrer moins de courage et d'adresse que ces braves gens, et il me proposa de descendre comme eux. Naturellement, je trouvai que c'était absurde de s'exposer à se casser le cou sans nécessité et pour une simple gloriole ; le Prince insista, les enfants me regardaient étonnés de tant de prudence ; je sentis que je devais m'exécuter et nous tirâmes à la courte paille pour celui qui se hasarderait le premier.

Le sort m'échut, et, je gravis les marches d'une des tours qui me parurent dans ce moment avoir quelque rapport avec celles de l'échafaud. Arrivé en haut, à la vue de cette dangereuse pente, je pensai que j'allais, pour le moins, me rompre bras et jambes, mais je n'hésitai pas ; la confiance des enfants eût pu, sinon être perdue, du moins fort ébranlée.

J'arrivai au bas sans m'en rendre compte et ma foi très-heureux de voir mes quatre membres intacts.

Je voulus dissuader le prince Beruski de tenter l'aventure, mais aux premiers mots, il était déjà au haut de la tour, et bientôt il passa devant nous avec la rapidité de l'éclair et le même bonheur que moi. A leur tour, les paysans battaient des mains ; nous renouvelâmes souvent l'épreuve ; elle réussit chaque fois. Je proposai un jour au prince Beruski d'opérer la descente, les pieds chaussés de nos patins ; l'idée lui sourit beaucoup et nous la mîmes aussitôt à exécution avec

un plein succès. L'étonnement des paysans cette fois fut immense, et nous eûmes un triomphe d'autant plus facile que ce dernier mode était infiniment moins dangereux que le premier, ce dont ils ne se doutaient guère.

Si le devoir d'un précepteur est d'inculquer à son-élève la prudence, comme il lui enseigne la modération, il ne doit pas non plus pousser la pratique de cette vertu trop loin, parce qu'il pourrait le rendre craintif, pusillanime et peu soucieux de sa dignité d'homme futur. Il faut tenir un juste milieu entre une folle témérité et une prudence exagérée, ce milieu c'est le vrai courage, qu'accompagnent la modération, le sang-froid et la détermination.

Plusieurs fois, on voulut conduire mes élèves à la chasse aux ours ; je m'y opposai formellement ; ils étaient trop jeunes et cette chasse, dangereuse pour les hommes, eût été un acte de folie pour des enfants. Je consentis pourtant à les conduire à la chasse aux loups, d'abord parce que les chasseurs étaient nombreux, placés à de courtes distances et que je me sentais d'ailleurs de force à tenir tête au besoin à l'un de ces carnassiers ; nous en tuâmes quelques-uns et mes élèves eurent le plaisir de leur lâcher quelques coups de fusil à des distances fabuleuses ; les pauvres bêtes étaient si effrayées, qu'elles passaient rarement à la portée d'un chasseur.

Le prince Beruski qui était un grand amateur de chasses à l'ours, justement parce qu'elles offraient du danger, n'eut garde de manquer à ces rendez-vous. Il tua un jour une femelle réfugiée dans sa tanière, en traversant un torrent sur lequel la tempête avait jeté par hasard un arbre qui servait de pont à cette terrible famille et s'empara de trois petits, dont il fit cadeau à mes élèves. On les nourrit à la bouteille comme de petits enfants, et ils prospérèrent à merveille ; ils nous suivaient partout comme de jeunes chiens et jouaient entre eux



comme ceux-ci eussent pu le faire ; un jour, ils faillirent se noyer ; pendant une inondation considérable, on me prévint qu'une vieille femme malade était restée dans une des rares cabanes encore debout.

Je n'hésitai pas à eourir au secours de cette malheureuse et nos petits ours qui n'avaient jamais vu d'eau, voulurent me suivre ; à mon grand étonnement, ils ne nageaient pas d'instinct, et on eut mille peines à les retirer.

Ils eurent une singulière fin, ces malheureux ours ; quand nous partîmes plus tard de Russie, on en fit présent au jardin zoologique de Berlin ; je les revis un an après ; ils étaient devenus énormes ; ils ébranlaient la porte grillée de l'enceinte où ils étaient enfermés en poussant des grognements terribles ; ils voulaient sans doute me faire des caresses que, je l'avoue, je m'empressai d'éviter. L'un d'eux prit plus tard la cataracte et le docteur Diffenbach, célèbre par ses opérations du strabisme, le chloroforma pour l'opérer. Malheureusement il employa une dose trop forte, sans doute par prudence, et l'ours ne se réveilla plus. Les deux survivants se prirent un jour de querelle, et l'un malmena l'autre de telle façon qu'il en mourut. Le dernier eut une fin tout aussi tragique que les autres ; il aimait passionnément les cerises ; un jour, un quidam lui en distribuait qu'il tirait d'une serviette ; le maladroit la laissa échapper. L'ours ne fit qu'un bond et avala les cerises et la serviette. Il en fut suffoqué et ne tarda pas à expirer dans d'horribles convulsions.

Une des visites qui me fut plus particulièrement agréable, fut celle de Servais, le célèbre violoncelliste belge. Je n'oublierai jamais les délicieuses soirées qu'il nous fit passer dans le Jardin d'hiver éclairé à demi par des lampes aux verres dépolis qui imitaient, à travers le feuillage, la lumière tremblante de la lune. Au milieu de cette végétation luxuriante



des tropiques, les sons admirables que cet illustre artiste tirait de son instrument puissant et mélodieux comme la voix humaine, tantôt étreignaient le cœur d'une vague tristesse, tantôt l'épanouissaient et le faisaient déborder d'une joie ineffable. Les plantes elles-mêmes semblaient ravies de ces puissantes mélodies et exhaler leur admiration par des senteurs plus odoriférantes et plus pénétrantes.

Hélas ! pourquoi faut-il que les hommes qui savent produire des sensations si éthérées, soient eux-mêmes souvent sous l'influence des impressions les plus communes et les plus triviales ! Servais, le demi-dieu, — comme aurait dit Rossini, — était un enragé pêcheur à la ligne ! Que de fois je l'ai vu oublier son instrument et son art pendant des journées entières pour prendre quelques misérables poissons qui n'auraient pas satisfait le chat le plus modeste.

J'étais au billard le partner assidu du feld-maréchal, père du Prince. C'était un beau joueur dans toute l'acception du terme ; il était rare qu'il perdît et jamais il ne voulait empêcher ses gains, quelquefois assez importants ; c'était son associé au jeu qui devait enlever les bénéfices sous peine de l'irriter profondément. C'est ainsi qu'un jour, je me vis forcé de mettre dans ma poche une somme de plusieurs centaines de thalers que nous avions gagnés au Prince royal de Wurtemberg, aujourd'hui souverain de ce royaume.

Ce prince, très-simple et très-aimable du reste, eut plus tard une influence indirecte sur la destinée de ce pauvre Beruski. Vivement épris de la grande-duchesse Olga, qui était, à cette époque, une femme accomplie et d'une beauté incomparable, Beruski fit tous ses efforts pour en obtenir la main. Mais l'empereur Nicolas, par principe ou par prudence, ne voulut jamais consentir à cette union qui aurait élevé trop haut un de ses sujets.

Beruski désespéré, fit son testament, légua tous ses biens à ses frères, et sollicita du service au Caucase ; l'Empereur qui l'aimait et l'estimait, tenta, mais en vain, de le détourner de cette résolution, sentant bien que son intention était de ne pas survivre à son malheur. Il dut pourtant céder à ses pressantes sollicitations.

En effet, Beruski fit tout ce qu'il put pour se faire tuer, mais il ne réussit qu'à se couvrir de gloire. Il acheva la conquête du Caucase, s'empara de la personne de son célèbre chef, Schamyle, et devint lieutenant de l'Empereur, vice-roi du Caucase et feld-maréchal.

Telle fut l'épopée de ce vaillant soldat qui resta aussi fidèle à ses affections qu'à son épée. La grande-duchesse Olga épousa le roi de Wurtemberg par convenances politiques ; oubliat-elle les premières impressions de sa jeunesse ?

Vilna, où nos pauvres soldats français eurent tant à souffrir à la retraite de Russie, surtout de la part des Juifs qui se montrèrent impitoyables pour ces infortunés, présentait à cette époque un singulier aspect, au point de vue moral surtout ; il semblait que la main de la Providence s'appesantissait sur ses habitants auxquels elle voulait faire expier leur cruauté et leur inhumanité. Après les désastres de la Pologne, les riches seigneurs s'étaient pour la plupart enfuis, abandonnant leurs biens à la rapacité des vainqueurs ; beaucoup avaient payé de leur tête, leur amour de la patrie. L'histoire de ce pays n'est qu'un long martyrologe. La ville de Vilna n'était guère peuplée que d'employés, de quelques indigènes et d'une masse compacte de Juifs, la lèpre de ces contrées, mais en même temps, la Providence des étrangers qui trouvent chez eux, moyennant finance, bien-entendu, tous les services qui facilitent l'existence hors de son pays.

Industrieuse, patiente, âpre au gain, infatigable, sans pitié

ni remords, cette race est le chancre de ce malheureux pays qu'elle ronge sourdement et dévore jusqu'à la moëlle des os.

Les richesses dont elle s'empare, disparaissent à jamais, dissimulées avec une habileté diabolique que pourraient seules justifier les persécutions inouïes auxquelles elle est en butte.

L'empereur Nicolas, comprenant combien le mal était grand, tenta tous les moyens sinon pour détruire, du moins pour modifier le caractère de cette partie de ses sujets; tout fut inutile; le mal était trop grand, trop enraciné; c'était comme les mauvaises herbes qui repoussent sans cesse malgré la peine qu'on se donne pour les arracher. Ce fut entr'eux et lui une guerre, tantôt sourde, tantôt éclatante dont il ne sortit pas vainqueur.

Un jour il rendit contre eux une loi somptuaire; les femmes devaient quitter leur magnifique costume et s'habiller à l'euro-péenne; les hommes raccourcir leurs cafetans, raser leurs barbes, couper les cheveux qu'ils portaient en longs tirbouchons de chaque côté de la tête, et supprimer le bonnet de fourrures à larges oreillettes. Que firent-ils? les femmes se jetèrent toutes sur les épaules un châle d'un rouge éclatant, couvrirent leurs têtes de vastes bonnets de linge; elles étaient hideuses à voir; ce costume ne trouvait pas grâce même devant la beauté; les hommes, plus indociles encore, raccourcirent légèrement leurs cafetans, ainsi que leurs tirebouchons, adoptèrent des coiffures impossibles et remplacèrent leurs belles barbes par des barbes de quinze jours ou trois semaines qui les rendaient tous dégoûtants.

Ils n'en continuèrent pas moins leurs exactions sur les malheureux paysans qu'ils ruinèrent plus que jamais.

L'état moral et matériel de cette classe de la société était tombé dans une telle dégradation qu'elle éveilla l'attention et la sollicitude du monde entier. Naturellement leurs coreligionnaires de l'étranger qui jouissaient d'une grande prospérité et

des mêmes droits que les autres citoyens des pays qu'ils habitaient, s'émurent vivement d'une condition qui offensait leur amour-propre et tous leurs sentiments religieux et fraternels. Ils adressèrent les plus vives sollicitations à l'empereur Nicolas qui ne fit aucune difficulté pour leur promettre son concours le plus actif dans toutes les améliorations qu'ils jugeraient à propos d'apporter au sort de leurs frères.

Enchantés des bonnes dispositions du Czar, ils députèrent l'un d'entr'eux, M. Montefiori, gendre, si je ne me trompe, de M. de Rothschild. En arrivant à Vilna, où le but de sa mission était connu d'avance, ce personnage fut reçu par ses coreligionnaires avec beaucoup d'apparat ; les plus riches d'entr'eux lui firent une escorte à cheval, comme à un souverain ou au Messie qu'ils attendent depuis si longtemps.

M. Montefiori fit la plus sévère enquête sur la situation morale et matérielle de ses frères, distribua de nombreux secours et... finit par s'enfuir incognito, écœuré, désespéré d'une dégradation si profonde qu'il la jugea incurable.

On prétend que l'Empereur, en apprenant la solution de cette mission annoncée avec tant de fracas, sourit... comme il avait souri en souscrivant à Londres au bal donné en faveur des réfugiés polonais, comme il avait souri au rétablissement de l'ordre à Varsovie !

Ce n'étaient pas les Juifs seuls qui avaient à souffrir des idées politiques et autocratiques de Nicolas ; les catholiques avaient une bonne part dans ses rigueurs, les établissements religieux surtout. A tort ou à raison, Nicolas les supposait toujours en état de rébellion et de conspiration, et prenait contre eux les mesures les plus rigoureuses et les plus soudaines. Aussi ai-je vu maints de ces monastères, toujours sur le qui-vive, placer un des leurs continuellement en vedette sur la partie la

as élevée de leurs édifices, pour être prévenus à temps de l'arrivée — des sbires du tyran — selon leur langage.

Nous nous ressentions tous, indirectement il est vrai, de cet état de choses politique et social, et plus d'une enquête fut faite sur les étrangers au service du Prince, par une police méticuleuse, ombrageuse, et surtout ambitieuse de montrer son zèle et de faire valoir ses services.

Plusieurs fois je fus dénoncé au général-gouverneur comme un conspirateur dangereux, et ce fonctionnaire qui m'avait en partie particulière, dut écrire à St-Petersbourg pour affirmer que les rapports étaient précipités et qu'il répondait de moi.

Ce général était un homme éclairé, d'un sens droit et qui n'aurait pas commis une injustice sciemment ; c'était déjà une garantie pour nous autres étrangers, au milieu de cette tourbe d'employés insolents, prévaricateurs, haineux, qui jalousaient tout le monde et faisaient volontiers le mal, sans intérêt, pour le seul plaisir de le faire.

Le système d'espionnage, répandu jusqu'au sein de la famille, était une des choses les plus pénibles à supporter dans ce pays qui, sous l'oppression, perdait de jour en jour les notions de la liberté et de la civilisation. Chaque fois que nous avions à nous communiquer quelque chose en dehors de la vie usuelle, nous étions obligés de regarder derrière les portes, sous les meubles et jusque dans les cheminées si quelqu'espion ne s'y était pas introduit ; on en trouva même un, caché dans un lit ; il feignit l'ivresse la plus complète pour éviter le châtiment qu'il avait si bien mérité.

On comprend que, malgré les agréments de la grande vie de château, chacun de nous aspirait à la délivrance ; le Prince y travaillait de son mieux ; levé chaque jour à quatre heures, même en hiver, il recevait ses employés et hommes d'affaires de toute nature et travaillait une grande partie des journées

à la réorganisation de son administration dont il éliminait les parasites et les éléments dangereux ou nuisibles. On n'a aucune idée des abus qui peuvent s'accumuler dans ce monde-là en l'absence du maître, et peut-être l'ukase tant maudit, par lequel il fallait payer pour chaque membre de famille et pour chaque domestique en voyage un passeport d'un prix fort élevé, avait-il son côté moral, en ce sens qu'il forçait les propriétaires et les seigneurs à veiller sur leurs administrés et à ne pas dépenser à l'étranger le produit de la sueur de leurs serfs qu'on pressurait sans cesse pour subvenir aux dépenses du jeu, des plaisirs et d'un luxe effréné.

---

## CHAPITRE XVII

L'inquiétude commençait à nous gagner tous ; des symptômes de persécutions se faisaient jour de temps en temps ; quelques employés du Prince furent arrêtés nuitamment et sans qu'on sût ce qu'ils étaient devenus ; son médecin particulier entr'autres, d'origine polonaise, fut enlevé une belle nuit, et, malgré les recherches les plus actives, on ne put savoir où la police l'avait fait conduire et quelles étaient les charges qui pesaient sur lui. Par sa haute position, le Prince pouvait s'adresser aux autorités les plus élevées ; mais ni ses démarches, ni celles de la Princesse ne purent aboutir ; cette dernière même reçut du général-gouverneur un avertissement plus sérieux que gracieux, d'avoir à cesser toute intervention dans cette affaire, parce que sa persistance pourrait avoir pour elle-même les conséquences les plus désagréables.

Comme on peut bien le penser, les rapports entre ces hauts fonctionnaires, pour le moins complices de ces attentats à la liberté individuelle, et les membres de la famille de Steinberg, devenaient de jour en jour plus difficiles, surtout pour la Princesse au cœur droit et honnête, qui ne pouvait dissimuler l'horreur que lui inspiraient ces abus de la force et ces formes autoocratiques.

Le Prince, toujours sûr de lui-même, habitué aux formes diplomatiques et à une dissimulation nécessaire dans un pays où il ne suffit pas d'être innocent pour ne pas être persécuté, voire même condamné, malgré son profond dégoût maintenait les formes extérieures, et continuait à recevoir tout ce monde



d'intrigants et de traîtres qui le jalouaient et exerçaient sur lui une surveillance à peine dissimulée. Ils suivaient en cela des instructions secrètes parties de très-haut.

En effet, l'empereur Nicolas, pour des raisons particulières que je n'ai jamais pu pénétrer, avait conçu pour le Prince une aversion qui allait jusqu'à la haine. Un pareil sentiment était un danger perpétuel chez un homme qui, d'un mot, d'un trait de plume pouvait confisquer les biens d'un rival et l'envoyer mourir lentement dans les mines de la Sibérie. Aussi le Prince, dissimulant ses craintes afin de rassurer tout le monde, travaillait-il avec énergie, pour hâter le jour de la délivrance.

Il vint enfin ! la veille seulement, le Prince me prit à part et m'annonça qu'il me chargeait d'une mission importante. Je devais partir, le lendemain, en avant, avec mes deux élèves et un immense fourgon qui contiendrait ce qu'il avait de plus précieux ; entr'autres un magnifique service de table, véritable objet d'art, qu'il avait fait fabriquer à Londres par les premiers artistes de cette capitale.

Je courus immédiatement à Vilna chez le général-gouverneur pour prendre congé de lui et le prier de me faire délivrer mon passeport. Il connaissait déjà le jour de mon départ, ... me reçut très-gracieusement et donna devant moi l'ordre à un de ses secrétaires de me délivrer la pièce que je demandais. Le Gouverneur, une fois parti, celui-ci se redressa et me fit mille difficultés ; il me manquait toujours une pièce que je devais aller chercher chez moi ; je faillis crever deux chevaux ; enfin, de guerre lasse, je fis part au Prince des misères qu'on me faisait et le priai d'écrire quelque mots au général-gouverneur :

Avez-vous donné la pièce à ce secrétaire ? me dit le Prince. Comment ? — Oui, avez-vous glissé dans la main de cet employé un rouble ? — Je ne l'aurais jamais osé ; c'est un gentleman qui occupe une position assez élevée et ... — Osez et



ites ce que je vous dis. J'avoue que si tout autre que le Prince m'avait donné un pareil conseil, j'eusse cru qu'il voulait se débarrasser de moi.

Je partis pourtant, résolu à tenter l'aventure, moitié par conviction, moitié par exaspération contre ce drôle qui avait en ton, une mine et surtout des épaules qui appelaient la cravache.

En arrivant, le cœur me battait je l'avoue ; l'injure me paraissait mortelle ; je tenais à la main le rouble en question et le lâchai dans la sienne comme une détente de pistolet. L'homme devint gracieux instantanément... je dus rougir beaucoup ; j'avais si honte pour lui ! mon passeport se trouva prêt comme par enchantement.

Quand je revins, le Prince me sourit avec malice ; j'étais ahuri ! — C'est comme cela, me dit-il, et faites-en de même le long du voyage pour ne pas avoir d'ennuis. Je me rappelai à ce propos un mot de l'empereur Nicolas qu'on sollicitait pour augmenter les traitements des employés devenus tout à fait insuffisants : Les employés ne vivent pas de leurs gages, mais de ce qu'ils volent ; augmentez ceux-là, ils augmenteront ceux-ci, c'est la voie hiérarchique. Et cela était vrai, et l'est encore peut-être aujourd'hui ; on volait d'autant plus qu'on était plus puissant ; la corruption et la vénalité étaient partout, du haut en bas de cette civilisation factice.

Enfin je partis sans laisser un seul regret dans ce pays où j'avais pourtant passé plusieurs années ; mais le despotisme impérial a si bien abaissé les caractères que l'amitié est devenue un mythe et qu'il n'existe plus cet abandon qui fait le charme des pays libres, des pays où la justice n'est pas un vain mot et qui savent placer la liberté individuelle et la vie humaine sous la sauvegarde de lois égales pour tous, et d'in-

stitutions sérieuses qui garantissent la bonne exécution de ces mêmes lois.

Avant de m'éloigner pour toujours, je l'espère, de ce pays frappé de mort, je crois devoir introduire un singulier personnage qui eut l'influence la plus fatale sur les destinées de la famille de Steinberg.

Se disant Anglais, mais réellement Écossais, comme on le sut plus tard, ce problématique individu, qui se faisait appeler M. Crossey, avait fait connaissance du Prince à Rome. Il avait profité de ces étranges immunités de voyage qui permettent à certains individus de s'introduire dans les familles sans être présentés, et uniquement parce qu'on les a rencontrés partout.

Ce personnage tomba un jour à l'improviste chez le Prince, qui le reçut avec d'autant plus d'empressement qu'il allait être pour lui une source de distractions. Instruit, ayant beaucoup voyagé, de l'humeur la plus égale, acceptant avec un rare stoïcisme les plaisanteries quelquefois un peu vives que lui adressait le Prince, aux petits soins pour la Princesse, pour les enfants et pour tout ce qui avait quelque influence dans la maison, cet homme devint bientôt le commensal indispensable. Tout chez lui amusait, intriguait. Pour des gens habitués à la variété des relations mondaines, dont ils se trouvaient momentanément privés, c'était une véritable trouvaille.

Le mystère qui entourait son passé, son existence présente véritable problème à tous les points de vue, son habileté à détourner les investigations qu'on pouvait faire sur lui, son sang-froid imperturbable dans ses réponses aux questions directes, amusaient et intriguaient le Prince lui-même. Il jouait avec cet homme comme les enfants avec un jeu de patience, cherchant à reconstruire son existence avec les lam-

beaux de son histoire qui semblaient lui échapper ; mais il était si habile qu'on ne parvint pas même à connaître exactement son âge.

Une seule fois, il faillit être désarçonné par le médecin du Prince, jeune homme plein d'esprit et de savoir, polonais d'origine, véritable type de ces Français du nord, par les grâces de sa personne, les charmes de sa parole, la vivacité de son imagination et sa grande distinction. Une antipathie très-prononcée s'était élevée entre lui et ce Crossey, vrai chevalier d'industrie, si ce n'est pire, qui redoutait le regard scrutateur et l'esprit caustique du docteur. Or, un jour à dîner, à la suite de plaisanteries adressées par le Prince à cet individu sur le mystère qui entourait son existence, le docteur déclara avoir découvert dans un livre, un trait de la vie de Crossey assez étrange. La curiosité fut grande et tout le monde le pressa de donner le mot de l'énigme. — Oui, dit le malin docteur, j'ai lu dans un livre que M. Crossey, missionnaire, avait prêché sur le Jourdain. Le coup était direct ; Crossey le reçut en pleine poitrine, et, pour la première fois, perdit son imperturbable sang-froid ; il balbutia quelques dénégations, et, la tête perdue, il finit par avouer qu'il était bien présent à cette prédication, mais qu'il assistait seulement le missionnaire et tenait sur sa tête un parasol pour le préserver des rayons du soleil... Les yeux du Prince faillirent s'ouvrir à la lumière ; un instant sa confiance fut ébranlée et son engouement parut céder à l'évidence, mais hélas ! ce ne fut qu'un éclair passager et au lieu de surveiller attentivement les menées de cet homme qu'une société puissante et mystérieuse, qui convoitait ses grands biens, avait lancé au sein de sa famille, il se contenta de faire un sujet de plaisanterie du renseignement providentiel qu'il venait de recevoir. On verra quelles furent les conséquences de cet aveuglement étrange et les malheurs que ce nouveau Rodin accu-

mula sur cette famille qui l'avait accueilli avec distinction et lui avait donné une hospitalité qu'un véritable Ecossais eût su apprécier, mais que les hommes de cette espèce, qui n'ont ni famille, ni amis, ni nationalité, méconnaissent absolument.

Cet incident n'eut donc d'autre résultat que de fournir au Prince un sujet de plaisanteries et d'épigrammes dont il accabla le malheureux missionnaire qui, heureux de se tirer si facilement de ce mauvais pas, se remit tout-à-fait de cette alerte, et se prêta de la meilleure grâce du monde aux attaques dirigées contre lui.

Cependant, sentant que sa position de commensal ou plutôt de parasite, ne pouvait se perpétuer, et que forcément le Prince se demanderait un jour à quel titre et à quelle fin cet individu s'infiltrait pour ainsi dire dans sa famille et dans ses relations les plus intimes, l'homme de robe manifesta un jour son intention de se fixer dans le pays et de se livrer à des travaux agricoles.

Le Prince de Steinberg fut intérieurement satisfait de cette résolution ; pris d'un attachement sincère pour cet individu, il souffrait dans sa personne des soupçons et des attaques auxquels il était en butte.

Sa nouvelle condition lui donnait un état social, une raison d'être, et ne l'empêcherait pas de fréquenter le château comme précédemment. Aussi s'empressa-t-il de lui donner de magnifiques terrains sur les bords de la Vilia, en l'autorisant à couper tout le bois qui serait nécessaire pour ses constructions.

Crossey usa largement des offres obligeantes du Prince, et avec l'habileté qui caractérise les hommes de son état et de son pays, il eût bientôt élevé une charmante habitation, véritable cottage anglais, situé sur la lisière d'un bois au pied duquel coulait la rivière qui servait à arroser de nombreuses plantations dont il l'entoura. Il n'avait eu garde dans son

aménagement d'oublier une écurie dans laquelle il logea un excellent cheval qui le transportait au château aussi régulièrement et aussi fréquemment que dans le temps passé.

A cette époque, il s'opéra dans les idées et les habitudes de la Princesse un changement notable. Elevée dans la religion grecque, elle en suivait les rites avec ni plus ni moins d'ardeur que toutes les femmes du monde. Son zèle religieux prit incontinent des allures plus vives, elle consacra au culte plus de temps et mit plus de régularité dans ses pratiques. Elle obtint du Prince qui ne savait rien lui refuser, la permission de faire construire une chapelle russe qui fut consacrée avec la plus grande solennité et qui devint le rendez-vous des dévots à dix lieues à la ronde. Le Prince avait bien fait les choses, l'avait ornée magnifiquement et s'était même laissé aller à y installer des tableaux du plus grand prix ; il est vrai qu'ayant été informé plus tard, qu'une chapelle consacrée tombe dans le domaine de l'église avec tout ce qu'elle contient, et peu désireux de perdre les œuvres des plus grands maîtres, il en fit faire secrètement des copies avec lesquelles il remplaça les originaux.

Crossey fut l'âme de toutes ces innovations et présida à tous les travaux, surtout à ceux de la substitution. Il voulait bien laisser entrer le fanatisme par la porte de l'Eglise grecque, mais il ne trouvait pas opportun qu'elle se refermât sur les biens temporels dont l'Eglise catholique sait si bien apprécier la valeur.

Ses entrevues et ses entretiens secrets avec la Princesse devinrent plus fréquents, le zèle religieux de celle-ci redoubla, et le Prince ne trouva pas de meilleur moyen d'opposition que de faire construire à l'autre extrémité du parc, une chapelle pour la religion protestante qui était la sienne. La colonie se trouva donc ainsi divisée en deux camps ; le missionnaire triomphait ; il venait de faire une heureuse application du

fameux système — diviser pour régner. Et de fait il régnait, car il était devenu le conseiller intime des deux époux avec lesquels il était au mieux et qui le consultaient dans les moindres actes de leur vie.

Ceux-ci, chacun de leur côté, nourrissaient pour des raisons diverses un secret désir de se rendre à Paris ; le missionnaire exprimait ses regrets de quitter une famille, au sein de laquelle il avait trouvé la paix et le bonheur, et résistait aux instances qui lui étaient faites pour l'entraîner, sous le prétexte de ses cultures et de son profond détachement du monde ; mais le fourbe se gardait bien d'entraver en quoi que ce soit la résolution des deux nobles époux : il soufflait à la fois le froid et le chaud.

Telle était la situation de la colonie quand le départ fut résolu et que je reçus l'ordre de me mettre en route avec mes deux élèves ; plus tard nous retrouverons ce mystérieux personnage dans les circonstances les plus graves.

J'avais hâte de repasser la frontière et de me secouer de la grande responsabilité qui pesait sur moi ; aussi nous ne nous arrêtions que quelques minutes aux relais.

Plusieurs fois des soldats ou des douaniers placés dans des postes perdus au milieu des bois ou de ces vastes steppes, nous intimèrent l'ordre de nous arrêter ; j'ordonnais énergiquement aux postillons de ne pas ralentir la course et nous arrivions aux relais le plus souvent les roues du fourgon enveloppées d'un nuage de fumée.

Enfin nous franchîmes la frontière ; nous étions sauvés ainsi que les précieux bagages du Prince ! Nous gagnâmes la ville libre de Francfort que le Prince avait désignée comme rendez-vous général. Nous descendîmes à l'Hôtel de Russie comme cela avait été convenu, et j'avoue que je ne fus pas fâché de m'y reposer un peu. Mes élèves avaient vaillamment supporté

les fatigues et je puis dire les dangers du voyage ; plus d'une fois ils avaient vu les fusils des douaniers braqués sur notre bourgeois et n'avaient pas sourcillé ; ils étaient donc braves ! cette pensée me faisait tressaillir de joie : voir mes enfants pusillanimes, poltrons, eût été pour moi un profond chagrin. Ne devaient-ils pas un jour donner à leurs soldats l'exemple du stoïcisme dans les fatigues de la guerre et de la bravoure à l'heure des combats.

Quelques semaines après, toute la famille était réunie à Francfort ; le Prince, par une manœuvre hardie, vu les fâcheuses dispositions de l'Empereur à son égard, s'était dirigé avec sa femme tout droit de Vilna à St-Petersbourg ; là, entouré de sa famille très-bien en cour, il avait réglé ses dernières affaires sans désagréments : l'Empereur n'osant faire preuve de mauvais vouloir à l'égard d'un homme que, malgré son aversion, il appelait un parfait gentleman, et il put repartir sans mésaventure. Cependant, connaissant le mauvais vouloir du Czar à son égard et le zèle des employés qui, dans ce cas, ne manqueraient pas d'exagérer des ordres possibles et même d'aller au devant, il ne passa pas par la voie ordinaire et fit un long détour pour éviter toute surprise. Il fit bien, car à quelque temps de là, il eut à subir un acte d'hostilité flagrante.

En procès avec l'un de ses parents depuis plusieurs années, il avait gagné à toutes les instances et devant toutes les juridictions ; l'affaire revenait au Conseil de l'Empire présidé par l'héritier de la couronne qui lui était tout à fait favorable. Il n'y manquait plus que la signature de l'Empereur. Celui-ci d'un trait de plume donna gain de cause... à la partie adverse. Il s'agissait d'une somme de *douze millions* !

Ce fait était peu rassurant comme on le voit ; de là à un séquestre et à la privation de la liberté, il n'y avait qu'un pas.



L'autocrate de toutes les Russies pouvait le franchir d'une heure à l'autre.

Nous étions installés à l'Hôtel de Russie comme à la maison ; le Prince de Steinberg avait fait avec l'hôte un arrangement par lequel, moyennant quatre mille francs par mois, nous étions tous admirablement servis. Les leçons et les réceptions avaient repris leurs cours ; on voyait beaucoup de monde, Francfort étant un point central très-fréquenté des voyageurs ; de plus, le corps diplomatique y attirait de nombreux étrangers.

J'avais pu me retirer un peu de ce brouhaha avec mes élèves ; nous habitions, à l'extrémité de l'hôtel, un appartement dont les fenêtres donnaient sur une vaste cour ; néanmoins les visites nous arrivaient jusque là et nous faisaient perdre bien du temps : c'était un mal irrémédiable.

Ce fut là que se déclara une fièvre qui tourmenta mon élève aîné pendant de longues années ; durant ses accès, le pauvre enfant souffrait beaucoup, m'appelait à grands cris et n'était tranquille que lorsque j'appuyais mes mains sur sa poitrine haletante. Le vin de quinquina et les heures d'accès trompées par quelque forte distraction, eurent enfin raison de ce mal qui s'annonçait par d'étranges symptômes : une course un peu plus longue qu'à l'ordinaire, la traversée d'un simple ruisseau, suffisaient pour provoquer des crises terribles pendant lesquelles l'enfant grelottait, pleurait, se pâmait. Guéri de cette maladie, le développement de son corps prit un essor considérable et sa santé fut consolidée pour toujours ; il devint un des plus beaux hommes de la Russie où ils ne sont pas rares. Je me rappelle la peur effroyable qu'avait pour cette maladie le représentant du roi de Naples, alors baron, depuis marquis et ambassadeur à Paris. Obligé par convenance de visiter l'enfant, il s'arrêtait sur le seuil de sa porte et lui tendait son parapluie ou sa



canne pour qu'il les secouât en guise de poignée de mains. Ce personnage était aussi grotesque dans sa personne que ridicule dans ses actes ; petit, court de jambes comme un basset, il avait encore malgré son âge beaucoup de prétentions et cherchait des succès auprès des belles dames qui l'entouraient ; il n'y trouvait que le ridicule et les gamineries de quelques-unes d'entr'elles qui se plaisaient à faire des niches à ce nouveau Céladon.

Il avait l'habitude de se jeter à corps perdu dans le premier fauteuil venu ; un jour on en apporta un d'un nouveau système qui depuis devint très à la mode ; il était placé sur des espèces de patins très-relevés aux deux bouts, de sorte qu'une fois assis on pouvait se bercer par un léger mouvement du corps ; le petit marquis n'eut rien de plus pressé que de s'introniser dans ce fauteuil ; perdant aussitôt l'équilibre, il voulut le reprendre, mais, hélas ! les jambes étaient trop courtes et les pieds ne pouvaient retrouver sur le parquet leur point d'appui ; plus le pauvre petit marquis se démenait, plus la machine se balançait ; la position était affreusement ridicule et personne ne s'empressait de remettre sur ses pieds l'ami et le représentant du roi Bomba. Enfin le prince de Steinberg tira le cordon de la sonnette, un valet parut, et le petit bonhomme reprit possession du terrain solide. Il jeta un regard haïeux sur tous ceux qui l'entouraient et aperçut le prince Lichnowski qui dissimulait peu son regard moqueur. De ce jour, il lui jura une haine qui ne s'apaisa pas même à l'heure de la mort de ce malheureux prince mis en lambeaux par la populace de Francfort dans une formidable émeute qui eut lieu quelque temps après notre arrivée. J'ai entendu cet indigne marquis qui devait son avancement non à ses capacités, mais à ses rapports de police, insulter à la mémoire de ce prince infortuné qu'il n'avait osé regarder en face, à l'heure suprême où tout

de sa compagne méprisée et dédaignée par des gens auxquels elle est infiniment supérieure, mais qui la traitent elle, comme une transfuge, une femme sans honneur et sans moralité. Et si un seul jour, une seule heure, une seule minute, l'infortunée abreuvée de dégoûts, d'humiliations, d'allusions blessantes, de paroles de dédains, de mépris, succombe sous ce lourd fardeau et laisse échapper une parole de regrets.... le bonheur du ménage est à jamais détruit, car la confiance est perdue sans retour.

Plus d'une fois j'ai vu ce malheur frapper deux êtres accomplis, unis par les liens les plus tendres et la conformité parfaite de leurs idées, de leurs sentiments, de leurs goûts ; mais l'époux n'était pas — né — et tous deux, pour ce crime irrémissible, se voyaient rejetés de leur société et traités en parias, tant le préjugé de la naissance est encore enraciné dans notre société du XIX<sup>e</sup> siècle.

Cependant une volonté souveraine parvenait quelquefois à combler l'abîme de la naissance ; un hasard mit un jour en présence de l'empereur Nicolas, un jeune précepteur d'excellentes manières, très-instruit et dont la physionomie toute militaire frappa l'autocrate qui, sans préambule, lui demanda s'il voulait entrer au service, qu'il se chargerait de son avancement.

Bien entendu le jeune homme accepta ; ses dispositions répondaient à son physique, en peu de temps il devint un militaire instruit et connaissant bien son service.

L'empereur qui ne le perdait pas de vue, enchanté de son acquisition et surtout de sa perspicacité, le fit avancer rapidement ; il devint général, honoré de la confiance de son souverain qui le chargea de missions importantes dont il s'acquittait à la grande satisfaction de son protecteur.

Cependant une fortune aussi rapide avait naturellement

l'envie de la caste noble et de nombreux jaloux tentent maintes fois de perdre ce jeune homme dans l'esprit du tsar ; peine inutile, celui-ci qui connaissait l'astuce et la perversité humaine, démêlait toujours la vérité, et il ne restait de ses attaques qu'une plus grande faveur et une plus absolue confiance de l'empereur qui traitait cet heureux mortel plutôt en ami qu'en protégé.

On était au plus fort de la guerre du Caucase ; l'empereur s' impatientait de voir le peuple héroïque de cette contrée soutenir une lutte inégale, non-seulement avec un courage surhumain, mais avec des éléments de succès incompréhensibles, traqué et bloqué comme il était par ses armées.

Notre précepteur-général avait été chargé d'une mission difficile, celle des approvisionnements de guerre pour les armées russes, mission qu'il n'accomplissait pas toujours avec l'exactitude nécessaire en pareille matière et qu'on était en droit d'attendre de lui. Des bruits étranges couraient à ce sujet, non-seulement à l'armée, mais à Saint-Pétersbourg.

L'Empereur, toujours aveugle dans ses amitiés, repoussait avec indignation les accusations indirectes qui lui arrivaient de tous côtés contre son favori ; il les attribuait à la malveillance et à l'envie.

Enfin les rumeurs devinrent plus directes, plus vives, et un vieux général, serviteur éprouvé qui avait l'entière confiance de l'Empereur, vint le trouver et, avec une franchise toute militaire, lui fit part des bruits qui couraient sur son protégé, le priant instamment de permettre une enquête, même dans l'intérêt de l'accusé qui ne pouvait rester plus longtemps en butte aux soupçons les plus injurieux.

L'Empereur ébranlé, quoique incrédule, autorisa ce vieux et fidèle serviteur à procéder à une rigoureuse enquête, promettant d'avance les peines les plus sévères aux calomniateurs.

Sans tarder, le vieux général partit, et prit les informations les plus exactes, se munit des pièces les plus probantes et arriva avec un dossier bien en règle en présence de son souverain.

Nicolas, du premier coup d'œil vit qu'il lui apportait de mauvaises nouvelles ; il pâlit légèrement et s'adressant brusquement à son chargé d'affaires : Que m'apportes-tu ? — Sire, les preuves les plus irrécusables de l'ingratitude et de la trahison de votre protégé, et, en même temps, il lui tendit le dossier.

Pendant deux heures, Nicolas dépouilla cette quantité de pièces, les examinant avec l'attention la plus scrupuleuse comme s'il soupçonnait qu'elles pussent être fausses. Enfin il acquit la preuve complète que celui, dont il avait été le bienfaiteur, qu'il avait élevé presque jusqu'à lui, pour lequel il avait comblé l'abîme de la naissance afin de le faire marcher de pair avec les plus grands seigneurs, dont en un mot il avait fait plutôt un ami qu'un serviteur, trahissait sa confiance et livrait à l'ennemi ses armes et ses munitions ! . . . .

La lecture terminée, l'Empereur calme et froid, prit la main de son vieux serviteur qu'il serra avec expression en remerciement de sa fidélité et de son dévouement, et lui ordonna d'aller chercher l'accusé. Sa voix en donnant cet ordre était calme, sonore ; son regard seul était terrible ; le vieux serviteur en fut ébloui et resta debout comme fasciné. — Va, reprit l'Empereur, fais vite et reviens avec cet homme seul. Le vieux général s'éloigna en frémissant ; il allait chercher un condamné à mort ! L'Empereur dans son légitime courroux allait-il l'exécuter de sa propre main devant lui ?

Un quart d'heure après, les deux hommes étaient debout sur le seuil de la porte. Une vague terreur était empreinte sur le visage du coupable, était-ce un sinistre pressentiment ?

L'émotion de la scène qui se préparait gagnait le vieux soldat qui ne pouvait détourner ses yeux du visage de l'Empereur, et il était empreint d'un majestueux courroux.

D'un signe impérieux, celui-ci ordonna au malheureux de s'approcher, mais à peine eût-il fait quelques pas, que d'une voix de tonnerre, il lui cria : A genoux, misérable, à genoux ! Celui-ci tomba sur les deux genoux en demandant grâce. — Traître, lui dit le Czar, je te fais grâce de la vie pour qu'elle soit ton châtiment ; va, misérable, ton bienfaiteur et ton Empereur te méprisent !

Cet homme sans honneur et sans entrailles disparut à tout jamais ; le silence se fit sur lui comme sur une tombe et bien des vieux serviteurs de Nicolas, s'ils me lisent, regarderont avec étonnement cette exhumation.

L'Empereur Nicolas aimait beaucoup ces jeux autocratiques qui lui donnaient une vague ressemblance avec la Providence et constataient dans tous les cas, sa suprême puissance. Il n'y fut pas toujours malheureux, et plus d'un grand personnage élevé au pouvoir par sa seule volonté, s'est montré reconnaissant et l'a constamment servi avec dévouement.

J'en raconterai un exemple, quoiqu'il soit en dehors de notre sujet.

A cette époque, l'ambassadeur chargé de représenter la Russie à Francfort, était un M. d'Oubril, vieillard fort respectable, de mœurs simples, du caractère le plus aimable et le plus facile. On lui reprochait bien un peu dans le monde des plaisirs, de ne point dépenser l'argent qu'il recevait de l'Etat en représentations et en réceptions officielles ; mais on savait qu'il ne possédait pas une grande fortune et que, par contre, il avait une famille à élever et à doter.

A la suite d'un traité qu'il conclut avec la France sous Napoléon I<sup>er</sup>, traité dont fait mention le *Mémorial de Ste-Hélène*,

M. d'Oubril s'était acquis une réputation d'habile diplomate sur laquelle il vécut toute sa vie. Trop âgé ou trop peu au courant des us et coutumes de la diplomatie moderne, cet ambassadeur avait confié à un petit secrétaire le soin de faire ses rapports à l'Empereur qui les recevait directement. Admirablement rédigés, ils enchantèrent le Czar qui, un jour, avec une franchise assez peu flatteuse pour son représentant, s'écria : Que ce n'était pas possible que ce fut d'Oubril qui les eût faits et qu'il voulait en connaître l'auteur.

On ne tarda pas à découvrir qu'en effet, c'était à un certain baron de Budberg, second ou troisième secrétaire, qu'ils étaient confiés. Les renseignements allèrent plus loin ; on apprit que ce jeune homme, doué des plus hautes capacités, esprit sérieux et pratique, s'était, malgré sa gravité, laissé aller à un tendre sentiment pour la fille de son chef, jeune personne fort aimable, distinguée, bien élevée et digne en tout point d'être la compagne d'un homme d'avenir.

Le Czar en savait assez ; il fit venir l'ambassadeur à St-Petersbourg, lui fit l'accueil le plus flatteur, et, dans une conversation intime qu'il eut avec lui, s'informa de M. le baron de Budberg à son grand ébahissement. Excellent homme dans toute l'étendue du terme, M. d'Oubril fit l'éloge le plus complet de son secrétaire, le recommandant même à la bienveillance de sa Majesté. L'Empereur sourit et lui répondit qu'il avait déjà songé à récompenser ce jeune homme de ses services qu'il n'ignorait pas et qu'il avait résolu de lui donner les fonctions que lui, M. d'Oubril, occupait à Francfort depuis longues années à son entière satisfaction... On juge de l'étonnement de celui-ci qui se voyait comblé d'éloges et en même temps remplacé dans son ministère ; mais il cessa bientôt, quand l'Empereur eut ajouté : Oui, mon cher d'Oubril, je désire vous garder auprès de moi, dans mes conseils, mais



comme je connais votre sollicitude paternelle et l'intention où vous étiez d'établir prochainement votre charmante fille, si vous voulez bien me le permettre, je m'en chargerais et vous proposerais pour gendre votre successeur, le baron de Budberg. Tous les vœux du vieillard étaient accomplis, et ce fut les larmes aux yeux qu'il remercia son souverain des faveurs dont il le comblait. Ainsi finit ce petit roman; le baron fit un chemin rapide, fut bientôt nommé ambassadeur à Berlin, puis à Paris où un malheureux duel qu'il ne put éviter le fit rappeler, et brisa sa carrière.

Le Prince de Steinberg qui venait de faire une saison à Francfort, prit la résolution de passer l'hiver à Paris avec toute sa famille; il me consulta au sujet de mes deux élèves auxquels il craignait, comme moi, de faire perdre un temps précieux. Nous tombâmes d'accord que je me rendrais avec eux sur les bords du Rhin, à Creutznach qui possédait un collège dont le Directeur était un helléniste distingué; nous devions aller passer les vacances à Paris avec la famille.

Les enfants feraient dans cette localité deux cures, l'une des eaux thermales iodurées et résolutives, l'autre de raisins, cure fort à la mode à cette époque et très-goûtée des enfants, voir même des grandes personnes.

Je partis seul, muni des instructions du prince, et eus la bonne chance de trouver presque immédiatement une jolie maisonnette toute entourée de vignes et dont la façade donnait sur la grande route de Metz. Eloignée des autres habitations d'une portée de fusil, elle n'avait pour voisine immédiate que l'habitation du médecin de l'endroit avec lequel je fis de suite connaissance. Le docteur était un homme instruit, de bonne société, intelligent, mais très-épris de décorations; il en avait du reste la poitrine couverte. Il me fut très-utile pour mon installation. Je revins chercher mes élèves à Franc-

fort et nous partîmes presque tous en même temps, les uns pour Paris, les autres pour Creutznach.

Quelle ne fut pas ma stupéfaction, quelques heures avant notre départ, de voir arriver le mauvais génie de la maison, le sieur Crossey, qui se rendait justement à Paris — pour affaires — disait-il ; ce *digne* homme n'avait pas voulu passer sans prendre des nouvelles de la — chère — famille.

J'ai toujours soupçonné que le Prince ou la Princesse, peut-être même tous deux, avaient combiné ce plan avec le missionnaire, car ils ne témoignèrent pas beaucoup d'étonnement à son arrivée. Je ne pus me défendre des plus sinistres pressentiments ; cet homme était devenu ma bête noire ; il était trop fin pour ne pas s'apercevoir de mes répugnances à son égard, mais il semblait prendre à tâche de redoubler auprès de moi d'amabilités qui allaient presque jusqu'à l'obséquiosité ; je sentais l'épine sous la fleur et avais hâte de m'éloigner de cet oiseau de mauvais augure.

Je fis un petit paradis de notre habitation de Creutznach ; le propriétaire qui portait l'heureux nom de Molière et qui était un descendant des émigrés à la suite de la révocation de l'édit de Nantes, me donna carte blanche pour tailler, planter, tracer des chemins à travers son vignoble. J'usai largement de cette permission et ouvris jusqu'au bout de la vigne une belle voie bien sablée et recouverte d'un berceau de feuillage si touffu que les rayons du soleil ne parvenaient pas à le pénétrer ; j'entremêlai cette vigne de plantes grimpantes dont les fleurs de nuances variées rompaient la monotonie de la verdure ; au bout de cette allée, je fis construire un pavillon octogone, retraite délicieuse surtout dans les grandes chaleurs de l'été.

Enfin, je traçai devant la maison ou plutôt derrière, un beau jardin qui joignait l'utile à l'agréable, comme on dit dans les grammaires ; une galerie couverte attenante à la maison et



se prolongeant sur le jardin, permettait d'y dîner à l'abri des regards, de la pluie et des rayons du soleil.

Le Prince, désirant que ses enfants s'initiassent de bonne heure aux devoirs de la vie sociale, voulut que j'eusse un train de maison assez considérable, à mon grand regret. Nous eûmes, en effet, de nombreuses visites de parents et d'amis de la famille que je reçus princièrement selon ses instructions, mais je m'arrangeais de façon que les études en souffrissent le moins possible; je donnai même quelques fêtes pour lesquelles je faisais venir de Mayence la musique militaire autrichienne; cette ville avait alors pour garnison différentes troupes de la Confédération germanique. Mon élève aîné faisait déjà les honneurs de la maison avec beaucoup de grâce et de tact et fondait cette réputation de parfait gentleman qu'il a conservée toute sa vie. Quant au cadet, il n'était encore qu'un petit garçon fort choyé des dames pour sa grâce et sa gentillesse, mais dont il fallait défendre l'estomac contre les friandises dont elles l'accablaient.

Les leçons suivaient leur cours régulier au milieu de ce brouhaha; le savant helléniste que nous étions venu chercher, consacrait toutes les heures disponibles de son collège à mon élève aîné qui, sous cet excellent maître, faisait des progrès rapides; j'avais pris aussi à la maison un bon professeur d'allemand qui alternait avec mes deux enfants; je profitais indirectement des leçons de ce brave homme qui était un véritable type d'originalité et de manies extraordinaires. Bourré de science, ses connaissances avaient toutes convergé à une philosophie incompréhensible à lui-même, et qui l'amenait aux résultats les plus excentriques et les plus désopilants. Un jour, par exemple, il me démontra que l'âme était un morceau de bois et que ce n'étaient pas les traîneaux qui descendaient les montagnes russes, mais celles-ci qui remontaient; je ne savais.

ce dont je devais le plus m'étonner, de son profond savoir ou de sa folie insigne.

Il était d'une naïveté antique et se posait devant le premier venu, sans sourciller, comme un brillant génie ; il faut dire à sa décharge qu'un journal facétieux, rendant compte de ses élucubrations, — on sait qu'en Allemagne tout se publie, — l'avait ainsi qualifié ; notre homme avait pris cette appréciation bon jeu, bon argent, et s'en parait comme un collégien de sa médaille. Le digne professeur avait un défaut physique ; il était toujours gelé ; été comme hiver, il relevait le col de son habit jusqu'aux oreilles et se couvrait à faire éclore des œufs dans ses poches. Certain hiver, il souffrit plus que de coutume et, malgré un poêle et une cheminée dans une chambre de grandeur ordinaire, il ne cessa de grelotter et d'exhaler les plaintes les plus amères contre la parcimonie des grands seigneurs qui laissaient mourir de froid leurs serviteurs les plus utiles ! L'impatience me gagnait en présence de cette glace polaire ; sur de nouvelles récriminations, je lui dis un jour que je ne voyais d'autre moyen de le réchauffer que d'ouvrir le ventre d'une vache et de le fourrer dedans ! C'était peu parlementaire, il est vrai, et le pauvre homme fut cruellement froissé de cette boutade : aussi sans rien dire à personne, adressa-t-il une espèce de pétition au Prince, pour le prier de le faire chauffer — convenablement !

Le Prince, dans une de ses lettres, m'écrivit de lui laisser faire toutes ses excentricités, puisque j'étais content de son enseignement, ce qui était la chose essentielle. Je n'y manquai pas, bien certain du résultat, et donnai l'ordre aux domestiques de lui livrer tout le combustible qu'il demanderait.

Vingt-quatre heures après, nous entendîmes des cris de détresse partant de la chambre de notre homme ; j'y courus à l'instant ; elle était toute en flamme ; il avait mis le feu à la

maison, et, perdant la tête, il allait être la première victime de son imprudence. Je l'éloignai aussitôt, et nous parvinmes à nous seuls à éteindre cet incendie qui produisit pas mal de dégâts.

Le Prince informé eut une grande frayeur suivie d'une grande colère contre ce pauvre diable ; il m'invita à renvoyer ce fou immédiatement ; je n'en fis rien, parce qu'en réalité c'était un bon et honnête garçon, fort consciencieux pour ses leçons. J'écrivis au Prince pour le calmer et je gardai mon philosophe que je chauffai à la température des tropiques, sans parvenir à le dégeler. Nous nous quittâmes longtemps après, en excellents termes, lui me remerciant de mes bons procédés à son égard, moi de son enseignement qui avait eu le meilleur résultat pour mes élèves.

---

## CHAPITRE XVIII

Nous vivions dans le calme le plus profond, notre temps partagé entre de sérieuses occupations et des distractions que je variaais le plus possible, parce qu'elles sont le repos de l'esprit, comme le sommeil est le repos du corps ; il faut éviter aux enfants l'ennui et le dégoût qui engendrent la paresse ; la mélancolie rend le travail impossible.

Outre les promenades sur le Rhin, les excursions dans les montagnes, etc., toutes choses praticables dans les beaux jours, j'avais organisé pour le mauvais temps de petits concerts, dans lesquels mon élève aîné faisait assez proprement sa partie ; j'attirai dans notre intérieur tout ce que la localité offrait de saillant, soit par son esprit, soit par ses connaissances, et je réussis assez bien à résoudre ce difficile problème — d'instruire en amusant. —

Tout à coup une vague rumeur parvient à mes oreilles : — Paris est en insurrection ! Paris est en révolution ! La République vient d'être proclamée dans la grande capitale !

L'effet de cette saisissante nouvelle fut énorme en Allemagne, ce grand mot de — République — fit tressaillir les plus humbles hameaux ; toutes les têtes prirent feu à la fois, enflammées par cette traînée de poudre partant de Paris.

La révolution éclata partout : en Hanovre, en Prusse, dans les petits Etats Allemands, en Autriche. Ma position devint fort critique ; sans nouvelles du Prince et de sa famille dont j'ignorais le sort, j'avais à garantir de tout malheur les enfants qui m'étaient confiés, au milieu d'une population prise

de la fièvre révolutionnaire et qui ne savait le plus souvent pas distinguer les limites d'une vraie et sage liberté.

Je n'avais rien à craindre des républicains sincères, qui tous connaissaient mes sympathies pour cette forme politique ; mais, dans toute effervescence populaire, il faut craindre les misérables sans foi, sans honneur et surtout sans convictions qui profitent des troubles publics pour satisfaire leur cupidité et les plus honteuses passions.

Non-seulement je craignais pour mes enfants, que leur rang élevé désignait à la vengeance populaire, mais encore pour un dépôt qui m'avait été confié par les plus grandes familles d'Allemagne en fuite de tous côtés : J'avais dans mon grenier pour plusieurs millions de diamants et pierres précieuses.

Ce que je redoutais, faillit arriver. Une bande armée, qui pillait et rançonnait les maisons voisines, s'avança vers notre habitation. Je sentis qu'il fallait faire bonne contenance, que c'était notre seule voie de salut ; j'avais à l'avance armé tout notre monde, mon élève aîné lui-même qui était devenu un excellent tireur ; je fis barricader les portes et les fenêtres, et, après m'être assuré que le docteur, notre proche voisin, avec lequel je m'étais préalablement entendu, était sur ses gardes, pourrait prendre les assaillants en écharpe et les fusiller à demi-portée de fusil, j'attendis tranquillement l'aventure. Ils arrivèrent comme un torrent en poussant des cris effrayants.

D'un coup d'œil je vis tout mon monde ferme à son poste et l'espoir entra dans mon cœur. Bientôt ils frappèrent à coups redoublés à la porte du jardin ; je compris instinctivement que si je la laissais enfoncer, ce premier acte d'hostilité entraînerait tous les autres ; je m'élançai sur cette porte, le pistolet d'une main, le sabre de l'autre et l'ouvris brusquement. Je me trouvai en face des assaillants ; il y eut un mouvement de recul et un instant d'hésitation. — Que voulez-vous,

mes amis, leur dis-je avec le plus de sang-froid qu'il me fut possible, en même temps je m'adressai à celui qui me parut être le chef ; — pourquoi voulez-vous enfoncer la porte d'une paisible habitation ? Celui-ci, un moment interdit, me répondit : — nous voulons la République ; les autres s'écrièrent : — nous voulons la liberté ! Ils entraient en pourparlers...., nous étions sauvés. — Mes amis, leur dis-je, tout comme vous, j'aime la République et la liberté, mais la République et la liberté ne consistent pas à enfoncer les portes des gens paisibles et à saccager les maisons ; ce sont les traîtres à la République et à la liberté qui en agissent ainsi ; si par malheur il s'en trouvait parmi vous, tous vous m'aideriez à les châtier.... en même temps je leur montrai les fenêtres et les portes garnies de carabines prêtes à faire feu.

Cette démonstration fit sur eux un effet salutaire ; j'achevai ma victoire en leur disant : nous ne serons pas les seuls à infliger le dernier châtiment à ces misérables, voyez plutôt : et de la main, je leur montrai la maison du docteur sur un pied de défense plus formidable encore que la mienne.

— Monsieur, me dit le chef de la troupe, nous ne sommes pas venus chez vous dans l'intention de vous faire du mal, mais pour vous prier de nous donner du vin afin de boire à la santé de la République. Je sentis que si je les laissais descendre dans ma cave, il s'en suivrait probablement une orgie dont je ne serais plus le maître ; il fallait les renvoyer à tout prix : — Mes amis, leur dis-je, votre demande est juste et je suis le premier à boire à la République ; mais votre présence a effrayé les femmes et les enfants ; je vous prie de vous retirer ; tenez voilà pour boire à la liberté et en même temps, je leur distribuai quelques poignées de thalers. Ils jetèrent leurs bonnets en l'air en criant, vivat ! et s'éloignèrent.

J'étais à peine remis de cette alerte, qu'un homme à mon

service, ancien soldat du train et d'une force herculéenne, vint me prévenir que les assaillants revenaient à la charge... Furieux, j'étais bien décidé cette fois à agir énergiquement et à tuer comme des chiens ces prétendus partisans de la République, qu'ils déshonoraient par leurs excès. Mais m'étant aperçu que ce n'était qu'une fausse alerte, car il ne s'agissait que de trois hommes, je dis au domestique de prendre son fouet ; je m'armai d'une robuste cravache, et, quand ils arrivèrent et frappèrent bruyamment à la porte, criant, gesticulant et menaçant, je l'ouvris brusquement, et nous leur administrames une correction dont ils durent porter les marques longtemps. Ils n'osèrent probablement pas aller se plaindre à leurs camarades qui leur auraient sûrement fait un mauvais parti, et je fus débarrassé d'eux pour toujours.

Ces petits incidents tragi-comiques ne parvenaient pourtant pas à me sortir d'inquiétude ; le mouvement des Provinces rhénanes était si profondément accentué que je compris de suite qu'il s'agissait d'une bien réelle révolution, dont je craignais en Allemagne les excès, en raison directe des abus qui s'étaient perpétrés jusqu'à ce jour dans ce pays ; je voyais mes pauvres élèves traqués par une populace aveugle et enragée qui leur ferait expier le crime de leur naissance. Je me pris à les plaindre d'être nés princes, et je ne fus pas le seul à cette époque bouleversée, qui crut à une rénovation radicale de l'état social.

J'étais pourtant décidé, malgré mes sympathies pour l'ordre social qui semblait devoir s'établir en Europe, à défendre mes élèves contre toute agression et à partager leur sort quel qu'il fût. Je m'expliquai alors ce sentiment des Suisses foncièrement républicains, se faisant tuer pour les despotes au service desquels ils étaient entrés : c'est l'exagération de la foi jurée et de la fidélité qui produit ces dévouements sublimes ou insen-



sés, suivant le point de vue sous lequel on les considère, mais qui, dans tous les cas, sont des sacrifices héroïques.

Mon petit établissement n'eut en définitive rien à souffrir de cette perturbation générale. Nous avons soulagé bien des infortunes dans ce petit coin de terre, et la population reconnaissante, se montra généralement bienveillante pour nous.

Je ne manquai pas, bien entendu, de tirer de l'attitude des habitants de la localité, une forte leçon pour mes élèves, et de paraphraser la morale de Lafontaine : Un bienfait n'est jamais perdu. J'eus soin aussi, dans l'intérêt de la cause démocratique, de leur prouver par les renseignements que je pris, que l'attaque que nous avions eu à subir avait été provoquée par les plus mauvais sujets des environs de Creutznach et n'était nullement le fait des vrais républicains.

Quand ils virent leur respectable professeur, directeur du collège, apprendre sérieusement le maniement des armes sous nos fenêtres, avec tout ce que la ville renfermait de gens d'ordre et de bonne réputation, ils comprirent qu'ils étaient en sécurité et que la révolution qui s'opérait, n'était pas le renversement de l'ordre moral, mais une évolution de la nation dans le sens du progrès et de l'amélioration des destinées de l'humanité, évolution qu'on soutiendrait au besoin par la force, contre ceux qui chercheraient à l'arrêter ou à l'entraver.

Enfin nous reçûmes des nouvelles du Prince et de sa famille. Ils avaient été surpris par la révolution, sans avoir le temps de plier bagage, mais n'avaient eu nullement à en souffrir, sauf de quelques facéties de ce brave peuple de Paris toujours prêt au rire et à la plaisanterie au milieu des situations les plus critiques ; le Prince ayant rencontré un groupe d'hommes en manches de chemise qui descendaient la rue de Rivoli, chantant la *Marseillaise*, ceux-ci avaient pris par le bras — ce camarade qui avait l'air d'un bon b..... et l'avaient promené



endant un bon quart d'heure avec eux, répétant en cœur l'hymne de Rouget de l'Isle. Une autre fois, ce fut le tour de la Princesse qui dût payer son passage à une barricade par un — Vive la République ! bien accentué. Somme toute, la Révolution de 1848 fut plutôt pour eux un sujet de distraction qu'un sujet de crainte.

Cependant le Prince ne sachant quelle en serait l'issue, et combien de temps durerait cet état d'effervescence, résolut de se rapprocher de son pays ; il demanda à M. de Lamartine, alors tout puissant, un laissez-passer, que celui-ci lui accorda fort gracieusement. Il se mit de suite en route pour Hanovre ; vingt-quatre heures après son arrivée, la révolution éclata dans cette ville. Le Prince put s'en éloigner sans encombre, et se dirigea en toute hâte sur Berlin où il arriva sans incident quelconque ; la capitale de la Prusse était fort tranquille ; quelques bruits singuliers pénétraient bien dans la ville, d'étranges nouvelles commençaient à circuler de bouche en bouche, on se les confiait mystérieusement et à voix basse, mais personne n'eût pu soupçonner qu'on était si près de la catastrophe, quand tout à coup la foule qui remplissait les rues, prise d'un vertige inexplicable, se met à pousser des cris sauvages, se précipite sur les sentinelles et les postes répandus dans la ville, les désarme, les égorge, fait des barricades, tient en échec toute l'armée que le roi finit par renvoyer de Berlin pour éviter une plus grande effusion de sang. On put voir quelques jours après, ce même roi poussé par son humanité ou sa pusillanimité, se promener bras dessus, bras dessous dans les rues de la Capitale avec ce peuple qui venait de le rendre impuissant.

Quant à la noblesse allemande, elle ne fut pas à la hauteur des circonstances ; elle ne sut ni prendre la tête du mouvement, ni lutter, ni mourir pour la conservation de ses privi-

lèges, comme sa sœur la noblesse française, à la première révolution.

Elle fut sans énergie, sans initiative, et comme paralysée par la crainte. Il fallut toute l'inexpérience et l'inconcevable indolence de ses adversaires qui se perdirent d'abord dans les rêves et les utopies germaniques, puis finalement dans un parlementarisme à toute outrance, pour la forcer à sortir de sa torpeur et lui rendre son ancienne prépondérance.

Nous avons repris le cours de nos études interrompues quelques jours seulement, et sans nous préoccuper autrement des bruits d'émeutes, de révolutions et d'exécutions qui circulaient tout à l'entour de nous. Le roi de Prusse par une manœuvre habile avait soutenu la maison de banque Deichmann et C<sup>ie</sup> qui menaçait de suspendre ses opérations, ce qui n'eût pas manqué de provoquer le soulèvement des provinces rhénanes dont elle était l'agent financier le plus actif. Nous étions donc à peu près assurés de la tranquillité dans notre voisinage immédiat et que l'argent ne nous manquerait pas, puisque nous avions un compte ouvert dans cette maison.

Tout le monde étranger était parti de Creuznach et nous étions presque seuls, sauf un ami de la famille qui était venu s'installer tout près de chez nous avec ses deux enfants et leur précepteur. Celui-ci était un bien drôle de corps ; il s'occupait de tout, excepté de ses élèves. Vêtu des pieds à la tête d'une étoffe écossaise à grands carreaux, des couleurs les plus voyantes, on ne le connaissait dans toute la localité que sous le nom du — perroquet, — surnom qu'il justifiait non-seulement par son accoutrement, mais par sa loquacité ; il l'avait du reste très-bénévolement accepté.

Il était l'âme ou le héros de tous les bavardages de cette petite ville, se mêlait à tout et se préoccupait des choses qui lui étaient le plus étrangères : je le vis un jour courant à

toutes jambes sur la grande route avec les hommes de la police aux trousses d'un voleur qui s'échappait. Une autre fois, il remplaçait avantageusement le donneur d'eau bénite et présentait le goupillon aux fidèles d'une manière toute magistrale. J'étais sans cesse en crainte pour l'honneur de notre corporation qu'il n'y eût une exécution capitale ; je ne doute pas qu'il n'eût fait toutes les démarches nécessaires pour obtenir de remplacer le bourreau dans cette occasion. Ce n'est pas qu'il fût sot ou méchant, tant s'en faut ; il était extrêmement bon et serviable et avait fait d'excellentes études, à en juger à certains signes : mais il était dévoré d'un besoin de changement et de locomotion qui ne lui laissait pas une minute de repos.

A peine avait-il commencé une leçon à son élève, qu'il disparaissait sous le premier prétexte venu ; on le retrouvait faisant la besogne du cuisinier ou fendant du bois derrière la maison, d'autres fois aidant les maçons dans une maison en construction, ou sur la grande route servant de cicerone à des étrangers venus pour étudier le passage d'Attila ou celui de l'armée française.

Le père de son élève était désespéré ; veuf et chargé de plusieurs enfants en bas âge, dont la santé réclamait un long séjour dans cette ville d'eaux, il ne savait à quels saints se vouer pour son fils aîné, abominablement abandonné à lui-même, et ne pouvait se décider à renvoyer son précepteur, tant il avait en horreur tout changement.

Il craignait surtout de plus mal tomber, ce qui n'était guère possible au point de vue de l'enseignement, mais ce qui n'était pas improbable au point de vue moral, car ce pauvre — perroquet — était en vérité, comme je l'ai dit, la meilleure pâte d'homme qui existât, une vraie bête du bon Dieu ; tout le monde l'aimait, et il le méritait ; de fait, il n'était personne qu'il n'amusât par son originalité et ses excentricités.

Je faisais bien tout ce que je pouvais, pour le seconder et le remplacer dans ses fugues, et il me témoigna toujours beaucoup de reconnaissance pour mon aide ; mais j'étais moi-même très-occupé et il me restait fort peu de temps pour mes travaux particuliers et personnels.

Les caractères comme celui de cet étrange précepteur, ne sont pas si rares qu'on peut le supposer et j'ai souvent gémé par exemple sur l'originalité de certains costumes dont s'affublaient des précepteurs qui ne manquaient pas de mérite du reste, mais qui semblaient ignorer qu'une tenue digne, sans trop de recherche, ni de laisser-aller, est une nécessité dans leur position. Comment veut-on, par exemple, qu'un enfant vous respecte, quand vous jetez sur l'oreille un chapeau calabrais ou tyrolien orné d'une plume, que vous portez des bottes à l'écuyère avec des éperons à la hussarde, une redingote polonaise agrémentée de passe-pois et de brandebourgs, un chapeau de berger recouvert d'un voile blanc avec un costume jonquille ou lilas ? A Dieu ne plaise que je veuille qu'un précepteur ressemble à un burgmestre, à un tabellion, ou à tout autre gravé personnage des temps passés ! non ; il doit être mis comme tous les jeunes gens de son âge, avec bon goût, et cette recherche négligée qui laisse deviner chez l'homme ainsi vêtu d'autres préoccupations que le soin exclusif de sa toilette. Je ne dirai plus qu'un mot là-dessus ; je crois qu'un précepteur sérieux, ne doit jamais paraître devant ses élèves que complètement vêtu, et qu'une tenue débraillée le matin, voire même la robe de chambre, impose peu à ceux-ci qui doivent conserver, à l'égard de leur précepteur, ce respect idéal et inné qui est le partage des pères, et qu'une chemise ouverte, une coiffure buissonnière ou tout autre désordre seraient peu en état de conserver.

Mon élève aîné était parvenu à cet âge où sans être un

homme, on n'est déjà plus un enfant ; de religion protestante comme son père, il avait fait sa première communion, et je voyais déjà poindre l'époque où ma mission auprès de lui serait terminée : je redoublai de soins et d'efforts pour lui inculquer ces principes sur lesquels un homme doit s'appuyer toute sa vie, en même temps je pris à tâche de lui inspirer pour moi, une de ces solides amitiés basées sur l'estime, qui me donnerait un jour sur lui un ascendant capable de le préserver des pièges qu'on lui tendrait dans le monde et des malheurs qui en sont la conséquence.

C'était avec orgueil que je voyais arriver le couronnement de mon édifice, mais en même temps avec une véritable angoisse paternelle. Je sentais que le monde allait nous séparer, que ses destinées le jetteraient dans un tourbillon dont l'âge et la position sociale m'éloigneraient, mais j'entretenais le doux espoir de veiller de loin sur lui comme une Providence terrestre, d'être pour lui un de ces amis désintéressés, dévoués, que les grands devraient se conserver éternellement. Était-ce un rêve ou une utopie ? la suite nous le dira.

Le Prince qui désirait revoir ses enfants, ce qui était bien naturel après les émotions que nous venions tous d'éprouver, me donna rendez-vous à Wiesbaden où il se rendait avec le reste de sa famille. Nous eûmes bientôt fait nos paquets, et en quelques heures nous arrivâmes dans cette charmante résidence du duc de Nassau, où le Prince avait loué une jolie villa, véritable nid de fauvette dans un bocage.

Nous fûmes très-heureux de nous revoir, mais je ne tardai pas à m'apercevoir que le front du Prince était chargé de nuages, et que la Princesse avait perdu cette adorable simplicité qui la rendait si sympathique.

Les témoignages d'amitié qu'ils me prodiguèrent, me rassurèrent complètement pour ce qui me concernait, mais comme

on ne semblait pas vouloir m'ouvrir la porte de ce mystère, je n'eus pas l'air de m'apercevoir de ce changement, et me contentai d'observer. Un redoublement de pratiques religieuses, une certaine affectation à fuir le monde, ses plaisirs et jusqu'à ses devoirs, un détachement des affections même les plus naturelles et les plus saintes, de jour en jour plus prononcé, me frappèrent dès les premiers temps de notre arrivée ; quelques paroles amères échappées au Prince dans l'excès de sa douleur, sur les entraînements que subissent les femmes dans certaines circonstances et leur facilité à s'assimiler les idées et jusqu'aux utopies les plus dangereuses pour leur repos et celui de leur famille, commencèrent à m'ouvrir les yeux.

Je ne tardai pas à apprendre que le fameux missionnaire les avait rejoints à Paris où il était devenu, comme en Pologne, le commensal obligé, le conseiller *in partibus* de la maison.

Tout me fut expliqué alors : les progrès de la Princesse sur la voie d'une conversion au catholicisme devenue probable, le chagrin du Prince qui se sentait instinctivement enlacé dans les filets d'une puissance occulte, qui, de jour en jour, en resserrait les mailles, ses sourdes colères contre les artisans de ce travail ténébreux qu'il ne parvenait pas à surprendre à l'œuvre malgré son active vigilance, ses découragements en présence de son impuissance, ainsi que les pratiques exagérées de la Princesse pour un culte qui n'était pas le sien.

L'acharnement de cet Ecossais de malheur à poursuivre cette famille, mille détails qui m'eussent échappé dans d'autres circonstances, formaient un ensemble tellement concluant que j'en conçus les craintes les plus vives sur le sort de cette famille, victime à mes yeux d'une trame odieuse qui ne tarderait pas à la faire succomber.

## CHAPITRE XIX.

Le souffle impur de la discorde avait passé sur ce charmant Wiesbaden, avait desséché ses riantes prairies, ses jardins si frais et si coquets, et couvert d'un voile de crêpe ses villas amoureusement nichées dans le feuillage.

Le canon, signal des fêtes et des agonies des royautés, avait brusquement interrompu le paisible silence et le doux-repos de ce petit paradis de Nassau, pour lequel la nature a été une tendre mère qui s'est plu à parer son enfant de ses dons les plus riches et les plus délicats. On s'égorgeait à Francfort, l'armée liliputienne du duc de Nassau refusait le service, jetait ses armes dans les fossés de la grande route, où le souverain à cheval criait, priait, sollicitait, et finalement tournait bride en fondant en larmes, attitude peu digne pour ces princes si fiers de leurs prérogatives et qui justifie les révolutions du peuple et celle opérée par M. de Bismark à une époque plus récente.

Je ne manquai pas cette occasion d'éprouver les nerfs de mon élève aîné et lui proposai de venir visiter Francfort le lendemain de la bataille; il accepta sans balancer et nous partîmes avec le prince Clovenstein qui venait d'épouser sa sœur. Ce Prince qui appartenait à l'une des plus antiques familles d'Allemagne, était digne en tous points du bonheur que cette union lui procurait; la jeune princesse était belle, riche, de grande race, d'une rare modestie, douée des plus nobles qualités du cœur et de l'esprit, et de plus, fort instruite. Le prince, bien fait de sa personne, peut-être un peu trop sérieux



pour son âge, léger défaut qui devint plus tard une réelle qualité, n'avait presque pas de fortune, mais rachetait ce désavantage par une solide éducation et des connaissances pratiques sur la vie et les sociétés humaines, qui devaient un jour en faire un homme d'Etat distingué.

Nous eûmes beaucoup de peine à franchir les portes de Francfort, quoique nous fussions patronés par un général, porteur d'ordres militaires, que nous avions rencontré en route. Enfin, grâce à l'entremise de cet officier et à l'influence qu'exercent toujours en Allemagne les grands noms de ceux que j'accompagnais, nous pûmes enfin pénétrer dans la ville libre. Le spectacle qui s'offrit à nos yeux était sinistre; les rues étaient jonchées de paille et bordées de soldats déjà épuisés par le combat et qui prenaient un fiévreux repos debout, appuyés sur leurs baïonnettes. Çà et là des batteries de canons, servies par des artilleurs hessois qui attendaient, mèches allumées, la reprise des hostilités; des monceaux de cadavres et des maisons écrasées de boulets attestaient l'acharnement de la lutte; de longues files de prisonniers mourant de faim, de soif et de fatigue, désignaient le parti vaincu.

Pendant toute cette triste journée, je ne perdais pas un instant de vue mon élève, cherchant sans affectation à deviner dans sa figure ses impressions et l'effet moral que devait produire un si terrible spectacle. Je crus y lire tour à tour l'horreur, la tristesse, le dégoût, la compassion, la curiosité, mais tous ces sentiments dominés par une grande fermeté et une certaine indifférence de la vie humaine qui lui faisait examiner finalement ces cadavres tordus dans la douleur, ces plaies béantes, ces figures grimaçantes, avec le stoïcisme ou l'indifférence, comme on voudra l'appeler, du militaire ou du médecin.

De race guerrière, fils et petit-fils de soldat, il suivait les



lois impérieuses et impénétrables des races ; en même temps je recevais, moi, une leçon d'humilité, car certes j'avais tourné tous mes efforts à faire de lui, non un cuistre, mais un de ces hommes qui préparent de loin l'espèce humaine à ses voies naturelles : la paix, la fraternité, la charité, le respect de la vie humaine et du droit des autres, l'amour de la justice, la haine de l'abus de la force. Hélas ! l'odeur de la poudre, le cliquetis des armes, les traces sanglantes de la bataille effaçaient mes leçons et produisaient une ivresse qui donnait tort à mon enseignement.

La poule avait élevé le canard, celui-ci rentrait triomphalement dans son élément ; il ne s'apercevait même pas de la terrible angoisse de la pauvre couveuse clouée sur le rivage par sa nature à elle ; il nageait, nageait, nageait, en lançant de petits cris de joie et battant des ailes ; la pauvrette courait, elle, sur la rive en poussant de petits cris de détresse et toute effarée.

O race humaine, d'où viens-tu ? Qui es-tu ? Où vas-tu ? Quelles sont les lois qui te font agir, penser ? Quelles sont les influences matérielles ou morales qui président à tes destinées ? Jusques à quelles générations remontent ces lois, d'où partent ces influences ? Sont-elles absolues, invincibles ? Quelles sont les lois qui les pondèrent et les atténuent, quelles sont les influences qui les modifient ou les détruisent ?

Les philosophes de tous les temps et de tous les pays, avec leurs grosses idées et leurs gros livres, ont bien cherché à instruire l'humanité sur ses destinées passées et futures ; seulement ils ont oublié d'éclairer leur lanterne et c'est le défaut de cette lumière immortelle qui laisse l'humanité encore plongée dans les ténèbres où elle grouille depuis le commencement des siècles, illuminée de loin en loin par les éclairs du génie...

En retournant à la maison, je trouvai tout le monde assez inquiet de notre équipée ; la jeune mariée surtout m'en voulait beaucoup du — mauvais — conseil que j'avais donné à son mari : je lui observai en riant, qu'il n'était pas probable que son mari consentît à continuer les leçons que je lui avais données à elle dans son enfance et daignât me considérer comme le successeur de son précepteur ; le prince l'embrassa devant moi comme une simple bourgeoise, elle me tendit la main en rougissant : la paix était faite.

Cette charmante princesse était mon enfant gâtée ; je l'avais vue grandir sous mes yeux, et elle avait pour moi une affection toute filiale. Aussi, lorsqu'il fut question de son mariage, eut-elle la gracieuseté de me consulter ; j'approuvai d'autant mieux cette union convenable en tous points, que je voyais son petit cœur battre pour son prétendu d'un réel amour, sentiment bien rare dans ce monde-là, entre fiancés. Plus tard, je fus invité fréquemment aux chasses que le prince donnait dans ses propriétés situées en Bavière, et rien n'était plus charmant que nos réunions intimes d'où nous bannissons tout cérémonial ; en dehors, je redevais le modeste précepteur honoré pour les services rendus à la famille. J'avais eu beaucoup de peine à établir ce petit ordre de choses ; mais j'en avais fait la condition *sine quâ non* de mes visites ; je ne voulais être l'ami que dans le for intérieur pour éviter tout commentaire, toute jalousie et toute tracasserie à cet excellent prince.

Après un séjour assez prolongé à Wiesbaden, le prince de Steinberg retourna à Berlin, et je me dirigeai avec mes élèves sur Dresde. J'avais choisi cette résidence pour diverses raisons professionnelles et surtout parce qu'un des frères du prince de Steinberg y avait fixé son séjour. La beauté du pays entraînait aussi pour sa part dans ce choix ; je me promettais de

**faire** dans la belle saison de longues excursions, et de parcourir **à pied** la Suisse saxonne avec mes élèves dont ce salubre **exercice** fortifierait la santé.

Dresde n'avait pas été plus exempte que les autres villes **allemandes** de la crise révolutionnaire ; les Prussiens avaient **agi là** comme dans le grand duché de Bade, comme partout du **reste**, avec cette sauvagerie sanguinaire qui contraste si **singulièrement** avec les lumières et l'instruction universellement **répandues** dans cette nation. Les monuments ne furent nullement respectés ; la fusillade pendant et après l'action fut aussi implacable que si ce peuple n'était pas de même race qu'eux, n'était pas encore la veille un peuple de frères, d'amis, de compatriotes. Aussi, lorsque nous vîmes nous y fixer, la haine du Prussien était dans tous les cœurs et suintait pour ainsi dire par tous les pores des vieux Saxons.

Ce sentiment anti-prussien existait, sans exception, dans tous les pays allemands, et il a fallu le prodigieux talent des hommes d'Etat de la Prusse pour effacer une antipathie si bien justifiée et amener, entre tous ces éléments hétérogènes, cette unité dont la formidable coalition de 1870 contre la France a été l'épouvantable résultat.

Je ne fus pas peu surpris de la simplicité des mœurs saxonnes ; plus rien de cette raideur prussienne qui repousse la sympathie et donne aux relations ordinaires de la vie un cachet officiel et autocratique. Ici les façons d'agir rondes, naïves, amicales ; gouvernants et gouvernés se rencontrent sans se heurter. Noblesse, bourgeoisie, peuple, vivent côte à côte, fument dans les mêmes longues pipes, boivent dans les mêmes chopes et respirent les mêmes nuages de fumée dans les mêmes taverne, sans bruit, sans désordre, sans froissement quelconque ; le Roi, très-populaire, allait et venait au milieu de son peuple, comme un simple mortel et chaque année les bons

Saxons se faisaient le plaisir d'aller se promener à Pilnitz, résidence royale, pour voir leur souverain une brande sur le dos, chargée de raisins, et vendangeant comme le premier vigneron venu.

Cette familiarité des princes allemands avec leurs sujets est peut-être la seule explication possible de l'amour que ceux-ci ressentent pour eux ; amour véritable, que j'ai cent fois constaté, et qui n'a pas pour explication l'intérêt, la peur ou l'ignorance. Non, les allemands aiment leurs princes sans que cela leur rapporte ni honneurs, ni profits, ni même espérance quelconque ; sentimentalement, platoniquement. Dieu sait pourtant, si la plupart étaient dignes d'un si tendre sentiment ! presque tous, descendant par une ligne non interrompue des plus antiques familles, avaient subi cette décomposition matérielle que produit l'alliance du même sang s'il n'est renouvelé, et offraient au physique comme au moral, l'aspect de malheureux dévorés par la phtisie, les scrofules et l'idiotisme ; rabougris, rachitiques, leurs étroites cervelles les vouaient à tout jamais au plus triste crétinisme.

J'ai vu de ces princes commettre les actes les plus insensés, sans prêter à rire à leurs sujets, et sans perdre un atôme de l'affection qu'ils leur avaient vouée. Je n'oublierai jamais ce prince souverain auquel je fus un jour présenté et qui m'offrit de prime abord d'assister à une manœuvre de cavalerie. Je le regardai avec une certaine inquiétude. Je n'avais pas qualité, moi pauvre précepteur, pour qu'on me donnât un pareil spectacle ; mais la figure de l'Altesse était sérieuse et pas un sourire n'errait sur les lèvres de son entourage ; conseillers, fonctionnaires de tous rangs et de tous grades, chamarrés de crachats et de décorations, courtisans tout brodés, pliés en deux comme des bâtons de cire d'Espagne frappés d'un rayon

de soleil ; toute la cour en un mot était grave, silencieuse et attendait évidemment un signal du souverain.

Il ne tarda pas à être donné.

Un vigoureux : A vos chevaux ! partit de la poitrine du souverain que je n'aurais jamais cru capable d'un pareil effort.

Aussitôt, conseillers, fonctionnaires, courtisans, jeunes et vieux se précipitèrent sur des chaises que j'avais vu apporter sans trop comprendre pourquoi, et les enfourchèrent.

Au commandement : A droite, alignement, chacun soulevant sa chaise vint s'aligner sur deux rangs aux côtés du Prince.

— Au trot ! hurla celui-ci. Tous s'enlevèrent comme un seul homme ou comme un seul cheval et partirent en trotinant à travers l'immense salon.

Je faillis suffoquer du fou-rire qui me prit à la gorge ; heureusement que deux vieux conseillers s'accrochant par les pieds de leurs montures, vinrent rouler jusqu'à mes côtés ; j'eus le temps, pendant que je les relevais, de me soulager sans qu'ils s'en aperçussent ; ils étaient tout meurtris. — Brigadier, cria le Prince à un conseiller à cheveux blancs, faites porter les blessés à l'ambulance ; il sonna, et deux grands laquais vinrent et emportèrent les deux victimes.

Pendant ce temps, la manœuvre continuait ; le Prince avait retrouvé une ardeur toute juvénile ; placé à la tête de son escadron, il franchit avec bonheur deux ou trois marches qui séparaient le salon du jardin et se lança à fond de train à travers les gazons et les plates bandes. Tout le monde ne fut pas si heureux que lui, et plus d'un vint échouer à ce nouveau et étrange passage des Thermopyles. Quelles culbutes, mon Dieu, et que le métier des armes est dangereux ! au bout d'une demi-heure de manœuvres dans le jardin, personne n'avait plus forme humaine, le Prince comme les autres. Je ne riais plus, j'étais attristé, inquiet ; cette maison était une maison

de fous, à coup sûr. Mais quelle ne fut pas ma terreur quand le souverain, après avoir fait mettre tout son monde sur une ligne, m'invita à enfourcher une chaise qu'on venait d'apporter et à passer avec lui ses troupes en revue.... Mes cheveux se hérissèrent ! — Prince, lui dis-je d'une voix étranglée, les émotions que je viens d'éprouver à la vue des brillantes manœuvres que vous venez de commander avec une si grande habileté, mon admiration pour leur parfaite exécution, ont produit chez moi un tel saisissement que j'ai à peine le temps de vous remercier de l'honneur que vous m'avez fait, du plaisir sans pareil que vous m'avez procuré et de me retirer. Que votre Altesse daigne excuser la faiblesse de mon tempérament ; je m'inclinai profondément. — A une autre fois alors, me dit celui-ci en me tendant la main, et je m'enfuis pendant que cet enragé criait encore à tue-tête : Par escadrons, demi-tour à droite !

J'entends d'ici mes lecteurs dire, les uns : A beau mentir qui vient de loin ! les autres : Quelle abominable plaisanterie ! eh bien, je proteste que tout cela est de la plus scrupuleuse vérité et bien des gens à Dresde pourraient encore corroborer mon témoignage. Si je ne craignais de les fatiguer de mes vieilles anecdotes, j'en citerais bien d'autres : cette Altesse sérénissime par exemple qui voyageait constamment avec un matelas divisé en petits losanges qu'il fallait coudre et découper chaque fois qu'on s'en servait ; ce souverain qui au théâtre causait avec ses voisins d'en face, à haute voix, riait et plaisantait avec eux sans se préoccuper le moins du monde des spectateurs qui, du reste, acceptaient bénévolement ses insolences et ses incongruités. Et ce roitelet, petit de taille, mais long de pipe qui se promenait dans les rues de Francfort avec sa grande femme plus longue que lui et que sa pipe. Et cet autre qui, dans sa petite résidence, se plaisait à atteler ses

chevaux à la queue leu leu et encombrait ainsi deux ou trois rues à la fois ! Et ce casseur de vaisselle qui changeait les couverts en les jetant par la fenêtre dans les auberges qu'il daignait honorer de sa présence et de sa pratique ! Et cette grosse femme, souveraine aussi, ancienne maîtresse de Jérôme Bonaparte, toujours suivie de son gigantesque chasseur qui avait succédé à celui-ci, laquelle venait sans façon vous demander un verre d'eau-de-vie, de sa voix de rogomme ! Et *tutti quanti* ! Il faudrait refaire un autre almanach de Gotha pour énumérer tous ces petits potentats, classe dirigeante et digérante, dont la vie, les mœurs et les usages prêtent à rire ou à pleurer, suivant le point de vue auquel on les envisage.

Je me sentis de suite attiré par la vue de Dresde et du pays dont elle est la capitale. La promenade appelée — la Terrasse — à laquelle on parvient par un large et magnifique escalier, me rappelait Genève, bien qu'au lieu du lac, on n'eût que la vue de l'Elbe ; mais l'ensemble du paysage faisait illusion, et plus d'une fois, elle réveilla mes souvenirs d'enfance. J'aimais aussi la Suisse saxonne ; j'éprouvais pour cette sœur cadette de notre beau pays, un sentiment paternel. J'admirais ses traits juvéniles, la fraîcheur de son teint et ses grâces enfantines qui singeaient celles de sa grande sœur. Les allures des Anglais qui la visitaient, partout les mêmes, m'amusaient particulièrement ; armés de leurs longs bâtons terminés par une corne de chamois, ils gravissaient ces innocents monticules avec le sérieux et l'attention qu'ils mettent à franchir les Alpes et le Mont-Blanc, et ils n'eussent pas manqué de prendre des guides s'il s'en était trouvé dans la contrée. Au fond je n'étais pas fâché des hommages qu'ils rendaient à notre petite sœur cadette, cela prouvait combien ils avaient en haute estime la grande sœur aînée, notre majestueuse Suisse.

Les études de mes élèves marchaient à mon entière satis-



faction : je m'attachais particulièrement à faire de mon aîné un cavalier accompli ; je lui donnais les meilleurs maîtres de gymnastique, de manège, d'escrime ; parfaitement doué physiquement, il excellait dans tous ces exercices auxquels j'avais joint l'étude de la baïonnette qui développe l'adresse, le coup d'œil et tout le système musculaire.

Les distractions non plus ne manquaient pas ; nous dinions souvent chez leur oncle, prince d'une grande bonté et d'une simplicité toute patriarcale ; j'aimais personnellement à fréquenter cette maison où j'avais trouvé de véritables amis.

Les événements nous séparèrent depuis, mais nous restâmes en correspondance suivie, et bien des années après l'époque dont je parle, de grands malheurs vinrent fondre sur lui et nous réunirent jusqu'à sa mort. Il succomba jeune encore aux violents chagrins dont sa mauvaise destinée l'abreuva.

Mes élèves jouaient aussi très-souvent avec les enfants du prince Murski ; ce prince était un rare exemple de stoïcisme et de la puissance à laquelle peut parvenir la volonté humaine ; perclus de tous ses membres et torturé par des douleurs atroces qui parfois crispaient sa figure ; il était d'une amabilité sans pareille ; son esprit vigoureux et subtil, toujours dominé par sa volonté, le rendait un des plus brillants causeurs que j'aie connus, aussi était-il fort recherché et fort entouré. Je ne pouvais m'empêcher de le comparer à notre spirituel et jovial Scarron perclus comme lui, et comme lui, brillant par son esprit, la faconde de son imagination et l'entrain de sa conversation.

Ce fut à Dresde que je fis connaissance d'un grand personnage dont la famille eut de singulières destinées. Je veux parler du prince de Hohenzollern-Sigmaringen. J'avais été mis en relation avec le précepteur de ses enfants qui avait joué un rôle au Parlement et dans la presse militante de l'époque.



Ce jeune homme avait brisé sa carrière politique, séduit par les offres qu'était venu lui faire le Prince lui-même, dans le plus strict incognito. Ce ne fut qu'après avoir pris les engagements les plus sérieux qu'il connut le nom et le rang de ce personnage. Le prince de Hohenzollern était cousin du roi de Prusse auquel, prévoyant les événements, il céda ses Etats moyennant des avantages considérables ; il était aussi cousin, par la grande-duchesse de Bade, de celui qui fut l'Empereur des Français, Napoléon III.

Il avait plusieurs fils à peu près de l'âge de mes élèves ; l'un mourut les deux jambes emportées à la bataille de Sadowa ; un autre devint le souverain des provinces moldo-valaques ; l'aîné fut le prétexte de la terrible guerre franco-prussienne dont le monde entier ressent encore les sinistres effets. Il y avait aussi une jeune enfant aussi douce que gracieuse, la princesse Stéphanie qui devint reine de Portugal et mourut peu de mois après son mariage d'une angine couenneuse, perte sensible pour le Portugal dont elle eût été la providence tant son cœur était bon, noble, élevé.

Je fus présenté au prince de Hohenzollern d'une façon assez singulière, mais tout-à-fait dans les mœurs allemandes ; ce fut dans un café situé sur la magnifique terrasse dont j'ai parlé plus haut ; il était en compagnie de son premier ministre et d'un de ses aides-de-camp ; tous trois coiffés de casquettes allemandes, prenaient de la bière comme de simples mortels.

Le Prince fut d'une affabilité extrême, me présenta à ceux qui l'accompagnaient, et m'invita à dîner pour le lendemain. J'avoue que je me trouvais très-heureux de cette invitation, non pour l'honneur qui m'était fait, mais pour avoir le plaisir de me retrouver avec ce personnage, dont les façons simples, cordiales, l'esprit si rare chez ses pareils, m'avaient tout-à-

fait charmé. Le lendemain, à l'heure précise, je me présentai en grande tenue de gala ; je trouvai le Prince avec sa femme, tous deux riant à qui mieux mieux. Il me prit par la main et me présenta à la Princesse à laquelle j'adressai quelques mots qu'elle n'entendit pas, parce qu'elle était affligée d'une surdité assez grave ; ce n'est qu'au diner que je m'aperçus de cette infirmité.

Après ce cérémonial, le Prince reprit son bon rire que partagea la Princesse, et, s'adressant à moi : — Vous ne savez pas ce qui provoque ainsi notre gaité ? tenez, regardez par la fenêtre ; voyez-vous au fond de la place, à gauche, un magasin de tabac ? — Parfaitement. — Eh bien, figurez-vous qu'il y a quelques minutes, passant devant ce magasin, la fantaisie me prit d'y entrer pour acheter un cigare ; le marchand me reçut d'un ton assez bourru et me présenta diverses qualités dont l'aspect et l'odeur ne me convenaient pas. Je lui demandai s'il n'en avait pas de meilleurs ? Il me répondit en reclinant que sans doute il en avait de meilleurs, mais qu'ils étaient trop chers pour moi, qu'ils valaient — un franc pièce — et qu'il n'y avait que les Princes de la famille royale qui en fumassent... Sur mon humble demande de vouloir bien m'en céder un, il s'est mis à le rouler dans un morceau de papier, pensant probablement que je voulais le conserver comme échantillon ou comme objet de curiosité, et son ébahissement a été grand en me voyant le déplier soigneusement et l'allumer après avoir payé. Ce sont, en effet, d'excellents cigares et vous en jugerez après diner, car je viens d'envoyer mon chasseur en prendre dix mille s'il les a, ou tout au moins son reste ; les princes de la famille royale viendront fumer chez moi s'ils y tiennent et le Prince se remit à rire ; je ne pus m'empêcher de partager son hilarité tant je trouvais la situation du marchand de tabac comique ; une fourniture de dix mille

cigares à un homme qu'il avait jugé sur sa mine trop pauvre pour se payer ce régal ! Il est vrai que le Prince était très-simplement mis et coiffé de l'éternelle casquette, mais le bon homme était néanmoins un sot, et comme marchand, et comme physionomiste, car son chaland d'occasion avait un fort grand air.

Bientôt le chasseur reparut, annonçant que le marchand l'accompagnait et suppliait Son Altesse de daigner le recevoir. Le Prince n'eut garde de nous priver du dernier acte de la comédie ; il donna l'ordre de l'introduire. Non, de ma vie, je n'ai vu un degré d'aplatissement pareil ! Rien ne peut lui être comparé que la présentation des Siamois se trainant sur le ventre et sur les coudes jusqu'aux pieds du trône de Napoléon III et de sa famille ; l'attitude et les excuses de ce marchand étaient tellement écœurantes, que le Prince se hâta de mettre fin à cette humiliante scène en le congédiant, car il nous voyait tous pris du mal de mer. Heureusement qu'on annonça le dîner, le Prince me prit courtoisement le bras, la Princesse celui d'un vieux ministre, et les quelques commensaux de la maison suivaient avec les enfants, sauf la princesse Stéphanie qui donnait le bras à une dame d'honneur.

Le dîner fut très-gai ; le Prince veillait avec vigilance au bien être de ses convives, un simple coup d'œil suffisait pour rappeler les gens de service à leur devoir. Ce Prince intelligent avait aboli chez lui ce cérémonial, humiliant pour quelques convives, de faire servir chacun, non pas selon la place qu'il occupe à table, mais d'après le rang qu'il occupe dans le monde, comme je l'ai vu pratiquer à peu près partout. Il avait compris que du moment qu'il honorait quelqu'un en l'admettant à sa table, il devait être servi sur un pied d'égalité parfaite, à son tour et sans ces interruptions si offensantes,

en usage dans la plupart des maisons princières d'Allemagne et de Russie.

J'admirai beaucoup l'intéressante figure de la Princesse ; sa surdité répandait sur sa physionomie un voile de tristesse tempérée par un angélique sourire et par la douceur ineffable de son organe. Après le dîner, le Prince nous emmena dans son cabinet pour goûter ses fameux cigares ; ils étaient en effet exquis, et on les eût payés certainement le double en France, le pays aux monopoles et aux lourds impôts.

J'eus depuis occasion de voir très-souvent ce prince qui faisait une heureuse exception à la règle de ses pareils. Doué d'une figure distinguée, d'un esprit vif et pénétrant, d'une facilité de manières très-gracieuse pour ceux qui l'approchaient, il inspirait autant de sympathie que de respect ; ses connaissances étaient variées sans être approfondies, mais il avait une habileté étonnante pour s'assimiler le travail des autres auquel il donnait un cachet qui lui était propre.

Il ne tarda pas à se rendre dans ses domaines, ne laissant à Dresde avec leur précepteur que deux de ses fils, le second qui fut tué à Sadova comme je l'ai dit, et le cadet, aujourd'hui prince de Roumanie. Ce fut dans une des dernières conversations que j'eus avec ce personnage, que je m'enhardis à lui demander les motifs de la cession de ses Etats à la Prusse, mesure qui faisait déchoir lui et sa famille du rang de souverains.

Vous allez comprendre, me dit-il, les motifs qui m'ont fait prendre une résolution aussi grave que celle-là : Je n'ai pas accepté la situation sociale que la Providence m'a faite, sans en examiner attentivement les devoirs, les charges et les avantages.

J'ai bien vite compris que ce bien qu'elle m'avait octroyé dans un but impénétrable, elle pouvait aussi me le retirer

pour des raisons contraires, et que je n'étais, comme mes pareils, qu'un instrument inconscient entre ses mains, instrument dont elle se servait ou qu'elle rejetait au gré de sa volonté.

J'ai suivi attentivement les transformations qui s'opèrent dans les nations civilisées et, en particulier, celles de notre chère Allemagne, et j'ai vu clairement qu'elle marchait, avec lenteur il est vrai, mais avec fermeté et constance à une concentration plus homogène de toutes ses forces et de toutes ses ressources, à une unification qui finalement absorberait et ferait disparaître nos petites souverainetés déjà fort amoindries depuis les dernières guerres de l'Empire et qui, en s'agglomérant entr'elles ou en se fusionnant avec de plus importantes, en recevraient un plus grand développement intellectuel et matériel en même temps que des avantages sociaux et politiques considérables.

J'ai devancé de quelques années peut-être cette grande transformation, fatale, inévitable, qui, à mon avis, doit donner à la patrie allemande la grandeur, la puissance, la considération, en un mot la prépondérance à laquelle elle a droit par l'étendue et la situation topographique de son territoire, par ses institutions, ses connaissances, ses mœurs et son histoire. Enfin, et je l'avoue franchement, outre ces considérations générales, de plus intimes m'ont engagé à prendre une mesure que beaucoup ont blâmée, je ne l'ignore pas, mais parmi ceux-ci, quelques-uns regretteront de n'avoir pas pris la même initiative dans l'intérêt de leur famille et dans le leur propre.

Au lieu d'une puissance dérisoire, j'ai obtenu du roi de Prusse que les domaines de ma couronne devinssent un bien privé, particulier, dont je puis disposer comme bon me semble en faveur de mes héritiers; il m'a donné dans ses Etats une situation considérable en m'attribuant le titre d'Altesse royale

et les prérogatives d'un prince puiné de la maison royale, en m'appelant au commandement d'une des grandes divisions militaires et en me nommant président du Conseil d'Etat et du ministère. J'ai même, ajouta-t-il en souriant, conservé certaines prérogatives telles que de distribuer des décorations, des faveurs honorifiques, toutes choses à l'usage des sots et des intrigants, il est vrai, mais qui ne laissent pas de me donner une grande prépondérance. Je suis en un mot aujourd'hui un des plus riches et des plus influents particuliers d'Allemagne.

Sur l'observation que je lui fis, qu'il avait cédé une couronne contre des avantages matériels qui ne l'égalaient pas, il se prit à rire et me dit gaiement : — C'est vous, républicain, qui allez défendre les avantages d'une couronne ! je suis bien sûr que plus d'une fois, moi et mes pareils, vous nous avez traités de — principicules. — Et comme je rougissais, — ne vous en défendez pas, ajouta-t-il ; de telles souverainetés sont de grandes misères ; sans argent, sans soldats, sans puissance quelconque, pas même pour faire le bien, elles ne sont que ridicules et un obstacle aux progrès de la nation allemande. Puis, quittant le ton sérieux et solennel, le Prince me raconta en riant, qu'un jour à Paris, un huissier estropiant son nom de Sigmaringen, l'annonça d'une voix retentissante : — Le Prince des singes marins ! ce qui fit éclater de rire tous les invités.

Je quittai le Prince de Hohenzollern à demi satisfait de l'explication qu'il m'avait donnée sur ce fait si grave : de disposer de toute une population comme de sa chose, ce qui était peu édifiant, mais convaincu qu'il avait agi au mieux de ses intérêts et de ceux de sa famille ; les événements qui suivirent lui donnèrent raison à ce point de vue, et plus d'un portecouronne, comme il l'avait bien prédit, dut regretter, à l'avé-

nement de M. de Bismarck, de n'avoir pas imité son exemple et profité des avantages que celui-ci leur eût sûrement concédés alors pour s'éviter l'embarras de les évincer brutalement de leurs positions en quelque sorte légitimées par le temps, et d'agir envers eux d'une manière absolument révolutionnaire.

---



## CHAPITRE XX.

Après le départ de la famille Hohenzollern, son précepteur se trouva dans la même situation que moi : il jouissait comme moi de la plus absolue confiance et justement pour cela, redoublait de zèle et de dévouement pour la justifier. Né dans les provinces rhénanes si longtemps sous le régime français, il avait la vivacité, la gaieté, l'enjouement que les habitants de ces heureuses contrées ont conservés de leurs relations avec la France. Instruit comme un allemand, il n'avait conservé de sa nationalité qu'un grand amour des honneurs et des décorations, passion qu'il lui fut facile de satisfaire dans la suite ; quant à l'amour des princes qui fait partie du bagage de la plupart des allemands, son passage au Parlement l'avait fort amoindri chez lui, sinon détruit.

Les devoirs de ses élèves étaient réglés avec une ponctualité peut-être un peu trop prussienne, car il ne tenait nullement compte de la différence d'âge, de tempérament, d'aptitudes, et comme sous le régime prussien, était impitoyable pour les fautes commises ; quoique nous fussions absolument d'accord sur la plupart des choses concernant l'enseignement, j'avoue que j'étais en parfait dissentiment avec lui sur l'emploi de la schlague qu'il administrait trop souvent à ces pauvres enfants que leur caractère doux, patient, sans l'ombre de fiel, aurait dû préserver plus que tous autres de ces moyens violents, déshonorants pour le précepteur et l'élève. Je l'ai toujours soupçonné de suivre en cela l'ancienne méthode des jésuites qui donnèrent au monde des hommes célèbres par leur génie



ou leur profonde scélératesse. Comme la plupart de ses compatriotes, ce précepteur aimait l'ostentation ; il nous invitait souvent à diner, et je suis bien persuadé que notre société n'était pas le principal mobile de ces gracieusetés, mais bien le plaisir d'occuper toute la ville de ces galas. Voici comment il s'y prenait : au lieu de faire confectionner un modeste repas à la maison, ce qui lui était facile, il commandait au loin chez un restaurateur à la mode, un magnifique festin qu'apportaient triomphalement sur une civière deux portefaix ; mais il faut savoir qu'à cette époque, tous les employés officiels étaient vêtus des pieds à la tête en jaune serin ; rien de plus burlesque que ces convois de vivres, traversant toute la ville portés par ces serins, précédés d'un majordome à l'air important, tout aussi serin que les autres et portant une longue canne avec une grosse pomme d'argent comme celle de nos tambours-majors.

Pendant vingt-quatre heures, il n'était question à la ville que du festin des princes de Hohenzollern, ce qui eût peu flatté leur père s'il en avait eu connaissance.

C'était du reste un léger travers racheté par les plus éminentes qualités, et quoique je n'aie pas eu le plaisir de suivre jusqu'au bout la carrière de ce précepteur, je ne mets pas en doute que cette éducation ne se soit terminée à la grande satisfaction de la famille et à son grand honneur.

La haute position qu'occupaient les deux familles de nos élèves nous attirait plus de relations que nous n'en eussions désiré pour notre repos et l'accomplissement de notre œuvre.

Souvent ils se trouvaient en société avec des enfants que nous ne leur eussions pas proposés comme modèles, tranchons le mot, avec des enfants mal élevés ; il est vrai que ces rapports leur servaient de gymnastique morale, nous donnaient à nous autres prétexte à enseignement par des comparaisons

prises sur le vif et, comme à tout prendre, ils devaient un jour être en contact avec le monde et les innombrables éléments qui le composent, il n'était pas absolument mauvais qu'ils commençassent de bonne heure cet apprentissage de la vie et de ses errements bons ou mauvais. Ces relations extérieures produisaient chez eux le même effet que nos camaraderies du collège, sauf qu'elles étaient un peu moins variées.

J'ai parlé plus haut de cet aimable prince Murski qui n'avait conservé de vivant que son cœur et sa tête, avec lesquels il réussissait à faire le charme de la nombreuse société qui l'entourait. Ce prince avait un fils dont le précepteur était un abbé, venu des Provinces rhénanes, ami intime du précepteur des Hohenzollern qui me le présenta. Nous nous liâmes tous les trois assez étroitement, et il était peu de jours où nous ne passions plusieurs heures ensemble ; nos élèves jouaient dans un vaste jardin qui pouvait être facilement surveillé.

J'appuie sur cette dernière observation, parceque je suis convaincu qu'on doit exercer sur les enfants qui vous sont confiés la plus active surveillance, surtout quand ils sont en contact avec d'autres que vous connaissez peu ou point. Mais celle-ci ne doit pas peser sur eux comme un cauchemar ; il faut qu'ils la perçoivent sans la sentir et surtout qu'elle ne soit pas l'objet de criailleries incessantes, de gronderies offensantes devant le monde, et de récriminations qui tuent chez eux le respect.

Il faut agir avec ses élèves à peu près comme la Providence qui laisse toute liberté à ses enfants après les avoir prémunis contre les dangers et les fautes que leur nature faillible peut leur faire courir ou commettre.

C'était la première fois que je me trouvais en contact immédiat avec un homme de robe, et j'avoue que mon éducation

protestante, me mit tout d'abord en garde et en suspicion contre cet excellent homme. J'en fus pour mes frais de confiance que je ne tardai pas à — confesser — à ce digne abbé entre deux choppes de bière. Je ne sais pas s'il y en a beaucoup comme lui, mais si je ne l'avais vu plus tard dire la messe à l'église, je ne me fusse jamais douté dans nos relations intimes que c'était là un de ces prêtres qu'on m'avait appris à fuir et à redouter : d'une taille élevée et admirablement proportionnée, doué d'une belle figure que des yeux d'un noir velouté rendait des plus sympathiques, des cheveux de la même couleur et non tonsuré, une bouche à laquelle une rangée de dents blanches comme l'ivoire et un sourire gracieux donnaient un charme infini, faisaient de ce prêtre un des hommes les plus attrayants que j'aie connus. Quand je dis prêtre, c'est comme simple memento, car dans la vie sociale il n'en conservait pas trace ; vêtu comme tout le monde, buveur intrépide, répondant carrément aux œillades que sa belle physionomie lui attirait, aimant les exercices du corps jusqu'à la folie, le destin l'avait lancé dans les ordres par ironie et comme un défi à la chair ; il était bien plutôt né soldat que prêtre par son physique et par son moral. D'une gaieté folâtre et des plus communicatives, c'était le plus joyeux et le plus solide convive qu'un mondain eût pu accepter à sa table. Bourré de connaissances qu'il laissait échapper naturellement comme une source d'eau vive, il charmait et émerveillait par son érudition sans pédanterie, l'originalité de ses observations, la gaieté et le sel de ses réparties. C'était un bon compagnon, un bon camarade et ma foi.... un bon précepteur, ce qui étonnera après le tableau que je viens de faire de sa personne. On le comprendra facilement : les défauts de ses qualités échappaient nécessairement à l'observation d'un enfant qui ne pouvait en apprécier la valeur et ce qu'ils avaient de trop

mondain ; sa vaste érudition donnait à son enseignement le caractère le plus sérieux et le plus positif ; sa morale de prêtre mitigée par l'expérience du savant et de l'homme du monde était pleine de séductions et d'entraînements ; au fond elle ne pouvait faire courir de danger qu'à ceux qui n'appartenaient pas à sa foi et nullement aux catholiques du monde qu'elle préservait d'un excès de zèle.

Le précepteur des Hohenzollern qui était de la même religion conservait à son égard, malgré la grande familiarité qui exista bientôt entre nous, une certaine déférence inexplicable par l'âge, la position sociale, le savoir en tout pareils, déférence qu'il me fallut bien attribuer au caractère sacerdotal dont notre ami était revêtu, cachet indélébile que la vie en commun si mondaine qu'elle fût, ne pouvait détruire.

La mère de son élève, extrêmement pieuse, sans être dévote, colorait cette légère teinte de mysticisme par sa charité, la douceur de son caractère, la bonté de son cœur et le charme infini d'une belle âme. Jeune encore, elle avait accepté avec courage et résignation l'épreuve que la Providence lui avait envoyée dans la personne de son mari, dont les cruelles infirmités ne trouvaient chez elle que patience, douceur et résignation.

Cette digne femme admirait naïvement les hautes qualités du précepteur de ses enfants, et, qui lui eût dit que ce cher abbé n'était rien moins qu'un saint, eût trouvé chez elle la plus complète incrédulité et eût à coup sûr perdu à tout jamais ses bonnes grâces. Aussi l'abbé profitait largement des bonnes dispositions qu'on avait à son égard, disposait en maître de la maison et festoyait Bacchus, Comus et la Folie avec une ardeur peu édifiante. Parfois le bruit de ses réceptions joyeuses parvenait jusqu'à elle ; l'excellente femme se contentait de sourire et de se réjouir de ce que ce — cher — abbé voulait

ne prendre quelques instants de repos et de distraction. J'ai toujours vu les hommes revêtus de dignités ecclésiastiques, à quel culte qu'ils appartenissent, jouir de ces immunités et inspirer, quelle que fût leur conduite, une vénération dont quelques-uns étaient bien peu dignes par leurs mœurs, leurs principes et les actes passablement dissolus de leur vie.

L'abbé avait pourtant un point noir dans sa plantureuse existence, à laquelle ne faisaient point ombre les quelques observations que nous lui adressions de loin en loin sur la manière toute cavalière dont il traitait son caractère de prêtre et de précepteur : Ce point noir, c'était un M. Colas, du midi de la France, ancien précepteur, pour le moment sans emploi, protestant enragé, prètrophobe à rendre des points à Voltaire lui-même. Voici comment il s'était introduit dans notre petit cercle : à la suite de grandes manœuvres exécutées par l'armée saxonne, un parc d'artillerie s'était précipité sur la principale place de Dresde, devant lui fuyait une malheureuse femme affolée par la peur d'être écrasée ; M. Colas présent à cette scène, vit d'un coup d'œil le danger qu'elle courait, et se précipitant à son secours, il arriva à temps pour l'empêcher d'être foulée aux pieds des chevaux et la faire se réfugier dans une église qui se trouvait là heureusement. C'était la Princesse Murski qui se rendait justement à pied dans cette église selon son habitude quotidienne.

La Princesse, naturellement encore toute émue, pria Colas, qui du reste était un garçon de très-bon ton et d'excellentes manières, de vouloir bien la reconduire à la maison.

En arrivant, la première personne qu'ils rencontrèrent, fut justement l'abbé, auquel la Princesse le présenta comme son sauveur. Il profita de l'invitation qui lui fut faite de renouveler sa visite et devint finalement un des commensaux assidus

du Prince auquel il avait plu par sa bonne grâce et l'excentricité de ses théories.

Cet original de Colas nous amusait fort, quand il nous racontait avec sa fougue méridionale, que lui seul avait un véritable système d'éducation, que lui seul avait produit un génie incomparable qui étonnerait un jour le monde entier par ses brillantes conceptions, et il ajoutait avec une conviction profonde : que tous les précepteurs depuis celui d'Alexandre-le-Grand jusqu'à celui du Prince royal, n'étaient qu'une suite d'ânes bâtés qui méritaient au plus les étrivières. Quand il nous voyait nous pâmer de rire à la vue de la pantomime qui accompagnait ses paroles, sa *furia* prenait des proportions inquiétantes : — Riez, riez, Messieurs, brayez même si vous voulez, hurlait-il, avec cette expression que les méridionaux possèdent seuls, mais je vous mets au défi de me citer un seul homme, prince ou bourgeois, qui soit sorti de vos mains avec des idées justes sur les destinées de l'humanité, sur les devoirs de l'homme vis-à-vis son semblable, sur le grand architecte du monde (il n'appelait jamais Dieu autrement), sur la simple morale, sur la matière dont nous sommes pétris, sur le mouvement des sociétés, sur la connaissance même du juste et de l'injuste, du bon et du mauvais, du beau et du laid. Citez-moi un homme vraiment remarquable que vous ayez fait, vous, éleveurs d'hommes ! Oui, il est sorti de vos mains des tueurs d'hommes que vous avez glorifiés parceque vous en aviez peur, des légistes qui ont si bien embrouillé les lois naturelles, primordiales, qu'il est impossible de s'y reconnaître et que l'une contredit l'autre ; des savants auprès desquels les devins et les astrologues étaient des sages, des artistes qui ont barbouillé les murs de nos basiliques et de nos salons, des musiciens qui nous crèvent le tympan de leurs savantes cacophonies, des sculpteurs qui n'ont pas même su refaire des bras à la Vénus

de Milo, des prêtres enfin qui mangent eux-mêmes tous les jours leur bon Dieu, et font croupir les peuples dans la plus cruelle ignorance, quand ils ne les précipitent pas armés les uns contre les autres pour la plus grande gloire de leur Dieu ! Allez, disait-il en terminant sa longue tirade de la manière la plus burlesque ; allez, je vous le répète, vous êtes tous des âmes bêtés. Hi â, hi â, hi â !

Je laisse à penser si nous riions de bon cœur ; le prince Murski en oubliait ses cruelles souffrances ; la princesse, tout en riant, se signait par dessous la nappe à certains passages ; l'abbé avalait d'un trait un plein verre de vin, en contemplant de ses grands yeux noirs ce brave Colas qui, lui, s'essuyait le front et reprenait philosophiquement sa cuisse de poulet à demi-rongée.

Tous les efforts que nous fîmes pour connaître son système et le nom de son élève furent inutiles. Ils se contentait de nous répondre : « Quand vous entendrez parler de celui-ci, et les temps sont proches, je vous ferai connaître l'autre.

Je n'ai jamais entendu parler de ce prodige — à moins que ce ne soit M. de Bismarck, le seul homme de cette époque qui soit sorti de la foule — par conséquent, je me trouve dans l'impossibilité de communiquer à mes chers collègues le système de Colas qui est mort, il y a quelques années, emportant son secret dans la tombe. Tout ce que j'ai pu apprendre sur l'existence de cet original, et cela par des amis qui habitent la Silésie, c'est qu'il avait vécu plusieurs années dans cette province prussienne, non loin d'un village appelé Heinersdorf ; que là, vêtu d'un long cafetan, sa barbe poussant jusqu'à la poitrine, il passait ses journées à cultiver son jardin. De temps en temps retiré dans un vaste grenier rempli de livres éparpillés sur le plancher ou s'élevant en pyramides jusqu'au plafond, il y passait des journées et même des nuits entières à un



travail dont jamais personne n'eut le secret. Avec lui habitait un jeune homme à moitié sauvage, absolument abandonné à lui-même, qui allait, venait, chassait, pêchait, montait à cheval sans selle, grimpait sur les arbres pour dénicher des oiseaux et se livrait à tous les exercices du corps avec l'ardeur de son âge ; ce jeune homme était vêtu plus que simplement, avait une figure d'une rare intelligence et s'était montré humain et intrépide dans plus d'une occasion ; à un incendie, par exemple, où il avait sauvé des flammes une pauvre vieille femme qui allait périr ; il l'avait chargée sur ses épaules et emportée avec une aisance bien au-dessus de son âge ; une autrefois, en saisissant par les cornes un taureau qui allait éventrer un malheureux paysan, et cent autres cas semblables qui lui valurent dans la contrée une réputation de force et d'adresse qui inspirait à tous le respect et l'admiration. Les dernières années de son séjour, on le vit moins fréquemment dehors ; plusieurs fois on l'aperçut, un livre à la main, juché sur le toit à côté de la lucarne du grenier où travaillait son tuteur — comme on appelait son précepteur dans le pays. Un beau jour tous deux disparurent, sans qu'on sût ce qu'ils étaient devenus ; leur départ fut aussi mystérieux que leur arrivée.

Le système de Colas était peut-être tout simplement d'abandonner son élève à ses goûts et à ses instincts, sans se préoccuper en aucune façon de lui. Il était bien capable d'avoir choisi une méthode aussi commode.

J'eus à cette époque le plaisir de revoir une jeune institutrice dont j'avais fait la connaissance à Berlin ; son élève était la fille d'un général russe, représentant militaire dans cette capitale. Julietta était une grande belle fille, aux cheveux noirs, aux yeux bleus, savante comme un professeur d'Université allemande, grande musicienne, parlant toutes les lan-



gues d'Europe, enjouée et spirituelle comme une Française, en un mot, une femme accomplie.

Les grâces de sa personne et le charme de sa conversation lui avaient conquis une place exceptionnelle dans le monde où elle était personnellement invitée. En grande faveur dans la famille de son élève, la femme du général la présentait partout comme sa meilleure amie.

Je la vis pour la première fois à l'occasion d'une visite que mes élèves rendirent au général qui était un ami de leur père et dans laquelle je les accompagnais comme à l'ordinaire ; depuis, nous nous rencontrâmes souvent aux bals de la cour où elle conduisait son élève ainsi que moi ; c'est à une de ces soirées, chez le prince de Prusse qu'elle me fit le plaisir de me présenter à la Sontag, devenue comtesse de Rossi ; la Sontag n'avait rien perdu de la pureté de sa voix ; elle se faisait rarement entendre et produisait les mêmes enivrements que dans les temps passés ; les quelques années qui s'étaient approchées d'elle n'avaient fait que l'effleurer ; toute sa personne comme sa voix, avait conservé cette fraîcheur et cette grâce qui lui avaient valu de si prodigieux succès.

Le beau talent musical de M<sup>lle</sup> Julietta lui avait conquis l'amitié de la grande cantatrice. Puisque nous faisons une excursion rétrospective et artistique à Berlin, je dirai que j'eus le bonheur, à cette même époque, d'entendre l'Alboni, cette cascade de perles et de pierres précieuses qui a conservé, après de longues années la suavité de sa voix, alors dans tout l'éclat de la jeunesse et de la pureté, don des dieux, perfectionné encore par le travail et l'étude. Julietta qui faisait partie de ce groupe d'êtres qui semblent avoir été pris plus particulièrement sous la protection de la Providence, épousa quelques années plus tard un seigneur grec, riche et distingué ; rien

d'étonnant; elle connaissait le grec ancien comme un helléniste et parlait le moderne comme sa propre langue.

Son caractère, aussi aimable que ses connaissances étaient étendues, toujours calme et uni comme l'eau d'un lac, était pourtant parfois troublé à la vue de celles qu'elle appelait ses collègues qui manquaient de tenue et de dignité dans le monde. Celles-ci avaient, en effet, la malencontreuse habitude de s'aligner le long des tapisseries du salon comme eussent pu le faire les gardes-du-corps, au lieu de se mêler aux groupes et de prendre part au plaisir de la danse, ce que personne n'eût trouvé mauvais. Ce signe de domesticité froissait Julietta jusqu'au fond de l'âme et, plus d'une fois, j'ai vu des larmes de dépit briller comme des diamants au bout de ses longs cils noirs. Encore une fois, les instituteurs et les institutrices doivent bien se pénétrer, que partout où ils accompagnent leurs élèves, ils représentent le père et la mère, la plus haute mission qui puisse être confiée à une personne quelconque; ce sont des espèces d'ambassadeurs qu'on ne peut et ne doit offenser pour quelle raison que ce soit, sans offenser le père et la mère; en outre, le monde des grands est toujours assez disposé à ravalier le monde des petits, sans que ceux-ci prennent l'avance et se dégradent volontairement. Je n'ai jamais vu un gouverneur ou une gouvernante sachant tenir sa place et défendre sa dignité, qui se soit trouvé compromis par une atteinte à ses prérogatives ou à sa personne, tandis que j'ai vu souvent le contraire, des instituteurs et des institutrices bafoués, ridiculisés, parce qu'eux-mêmes avaient manqué de savoir-vivre, d'expérience ou de tact, n'avaient pas su, en un mot se faire respecter. Il ne faudrait pourtant pas exagérer ce sentiment jusqu'à la raideur et au pédantisme, et ne pas savoir accepter une plaisanterie le plus souvent fort innocente; cela serait absolument ridicule; c'est une simple affaire de tact, de

scerner ces nuances du monde dans lequel on est appelé à passer plusieurs années de sa vie.

J'ai connu en Bavière un Français placé dans une excellente famille où il n'avait pas su se faire une position convenable, et qui faisait assaut avec elle de mauvais procédés, sans que ni les uns ni les autres voulussent rompre en visière les premiers. La famille s'arrangeait, par exemple, dans ses excursions, pour qu'il n'y eût pas un cheval, pas une place sur les voitures pour le précepteur, naturellement on ne s'en apercevait qu'au moment du départ et le précepteur se trouvait seul et profondément humilié. Ce fait s'était présenté souvent, sans que celui-ci en eût témoigné la moindre irritation, mais quel fut l'étonnement et la rage de ces gens, quand un jour l'offense s'étant renouvelée, il virent arriver au grand trot un équipage d'une nouvelle espèce qui les suivit pas à pas partout où ils se rendirent. C'était une sorte de tombereau dans lequel se carrait mollement étendu sur des coussins notre facétieux précepteur. Le tombereau était traîné par quatre rigoureux chiens parfaitement dressés. Tous les habitants couraient en foule pour voir cet étrange spectacle, en poussant des cris et des huées; on eut beau presser l'allure des chevaux, nos quatre molosses ne perdirent pas un pouce de terrain. Les pierres, les trognons de choux pleuvaient principalement sur les beaux équipages, et bon gré malgré, il fallut revenir à la maison sous cette grêle de projectiles. Notre homme fit un signe à ses chiens qui partirent comme un trait, en avant, et il arriva à temps pour offrir galamment la main aux dames. Plus d'une, m'a-t-il affirmé, la lui serra avec sympathie; c'est possible, le sexe est plein de commisération et surtout de malice. Mais n'oublions pas qu'il était Français.

## CHAPITRE XXI

Pendant que nous vivions paisiblement à Dresde, suivant le cours de nos travaux, la réaction faisait son œuvre dans les pays où avait éclaté la Révolution : en Allemagne aussi bien qu'en France. Partout elle se montra implacable, inhumaine et donna par ses excès la mesure de la peur qu'avait inspirée ce soulèvement des peuples. En dehors de ce grand mouvement politique par ma position sociale, je n'en suivais pas moins toutes les phases avec un puissant intérêt. Mes sympathies étaient pour la Révolution, mais ma raison et l'expérience me disaient que certains peuples n'étaient pas mûrs pour cette grande évolution qui devait les affranchir un jour et les mettre en possession de leurs droits.

Je craignais que ce mouvement d'enthousiasme s'il venait à échouer, ne reculât pour de longues années l'heure de l'émancipation. Ces idées peut-être exagérées m'étaient inspirées par un échec qu'avait subi mon amour pour la liberté, les premières années de mon séjour en Russie. Voici à quelle occasion : Dans une de ces longues soirées d'hiver où la conversation devient d'autant plus intime qu'on est éloigné de tous rapports sociaux, j'avais confié au prince de Steinberg la tristesse que m'inspirait l'état d'asservissement dans lequel vivait le peuple de son pays. Le spectacle de ces malheureux se jetant à genoux dans les chemins où nous passions et cherchant à baiser le pan de nos redingotes, m'avait profondément navré. Ceci n'était qu'un des mille signes de cet état de dégradation dans lequel un pouvoir

absolu et un régime abrutissant avaient réduit ce malheureux peuple, sans droit, sans liberté, sans existence civile, pour ainsi dire, sans patrie, livré au despotisme de tyranneaux et d'intendants rapaces, presque aussi ignorants que lui, et qui n'avaient, pour toute supériorité, que le droit de la force brutale. J'invoquai aussi ce droit bestial en faveur des victimes, affirmant qu'elles étaient autorisées à s'en servir à leur tour contre des maîtres impitoyables qui leur refusaient tout, jusqu'à l'instruction, ce pain des peuples, aussi nécessaire et non moins précieux que le pain quotidien qui les alimente.

Le prince m'écoutait en silence, et plongé dans une profonde rêverie qui me faisait craindre de n'être pas compris ou même d'avoir été trop loin, quoique je connusse de longue date son esprit libéral et ses sentiments d'humanité.

Quand j'eus fini ma longue tirade en faveur de l'émancipation des serfs, le prince me tendit la main en me disant : — Vos aspirations sont généreuses, vos idées sont justes, mais prématurées et irréalisables avant un siècle. Malheureusement ce peuple a été réduit à un état de servitude tel qu'il faudra de longues années et des hommes d'un bien grand caractère et d'un bien grand dévouement pour faire pénétrer dans les cœurs et dans les esprits un rayon de lumière qui puisse éclairer les premiers pas de la Liberté dans ces horribles ténèbres. Ces temps-là viendront, j'en suis convaincu tout comme vous, mais celui qui oserait le premier toucher avec la hache cet édifice vermoulu et essayer de le démolir avant d'avoir étayé ses parties les plus menaçantes, serait inévitablement écrasé sous ses décombres sans aucun profit pour les autres. Vous n'êtes pas le seul, ni le premier qui ayez pensé à cette grande œuvre et cherché les moyens de l'accomplir ; nous n'avons pas fréquenté les pays où vous êtes nés et admiré vos institutions, sans faire de tristes retours sur l'état

civil et moral de nos peuples, mais nous avons reconnu, et croyez-moi ce n'est pas par égoïsme, qu'un affranchissement général et instantané n'était pas encore possible sans amener un grand cataclysme. Nous avons préparé et nous préparons tous les jours les voies à cette émancipation ; nos enfants que vous devez élever dans ces sentiments, exécuteront cette œuvre humanitaire que nous leur léguons comme un devoir sacré.

Comme je lui citais certains villages protestants qui me semblaient remplir les conditions voulues d'affranchissement et de liberté : — Vous êtes dans l'erreur, me dit-il, ces hommes n'ont encore qu'une première couche de civilisation qui trompe vos yeux et votre perspicacité ; mais cette couche doit pénétrer tout le corps et être suivie de bien d'autres, avant qu'on puisse les soumettre à la grande épreuve que vous proposez. — Et comme j'insistais, dans mon amour de liberté : — Tenez, me dit le prince, je veux vous faire un grand plaisir et vous donner, je le crains, une sévère leçon en même temps ; choisissez parmi les villages qui m'appartiennent, les deux qui vous paraîtront les plus propres à servir d'exemple aux autres, et je les affranchirai complètement. Je le remerciai avec effusion, et quelque temps après, deux des plus beaux villages du prince étaient libres!... A peine trois mois s'étaient-ils écoulés que le plus grand désordre s'était mis parmi eux et qu'ils venaient tumultueusement réclamer du prince qu'il les réintégrât dans ses domaines!... Et pourtant, il ne s'écoula pas de longues années jusqu'au jour où ce grand acte d'émancipation pût être accompli par l'Empereur Alexandre, dont mon élève aîné est un des conseillers et des amis les plus sincères et les plus dévoués.

Je me trouve aujourd'hui heureux et honoré d'avoir été un de ceux qui les premiers ont élevé la voix en faveur de ce peuple auquel la Providence réserve, sans aucun doute, les plus

brillantes destinées, car si elle l'a fortement éprouvé, elle lui a donné en revanche la jeunesse, la force et l'intelligence.

Sur ces entrefaites, je reçus une lettre du prince qui m'invitait à me rendre à Francfort où il devait se trouver seul, ayant laissé toute sa famille à Paris. Comme à l'ordinaire, nos préparatifs furent bientôt faits, et, trois jours après, nous descendions à l'hôtel de Russie où il nous attendait.

À la vue de ses traits profondément altérés, j'éprouvai un véritable saisissement, et la manière dont il me serra sur son cœur, m'arracha presque des larmes. Qu'on ne s'étonne pas de ces formes amicales et presque patriarcales ; elles étaient en usage dans la plupart de ces nobles familles où le secrétaire des commandements, le précepteur et les principaux fonctionnaires étaient traités comme des amis, comme des membres de la famille ; cela existait aussi chez les nobles familles de France, avant la première révolution, et ces formes si honorables pour ceux qui en étaient l'objet, n'ont pas peu contribué à ces dévouements sublimes qui ont surgi dans cette grande débâcle de la noblesse.

Le prince avait amené avec lui mon ami Merrigny que je n'avais pas vu depuis longtemps et qui me parut aussi triste que son patron. Je l'interrogeai à diverses reprises pour connaître les motifs de cet air sombre répandu sur leurs figures ; mais il fut muet comme une tombe, et je cessai mes questions pour ne pas le mettre dans l'embarras ou l'offenser. Je ne laissai pas pourtant d'être fort inquiet moi-même ; nous avions l'habitude, quand nous nous rencontrions, mon ami et moi, de fêter joyeusement notre réunion ; cette fois, il n'en fut rien, et je dus me mettre au diapason de l'humeur de Merrigny, et me contenter de fumer tranquillement nos longues pipes allemandes, lâchant quelques mots par ci par là entre deux bouffées de fumée, ce qui ne tarda pas à m'impatisser.



J'allai pour me distraire faire quelques visites à d'anciens amis, entr'autres au Consul de Belgique, l'homme le plus bienveillant de la terre, qui cachait sous des formes aussi simples qu'aimables, une vaste érudition, une profonde philosophie et une connaissance exacte du cœur humain. D'une de ces anciennes familles patriciennes de Francfort, si fières de leur origine, il réunissait chez lui tout ce que cette ville renfermait de notabilités. Mais c'était surtout celles de l'esprit, du savoir ou de l'intelligence qu'il recherchait, et ses soirées pour ce qu'offraient un grand charme.

C'était pour moi un honneur et un plaisir d'être admis dans ce cénacle, aussi je m'y glissais le plus souvent que je pouvais heureux d'entendre, d'apprendre et de puiser à pleines mains à la source de toutes les connaissances.

Ce monde si grave, ne laissait pas d'avoir parfois son côté plaisant ; je me rappelle avoir vu bien souvent un certain docteur bourré de sciences, un vrai cerveau encyclopédique, qui s'était laissé entraîner à une réelle aberration d'esprit ; il était devenu panthéiste à la façon des anciens Egyptiens, avait en conséquence élevé un autel à son chien, affreux barbet toujours crotté, auquel il rendait un culte. Ce chien, très-intelligent du reste, semblait avoir compris sa divinité, du moins le pouvoir occulte qu'il exerçait sur son maître et se livrait vis-à-vis de lui à toutes les excentricités qui lui passaient par la tête ; il vidait ses poches et son garde-manger, s'asseyait sans façon à sa table où il prenait les meilleurs morceaux, couché sur son paletot ou sur son chapeau, il ne se dérangeait pas, quand son maître ou plutôt son adorateur devait sortir, et l'obligeait ainsi à braver la rigueur du froid sans vêtement et sans coiffure ; si celui-ci n'avait eu soin de nettoyer au fur et à mesure les ordures que faisait le dieu dans son temple, il n'eût pas tardé à ressembler aux écuries d'Augias.



Le chien se permettait mille autres choses encore que je ne monte pas, pour l'honneur de l'espèce humaine.

Le cher docteur était-il fou ? Oui et non ; si on examinait ses manies froidement et superficiellement, il était fou à lier ; mais si on l'entendait développer ses théories dont l'application était qu'une sorte de parabole, sa maladie vous gagnait fatalement et on finissait par lui donner un brevet de sagesse.... avec une marotte.

Pour tout ce qui était en dehors de sa monomanie, c'était comme je l'ai dit un savant distingué, un profond philosophe, un homme doué d'une érudition capable d'entraîner les masses et ne l'avait appliquée à des utopies que le monde dans son bon sens ne peut accepter.

Cet homme s'était jadis voué à l'instruction et avait commencé l'éducation d'un jeune Suédois ; heureusement que les parents de son élève s'étaient aperçus à temps du danger que courait leur enfant, et l'avaient doucement éconduit. Il regretta toute sa vie de n'avoir pu former un élève — qui aurait étonné le monde, — disait-il ; je le crois sans peine : les veaux à deux têtes, les poulets à quatre pattes et les vaches à six ne l'en étonnent pas moins.

Les hommes qui ont ainsi une partie de leur cerveau détraquée, tout en laissant les autres parfaitement saines, sont moins rares qu'on ne pourrait se l'imaginer ; c'est ce qui produit ces étranges anomalies qui viennent surprendre le monde dans ces hommes d'un esprit supérieur, et qui a donné lieu à ce singulier dicton populaire : — Que les hommes de génie sont des fous. Chez certains d'entr'eux, cette folie est douce, anodine et produit des utopies humanitaires irréalisables au point de vue pratique ; chez certains autres, elle est emportée, furieuse et enfante ces crimes qui jettent la stupéfaction dans l'âme, ou ces actions héroïques qu'on eût cru à jamais irréali-

sables, tant elles sont au-dessus du courage et des forces humaines.

Notre amphitryon lui-même, ce sage à tous crins, n'était pas exempt plus que les autres de petites manies : ainsi il aimait à rester tard au lit et à lire pendant ces grasses matinées, ce qui est fort compréhensible ; mais ce qui ne l'est plus, c'est qu'il ne pouvait lire dans son lit sans avoir sur son estomac une énorme pile de livres — ici je pourrais faire comme tant d'esprits grincieux, et citer pour leur lourdeur nombre d'auteurs qui me déplaisent ou dont je suis jaloux — mais je n'en ferai rien par amour de la vérité, car il les choisissait au poids matériel, sans s'embarrasser des titres ou des auteurs ; c'était presque toujours des dictionnaires et des volumes de l'encyclopédie ; qu'ils lui soient légers ! Une fois je lui demandai l'explication de cette bizarrerie, il me répondit en riant que l'estomac était l'ennemi du cerveau, que la compression de l'un dilatait l'autre, tout en supprimant ses préoccupations ; je ris avec lui de cette nouvelle théorie sur la matière et l'esprit, il ajouta deux énormes in-folio à sa pile, comme dernier argument, et nous n'en parlâmes plus.

La tristesse du Prince loin de diminuer ne faisait que prendre de plus larges proportions. Lui, si gai autrefois, laissait maintenant à peine errer un sourire sur ses lèvres presque constamment comprimées. J'étais profondément affecté de cette sourde douleur, car il avait été toujours plein de bonté et d'égards pour moi, me traitant comme un véritable ami.

Enfin dans un jour d'expansion, où son profond chagrin débordait, il m'ouvrit son cœur et je pus sonder l'abîme où il allait fatalement tomber : Sa femme, entraînée par les conseils les plus perfides et les plus intéressés, échappait à sa direction et à sa tendre sollicitude, elle était à la veille d'abjurer sa

religion, ce qui pouvait avoir les conséquences les plus funestes pour son repos, pour celui de la famille, et compromettre leurs intérêts les plus chers, sinon leur sécurité.

L'Empereur Nicolas ne plaisantait pas en effet sur ces matières ; une fois l'acte accompli, il ne l'ignorerait pas et pouvait d'un jour à l'autre, saisir les biens des coupables et les envoyer en Sibérie, réfléchir aux conséquences et aux dangers qu'entraîne le mépris des volontés autocratiques du maître.

Je ne m'étais pas trompé ; l'initiateur ou plutôt l'émissaire chargé de tendre les premiers fils de cette infernale trame, était bien cet indigne missionnaire écossais, auquel le Prince avait accordé, pour son malheur, une si large et si cordiale hospitalité.

L'œuvre entreprise en Russie avait fait à Paris des progrès immenses, grâce à l'initiative d'un évêque, célèbre par son esprit d'intrigue, l'habileté de ses conceptions, l'ardeur avec laquelle il poursuivait le but qu'il s'était proposé d'atteindre, son peu de scrupules sur les moyens à employer pour arriver à ses fins et une ambition démesurée, hypocritement dissimulée sous les dehors d'une fausse modestie et d'un prétendu désintéressement, des choses de ce monde, parfaitement joué.

La lutte du Prince, homme bon, juste, droit, contre cet astucieux prélat rusé, hypocrite, implacable dans ses haines, insatiable dans ses appétits et doué en outre de l'esprit le plus fertile en combinaisons savantes et occultes, était tout à fait impossible. Telle fut du moins mon opinion au premier abord ; tôt ou tard il devait succomber.

Je ne l'encourageai pas moins à continuer la résistance, quoiqu'il me parût être à bout de ses forces et de ses ressources intellectuelles. Pendant plusieurs années, il avait lutté énergiquement, mais en secret, de crainte d'éveiller

l'attention publique, surtout celle de l'autocrate russe, et de précipiter lui-même la catastrophe.

Bien entendu que dans cette conversation où l'amertume de son cœur débordait à chaque parole, il ne fut pas question de récriminations, à quoi bon ? Le Prince ne pouvait ignorer qu'il avait commis une faute immense, capitale, en admettant au sein de sa famille une personne qu'il ne connaissait absolument pas, faute que son dédain pour les observations qui lui étaient faites par des gens désintéressés avait considérablement aggravée, sinon rendue irrémédiable.

Le mal était fait, la cause en était connue, le but de cette abominable intrigue était clair comme la lumière du soleil ; il n'y avait plus qu'à agir énergiquement pour le réparer, ou du moins en atténuer les désastreux effets. — Je n'ai pas encore pris de décision, me dit le Prince, parce que j'ai à m'occuper à la fois de toutes les ramifications de cette ténébreuse affaire et à sauvegarder mes intérêts matériels et moraux ; dans quelques jours, je prendrai probablement l'initiative d'une résistance à toute outrance.

Je ne pouvais lui dire que je comptais peu sur l'énergie de son caractère, dont le fond était la placidité, mouchetée par ci par là d'emportements qu'il prenait pour de l'énergie et qui duraient ce que durèrent les feux de paille. Beaucoup de pétilllements, une lumière vive, intense... puis les ténèbres ; pas même de cendres qui puissent raviver la flamme.

Pour moi, je le répète, sa cause était irrévocablement perdue, il avait à faire à partie trop forte ! Le fameux prélat n'était lui-même qu'une épée tranchante dont la garde était à Rome entre les mains d'un pouvoir ostensible et d'un pouvoir occulte : le Saint-Père et la célèbre compagnie de Jésus à laquelle il appartenait malgré son titre qu'elle l'avait autorisé

à accepter, comme je le sus plus tard, dans des vues ultérieures et mystérieuses.

En quittant le prince de Steinberg, j'allai trouver mon ami Merrigny auquel je fis part de notre conversation, sachant bien que par sa position et la confiance qu'il avait inspirée au Prince, il devait être au courant de la situation. Merrigny m'avoua qu'il avait eu beaucoup de peine à garder le silence à mon égard, sachant que j'étais digne de partager la confiance du Prince, mais qu'autant par discrétion que par amitié pour moi, il avait voulu m'éviter les ennuis et les dangers de ce conflit ; il me donna alors tous les détails dans lesquels n'avait pu entrer le Prince, le nom des personnes employées dans cette machination qui avait les ramifications les plus étendues et dans laquelle les personnages les plus considérables jouaient leurs rôles comme les plus infimes serviteurs, subornés pour les besoins de la cause.

Comme je m'étonnais de tant de moyens employés pour atteindre un but dont je n'appréciais pas toute l'importance : — L'explication en est bien simple, me dit Merrigny, le Prince possède une fortune si considérable, que si un jour elle était gérée par des mains habiles et intéressées, elle pourrait aller de pair avec celle des plus puissants de la terre. Sois tranquille, en certain lieu, on la connaît mieux que nous, parce qu'on en a supputé toutes les ressources, et l'habileté, la ténacité, l'ardeur qu'on a mises à enlacer le Prince et sa famille dans cet immense et solide filet, est la preuve la plus convaincante de l'importance de cette fortune souveraine. Ceux qui cherchent à perpétrer cette spoliation sont aussi adroits que persévérants ; servis par des affidés dévoués jusqu'à la mort, ils ne se trompent jamais... Je suis de ton avis, ajouta-t-il après quelques minutes de réflexion, le Prince

succombera; quant à nous autres, ses fidèles serviteurs et amis, nous serons brisés comme verre.

Ces réflexions n'étaient pas couleur de rose, et loin de diminuer mes appréhensions, elles ne faisaient que les augmenter; j'allais me trouver dans une position absolument fausse : j'avais une égale affection pour le père et la mère de mes élèves et mon respect pour tous deux était profond et bien motivé par la dignité de leur conduite et l'élévation de leurs sentiments. Je jouissais chez tous deux d'une égale confiance et je ne mettais pas en doute qu'à la première entrevue, la Princesse ne me confiât ses aspirations, ses vues et ses espérances. Si je ne les approuvais pas, — et j'étais bien décidé à dire toute ma pensée, — son caractère impressionnable, comme l'est une sensitive, et l'exagération de ses nouvelles convictions, l'entraîneraient sûrement à me considérer comme un nouvel adversaire, et à méconnaître ma bien réelle amitié et mon dévouement sans aucune arrière-pensée. Était-elle même encore libre de ses impressions, et les hommes noirs qui veillaient sur elle laisseraient-ils pénétrer jusqu'à son esprit la lumière et la vérité?

Il était plus que probable qu'il n'en serait pas ainsi, et qu'on chercherait à m'évincer d'autant plus vite que je pourrais être un obstacle à l'accomplissement de desseins vers lesquels on marchait à grands pas. — La pierre de la route serait précipitée dans la fange du fossé!

J'eusse pu, il est vrai, approuver les errements de la Princesse, m'en faire le champion contre le Prince et contre la famille... Je devenais alors l'homme le plus vil de la terre, parce que je mentais à ma conscience, je trompais le Prince qui n'avait cessé de me témoigner la plus sympathique confiance, je trahissais ses intérêts, ceux de la famille, ceux de la Princesse elle-même qui courait tête baissée à sa ruine et

à celle de tous les siens. J'étais alors à la hauteur des artisans du complot : fourbe, traître, lâche, et je méritais leur confiance et leurs plus insignes faveurs.

Comme on peut bien le penser, je n'hésitai pas d'une minute, et résolu de seconder le Prince dans les tentatives qu'il allait encore faire pour sauvegarder les intérêts de la famille ; je savais pertinemment le sort qui m'attendait, que je serais le premier sacrifié, et j'eusse voulu, comme le Christ, détourner de mes lèvres cette coupe d'amertume, mais il n'y avait pour cela qu'un seul moyen, celui de la retraite.

Aux premiers mots que j'en touchai au Prince, je vis sa figure se contracter. Il allait perdre un des hommes sur lequel il comptait le plus ! C'était un coup imprévu d'où pouvait surgir le découragement. — Non, Prince, me hâtai-je de dire, je reste jusqu'à ce que vous jugiez vous-même que cela n'est plus possible ; il ne sera pas dit que je vous ai abandonné dans des circonstances si critiques. Il me serra sur son cœur avec des larmes dans les yeux : — Merci, me dit-il, comptez sur moi, j'aurai soin de votre honneur et de votre dignité comme des miens propres, et je vous préviendrai en temps voulu. Restez ici jusqu'à mon retour de Berlin où je vais consulter le Roi et les principaux membres de la famille ; c'est un acte de déférence que je leur dois pour les marques de sympathie qu'ils n'ont cessé de donner à mon père et à moi et pour les nombreuses faveurs dont ils ont comblé notre famille ; de plus, vous savez que si mon fils aîné est destiné à entrer au service de la Russie, le second, votre élève cadet, entrera à celui de Prusse.

Je m'inclinai et il partit.

Cette entrevue avec la famille royale dura environ quinze jours, pendant lesquels je mis ordre à mes petites affaires, n'étant pas bien sûr qu'un jour ou l'autre ces noirs conspira-



teurs ne se débarrassassent de moi comme on le fait d'un bon chien de garde, — avec une boulette à la Borgia. — Craintes chimériques, car ils étaient déjà dans la place et n'avaient que faire de se préoccuper des sentinelles placées trop tard à leurs postes.

Sérieusement, je n'étais pas tout à fait sans inquiétude sur les manœuvres de ces gens que j'ai lieu de croire très-habiles, mais dont on a pourtant exagéré le pouvoir en le craignant et en le préconisant outre mesure. Ils sont un peu comme ces guerriers chinois qui se couvrent d'un masque pour effrayer l'ennemi; arrachez-le, et vous trouverez dessous la figure d'un pleutre suant la peur. Démasquez aussi ces sombres fantômes et vous trouverez dessous toutes les plus mauvaises passions humaines qui, ne pouvant supporter la lumière, s'empresseront de rentrer dans leurs sombres officines, où il faut les murer comme un essaim de guêpes enragées.

---



## CHAPITRE XXII.

Ennuyé, tracassé, ayant besoin de distraction, j'allai un soir prendre une tasse de thé chez mon ami le Consul. En entrant, je le vis en conversation avec un secrétaire d'ambassade d'une grande puissance ; je ne voulus pas le déranger et allai serrer la main de plusieurs de mes connaissances. J'eus le plaisir de revoir le vieux père Rothschild, toujours vert, malgré son grand âge ; je lui gardais un bon souvenir, non parce qu'il était le père des Crésus modernes, mais parce qu'au milieu d'une fortune qui fait rêver, il avait conservé l'antique simplicité de ses pères, continuait à habiter la rue des Juifs et m'avait tout bonnement proposé de m'enrichir par pure amitié pour moi ! J'avoue ici que j'eus la sottise de refuser... pourquoi ? je n'en sais rien ; probablement parce que je manquais de l'expérience que jeunes et vieux ont acquise aujourd'hui, et que je craignis de faire une fortune par une autre voie que celle du travail.... Les temps sont bien changés, et il faut à cette heure un grand courage pour avouer une pareille naïveté !

Le père Rothschild qui avait des idées toute particulières, me dit ce soir-là avec son accent tudesque : — Mon cher, avez-vous fu peaucoup t'archent dans fotre fie en une seule fois ? — J'avoue, lui répondis-je, que le plus que j'aie vu d'argent groupé, c'est cent mille francs — en papier ou en espèces ? — En billets de banque, et ils n'étaient pas à moi comme vous pouvez bien le penser, ajoutai-je en riant.

Il haussa les épaules à l'annonce de ce chiffre et fit une moue de dédain : — Che n'en doute pas, dit-il, répondant à mon

observation, puisque fous ne foulez pas qu'on vous enrichisse ! Fenez me trouver demain à neuf heures à mon bureau, et vous pourrez fous fanter plus tard, d'avoir fu autant d'archent qu'un Rothschild.

Le lendemain en effet, je pris mes élèves avec moi, et nous allâmes *foir* beaucoup d'*archent*. Dans une salle immense, il y avait des armoires colossales qui renfermaient un nombre prodigieux de sacs contenant en espèces, or et argent, des sommes fabuleuses. Hélas, plus tard les Allemands, l'Empereur Guillaume et le prince de Bismark en tête, palpant la monstrueuse rançon de la France, auront *fu*, d'une seule fois plus d'espèces que tous les Rothschild ensemble.

A cette même soirée j'eus le plaisir de serrer la main à une jeune dame que j'avais connue dans une petite principauté allemande où elle faisait l'éducation de la fille du Prince régnant. Cette pauvre institutrice avait vécu de longues années dans des angoisses mortelles ; soit qu'elle n'eût jamais rien appris, ou qu'elle eût oublié les leçons de son enfance, elle était d'une ignorance dont rien n'approche, ignorance qu'elle était parvenue à dissimuler à force de présence d'esprit, d'adresse et d'assurance, grâce surtout à la bonne chance qu'elle avait d'habiter une petite ville de province où la noblesse était aussi illettrée qu'elle-même.

Dans les circonstances critiques où le cercle qui l'entourait se trouvait élargi par l'arrivée d'un étranger, elle avait une manière à elle de répondre aux questions embarrassantes qui pouvaient lui être adressées. Par exemple : — Je pourrais répondre à votre question, mais je ne le ferais pas avec cette clarté, cette lucidité, cette connaissance approfondie qu'y mettra M. un tel, fort compétent en ces matières, et elle montrait d'un signe de tête, M. un tel. Je me prêtai maintes fois à cette petite manœuvre, mais il m'arriva à mon tour, de ne pouvoir donner,

séance tenante, les explications demandées. Mon embarras fut moins grand que le sien, car j'avouai tout naïvement mon ignorance sur ce sujet, tandis qu'elle, selon sa formule, avait débuté par affirmer connaître la question, mais vouloir en céder la solution à quelqu'un de plus compétent. Dans ces cas sa prétendue modestie était bien punie et la pauvre enfant avait grand'peine à se tirer du mauvais pas où elle s'était mise si malencontreusement.

Le Consul et le diplomate avaient fini leur entretien ; le premier vint à moi, me prit par le bras et m'entraîna mystérieusement dans une embrasure de fenêtre. — Vous savez, me dit-il, combien j'ai en estime et en affection le Prince et toute sa famille : — Je n'ignore pas en effet tout le dévouement que vous leur avez témoigné et les nombreux services que vous leur avez rendus. — Il n'est pas question de cela, ce sont des misères ; mais aujourd'hui le Prince se trouve dans un cas très-grave ; sa fortune et même sa liberté sont en jeu ; il peut perdre l'une et l'autre. Comme je faisais un mouvement : — Soyez calme, me dit mon interlocuteur ; on nous observe et la personne qui vient de nous quitter a elle-même les yeux sur nous. Chaque heure de retard augmente le danger, et il faut que le Prince prenne une résolution hardie et prompte ; il faut qu'il parte pour St-Petersbourg avec sa femme ; comme il n'existe jusqu'à présent aucune preuve matérielle de la conversion de cette dernière et que ce sont seulement ses imprudences et son zèle religieux excessif qui ont jeté l'éveil et compromis leur avenir, les ennemis du Prince ne pourront de longtemps procéder à aucun acte hostile, et avec quelque prudence on peut reculer assez loin la catastrophe. Pendant ce temps il affectera les allures d'un grand seigneur dont la fortune est fortement obérée ; il empruntera aux Lombards tout ce qu'il pourra sur ses immeubles et, quoi qu'il advienne, cette

partie liquide de sa fortune sera sauvée. Le Prince arrive ce soir, je le sais; faites-lui part de cette conversation; il faut qu'il reparte demain matin; je n'aurai pas le temps de le voir.

Puis me prenant le bras, le Consul me fit faire un tour de salon, ayant l'air de continuer une conversation philosophique entamée dans l'embrasure de la fenêtre que nous venions de quitter.

La soirée était avancée, je m'éclipsai et rentrai à l'hôtel. Une heure après, le Prince arrivait; je lui fis immédiatement part de la conversation que je venais d'avoir; il réfléchit quelques instants, puis, me priant de l'attendre dans son cabinet, il passa dans l'appartement de sa femme où il resta environ une demi-heure.

Il en sortit très-ému, sonna et donna l'ordre à son valet de chambre qui parut, de ne pas défaire les valises, parce qu'il partait avec la princesse à la première heure.

Quand le valet se fut retiré, — je vous prie, me dit-il, d'aller demain matin avant mon départ, porter la réponse que vous venez d'entendre à notre excellent ami le Consul, et le remercier du bon conseil qu'il m'a donné et que je suivrai le mieux qu'il me sera possible; je ne l'invite pas à venir me voir avant mon départ, c'est plus prudent, mais priez-le de ma part de vous remettre vingt mille francs, car je suis à court et je n'aurai pas le temps demain matin de faire prendre de l'argent chez mon banquier.

Au point du jour, je fis réveiller mon malheureux Consul qui eut le bon goût de ne marquer ni humeur, ni impatience, passa un pantalon de pied, se mit à son bureau, écrivit une lettre de crédit qu'il me remit avec un gros paquet de thalers et de roubles, le tout formant la somme demandée et je partis, emportant en outre pour le Prince les vœux les plus sincères et les plus ardents pour la réussite de son voyage. Celui-ci

partit à l'heure fixée, et j'avoue que je ne pus me défendre de tristes pressentiments en lui serrant la main.

Pour distraire mon élève aîné qui commençait à s'apercevoir de toutes ces agitations domestiques, je lui fis suivre quelques cours de physique expérimentale dont il était très-amateur, et augmentai dans le même but le nombre des leçons de danse, d'armes et d'équitation.

Les professeurs de ces trois dernières études nous amusaient beaucoup par leur originalité prétentieuse.

Le premier, le professeur de danse, était un petit monsieur à cheveux blancs soigneusement poudrés, tout de noir habillé, et faisant valoir une jambe pas trop mal tournée, je dois en convenir ; il laissait entendre avec force réticences et en demi-confiance, qu'il était issu d'une très-noble famille de France à laquelle la Révolution avait fait perdre toute sa fortune. Cependant, son langage était loin d'être aussi correct que sa personne et se faisait remarquer par ses liaisons dangereuses et ses locutions qui rappelaient celles des fifres et des tambours de la grande armée. Souvent la famille se mêlait à ces petites réunions dansantes, ainsi que les visites du soir, et plus d'une fois j'ai entendu le professeur — M. le marquis, — comme nous l'appelions, interpeller les plus grandes dames par cette apostrophe qui sentait son bal public d'une lieue : — Allons vous autres, en avant ! — et courant prestement à une duchesse qui s'avavançait trop lentement : — Et vous, ma grosse mère, un peu plus vite, morbleu, un peu plus vite ; vous allez faire manquer la figure en — trainassant comme une limace... — Je laisse à penser quel fou-rire s'emparait de toute cette société sur laquelle tombaient ces apostrophes de corps-de-garde, comme des pères Duchesne à l'Académie. On rougissait bien un peu parfois, mais on riait, on riait ! le digne

marquis était enchanté de son succès et redoublait d'amabilités et de.... bons mots.

Le maître d'armes, lui, était un bon gros garçon, sans autre prétention que d'être le premier maître d'armes du monde. Plus invulnérable qu'Achille, qu'on pouvait au moins piquer au talon, notre Gascon — il était de Bordeaux — n'avait jamais été touché, et mettait au défi quiconque d'atteindre une partie de son corps quelle qu'elle fût, par derrière ou par devant, en haut ou en bas ; c'est sûrement pour lui qu'avait été inventée cette facétie à l'adresse d'un maître d'armes gascon :

A l'épée, au fleuret, z'ai dompté les plus forts  
Et mérité le nom de redresseur de torts.  
Quand un inconséquent ou mé raille ou mé fronde,  
Ze l'envoie à l'instant railler dans l'autre monde.  
Mais vaincre des mortels est un faible talent,  
Z'ai fait plus, z'ai dompté le liquide élément ;  
Quand z'ai le corps penché, le nez contre le vent,  
La garde bien en l'air et la pointe en avant,  
Le déluge il viendrait pour mé surprendre en route  
Zé suis sûr de parer jusqu'à la moindre goutte !....

On lui pardonnait ses forfanteries en raison de leur innocence, car c'était un excellent homme qui n'aurait pas fait du mal à une mouche ; du reste, très-bon professeur, enseignant bien et ayant le feu sacré. Français d'origine, il habitait Francfort depuis trente ans et n'avait pas appris un traître mot d'allemand ; en revanche il avait oublié sa langue maternelle et n'en avait guère conservé que les locutions nécessaires à son — noble métier des armes — comme il l'appelait, et encore comme il les écorchait ! C'est lui qui nous disait : Allons, allons z'enfants, le coudre au corps ; marquez-moi zune,

deusse, dégagez le fer, allons, allons, c'est plus mieux, moins de raideur, bravo, c'est filtrant ! Filtrant ! était le *nec plus ultra* de son approbation, mais il fallait être déjà d'une certaine force pour obtenir de passer — filtrant !

Le professeur de manège était un tout autre homme. Autant le maître d'armes était doux, poli, affable, autant celui-ci était dur, grossier, brutal ; plus d'une fois je l'ai vu faire descendre de cheval des élèves, déjà d'un certain âge, en leur criant qu'ils étaient des imbéciles, indignes de monter ses chevaux qu'ils déshonoraient. Ses fureurs dépassaient toutes les bornes ; quand un élève excitait son courroux, soit par maladresse naturelle, soit qu'il fût intimidé par sa brutalité et ses emportements, il arrivait à un paroxysme de rage tel, qu'il en devenait réellement dangereux ; plus d'une fois il fit amener un certain étalon, véritable bête sauvage qui avait tous les vices, pour le faire monter par des élèves qu'il voulait évidemment, sinon faire tuer, tout au moins estropier.

Cet homme m'avait pris en grande considération, parce qu'un jour sur son invitation de monter un cheval de ses écuries, j'avais justement choisi cet étalon avec lequel j'avais bataillé pendant une demi-heure, sans qu'il parvînt à me désarçonner ou à m'écraser les jambes contre les parois du manège, selon son habitude. Aussi, dans les emportements de son maître, quand je fronçais le sourcil, le calme se faisait comme par enchantement ; j'avais dompté en même temps la bête et l'homme.

Les semaines et les mois s'écoulaient et le Prince ne revenait pas ; je recevais assez régulièrement de ses nouvelles, mais à cette époque les lettres de Russie étaient toutes ouvertes, surtout celles des personnages importants ; il fallait deviner entre les lignes ce que votre correspondant voulait bien vous

dire, et on n'y parvenait pas toujours, tant les précautions à prendre étaient grandes.

Ce séjour prolongé joint au peu de lumière que faisaient les lettres que je recevais, me causaient les plus vives inquiétudes. Le Prince n'osait-il pas revenir ? Était-il tacitement prisonnier ?... Je reçus pourtant de lui une nouvelle qui me causa une bien vive satisfaction : On se rappelle ce médecin qui fut enlevé une belle nuit sans qu'on sût ce qu'il était devenu, ainsi que les démarches faites par le Prince et la Princesse pour retrouver ses traces, démarches qui avaient été suivies d'un avertissement très-sec du général-gouverneur de la province, auquel on dut obtempérer bon gré mal gré, sous peine de s'attirer à soi-même plus que des désagréments. Or, ce médecin, malheureuse victime d'une fausse dénonciation, était arrivé à St-Petersbourg sur l'invitation de l'Empereur qui avait voulu le voir. Il avait passé plusieurs années dans un sombre cachot et n'en était sorti qu'après les preuves les plus évidentes et les plus palpables de son innocence. Sa santé était perdue ; perclus de douleurs, il avait pris l'aspect d'un vieillard, tant ses souffrances physiques et morales avaient agi sur son organisme.

L'Empereur Nicolas lui-même fut touché de compassion en voyant l'état de cette malheureuse victime de son despotisme, et chercha à réparer autant que possible le mal qu'on avait fait à cet honnête homme. Il le mit à la tête d'un hôpital avec un traitement de cinquante mille francs par an. Sa nouvelle position lui assurait une clientèle d'une valeur à peu près égale. Mais, comme il me le disait avec beaucoup de justesse, plus tard, quand je le rencontrai à Paris : A quoi me sert cette belle fortune ! j'ai perdu ma santé à tout jamais, ma jeunesse et les joies qu'elle procure, mes espérances d'avenir ; je ne suis plus qu'un cadavre galvanisé qui n'a besoin que d'un



tron et de quelques pelletées de terre ! — L'infortuné avait raison.

Bien certainement, l'Empereur Nicolas eut là un bon mouvement ; rien ne l'obligeait à réparer le mal qui avait été fait à ce malheureux medecin ; le personnage était trop peu important, ces iniquités trop fréquentes pour qu'on s'aperçût et se préoccupât d'une victime de plus ; la conscience avait parlé chez l'autocrate en faveur de celle-ci qui avait souffert un bien grand déni de justice, il est vrai ; mais pourquoi ne se faisait-elle pas toujours entendre ? Les cris de détresse de tant de milliers d'infortunés enfouis dans les cachots et les mines de la Sibérie, n'auraient-ils pas dû la réveiller plus fréquemment ? Sans doute, mais Nicolas avait à l'entour de lui tant de gens intéressés à faire le silence, que le plus souvent les plaintes des victimes ne parvenaient pas jusqu'à lui ; pourtant il était responsable, et c'est à sa personne que s'adressaient les malédictions de ces infortunés. Juste châtiement des despotes !

Un mot sur Francfort qu'une lettre du Prince va nous faire quitter pour nous rendre à Bruxelles où il se dirigeait : A cette époque, Francfort, par l'étendue de son territoire et le chiffre de sa population, n'était guère qu'une ville de province de deuxième ou troisième ordre ; mais par son animation, les nombreux étrangers qui la fréquentaient, la résidence du corps diplomatique, ses relations commerciales qui s'étendaient dans le monde entier, ses richesses, son intelligence, sa vie élégante, sa proximité des villes d'eaux et de plaisirs, elle était bien réellement une capitale, et comme ses sœurs, fort agréable à habiter pour les mondains.

C'est sûrement ce que pensait certaine baronne nouvellement débarquée, contre laquelle les langues acérées des dames de la localité s'escrimaient à qui mieux mieux, oubliant qu'une

capitale doit être plus indulgente pour certains péchés mignons, qu'une ville de province collet monté et à cheval sur les bonnes mœurs et le décorum.

La susdite baronne fit tant et si bien, qu'à ses nombreuses relations, elle joignit celle d'un employé supérieur des postes. — Elle tenait sa vengeance. — Un beau jour, elle fit atteler, se munit de cartes, et entreprit une série de visites qui toutes commençaient, après les lieux communs, par cette formule : Chère madame, j'ai appris que vous vous étiez fait l'écho de bruits malveillants et injurieux pour ma réputation, -qui courent dans le monde.... et comme celle-ci se récriait, — pardon, chère belle, laissez-moi achever ; ces bruits vous le savez mieux que moi, s'attachent toujours à celles qui se distinguent de la foule par quelque qualité physique ou intellectuelle. Vos charmes, votre esprit, votre cœur même, n'ont pas trouvé grâce devant la médisance, et on vous accuse d'entretenir des relations intimes avec Monsieur un tel, — elle lui citait le nom — vous voyez combien je suis franche, chère madame ; j'agis avec vous comme une véritable amie.

Quelquefois l'interlocutrice de la baronne était atterrée et sentant qu'elle avait à faire à partie plus forte, elle en prenait son parti, tendait la main à la baronne et lui disait : — Soyons amies. Mais parfois aussi, elle rencontrait des caractères altiers qui bravaient ses insinuations et répondaient sèchement, ironiquement ou même vertement à ses brutales attaques.

Alors la baronne tirait de dessous ses vêtements un mignon portefeuille tout parfumé, l'ouvrait, et en sortait de ses doigts rosés un petit billet délicatement plié, à l'écriture fine et pressée qu'elle mettait sous les yeux de la belle récalcitrante : — Vous connaissez cette écriture et cette signature, ma belle Junon ! lui disait-elle de sa voix fine, dure et froide comme

une lame d'acier ; eh bien, j'en possède assez d'exemplaires pour pouvoir vous faire cadeau de celui-ci ; il me rappellera à votre souvenir : chaque fois qu'on m'attaquera devant vous, vous porterez ainsi sur votre cœur le talisman qui doit préserver ma réputation.

La baronne fit ainsi le tour de la société de Francfort dont elle ne tarda pas à devenir l'étoile polaire, et qu'elle dirigea depuis en véritable autocrate, grâce à la trahison de l'éminent fonctionnaire des postes.

Les bals, les festins, les raouts, les soirées, se succédaient dans cette joyeuse résidence où la plus haute noblesse prenait ses premières leçons d'égalité, en voyant ses princesses et ses duchesses les plus blasonnées au bras d'un marchand de vins ou d'un industriel, valser comme de simples mortelles, et ses ducs et pairs offrir le leur à de petites bourgeoises, filles ou femmes d'un enrichi dans les finances, les cotons, la bière ou les denrées coloniales.

Cette trêve entre l'aristocratie de race et la bourgeoisie, était toute à l'avantage du plaisir ; l'élégance, le bon goût et l'esprit n'avaient nullement à souffrir de ce pêle-mêle des classes de la société, et plus d'une grande dame pouvait puiser à ces sources bourgeoises la grâce, le bon ton et les belles manières ; de même que maints grands seigneurs prenaient de ces simples industriels ou commerçants, des notions d'économie politique et sociale, de droit international et de cette science si difficile et si longue à acquérir qu'on appelle — la science administrative. — Cette fusion, comme celle du sang, régénérât les races, les retrempait, leur rendait un nouvel éclat, une nouvelle vigueur ; ces vieux arbres généalogiques à demi desséchés, reverdissaient au moyen de cette jeune greffe et promettaient de donner des fruits sains et beaux à la place de ces rachitiques produits, presque tous morts avant

d'être nés. Hélas, le souffle prussien a passé sur cette ville libre et l'a flétrie de son venin mortel aux nationalités. Jusques à quand se fera attendre sa régénération ?... Jusqu'au jour où la liberté ne sera plus foulée aux pieds des barbares, où la force ne sera plus le critérium du droit, où les peuples comprendront qu'ils ne sont pas la chose de quelques énergumènes, où un homme portant un uniforme et une arme pour toute autre cause que la défense de ses foyers, sera ridicule et odieux, où tout conflit s'élevant entre nations sera résolu par un tribunal arbitral ; le jour enfin où l'instruction et l'éducation des nations seront un fait accompli.

---

## CHAPITRE XXIII

Quoique Bruxelles soit une ville plus considérable que Francfort, il me parut pourtant à mon arrivée dans cette ville que les rôles étaient intervertis et que j'avais quitté la capitale pour une ville de province.

L'animation manque à Bruxelles ; ses rues, pour la plupart monotones, sont désertes, ses magnifiques boulevards voient rarement un passant toujours pressé de franchir ces tristes solitudes, encore moins un promeneur que le spleen gagnerait infailliblement. Le caractère des habitants est pourtant hospitalier, mais par trop cérémonieux. Dans leurs magnifiques cercles, par exemple, dont les Belges vous ouvrent si cordialement la porte, on n'est jamais à son aise ; chaque fois qu'on y pénètre, ils vous en font les honneurs comme le premier jour, avec le même cérémonial et le même empressement. C'est une hospitalité inquiète et trop prévenante ; on n'est jamais de la maison.

Les Belges sont passionnés pour la musique ; ils en font beaucoup et de la bonne ; leur roi Léopold, cet homme d'esprit et de tact, partageait les goûts de ses sujets, et assistait à presque tous les concerts que donnaient les sociétés d'harmonie de sa capitale. J'eus l'occasion de le voir de très-près dans une de ces soirées où j'accompagnais deux dames, l'une française, l'autre anglaise, qui étaient de véritables spécimens de la beauté dans leurs pays respectifs. Le roi, en se retirant le premier, passa devant les fauteuils où elles étaient assises, s'arrêta comme frappé de ce duo harmonieux, et s'inclina

profondément en prononçant quelques mots flatteurs. Cette petite scène mit en gaité le public qui connaissait les faiblesses de ce roi pour les dames ; quelques applaudissements, fort inconvenants à coup sûr, partirent de divers points de la salle ; le roi, se redressant fièrement, la traversa la tête haute et le regard un peu sévère ; tout rentra dans l'ordre immédiatement et il ne recueillit plus que des saluts respectueux. Il y avait alors à Bruxelles beaucoup de réfugiés français, entr'autres les généraux Lamoricière et Bedeau ; quelques-uns donnaient des conférences fort goûtées des Belges qui les suivaient avec beaucoup d'intérêt ; mais le plus grand nombre était dans une situation bien précaire, et subissait les plus dures privations, car le pays ne leur offrait aucune ressource. Tout ce monde se promenait chaque soir pendant quelques heures dans les magnifiques galeries St-Hubert qui prenaient en ce moment un petit air — boulevard des Italiens — bien réjouissant pour ceux qui ont habité Paris et qui l'aiment.

Grâce à leur patriotisme, les Belges ont su éviter les émotions qui ont agité les autres peuples pendant ces quarante dernières années, et se constituer un état social et politique que lui envie les nations voisines. Le choix qu'ils firent d'un roi dans la famille Cobourg fut heureux, car ce prince éclairé, doué d'un jugement sain et d'un caractère ferme tout en étant conciliant, sut leur inspirer la confiance dont il avait besoin pour constituer le nouvel état de choses.

Enfin, au bout de quelques semaines d'une attente longue et ennuyeuse, le prince de Steinberg arriva ; ne sachant où nous dirigerions nos pas, je n'avais pu que fort incomplètement réorganiser les études, et le spleen gagnait le maître et les élèves,

Il m'était pourtant arrivé une distraction, si on peut appeler distraction la velléité de se couper la gorge avec son pro

tain. Ce fut une des deux dames du concert où se trouvait le moi, la dame française, qui fut la cause bien innocente du conflit qui s'éleva entre un certain Arménien et moi. Cette personne, comme je l'ai déjà dit, était d'une grande beauté, et appartenait à une des plus honorables familles de France, dont quelques membres se sont illustrés dans les armées de terre et de mer. A la suite de diverses catastrophes, restée seule avec sa mère et deux frères, dont l'un était officier à l'armée et l'autre incapable de pourvoir à son existence, cette courageuse jeune fille, qui avait reçu une excellente éducation, accepta un emploi d'institutrice dans une famille arménienne, afin de venir en aide à sa mère et à son jeune frère.

La famille où elle entra était très-honorable, et la mère de ses élèves une femme tout à fait distinguée ; le père, malheureusement, était une espèce de sauvage qui n'avait d'autre règle que la satisfaction de ses brutales passions.

Cet homme s'éprit de la gouvernante de ses enfants, et, sans égard pour cette infortunée, sans respect pour sa famille, il commença contre elle un système de poursuites et de persécutions des plus odieuses. La situation de la pauvre enfant devint intolérable, et je l'engageai à écrire à sa mère de venir la chercher ; en attendant, comme elle n'était réellement plus en sûreté devant les brutalités de ce misérable, je lui demandai la permission d'intervenir au lieu et place de son frère aîné qui était à l'armée. Ne sachant que devenir, car la demande de protection qu'elle avait naturellement adressée à la femme de son persécuteur, avait été fort mal reçue, elle accepta la proposition. J'allai trouver l'Arménien qui prit d'abord la chose de très-haut ; mon ton avec lui fut un diapason plus élevé que le sien, et tout cela allait très-mal finir, quand tout à coup, après lui avoir dit que non-seulement je le corrigerais, mais que j'informerais l'Empereur de son indigne conduite, je



le vis de pâle qu'il était, devenir vert, et son insolence faire place à la plus honteuse obséquiosité. Le nom de l'empereur Nicolas avait produit cet effet magique : le misérable me promit tout ce que je voulus et ma pauvre affligée put attendre en paix l'arrivée de sa mère

Ce coquin d'Arménien avait commis dans sa vie un crime épouvantable : il avait vendu à l'Empereur soixante mille de ses compatriotes qu'il avait entraînés dans un véritable guet-apens où ils périrent presque tous. Je savais cette horrible histoire ; on ne s'étonnera donc pas du mépris et de l'horreur que m'inspirait cet homme, et de la satisfaction que j'éprouvais de le traiter selon ses mérites.

Il tint pourtant parole et cessa ses persécutions.

L'arrivée de la mère mit fin à cette désagréable situation, et ce ne fut que bien des années après, que je revis cette jeune personne devenue une femme charmante, mère de trois beaux enfants qui promettaient de perpétuer la dynastie de beauté de leur mère. Le mari, un très-aimable garçon, me remercia du service anticipé que je lui avais rendu dans la personne de sa femme, et, en parlant de l'Arménien, certains mouvements convulsifs me firent penser que celui-ci se trouverait très-mal de tomber entre ses mains.

J'ai dit plus haut que le Prince de Steinberg était arrivé avec sa femme ; il avait parfaitement réussi dans ses projets, et avait fait, par prudence sûrement, un long détour pour partir de Russie ; je crois même que dans cette occasion, il se servit de mon passeport ; cependant, il ne m'en parla jamais ; il fut très-affectueux avec moi, et m'annonça que nous allions tous partir pour Paris dans quelques jours ; il avait quelques visites à faire, entr'autres au Sacré-Cœur où sa nièce était en pension et qui était situé à une lieue environ de Bruxelles, dans un endroit appelé *Jette St-Pierre*.



J'avais souvent entendu parler des Sacré-Cœur et j'étais désireux d'en visiter un ; je le priai donc de me permettre de l'accompagner dans sa visite ; il y consentit très-volontiers.

Le lendemain, une voiture nous y transporta à travers des quartiers fétides où grouillait une population malsaine et mal-propre.

Le couvent était bien situé et entouré d'un jardin et d'un parc magnifiques. Une sœur tourière nous ouvrit la porte ; c'était une dame assez jolie, d'une grande fraîcheur, mais à l'air gourmé et solennel ; elle nous fit une cérémonieuse révérence et dit à demi-voix à une autre sœur de nous conduire au parloir.

Nous fûmes introduits dans une grande salle carrée, ornée seulement d'un Christ colossal et de quelques tableaux d'études et de récompenses accordées aux élèves les plus méritantes.

Une longue ligne de chaises adossées à la muraille, un poêle en fer et des rideaux blancs aux fenêtres complétaient l'ameublement de cette salle froide, raide et qui inspirait un certain malaise par son aspect glacial. Quelques minutes après, une religieuse entra, fit une profonde révérence et nous demanda quelle était la personne que nous désirions voir. Le Prince le lui dit, tout en déclinant sa qualité pour l'obtention de la permission. La religieuse se leva, entrebaila une porte derrière laquelle se tenait une autre religieuse, lui dit quelques mots à voix basse, et revint à sa place où elle entretenait la conversation avec beaucoup de tact et de finesse jusqu'à l'arrivée de la nièce du Prince, grande et belle personne qui elle-même devint religieuse quelques années après, à la suite de graves catastrophes qui survinrent à son père. Après une demi-heure de conversation, le Prince ayant demandé à entretenir la supérieure du couvent, nous fûmes introduits dans un appartement

plus confortable que le parloir, où nous trouvâmes deux dames dont l'une était la supérieure, et l'autre la maîtresse d'études. La première était une femme de taille moyenne, jeune encore, dont le regard noir et profond inspirait la crainte et l'antipathie ; sa voix brève et sèche n'était pas faite pour atténuer cette première impression ; tout en elle indiquait la sécheresse de l'âme et du cœur ; la seconde, la maîtresse d'études, avait la physionomie plus douce, mais ses yeux retranchés derrière une paire de lunettes comme derrière un rempart, exprimaient la plus insigne fausseté, unie à une malveillance qu'elle avait toutes les peines du monde à dissimuler. La conversation, comme on peut bien le penser, roula sur des banalités ; évidemment ces dames cherchaient à l'abréger. Aussi furent-elles vivement contrariées, quand le Prince témoigna le désir de visiter l'établissement : cependant, maîtresses d'elles-mêmes, elles nous conduisirent avec une apparence de bonne grâce dans les salles d'étude, à la chapelle, dans les jardins et le parc qui étaient réellement fort beaux ; l'emplacement, un des mieux situés de la contrée, était bien choisi, comme le sont en général les établissements des religieux dans tous les pays du monde.

Nous visitâmes la maison en entier, excepté les dortoirs qui nous furent interdits, de même que l'infirmerie. Nous nous retirâmes enfin, avec le même cérémonial que pour notre entrée ; ce ne fut que plus tard que j'eus quelques détails sur cet ordre religieux affilié aux Jésuites qui en ont la direction, bien que ces dames évitassent alors, sans pourtant le nier absolument, de faire connaître leurs relations intimes avec les enfants de Loyola.

L'instruction y est très-soignée, mais l'éducation conduit tout droit au fanatisme religieux, et a formé en grande partie cette désolante génération qui croit aux miracles, à l'infailibilité du pape, et au syllabus comme règle de conduite.

J'eus plus tard l'occasion de faire une seconde visite à ce couvent, mais elle se passa dans des conditions plus aimables que la première, car cette fois, je n'étais pas en compagnie d'un *huguenot*, mais de la femme d'un homme qui avait rendu de très-grands services à l'ordre en Amérique. C'était Mistress Bennett dont le mari dirigeait le célèbre journal *New York Herald* que l'univers entier connaît, et dont elle était elle-même un des plus habiles correspondants.

Dans cette visite, plus de raideur, plus de lèvres pincées, plus de paroles sèches et brèves, mais le ton cafarde, mielleux et des chatteries sans fin, surtout à l'endroit du fils de Mistress Bennett qui était alors un tout jeune garçon, et qui aujourd'hui a succédé à son père dans la direction de cette formidable entreprise. Cette dame ne fut nullement dupe de ces hypocrisies calculées ; quoique d'un caractère très-excentrique, elle avait trop d'esprit pour se laisser prendre aux palinodies de ces femmes au cœur dur et sec, qui ne connaissent que l'intérêt de leur ordre et lui sacrifient, sans hésiter, parents, amis, père, mère, frères et sœurs. Qu'on ne m'accuse pas ici de partialité ; ce que je dis du caractère de ces femmes, de leur manque de sentiments humains, de leurs cœurs atrophiés par l'égoïsme et le fanatisme religieux, de leur sordide avarice, de leur fausse piété, de leur défaut de charité, — même de charité chrétienne, — je le sais pertinemment et au besoin je pourrais le prouver par des faits qu'il ne m'est pas permis de consigner ici, parce qu'ils sortent de mon sujet et prendraient trop de place.

Bref, cette institution qui s'étend sur le monde entier comme le choléra morbus, est une des causes de ces luttes horribles qui surgissent de temps en temps contre le progrès et la liberté, et de ces réactions monstrueuses qui reculent d'un

siècle l'esprit humain et l'avènement de l'émancipation des peuples.

S'insinuant par la femme dans les veines de la famille, cet ordre a sur elle une puissance occulte, formidable, et il ne recule devant rien, pas même le crime et le déshonneur pour arriver à ses fins ; tous les moyens lui sont bons, et la femme qui abandonne son mari, ses enfants, quand ceux-ci résistent à ses insinuations ou à sa volonté, est selon eux, bénie de Dieu et sanctifiée. Le fanatisme fait le reste.

En revenant du Sacré-Cœur, le Prince de Steinberg me raconta brièvement ce qu'il avait fait pendant son séjour en Russie. Sa fortune personnelle était en grande partie à l'abri d'un caprice du Czar ; quant à celle qui appartenait à son fils du chef de sa mère et dont il devrait lui rendre compte à sa majorité, elle ne courait aucun risque ; l'Empereur Nicolas était trop habile et finalement trop juste, pour rendre les enfants du premier lit responsables des griefs qu'il pouvait avoir contre leur père ; pour rien au monde il n'eût porté atteinte à une fortune qui leur venait de leur mère ; on pouvait être assuré qu'il respecterait toujours les orphelins et leurs biens.

Ce souci enlevé, il restait encore au Prince de Steinberg de vives appréhensions au sujet des tendances religieuses de sa femme et de l'immixtion des Jésuites dans ses affaires domestiques. Il sentait instinctivement combien il était faible devant les sourdes attaques de cette société dont les coups étaient d'autant plus sûrs qu'ils étaient portés dans l'ombre ; ses angoisses à leur sujet étaient inexprimables ; tout lui faisait peur, jusqu'au succès dans ses affaires qu'il craignait avoir été facilité par cette puissance occulte pour s'emparer plus facilement d'une fortune ainsi liquidée ; je n'étais pas loin de partager son avis à ce sujet, et j'allais même plus loin que lui sur certaines personnalités et sur certains faits : l'imagination

frappée par tous ces mystères, je me figurai pendant un moment que le mariage de sa fille aînée avec le prince de Clovenstein, était le fait de ces hommes ténébreux et que celui-ci était tout simplement un de leurs affidés qu'on rendait ainsi dépositaire d'une partie de cette immense fortune dont ils pourraient ainsi faire l'usage que bon leur semblerait au moyen de leur créature. La famille de ce Prince était en Prusse à la tête du parti catholique, ce qui devenait une présomption pour un esprit prévenu.

Je ne m'arrêtai pourtant pas longtemps à cette idée dont je ne fis même pas confiance au Prince de Steinberg pour ne pas augmenter ses perplexités.

Il me confia alors que le but principal de son voyage à Paris était de faire suivre à son fils cadet des cours religieux, et de le faire instruire dans la religion protestante comme son frère aîné; il avait consulté à ce sujet le roi de Prusse et les princes de la famille royale qui l'avaient fort encouragé dans cette résolution. Je lui demandai si la Princesse était informée de ce projet : Il me répondit qu'il se garderait bien de le faire pour deux raisons : d'abord, parce que sa santé était si délicate, et l'état de ses nerfs si irritable, qu'il craindrait de provoquer, par l'annonce de cette détermination, une crise qui pourrait avoir sur son état maladif les conséquences les plus fatales ; ensuite parce que ce serait provoquer les efforts de ses ennemis qui emploieraient tous les moyens pour empêcher la réalisation de ses projets. Une fois l'enfant reçu dans la religion de ses pères, il faudrait bien qu'ils acceptassent le fait accompli et que sa femme elle-même finît par en prendre son parti. Je ne partageai pas tout à fait son avis, et les plus tristes pressentiments vinrent en foule m'assaillir ; je connaissais les exagérations du caractère de la Princesse que rien au monde ne pouvait faire renoncer à ce qu'elle croyait être le bien et la ligne droite ; ce

caractère, entre les mains d'hommes habiles qui pervertiraient son jugement, pouvait être conduit à toutes les extrémités les plus fatales pour elle et pour sa famille ; trompée et croyant faire le bien, être dans la bonne voie, on pouvait lui faire commettre à son insu les actes les plus iniques et les plus odieux. La position du Prince était effrayante : des résolutions énergiques pouvaient seules le sortir de ce mauvais pas ; mais je l'ai dit, la fermeté de son caractère n'était qu'intermittente et bientôt suivie de faiblesses impardonnables. Aussi, quand il me dit qu'il avait compté sur moi pour faire faire à son fils sa première communion dans le plus grand secret, je lui témoignai ma profonde répugnance à agir en cachette contre la volonté d'une mère, et lui déclarai franchement que je serais heureux qu'il confiât à un autre une mission dont je reconnaissais l'utilité pour tout le monde, mais dont l'accomplissement dans le mystère répugnait à mes idées et à mes habitudes de droiture. J'ajoutai même qu'un jour, je serais infailliblement le bouc émissaire de toute cette affaire et que j'aurais à regretter une intervention qui m'inspirait déjà les plus vives appréhensions.

Le Prince me répondit assez singulièrement : — qu'il valait mieux que ce fût moi que lui qui fût sacrifié ! — Il n'y avait rien à ajouter et je me résignai avec abnégation à cette triste et dure nécessité.

Un pasteur protestant de Paris fut mis au courant de la situation et l'instruction religieuse de mon jeune élève commença dans le plus profond mystère. Il m'en coûtait beaucoup, je le répète, de me faire le complice d'une tromperie à l'égard d'une mère qui formait les plus beaux projets pour l'avenir religieux de son fils et surtout d'y associer celui-ci et de lui enseigner pour la première fois la dissimulation ; mais les intérêts en jeu étaient si graves, que je me résignai, quoique avec un profond dégoût, à ce rôle douteux.

Je rendais à usure les bontés que toute cette famille avait eues pour moi, par le sacrifice de ma personne et de mes sentiments les plus délicats.

Nous avions retrouvé, à Paris, le missionnaire écossais, la cheville ouvrière de toute cette infernale intrigue. Je ne lui avais dissimulé en aucune façon l'horreur qu'il m'inspirait. Je m'en fis un ennemi déclaré ; j'aimais mieux cela, car alors je pouvais me défendre.

Cependant, il se maintenait à mon égard au ton d'une courtoisie mielleuse et ne répondait à mes brusqueries, souvent calculées, que par des paroles doucereuses, une figure placide jusqu'à l'insolence et des égards qui excitaient en moi des révoltes que je craignais de voir se traduire un jour ou l'autre en ouragan qui briserait tout.

L'aveuglement du Prince pour cet homme était toujours le même ; il jouait avec lui comme avec une poupée ; le malheureux ne se doutait pas que cette poupée avait des ressorts cachés qui un jour se détendraient et le broyeraient.

Du reste, à l'extérieur, personne ne se serait douté du drame qui s'accomplissait à l'intérieur : les réceptions allaient leur train, le faubourg Saint-Germain, grâce aux pieuses relations de la maîtresse de maison, ne lui tenait pas rigueur : les Molé, les Ségur, les Richelieu, les Larochefoucauld et *tutti quanti* étaient les hôtes assidus de ces soirées dont la gaité n'était pas le moins du monde bannie ; je me rappelle même à ce sujet une malice du Prince qui fit venir le fameux Guignol avec ses marionnettes pour amuser ses hôtes. Tout alla bien pendant un certain temps, et il reçut force applaudissements ; mais, soit que le succès l'eût enhardi, soit qu'il eût reçu de secrètes instructions, il arriva que son pierrot, son polichinelle et son arlequin commencèrent à professer des théories politiques et religieuses absolument subversives et scandaleuses pour les



oreilles de cette société gourmée et orthodoxe qui s'enfuit prestement, en s'apercevant que le commissaire de police et le bon gendarme de Guignol, loin de rétablir l'ordre moral et matériel, faisaient chorus avec ces perturbateurs de polichinelle, arlequin et pierrot qui furent bien et dûment chassés de la maison, toutefois après avoir été grassement payés à en juger par les remerciements de leur chef Guignol.

Les voyages à Paris étaient considérés comme des époques de congé, aussi je ne faisais travailler mes élèves que pour les distraire et les empêcher de se saturer de plaisirs ; quant à ces derniers, les instructions du Prince étaient formelles ; je ne devais ménager en aucune façon la dépense et je me rappelle avoir payé cent cinquante francs trois stalles d'orchestre à la reprise de la *Juive* par Duprez ; nous visitions régulièrement les musées, les collections de toutes natures, les établissements industriels, gouvernementaux et particuliers, les institutions, etc., enfin tout ce qui était digne d'être vu et qui pouvait contribuer à l'instruction de mes élèves : l'enseignement pratique étant, comme chacun le sait, le complément indispensable de l'enseignement théorique ; c'est à coup sûr cet enseignement pratique qui développe à un si haut degré dans les capitales et à Paris en particulier cet esprit d'observation, cette rapidité de conception, cette intelligence qui étonnent à bon droit les provinciaux moins favorisés sous le rapport de la concentration des produits des arts, de la science et de l'industrie ; les grandes expositions sont un merveilleux moyen de diffusion de ces connaissances pratiques qu'elles répandent sur tous les points du monde, où les populations voisines peuvent facilement y venir puiser un enseignement qui leur serait autrement totalement refusé. Elles sont le drainage des connaissances humaines.



## CHAPITRE XXIV.

Ce fut pendant ce séjour à Paris, que j'eus l'occasion de revoir une femme qui joua un grand rôle politique, l'Egérie de M. Guizot, la fameuse princesse de Lieven. Je devais à une circonstance singulière de l'avoir connue une première fois.

Étant à Francfort, j'allai un jour faire visite au prince de Gorthschakoff qui n'avait pas encore acquis la célébrité dont il jouit plus tard ; il n'était alors qu'un homme doué d'une rare intelligence, un savant distingué et un homme du monde très-aimable et plein d'esprit.

Ce Prince, je ne sais trop pourquoi, me voulait du bien, et me proposa plusieurs fois de m'attacher à sa personne et à sa fortune ; je ne me sentais alors pas plus qu'aujourd'hui le désir d'entrer au service de la Russie, quels qu'en fussent les avantages très-réels.

A cette visité, pour en revenir à la princesse Lieven, le prince Gorthschakoff me pria instamment de me rendre à Schlangenbade où cette dame était allée visiter l'Impératrice de Russie (femme de Nicolas) qui y faisait une cure.

La Princesse de Lieven lui avait fait dire qu'elle désirait retourner à Paris et qu'elle serait heureuse qu'il voulût bien lui procurer un compagnon de route pour ce voyage qu'elle craignait de faire seule. Le Prince sachant que je devais aller prochainement à Bruxelles pour des affaires personnelles, avait pensé que je pourrais prolonger mon voyage jusqu'à Paris, afin de lui rendre service. J'y consentis moitié pour lui être

agréable, moitié par curiosité de faire la connaissance de cette célèbre dame.

Le lendemain je partis pour Schlangenbade et je me présentai chez Madame de Lieven. On me dit qu'elle était en visite chez l'Impératrice et que je ne pourrais la voir qu'à six heures ; il n'en était que trois. Ne sachant que faire, j'allai m'asseoir sur une terrasse ombragée, pleine d'officiers de tous grades et de monde élégant qui prenaient des rafraîchissements. Je fis comme les autres et allumai un cigare ; à côté de moi se trouvait un jeune homme élégant, mis irréprochablement et dont les manières, le ton, le langage étaient ceux d'un parfait gentleman ; la conversation s'engagea et je fus charmé d'avoir trouvé ce compagnon pour tuer deux ou trois heures d'attente. Au bout d'une heure, comme j'avais quitté ma place pour quelques minutes, au moment où je m'en rapprochais, je fus abordé par le propriétaire de l'hôtel de Russie qui remplissait les fonctions de maître d'hôtel de l'Impératrice. Cet excellent homme venait me prévenir que j'étais en très-mauvaise compagnie ; que le maître de police au moment de faire arrêter mon compagnon, lui avait par hasard demandé s'il me connaissait, avant de m'arrêter moi-même ; que sur son affirmation il me faisait prier de m'éloigner quelques instants pour m'éviter l'ennui de me trouver présent à cette scène désagréable, ce que je fis immédiatement, peu désireux d'en savoir plus long, et j'allai attendre en me promenant, l'heure de ma visite. Elle sonna enfin, et je trouvai la princesse de Lieven assise, ou plutôt pelotonnée, à la façon des chats, dans un grand fauteuil à la Voltaire, roulé dans une embrasure de fenêtre.

C'était une femme maigre, sèche, vieille, qui me parut petite et en somme assez désagréable ; aussi quand elle me dit, tout en me remerciant du bout des lèvres, qu'elle regrettait de

ne pas pouvoir profiter de mon offre obligeante, mais qu'ayant attendu longtemps la réponse du prince de Gorthschakoff, elle avait saisi la première occasion qui s'était présentée, et qu'elle partait le lendemain avec un secrétaire de l'ambassade de France, je fus, je l'avoue, ravi de n'avoir pas à transporter à Paris cette espèce de momie galvanisée. Je me retirai bien vite, de peur qu'elle ne changeât d'avis, sans plus envier la—bonne chance—du secrétaire d'ambassade que la triste conquête de M. Guizot.

Quand je racontai au prince Gorthschakoff mes mésaventures, il haussa les épaules à celle de la Princesse de Lieven, et s'amusa beaucoup de celle qui faillit me faire arrêter en compagnie de quelqu'habile pick pocket ; il ne m'en remercia pas moins fort gracieusement de ma complaisance et m'assura qu'il considérait ce service comme rendu effectivement.

Or, les événements me ramenaient précisément en présence de cette dame, à Paris ; quoique j'en fusse très-contrarié, je ne pouvais éviter cette corvée ; elle était logée à côté du garde-meuble, sur la place de la Concorde qu'on dominait entièrement de ses fenêtres. Ce soir-là, il devait y avoir une brillante illumination, je ne sais plus à propos de quelle fête, et elle avait offert une partie de ses croisées à la famille du prince de Steinberg, pour jouir de ce magnifique spectacle ; je ne pouvais y laisser aller seuls mes élèves ou les en priver ; bon gré malgré il me fallait les accompagner.

Heureusement que dans la journée, des bruits sinistres coururent dans Paris ; on parlait d'émeutes, de prises d'armes, etc., ce qui n'était pas rare en ces temps de troubles.

La princesse de Liéven, comme tous ceux qui n'ont pas la conscience bien nette—et ses rapports avec la Russie ne laissaient pas la sienne immaculée, disait-on,—la princesse de Lieven prit une panique affreuse ; et le soir même, après

avoir reçu ses invités, elle leur abandonna ses appartements et disparut sans qu'on sût ce qu'elle était devenue ; probablement elle était allée se réfugier sous l'aile de son tendre ramier. Du reste, personne ne se préoccupa de cette disparition, et chacun jouit, les enfants surtout, du spectacle féerique qu'il avait sous les yeux ; une mer humaine et une mer de feu s'éclairant, s'animant réciproquement et donnant à la place de la Concorde l'aspect le plus fantastique en même temps que le plus grandiose.

L'appartement qu'occupait le Prince, place Vendôme, quoiqu'il fût très-cher, s'était trouvé trop petit pour nous y loger, en sorte que j'avais été obligé de prendre gîte avec mes deux élèves dans un des hôtels voisins. Je n'avais pas été fâché de cette circonstance, parce qu'elle me donnait beaucoup plus de liberté, et me permettait de me tenir aussi éloigné que possible d'un monde dont les allures, les idées, les opinions m'étaient absolument antipathiques. L'aristocratie russe ou allemande, quoique très-entichée de ses prérogatives, a cependant un certain laisser-aller, une facilité de manières qui la rendent supportable, au lieu que l'aristocratie française est dédaigneuse, insolente et manque absolument de savoir-vivre ; en outre, tandis qu'un grand seigneur russe ou allemand vous entretiendra de politique, de science, d'art ou de philosophie, un grand seigneur français, s'il daigne avoir une conversation avec un homme qui n'est pas—né,—ne lui parlera que de femmes, de crus de vin, de religion ou de chevaux. Ce dernier sujet surtout est très à la mode chez eux ; on dirait que les palefreniers de leurs pères ont été leurs précepteurs.

Il m'arriva à ce sujet une aventure qui n'eût été que comique, si j'avais eu à faire à un homme d'esprit, mais qui devint désagréable parce que le héros se trouva être un sot : Au manège, j'avais rencontré plusieurs fois un Monsieur que sa

tournure, ses manières, son langage me firent prendre pour un maquignon ; son expérience sur la race chevaline me rapprochèrent de lui, parce que j'ai toujours été désireux d'apprendre ce que je ne connaissais pas, et que j'avais l'habitude de ne pas laisser échapper une occasion de profiter d'un enseignement. M. Leduc, c'était ainsi qu'on l'appelait, ayant trouvé en moi un auditeur complaisant, se piquait d'amour-propre pour faire ressortir à mes yeux la profondeur et l'étendue de ses connaissances hippiques. Quoique le ton commun et les allures triviales de M. Leduc ne fussent guère de mon goût, je surmontais mes répugnances, très-désireux d'acquérir des connaissances devenues indispensables pour qui est appelé à vivre dans ce monde-là. Un jour le Prince m'invita à aller voir chez un marchand de chevaux des Champs-Élysées, deux chevaux qu'il destinait à ses fils et sur lesquels il était bien aise d'avoir mon avis. Me défiant complètement de mes connaissances sur ce sujet, je me rendis au manège pour prier M. Leduc de m'accompagner ; malheureusement il ne s'y trouva pas, et je lui laissai quelques mots écrits au crayon sur une de mes cartes, pour le prier de se trouver le lendemain avec moi chez le marchand, afin d'expertiser les deux chevaux. Le soir même, je fis une apparition au Salon ; quelle ne fut pas ma stupéfaction, quand l'huissier annonça :—Monsieur le Duc de Richelieu !—C'était mon homme, mon maquignon ! j'eusse voulu être cent pieds sous terre ; il passa à côté de moi, d'un air méprisant ; puis je le vis entretenir le Prince, en jetant des regards furibonds de mon côté. Malgré ma grande envie de savoir ce qu'il pouvait bien dire au Prince de moi, car j'étais évidemment le sujet de la conversation, je me retirai comme d'habitude de très-bonne heure, bien sûr que celui-ci remettrait au lendemain l'explication.

En effet, le lendemain, au lever du Prince, auquel les intimes de la maison assistaient régulièrement, parce que ce n'était guère que pendant cette heure qu'on pouvait le voir familièrement, celui-ci s'écria tout à coup en me désignant et riant aux éclats :—Messieurs, je vous dénonce notre professeur de morale, de tact, de bon goût et de savoir-vivre : pas plus tard qu'hier, il a pris le rejeton d'une des plus grandes familles de France pour un maquignon, et a même daigné le charger de faire ses expertises — moyennant finances sûrement ! — Et il raconta toute l'histoire : — Ah ! mon cher, ajouta-t-il, vous vous êtes fait là un ennemi à perpétuité et vous êtes bien heureux qu'il n'y ait plus de Bastille, car sûrement vous y auriez couché hier.

Tout le monde rit de ce quiproquo, mais plus d'un confessa qu'au premier abord, il avait pris ce très-grand seigneur pour un cocher de fiacre.

Un employé supérieur, français d'origine, voulant sauvegarder l'honneur de la noblesse de son pays, déclara naïvement que ce Monsieur ne portait un si grand nom que du chef des femmes, ce qui entraîna force commentaires sur la filiation des races et sur les perturbations accidentelles qu'elles peuvent éprouver. Cette discussion peut faire juger de la liberté grande dont on jouissait aux petits levers du Prince.

Monsieur le Duc n'eut pas l'esprit de rire le premier de ce quiproquo, et me tint rigueur ; il lui eût été pourtant bien facile de mettre les rieurs de son côté, et d'éviter de voir de charmantes lèvres vermeilles sourire malicieusement quand un laquais annonçait — Monsieur le Duc !

C'était surtout la tournure oléricalle qu'avait prise le salon du Prince qui m'en éloignait ; il y avait là comme un parfum de sacristie et d'encens qui me prenait à la gorge, et tout ce monde confit en béatitude, n'ayant d'autre conversation que

de prôner les orateurs de la chaire, les bonnes-œuvres de celle-ci, les conversions de celles-là, la sainteté du révérend un tel, l'état de grâce où se trouvait la révérende une telle, pesait sur mon esprit et sur mon cœur comme un véritable cauchemar. J'ai toujours professé en matière religieuse la plus complète indépendance, et la liberté que j'ai réclamée pour moi, je l'accorde volontiers et largement aux autres. Les discussions sur ce sujet me semblent oiseuses ou attentatoires à cette liberté, et le fanatisme, sous quelque forme qu'il se présente, m'a toujours paru odieux et exécrationnel.

Mes élèves avaient aussi retrouvé à Paris quelques anciens camarades qu'ils avaient connus soit en Russie, soit en Allemagne. Parmi eux, deux jeunes russes excitaient principalement mon intérêt ; ces deux pauvres garçons, déjà grands, étaient traités absolument comme de petits enfants par un précepteur français et une mère plus qu'à moitié folle. On les forçait à jouer aux Tuileries avec de petits fusils à ressorts à boudins tels qu'on en donne aux enfants de 4 à 5 ans ; s'ils avaient le malheur de rechercher quelque autre jeu plus en harmonie avec leur âge et leur tempérament très-développé, ils encouraient les peines les plus sévères ; ces deux malheureux, profondément humiliés, étaient toujours tristes et faisaient un contraste très-pénible avec les autres enfants animés de la plus aimable gaieté.

Je me permis de faire plusieurs fois des observations à leur précepteur sur ce traitement qui humiliait ses élèves, les rendait moroses et finalement les pousserait à la révolte ; celui-ci me répondait invariablement que c'étaient les instructions précises de la mère ; d'ailleurs que le caractère de ces enfants était indomptable — on ne s'en serait guère douté — et que si on leur lâchait une fois la bride, on n'en viendrait plus jamais à bout. Ce n'était pas mon avis, et je déplorais in

petto le triste sort de certains enfants qui ont le malheur de tomber sous de semblables directions. Ce cas, hélas ! n'est que trop fréquent, et je suis bien convaincu que la plupart des mauvaises actions qui se commettent dans le monde, auraient pu être évitées par une direction habile, ferme, qui aurait su faire jouer tous les ressorts qui font mouvoir l'espèce humaine. Sans doute, il est des caractères plus ou moins rebelles, mais il n'en est aucun dans lequel on ne puisse jeter le germe du bien, qui un jour lèvera et produira quelque fruit, ou du moins étouffera quelque mauvaise herbe.

J'ai dit que la mère de ces pauvres enfants avait un caractère des plus excentriques ; voici une petite anecdote qui la concerne et qui fera bien connaître l'esprit fantaisiste de cette dame : Il lui vint un jour l'idée de donner un grand dîner, sans calculer que l'appartement aussi cher qu'exigu, qu'elle occupait rue de Rivoli, ne lui permettait au plus que de recevoir quelques amis intimes.

Elle lança de nombreuses invitations dans le meilleur monde, car elle était d'une famille très-élevée et fort riche.

Le couvert se trouva mis dans une salle à manger longue, mais très-étroite, et, malgré qu'on eût profité des moindres coins et recoins, la moitié des convives put à peine y trouver place. La plupart d'entr'eux, jugeant d'un coup d'œil la situation, cherchaient à s'esquiver sans bruit, mais la maîtresse de maison n'entendait pas de cette oreille, et, prenant un des fameux fusils de ses fils, elle se mit en sentinelle à la porte de la salle à manger, menaçant en riant, quiconque chercherait à s'évader, de le fusiller sans forme de procès. J'avoue que tout cela me semblait si amusant, que je ne fus pas un de ceux qui tentèrent de prendre la fuite, j'étais trop heureux de voir le dénouement de cette comédie.

On fit d'abord placer les dames, et ce ne fut pas chose



facile, car la table prenait presque toute la largeur de la salle à manger, les chaises adossées aux parois avaient peine à se remuer et les crinolines de l'époque étaient fort rebelles. Enfin on parvint à accomplir l'enchâssement de toutes ces perles; il restait même encore quelques places qui furent offertes aux ambassadeurs et aux grands dignitaires. Les autres convives furent invités à se caser comme ils pourraient, et les plus minces à se glisser derrière les dames avec lesquelles ils feraient la — dinette, — selon l'expression pittoresque de la maîtresse de maison.

Cela devenait piquant; chacun se hâta de suivre ces instructions, et, pour ma part, je réussis à atteindre le dossier de la chaise d'une petite princesse russe que je rencontrais souvent rue de Rivoli, chez le pâtissier Guerre, où elle grignotait quotidiennement force bonbons et friandises; j'étais sûr d'être délicatement nourri, et comme elle était une ancienne amie de la maison où elle faisait actuellement un peu tâche par son esprit mondain, je n'étais pas moins sûr de trouver quelqu'un à la hauteur de ma gaité alors proverbiale. De ce poste retranché, je dominais toute la salle et ne perdis aucun détail des incidents qui eurent lieu. Les — dinettes — allaient leur train sans encombre, sauf quelques crêmes répandues sur les blanches épaules de leur voisine par des cavaliers maladroits ou trop vivement émus, tout le monde était gai, même les goinfres qui, se refusant à la communauté, s'étaient établis sur les fenêtres, les tables de service, ou interceptaient aux portes les convois de vivres que les gens de service leur abandonnaient dans l'impossibilité absolue où ils étaient de pénétrer plus avant; la maîtresse de maison était triomphante: — tout Paris — parlerait de son dîner! Elle n'avait pas quitté son fusil qu'elle portait lestement tantôt sur une épaule, tantôt sur l'autre, s'en servant

au besoin comme un chef d'orchestre de son bâton pour donner ses ordres et établir l'harmonie dans son service. Tout à coup, je ne sais quelle malencontreuse idée lui prit de dire quelques mots à voix basse à une dame qui se trouvait au beau milieu de la table. Au lieu de passer par dessus celle-ci, ce qui était le chemin le plus court, le plus facile et le plus en harmonie avec son caractère, elle fit déranger une partie des convives, et, en se retirant, elle oublia de repousser la chaise de l'un d'eux, le comte Pahlen, l'ambassadeur de Russie, qui, croyant qu'elle était derrière lui, s'assit et tomba sous la table de toute sa hauteur, en se frappant la tête contre la muraille.

Je laisse à penser quelle émotion s'en suivit; chacun se leva, ce fut un tohu-bohu indescriptible; pendant ce temps-là le comte gisait sous la table sans connaissance. Enfin, peu à peu les dames passèrent au salon, une partie des convives les suivirent, et à quelques-uns nous parvinmes, non sans difficulté, à retirer la malheureuse victime d'une distraction impardonnable. Nous la transportâmes sur le lit même de la maîtresse de la maison qui l'exigea; la pauvre femme, dans son trouble, s'empara sur la toilette d'une carafe d'eau qu'elle versa toute entière dans le cou du malade, avant que nous pussions prévenir son action. Le comte Pahlen, rappelé tout-à-coup à la vie par cette froide immersion, se leva du lit comme galvanisé, ses yeux, ordinairement glauques et ternes devinrent effrayants; nous nous reculâmes tous de quelques pas; je me rappelai involontairement la mort de l'empereur Paul; c'est bien ainsi que je me figurais la race des étran-gleurs de Czar!

L'instruction religieuse de mon élève cadet s'avancait; il devait incessamment faire sa première communion; en même temps, l'œuvre des disciples de Jésus marchait à pas de géants,

et, tandis que le fils allait être reçu dans la religion protestante, la mère allait entrer dans le giron de l'Église catholique, apostolique et romaine.

Elle ne quittait presque plus le — saint — Evêque qui s'était chargé de la direction de sa conscience, et dont l'influence pernicieuse se faisait sentir dans les plus intimes détails du ménage princier; le premier agent de cette trame ténébreuse, l'homme au parasol du Jourdain, l'Écossais, le missionnaire s'était peu à peu effacé devant l'action de son supérieur; il s'était réduit placidement au rôle de bonne d'enfant et allait promener vertueusement les bébés dans le jardin des Tuileries ou au bois. Cependant, il n'abandonnait pas son poste; il fallait aux machinateurs de ce complot deux yeux pour voir les allant et venant, et deux oreilles pour entendre ce qu'ils pourraient bien dire!

Trois ou quatre fois, cet ignoble personnage me proposa, du ton le plus patelin, de me remplacer auprès de mes — chers élèves, — car, disait-il, un homme de mon âge devait avoir besoin de distraction; le zèle et le dévouement avec lesquels j'accomplissais ma sublime mission méritaient plus d'égards qu'on n'en avait pour moi, et il n'était pas possible que je fisse sans cesse le sacrifice de ma liberté, de mes goûts et de mes habitudes, etc. Je lui répondis de manière à lui ôter l'envie d'y revenir, lui faisant sentir ironiquement que sa compassion partait — d'un bon naturel, — sans doute, mais que je n'avais que faire de sa sollicitude; s'il revint, malgré tout, plusieurs fois encore sur ce sujet, c'est qu'il appartenait à un ordre que rien n'arrête, rien ne rebute, et dont les adeptes font, avant tout, profession d'une si grande humilité, qu'elle dépasse les bornes de l'imagination, surmonte jusqu'aux révoltes de la chair et donne le vertige aux forts et aux puissants, par ses profondeurs incommensurables.

L'astucieux prélat qui était l'âme de cette infâme intrigue, eut plusieurs fois à répondre aux insinuations et même aux interpellations directes de quelques amis restés fidèles à la maison ; il se défendit vertement des intentions qu'on lui prêtait, se prétendit victime d'apparences trompeuses, et poussa même l'hypocrisie jusqu'à se plaindre du rôle — ridicule — que lui faisait jouer la Princesse par ses assiduités intempestives. — Je serais heureux, disait-il, que le Prince eût conservé assez d'ascendant sur elle, pour m'éviter des poursuites que j'excuse en faveur du motif si touchant qui les inspire, mais qui ne laissent pas d'être très-fatigantes pour moi et de nuire à mon caractère sacré..... On ne pouvait pas pousser plus loin le cynisme, l'impertinence et l'hypocrisie ! Le Prince, auquel ces paroles furent rapportées, en conçut un violent dépit, et résolut d'en obtenir la confirmation par une personne à laquelle il pût ajouter toute confiance. Ce fut sur moi qu'il fixa son choix pour cette périlleuse et difficile mission, mais je ne consentis à m'en charger qu'à la condition que madame la Princesse en serait informée.

Je partis donc pour la résidence de — Monseigneur — l'Évêque, où je fus reçu à bras ouverts. Monseigneur se fit petit et bon garçon, sans doute pour se mettre à mon niveau, et déploya toutes les ressources de son amabilité pour me convaincre de ses bonnes intentions et de la droiture de ses sentiments.

La maison du prélat était fort bien tenue, et son personnel se composait de jeunes gens instruits, bien élevés et du caractère le plus agréable.

J'avoue que je fus un peu interdit en voyant les allures de cette résidence que je m'étais figurée triste, morose, suant par tous les pores la cafarderie ; je m'étais attendu à voir de longues figures pâles, ascétiques, au regard louche et

oblique, à n'entendre que des paroles onctueuses, graves, toute confites en dévotion, à loger dans une maison meublée sévèrement, dont les immenses salles ne devaient résonner que des soupirs arrachés aux âmes pieuses qui les fréquentaient et des coups de disciplines que s'appliquaient les pécheurs repentants ; au lieu de ce lugubre tableau, je ne voyais que des appartements arrangés avec bon goût et coquetterie, qu'aurait volontiers habités l'homme le plus mondain ; je ne rencontrais que des figures jeunes, riantes, ouvertes, animées de la plus franche gaité, je n'entendais que des conversations dont les sujets et la manière dont ils étaient traités, auraient fait les délices de ces salons fréquentés par les hommes de bon goût et bien élevés. Ma surprise alla en croissant, en me voyant assis, moi trentième, à une table richement servie, où figuraient les mets les plus exquis et les plus recherchés, les vins les plus généreux, à laquelle la liberté dont jouissaient les convives donnait une vie, un entrain que le Prince lui-même eût été heureux de voir figurer à la sienne.

Après le repas, chacun s'éparpillait au gré de sa volonté et de ses goûts, qui dans un splendide jardin, qui sous des charmes impénétrables au soleil, les uns dans une riche bibliothèque, les autres, plus mondains, dans une magnifique salle de billard, où je vis plus d'un amateur jouer de façon à rendre jaloux le fameux Berger lui-même.

L'Évêque, aux petits soins pour moi, cherchait à me procurer toutes les distractions possibles ; un jour il me proposa, pendant qu'il s'absentait, d'aller visiter, sous la conduite d'un de ses secrétaires, un séminaire dont il avait la direction ; j'acceptai volontiers, désireux de connaître un de ces établissements où se forme cette pépinière de jeunes prêtres qu'on disperse dans le monde entier après qu'on a brisé en eux le grand ressort de la vie, et qu'on les a façonnés à l'obéissance

aveugle pour la plus grande gloire de Dieu et le plus grand avantage de... l'ordre de Jésus.

Je trouvai devant la porte une excellente voiture, et un jeune secrétaire dont la gaité, l'esprit, la bonne humeur et les excellentes manières m'avaient déjà causé une impression des plus favorables ; le choix de ce jeune homme pour me tenir compagnie était encore une attention.... et une habileté de Monseigneur. Arrivé au séminaire, le supérieur, sans doute prévenu, me reçut avec toutes sortes d'égards, mais sa figure dure, sévère, implacable même, ne me prévint nullement en sa faveur. Il était un vrai spécimen du jésuite renfrogné, tel que je me l'étais représenté : grand, maigre, osseux, un nez long et pointu, un menton bref, sec, empreint de cruauté, de grands yeux noirs, scrutateurs, fixant à la manière des oiseaux de proie, la voix grave, sonore, dure dans les notes basses, onctueuse, mielleuse et fausse dans les notes élevées que prenait le jésuite quand il voulait la rendre douce et affable, joignez à tout cela le geste brusque, saccadé, impatienté, d'un homme qui a l'habitude de ne relever que de lui-même dans sa sphère et qui a rarement l'occasion de se trouver en contact immédiat avec ses supérieurs, et vous aurez le portrait fidèle et peu rassurant de M. le supérieur du grand séminaire.

Son entourage était à l'unisson et faisait un singulier contraste avec la bonhomie cordiale, intelligente, voire même un peu mondaine des commensaux de l'Evêché. Cependant M. le supérieur daigna me faire lui-même les honneurs de la maison qu'il me fit visiter dans ses moindres détails, des greniers à la cave, en compagnie d'un familier aux allures aussi peu rassurantes et à la physionomie aussi peu sympathique que celle de son chef. Aussi, en présence de ces deux types sinistres, on comprendra sans peine le malaise qui s'empara de

moi à la visite des caves que je fis seul comme pour celle des autres parties du logis, mon jeune compagnon de route ayant prétexté qu'il connaissait à fond la maison où il avait été élevé, ce qui était plausible. Qu'on se figure donc deux rampes raides d'un escalier de pierre à demi-usé par le temps et les pieds de ceux qui l'avaient parcouru ; poli, visqueux, sans autre appui que les murailles froides, raïches et couvertes de salpêtre ; le familier en avant avec une lanterne qui éclairait sans doute ses pas, mais nullement ceux des suivants ; je m'avançais derrière lui en tâtonnant et trébuchant à chaque pas ; derrière moi le supérieur au pied lourd, mais ferme, habitué sans nul doute à parcourir ces lieux dans la plus profonde obscurité. Arrivés au bas de l'escalier, nous dûmes suivre à trois pas les uns des autres un long couloir, si étroit que deux hommes même de petite taille n'eussent pu s'avancer de front. J'eus là, je l'avoue, un moment d'angoisse ; ces deux hommes coiffés du sinistre chapeau de Basile qui me tenaient là entr'eux comme dans les branches d'un étau, à une profondeur d'où nul cri n'eût pu se faire entendre au dehors, n'étaient-ils pas chargés de me faire disparaître à tout jamais ! Je sentis un frisson glacial me parcourir le dos, et instinctivement, je mis la main dans une poche où se trouvait un excellent couteau-poignard que j'avais l'habitude de porter sur moi. Je me sentis rassuré, et la raison qui m'abandonnait reprit son empire. Pourquoi, en effet, faire disparaître un homme qui n'avait d'importance que par la mission dont il était fortuitement chargé, mission qui justement le garantissait de tout danger, puisque le porteur ne pouvait disparaître sans jeter l'éveil et provoquer une enquête sévère. Ma bonne humeur reprit le dessus et je plaisantai sur la situation même avec mes conducteurs qui s'égayèrent presque, si on peut appeler gaité les éclats de voix du hibou caché la nuit dans

un trou de vieille muraille. Enfin nous sortîmes de cette lugubre excursion et je ne fus pas fâché de revoir la lumière du jour et ce bon soleil qui réjouit si bien le cœur et chasse les nuages de l'esprit comme ceux du ciel.

---



## CHAPITRE XXV

Le soir venu, je me retrouvai en tête à tête dans son cabinet avec Monseigneur qui venait de faire sa course quotidienne. Il me demanda des nouvelles de ma visite au séminaire ; je lui fis part de mes observations et de mes impressions, sauf cependant de celles qui auraient pu être pour lui une grossière injure, tout au moins un manque de tact ou de convenance. Je ne pus pourtant m'empêcher de faire allusion, indirectement, bien entendu, aux craintes chimériques que j'avais éprouvées dans les caves. Arrivé à ce passage de mon récit, je lui dis : — Je suis pourtant heureux de n'être pas à ces sinistre époques où les hommes divisés sur les matières religieuses, s'abandonnaient à toute la fougue de leurs passions et commettaient au nom de Dieu les crimes les plus abominables ! — Et pourquoi cela, mon enfant ? — Parce que, Monseigneur, j'étais dans les caves du séminaire complètement à la merci de deux ennemis de ma foi. — Vous êtes donc protestant ? — J'ai été élevé dans ce culte. — Etes-vous au moins un bon protestant ? — Et comme j'hésitais, récapitulant en moi-même les accrocs que j'avais bien pu faire à la foi de mes pères, mon manque de zèle soit volontaire, soit forcé par les circonstances, pour les pratiques religieuses en général et pour celles de mon culte en particulier. — Je vous vois hésiter, reprit le bon apôtre, mais ne craignez rien, je ne tenterai pas de faire de vous un catholique, j'y perdrais mes peines, mais je voudrais au moins — faire de vous un bon protestant. — L'idée me parut si comique de la part de ce —

saint — prélat, que je ne pus m'empêcher d'en rire : je le fis de si bon cœur, que je vis un sourire errer sur les lèvres elles-mêmes de l'Evêque.

J'étais déjà depuis plusieurs jours à l'Evêché, sans avoir pu aborder le sujet de ma mission. Chaque fois que je tentais d'entamer ce chapitre, l'habile prélat tournait habilement la page, soit en avant, soit en arrière ; si je faisais mine d'insister, il fermait tranquillement le livre des observations que je lui apportais et changeait finement le sujet de la conversation. Evidemment il voulait gagner du temps, car il ne pouvait espérer que je partirais sans lui avoir communiqué les instructions dont j'étais chargé. D'un autre côté, il était trop habile pour n'avoir pas reconnu du premier coup d'œil que je n'étais pas un de ces hommes auxquels on fait lâcher le morceau de viande pour courir après l'ombre, non plus qu'un de ces serviteurs faibles ou intéressés dont on fait fléchir la fidélité par des paroles sucrées ou l'appât de certains avantages.

La manœuvre de l'Evêque était calculée évidemment pour gagner un temps qui lui permettrait de dresser certaines batteries qu'il démasquerait quand l'heure décisive aurait sonné.

Je résolus de ne pas attendre qu'il se fût fortifié d'une manière invincible et de brusquer l'attaque.

Le jour suivant, au sortir du dîner, avant qu'il disparût, comme il avait l'habitude de le faire, je le priai de vouloir bien m'accorder un entretien devenu nécessaire, parce que je comptais prendre bientôt congé de lui, mes élèves réclamant impérieusement ma présence.

Il parut étonné d'une résolution qu'il trouva — extrêmement prompte, — me loua de mon zèle pour mes élèves, en ajoutant que je pouvais pourtant être bien tranquille à leur égard, que leur excellente et pieuse mère veillait sur eux

avec la plus tendre sollicitude, etc., etc. Je savais à quoi m'en tenir là-dessus, et comptais plus sur les bons offices et le zèle de mon ami Merrigny que sur tout autre secours.

J'insistai, tout en remerciant sa Grandeur de l'extrême bienveillance qu'elle daignait me témoigner, et, à mon tour, me retranchai derrière les craintes que m'inspirait un séjour trop prolongé chez une personne dont tous les instants étaient consacrés aux œuvres pieuses, et ne pouvaient être détournés sans nuire aux intérêts et au bonheur du troupeau que la Providence lui avait confié... Le prélat me regarda d'une façon singulière; pensa-t-il que je pourrais faire un jésuite passable, ou fut-il offensé de paroles qu'il savait bien être une ironie dans ma bouche? Quoiqu'il en soit, il eut une intonation assez brusque dans les premiers mots de sa réponse, qui furent de décliner pour le soir même l'entretien que je lui demandais : — Vous avez raison, mon enfant, tous mes instants appartiennent bien à mon troupeau, mais les personnes pour lesquelles vous êtes venu ici, en font également partie et ont les mêmes droits que les autres à ma sollicitude. Pour aujourd'hui cependant, je crois que leurs intérêts ne souffriront pas que je m'occupe d'autres beaucoup plus pressants; demain, mon enfant, je serai libre et nous pourrons causer de ce que vous avez tant à cœur, sans être dérangés par qui que ce soit, s'il plaît à Dieu. Là-dessus, il me fit un geste amical, me dit à revoir et partit.

Encore vingt-quatre heures! pensai-je en moi-même. Vingt-quatre heures entre les mains d'un pareil homme, peuvent assurer le triomphe de ses idées, l'exécution de ses plans, mais comment faire autrement?

J'écrivis au Prince les causes de ce nouveau délai, comme j'avais l'habitude de le faire quotidiennement, mettant mes lettres moi-même à la poste, tant j'étais rassuré sur les ma-

noeuvres et la délicatesse de nos adversaires et j'attendis, avec le plus de patience que je pouvais, l'heure de ma délivrance, car je commençais à être horriblement las de mon oisiveté, du sourire sempiternel de ceux qui m'entouraient et de leurs aménités calculées, dont je n'étais nullement la dupe.

Le lendemain, tout le monde redoubla de soins et d'attentions pour mon humble personne ; on eût dit que je représentais les intérêts d'une grande puissance, et que de mon jugement allait dépendre le sort d'une nombreuse population. En fait, je ne représentais que les simples intérêts d'une famille, considérable il est vrai, possédant des propriétés plus étendues que celles de bien des États, mais ces intérêts étaient défendus par deux souverains puissants, dont l'un appartenait au culte réformé, et l'autre à l'Église grecque qu'on abandonnait.

Il n'en fallait pas davantage pour exciter la passion d'un prélat pour lequel la lutte, le combat, la résistance à toute outrance ont toujours été un des éléments de vie, habitué à briser tous les obstacles qui s'opposaient à ses volontés absolues, despotiques, soutenu par une compagnie fortement organisée et assez habile pour ne pas employer toujours des instruments aveugles, mais parfois des hommes incarnés dans ses principes dont ils se font, de plein gré, les défenseurs intelligents et dévoués.

L'Évêque était du même coup le champion de Rome et des Jésuites ; il terrassait la réforme dans la personne du Roi de Prusse, le schisme grec dans la personne de l'Empereur de Russie, et jetait dans l'escarcelle de ses commettants une fortune princière.

C'était plus qu'il n'en fallait à cet homme parti de si bas, qui s'était élevé par la puissance de son génie d'intrigue mis au service d'une ambition démesurée et d'un orgueil insensé,

pour enflammer son imagination, développer toutes les ressources de son esprit malfaisant, et l'exciter à une lutte dont le triomphe serait la glorification de sa personnalité et lui ouvrirait la porte des plus hautes dignités de l'Église.

On voit à quel homme j'avais à faire, avec les seules ressources de la droiture, de la vérité et de l'honnêteté. Je comprenais toute la grandeur de ma tâche, en même temps que j'en appréciais toutes les difficultés ; je sentais bien que je n'étais qu'un faible David contre un Goliath, mais David, défenseur d'une bonne cause, avait trouvé dans sa faiblesse le moyen de terrasser le géant ; si je ne pouvais obtenir sur lui une pareille victoire, peut-être un jour serai-je du moins le doigt accusateur qui le signalerait au mépris et à l'indignation des honnêtes gens.

Le soir venu, je me rendis dans le cabinet de Monseigneur ; je le trouvai assis au coin de son feu, plongé dans une profonde méditation ; il en sortit à mon entrée, et, avec cette puissance de muscles qui le caractérise, il me dit, le sourire sur les lèvres, la figure calme et gracieuse : — C'est vous, mon enfant, vous êtes exact, c'est bien ; mais vous allez m'en vouloir ; croyez pourtant que je ne suis pas si coupable que je vais vous le paraître..... Une affaire importante m'oblige à sortir encore ce soir ; ma voiture est attelée, il faut que je parte à l'instant ; et il se leva pour me congédier. Mon sang bouillonna dans mes veines ; j'eus mille peines à me contenir et à ne pas éclater ; je rappelai pourtant à moi tout mon sang-froid, mais, incapable de répondre un mot, je m'inclinai et me dirigeai vers la porte.

Je ne sais quel mobile l'inspira en ce moment ; il feignit de réfléchir : — Cependant, mon enfant, me dit-il de sa voix la plus caressante, comme ce contre-temps me paraît vous contrarier beaucoup, il y aurait peut-être un moyen de con-

cilier les deux choses : si vous aviez assez de patience — quelle ironie ! — pour attendre mon retour au coin de ce feu, vous prendriez un livre dans ma bibliothèque et j'aurais le plaisir de causer avec vous en rentrant. J'acceptai... malgré l'inconvenance de pousser cet homme dans ses derniers retranchements et d'exiger de l'hôte qui m'avait fait un si bon accueil un entretien, alors qu'il rentrerait harassé de fatigue, tandis que je pouvais le remettre au lendemain ! mais, je le répète, j'étais à bout de patience, le rôle qu'on me faisait jouer devenait ridicule, le temps pressait et je souffrais autant des angoisses du Prince que des miennes propres. Bref, j'acceptai la proposition ; il partit et je m'installai le mieux possible dans un bon fauteuil après m'être muni d'un petit volume que je trouvai sur le premier rayon venu.

Soit effet de la chaleur, soit excès de fatigue morale, le sommeil s'empara immédiatement de moi, ce bon sommeil que la jeunesse seule connaît, tout plein de rêves dorés qui épanouissent l'âme et le cœur.

Tout à coup, j'entendis la porte s'ouvrir et minuit sonner à la pendule ; je me levai précipitamment, mon livre encore à la main, et aperçus l'Évêque qui me sourit paternellement et me dit : — Bravo ! patient jusqu'au bout ! mais que lisiez-vous donc là, quel est le charmeur qui vous a tenu éveillé ? En même temps, je jetai un coup d'œil sur le titre, je ne l'avais même pas ouvert. — C'était un livre de Michelet. — Ah ! fit le prélat avec vivacité, je n'ai que ce livre-là dans ma bibliothèque et il a justement mis la main dessus !.... Cette lecture vous a donc bien charmé, mon enfant, puisqu'elle vous a tenu si longtemps éveillé ? Je lui avouai franchement que le sommeil m'avait gagné avant d'avoir même vu l'objet de mon choix, et, comme il allait me féliciter, je l'arrêtai net, en lui exprimant mes regrets de n'avoir pas saisi cette bonne occa-

sion de lire une des œuvres les plus remarquables de cet éminent écrivain. Il reposa le livre sur son rayon, sans mot dire, et comme je lui exprimais avec courtoisie mes regrets de prendre sur son sommeil des heures précieuses : — N'ayez aucun scrupule, me répondit-il, je ne vais jamais me coucher si tôt ; ce sont les heures de mon travail que je vais vous consacrer, et nous entrâmes immédiatement en conversation sérieuse ; elle fut brève, comme on va le voir. — Nous étions joués ! — Mon enfant, me dit le prélat du ton le plus patelin, je connais la mission dont vous êtes chargé, et je vous félicite de la confiance qu'on vous a témoignée par là, confiance dont vous êtes certainement digne à tous égards. — Je réprimai un mouvement d'impatience. — J'ai vu plusieurs fois madame la Princesse, ajouta-t-il avec plus de vivacité, et elle m'a ouvert son cœur comme à un père ; elle ne m'a rien caché des entraves apportées par son entourage à son édification, et j'ai pleuré avec cette tendre âme sur l'aveuglement de ses persécuteurs. Je lui ai rappelé, pour la consoler, les sublimes sacrifices des martyrs et j'ai sondé le fond de son cœur en opposant à sa vocation ses devoirs mondains, ceux plus intéressants de la famille, et ces liens sacrés qui l'unissent à un homme bon, distingué, de mœurs irréprochables, qui appartient au culte réformé, il est vrai, mais qui n'en est pas moins un parfait honnête homme. A ces paroles de conciliation, tombant à mes genoux, elle s'est écriée d'une voix déchirante : un huguenot, mon père, un huguenot ! mais Dieu ne peut pas vouloir m'attacher pour la vie à un homme destiné à l'enfer ! Dieu ne peut pas vouloir que je perde mon âme et que j'en-courre pour lui la damnation éternelle ! Non, non, a-t-elle ajouté avec une exaltation croissante, cet homme est le maître de mon corps, mais mon âme appartient à Dieu ; mon père, mon père, défendez-moi, venez à mon secours !... Vous conf-

prenez, mon enfant, combien mon cœur souffrait à la vue des angoisses de cette pauvre martyre de sa foi ! je lui exposai pourtant que cet homme était le père de ses enfants, que Dieu lui réservait peut-être la sainte mission de convertir à son tour cette âme égarée, si elle la méritait par son calme, sa prudence, sa modération et son obéissance aux sages conseils de la raison... Peines perdues ! son exaltation s'excitait par la résistance, et, sous peine de compromettre le caractère sacré dont je suis revêtu, je dus renoncer à ramener au calme et à la raison cette âme si belle, dont la pieuse exaltation est la régénération d'un passé souillé par l'erreur. Tout ce que j'ai pu obtenir d'elle, c'est qu'elle renonçât à ma direction spirituelle et prit un de nos bons pères moins — compromis — que moi aux yeux de son entourage. J'accomplis moi-même un douloureux sacrifice, mais je le fais avec joie dans un but de paix et de conciliation. — Monseigneur, lui dis-je, je rapporterai fidèlement vos paroles à Son Altesse, quelque douloureuses qu'elles soient pour son cœur de mari et de père ; le mal est fait, il est grand ; que la responsabilité en retombe sur la tête de ceux qui l'ont commis. — Vous êtes dans l'erreur, mon fils, et l'avenir vous prouvera que ce que vous appelez un mal est un bien, et que Dieu, dans ses voies impénétrables, réserve souvent à ses plus humbles néophytes la gloire d'accomplir ses œuvres.

Le lendemain je partis enfin, comblé des bénédictions de Monseigneur, mais le cœur navré, car je pressentais que ma mission avait tout au plus servi à précipiter la catastrophe, et fourni le temps nécessaire aux adversaires du Prince pour atteindre leur but et accomplir leurs sinistres desseins.

En rentrant, je trouvai le Prince sombre et taciturne, la Princesse radieuse ; elle me fit force compliments sur mes — succès — à l'Évêché et m'affirma que j'avais fait absolu-



ment la conquête de Monseigneur. Ses félicitations n'étaient pas ironiques ; l'homme de Dieu, sachant que la pauvre femme m'avait en grande estime, s'était bien gardé de dire quoique ce soit sur mon compte qui aurait pu éveiller l'attention ou le doute dans l'esprit de sa pénitente. En exagérant au contraire mon éloge, il prouvait à cet esprit faible, mais juste, droit et honnête, qu'il savait distinguer, même parmi ses adversaires, ceux dont les intentions étaient franches, pures et frappées au coin du dévouement et de l'abnégation.

Le Prince était atterré ; il me raconta que la Princesse n'avait pas cessé un seul jour de visiter son directeur spirituel, — c'était là sans doute la cause de ces absences régulières de l'Évêque après le diner, — et qu'enfin elle avait succombé aux obsessions ardentes dont elle était entourée, et s'était convertie irrévocablement à la religion catholique, sans ménagement pour ses devoirs conjugaux et pour les intérêts de toute la famille qui allaient être gravement compromis.

Je vis d'un coup d'œil l'abîme dans lequel il était tombé : son repos à jamais perdu, car il avait à faire à des gens implacables, tenaces, qui ne lui laisseraient pas même l'ombre de l'autorité dans sa maison, et, tôt ou tard, se débarrasseraient de lui d'une manière ou de l'autre.

Sa position politique était gravement compromise, car les deux souverains qui s'intéressaient aux affaires de sa famille, ne voudraient et ne pourraient comprendre qu'il ne l'eût pas emporté dans un conflit où il pouvait user d'une autorité sans borne : tout au moins l'accuseraient-ils de négligence ou de faiblesse et lui retireraient-ils leur bienveillance ainsi qu'à ses enfants.

Ces considérations étaient graves, l'infortuné le sentait bien, mais il était brisé.

Enfin, il reprit quelque courage les jours suivants. Son fils cadet entra dans le sein de l'Église réformée; à son tour il l'emportait de ce côté, mais sa faiblesse ordinaire le reprenait à la pensée qu'il devrait enfin communiquer à sa femme la résolution qu'il avait prise à l'égard de son enfant. Je dois le dire, pas un instant l'idée de justes représailles n'était venue à sa pensée, et lui, l'excellent homme dont on avait froissé l'autorité conjugale, ne songeait, à la veille de frapper un dernier coup, qu'aux suites que pourrait avoir pour la santé de sa femme, l'annonce d'un fait qu'elle ne soupçonnait même pas, tant le secret avait été bien gardé par nous et par le pasteur protestant.

Enfin l'enfant fit solennellement sa première communion, et le Prince prenant une vigoureuse résolution, l'annonça immédiatement à sa femme.

La douleur de la pauvre mère fut immense, mais cependant mitigée par ses préoccupations personnelles et sans doute par un secret espoir de réparer un jour avec l'aide de ses conseillers — le mal — que, disait-elle, on avait fait à son enfant.

Ses absences devinrent plus fréquentes, ses dévotions plus ardentes, les robes noires semblaient surgir de tous les côtés, entrer par toutes les portes, sortir de dessous les meubles. Le Prince qui avait retrouvé un repos relatif, s'éloignait autant que possible de la maison; quant à moi et à mes élèves, relégués dans un hôtel rue des Vieux-Augustins, comme je l'ai dit en commençant, faute de place à l'hôtel de leurs parents, nous n'avions plus l'air d'appartenir à la maison, et nous étions absolument livrés à nous-mêmes; une ou deux fois j'essayai de faire avec eux une apparition le soir au salon; mais la Princesse prit elle-même la peine de nous faire sentir que nous étions de trop dans ce cercle de pieuses et dévotes gens. Je fus froissé pour mes pauvres enfants de cette cruauté

insigne, et cherchai à les dédommager par un redoublement de tendresse et de soins de la perte de l'affection maternelle, tout en m'efforçant de la dissimuler et d'en atténuer les effets. Quant au Prince, il fuyait comme je l'ai déjà dit sa triste maison et se livrait aux plaisirs de Paris pour s'étourdir et oublier quelques instants la perte de son bonheur domestique. Presque chaque jour, il venait voir ses enfants, et souvent nous emmenait le soir au théâtre. Plusieurs semaines s'écoulèrent dans ce calme apparent ; personnellement je ne croyais pas que cette trêve pût durer bien longtemps, et m'attendais de jour en jour à la reprise des hostilités, bien résolu dans ce cas à recouvrer ma liberté, et à quitter un poste qui ne me laissait plus un moment de tranquillité et que je n'occupais désormais que contre le gré d'une mère si cruellement froissée dans ses convictions religieuses. J'avais déjà fait au Prince quelques allusions sur ma pénible situation, mais il les avait repoussées loin, en me disant que le temps arrange tout et calme les plus fougueuses passions, que je voyais bien la tranquillité relative dont nous jouissions, tranquillité qui finirait certainement par devenir normale, etc., qu'il avait aussi souci que moi de ma dignité, et qu'il serait le premier à m'engager à quitter mon poste, s'il jugeait qu'il n'était plus tenable ; que plus que jamais, je devais par affection pour lui et pour les enfants ne pas les abandonner dans les conjonctures présentes.

Quoique peu convaincu de l'utilité de ma présence, je restai néanmoins attendant les événements, pour ne pas ajouter à ses peines et ne pas causer un chagrin à mes chers enfants.

Un jour enfin, la Princesse annonça froidement et catégoriquement à son mari, que sa conscience se refusait péremptoirement à laisser auprès de — son — enfant, un précepteur huguenot, quels que fussent du reste son mérite et ses qualités privées.

Le prince lui ayant fait observer que lui-même et — son — fils aîné étaient huguenots..... elle ne répondit rien, mais se contenta de faire une moue significative et de se signer dévotement.

Le Prince lui dit qu'il aviserait, mais que de fortes considérations d'intérêts de famille lui défendaient pour le moment de prendre des résolutions extrêmes ; sa fierté tomba, elle se prit à pleurer et à se lamenter de ce que des considérations mondaines, et matérielles pouvaient l'emporter sur des questions de salut éternel, de conscience et de foi, que quant à elle, elle était prête à renoncer aux biens de ce monde pour sauver son âme, etc., etc.

Le Prince eût dû lui demander si ses directeurs spirituels étaient tout à fait de son avis sur ces questions matérielles et l'engager à les consulter là-dessus : il ne songea qu'à la calmer et à gagner du temps.

Elle m'écrivit alors une lettre très-touchante, très-pathétique, dans laquelle énumérant tous les services que j'avais rendus à sa famille, elle me remerciait du plus profond de son âme de mon zèle, de mon dévouement et de l'attachement dont j'avais fait preuve pour eux tous ; elle regrettait personnellement que mes idées religieuses ne fussent pas en harmonie avec les siennes, car elle eût été bien heureuse de conserver le meilleur des amis, etc. ; elle ajoutait, en terminant, que cette séparation était le plus douloureux sacrifice qu'elle eût accompli de sa vie, dont pas un seul jour ne se passerait sans qu'elle priât Dieu pour moi et pour mon salut futur.

J'avoue que ce ne fut pas sans une très-vive émotion que je reçus cette lettre, dont quelques passages me rappelaient un temps où je jouissais de toute l'estime et de toute l'affection de cette femme charmante, dont l'intelligence et l'âme venaient d'être troublées par le souffle empoisonné de vils intrigants.

C'en était fait de ce charme qu'elle répandait jadis à l'entour d'elle ; ces brillantes qualités du cœur et de l'esprit semblaient au fond d'une sacristie, sentine impure où allait se souiller et se flétrir cette belle âme qui faisait jadis la joie et le bonheur de tous ceux qui l'approchaient. Adieu ces rêves gracieux de la jeunesse, de la beauté, de l'esprit, du sentiment ; ils allaient faire place aux sinistres pensées de la mort, aux pratiques superstitieuses, à l'abrutissement d'une dévotion exagérée, à ces pensées étroites, égoïstes, froides, implacables, sans écho dans le cœur, qui sont l'apanage de ces femmes affolées qui brisent, elles vivantes, tous les liens que la nature, le sentiment, la société ont créés pour le bonheur du genre humain.

Je mouillai de larmes ces tristes et touchantes lignes, tout en maudissant les infâmes qui avaient tué une si belle âme et réduit cette malheureuse égarée à l'état de cadavre.

J'allai trouver le Prince, muni de cette lettre, et le priai de vouloir bien accepter ma démission, cette fois définitive ; il convint avec moi qu'il n'était plus possible que je restasse dans une aussi fausse position, mais il ajouta qu'il espérait bien que ce n'était qu'une séparation provisoire, exigée par les circonstances, et que jamais il ne consentirait à perdre de vue un homme qui s'était montré si dévoué aux intérêts de la famille. — J'ai encore un service à vous demander, ajouta-t-il en terminant ; faites-moi le plaisir d'aller chercher ma mère à Dresde, vous la conduiriez à Kissingen où nous devons passer une saison ; j'espère que vous serez des nôtres, et que vous resterez pour vous reposer un peu, car vous devez en avoir besoin, ajouta-t-il mélancoliquement. J'acceptai la proposition et après avoir pris congé de mes chers enfants, la mort dans le cœur, je partis pour Dresde où je trouvais la Maréchale que je ramenai à Kissingen où toute la famille se trouva réunie, excepté mes deux élèves. L'aîné était parti pour

Saint-Petersbourg, il entra au corps des Cadets ; le second  
ut entré..... au fameux séminaire que j'avais si récemment  
ité!!..... Ce fut le gendre du Prince qui m'apprit en  
tail ces événements, si subits que j'en fus tout abasourdi ;  
i-même n'avait osé le faire, tant au fond il était honteux de  
faiblesse..... Le soir même, j'allais prendre congé de ce  
ince si peu ferme dans ses résolutions ; il ne chercha pas à  
e retenir, et régla nos petites affaires avec sa générosité  
dinaire. Nous nous quittâmes, lui plein du trouble que lui  
usait son impardonnable conduite, moi plein de pitié pour  
manque d'énergie et de dignité aussi complet.

---

## CHAPITRE XXVI.

Pendant de longues années, j'entretins une correspondance suivie avec mon élève aîné dont les succès dans le monde et au service, faisaient ma joie et mon orgueil. Je le revis bien souvent à Paris où j'avais fixé mon domicile ; il était toujours pour moi l'excellent enfant que j'avais élevé, aimé comme s'il était mon fils ; devenu homme, il était aussi bon que beau, ses rares capacités l'avaient élevé aux premières dignités de l'Etat, la douceur et l'amabilité de son caractère lui conciliaient l'affection de tous ceux qui l'approchaient, et, malgré ses succès, ses richesses, sa haute position sociale, il n'avait excité ni l'envie, ni ces haines sans nom de ces esprits malfaisants qui ne semblent sortir leur tête de la boue fétide où ils grouillent que pour lancer leur dard et s'enfoncer de nouveau dans la fange. Il avait vaincu la jalousie . . . . .

Vingt ans se sont écoulés : le Prince de Steinberg est allé mourir dans le midi de la France, victime d'une perturbation de ses facultés mentales.... la Princesse a réalisé toute sa fortune et s'est retirée dans une maison religieuse.... mon élève cadet est mort dans une mission en Chine... mon élève aîné est devenu tout à coup triste, morose, a fui ma présence avec une persévérance et une ténacité dont je n'ai pu pénétrer le mystère, malgré mes nombreuses démarches et les tendres supplications que m'inspirait cet inconcevable et déplorable

changement dans ses idées et dans ses actions. Son état effrayant de marasme et de misanthropie surprend et afflige ses meilleurs amis, diminue peu à peu les sympathies dont il était entouré, et l'éloigne insensiblement d'un monde où il brillait naguère d'un éclat sans partage et sans rival... Son beau-frère est devenu le ministre tout puissant d'un grand Etat et sa sœur est entourée d'une nombreuse famille... Le frère de sa belle-mère, le prince Béruski est arrivé aux premiers grades de l'armée après une carrière glorieuse.... Le fameux missionnaire a disparu à tout jamais, et le saint Evêque, au comble de la puissance, s'est coiffé du chapeau de Cardinal en attendant la tiare à laquelle il aspire... M<sup>lle</sup> de Versac est morte laissant tout son bien à son cousin, mon ami Merrigny qui habite la célèbre campagne avec sa femme et ses nombreux enfants... la comtesse Olgikoff, retirée au fond de ses terres sur le Volga, s'occupe de l'éducation de ses derniers enfants avec l'aide de son mari dont le nez est devenu la huitième merveille du monde, et le précepteur Irlandais qui a blanchi à leur service... Le fils aîné du prince de Hohenzollern est devenu célèbre comme prétexte de la fameuse guerre franco-prussienne, son fils cadet a été tué à Sadowa et le troisième règne encore en Roumanie; leur précepteur est devenu un grave conseiller d'Etat, couvert de ses chères décorations, et son ami l'abbé, précepteur des Murski, a jeté le froc aux orties et épousé une *gretchen* dont il a une nombreuse progéniture.

Quant aux autres personnages de cette simple histoire, ils sont en partie morts, en partie retirés dans leurs foyers, vivant de souvenirs, et achevant dans la paix et le repos une laborieuse carrière. Quelques-uns enfin sont encore sur le théâtre de la vie, où ils finissent leur rôle politique ou social.



Ce n'est nullement par oubli que je n'ai pas parlé, dans cette rapide nomenclature, de l'oncle de mes élèves, retiré à Dresde ; mais comme les derniers événements de sa vie sont mêlés à des faits qui me sont personnels, j'en ai réservé le récit avec ceux qui me concernent, pour satisfaire la curiosité des lecteurs désireux de savoir comment finit un précepteur.

Trop jeune encore pour vivre dans l'oisiveté, malgré une position indépendante qui me l'eût permis, je tournai mes regards sur Paris, la ville intelligente vers laquelle convergent toutes les facultés du monde. J'y étais attiré, non-seulement par les ressources immenses qu'offre cette capitale à l'homme qui veut et peut travailler, mais encore parce qu'elle était devenue le quartier-général de la famille que je venais de quitter dans de si tristes circonstances, et dont je ne voulais pas me séparer à tout jamais ; il me semblait qu'elle était en quelque sorte la mienne par les longues et heureuses années que j'avais coulées dans son sein.

Le rêve du prince de Steinberg avait toujours été de passer la plus grande partie de l'année à Paris et la belle saison sur les bords du Rhin. Il venait de pouvoir réaliser ce rêve charmant en restaurant le château de ses pères, situé dans la plus belle exposition du Rhin, et en faisant l'acquisition d'un joli petit hôtel dans le faubourg Saint-Honoré, habité par la haute finance et une aristocratie moins ancienne et plus mondaine que celle du faubourg Saint-Germain.

Les circonstances qui accompagnèrent l'achat de cet hôtel méritent d'être mentionnées par leur étrangeté : Il existait à Paris une dame, veuve, jeune encore, que des revenus plus que modestes forçaient à vivre avec la plus sévère économie. Le choix d'un appartement était pour elle chose grave, car il fallait qu'il fût en harmonie avec son éducation, son ancienne

position sociale et les ressources de son maigre budget. Depuis longtemps elle était à la recherche de ce *rara avis* et désespérait presque d'atteindre son but, quand tout à coup elle reçut un billet très-laconique qui l'invitait à passer dans une maison des Champs-Élysées qu'on lui désignait, pour entendre une communication très-importante qu'on ne pouvait faire qu'à elle seule.

Sa perplexité fut grande ! Aller seule, comme on le lui prescrivait, était un peu hasardé ; se faire accompagner, ce n'était pas remplir les conditions exactes qui lui étaient imposées. Que faire ? Elle consulta son gendre, jeune homme de bon conseil. Celui-ci décida que sa belle-mère entrerait seule, mais qu'il l'accompagnerait jusqu'à la porte et veillerait extérieurement à sa sécurité. Ce qui fut dit fut fait. La dame se présenta, fut introduite dans un cabinet où elle trouva un vieillard qui, se levant à son approche, la prit par la main et la conduisit à un fauteuil au coin du feu.

Après s'être assis lui-même, — mon enfant, lui dit-il, excusez la manière insolite dont je vous ai priée de venir, mais mon grand âge ne me permet plus les courses extérieures et j'ai craint que vous ne vinssiez pas à ma simple demande. Voici ce dont il s'agit : J'ai beaucoup connu votre père, qui m'a rendu, il y a bien des années, d'éminents services ; je n'ai pu jamais lui témoigner autrement ma gratitude que par des remerciements et par la profonde reconnaissance que je lui ai gardée dans mon cœur. Aujourd'hui, à la veille d'aller rejoindre cet excellent homme dans un monde meilleur, je me suis décidé à disposer de tout mon bien. Je connais vos nobles infortunes, que vous avez si dignement supportées et que j'aurais bien voulu secourir plus tôt, si je n'avais connu en même temps votre délicatesse et votre susceptibilité, qui m'auraient attiré un refus navrant pour moi.... Et, comme la

dame laissait échapper un mouvement de fierté : — Permettez-moi d'achever, reprit avec vivacité le vieillard. Je n'ai point de famille et puis disposer en toute liberté, et sans froisser qui que ce soit, des biens que la Providence m'a accordés, et qui sont le fruit de toute une vie de labeur. Ma fortune est assez considérable pour récompenser généreusement tous ceux qui, de près ou de loin, m'ont été utiles ou se sont montrés fidèles à mon service. Voici votre part, que je vous invite à accepter au nom de votre bon et digne père ; vous y avez tous les droits possibles ; et il lui mit en même temps dans les mains une liasse de billets de banque contenant trois cent cinquante mille francs... La dame, éperdue devant une semblable fortune qui lui tombait du ciel, fondit en larmes. — Vous acceptez, ma fille, lui dit le vieillard en la serrant sur son cœur : vos larmes sont pour moi la plus douce bénédiction ; adieu, je les emporte dans un monde meilleur comme un talisman.

En retrouvant son gendre, qui déjà perdait patience et qui fut transporté de fureur à l'aspect de son visage baigné de larmes, elle eut mille peines à l'arrêter et à lui faire comprendre que c'étaient des larmes de joie.

Je laisse à juger l'allégresse de ces heureux mortels et les mille propos joyeux qu'ils tinrent chemin faisant. En passant rue du faubourg Saint-Honoré, ils avisèrent un écriteau portant : — Hôtel à vendre. — Parbleu, dit le gendre, voilà notre affaire, nous qui cherchons depuis si longtemps un appartement confortable et.... pas trop cher. Et, malgré l'opposition de sa belle-mère, qui se refusait à se prêter à cette plaisanterie, notre joyeux jeune homme sonna, la porte s'ouvrit et ils entrèrent. Le concierge, interrogé, leur apprit que l'hôtel se vendrait pour deux cent cinquante mille francs et leur donna l'adresse du notaire. C'était encore une bonne fortune,

car il valait beaucoup plus que cela ; décidément la journée était heureuse. Sans perdre une minute, ils passèrent chez le notaire, prirent connaissance du cahier des charges et firent l'acquisition de l'immeuble.

L'aventure eut du retentissement. Le Prince, qui cherchait depuis longtemps, fut très-irrité contre ses hommes d'affaires, qui avaient laissé échapper une si bonne occasion, et partit immédiatement pour Paris avec le secret espoir que les nouveaux acquéreurs se laisseraient tenter par l'appât d'une forte prime et lui abandonneraient leur marché. C'est ce qui arriva ; ils ne résistèrent pas à l'offre de cent mille francs de bénéfice, et le Prince fut au comble de ses vœux moyennant trois cent cinquante mille francs. Pour finir l'histoire de cet hôtel, le Prince lui-même dut le céder une quinzaine d'années plus tard, aux sollicitations de Napoléon III, qui s'en rendit acquéreur moyennant un million de dédommagement, et il disparut ainsi que l'hôtel Sébastiani, où le duc de Praslin assassina sa femme, dans l'alignement de la rue que l'Empereur fit tracer le long de l'Elysée pour dégager les abords de ce palais, sa résidence favorite.

J'étais depuis quelques semaines fixé à Paris, sondant ce terrain dangereux pour les novices, car il est semé de pièges et de chausse-trapes, et ne me pressais nullement de prendre une détermination, ne voulant pas m'embarquer dans les mauvaises affaires qui pullulent dans cette capitale, hantée par une prodigieuse quantité de chevaliers d'industrie venus des quatre points cardinaux du monde, lorsque subitement je reçus un billet très-pressant. C'était le frère du Prince, qui me suppliait de partir immédiatement pour Cologne où il se trouvait et me ferait part d'affaires d'une gravité extrême.

Je partis aussitôt et eus le chagrin de trouver ce prince en proie à la plus profonde douleur. Voici ce qui lui arrivait : il

venait de perdre, à Dresde, sa femme qu'il adorait ; dans son désespoir, il avait pris en horreur ce séjour, avait réalisé tout ce qu'il y possédait et s'était rendu acquéreur de propriétés immenses en Silésie. Pour se distraire, il avait entrepris de bâtir un palais splendide ; construction qui l'avait entraîné à des dépenses folles auxquelles il n'avait pu tout à coup satisfaire par suite de retards dans l'envoi de ses revenus de Russie. Au lieu de suspendre ses travaux et d'attendre patiemment ses réalisations, son amour-propre aidant, il avait redoublé ses dépenses, et pour y satisfaire, avait eu recours à des emprunts chez les usuriers du pays. Dès ce moment sa ruine était imminente, il était pris dans un engrenage fatal, qui ne devait pas tarder à le broyer. C'était pour me raconter cette navrante histoire qu'il m'avait fait venir, et pour me charger d'aller emprunter à son frère une somme de dix-huit cent mille francs qui devait, disait-il, lui permettre de s'acquitter et d'attendre patiemment ses rentrées.

La commission était délicate, cependant je m'en chargeai par pure amitié pour lui, et pour tâcher d'éviter à la famille une catastrophe financière.

Je revins donc à Paris et j'allai trouver immédiatement le Prince de Steinberg qui entra dans une violente colère à l'annonce de ce qu'il appelait les nouvelles sottises de son frère, qui, disait-il, ne les lui avait pas épargnées dans tout le cours de sa vie. Je plaidai pourtant si bien sa cause, que le Prince consentit à faire cette forte avance, et je retournai immédiatement à Cologne annoncer à ce malheureux la bonne nouvelle. Qu'on juge de ma stupéfaction, quand celui-ci m'annonça sans autre préambule, qu'il n'avait pas dit la vérité, que c'était le double qu'il devait, mais qu'il avait trouvé un moyen de se le procurer, en l'empruntant au Roi et aux princes de la famille royale de Prusse. C'était encore moi qu'il chargeait de cette

belle corvée. J'avoue que je trouvais que c'était mettre **mon** dévouement à une rude épreuve, mais son désespoir était si grand, que je craignis une catastrophe plus grande encore, et que je me décidai à faire les démarches qu'il réclamait de moi.

Je réussis assez bien dans ma mission : le Roi, le prince royal et la plupart des princes de la famille consentirent à se cotiser pour venir en aide à ce malheureux prince, mais à la condition qu'aucun d'entre eux ne refuserait. Malheureusement j'échouai, précisément chez le plus riche, le prince Albrecht, qui refusa péremptoirement de soulager une infortune bien méritée par les extravagances auxquelles disait-il, s'était livré ce prince inintelligent et orgueilleux..... La leçon était dure, mais il faut en convenir, passablement juste. Le Prince, auquel j'en adoucissais les expressions, entra dans un désespoir fou et ne parlait rien moins que de se brûler la cervelle ; je le calmai de mon mieux, en lui disant que j'allais tenter encore une démarche auprès de son frère..... J'eus le courage de la faire et fus sur le point de succomber dès les premiers mots, le Prince de Steinberg trouvant odieuse la tromperie qu'on lui avait faite sur le chiffre de la dette. Je n'eus pas de peine à le convaincre que je n'étais pour rien dans cette sottise dissimulation, dont j'avais été moi-même la première victime. Cependant, peu à peu je le ramenai à la gravité de la situation, et pour en sortir, il m'invita à faire venir son frère à Paris pour avoir avec lui une entrevue, et..... savoir enfin la vérité.

Celui-ci vint en effet au bout de quelques jours, et il résulta de leur entretien auquel je n'assistai pas, que le Prince de Steinberg consentit à payer tout ce que devait son frère pour sauver l'honneur de la famille ; il prit en main la direction de ses affaires et lui intima l'ordre de se retirer dans ses terres, situées au fond de la Russie, où il mourut deux ans après, de

désespoir et de regrets. Il avait dévoré en quelques années une fortune de douze millions ! La dernière fois que je le vis, sa détresse était si grande, qu'il m'emprunta quelques milliers de francs que sa mort me fit perdre et que je n'osai jamais réclamer à la famille qui avait peine à me pardonner mon intercession toute officieuse et dans tous les cas fort excusable, car elle était le résultat, peut-être exagéré, d'un sentiment honorable — mon dévouement à ses intérêts.

Las d'une inactivité qui me pesait, je finis par me lancer à pleines voiles sur cette mer orageuse des affaires de Paris.

J'eusse pu, il est vrai, recommencer ma carrière de précepteur ; les propositions les plus brillantes me furent faites à ce sujet, mais je les déclinai toutes, malgré l'existence calme, heureuse, dépourvue de soucis matériels, qu'offre cette carrière honorable entre toutes, mais qui demande une vocation toute particulière.

Je suis convaincu qu'on ne remplit bien cette mission qu'une seule fois dans sa vie, car elle exige une abnégation, une force de caractère et de conviction qu'ébranlent l'âge, les intérêts privés et les tristes expériences du monde ; elle demande des forces physiques et intellectuelles qui se perdent au moins en partie avec le temps, une sûreté de vue et de conception, un tact et une fermeté qu'on ne possède entièrement que dans les belles années de sa vie.

L'homme qui entreprend une pareille tâche tardivement, pour la première ou la seconde fois, s'expose à un insuccès presque certain ; il n'inspire plus à ses élèves cette confiance aveugle que donnent l'animation, l'entrain de la jeunesse ; l'enseignement lui-même est dépourvu de cette grâce, de cette facilité, je dirai même de cette indulgence qui sont l'apanage des jeunes hommes. — Un vieux précepteur ne peut prendre part aux exercices matériels de ses élèves, tels que monter à



cheval, nager, patiner, faire des armes, de la gymnastique, et stimuler par son exemple, leur zèle, leur activité, leur courage : il ne peut que suivre avec anxiété tous ces exercices que malheureusement il entrave trop souvent par ses craintes personnelles et les excès de sa prudence.

Il est aussi très-difficile à un précepteur d'un certain âge d'éviter l'écueil de la pédanterie, écueil d'autant plus dangereux que le sentiment de son devoir est plus développé et sa conscience plus impressionnable ; il veut toujours — faire mieux — et le mieux est ennemi du bien, dit un proverbe ; je lui trouve ici une application juste, logique et prouvée par l'expérience.

Aussi, est-ce avec intention que dans l'énumération que je viens de faire d'à peu près tous les types de précepteurs, j'ai omis celui du — vieux précepteur. — C'est par respect pour son âge et la triste situation que lui ont faite des circonstances malheureuses, souvent même d'affreuses catastrophes.

Il faut les plaindre et ne pas les imiter dans le choix d'une carrière dont il n'ont pas sondé toutes les difficultés et qu'ils ont jugée de prime-abord, composée de plaisirs, de bien-être, de *far niente* et de facile pratique.

A cette conviction qu'on n'accomplit pas avec succès deux fois dans sa vie cette tâche laborieuse, se mêlait pour moi un sentiment d'amour propre : j'avais gagné dans cette carrière mes épaulettes, et je craignais de déchoir de la réputation que je m'étais faite, réputation due en partie à mon travail, en partie à l'excellent milieu dans lequel je m'étais trouvé tant du côté de mes élèves que du côté de leurs parents, qui me laissèrent la liberté la plus absolue dans mes agissements, ce qui est d'une haute importance parce que chacun a ses procédés et que cette indépendance d'action pique notre amour propre et stimule notre zèle.



Je renonçai donc irrévocablement à la carrière de l'enseignement, et après quelques tentatives dans l'industrie, le commerce et la finance, tentatives entremêlées de succès et de déceptions, je compris bientôt que ces carrières demandent des aptitudes particulières et des habitudes de jeunesse qui me faisaient complètement défaut. Les longues années que j'avais passées dans un milieu où ce qu'on appelle — l'intérêt — joue un rôle très-secondaire, m'avaient enlevé cette âpreté au gain qui doit faire le fond d'un bon commerçant ou d'un habile financier; j'avais la main trop souvent ouverte; les habiles y puisaient sans façon et je ne la refermais jamais à temps. Je n'étais malheureusement pas assez intéressé et le positivisme de ce qu'on appelle — les affaires — me manquait absolument.

Je finis donc par entrer dans le journalisme et voici par quelle pente j'arrivai à cette singulière décision: A la Révolution de 1848 j'habitais l'Allemagne, et comme je l'ai déjà dit, le Prince de Steinberg était à Paris; je lui écrivais de longues lettres sur les événements et la politique de ce pays où il avait des intérêts très-sérieux.

Un jour, retiré dans le duché de Saxe-Meiningen, je ne fus pas peu étonné de voir le prince régnant me prendre à part après dîner et me dire qu'il avait été bien surpris de voir dans les journaux français une correspondance datée de ses Etats, correspondance dont il n'avait pas à se plaindre personnellement, mais qui pourrait paraître étrange à d'autres qu'à lui. Et comme je lui demandais s'il en connaissait l'auteur, il me répondit qu'il n'y avait dans sa résidence que trois Français, l'un qui était le précepteur de ses enfants; il était sûr qu'elle n'émanait pas de lui, l'autre était un industriel faisant le commerce des cotons et ne s'occupant nullement de politique; le troisième, c'était moi..... et, comme je lui affirmais énergi-

quement que ce n'était pas moi, il sortit un grand journal de l'époque — *la Tribune des peuples* — si je ne me trompe, et me montra un long article qui le concernait personnellement; cet article en résumé, faisait l'éloge de ce Prince intelligent qui, loin de faire comme ses pareils, remonter le courant, avait, *proprio motu*, fait à son peuple toutes les concessions que les idées nouvelles réclamaient, avait ainsi évité tout conflit avec lui et mérité sa confiance, son respect et son attachement. Cet article était bien de moi, mais il faisait partie d'une de mes lettres confidentielles au prince de Steinberg. J'eus plus tard l'explication de cet étrange incident : Un des secrétaires du Prince, polonais d'origine, mêlé à la grande révolution de Pologne où il occupait un grade supérieur dans l'armée, et à tous les événements qui se passaient à Paris, avait trouvé tout simple de faire des coupures dans ma correspondance et de les envoyer aux journaux de son opinion. Il en résulta pour moi, qu'à l'époque de ma vie où nous sommes arrivés, le succès de cette correspondance m'enhardit à en envoyer quelques-unes anonymes à plusieurs journaux. Elles furent assez goûtées pour m'encourager à entrer dans cette carrière du journalisme qui me plaisait par son activité dévorante, le travail incessant auquel elle me forçait, le charme de la lutte du faible contre le fort, les nombreuses péripéties auxquelles elle donne lieu, les rapports quotidiens qu'elle offre, avec les hommes les plus éclairés et souvent les plus spirituels du monde, et surtout par cet avantage considérable d'être en communion d'idées avec de nombreux lecteurs, de s'éclairer par leurs observations et d'arriver avec leur concours à la pratique du bien.

## CHAPITRE XXVII

Pendant vingt ans, la France, écrasée sous le talon de bottes de Napoléon III, digne émule de son oncle l'Empereur premier, supporta en frémissant le joug de cet étrange despote ; plus d'un cœur généreux osa faire entendre des paroles de réprobation et d'anathème, bientôt comprimées par la prison, l'amende et la déportation ; mais la violence crée les héroïsmes et les martyrs. Les prisons regorgèrent de rédacteurs de journaux de toutes nuances républicaines ; la lutte était engagée, et, au fur et à mesure que les portes des cachots se refermaient sur ces hardis joûteurs et leur imposaient le silence, d'autres surgissaient non moins hardis, mais plus excités encore par le martyre de leurs confrères.

L'heure des sacrifices personnels avait sonné ; mon tour était venu de payer de ma personne et d'affirmer, à la face de tous, mes opinions républicaines. Plus de tergiversations, plus de compromis, plus de pseudonymes ; chacun devait se démasquer et signer de son nom la défense de principes qui, le lendemain, pouvaient se traduire en actes.

Un journal se faisait alors remarquer entre tous par l'énergie de sa polémique, son audace, sa verve et l'habileté de ses rédacteurs, presque tous frappés par le régime impérial, qui se sentait vivement ébranlé par les attaques incessantes de cette vaillante feuille. C'était le *Courrier français*. J'offris mes services à son bouillant rédacteur en chef, qui les accepta avec une franche cordialité et me confia le secrétariat de la Rédaction. Je me trouvai donc en collaboration avec les noms que je vais citer au hasard, et selon que ma mémoire

un peu rebelle me les fournira, dans le but de conserver le souvenir de ces hardis pionniers qui tracèrent la route à la République de 1870.

En tête se trouve :

*Auguste Vermorel*, rédacteur en chef, plus tard membre de la Commune, où il fit partie de cette minorité qui s'opposa énergiquement à ses derniers actes ; il chercha maintes fois la mort, qu'il trouva enfin sur une barricade du Château-d'Eau, où il se fit héroïquement tuer sans prendre part à l'action. Ses œuvres, son talent et son caractère lui vaudront un belle page dans l'histoire contemporaine

*George Duchêne*, collaborateur de Proudhon, auteur d'ouvrages remarquables sur les financiers de l'époque, dont il fut la terreur.

*Auguste Jacquot*, ancien élève de Saint-Cyr, devint colonel après le 4 Septembre, traduisit l'œuvre célèbre de Büchner.

*Hector Malot*, romancier moraliste, dont les ouvrages ont obtenu une vogue bien méritée.

*Edouard Siebecker*, écrivain plein de verve et d'énergie ; ses études de mœurs ont eu un grand succès ; il devint officier d'état-major après le 4 Septembre.

*William Reymond*, Suisse d'origine, se retira aux événements de France dans son pays, où il obtint une chaire de professeur ; ses conférences à Genève, sur l'industrie artistique, ont été suivies avec intérêt.

*Eugène Véron*, encore aujourd'hui un des plus vaillants défenseurs de la démocratie ; les amendes, la prison, les persécutions sous tous les régimes, n'ont pu le faire dévier de la ligne droite ; la République lui devra une couronne civique.

*Alfred Deberle*, vigoureux polémiste, adjoint au maire du 14<sup>m</sup> arrondissement de Paris après la Révolution du 4 Septembre.

**Robert Halt**, écrivain distingué et fort sympathique ; auteur de romans et de pièces de théâtre qui ont eu les honneurs de la persécution ; républicain pur comme le cristal de roche.

**Charles Virvastre**, esprit prime-sautier, véritable enfant de Paris ; écrivain léger, mais plein d'esprit et de verve ; parfois observateur plus sérieux que ne le comporte sa nature badine ; se distingua, ces derniers temps, par son acharnement contre les adeptes de la Commune.

**Girard de Rialle**, positiviste convaincu ; devint préfet après le 4 Septembre.

**Lenthéric** passa sans transition du *Courrier français* à la *Gazette de France*, dont il devint un des plus fougueux polémistes.

**Léon Mirès**, caractère droit, ferme et énergique ; a publié, dans le *Courrier*, des articles sur la guerre du Mexique qui firent une grande sensation et lui valurent, de la part de l'autorité militaire, les plus odieuses persécutions.

**Tolain**, aujourd'hui député, un des caractères les plus remarquables de notre époque ; style nerveux, puissant et logique ; a défendu l'Internationale en un langage tellement élevé qu'il lui a valu les sympathies mêmes de ses adversaires les plus acharnés. Comme orateur, les plus fougueux interrupteurs de la Chambre font trêve et écoutent dans le plus profond silence.

**Rampon-Léchin**, économiste distingué, républicain modéré, devint, après le 4 Septembre, directeur général des Postes de France ; il se montra administrateur habile, et malgré la tiédeur de ses opinions, qui aurait dû lui faire trouver grâce, fut contraint de se retirer à une époque où l'ombre même de la République fait tache.

**Yves Guyot**, jeune écrivain d'avenir, est encore aujourd'hui

sur la brèche, où il défend vaillamment l'idée républicaine ; il fait actuellement partie du Conseil Municipal de Paris.

*Edouard Lockroy*, l'élégant et fin polémiste ; nature droite, ferme et des plus sympathiques ; auteur de plusieurs ouvrages qu'on lit dans un temps où les plus grands écrivains sont délaissés ; député à l'Assemblée nationale par une réélection des plus honorables ; membre du Conseil Municipal de Paris ; c'est un enfant bien-aimé de la République.

*Chauvey*, adjoint au maire du 19<sup>m</sup> arrondissement de Paris et ensuite à la grande mairie. Fut mis tristement à mort par les énergumènes de la Commune ; il fut universellement regretté pour la fermeté de ses convictions républicaines.

*Beslay* père était président du Conseil d'Administration du *Courrier* ; écrivain ferme, nerveux, plein de logique ; fut membre de la Commune, et protégea la Banque de France pendant les journées les plus orageuses de ce gouvernement. Les services qu'il avait rendus à cet établissement lui sauvèrent la vie et lui permirent de se retirer en Suisse, laissant derrière lui la réputation de la plus parfaite intégrité.

*Pierre Denis*, enfant de ses œuvres, écrivain distingué, est encore aujourd'hui un des combattants anonymes de la vraie République.

*Gustave Huriot*, plume fine, pleine de nerf et de bon sens, que l'on regrette de voir se perdre dans la confection de petits ouvrages qui ne sont pas à la hauteur des connaissances et du talent de celui qui la manie.

*Auguste Lepage*, gérant du *Courrier* ; il est à regretter que lent qu'il acquiert de jour en jour, l'éloigne de son ori-

*Louis Dagé*, esprit pratique, plume sérieuse ; cultive avec à l'art dramatique. Il est membre du Conseil Municipal on département.

**Spoll.** Ecrivain plein d'entrain, de vie et de finesse ; auteur aimable, a publié de nombreux opuscules d'un grand mérite. **Reporter** intrépide, il a suivi toutes les péripéties de la guerre franco-prussienne et a failli maintes fois perdre la vie dans cette périlleuse mission.

**Hirsch.** D'origine allemande ; plume emportée comme son caractère, coup d'œil prompt, sûr, mais impitoyable dans ses appréciations, écrivain de mérite, aurait besoin d'un peu plus de liant pour faire aimer ses œuvres comme on les estime.

**Langlois.** Aujourd'hui député ; se distingua pendant la guerre contre la Prusse à la tête de son régiment ; ancien collaborateur de Proudhon, écrivain de mérite, fougueux orateur. Ses emportements politiques se sont calmés au fur et à mesure de son élévation sociale.

**Clément Laurier.** Etait plutôt l'avocat du *Courrier* qu'un de ses rédacteurs. Ce journal lui servit d'échelle pour monter ; aujourd'hui sa défection du parti républicain, aussi inattendue que cynique, l'ensevelit pour jamais dans la honte de l'oubli.

**Génulphe Sol.** Ecrivain fort distingué, plein d'esprit et de verve, jugement droit et sain, polémiste vigoureux, ardent, il se fit remarquer après le 4 septembre dans un des journaux les plus populaires de Paris.

**Adrien Marchet.** Ecrivain sympathique comme sa personne, retourna après le *Courrier* à la presse de province et disparut ne laissant nulle trace.

**Dr. Robinet.** Républicain sincère, a fait de nombreuses publications qui lui ont valu l'estime et les sympathies du monde scientifique et du monde politique ; il supporta héroïquement les nombreuses persécutions que lui attirèrent ses opinions politiques qui sont restées invariables.

**Louis Macon.** Administrateur du *Courrier*, faisait naguère la correspondance parisienne de la *Patrie de Genève*.

Le *Courrier Français* succomba enfin non sous les coups directs du gouvernement impérial acharné à sa perte, mais sous les efforts combinés du Ministre de l'Intérieur et du Préfet de police, qui lancèrent à ses troupes leurs meilleurs limiers et le firent tomber dans un piège habilement tendu.

Après avoir oscillé quelques semaines entre des mains trop faibles pour lui donner son impulsion première, il s'arrêta tout à coup . . . . . il était mort.

J'errai alors de journaux en journaux, aucun ne me donnant la satisfaction que je demandais ; enfin je recueillis les épaves du *Courrier Français*, et fondai la *Correspondance générale de Paris*. Vermorel et plusieurs anciens rédacteurs du *Courrier* collaborèrent à cette feuille qui prit bientôt une notoriété considérable et mérita à son tour les persécutions du gouvernement impérial. Jeté à Mazas comme un vil malfaiteur, les menottes aux mains, puis à Sainte-Pélagie, je n'en continuai pas moins ma publication avec le secours de mes amis et collaborateurs, jusqu'au jour où la justice se fit aussi pour ce gouvernement indigne qui mourut écrasé de honte à Sedan. Appelé par le gouvernement de la défense nationale, à la direction générale de l'approvisionnement de Paris, au milieu des difficultés du siège prussien, j'eus le bonheur de pouvoir remplir cette importante mission aux applaudissements de la population de Paris qui me donna les preuves les plus touchantes de sa gratitude et de ses sympathies.

La *Commune* proclamée, je n'abandonnai pas un poste où j'avais les plus graves intérêts commerciaux à sauvegarder et dont dépendait l'existence de deux millions d'habitants, mais je ne voulus accepter ni les offres séduisantes qu'elle me faisait, ni obéir aux ordres qu'elle me donnait.

Exaspérée de cette résistance, cette Commune qui marchait déjà à grands pas dans les voies du despotisme et des excès



qui l'ont déshonorée depuis, méconnut les services passés et présents d'un citoyen dont le dévouement à l'intérêt public était depuis longtemps éprouvé, et me fit arrêter et jeter en prison dans la galerie des otages dont je faillis partager le sort.

Grâce à l'activité et aux démarches de quelques bons amis que j'avais conservés à la Commune malgré quelques divergences d'opinion, je pus échapper au triste sort de mes co-détenus, et assister chez moi aux dernières tragédies de la capitale.

Le gouvernement de M. Thiers rétabli à Paris au prix des plus douloureux sacrifices, après un bombardement plus implacable, plus fatal que celui des Prussiens et le massacre de trente mille citoyens, je partageai le sort des fonctionnaires républicains de cette époque et fus récompensé de mon zèle, de mon dévouement, par une brutale révocation.

M. Thiers ne pouvait admettre qu'il se fût trouvé dans son administration un homme qui se refusât à laisser affamer une population de deux millions d'habitants composée en grande partie de femmes et d'enfants.

Sa politique implacable qui du reste s'était refusée à toute espèce de conciliation, exigeait cet effroyable sacrifice pour ce qu'il appelait — le rétablissement de l'ordre ! — Henri IV fut plus miséricordieux pour ces pauvres Parisiens !

Je publiai sur les événements du jour un livre (1) dans lequel je faisais comparaître : l'Empire traînant son boulet de galérien, les prétendus républicains qui lui succédaient et qui perdaient une seconde fois la République par leur égoïsme et leur ineptie, malgré les efforts de quelque-uns d'entre eux, sincères patriotes, les gouvernements de M. Thiers, de la

(1) Chapitres nouveaux sur le siège et la Commune, 1870-1871.

Commune et de Versailles, et j'attendis tranquillement que le gouvernement qui venait de s'installer sur les ruines fumantes de Paris et cinquante mille cadavres, me joignît aux autres victimes et me fusillât ou me déportât à la Nouvelle-Calédonie.

Il ne l'osa pas ; mon livre était rigoureusement vrai et les faits que j'avais, appuyés sur de nombreuses pièces officielles. Ce gouvernement était du reste repu de sang innocent, quelques gouttes de plus lui importaient peu . . . . .

Enfin, las d'attendre pour la France un avenir meilleur qui semblait fuir pour toujours, las de vivre sous un despotisme affreux où les droits de l'homme et du citoyen étaient violés journellement et sans pudeur dans une prétendue République dont le nom seul faisait horreur, las d'entendre répéter sur tous les tons et par les bouches les plus impures le *vox victis*, dégoûté de vivre au milieu d'une population où s'étaient trouvés quatre cent mille dénonciateurs pour envoyer à la mort ou à la déportation tout ce qui n'avait pas succombé à la rage des vainqueurs, je résolus de retourner aux pays de mon enfance, de revoir Genève pour me retremper à sa belle nature, à ses magnifiques institutions, à sa liberté pure et limpide comme les eaux de son lac. Né dans une République, avec des républicains, je voulus mourir dans une République avec des républicains !

Sois bénie Genève, sois bénie ma chère patrie Suisse et que Dieu protège cette pauvre France.

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                                               | Pages |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Discours prononcé par M. le Professeur Charles Voot,<br>Président, à l'ouverture de la Séance générale du<br>29 mai 1873..... | 1     |
| Rapport sur la marche de l'Institut pendant l'année<br>1872-1873.....                                                         | 25    |
| Six semaines à Hydra, souvenirs d'un séjour en Grèce,<br>par M. le Professeur J. DUVILLARD.....                               | 35    |
| Les Roses des Alpes, Etude de Botanique, par M. le<br>D <sup>r</sup> Louis BOUVIER.....                                       | 67    |
| Tablettes d'un Précepteur, par M. Lucien Dubois.....                                                                          | 121   |

---



**BULLETIN**

**DE**

**L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS**

# EXTRAIT

## *du Règlement général de l'Institut national genevois.*

---

« ART. 33. L'Institut publie un *Bulletin* et des *Mémoires*.

« ART. 34. Le *Bulletin* paraît à des époques indéterminées, qui n'excèdent cependant pas trois mois : les *Mémoires* forment chaque année un volume.

« ART. 35. Ces publications sont signées par le Secrétaire général.

« ART. 36. Le *Bulletin* renferme le sommaire des travaux intérieurs des cinq Sections. La publication en est confiée au Secrétaire général, qui le rédige avec la coopération des Secrétaires de chaque Section.

« ART. 37. Les mémoires *in extenso*, destinés au *Recueil* annuel, sont fournis par les Sections.

« Les mémoires des trois catégories de membres de l'Institut (effectifs, honoraires, correspondants) sont admis dans le *Recueil*.

« ART. 38. A ce *Recueil* pourront être joints les gravures, lithographies, morceaux de musique, etc., dont la publication aura été approuvée par la Section des Beaux-Arts.

« ART. 39. Le *Recueil des Mémoires* sera classé en séries correspondantes aux cinq Sections de l'Institut, de manière à pouvoir être détachés au besoin et être acquises séparément.

« ART. 40. La publication du *Recueil des Mémoires* est confiée au Comité de gestion.

« ART. 43. L'auteur d'un travail publié dans le *Recueil* annuel, pourra le faire réimprimer après sa publication dans le *Recueil*. Il reste en tous cas propriétaire de son travail et il peut lui être alloué vingt-cinq des exemplaires édités aux frais de l'Institut. »

*Le Secrétaire général de l'Institut national genevois.*

HENRI FAZY.

**BULLETIN**  
**DE**  
**L'INSTITUT**  
**NATIONAL GENEVOIS**

---

**TRAVAUX DES CINQ SECTIONS**

1° DES SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES; 2° DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE; 3° DE LITTÉRATURE: 4° DES BEAUX-ARTS; 5° D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE.

---

**TOME XX**

---

**GENÈVE**  
**CHEZ GEORG. ÉDITEUR, LIBRAIRE DE L'INSTITUT GENEVOIS**  
**ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE LA SUISSE**

---

**1875**





**BULLETIN**  
DE  
**L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS**

---

LE  
**DROIT CIVIL GENEVOIS**

DANS  
**SON DÉVELOPPEMENT HISTORIQUE**

PAR  
**ANTOINE FLAMMER**

---

**AVANT-PROPOS**

---

Dans une de ces solennités où, selon l'antique usage de notre République, ses premiers magistrats, en entrant en charge, prêtent sur les Saintes-Écritures, devant les Autorités et le Peuple réunis dans

la cathédrale, le serment d  
dic J.-J. Rigaud, s'adressan  
tif, s'exprimait ainsi :

« Il serait digne des trav  
« nos jeunes jurisconsultes  
« dre toutes les opération  
« reproduire l'organisation  
« de l'administration, de fa  
« nos lois et de les suivre dans leur développement. »  
Et il ajoutait : « Ce tableau historique de la législa-  
« tion de notre pays serait non-seulement un tra-  
« vail intéressant, il serait de plus l'œuvre d'un bon  
« citoyen. »

En lisant, il y a quelques années, ces nobles et  
encourageantes paroles, je résolus de tenter la réa-  
lisation d'une partie du programme qu'elles con-  
tiennent ; de là est né l'ouvrage que j'offre aujour-  
d'hui au public genevois.

Il me semble qu'il est venu à son heure. Après  
une période de soixante années, en effet, il peut être  
utile de résumer, de la sorte, les modifications qui  
se sont accomplies dans notre droit civil ; au moment  
surtout où une partie importante de ce droit, se  
trouve avoir été placée, par la nouvelle Constitution,  
dans la compétence des Conseils de la Confédéra-  
tion.

Je n'ai épargné ni recherches, ni peines, ni médi-

tations pour que cet ouvrage, qui ne franchira guère, je le sais, les limites de notre canton, soit aussi exact et aussi complet que possible ; et cependant, ce n'est pas sans une certaine défiance de moi-même que je me décide à le publier ; car j'ai le sentiment qu'avec plus de loisir et de science, je fusse resté moins éloigné de l'idéal.

Mais, en toutes choses, il faut savoir se borner.

Tel qu'il est, cependant, j'aime à croire que ce travail pourra rendre quelques services, qu'il contribuera à répandre la connaissance de notre législation, et qu'il comblera une lacune que présentait sous ce rapport notre histoire nationale.

C'est sans doute dans cette pensée que la Section des sciences morales et politiques, d'archéologie et d'histoire, m'a autorisé à le faire paraître dans le *Bulletin de l'Institut genevois*.

Genève, 17 Août 1874.



# INTRODUCTION

---

## § I<sup>er</sup>

### LE DROIT CIVIL ; SA DOUBLE SANCTION. — COUP-D'ŒIL SUR LA CONSTITUTION POLITIQUE ET CIVILE DE L'AN- CIENNE GENÈVE.

Le droit civil est l'ensemble des principes et des formes qui déterminent les rapports juridiques des personnes et leurs droits sur les choses susceptibles d'entrer, à titre de propriété ou par leur usage, dans la possession individuelle ou collective. C'est ce droit qui assure, en particulier, la protection et la perpétuité de la famille, qui consacre la propriété et règle la transmission des biens, par l'effet des conventions et de l'hérédité ; qui fixe ainsi les conditions et les limites de la liberté individuelle, par une juste pondération avec les intérêts généraux de la société.

Le droit civil est donc la mesure de la liberté individuelle ; mais il ne constitue pas cette liberté tout entière ; car elle ne reçoit son couronnement que par la liberté politique qui, en élevant l'homme à la dignité de citoyen, lui donne par cela même les moyens de développer pleinement ses facultés, en lui assurant une légitime part d'activité et d'influence.

Le droit civil a une double sanction, celle que lui donne le droit naturel et celle de l'autorité qui le consacre et en garantit l'exécution par les arrêts de la justice.

## INTRODUCTION.

Le Créateur a marqué du signe de l'unité la race humaine ; a gravé en traits ineffaçables dans sa conscience, dans sa raison, dans son âme, par une révélation à la fois individuelle et collective, intérieure et extérieure, les grandes lois morales qui forment les sources primitives et sacrées du droit, sources que la religion a pour mission de conserver dans toute leur sainteté et leur pureté parmi les hommes. Ces lois morales, nul ne peut les enfreindre impunément ; elles marquent l'exacte limite de l'ordre et du désordre, du juste et de l'injuste, du bien et du mal ; elles sont de tous les temps et de tous les lieux ; et par cela même elles communiquent, dans chaque pays, au droit civil, une unité et une stabilité d'autant plus grandes qu'il s'en est plus profondément pénétré.

Mais, si l'unité est au fond, la variété est à la surface ; car le droit civil, bien que fondé sur le droit naturel, subit, dans son établissement et sa formation, l'influence de bien des circonstances diverses, et tout particulièrement celle des traditions, des mœurs, des degrés de culture intellectuelle, morale et religieuse ; et l'on peut faire ici l'application de cette remarque de Voltaire que « l'empire de la coutume a répandu la variété sur la scène de l'univers. »

Considéré au point de vue de l'autorité qui a pour mission de le constater ou de le créer, le droit civil, soit qu'il s'établisse par une plus ou moins longue succession de précédents judiciaires, soit qu'il émane de la volonté directe d'un législateur, est un des éléments essentiels de la souveraineté ; aussi, tant que la notion de l'Etat a été incomplète, tant que la souveraineté a été morcelée entre divers pouvoirs politiques ou ecclésiastiques, le droit civil a subi l'influence de cet état de choses ;

s'est mêlé d'éléments aussi divers que les sources d'où manaient ces autorités elle-mêmes, dont les attributions et la compétence n'étaient souvent pas clairement définies. C'est

ce qui explique la coexistence à Genève, pendant le moyen-âge, jusqu'à la Réformation, à côté du droit civil des Romains, du droit canonique, et dans une certaine mesure du droit féodal. Pendant cette longue période, cependant, le développement du droit s'était effectué lentement, par l'action de coutumes et franchises locales, dont le premier recueil authentique date de 1387 (1); elles contenaient à la fois la constitution politique et civile de la cité, constitution incomplète, il est vrai, mais qui portait en elle le germe d'un épanouissement fécond, puisqu'elle lui permit plus tard de conquérir la juridiction civile et bientôt après la souveraineté politique elle-même, dans sa plénitude.

La puissance législative, désormais répartie exclusivement entre les trois pouvoirs politiques de la République naissante, dont le développement s'était opéré dès les siècles précédents, savoir le Petit Conseil, le Grand Conseil ou Deux-Cents, et le Conseil général, ne reçut sa forme définitive qu'en 1568 par l'adoption de l'Edit portant dans une de ses principales dispositions : « Que rien ne soit mis en avant en Conseil des Deux-Cents qui n'ait été traité en Conseil estroit, ni au Conseil général, avant qu'avoir été traité, tant au Conseil estroit qu'aux Deux-Cents (2). »

Cette répartition de la puissance législative fut le centre et la clef de voûte de la constitution de l'ancienne République, et

(1) Voyez Éd. Mallet, *Libertés, Franchises, Immunités, Us et Coutumes de la Cité de Genève*, Genève, 1843. — Pictet de Sergy, *Genève, Origine et développement de cette République*, t. II. chapitre III, p. 101 : *Analyse des Franchises*. — Jules Vuy, *Rapport fait à l'Institut genevois sur le concours relatif aux Franchises de Genève. Bulletin de l'Institut*, 1864.

(2) Disposition reproduite à peu près textuellement par l'Édit de 1782 et par le Code Genevois de 1791, liv. I, titre 8.

## INTRODUCTION.

1738 ne fit que la confirmer en maintenant au Petit le droit exclusif d'initiative, ce *droit négatif*, que avec tant d'éloquence et de talent l'auteur des *Lettres à la campagne*. Elle explique la longue durée des lois de la République, et éclaire l'histoire orageuse de ses destinées; elle fait comprendre aussi comment, malgré la préminence que l'édit de 1568 assura pour longtemps, comme des élections, à certaines familles privilégiées, ce que du Conseil général qu'il consacrait fut en réalité la base de la démocratie genevoise.

Après la Réformation, le droit canonique cessa de faire partie de la législation civile et ecclésiastique de la République; l'œuvre exclusive de l'Eglise romaine, ce droit s'était transmis à travers les siècles par les canons des conciles et les décisions des Papes dont il avait affermi la domination temporelle. La cour de l'Official jugeait au nom de l'Evêque toutes les causes civiles qui n'étaient pas dans la juridiction inférieure de la République. On appelait de ses décisions à Vienne, devant le Parlement, et à Rome, auprès du Pape. L'administration de la justice civile était donc presque toute entière dans les mains du clergé. La République, dès le début de sa constitution, fut fondée sur des des deux plus importantes bases de l'Etat moderne; le pouvoir législatif, qui jusqu'alors n'avait existé qu'à l'état de conseil, et le pouvoir judiciaire.

Les franchises et coutumes locales avaient, il est vrai, déjà imposé au droit canonique d'importantes restrictions, comme elles avaient également mis au régime féodal; à ce point de vue, l'édit de 1568 n'était que le complément des autres garanties qu'il consacrait, ce qui lui donne une grande valeur historique, car il est le premier acte authentique des origines bien plus anciennes de notre ancien droit national et de nos libertés. Cependant, malgré ces restrictions, le droit canon pesait encore de tout son



galement dans les matières matrimoniales, l'ordonnance le fit disparaître.

Le droit fut plus vivace; nous la verrons persister du système de la propriété, jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Cependant elle n'aura aucune influence légale sur le régime des successions, et l'exercice des droits politiques ne sera d'atteinte que pour les genevois de la campagne de la République, constituée à leur égard en République seigneurie.

N'est-il pas inutile de rappeler ici que le système de la propriété en France qu'à la suite de la nuit du 4 août 1789, le droit canonique n'y fut supprimé que le 7 septembre 1790, par suite de l'abolition de toutes les institutions ecclésiastiques.

Si nous considérons notre petite République aux deux époques les plus solennelles de son histoire, celles où, à trois siècles d'intervalle, elle fut assez heureuse pour pouvoir se constituer, et où elle put asseoir ses institutions civiles sur des bases nationales, nous découvrirons des analogies frappantes, tant est grande la vitalité des formes et la puissance des souvenirs qu'elles ont eues, et ainsi que les vieux édifices abritent les générations, et que leurs fondements mêmes recouvrent les siècles, et que les siècles ont respectés.

RE RÉDACTION. —  
BERRY. — GERMAIN  
ISLATEURS.

pendance, Genève, de-  
d au plus pressé, en  
idiciaires et ecclésiast-  
nent passés, de 1541 à  
en effet, de régler au  
li par la Réformation.  
es conseils et dans les  
paratoires.

it été achevée et sanc-  
décembre de la même  
sur le taux des « esmo-  
s », fut confiée à Gi-  
Roset, Dom. d'Arlod,  
rétaire Beguin. Leur  
était le 3 février 1544,  
umender les édits pré-

ue se rapporte le plan  
que, civil et de police,  
qu'on possède encore;  
ministère, le loisir lui  
lui-même une œuvre

*Genève*, t. II, p. 65.

insidérable. Quoiqu'il en soit, on connaît, par son œuvre, l'importance extrême qu'il attachait à la rédaction des lois, qu'il considérait comme « les nerfs et l'âme de la cité. »

L'élaboration du Droit civil proprement dit ne fut, toutefois, que lorsque les luttes intérieures de la cité, suscitées par l'influence toujours croissante de Calvin, furent apaisées par la défaite complète du parti des Libertins.

Une autre Commission, nommée dès 1560, qui devait, dans un plan plus modeste, élaborer avec succès les lois civiles, voyons figurer Dorsières, Genevois d'origine, et le jurisconsulte Germain Colladon, qui, neuf ans auparavant, avait quitté Bourges pour venir se fixer à Genève, à cause des persécutions religieuses. Reçu bourgeois en 1555, il fut, quatre ans plus tard, dans le conseil des Soixante, puis dans le conseil des Deux-Cents. Il mourut en 1584, à l'âge de quatre-vingt quatre ans.

Germain Colladon eut, dans la rédaction des Édits civils, une influence prépondérante. Homme de sens pratique et d'un bon jugement, il manifesta, dans le choix et la rédaction des lois, le même talent que, deux siècles et demi plus tard, on voit se manifester dans l'établissement des lois qui nous régissent actuellement. Le travail de compilation des Édits civils, achevé en 1568, quatre ans après la mort de Calvin, donna l'occasion, le Petit-Conseil tint à offrir à Colladon un témoignage de sa reconnaissance.

On ne peut méconnaître, toutefois, la part d'influence qui revint à ses collègues et aux magistrats de l'époque dans l'œuvre nationale, ni celle du grand Réformateur qui y a travaillé activement par l'établissement des Édits antérieurs.

Le même esprit de simplification que Calvin avait apporté dans l'organisation de l'Église de Genève, comme

ans les formes du culte, se retrouve dans les Édits, la même pensée religieuse et politique s'y manifeste ; et la tradition, en nous représentant Calvin comme le législateur qui a exercé l'influence la plus considérable sur les destinées de notre patrie, confirme pleinement, sous ce rapport du moins, les inductions auxquelles nous conduit l'étude attentive des textes : il contribua surtout à consolider la Réforme par les lois.

Les Édits civils, sanctionnés par le Conseil général le 29 janvier 1568, en même temps que les Edits politiques définitifs, formaient ce qu'on peut appeler le Droit civil constitutionnel de l'ancienne Genève. Renfermés dans moins de cinq cents articles, y compris ceux relatifs à l'organisation judiciaire et aux règles de la procédure, ils ne contenaient que les principes de droit commun, jugés alors les plus essentiels à l'administration de la justice. La rédaction de cette législation en langue française était devenue une nécessité, puisqu'aucun édit, alors comme déjà précédemment, ne pouvait avoir force de loi sans avoir reçu la sanction de ce Conseil général, composé exclusivement des citoyens et bourgeois de la ville et de la banlieue immédiate.

Ce n'est là, toutefois, que la forme extérieure que revêtit la transformation profonde qui s'opéra, au xvi<sup>e</sup> siècle, dans le royaume de France, et Genève, à bien des égards, peut être considérée comme l'initiatrice la plus avancée du droit civil, non moins que du droit politique, au moins sur le continent.

Bien qu'une notable partie des Edits civils ait été empruntée à la Coutume de Berry, que Colladon avait pratiquée comme avocat, et qui avait l'avantage d'avoir été tout récemment rédigée dans les années 1539 à 1540, les rédacteurs des Edits civils ne songèrent pas à la transplanter de toutes pièces sur un sol qui lui était étranger à tant d'égards. Ils

s'en servirent, il est vrai, comme de canevas et de modèle; mais les changements qu'ils y apportèrent, dans le sens des lois déjà votées, des coutumes locales, des traditions nationales et de l'état social de la cité, furent considérables. Sur certains points, ils ne firent que traduire les lois romaines; sur d'autres, ils les modifièrent selon les idées de l'époque. Il résulta de là une œuvre originale et véritablement nationale. Elle fut comme un trait brillant de lumière après les ténèbres, et justifia pleinement la devise heureuse de la nouvelle République.

### § III

#### LES ÉDITS CIVILS ET LES ORDONNANCES ECCLÉSIASTIQUES.

##### LE MARIAGE.

Le Calvinisme, en choisissant Genève pour sa forteresse, et en y facilitant assez vite l'établissement d'une aristocratie puissante par ses richesses, par ses talents, et, il faut le dire aussi, par son dévouement parfois héroïque, par ses habitudes d'ordre et de simplicité républicaine, le Calvinisme, dis-je, devait, par cela même, contenir l'expansion du Droit, qu'il avait en quelque sorte transformé à son image; mais il n'en doit pas moins être considéré, par son côté rationnel et militant, par sa puissante méthode d'analyse et de critique, comme un pas immense fait dans le sens des principes d'égalité et de liberté politique et civile. D'ailleurs, la constitution de la République, qui reposait sur les anciennes franchises, la préserva toujours du danger d'être changée peu à peu en une autocratie religieuse. Chez nous, l'Etat, bien qu'étroitement uni à l'Eglise, ne fut, on peut le dire, jamais dominé par elle.

L'Eglise, au contraire, reçut de l'Etat sa suprématie. Les ordonnances ecclésiastiques à Calvin, avaient été, en 1542 et en 1564, furent lors de leur révision définitive et par le Petit-Conseil, adoptées ensuite sanctionnées enfin par le Conseil général. L'ancienne coutume, au son de la grosse cloche, comme le furent les Édits civils et l'Eglise et de l'Etat avait été nettement préambule, en ce sens que l'Etat, dans son droit, tenait de Dieu la seigneurie et la supériorité à la condition de respecter le gouvernement des âmes, confié à celle-ci. (Ordonnances de 1564.)

La législation sur le mariage établira une loi non équivoque.

Les Ordonnances ecclésiastiques, en matière de mariage, dans la juridiction de l'Eglise, le mariage regardait les personnes aptes à s'unir, les degrés de parenté ou d'affinité, la manière de le contracter, les causes de nullité, pouvait être déclaré nul ou rescindé, les causes avaient de la connexité avec ceux-ci; de l'Eglise, en cette matière importante, l'Etat qui avait cru devoir la lui reconnaître, à une autorité plus haute, celle du pape, considéré, d'après les idées de l'époque, comme une autorité supérieure, permanente et inaltérable. Les matières qui se rattachaient au droit canonique chrétienne, que les magistrats et les juges, en entrant en charge, juraient d'observer, nous marquons, d'ailleurs, que, même en ce temps, l'Etat n'avait, suivant les cas, qu'un pouvoir

préavis, et que, du moment qu'une sentence juridique devait intervenir, elle était du ressort exclusif du Petit-Conseil.

Cette législation des Ordonnances ecclésiastiques, admirable de méthode et de clarté, et qui comprenait dans son ensemble toute l'organisation de l'Eglise de Genève, si elle nous paraît aujourd'hui rigide et austère, n'en était pas moins de nature à relever l'institution du mariage, à en faire sentir l'importance et la sainteté, à donner une organisation forte à la famille, placée ainsi sous la double et vigilante autorité de l'Eglise et de l'Etat, du Consistoire et du Conseil. Aussi, en cette matière, tout y était-il réglé et prévu avec un soin particulier.

Les promesses de mariage devaient être faites, non clandestinement, mais devant témoins honnêtes ; aucune condition n'y pouvait être mise, et, s'il n'y avait cause raisonnable de la différer, la célébration du mariage devait avoir lieu dans les six semaines. Le défaut de dot, d'argent ou d'accoutrement n'était pas un motif suffisant pour l'empêcher, d'autant, ajoutent les Ordonnances, que ce n'est que l'accessoire.

Le divorce des époux était admis, mais pour cause d'adultère seulement, et, à cet égard, ils étaient placés dans une complète égalité ; il ne leur était pas permis de divorcer par consentement mutuel ; même la séparation de fait ne pouvait avoir lieu qu'autant que, sur le préavis du Consistoire, le Conseil l'avait autorisée.

Les Ordonnances, voulant faciliter les mariages entre jeunes gens, avaient mis à la puissance paternelle des limites exceptionnelles : elles permettaient au fils âgé de vingt ans, et à la fille âgée de dix-huit ans accomplis, de se marier, alors même que le père, consulté, aurait refusé son consentement. Dans ce cas, le Consistoire, après avoir entendu le père, donnait son préavis, et le Conseil l'autorisation nécessaire. Elles faisaient au père de famille un devoir de ne pas contraindre

l'enfant à se marier contre sa propre i  
pouvait même contraindre le père à  
jugait que l'opposition de celui-ci au  
entachée de négligence ou de trop  
les Ordonnances ecclésiastiques avaient  
d'état civil, lesquels devaient être  
chargés de la célébration des baptêmes  
en ce qui concerne les décès, par les p  
dont un rapport devait être transmis, c  
rection de l'hôpital.

Les Edits civils de 1568 ne réglaient  
du mariage, que ce qui avait trait au  
époux.

Contrairement à la Coutume de Be  
système de la communauté, les Edits  
vement le régime dotal du droit roma  
différence essentielle que, à moins de dispositions contraires,  
tous les biens de la femme étaient dotaux ; ils devaient lui  
être rendus à la dissolution du mariage, avec un augment  
de la moitié ou du tiers, suivant la nature de la dot.

Au surplus, les époux étaient libres de se donner entre vifs  
ou par testament, la quotité de biens fixée par l'Edit, suivant  
la nature des biens et sauf le retour aux enfants.



## § IV

(SUITE). — LES DROITS DE FAMILLE.  
CESSIONS. — LES SUBSTITUTIONS.

Édits civils avaient, dès le début, réglé avec  
, et dans un esprit de justice et d'équité  
les droits de famille, mariage, puissance  
émancipation, jusqu'à la délicate matière  
itimes et testamentaires; et l'on peut dire  
emble, ils furent, à cette époque féconde de  
le réorganisation, comme le levain et, sur  
xpression anticipée des principes consacrés  
moderne.

les suffiront pour justifier cette assertion.  
asion de faire connaître ailleurs la sagesse  
relative aux tutelles (1). La puissance pater-  
t jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, si l'éman-  
ait pas auparavant, était réglée avec non  
e.

me de la femme mariée, à l'égard de laquelle  
voir mettre des bornes à la puissance ma-  
, autoriser par deux proches parents ou par  
entes et amies, dans tous les cas où, appelée  
ou mari, la femme aurait pu compromettre,  
enir et celui de ses enfants.

complète régnait entre les enfants dans la  
mis de côté, avec soin, dans le régime des  
ivilèges de sexe ou de primogéniture, con-

*tion des Tutelles dans le canton de Genève. 1869.*

sacrés par les coutumes du temps, dans plusieurs législations modernes civiles laissèrent loin derrière eux celle, par le fait même qu'elle forçait le droit civil et féodal, réservait au fils le principal manoir et l'arpent de terre qui en était la dépendance immédiate.

Cependant, les anciens édits, en Suisse, paraissent avoir été plus larges. Dans les campagnes, en effet, il était assez rare que le fils aîné héritât seul et que ses frères demeuraient ses valets volontaires, et cette coutume, qui se perpétua jusqu'à la fin du siècle dernier, paraît même avoir produit, dit-on, un esprit remarquable de prévoyance et de conduite (1). Le même fait se reproduisait aussi dans la cité, où l'on vit souvent les cadets de famille quitter une patrie trop étroite pour chercher au dehors des moyens d'existence (2). Cette expatriation était facilitée par l'usage établi d'ancienneté d'échanger les enfants pour leur éducation ou pour des apprentissages (3).

L'égalité, entre les enfants pouvait, il est vrai, être rompue par testament, mais seulement dans de certaines limites; car la loi ne permettait pas au père ou à la mère de priver ses enfants de plus de la moitié de leur portion virile, même pour favoriser quelques-uns d'entre eux. D'autre part, le père et la mère succédaient seuls à leurs enfants décédés sans postérité, ni frères, ni sœurs; principe excellent qu'on s'étonne, à bon droit, de ne pas retrouver dans le Code civil français, et dont l'absence, en bien des cas, constitue une injustice.

(1) Diodati, *Vie de Cellier*, p. 37.

(2) Senebier, *Histoire littéraire de Genève*, article Le Fort, tome II, page 336.

(3) Galiffe *Genève historique et archéologique*, p. 276.

La position des enfants naturels dont le père ou la mère mourait sans testament, demeura assez misérable, car ils n'avaient droit qu'à des aliments jusqu'à l'âge de dix-huit ans; cependant leurs parents pouvaient leur donner ou léguer la moitié de leurs biens; mais l'existence d'un seul enfant légitime suffisait pour limiter la portion de biens laissée aux bâtards, par donation ou testament, à la huitième partie seulement de la succession, quel que fût leur nombre. Le Code genevois de 1791 traita les enfants naturels d'une manière beaucoup plus équitable.

Contrairement au droit coutumier, les Edits ne considéraient l'origine des biens qu'autant qu'une succession *ab intestat* était échue exclusivement à des ascendants autres que les père et mère, ou à des frères et sœurs issus de lits différents; pareillement, la distinction des propres et des acquêts n'avait lieu que par rapport aux donations ou legs entre époux, la moitié des propres étant réservée à leurs parents en ligne directe, ou à leurs frères et sœurs.

Dans l'ancien droit de l'Europe, la matière des fidéicommiss ou substitutions, fort simple dans son origine, avait fini par devenir beaucoup plus compliquée, depuis que l'on avait commencé à les étendre non-seulement à plusieurs personnes appelées les unes après les autres, mais à plusieurs degrés ou à une longue suite de générations. Il s'était ainsi formé comme un nouveau genre de succession, où la volonté de l'homme prenait la place de la loi, en vue de maintenir et de concentrer dans certaines maisons un patrimoine suffisant pour en soutenir l'éclat. De là était née une jurisprudence extrêmement complexe, source d'une infinité de procès (1).

(1) Voir le préambule de l'*Ordonnance de Louis XV, sur les Substitutions*, août 1747.

Mieux avisés, les rédacteurs des É substitutions au deuxième degré, noi institution; mais en même temps, com ne pas laisser hors du commerce les bi ils déclarèrent valables, à l'égard des tiers de bonne foi, les aliénations que le grevé de substitution aurait faites de ces biens, et les obligations auxquelles il les aurait assujettis, sauf le recours de droit contre ce dernier.

Et cependant, même dans ces limites, quelle inégalité les substitutions n'ont-elles pas pu créer et maintenir dans la répartition de la richesse, chez nous ou ailleurs ! Le synde Cramer, en son Commentaire sur les Edits, remarquait déjà « qu'elles ne pourraient être supportées à l'infini dans une « république et une ville de commerce, où il est convenable « que tous les citoyens soient égaux et que les biens se par- « tagent et circulent. » De son côté, André Naville (État civil de Genève, p. 158) exprimant éloquemment la même idée, quand, à propos des substitutions, il écrivait, vers la fin du siècle dernier, ces paroles remarquables : « Les efforts parti- « culiers de tous les membres de la société tendent constam- « ment à l'inégalité; mais le législateur, veillant sur le bonheur « de tous, sait tirer de la réunion de ces efforts la conserva- « tion de la seule proportion d'égalité qui puisse exister dans « l'état civil. A mesure que les générations se succèdent, il « répartit les biens trop inégalement accumulés, que la géné- « ration qui passe laisse à celle qui la suit; au contraire, « sous le système de ces lois, chaque degré d'inégalité est « consacré; à mesure que les générations se succèdent, cette « inégalité s'augmente, et la génération qui passe semble ne « s'arrêter un moment que pour disproportionner les biens « dans celles qui la suivent.

« Le travail est la condition de l'homme; l'utilité de ce tra

Mais ces lois font de l'oisiveté la condition distinguée entre les hommes, et des travaux un déshonneur; elles assignent pour les familles riches, l'inaction; aux cadets, le métier des armes.

Elles attachent les hommes à la patrie; ainsi, plus les propriétés, plus il unit l'intérêt public. Mais ces lois tendent sans cesse à multiplier les propriétés dans le plus petit nombre de mains, et par conséquent à élever ainsi graduellement les bases des fautes, qui font dans cette même proportion la population qui les ont adoptées.

La paternité, ces deux garants des vertus, civiques et de la soumission aux lois, ne sont ici, des devoirs naturels et doux à remplir; l'un mariera qu'un de ses enfants; le célibat est imposé aux autres; le non-substitué et le roturier s'attachent à leur terre en suivant le même système. »

Conséquences sociales des substitutions s'aperçoit du publiciste genevois, aux pays monarchiques s'étendaient alors indéfiniment et où elles étaient soumises à une législation très-complexe; car, pour les pays protestants, elles étaient déjà fort limitées, il est certain que la loi accordée au substitué, avait suffi pour les limiter. C'est ce qu'avait déjà constaté le jurisconsulte suisse quand il écrivait dans ses *Lettres de la Camille*, les sources des procès importants ont été épuisées: nous ne connaissons ni substitutions, ni retrait lignager. »

Les Edits, que Montesquieu appela *la belle loi* (des Lois, t. XX, ch. xvi), est celle qui organise les offices et de toutes les dignités dans l'État, non-

seulement les faillis et les insolvables, tant qu'ils n'auraient pas acquiescé. On ne peut méconnaître, en cela, l'importance de la considération et de la reconnaissance, mais il n'en est pas moins vrai que c'est la loi qui a imposé aux enfants une solidarité que les successions, d'après laquelle chaque enfant est tenu de payer les dettes de son père, que proportionnellement dans les biens de celui-ci, ont été modifiées plus tard par l'Edit de Pac (art. 6).

D'autres dispositions consacraient d'une extrême sévérité, dans le but d'élever le niveau de la moralité publique, celles qui privaient de sa dot la femme et de son augment la veuve qui pendant son mariage, ne pas y voir figurer la cession de tout ou partie de leur patrimoine à un tiers, et de ceux qui, hors les cas d'adultère, volontairement donnaient la mort. Cependant, sur ce dernier point, les mœurs ont influé sur la loi.

## § V

## LES ÉDITS CIVILS ET LA FÉODALITÉ

J'aborde maintenant la partie des édits relative au régime féodal. Ce point de vue nouveau servira à pénétrer plus à fond dans leur esprit. .

La cité de Genève, grâce à ses prérogatives d'ancienne ville impériale et à son négoce, échappa toujours aux servitudes personnelles qui formaient le cortège du régime féodal. Cependant les propriétés y étaient possédées, vendues et acquises, à titre de fief, d'emphytéose ou d'abergement par des seigneurs dont l'art. 55 des Franchises avait pris soin de réserver expressément les droits à cet égard. Il en était de même, pour le territoire immédiat de la ville et notamment pour ses faubourgs, avant leur démolition forcée dans le cours des années 1534 et 1535, démolition qu'un impérieux besoin de défense rendit nécessaire et que la tentative de l'Escalade justifia pleinement. Les évêques, en leur qualité de princes ecclésiastiques, au temporel comme au spirituel, n'avaient jamais exercé qu'un pouvoir présidentiel et judiciaire; et quant au pouvoir législatif, ils le partageaient, de loin en loin, avec le Chapitre et les Citoyens.

Mais il en était autrement pour les fiefs que l'Evêque, le Chapitre et les autres dignitaires ecclésiastiques possédaient à la campagne; ces fiefs étaient dans leurs mains de véritables seigneuries féodales; des seigneurs particuliers possédaient d'ailleurs aussi des fiefs, à des degrés et à des titres divers.

Au moment où le pouvoir de l'Evêque disparut avec Pierre de la Baume, la République naissante se trouva naturellement substituée aux privilèges, tant de l'évêque que des autres digni-

taires de l'Eglise et à la souveraineté  
verses possessions à la campagne et  
Et c'est ainsi qu'elle devint et resta  
à l'égard des fiefs qu'elle possédait  
ble seigneurie féodale. Ceci expliquait  
et bourgeois de la ville jouirent ;  
tandis que les genevois du territoire  
ment privés. Cet état de choses  
idées et les nécessités de l'époque  
en effet, le régime démocratique fondé  
de peu d'étendue, la plupart des  
des territoires étrangers soumis  
habitués de longue date à des mœurs

A l'époque de la Réformation, les  
avaient donc passé à l'Etat, lequel  
doter l'Hospice général, soit pour  
culte et du clergé national ; mais  
nombreux, possédés par des particuliers  
sister jusqu'au moment où les Comptes  
une sage et prévoyante politique,  
des acquisitions successives au  
Cependant, malgré cette quantité  
cette époque des fonds libres, dits  
alleu qui réunissaient dans les mœurs  
seurs, tous les éléments de la prospérité

Par la différence de leurs origines  
enchevêtrement du système féodal  
vaient de justices étrangères, notamment  
béry, Gex, Dôle, Dijon, Berne ; d'où  
conflits de juridiction : « Les seigneuries  
« aujourd'hui possédées par l'Etat,  
« observe M. Naville (*Etat civil de*



« sous tous les prétextes imaginables la connaissance des  
« causes, entre eux et leurs redevanciers, aux tribunaux dont  
« relevaient leurs terres. Nos pères passaient leurs jours à  
« courir de ville en ville, autour de notre petite enceinte,  
« pour défendre ou suivre à mille difficultés de ce genre; et  
« la République elle-même qui revendiquait sa propre juri-  
« diction, était constamment en différend avec les cours de  
« justice étrangères, à l'occasion de ces démêlés particu-  
« liers. »

Les édits civils de 1568, bien différents, sur ce point, de la coutume de Berry, ne contenaient, à l'imitation des anciennes Franchises, que quelques rares dispositions consacrant le principe et l'existence de la propriété féodale, là où elle existait de fait, soit au profit de seigneurs particuliers, soit au profit de la Seigneurie, c'est-à-dire de la République elle-même : le seul point qu'ils aient réglementé avec quelque détail est la loi du lod, c'est-à-dire le sixième denier revenant à la seigneurie du fonds, lors de l'aliénation ou de la mutation par décès au profit d'étrangers ou de parents éloignés.

Bien que les édits ne le disent pas, il paraît certain, les registres publics en font foi, que les fonds étaient réputés, dans la règle et à défaut de titre, francs et libres de leur nature, comme dans d'autres coutumes, notamment dans celle du Dauphiné (1). La maxime des pays de droit écrit : « Nul seigneur sans titre » était donc admise chez nous. Cependant, il est bon de noter que les droits de fiefs, de censive et autres droits seigneuriaux n'étaient pas éteints par la subhastation, soit vente forcée, laquelle purgeait toute autre espèce de droits, non revendiqués pendant la durée des formalités.

Ce fut en 1617 que le Conseil des Deux Cents, voulant frap-

(1) Denis de Salvaing, *Usage des fiefs*, 1731.



laquelle on érigea « en fief noble et franc, seigneurie, justice, juridiction haute, moyenne et basse » des terres situées dans le territoire du Mandement de Peney, sous la réserve que ce fief ne pourrait jamais être cédé à d'autres qu'à des citoyens genevois, et sauf les droits de souveraineté de la République.

Les achats de fiefs particuliers effectués par la Seigneurie avaient eu pour effet de réduire à la longue considérablement le nombre de ceux qui étaient encore en mains des seigneurs particuliers, à tel point qu'en y comprenant celui dont il vient d'être parlé, il n'en restait plus, selon M. Naville, que quatre en 1790.

Au surplus, depuis la fondation de la République, les prérogatives politiques inhérentes aux anciens fiefs nobles, avaient disparu ; la constitution de l'Etat ne reconnut jamais d'autres nobles que ceux qui étaient revêtus des magistratures, et cette noblesse honorifique disparaissait même au moment où le magistrat rentrait au rang de simple citoyen (1).

« Que tous les Genevois, disposait un ancien édit rappelé dans la Constitution de 1796, soyent contents en degré de citoyens, sans vouloir se préférer et s'attribuer quelque autorité et prééminence par dessus les autres, qu'entant qu'office de magistrature le portera. »

Les prétentions nobiliaires n'en continuèrent pas moins à s'affirmer et à se perpétuer dans les mœurs et dans les faits, en sorte que pendant plus de deux siècles après la Réformation, elles régnèrent sans partage dans les Conseils de la République (2). L'idéal du gouvernement, tel que Calvin l'avait exposé dans son *Institution chrétienne* se trouva ainsi réalisé :

(1) Naville. *Etat civil de Genève*, p. 187. — d'Yvernois. *Tab. des révol. de Genève*, p. 326.

(2) Voir une note extrêmement importante dans les *Fragments historiques après la Réformation*, de M. Grenus, p. 392. Voir aussi *Notice sur M. Pictet-Diodati*, 1832, p. 91.

le pouvoir aux plus notables, pourvu à  
libertés du peuple. Aussi l'Eglise de Ge  
et ses prédications, tout en affirmant  
devant Dieu et le devoir de fraterni  
buer au maintien de cet état de cho  
lui-même s'est plu à représenter la  
comme une constitution sagement pond  
heureuse entre l'égalité naturelle et l'i  
mes ont établie entre eux (*Dédicace à la*  
Qu'on se rappelle, en effet, que, par l  
les Conseils se recrutaient, même pour  
tures dont le choix, en dernier ressor  
seil général. — Mais revenons à la f

Une institution qui en découlait direc  
lité sur laquelle les édits de 1568 se tais  
1713 mentionnent et que nous retrouv  
genevois de 1791. Les taillables ou  
n'avaient pas la faculté de disposer par testament, s'ils mou  
raient sans enfants ; et, d'après un arrêt du Conseil des Deux-  
Cents, du 5 mars 1647, les aliénations entre-vifs faites par eux  
moins de quarante jours avant leur mort, étaient nulles ; dans  
ces deux cas, leurs biens passaient au seigneur qui les avait  
sous sa dépendance.

Sous les Franchises, Genève s'était toujours attribué, comme  
inhérent à ses anciennes prérogatives de ville impériale, le  
droit d'affranchir le taillable admis à l'habitation pendant l'an  
et jour, dans l'enceinte de la ville et de sa banlieue immé-  
diate, sans avoir été, dans ce laps de temps, réclamé par son  
seigneur : « Il est fait nouvel homme, disaient les juristes »  
« n'est plus celui qu'il était auparavant, puisqu'il a gagné  
« terre de franchise. »

Mais ce principe n'empêcha pas les affranchis de taillabili

leurs fils et leurs petits-fils d'être exclus des Deux-Cents et d'être considérés, sous l'ancienne République, comme inhabiles à occuper aucune magistrature ou fonction honorifique (Grenus, *Fragm. hist.*, 24 mars 1671, t. II, p. 167 et 180 ; Tome I, p. 73). La ville ne connut jamais la taillabilité personnelle; et, quant à l'hérédité, la coutume, même sous les Franchises, voulait que nul bien, de quelque nature qu'il fût, étant dans son enceinte, échût à d'autres qu'aux plus proches héritiers, ou à ceux auxquels le défunt les aurait légués (Bonivard. *De noblesse et de ses offices ou degrez*, p. 368, édit. Revilliod ; — *Franchises*, art. 34 et 35 ; — — Bérenger, *Hist. de Genève*, t. III, p. 345).

Ajoutons enfin que, sous les Edits, le taillable put toujours s'affranchir en donnant à son seigneur la cinquième partie de ses biens, s'il était soumis à la taillabilité personnelle, et la sixième partie si elle n'atteignait que les fonds.

Malgré ces tempéraments, la persistance sur le territoire rural de la République des institutions féodales, soit comme base de la propriété du sol et de certains droits réels s'y rattachant, soit comme principe générateur des liens de dépendance que ces institutions avaient créés entre les hommes, dans leurs rapports civils et politiques, est assurément un fait considérable, de nature à projeter la lumière sur les causes sourdes des luttes politiques qui agitèrent Genève pendant tout le cours du XVIII<sup>e</sup> siècle.

## § VI

**LES ÉDITS CIVILS ET LE DROIT  
DEUX GODEFROY ET J.-J. BU  
SULTES.**

Les Édits n'avaient posé que les bases du droit civil. Ils suffisaient, sans doute, dans des cas ; mais ils supposaient cependant des principes préétablis qui leur servaient de guides. Toutes les fois que, dans leur silence, les tribunaux ne trouvaient de directions suffisantes ni dans les maximes de la jurisprudence, ni dans la disposition de l'édit qui faisait aux juges un devoir de terminer, autant que possible, les procès par la conciliation. Le droit subsidiaire se trouvait dans le Droit romain, auquel un usage immémorial avait donné force de loi chez nous, tandis que le Pays de Vaud était régi par un véritable droit coutumier, lequel ne jouit jamais à Genève d'aucune autorité, sauf dans les matières féodales. Le syndic Cramer affirme, en effet, que, dans le silence des Édits, on recourait à la coutume de Berry, l'une des principales sources des Édits, plutôt qu'à celle du Pays de Vaud, « n'en ayant, » dit-il, « jamais rien tiré. » De son côté, le professeur Jean-Manassé Cramer, son successeur dans l'enseignement du Droit national, ne laisse aucun doute sur ce point : « Nous suivons, dit-il expressément, le Droit romain dans le silence des Édits, qui sont proprement notre droit coutumier. » Aussi, l'enseignement de ces jurisconsultes et de leurs prédécesseurs fut un rapprochement continu des Édits et du Droit romain soit pour signaler les dispositions concordantes de quelques-unes de leurs dispositions, soit pour montrer les différences.

nombreuses qui les séparaient, soit pour faire ressortir les points où le Droit romain servait de complément. Dans ce dernier cas se trouvaient, en particulier, les principes en matière de prescription acquisitive, et ceux qui concernaient les biens paraphernaux, quand, par contrat de mariage, la femme avait fait cesser, en tout ou en partie, la présomption légale de dotalité établie par l'édit.

Ce recours au Droit romain comme à une législation subsidiaire n'était pas, d'ailleurs, particulière à Genève. Le même fait se reproduisait, plus ou moins, dans tous les pays de l'Europe, surtout dans les régions du Midi, où ce droit avait survécu à la conquête romaine et où les coutumes, nées du Droit germanique, avaient beaucoup moins profondément pénétré. Le Droit romain, après la chute de l'empire d'Occident, avait, il est vrai, subi une sorte d'éclipse et participé à la déchéance dans laquelle le peuple était tombé; mais il s'était relevé, comme science, au commencement du XII<sup>me</sup> siècle, à cette époque où l'Université de Bologne, qui attirait de toutes parts une jeunesse studieuse, contribua à lui assurer, par l'éclat de son enseignement, une autorité toujours croissante. Cela explique comment Genève, au moment de la première codification officielle de ses franchises et coutumes, en 1387, se trouvait en partie régie par le Droit romain. Comme dans le reste de l'Europe, il avait de nouveau été reçu dans nos contrées, grâce à l'opinion qu'il était la voix même de la raison et de l'équité. Par la consécration tacite de l'usage, il passa peu à peu de l'école jusque dans le siège des tribunaux. Toutefois, ce droit se trouvait alors mitigé, non-seulement par les coutumes et franchises locales, mais encore par le Droit canon, dans lequel les Papes avaient, avec le temps, fini par transporter une grande partie du Droit civil, dont ils adoucirent, sur certains points, la rigueur, et qu'ils

mirent, surtout dans la matière des  
avec la morale chrétienne et la simpl

*Hist. de la lég. ital.*, t. II, p. 97 ; — ]

t. III, p. 317 ; — Brocher, *Étude sur la légitime.*, p. 186.).

Nous avons déjà vu que l'autorité du Droit canonique ne survécut pas à l'établissement de la Réforme ; et, en 1604, le Petit Conseil refusa même formellement l'impression d'une édition de ce Droit, « à cause, dit le Registre, des impiétés qui y sont contenues. » (*Indice raisonné des Reg. du Conseil, de 1550 à 1660*, aux Archives.).

Malgré la fréquente application qui était faite du Droit romain, et l'étude dont il était l'objet, ce ne fut pourtant que vers les dernières années du xvi<sup>me</sup> siècle, lorsque la Réforme religieuse et l'indépendance de la République parurent assises sur de solides fondements, à l'intérieur comme au dehors, que l'Académie de Genève compta dans ses rangs d'illustres commentateurs du Droit romain, comme du Droit féodal. Chassés de leur patrie d'origine par les poursuites cruelles de l'Inquisition, ils étaient venus, comme Germain Colladon, demander un asile à la ville du Refuge, à la métropole du protestantisme. Aux Ottoman, aux Lect, aux Pacius, succédèrent alors comme professeurs, les deux Godefroy : *Denys*, célèbre tout par les notes dont il accompagna son édition du *Corpus juris* (1583), et que D'Aguesseau considérait comme le docte et le plus profond de tous les interprètes des lois civiles et *Jaques*, son fils cadet, qui fut surtout renommé par sa Institution et son Commentaire du *Code Théodosien*. Ce fut également Jaques Godefroy qui, le premier, recueillit les documents originaux qui servent de base à l'histoire de Genève dont une partie fut publiée, après sa mort, par l'historien Spon. Tandis que le père s'était surtout occupé de la correction et de l'interprétation pratique des textes du droit, le



voulut éclairer les textes par l'histoire et remonter aux sources antiques. (1)

Le ralentissement qui, dès le milieu du xvii<sup>me</sup> siècle, se produisit dans l'étude scientifique du Droit romain, tint surtout à deux causes : la suppression de la langue latine comme langue officielle en Europe, et l'importance toujours plus marquée que prit le Droit national, rédigé, commenté en langue vulgaire, et participant avec elle à un travail constant de transformation, de perfectionnement et de vie. Quoiqu'il en soit, les grands jurisconsultes des xvi<sup>me</sup> et xvii<sup>me</sup> siècles semblent, par leurs immenses travaux, avoir épuisé et fixé la science de l'ancien droit, car leurs successeurs se renfermèrent dès lors, chez nous du moins, plus volontiers dans d'autres travaux et dans l'enseignement de l'Académie, et, s'ils en sortaient, c'était souvent pour occuper, sur les traces de Lect et de Jaques Godefroy, comme jurisconsultes et hommes d'État, les premières magistratures de la République. (Senebier, *Hist. litt. de Gen.*, t. II, p. 144 ; — t. III, p. 87 et 360.)

Cependant, le droit moderne s'élaborait silencieusement dans un autre domaine. J.-J. Burlamaqui (1694-1748) continuait avec éclat la grande tradition nationale par ses leçons sur les *Principes* et les *Éléments du Droit naturel*, qui devinrent, par la suite, deux livres classiques : monuments non équivoques de l'excellence traditionnelle de l'enseignement qu'offrit, de tout temps, notre Académie. Grâce à une exposition admirable de méthode, d'élévation, de bon sens et de simplicité, Burlamaqui fondait ainsi le droit sur les plus saines idées de liberté, d'égalité et de fraternité, et en déduisait les principes d'une exacte et lumineuse connaissance de

(1) *Les Savants Godefroy*. Paris. 1873, p. 100. — Notice par M. le professeur Bellot, dans la *Bibliothèque Universelle de Genève*. Décembre 1837.

l'homme, de ses rapports avec la  
leur.

## § VII

### DESTINÉE DES ÉDITS CIVILS. 1707. — RÉVISION DE 1718 ET DE 1783. — LES CO CRAMER.

Les édits civils subsistèrent pendant toute la durée de la République. Dans cette ville, il n'en parut jamais aucun commentaire; mais, comme ils furent l'objet d'un enseignement spécial à l'Académie, il en circulait des cours manuscrits, rédigés soit par les professeurs, soit par les étudiants en droit. Le syndic Jean Cramer écrivit un ouvrage méthodique sur le droit genevois, dans ses rapports avec le droit romain, dont le manuscrit se trouve à la Bibliothèque publique. Il est intitulé : « *Syntagma Juris civilis Romani et Genevensis a domino Johanne Cramero, Juris utriusque Professore in academia Genevensi, 1738.* » Il laissa, en outre, le manuscrit du cours sur les Edits civils, qu'il professa de 1723 à 1738, et dont il existe plusieurs copies ou extraits. M. Bellot (*Motifs de la loi de procédure*, 2<sup>e</sup> édit., p. 551), parle du syndic Cramer comme de « celui de nos juriscultes à qui notre ancienne législation nationale a été le plus familière. » Jean-Manassé Cramer, son fils, qui lui succéda, nous a laissé également un Cours sur les Edits civils professé par lui dans les années 1759 à 1789.

Jusqu'en 1707, on ne connut les Edits, tant civils que politiques, que par des copies manuscrites. Un groupe de citoyens

justement alarmés de voir reposer la République sur des lois dont le texte officiel était inconnu, en demanda, au nom de la souveraineté du peuple, la publication. Cette demande et d'autres semblables, produisirent une explosion où périt Pierre Fatio. Ce fut le point de départ d'une révolution qui devait durer un siècle, et s'étendre enfin bien au-delà de nos frontières. Les Petit et Grand Conseils, s'étant mis d'accord, il fut fait alors une édition des Edits civils, à laquelle on ajouta, en note, les arrêts et règlements du Deux-Cents, destinés à servir à l'application de divers articles. L'historien Thourel observe que les Genevois, si jaloux de leurs prérogatives de citoyens, se préoccupèrent peu des lois civiles et criminelles, tellement qu'ils laissèrent plus tard la révision des Edits civils se consommer et recevoir la sanction souveraine sans y attacher la moindre importance. (Thourel, *Histoire de Genève*, t. III, p. 109.)

La première édition de 1707 des Edits civils, en effet, en avait montré les points faibles ; quelques personnes attirèrent l'attention des Conseils sur plusieurs articles obscurs ou équivoques et d'autres sur lesquels des usages violateurs avaient prévalu. (D'Yvernois, *Tab. hist. et politiq. des Révol. de Genève*, t. I<sup>er</sup>, p. 72.) Les Conseils ne se refusèrent pas à la révision qui leur était demandée, dans des conditions, comme on va le voir, d'ailleurs très-modestes, parce que leur intérêt, observe l'historien Béranger, était, en cela, commun avec celui du peuple. On confia donc la révision à trois jurisconsultes, le syndic Sartoris, le lieutenant Mestrezat et l'ancien auditeur Sales.

Leur travail, après avoir été revu par les Conseils, fut proposé à la sanction du Conseil général le 5 octobre 1713. Béranger rapporte la harangue que prononça à cette occasion le syndic Gautier, qui le présidait :

« Magnifiques Seigneurs, dit-il, quand nos pères eurent  
 « établi au milieu de nous une religion pure et sainte, ils pen-  
 « sèrent à nous donner des lois permanentes pour y fixer la  
 « paix et le bonheur; ils consultèrent les plus habiles juris-  
 « consultes et formèrent un corps de Lois civiles dont l'expé-  
 « rience avait déjà prouvé la sagesse. Mais Dieu seul est im-  
 « muable; tout ici-bas change et périt. Une révision de ces  
 « Edits est devenue nécessaire, vous l'avez désirée. Trois juris-  
 « consultes y ont consacré leurs veilles. Les Conseils ont exa-  
 « miné les corrections, article par article; nous allons les  
 « mettre sous vos yeux : nous avons joint à ces Edits des  
 « glements sur le commerce; ils tendent à en rendre la p  
 « périté plus constante et les revers moins accablants. »  
 « espérons que vous les jugerez dignes de votre appro-  
 « tion. »

La révision de 1713 reproduisait en trente-six titres les E  
 de 1568, presque textuellement, dans la langue vieillie, u  
 par cela même vénérable du *xv<sup>e</sup>* siècle. La rédaction en  
 simplifiée, et, pour le fond, les modifications ne portèr  
 que sur quelques points spéciaux.

Ainsi, contrairement aux Ordonnances ecclésiastiques,  
 mariage fut assimilé aux autres contrats, quant à l'âge au  
 il pouvait avoir lieu sans le consentement du père ou du cu  
 teur : la majorité se trouvant ainsi généralisée à vingt-c  
 ans. Les Ordonnances furent encore modifiées sur un au  
 point : le mariage entre cousins germains fut permis, « com  
 n'étant pas défendu par la Loi de Dieu. »

En outre, on réduisit à trente ans la plus longue preser  
 tion, laquelle auparavant était de quarante ans, conformém  
 au droit romain; toutefois, on laissa subsister l'imprescrip  
 bilité des droits féodaux. Le taux de l'intérêt, même conve  
 tionnel, fut réduit au cinq pour cent. On supprima la conf

cation des biens des condamnés pour faits de sorcellerie, et, à cette occasion, Jean Cramer remarquait très-judicieusement qu'on avait cessé de croire à la sorcellerie depuis que les condamnations, autrefois très-graves, auxquelles elle donnait lieu, avaient cessé d'être appliquées. On conserva encore, il est vrai, cette peine à l'égard des suicidés, mais elle disparut bientôt elle-même, au moins en fait, par la pression de l'opinion; car, depuis 1729, on assimila constamment, dans ce but, le suicide, aux cas d'aliénation mentale. En outre, on introduisit de nouvelles dispositions sur les lettres de change et sur les faillites qu'on tira des ordonnances de Louis XIV, sur le commerce. Enfin, c'est la révision de 1713 qui introduisit le contre-augment accordé au mari sur les biens dotaux de sa femme décédée, et qui étendit la compétence des Deux Cents aux affaires civiles matrimoniales et criminelles.

Le Conseil général adopta presque à l'unanimité les Edits civils, ainsi révisés. L'historien Jean Picot rapporte qu'afin de prévenir de longues discussions et des objections dangereuses, on n'en avait point donné préalablement connaissance aux citoyens; ils durent se contenter de la lecture qui leur fut faite de l'ensemble du travail, lecture qui dura quatre heures. Le Petit Conseil qui redoutait toujours la convocation du Conseil général, ajoute le même historien, se félicita du succès de la ruse qu'il avait employée pour donner une heureuse issue à celle-ci. (*Histoire de Genève*, t. III, p. 228.) Une fois approuvés, il fit imprimer les Edits et en ordonna la distribution à tous les citoyens et bourgeois. Ajoutons que les deux éditions qui en furent données en 1735 et en 1783 ne furent que la reproduction de celle de 1713.

A la suite des mouvements populaires que suscita la condamnation infligée à J.-J. Rousseau, à l'occasion de l'*Emile* et du *Contrat social*, les Puissances médiatrices, soucieuses des in-

térêts politiques de l'aristocratie ge  
citoyens une constitution qui leur  
essentiels, notamment ceux de se  
cercles, de publier et distribuer «  
le gouvernement et son administr  
du 21 novembre 1782 (tel était le  
n'avait tenu aucun compte des réc  
santes, relatives à la publication de  
depuis si longtemps réclamée, ma  
1758 qui l'avait solennellement pro  
donner la confection d'un Code p  
par deux commissions nommées p  
*bule* de l'édition de 1783) ; mais le  
soumis *in globo* à chacun des trois  
devant le Conseil général, résolu  
lois prévues par cette Constitution  
1713 demeura, en conséquence, le  
République, en matière civile.

Ainsi, la République, pendant  
presqu'intacts les Edits civils qu  
étaient restés, jusqu'à la Révolu  
la plus avancée du continent. Le  
Coxe qui s'était plu, en visitant la  
institutions de Genève, n'hésitait  
civil « la partie la plus parfaite de

L'œuvre de la médiation ne deva  
le peuple se sentait froissé dans s  
Révolution française, qui éclata, «  
vance : les Conseils eux-mêmes se  
Conseil général d'importantes dis  
l'ancienne liberté. Elles furent sanc  
vrier 1789, qu'on célébra de par

d'une réconciliation définitive et durable. L'article 1<sup>er</sup> portait : « L'Édit du 21 novembre 1782, avec les modifications qui y sont apportées par le présent Édit, ainsi que le Code politique publié le 13 juin 1783, seront la Loi fondamentale de l'Etat et formeront la collection complète de ses Lois politiques. »

## § VIII

**LES ÉDITS CIVILS ET LE CODE GENEVOIS DE 1791. —**

**LA RÉVOLUTION GENEVOISE EXPLIQUÉE PAR JACQUES GRENUS. — LE TRAITÉ DE 1798. — F.-A. NAVILLE, SON LIVRE DE L'ÉTAT CIVIL DE GENÈVE.**

Le Code genevois sanctionné le 14 novembre 1791, réalisa, pour la première fois, le vœu si souvent formulé d'une collection complète des Lois politiques. Son principal rédacteur fut l'ancien procureur général Du Roveray. Ce Code remarquable, et dont, chose singulière, aucun historien n'a parlé, prévoyait qu'une révision des Édits civils serait faite avant la fin de l'année 1792 ; mais la République allait entrer dans une période orageuse où plus d'une fois les passions coupables, à l'instigation de démagogues français, se déchaînèrent, tenant d'une main le drapeau de l'égalité, de l'autre le glaive sanglant, et condamnant au martyre les meilleurs citoyens.

Le Code genevois de 1791 décréta la suppression gratuite de la taillabilité ou du droit de main-morte sur tous les fiefs appartenant à l'Etat. Il en régla le rachat pour les fiefs particuliers et chargea le Petit Conseil de transiger pour la réunion de ceux-ci au domaine public. Il réserva exclusivement au Conseil général le droit d'établir de nouveaux fiefs en faveur des

particuliers, comme l'  
Il régla aussi avec éq  
rels. Un Édit de 17  
système féodal, en s  
ainsi que les franchis  
auxquels l'Etat devai  
du trésor public, dû  
ce rachat impossible.

doyer qui rappelle parfois l'antique éloquence, a tracé des  
beaux temps de la République et des causes qui préparèrent sa  
ruine, un tableau que je ne résiste pas à reproduire ici :

« Il est pénible, disait-il dans son exil, de rappeler de  
« tristes souvenirs; il est douloureux de reporter sa pensée  
« sur ces temps de troubles et d'erreurs, où les enfants d'une  
« même famille purent oublier qu'ils étaient des frères.

« C'est cependant dans le grand livre de l'expérience, dans  
« l'histoire, que nous devons chercher les leçons de la sa-  
« gesse et les avis de la prudence. S'il est une circonstance  
« où cette recherche soit nécessaire, c'est lorsqu'il s'agit  
« d'examiner, sous tous les rapports, un événement tellement  
« lié à la situation politique antérieure de la République,  
« qu'il ne peut être considéré sous un autre point de vue que  
« les précédents.

« La République, dans son origine, ne connut de dissenti-  
« ments que quelques conspirations, que tramèrent en vain  
« les partisans du Prince qui avait sur elle des prétentions.  
« Nos ancêtres furent aussi heureux pour se débarrasser du  
« joug des Ducs de Savoie, que nos voisins les Suisses pour  
« briser les fers de la maison d'Autriche.

« Depuis le dernier attentat d'un Prince ambitieux et vin-  
« dicatif, un siècle s'écoula où tous les esprits furent réunis  
« pour consolider l'édifice de la liberté publique, et où les



« cœurs ne connurent de jalousie que celle de disputer de  
« patriotisme ; j'entends, par ce mot, l'amour bien entendu  
« de son pays.

« Genève ne compta point (comme les Républiques d'Italie  
« au <sup>xiv</sup><sup>me</sup> siècle) de ces hommes ambitieux, qui n'écartaient  
« les tyrans que pour le devenir à leur tour.

« Les citoyens n'eurent qu'une même volonté, celle de vivre  
« à l'abri de lois qu'ils agréassent, exécutées par des magis-  
« trats de leur choix. Les fonctions publiques étaient un  
« devoir que remplissaient les citoyens qui y étaient propres,  
« sans motif d'ambition ou d'avarice. Genève, tranquille au  
« dedans, devint florissante. L'Europe était ébranlée dans ses  
« fondements par les longues guerres que suscitait l'ambition  
« de Louis XIV. La République, neutre et étrangère à ces  
« débats, voyait sa prospérité s'accroître ; sa situation entre  
« des États jaloux et rivaux, sa position commerciale, en  
« firent un vaste entrepôt des divers objets des besoins des  
« peuples. Les persécutions religieuses y amenèrent de nou-  
« veaux colons, des capitaux et de l'industrie.

« Genève devint opulente ; sa population s'augmenta : cet  
« accroissement de prospérité devint fatal à son repos ;  
« divers Ordres, jaloux les uns des autres, cherchèrent à se  
« dominer ; tantôt des querelles de forme entre les Conseils ;  
« tantôt des discussions mieux fondées sur la liberté indivi-  
« duelle, sur les droits du Conseil général, sur la capacité d'en  
« être membre, vinrent troubler la tranquillité publique.

« Ces dissensions datent du commencement du siècle ;  
« elles eurent de longs intervalles, jusqu'au moment où la  
« guerre civile s'établit, pour ainsi dire, en permanence. Cet  
« état de choses dure depuis plus de trente ans (l'auteur tra-  
« çait ces lignes en 1797). Les partis, tour à tour vainqueurs  
« et vaincus, ont profité de la victoire.

« Les actes du Conseil général,  
 « cours des débats, n'étaient que  
 « mal assurées. Les querelles ne res-  
 « de violence ; c'étaient des resso-  
 « raison de la compression. En 1781  
 « crise s'avancait ; une révolution  
 « une cause qui changea de tout te-  
 « gouvernements ; les finances de-  
 « en balance avec les dépenses qu'e-  
 « établi en 1782 ; ce fut le vrai m-  
 « que le parti populaire remport-  
 « épuisées par diverses causes, am-  
 « si je ne me trompe, le gouverne-  
 « qu'il ne fut conquis. Le vuide to-  
 « le service, amenèrent en 1794  
 « cette époque fatale, on fut entraî-  
 « circonstances, à revenir sur le  
 « jeter des regards rétrogrades su-  
 « du trésor public. Les besoins du  
 « si énormes, relativement aux res-  
 « mement réduites par la stagnatic-  
 « dustrie, la réduction des rentes e-  
 « se trouvèrent tellement dispropor-  
 « naires de lever des impositions  
 « nouveaux durent se trouver dans  
 « Quel était le parti le plus sa-  
 « meilleur ? Toutes les pensées se  
 « entreprend de le rechercher. S-  
 « mêmes les plus extraordinaires,  
 « après l'événement, que si on ava-  
 « nière, on aurait pu parvenir au  
 « voies ; certes, la crise imminente

« les actes pour s'en tirer précédaient sans cesse les réflexions.  
« Alors, cette révolution préparée depuis plus de trente ans  
« par l'état des finances éclata de la façon la plus terrible. Les  
« esprits furent exaspérés de trouver la République réduite  
« aux plus grandes extrémités. Chaque individu frémissait de  
« désespoir de se trouver placé sur un gouffre aussi dévorant  
« qu'un trésor vide. Les discussions précédentes, les griefs  
« réciproques, les haines de parti se réveillèrent avec plus de  
« violence que jamais ; les actes d'oubli ne furent que des  
« trêves. Enfin, il fallut sérieusement s'occuper de rédiger  
« une Constitution qui fût également le gage de la liberté et  
« de la sûreté. Le 24 septembre 1796, cet acte qui terminait  
« les débats d'un siècle, a dû mettre un terme aux dissensions  
« qui agitaient la République. » (*Défense des citoyens, etc...*,  
p. 8-12.)

Mais les jours de la République genevoise étaient comptés ; et son indépendance séculaire, miraculeusement conservée à travers tant de périls, ne put résister à l'envahissement armé de la puissante voisine qui la convoitait. Le Traité de réunion qui intervint le 17 mai 1798, pour régulariser ce que la violence avait commencé, disposa que « les lois civiles genevoises resteraient en vigueur jusqu'à la promulgation des lois de la République française. » Dès lors, les Édits civils qui avaient survécu à toutes les révolutions n'eurent plus qu'une durée partielle et précaire.

Telle fut la destinée de cette législation, à laquelle l'ancienne Genève dut une bonne part de sa longue prospérité. François-André Naville, penseur profond autant que jurisconsulte éminent, a laissé, sur cette législation, un livre malheureusement inachevé, mais qui est resté comme un témoin de son patriotisme, un monument et un guide précieux pour l'étude de nos anciennes lois nationales. En écrivant l'*État civil de Genève*,

qui parut en 1790, quatri  
avait pour but de faire ress  
peu nombreuses, mais repe  
appliquées par une magistr  
suffire pendant près de deu  
trente-cinq mille âmes, é  
par la culture des sciences  
son industrie. Il voyait la pi  
dans le petit nombre de p  
cette vénération qui n'avai  
tait-t-il pas à les signaler  
comme la lumière qui devant  
ses, dans le grand travail d  
se préparait. La Révolution  
directe des principes politic  
création d'un droit civil uni  
grandeur, et de crimes enf  
losophe genevois, mais biei

## LES LOIS DE LA

LE C

A l'époque où Genève per  
et son indépendance sécul  
naufrage de ses lois civiles,  
selon l'idée de Naville, « l'  
déjà fait passer dans ses loi  
quels repose la société n  
assises mêmes avaient été

l'époque intermédiaire, vint enfin résumer et combiner, dans une synthèse savante, les conquêtes de la Révolution avec les principes de l'ancien droit, tels que d'Aguesseau et Pothier les avaient formulés, avec une admirable clarté, dans le cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce code fut la réunion en un seul corps, par la loi du 30 ventôse, an XII (21 mars 1804), de trente-six lois sur les diverses matières qu'il embrasse.

Sa promulgation fit donc disparaître les coutumes propres à chaque province, sans excepter le droit romain, lequel ne reposait lui-même que sur l'usage, ni ce qui restait encore en vigueur de nos lois nationales, jusque-là épargnées, telles que celles relatives aux servitudes, aux tutelles, au régime des biens entre époux, à l'autorisation spéciale nécessaire à la femme s'obligeant pour son mari, enfin aux prescriptions.

L'un des traits saillants du Code civil fut assurément la séparation complète qu'il consacra, quant aux rapports juridiques, entre l'ordre civil et le domaine purement religieux ; cette séparation, de date récente, remontait aux premières années de la Révolution, et M<sup>me</sup> de Staël a pu dire avec raison « que l'Assemblée constituante, en proclamant la parfaite liberté des cultes, avait replacé la religion dans son domaine, la conscience. (1) »

L'illustre jurisconsulte Pothier, dans son *Traité du Contrat de mariage* (2) et J.-J. Rousseau dans son *Contrat social* (3), avaient déjà proclamé la nécessité et la parfaite légitimité de ce principe, sans lequel l'indépendance de l'Etat et la liberté du citoyen ne sauraient subsister.

(1) M<sup>me</sup> de Staël. — *Considérations sur la Révolution Française*, Partie I<sup>re</sup>, chapitre IV.

(2) Première partie, chap. III.

(3) Livre IV, chap. IX.

Ne considérant l'homme que dans ses rapports avec la société civile, où se déploie son activité naturelle, où naissent, se forment, se résolvent ses intérêts terrestres, les jurisconsultes de la Convention, qui mirent, sous le Consulat, la dernière main au Code civil, réglèrent ces rapports, indépendamment de toute préoccupation religieuse exclusive, de tout culte établi, de toute immixtion politique des églises officiellement reconnues. La séparation entre les deux domaines ne pouvait être plus complètement consacrée. L'état civil sera désormais une institution neutre et exclusivement laïque. L'homme pourra naître, se créer par le mariage une famille et lui transmettre librement ses biens en héritage, sans dépendre pour son état civil, de l'acceptation d'aucun dogme religieux, ni du bon vouloir d'aucun ministre du culte.

Du même coup, le droit civil devint indépendant de la constitution politique. L'homme, le sol qu'il habite, qu'il cultive et embellit, furent reconnus également libres; dès lors plus de droits féodaux, de dîmes, de supériorités et de services personnels, de droits exclusifs de chasse, obérant la classe indigente et ruinant l'agriculture. Les servitudes réelles d'un fonds sur le fonds voisin furent soigneusement dépouillées par le législateur de toute idée de prééminence ou de sujétion féodale.

La liberté étant, de sa nature, inaliénable, nul ne pourra engager ses services que pour un temps déterminé.

Le mariage lui-même, naguère encore régi exclusivement, quant aux conditions de sa célébration et quant à son indissolubilité, par les principes du droit canonique, ne sera plus considéré par le législateur que comme un contrat civil, astreint, il est vrai, à une solennité et à des garanties particulières, mais cependant dissoluble, aux yeux de la loi, sinon de la conscience, par le divorce, conformément au principe sanc-

tionné pour la première fois par l'Assemblée législative, bien que le Code civil, sur le rapport de Portalis, ait notablement diminué, avec raison, les cas dans lesquels les lois révolutionnaires avaient permis le divorce.

Le Code civil, ainsi basé exclusivement sur le double principe de la liberté et de l'égalité des personnes et des fonds, devait naturellement consacrer ces principes dans la matière des conventions. Dès lors, toute convention fut licite, pourvu qu'elle ne fût contraire ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs, et sa résolution en dommages-intérêts, pour le cas d'inexécution, se trouva ainsi complètement généralisée. Il est vrai qu'à côté de ces principes de droit naturel, on trouve encore la personne du débiteur soumise, dans des cas nombreux, à la contrainte par corps, que la Convention elle-même n'avait un instant supprimée que pour être obligée de la rétablir bientôt après ; on verra encore la personne de certains condamnés frappée de mort civile, peine cruelle qui lui ôtera presque sa qualité d'homme, puisqu'elle brisera jusqu'à ses liens de famille et lui enlèvera au profit de celle-ci la propriété de ses biens. Et n'oublions pas que cette peine, sous le régime impérial qui s'inaugurait, allait être attachée même à certaines condamnations d'un caractère purement politique ! L'étranger, de son côté, bien qu'assimilé en principe au citoyen lui-même, quant à l'exercice des droits civils, se verra encore privé d'une partie de ces droits, si les lois de son pays d'origine ne les assurent pas au Français lui-même. Mais sachons pourtant gré aux auteurs du Code d'avoir, en admettant le principe de la réciprocité consacré, dès 1782, par notre ancienne législation, ouvert la voie à de nombreux traités, spécialement en vue de l'abolition du droit d'aubaine lequel empêchait l'étranger de rien recevoir ni transmettre par succession légitime ou testamentaire : dernier vestige de

ce droit barbare q  
notre Europe qu'il y  
permet pas qu'un é  
dans leur territoire

Bien que la tenda  
réaliser, par une tr  
les rapports sociaux  
n'ait fléchi plus d'un  
tendue utilité gén  
sacrifié aux exigenc  
ment liée à certaine  
ou économiques ; e  
nul monument légi  
être l'époque qui le

Le législateur, d  
seule préoccupation de l'idée de justice, les rapports de fa-  
mille, la protection des incapables, les droits et devoirs des  
propriétaires voisins, l'hérédité basée sur les liens du sang,  
qu'il reconnaît d'une manière presque indéfinie, et dont il  
proclame l'unité quant aux biens, détruisant ainsi du même  
coup toutes les distinctions sur leur nature et leur origine,  
qu'avait établies l'ancien droit pour en régler la succession ; il  
a régularisé, par des principes équitables, la faculté de tester,  
et fixé la plupart du temps, avec une grande sagesse, la ré-  
serve des enfants et des ascendants immédiats ; dans toute la  
matière des contrats, qu'il subordonne à la bonne foi, il a fait  
une application constante du principe d'équité que nul ne doit  
s'enrichir aux dépens d'autrui ; — et pourtant on est bien  
forcé de reconnaître que tout différent est le point de vue sou

(1) Voltaire. — *Essai sur les mœurs*, chap. 197.

(2) Thiercelin. — *Essai de littérature du droit*. — Paris, 1859, p. 213.



lequel il a considéré les droits des enfants naturels reconnus à la succession de leurs père et mère, et réglé le sort de la femme mariée sous le régime dotal et même sous celui de la communauté, objet de sa préférence.

Le droit relatif aux enfants naturels, en particulier, fut marqué au coin de la plus grande sévérité, et l'on peut dire qu'au point de vue qui nous occupe, le législateur en a fait, en quelque sorte, une caste à part, presque condamnée d'avance à un servage éternel et à une éternelle obscurité. Ici, l'intérêt de la famille à venir l'a emporté sur toute autre considération d'une saine philosophie. Le législateur, semble-t-il, a fait taire en lui tout sentiment de justice, quand, obéissant sans doute encore à ce préjugé qui veut systématiquement rendre l'homme responsable de fautes qu'il n'a point commises, il a exclu l'enfant naturel de la succession de son père, de sa mère même, pour ne lui accorder qu'un droit plus ou moins restreint, selon la proximité du degré de parenté des héritiers légitimes ; de telle sorte qu'il ne fût appelé pleinement à la succession qu'à défaut de parents au douzième degré ! Comme si le lien qui unit l'enfant naturel à sa mère ou au père qui l'a reconnu n'était pas un fait au-dessus du législateur, et comme s'il dépendait de celui-ci de changer ou d'amoindrir l'ordre même de la nature ! Il y a plus : en ne permettant la reconnaissance de l'enfant naturel que pour lui interdire de rien recevoir, par donation entre vifs ou par testament, au-delà de ce qui lui est accordé par la loi dans la succession ; et en lui préférant même, en une certaine mesure, l'étranger, on peut dire que le législateur s'est exposé sciemment à ce que pareille loi fût constamment éludée, preuve certaine qu'il a dépassé les bornes de son pouvoir. N'aura-t-il pas toujours tort, en effet, lorsqu'il contrariera à ce point les sentiments naturels, qu'il mettra l'individu entre la loi

la conscience ? Sans doute  
respectables sont les considérations  
droits de la famille légitime  
de l'ordre social ; mais  
assuré l'avenir des enfants  
de l'enfant naturel doit  
être plus éloigné.

On pourrait facilement étendre  
les rédacteurs du Code ont  
le degré sur l'époux survivant  
ont accordé trop d'influence  
droit ; mais cette rigueur  
ait avoir son correctif dans  
illicite avant le mariage, par  
ou testament, les principes  
conventions contraires (1).

est ici le lieu de faire remarquer  
l'époque où s'élabora le Code  
ne n'avait pas marché de fr  
s qui s'opéraient par le droit  
s du Code, préoccupés sur  
droits qui s'y rattachent, é  
e qu'allait prendre la prop  
e résultant de la liberté du  
ts tendirent surtout à établir.

Ceci était écrit avant la loi du  
sur les frères et sœurs.

Rossi. *Observations sur le Droit  
comparé avec l'état économique  
de France*. Académie des Sciences  
et Lettres, 1839, p. 216.

ditionnel et historique, avec le droit rationnel pur qui forme le trait caractéristique des lois de l'époque intermédiaire.

Quoiqu'il en soit, et malgré les critiques plus ou moins fondées dont il peut être l'objet, le Code civil n'en demeure pas moins, dans son ensemble, l'œuvre législative la plus considérable qui ait été accomplie depuis la rédaction des Coutumes ; il demeure le monument le plus durable de la grande époque où il a pris naissance, bien qu'il ait été, à certains égards, une cause d'affaiblissement pour la France, dont les nombreuses provinces perdirent, par sa promulgation, leur ancienne originalité et leur vie juridique propre.

## § X.

**PREMIERS TRAVAUX LÉGISLATIFS DE LA RÉPUBLIQUE RESTAURÉE. — MAINTIEN PROVISOIRE DES CODES FRANÇAIS. — ESSAIS DE RÉVISION GÉNÉRALE. — TRIOMPHE DU SYSTÈME DES RÉVISIONS PARTIELLES.**

Dix ans s'étaient déjà écoulés depuis la promulgation du Code civil, lorsque d'anciens magistrats de la République genevoise, profitant des désastres du premier empire, la firent renaître à l'indépendance et à la vie. Cette patrie, qu'ils avaient autrefois servie, et qu'ils avaient dû ensevelir dans leur âme, la puissance de leur espérance et de leur foi l'avait ressuscitée. Tant est vraie cette observation de Voltaire, que « quand une nation connaît les arts, quand elle n'est point subjuguée et transportée par les étrangers, elle sort aisément de ses ruines et se rétablit toujours » (1).

(1) Voltaire, *Essai sur les Mœurs*, chapitre 197.

Qu'allait-il désormais advenir chez nous des lois françaises ?

Nul doute que les auteurs de la Constitution de 1814 qui, à l'exception de l'antique Conseil général, avaient cru pouvoir animer d'un souffle nouveau les formes politiques antérieures à 1792, sans tenir compte de celles qui les avaient remplacées, n'eussent eu aussi l'idée de revenir à l'ancienne législation civile. La révision des Édits fut bien réellement décidée en principe ; mais la Commission préparatoire, qui en avait été chargée, comprit bientôt qu'on ne remonte pas facilement le cours du passé. On ne pouvait sérieusement songer à remettre en vigueur une législation incomplète, où la vie avait cessé de circuler, dont la pratique s'était oblitérée, et qui ne suffisait plus aux besoins et à l'état actuels de la République. Genève, en effet, agrandie dans son territoire des communes avoisinantes nécessaires à son désenclavement et à sa réunion effective à la Confédération suisse, ne pouvait songer à soumettre ces territoires nouveaux à des lois qu'ils n'avaient jamais connues, et dont ils n'auraient peut-être accepté le joug qu'avec une certaine répugnance, à cause de leur origine protestante. On s'arrêta donc au parti le plus sage, et les deux lois qui réglèrent, d'abord provisoirement en 1815, puis définitivement en 1816, l'organisation judiciaire du Canton, déclarèrent maintenus provisoirement les divers codes et lois en matière civile et commerciale, comme en matière criminelle ; faisant ainsi, du même coup, disparaître virtuellement tout ce qui, dans ces codes et dans ces lois, tenait, de près ou de loin, à la constitution politique et administrative de la France.

Mais les Conseils n'abandonnèrent pas pour cela l'espérance d'avoir bientôt une législation nationale. La belle Loi sur la procédure civile, dont la rédaction fut confiée à Bellot, réalisa, dès 1819, ce que ce désir avait de plus pressant et de plus pratique. La nouvelle organisation judiciaire avait d'ailleurs

rendu cette réforme nécessaire ; et l'unité de juridiction qu'elle consacrait dans le Canton permettait de simplifier les formes de la procédure. Bellot comprit toute l'importance de la tâche qui lui était confiée. Travailleur infatigable autant que praticien consommé et habile jurisconsulte, il réussit à faire de cette Loi, et de l'Exposé des motifs dont il l'accompagna, une œuvre originale et véritablement nationale, admirable autant par la parfaite clarté du style que par le sentiment de justice et d'équité qui y règne d'un bout à l'autre. Pourtant, il faut le reconnaître, cette loi ne fut pas exempte de quelques duretés regrettables au point de vue des droits accordés au créancier sur la personne et les biens du débiteur : la contrainte par corps y est maintenue, même dans des cas exclusifs de toute idée de fraude ; la saisie des meubles, des vêtements, des outils, des provisions de première nécessité est permise, à de rares exceptions près ; taches réelles, qu'on a du dès lors faire disparaître en bonne partie, mais qui étaient imposées par les usages et les mœurs au moment où la loi prit naissance. Notons enfin, comme trait caractéristique de cette Loi, qu'elle consacre, dans la solennité du serment, l'autorité des Saintes-Écritures : hommage non équivoque rendu au Christianisme par le législateur, en même temps que, par respect pour la liberté de conscience, il autorisait de modifier la formule du serment pour les cas où la personne appelée à le prêter professerait un autre culte qui l'interdît ou n'en reconnût pas l'efficacité. Cette disposition exceptionnelle fut plus tard étendue à toute espèce de serment (1).

La Loi Bellot, sur la procédure civile, rappelle un autre monument législatif qui contribua à la créer : je veux parler du célèbre Règlement du Conseil Représentatif, œuvre d'Etienne

(1) Loi du 20 déc. 1854.

Dumont, l'éditeur de la *Tactique des Assemblées législatives de Bentham*. Telle fut, en effet, la sagesse de ces deux Lois, qu'elles ont survécu, presque en leur entier, aux changements que nos révolutions politiques devaient amener sur tant d'autres points par la suite. Le Règlement Dumont, par la marche lente et méthodique qu'il imprima aux délibérations, fut, dès le début, considéré à bon droit comme le principe de vie de la République renaissante. A une époque où la Constitution concentrait dans le Conseil d'Etat la plus grande partie des pouvoirs publics, et où ce corps exécutif avait, au nombre de ses prérogatives, exclusivement l'initiative des lois, Dumont, partant de l'idée *que ce qui résiste appuie*, réussit à organiser ce droit de résistance légale des corps constitués, qui fut le trait dominant des institutions de la Restauration ; et les garanties que ce règlement consacra furent tellement efficaces, qu'il put contenir, dès le début, l'esprit de réaction qui rêvait le retour à l'ancienne législation. Il contenait, sur tous les points, un système tout différent des usages qui avaient prévalu dans les anciens Conseils. Dumont, il faut le reconnaître, fut, en cela, admirablement compris, conseillé et soutenu par un groupe d'hommes éminents, tels que Bellot, avec lequel il fut lié d'une amitié toujours plus étroite, l'Italien Rossi, qui, après avoir fait de brillantes études en Allemagne, s'était fixé à Genève, où il avait bientôt reçu la bourgeoisie d'honneur, Sismondi, l'historien des Républiques italiennes, le professeur et conseiller d'état Girod, Salomon Cougnard et toute la jeune pléiade de jurisconsultes, d'économistes et de savants, dont plusieurs, a dit J.-J. Rigaud, avaient été formés hors de Genève, à l'école des grands événements d'une époque faite pour mouler les hommes d'une forte trempe.

Ce fut principalement à l'influence de ces hommes, dont le talent égalait le dévouement à la chose publique, que Genève

dut l'éclat dont elle brilla dans la période de la Restauration. Dès la fin de 1821, ils entreprirent la publication de l'*Exposé succinct des Délibérations du Conseil Représentatif*. Jusqu'alors, ainsi qu'ils en faisaient la remarque, les lois avaient été « publiées sans aucune information, sans aucun intérêt, sans aucune connaissance des discussions qui les avaient préparées et des motifs qui les avaient fait recevoir : c'était l'autorité séparée de tout moyen de persuasion. » Ils voulurent combler cette lacune et s'attachèrent surtout à reproduire, avec les motifs, le développement historique de notre législation.

Les *Annales de législation, de jurisprudence et d'économie politique*, fondées en 1820, étaient destinées, dans la pensée de leurs rédacteurs, à traiter les questions en elles-mêmes, dans une sphère dégagée des passions politiques et religieuses, afin de découvrir les principes dirigeants de l'ordre social, de raviver l'amour des études historiques dans la sphère du droit, de faciliter la connaissance des institutions judiciaires de l'Angleterre et de l'Allemagne. Malheureusement, ces deux publications cessèrent presque en même temps : celle-ci en 1823, l'exposé en 1824. A cette époque, la cause de la publicité en matière de gouvernement était loin encore d'être gagnée ; on n'était pas rassuré sur les dispositions de l'étranger à l'égard de notre petite république. « Évitons », disait un des syndics en charge, à propos de la demande qui était faite de livrer à l'impression le rapport du Conseil d'Etat sur sa gestion annuelle, « évitons d'attirer les regards sur nous ; ne nous croyons pas une lampe destinée à éclairer l'Europe, de peur qu'on ne vienne l'éteindre. Notre sûreté, c'est notre modestie ; notre modestie, c'est le silence. Laissons-nous petits et ignorés, afin de subsister plus longtemps » (1).

(1) *Exposé succinct des Délibérations*, t. I, p. 223, t. IV, p. 575.

Cette conduite prudente du Gouvernement, vers la fin de 1823, à la réaction ultramontaine en affaires intérieures, pour nous verra par la suite de ce travail, notre législation sur le mariage, po imprévue, en harmonie avec les sti mais encore à supprimer de fait la vait consacrée la Constitution de 1 entraves, que les circonstances ext veloppement normal de nos institi liberté intérieure, le principe de tarder à recevoir une consécration

Représentatif décida, en 1828, la publication d'un *Mémorial* de ses délibérations. La rédaction en fut d'abord confiée à l'un des plus brillants élèves sortis de notre faculté de droit, David-Étienne Gide, qui devait bientôt s'illustrer au barreau genevois, et plus tard, dans la chaire de Bellot. « Où se trouve, » disait Rossi, dans le rapport qu'il fut appelé à présenter à cette occasion, « où se trouve l'esprit, la véritable clef de n « législation? *Autant en emporte le vent*. C'est un vieil ad « mais toujours vrai, parce qu'il n'est que l'expression « principe de raison : *l'esprit vivifie, la lettre tue*. Mais qu « l'esprit de la loi, si ce n'est l'ensemble des motifs qui « déterminé le législateur à la sanctionner ?

« C'est en vain qu'on se flatterait de parvenir, dans « formation des lois, à une rédaction exempte de toute ob « rité et de toute lacune, et ne pouvant donner lieu à au « doute raisonnable ; l'homme ne saurait atteindre à « de perfection. Il appartient aux tribunaux civils de compl « l'œuvre du législateur, par une série de précédents ju « ciaux qui sont en harmonie avec l'esprit, avec les princi



« dirigeants de la loi. Mais il ne faut pas demander aux tribunaux l'impossible ; et, dans une foule de cas, il est impossible de saisir exactement l'esprit d'une législation dont on ne possède que la lettre muette, sans aucun moyen de saisir l'intention du législateur, d'en apprécier les motifs et d'en adopter les principes.....

« On a souvent, » ajoutait-il, « manifesté le vœu de plus de nationalité dans nos lois. Ce vœu patriotique se rattache, plus que cela ne paraît au premier abord, à l'existence d'un *Mémorial* de nos séances. C'est lorsque les magistrats, les jurisconsultes, les citoyens pourront se bien pénétrer des motifs locaux, particuliers, genevois, de notre législation, que le cachet de la nationalité s'imprimera plus fortement dans notre jurisprudence et dans nos lois futures. C'est alors qu'on ne sera plus tenté, faute d'un flambeau national, de s'aider, pour l'intelligence de nos propres lois, du secours d'une législation et d'une jurisprudence étrangères (1). »

Ces arguments étaient, sans doute, par eux-mêmes, d'une grande force ; toutefois, le triomphe de la publicité paraît avoir été amené par la longue et forte élaboration dont elle fut l'objet dans le domaine des lois civiles. Dès 1824, en effet, la Commission des Edits, composée des professeurs Bellot et Rossi, et du syndic Girod, avait été chargée de poursuivre son œuvre de révision, en commençant, avant tout, par la réforme du régime hypothécaire (2). Le Conseil d'Etat avait cru parvenir ainsi plus sûrement à la révision désirée. Il espérait que la petitesse du territoire permettrait, à cet égard, des améliorations essentielles, et que le moment de les introduire était favorable. Nous aurons à revenir sur le travail de la commission, parce qu'il fait époque dans l'histoire de notre législation

(1) *Mémorial*, t. I, p. 1.

(2) *Rapport succinct*, t. IV, p. 474.

civil. Qu'il nous suffise, pour le grand projet de loi sur les *Droits réels* en cette matière, le principe de la plus absolue ; que le Conseil d'Etat y avait donné l'attache de son initiative ; qu'enfin une commission nombreuse du Conseil représentatif y avait consacré, pendant deux hivers, quarante-trois séances publiques.

La faveur qui accueillit ce magnifique travail, jointe aux appréhensions qu'on avait relativement à sa mise à exécution, concoururent à rendre inévitable la publicité des débats législatifs. On sentit plus que jamais le besoin d'éclairer la population sur les graves intérêts qui étaient en jeu dans le projet de loi. Nous aurons l'occasion de revenir sur les causes qui empêchèrent ce projet d'aboutir. Pour le moment, nous tenons seulement à faire observer que les difficultés pratiques que souleva sa mise à exécution eurent pour effet de consolider le Code civil, et de mettre fin pour longtemps à toute velléité de révision générale. L'intérêt des légistes était d'ailleurs de conserver une législation qui leur permettait de profiter des travaux juridiques d'un grand pays voisin. C'est ainsi que, par la force même des choses, le provisoire tendit à devenir de plus en plus l'état définitif. D'ailleurs, l'exemple du canton de Vaud, qui avait mis quinze ans à refondre le Code civil pour l'adapter à ses usages (1), était nature à faire réfléchir les partisans d'une législation nationale sur les difficultés de l'entreprise. On savait maintenant par expérience (le projet sur les *Droits réels* était là pour prouver), qu'il était difficile de s'arrêter une fois qu'on en était dans la carrière des innovations (2).

(1) Ch. Monnard, *Histoire de la Confédération suisse*, tome I, page 436.

(2) J.-J. Amat, *Un épisode de l'Histoire de Genève*, page 187.

Les Conseils n'avaient pas eu lieu non plus de se féliciter de la révision de la législation sur le mariage. Le Code civil triompha ainsi, avec le temps, des susceptibilités nationales ; on finit par l'accepter avec d'autant moins de scrupule qu'il avait été rédigé à une époque où la France était encore républicaine ; et l'on sait que la seule édition de ce Code, admise à Genève, comme officielle, est celle de l'an XII (1).

Enfin, nous ne croyons pas exagérer en affirmant que le Code civil jouit même d'une sorte de privilège qui rendit souvent difficiles les améliorations qui furent parfois tentées. On s'expliquera facilement ce fait, si l'on songe que la législation genevoise proprement dite, disséminée dans un grand nombre de volumes du *Recueil des Lois*, fut moins connue et moins facilement étudiée que le Code civil lui-même, qui a pour lui l'immense avantage de présenter en un seul contexte, et de mettre à la portée de tous un système complet et admirablement coordonné de législation.

(1) Rapport fait au Grand Conseil par M. John Goudet, au nom d'une Commission composée exclusivement de jurisconsultes. *Mémorial de 1849*, p. 637.

## PREMIÈRE

### LES P

#### JOUISSANCE DES DROITS

L'ÉTRANGER. — LE STATUT PERSONNEL ET LE PRINCIPE DE LA TERRITORIALITÉ. — EXCEPTIONS. — ABOLITION DE LA MORT CIVILE.

La notion des droits civils comprend, d'une manière générale, tous les actes juridiques que nous pouvons accomplir et les droits que nous pouvons exercer, en dehors de l'ordre politique, soit comme hommes, soit comme citoyens. Parmi ces droits, les uns sont l'expression même de notre activité personnelle et la condition indispensable de notre développement. Exercer une industrie, acquérir et posséder des biens, les transmettre à d'autres par voie de vente, d'échange, de donation, de testament ou de succession légitime; contracter un mariage, être investi de l'autorité paternelle ou tutélaire, poursuivre en justice la reconnaissance et l'exécution de ses droits; tels sont ceux qui se présentent tout d'abord à notre esprit, quoique ce ne soient pas les seuls droits de cet ordre que nous puissions énumérer.

En d'autres termes, les droits civils essentiels sont ceux qui règlent les rapports de famille, l'acquisition, la disposition et

l'usage de la propriété; ils forment donc, en vertu du droit naturel, le patrimoine de tous les hommes; et la loi civile, en les consacrant, ne fait qu'en régler l'exercice en vue du bien public, des bonnes mœurs et de la protection des incapables.

Cependant, cette première notion des droits civils est incomplète, puisqu'elle ne comprend pas ceux qui sont l'apanage exclusif de la qualité de citoyen. C'est ainsi que, chez nous, l'étranger ne pourrait exercer les fonctions de juge, de notaire, d'avocat, de greffier, d'huissier, de témoin dans un testament ou dans tout autre acte authentique (sauf ceux de l'état civil), puisque toutes ces fonctions supposent nécessairement une délégation de la puissance publique.

Le citoyen jouit donc seul de la plénitude des droits civils, tandis que l'étranger n'exerce que ceux qui lui sont reconnus par la loi ou par les traités, sans compter ceux qui sont tellement essentiels à la nature humaine, qu'on ne saurait en priver aucun habitant du pays.

Occupons-nous d'abord de la jouissance des droits civils attachés à la qualité de citoyen genevois.

Le Code civil (art. 7 et 8) pose, en cette matière, deux principes dont l'application a donné lieu, chez nous, sous l'empire de la Constitution de 1814, à des interprétations diverses. Il dispose d'abord que l'exercice des droits civils est indépendant de la qualité de citoyen, laquelle ne s'acquiert et ne se conserve que conformément à la loi constitutionnelle; puis il ajoute que tout *Français* jouit des droits civils.

Il admet donc qu'on peut être Français sans revêtir la qualité de citoyen.

La question de savoir si cette distinction nous était applicable fut, à plusieurs reprises, posée et débattue sous cette Constitution, laquelle, dans aucune de ses dispositions, ne parlait de la qualité de citoyen. Elle ne s'était occupée que

des Genevois, ayant, sous certaines conditions, le droit d'être élus aux magistratures municipales et publiques. Elle reconnaissait comme citoyens ceux ayant, par droit de naissance, antérieurement à 1800, le droit de cité ou de commune, ou ceux issus d'un père ou d'un aïeul ayant ce droit; ceux, enfin, qui l'auraient acquis par concession ou par achat.

D'autre part, la loi du 6 janvier 1815, confirmée sur ce point par celle de 1816, en ne déclarant maintenues sur notre territoire que les lois civiles, commerciales et criminelles, en vigueur au moment de la restauration de la République, et auxquelles il n'aurait pas été ultérieurement dérogé, avait, par cela même, exclu toutes celles ayant un caractère politique, et qui, à ce titre, étaient désormais incompatibles avec nos institutions nationales. Or, au nombre de ces lois, se trouvaient nécessairement comprises les dispositions du Code civil revêtant un caractère constitutionnel, et notamment celles relatives à l'acquisition et à la perte de la qualité de citoyen ou de Français.

Toutefois, les meilleurs esprits étaient perplexes devant l'application du principe posé par la loi de 1815, parce que notre législation était muette ou insuffisante.

La question fut introduite, en 1822, dans le Conseil Représentatif, à l'occasion de la femme genevoise qui avait épousé un étranger. On se demandait si, devenue veuve, elle pouvait réclamer la qualité de Genevoise, par l'application de l'art. 19 du Code civil. Il paraît que la Chambre des Étrangers avait résolu la question, à plusieurs reprises, dans le sens négatif. On demandait que cette question importante fût résolue en faveur de la femme. Les jurisconsultes Bellot, Lafontaine et S. Cougnard n'hésitaient pas à soutenir que la disposition du Code civil, sur ce point spécial, devait être appliquée; mais,

en même temps, ils reconnaissaient qu'une loi était nécessaire pour faire cesser l'opposition existante entre nos lois civiles et nos lois politiques. Ils demandaient, pour cela, que la qualité de citoyen genevois fût clairement définie. Les paroles suivantes, que prononçait Bellot, à cette occasion, feront mieux comprendre la difficulté où l'on se trouvait :

« Il est indispensable, disait-il, de faire cesser l'opposition  
« qui existe à cet égard entre les dispositions de nos lois civiles  
« et celles de nos lois politiques. Les droits civils sont réglés  
« par le Code que nous avons provisoirement maintenu. La  
« jouissance en est garantie à toutes les personnes que ce Code  
« embrasse; elle le serait donc à tous les individus nés sur le  
« sol de notre canton, qui réclameraient la qualité de Genevois  
« dans l'année de leur majorité. Quant à la jouissance des  
« droits politiques, elle est renfermée, par l'Edit constitu-  
« tionnel, dans des limites beaucoup plus restreintes. De là, il  
« résulte qu'il y aurait sur notre territoire deux classes d'in-  
« dividus, l'une jouissant des droits civils et politiques, l'autre  
« ne jouissant que des droits civils seuls.

« Car, qu'on ne s'y trompe pas, la Constitution ne s'est oc-  
« cupée réellement que des droits politiques, que de la qualité  
« de citoyen, en évitant, toutefois, d'employer cette honorable  
« qualification de citoyen, en la rayant de notre charte, pour  
« y substituer la circonlocution d'ayant droit d'élire et d'être  
« élu. Il est tellement vrai que la Constitution est étrangère  
« aux droits civils, que, quoiqu'elle ait fixé à vingt-cinq ans  
« la majorité, cette majorité n'a été entendue que de la ma-  
« jorité politique, et que la majorité civile a continué d'être régie  
« par le Code civil, sans qu'on ait pensé que la Constitution y  
« eût dérogé. Ainsi, ajoutait Bellot, sans s'en douter, sans  
« le vouloir, contre l'esprit et le texte même de quelques dis-  
« positions de la Constitution, nous en revenons à nos an-

« ciennes castes d'habitants, de nâtifs ; nous avons des individus  
 « attachés à notre sol, sans aucune autre patrie, que nous  
 « ne pourrions renvoyer nulle part, jouissant des droits civils  
 « mais privés des droits politiques. Peu importe la qualification  
 « qu'on leur donne ; qu'on les traite d'étrangers ou de Genevois,  
 « ils n'en ont pas moins des droits que les simples  
 « étrangers n'ont point, s'ils ne jouissent pas de la plénitude  
 « de ceux que la loi assure aux Genevois (1). »

Cette manière de voir était partagée par M. Rigaud, alors substitut du procureur général ; il estimait que les dispositions du Code civil, en cette matière, ne pouvaient être maintenues avec la Constitution, et que tous les Genevois, sans distinction, devaient jouir des droits politiques.

Cette interprétation était la seule acceptable ; elle était, d'ailleurs, la conséquence forcée de cette disposition de la Constitution de 1814 : « Tous les Genevois sont égaux devant la loi. » En 1836, la même question ayant été soulevée par M. Fazy-Pasteur, M. l'ancien syndic Rigaud et M. Girod n'hésitaient pas à déclarer que les distinctions que fait le Code civil entre la jouissance des droits civils et l'exercice des droits politiques, ne pouvaient concorder avec notre état politique, lequel ne reconnaissait que des citoyens (2).

Les deux Constitutions de 1842 et de 1847, en reproduisant le principe d'égalité, consacrèrent cette interprétation, qui était devenue, on le voit, traditionnelle, dans le silence de la législation positive. Ainsi furent reconnus comme citoyens tous les Genevois considérés comme tels par les lois politiques antérieures ; les enfants nés d'un père genevois ; la femme ou la veuve d'un citoyen genevois ; les enfants naturels d'une

(1) *Exposé succinct des Délibérations*, t. III, p. 114.

(2) *Mémorial du C. R.*, 1836, pag. 13 et suiv.



mère genevoise; enfin les Suisses d'autres cantons et les étrangers qui auraient obtenu la naturalisation. Toutes deux également disposèrent que la femme genevoise qui a épousé un étranger suit la condition de son mari, mais qu'à la dissolution du mariage, elle peut reprendre la qualité de citoyenne genevoise, si elle réside dans le canton, ou si, après y être rentrée, elle déclare qu'elle veut s'y fixer (1).

Tels sont donc ceux qui, en leur qualité de citoyens, indépendamment de l'exercice des droits politiques, jouissent, chez nous, de la plénitude des droits civils.

Mais les citoyens genevois ne sont pas seuls à jouir de cette prérogative : les confédérés y sont également admis, à quelque confession religieuse qu'ils appartiennent, sans en excepter les israélites; notre loi du 23 mai 1857, due à l'initiative de M. Jules Vuy, ayant déjà effacé, à leur égard, de notre législation, tout empêchement de parvenir au droit de cité (2).

Les droits des citoyens suisses ont été réglés par les Constitutions fédérales de 1848 et de 1874.

Le Suisse établi jouit, au lieu de son domicile, de tous les droits des citoyens du canton.

En ce qui concerne les rapports de droit civil, les personnes établies en Suisse sont soumises, dans la règle, à la juridiction et à la législation du lieu de leur domicile. La loi fédérale doit statuer sur l'application de ce principe, comme aussi sur les preuves de capacité que les cantons peuvent exiger pour

(1) *Const. de 1842*, titre I, 3; titre II, 12 et 14. — *Const. de 1847*, titre I, 2; titre IV, 18 et 20.

(2) Sont abrogées toutes les dispositions de la loi du 14 novembre 1816, qui faisaient du culte israélite, professé par un individu, un motif d'exclusion du droit de cité.

l'exercice des professions libérales statuer sur tout ce qui se rapporte à sur les autres parties de la législation civile, que la constitution a placées dans la compétence de la Confédération (2).

Au reste, la loi genevoise du 16 juin 1866 réalisa chez nous un grand progrès, en faisant disparaître l'ancienne distinction du permis de séjour et du permis de domicile, soit d'établissement. Le rapport que présenta à ce sujet M. Charles Friderich ne laisse aucun doute à cet égard. Cette loi, applicable aussi aux étrangers, avait eu pour but, en particulier, de faciliter l'établissement des citoyens Suisses d'autres cantons; elle eut, du même coup, pour conséquence de simplifier les questions de compétence qui se rattachent au domicile.

Quant à l'exercice des droits politiques proprement dits, la durée du séjour des citoyens Suisses, d'abord fixée à deux ans, fut ensuite réduite à un an pour les votations cantonales (3).

Notre loi genevoise du 4 avril 1849, sur l'acquisition des fonds immeubles par les étrangers au canton, avait déjà établi à cet égard l'égalité la plus complète entre les Genevois et les Suisses d'autres cantons.

Genève n'a jamais adhéré aux trois concordats des 6 juillet 1821 et 15 juillet 1822, lesquels réservaient à la législation et à la juridiction du canton d'origine les questions des divorces, de séparations temporaires, celles relatives à l'ouverture des successions *ab intestat* ou testamentaires, des tutelles, et au régime des biens entre époux.

Nous sommes restés jusqu'ici fidèles au principe de droit public, parfaitement justifiable et pratique, que l'autorité

(1) *Constitution fédérale de 1874*, art 33 et 46.

(2) *Ibidem.* art. 64.

(3) Lois des 20 février 1850 et 4 février 1865.

civile et de police de l'Etat s'étend de plein droit à toutes les personnes qui habitent le territoire et à toutes les choses qui s'y trouvent ; dès-lors, ce sont les lois civiles genevoises qui ont régi, sur notre territoire, la capacité civile, l'âge de majorité, la tutelle, la succession; etc., du Suisse ayant son domicile dans le canton.

Ce principe a, si nous ne nous trompons, toujours été suivi par le Conseil fédéral dans les décisions nombreuses qu'il a rendues pour mettre fin aux conflits de compétence et aux conflits de législation sur lesquels il a été appelé à statuer; et le Conseil national lui a donné raison. « Le principe du statut territorial « ne peut soulever aucune difficulté dans son application pratique, parce qu'il restreint l'action des lois aux limites du « territoire de l'Etat. Le principe du statut personnel cherche, « au contraire, à étendre l'action des lois au-delà du territoire, « et ne peut, dès lors, en l'absence de conventions, recevoir d'application, du moment où son application impliquerait un empiètement sur les droits de souveraineté d'un « autre Etat. » Ainsi s'exprimait la Commission du Conseil national, dans une affaire où, le Conseil des Etats ayant admis le principe contraire, le Conseil national maintint sa décision, conformément à celle du Conseil fédéral lui-même (1). Nous avons vu que ce principe fut adopté par la nouvelle Constitution de 1874.

C'est donc d'après le principe de la territorialité, selon nous, que doivent se régler, dans le canton de Genève, les questions relatives aux matières que nous venons de rappeler, à l'exception, toutefois, du divorce; mais, en retour, les autorités du canton d'origine conservent le droit d'appliquer leur législation aux biens situés sur leur territoire, en vertu de

(1) Ullmer, *Droit public suisse de 1848-1860*, t. II, p. 190.

leur droit de souveraineté  
tution fédérale (1).

Au reste, les lois fédérales  
tous ces points, des dis

A l'égard de l'étranger  
pas été admis chez nous  
des traités formels s'y  
France, soit que des me  
en pratique le principe

En thèse générale, o  
domicilié dans le canton  
ticle 13 du Code civil, à  
qui ne sont pas exclusiv  
se trouve, par cela même  
capacité que le citoyen  
torise à en décider autrement  
s'il dispose que les lois  
personnes suivent le Gen  
n'est point allé cependant  
l'égard de l'étranger.

Des motifs impérieux  
des lois genevoises. En  
notre territoire, qui y ex  
des droits civils comme  
soumet, par cela même  
tracte; l'égalité, sous ce  
que le citoyen qui traite  
moyen de connaître d'un

(1) Ullmer, *Droit public*  
t. II, p. 88, 187, 280, 438.

dans le pays de l'étranger, sa capacité personnelle, et il serait injuste de le rendre responsable de l'ignorance où il se trouve des lois étrangères : « à l'impossible, nul n'est tenu. »

Il serait d'ailleurs contraire à notre souveraineté, comme Etat, d'admettre l'effet des lois étrangères sur notre territoire. En second lieu, les juges genevois ne sont tenus d'appliquer que les lois genevoises ou fédérales, et, si la formule de leur serment leur fait un devoir de ne faire, dans leurs jugements, aucune différence entre le citoyen et l'étranger, ce devoir ne peut être accompli qu'autant qu'ils tiennent la balance égale entr'eux ; or, sur ce point, l'inégalité serait flagrante, s'ils faisaient dépendre la validité des engagements, contractés dans le canton, de la capacité établie par les lois étrangères.

La pratique du notariat et la jurisprudence en ont quelquefois, dans certains cas, décidé autrement ; mais ce fait ne détruit nullement le principe dominant que nous venons d'exposer, puisque ce principe est la conséquence nécessaire de la souveraineté et du fait que les lois d'un Etat s'arrêtent aux limites de son territoire. Il peut se faire, en effet, que pour certains engagements l'exécution en doive être poursuivie dans le pays d'origine ; il faut donc, dans les cas de cette nature, que les conditions de capacité soient conformes à la législation étrangère, comme à notre propre législation. C'est une simple mesure de prudence, mais nullement la reconnaissance d'un principe de droit.

Il doit être fait, cependant, une exception pour le divorce, il y a ici, en effet, un motif tout particulier ; le divorce touche à l'état civil des personnes ; il est donc convenable qu'il y ait, à cet égard, unité de juridiction, puisque c'est le seul moyen de prévenir le danger de décisions contradictoires qui, en jetant de l'incertitude dans les relations de famille, porteraient le trouble dans la société. D'autre part, nos tribunaux seraient

dans l'impossibilité de faire exécuter le divorce qu'ils auraient obtenu, leur jugement n'aurait aucun effet; par conséquent, le mariage continuerait à y produire tous ses effets. C'est donc, dans ce cas, le domicile d'origine du mari qui, dans la règle, détermine uniquement la compétence (1).

Cependant, il en serait autrement, si l'étranger, depuis son mariage, avait obtenu la naturalisation genevoise. Le motif de cette différence se trouve dans la position nouvelle faite à la femme par la naturalisation de son mari; aux termes de notre constitution, elle devient nécessairement genevoise; elle acquiert par cela même le droit de demander le divorce, conformément à nos lois; il faut donc que le mari ait la même faculté, au nom du principe d'égalité devant la loi, d'autant plus que c'est la loi seule qui change la position primitive des époux. Cette solution est d'autant plus fondée qu'abstraction faite du changement de nationalité, les époux auraient incontestablement ce droit, si la loi, qui prohibait le divorce à l'époque du mariage, avait été changée dans le pays où il a été célébré (2).

Quant à la séparation de corps et de biens, comme elle n'altère en rien l'état civil des époux, et que l'exécution en est possible, les tribunaux n'auraient pas les mêmes motifs pour repousser la demande qui serait faite par des étrangers, qui ils doivent justice et protection, tant qu'ils sont domiciliés sur le territoire.

Un autre point à résoudre est celui touchant la détermination du régime auquel les époux sont soumis quant aux biens. Cette question est d'autant plus importante que le mariage

(1) Jug. du Trib. civ. de Genève, du 26 déc. 1845, aff. Sandoz.

(2) Arrêt de la Cour de Justice de Genève, 24 février 1860, aff. Lévy.

une fois contracté, les époux ne sont plus libres de modifier ce régime à leur gré. La jurisprudence genevoise paraît s'être fixée en ce sens, que l'association conjugale est soumise, pendant toute sa durée, à la loi en vigueur dans le lieu où les époux, en s'unissant par le mariage, se sont proposés d'établir leur domicile définitif, et ce indépendamment du lieu où le mariage a été célébré; mais, quand cette intention ne résultait pas clairement des circonstances, les juges genevois ont, dans le doute, cru devoir tenir compte, à la fois, du domicile d'origine du mari et du lieu où le mariage a été contracté; en sorte que, lorsque le mari étranger devait être, à raison de certaines circonstances de fait, considéré comme n'ayant dans notre canton qu'une simple résidence, sous permis de séjour, et que le mariage avait été célébré dans son propre pays, où il avait conservé son domicile légal, nos tribunaux ont décidé que c'était la loi étrangère qui déterminait le régime des époux, quant aux biens, pendant toute la durée de leur union.

Les tribunaux genevois ont été souvent appelés à faire l'application de cette règle, au mariage des sujets sardes qui, pendant longtemps, furent obligés de le célébrer en Savoie, par suite d'une mesure semblable adoptée par le gouvernement de ce pays, à l'égard des Genevois protestants établis sur son territoire (1).

Cette jurisprudence, consistant à appliquer dans notre pays la loi sarde ou toute autre loi étrangère, est évidemment critiquable; la solution la plus juridique, la plus constitutionnelle et la plus simple, à la fois, aurait été, au contraire, d'appli-

(1) Jugement du 21 novembre 1840, aff. Sirac; — 13 octobre 1838, aff. Lachenal; — 6 mars 1835, aff. Chavaz; — 6 mai 1836, aff. Gerdil, — 6 février 1858, aff. Piguet.

quer la loi du code civil sur le régime défaut de contrat, au moins quant aux immobiliers situés sur notre territoire.

La doctrine de l'intention présumée ment céder le pas au principe de droit neté des lois de l'État sur les choses et à la juridiction des tribunaux.

Ajoutons que la femme étrangère, qu mari, dans le canton de Genève, serait tion spéciale voulue par la loi du 30 jan que son obligation devrait y être exécut est d'ordre public (1).

Pour le partage des successions lég genevoises qui, dans la règle, doivent aux biens meubles et immeubles qui y sont situés. Le Code civil pose, à cet égard, trois règles qui doivent servir à décider les contestations que ce partage peut faire naître, quand l'étranger, mort sur notre territoire, n'y possédait qu'une partie de ses biens, et quand les lois de son pays d'origine se différentes des nôtres, relativement à la transmission de l'héritage et à la détermination de la réserve légale. Il dispose que le lieu où s'ouvre la succession est celui du domicile; que les immeubles, même ceux possédés par l'étranger, sont soumis à la loi du lieu de leur situation; qu'enfin, il doit y avoir réciprocité de la part de la législation étrangère, pour que l'étranger soit admis au partage sur le même pied que les héritiers genevois (2).

Ces trois règles contiennent en germe la solution des diverses questions de compétence qui peuvent se présenter.

(1) Jugement du 21 février 1863, aff. Robert.

(2) Code civil, art. 110, §. 726.



mais, il va de soi que les héritiers majeurs et ayant l'exercice de leurs droits, auraient toujours la faculté de partager la succession de l'étranger, ouverte sur le canton, et notamment les immeubles qui en dépendent, dans des proportions différentes de celles fixées par le Code civil ; en tant, du moins, qu'un tel partage ne contiendrait rien de contraire aux lois d'ordre public qui régissent chez nous la propriété.

Ajoutons que, pour les successions testamentaires, le Code civil admet le même principe de réciprocité que pour les successions (1).

Quant à l'exercice proprement dit des droits civils communs, l'étranger ne rencontre, en général, d'autre limite que celle d'une autorisation préalable du Conseil d'État, s'il veut enseigner (2), exercer une industrie (3) ou acquérir un immeuble, sauf qu'il ait été dispensé de cette autorisation par les traités.

Notre loi du 4 avril 1849, sur l'acquisition des immeubles par les étrangers, les dispense de l'autorisation, s'ils justifient, en passant l'acte, d'une entière réciprocité. Ce principe n'existait pas dans la loi du 12 janvier 1818, que celle de 1849 a abrogée ; mais, par contre, l'une et l'autre n'admettent aucun gouvernement étranger à l'acquisition d'immeubles sur notre territoire, vu son peu d'étendue, et le danger qu'une pareille acquisition pourrait faire courir à notre souveraineté. Cette interdiction fut étendue par la loi de 1849, aux corporations qui n'auraient pas été spécialement autorisées à cet effet. L'arrêté législatif du 29 juin 1872, en autorisant certaines corporations religieuses à demeurer établies de fait dans le canton, a expressément disposé que cette autorisation n'emporterait point la capacité de personnes morales, en sorte

(1) Code civil, art. 912.

(2) Const. de 1847, art. 11. — Loi du 19 octobre 1872, art. 6.

(3) Loi du 18 juin 1870, art. 322.

qu'elles sont inhabiles à acquérir collectivement des biens sur notre territoire.

Il a été fait, par la loi du 12 juin 1869, une dérogation toute spéciale à la loi de 1849, en faveur de l'État de Fribourg, relativement à l'acquisition du chemin de fer de Genève à la frontière vaudoise; mais cette autorisation lui a été donnée, non comme État souverain, mais à titre privé, et sous la condition que l'administration aurait son domicile à Genève, qu'elle serait soumise à la législation et à la juridiction genevoises, en matière civile et administrative, et que les droits réels, soit d'usufruit, que l'État de Fribourg possède sur le chemin de fer ne pourraient être hypothéqués qu'en vertu d'une loi genevoise (1).

Les traités conclus à différentes époques par la Confédération suisse ont le plus souvent consacré le principe du droit public de la territorialité.

En général, on peut dire que ces traités ont eu pour effet : 1° de placer l'étranger et le citoyen sur le pied d'égalité dans la jouissance des droits civils communs, et qui ne sont pas exclusivement attachés par la législation à la qualité de citoyen ; 2° et de soumettre l'étranger aux lois et à la juridiction du pays où il est établi, sur le même pied que le citoyen, pour l'exercice de ces droits (2). Seul, le traité avec la France admet des principes différents, surtout pour les successions et les tutelles qu'il soumet aux lois et à la juridiction du pays d'origine ; mais nous ne croyons pas que cette innovation apportée par ce traité dans notre droit public soit une chose

(1) Voir la loi du 22 septembre 1869, qui a autorisé une hypothèque de cette nature.

(2) Etats-Unis, traité de 1855 ; — Grande-Bretagne, traité de 1856 ; — Brésil, traités de 1862 et 1867 ; — Italie, traités de 1863 et 1869.

heureuse; nous croyons, au contraire, que les traités conclus avec les États-Unis, avec la Grande-Bretagne et avec l'Italie sont beaucoup plus pratiques, plus favorables à la liberté et moins attentatoires à la souveraineté de chaque État.

Il nous reste à parler, pour compléter la matière de la jouissance des droits civils, de l'abolition que nous avons faite, il y a quelques années, des dispositions sur la mort civile qui faisaient tache dans le système de notre législation. Le Code de 1804, en consacrant la mort civile, avait créé une catégorie d'individus absolument dépourvus de toute espèce de droits civils. Par une fiction barbare et cruelle, ce code réputait mort tout individu condamné à certaines peines afflictives perpétuelles, même pour crimes politiques, même par contumace, et chose plus incroyable encore, après la grâce prononcée. Le condamné voyait écrit dans le code, comme sur la porte de l'enfer de Dante, le terrible oracle qui lui enlevait toute espérance. Il voyait son mariage dissous, les biens qu'il possédait au moment de la condamnation dévolus à ses héritiers légitimes, et ceux qu'il pouvait acquérir encore par la suite échoir par droit de déshérence à l'État. La constitution de 1814 et les constitutions genevoises postérieures, en abolissant la confiscation, avaient laissé subsister la mort civile, bien qu'elle jurât avec nos institutions et nos mœurs. Cependant, il paraît, qu'en fait, elle ne fut jamais appliquée à Genève, depuis la Restauration. L'introduction du régime pénitentiaire en avait même supposé implicitement l'abandon; néanmoins, elle aurait pu encore être appliquée à certaines condamnations prononcées par contumace. C'est donc avec raison que M. Jules Vuy en a fait prononcer l'abolition. La loi du 13 décembre 1856, due à son initiative, l'a remplacée par

l'interdiction légale, déjà att  
pétuelles, par les art. 28, 29  
qui s'éteint avec la peine elle

## §

## LE MARIAGE CIVIL. — BÉI

EN 1816. — RETOUR AU CODE PAR LA LOI DE 1821.  
— LÉGISLATION EXCEPTIONNELLE DE 1824. — LE  
MARIAGE CIVIL ÉTENDU A TOUT LE CANTON, EN  
1861.

Le désir de cimenter l'étroite union qu'on voulait voir exister entre l'Etat et les Eglises chrétiennes reconnues, à l'exemple de ce qui avait eu lieu avec l'Eglise protestante, sous l'ancienne République, amena de bonne heure les Conseils à modifier la législation du Code civil sur le mariage. Le mariage était bien, en effet, le point de contact le plus important et le plus délicat à la fois entre les deux domaines religieux et politique, et l'on a vu comment le Code s'était affranchi, en cette matière, de toute immixtion du clergé. La question se compliquait, il est vrai, pour nous, des stipulations de deux traités récents, notamment de celui de Turin, du 16 mars 1816, ratifié par le Conseil représentatif, le 27 avril de la même année. Une des dispositions du traité de Turin maintenait expressément *les lois et usages* en vigueur au 25 mars 1815, relativement à

(1) Le Grand Conseil discute actuellement, en troisième débat, un nouveau Code pénal. Selon toute probabilité, ce Code ne tardera pas à être promulgué.

la religion catholique dans les communes d'origine sarde, cédées au canton de Genève, sauf qu'il en fût autrement réglé par l'autorité du Saint-Siège.

On chercha donc, tout en maintenant les dispositions du Code civil, relativement à la célébration du mariage, à le revêtir désormais de la double sanction légale et religieuse ; et, à cet effet, la loi du 20 mai 1816, non-seulement rétablit les publications dans l'église paroissiale, mais disposa encore que le mariage ne serait valide qu'autant qu'il aurait été suivi de la bénédiction nuptiale. Le mariage déployait alors ses effets civils à dater de l'acte dressé par l'officier de l'état civil ; le Conseil d'État pouvait cependant, quand il le jugeait convenable, dispenser les époux soit des publications à l'église, soit de la bénédiction, et ordonner que son arrêté en tiendrait lieu.

Malgré cette exception, faite en vue de faciliter les mariages mixtes, déjà nombreux chez nous à cette époque, le clergé catholique n'avait élevé aucune réclamation ; son but, il est vrai, était atteint ; le principe était consacré, sa compétence reconnue, son autorité suffisamment sauvegardée ; et il était d'autant moins disposé à se plaindre que, par une tolérance de fait, quoique contraire aux lois en vigueur, la tenue des registres de l'état civil lui avait été laissée dans les communes cédées par le traité de Turin. Le Conseil d'Etat mit fin à cet abus par son arrêté du 28 décembre 1821.

Cependant l'opinion publique n'avait pas été satisfaite des changements et des complications qu'avait apportés la nouvelle loi, et, de leur côté, les Conseils eux-mêmes n'étaient pas sans crainte sur les difficultés qui en pouvaient résulter pour l'avenir ; et ces difficultés étaient d'autant plus sérieuses que le clergé catholique étendait sa compétence jusqu'à célébrer, moyennant les dispenses de l'Eglise, les mariages entre

beaux-frères et belles-sœurs, alors prohibés par le Code civil dans le reste du territoire. Ils résolurent donc d'abroger la loi de 1816.

La loi du 26 décembre 1821, en consacrant le retour pur et simple au Code civil, se borna à charger l'officier de l'état civil de rappeler aux époux, lors de la célébration du mariage, le devoir que la religion leur impose, de le faire sanctifier par la bénédiction nuptiale. A cet effet, ce magistrat devait leur délivrer, sans frais, pour être présenté au ministre du culte, un certificat de mariage rappelant l'avertissement qu'ils avaient reçu. Pour assurer l'exécution de la loi, le Conseil d'Etat était autorisé à ordonner, par mesure administrative, la retenue d'une partie du temporel de tout ecclésiastique qui aurait donné la bénédiction nuptiale sans s'être fait représenter le certificat de mariage ou la permission du Conseil d'Etat, pour les mariages contractés hors du canton.

En proposant cette loi, le Conseil d'Etat, par l'organe de son rapporteur, l'ancien syndic Schmidtmeyer, s'était attaché à établir que le mariage est, avant tout, un contrat qui tire sa force et sa validité de la loi civile seule, et que lorsque les époux réclamaient la bénédiction de l'Eglise, l'Eglise ne pouvait la donner tant que la loi ne les avait pas encore unis.

La discussion qui s'éleva à ce sujet dans le Conseil Représentatif fut longue et pleine d'intérêt. Étienne Dumont fit ressortir la convenance qu'il y avait à laisser les époux libres d'agir, en cette matière, suivant leur conscience ; il insista particulièrement sur le danger de les conduire à l'autel par la crainte de l'amende ou de la prison, moyens coercitifs que proposait le Conseil d'Etat ; « car, » ajoutait l'illustre orateur, « les devoirs religieux remplis par contrainte perdraient leur essence en perdant leur liberté. » Il rappela que, pendant les quinze années de la domination française, il n'y avait eu à

Genève qu'un seul exemple de mariage accompli sans la cérémonie religieuse, et encore avait-il eu lieu dans des circonstances exceptionnelles ; preuve évidente, à ses yeux, que la contrainte est superflue là où il existe, dans les croyances et les mœurs publiques, des motifs naturels, surabondants, pour remplir le devoir dont on veut garantir l'exécution. Le professeur Bellot, au nom de la commission du Conseil Représentatif, rapporta dans le même sens ; il publia, un peu plus tard, dans les *Annales de Législation et de Jurisprudence*, une importante *Dissertation historique sur le mariage considéré sous le rapport du pouvoir auquel il appartient d'en régler les formes et les conditions* (T. III, p. 120). Son cœur de citoyen et sa haute raison de jurisconsulte protestaient à la fois contre toute entrave qu'on aurait voulu introduire ou maintenir, par des considérations politiques ou confessionnelles contre la liberté de conscience et l'égalité des citoyens entre eux : « On divise notre canton, écrivait-il à la même époque, dans son *Rapport sur les Fêtes légales*, quant à l'application des lois civiles, en deux peuples distincts, chez lesquels les effets de ces lois cessent d'être les mêmes. Nous perdons, sur les points dont il s'agit, tout l'avantage d'une législation uniforme, avantage que nous avons mis un si grand soin à maintenir dans nos lois et nos institutions, et qui semblait du moins devoir être le partage de notre petitesse (1).

En cela, il faut le dire, il se trouvait d'accord, avec les députés catholiques eux-mêmes, lesquels ne furent pas les derniers à vouloir préserver nos institutions de toute influence sacerdotale, notamment dans la matière du mariage et du divorce ; preuve évidente que les principes du Code civil avaient déjà à cette époque jeté de profondes racines dans les popula-

(1) *Résumé succinct des délibérations*, t. I, p. 207.

tions de notre canton, et que, loin d'être, au contraire, un lien de plus commun et neutre sur lequel on pouvait trouver un puissant moyen d'assimilation, qui heureusement ne fut pas négligé et qui devait contrebalancer avec avantage les différences consacrées et imposées par les traités. C'est ainsi que M. Lafontaine s'écriait, à l'occasion d'une dérogation proposée en faveur des habitants du territoire réuni, aux lois qui permettent le divorce, proposition à laquelle il ne fut pas, pour le moment, donné suite : « S'il fallait coordonner les lois civiles avec tels ou tels principes de la loi ecclésiastique, où en serait-on ? Les catholiques du nouveau territoire ne réclament point de changement au code civil ; le divorce est une loi dont ils peuvent user ou ne pas user, selon leur conscience ; et il leur importe tout autant qu'à tous les autres citoyens du canton, que les institutions civiles soient à l'abri de toute influence du clergé (1). »

Mais le clergé catholique ne partageait pas cet avis ; il vit, au contraire, dans le retour pur et simple au code civil, un empiétement sur les droits de l'Eglise ; la Cour de Rome, qui avait récemment obtenu en France l'abolition du divorce, ne tarda pas à réclamer auprès du Directoire fédéral, et la Diète, nantie de la question, et sous le coup de la crainte de voir surgir un conflit avec les puissances garantes de sa neutralité, intima au canton de Genève l'ordre de mettre sa législation en harmonie avec les traités.

Telle fut l'origine de cette loi exceptionnelle du 24 janvier 1824, dont le préambule, éloquent dans sa brièveté, disait assez que les Conseils cédaient à une pression extérieure considérable, comme ils durent céder encore peu après à

(1) *Résumé des délibérations*, t. I, p. 120.



liberté de la presse. Le professeur Rossi présenta sur cette question du mariage, au Conseil Représentatif, un rapport dont la lecture dura trois heures et « où les plus vastes connaissances, disent les contemporains, étaient jointes au talent d'une haute et noble éloquence. » Etrange fortune de cet Italien illustre « dont l'intelligence était supérieure à tout autre en puissance et en hardiesse, » et qui, six ans à peine après s'être fixé à Genève, tenait alors, pour ainsi dire, entre ses mains, le sort de sa patrie d'adoption !

La loi d'exception, qu'il fit passer, laissa subsister, comme législation normale, celle de 1821 ; mais les mariages de catholiques dans les communes cédées par le traité de Turin, ne furent désormais reconnus valides qu'autant qu'ils avaient été célébrés devant le ministre du culte compétent. Le Conseil d'Etat fut chargé de maintenir, en matière matrimoniale, dans ces mêmes communes, les lois et usages relativement à la religion catholique, qu'il aurait vérifié y être en vigueur en 1815, et de concilier, par voie de règlement, autant qu'il se pourrait, ces *lois et usages*, avec les dispositions des lois civiles du canton. L'article final de la loi de 1824 enjoignait de plus au Conseil d'Etat de rendre compte au Conseil Représentatif des règlements qu'il aurait faits sur cette matière délicate, des résultats que la loi aurait produits, et des mesures qu'il aurait préparées pour introduire plus d'uniformité dans la législation matrimoniale et pour étendre au reste du canton l'obligation de la bénédiction nuptiale, en la conciliant avec les droits de la souveraineté et la garantie des conditions de la loi civile.

L'arrêté d'exécution du 16 février 1824 statua donc que le mariage serait célébré dans ces communes par les ministres du culte catholique, après, toutefois, que les époux auraient produit à l'officier de l'état civil, les pièces exigées pour le mariage, par les lois et concordats en vigueur, formalité qui de-

vait être constatée officiellement, et sans laquelle la célébration du mariage à l'église ne pouvait avoir lieu. Le même arrêté constata que les dispositions du Code civil, en matière de divorce, n'étaient pas applicables aux catholiques dans le territoire cédé. Et cette législation exceptionnelle, qui consacrait en cette matière une inégalité complète entre les citoyens, se perpétua jusqu'à la loi du 12 octobre 1861, époque à laquelle, sur la proposition de M. Peillonex, aîné, on put de nouveau revenir aux principes du Code civil, en abrogeant la loi de 1824, et en étendant à tout le canton les dispositions de la loi de 1821.

Cette importante réforme, qui consacrait définitivement l'égalité des citoyens, au point de vue du droit civil, avait, il faut le rappeler ici, déjà été l'objet en 1855 d'un examen très approfondi de la part de la commission du Grand Conseil chargée d'examiner la proposition de M. Pons, relative à l'article 12 du traité de Turin. M. Pons, rapporteur de cette commission, développa ensuite dans l'ouvrage plus complet qu'il publia en 1856 les motifs pour lesquels le peuple genevois, par l'exercice naturel de sa souveraineté, devait, d'un commun accord, proclamer, sans retard, son plein droit à l'indépendance et à l'égalité.

Ce vœu patriotique, déjà réalisé en ce qui concerne le mariage et le divorce, par la loi de 1861, le fut enfin définitivement par un vote solennel du Conseil général. Par la loi constitutionnelle du 27 septembre 1868, sur la création d'un Hospice Général, « le peuple genevois déclara renoncer à toute distinction de territoire et à toute inégalité de droit qui pourraient résulter, soit de traités, soit d'une différence d'origine entre les citoyens du canton. »

## § XIII.

## LES MARIAGES ENTRE BEAUX-FRÈRES ET BELLES-SŒURS.

La question de savoir s'il est permis à un homme de prendre en mariage la sœur de sa femme décédée, et réciproquement, paraît avoir été assez vivement débattue à Genève, dans les premières années de la Réformation, au moment où s'élaboraient les ordonnances ecclésiastiques de la République.

Calvin, dans deux consultations qui nous ont été conservées (1), se prononça énergiquement pour la négative, et son opinion prévalut d'autant plus facilement qu'elle paraissait en harmonie avec l'esprit du christianisme. Elle avait d'ailleurs en sa faveur l'autorité du Droit romain. Aussi, les ordonnances ecclésiastiques disposèrent-elles : « Que nul ne prenne la relaissée de son frère, et que nulle femme ne puisse prendre celui qui aura esté mari de sa sœur. »

Un empêchement semblable s'étendait à la femme du neveu ou de l'arrière-neveu. A plus forte raison le mariage fut-il prohibé entre cousins germains. Toutefois, l'ordonnance, se fondant sur ce que le mariage entre ces derniers « n'était point défendu, ni par la loi de Dieu, ni par le Droit civil des romains, » avait disposé qu'il en serait ainsi, « jusqu'à ce qu'avec le temps il en fût autrement avisé. » Cette réserve impliquait des doutes, et, en effet, l'empêchement qui frappait les mariages entre cousins germains fut définitivement levé par l'Édit civil (tit. XIV., 3) « comme n'étant point défendu par la loi divine. »

(1) Œuvres de Calvin, dans le *Corpus Reformatorum*, tome X, 1<sup>re</sup> partie. *Questions matrimoniales*, p. 233.

Quant au mariage entre beaux-sœurs, la prohibition absolue subsista jusqu'au contraire fut rejeté en 1795 par le

Après la réunion, la loi française sur la prohibition, nous fut applicable, jusqu'à l'époque de la promulgation du code civil où elle fut rétablie.

A plusieurs reprises, depuis notre restauration, des tentatives furent faites dans le Conseil Représentatif pour apporter, sur ce point, un changement au code civil (1); mais le Conseil d'État se refusa toujours à y donner la main. Il tenait manifestement à conserver la tradition de l'ancien droit genevois. Il se fondait sur la nécessité de ne pas donner une sorte de prime à certains désordres domestiques.

Les adversaires de la prohibition absolue firent en vain valoir les motifs de convenance qui devaient, dans certains cas, porter à faciliter de semblables mariages, comme l'avantage des enfants, la nécessité de faciliter les unions heureuses, ou d'empêcher le partage d'exploitations prospères.

Observons cependant qu'ils supposaient toujours, du moins implicitement, que de tels mariages pourraient être permis quand l'un des époux seulement aurait des enfants d'un lit précédent. On conçoit, en effet, difficilement un mariage entre beau-frère et belle-sœur ayant l'un et l'autre des enfants car ces derniers cumuleraient, avec ceux qui en naîtraient, la double qualité de frères et de cousins germains.

Cependant, un certain nombre de mariages entre beaux-frères et belles-sœurs existaient déjà dans le canton; les avaient été contractés par des Genevois dans les États qu

(1) Des propositions furent faites dans ce sens, en 1820, par M. Ch. de Salinis, en 1830, par M. Mallet-Butini, en 1833, par M. Céard, et en 1836 par M. Bridet.

autorisaient, comme à Neuchâtel et en Prusse ; d'autres avaient eu lieu dans les communes genevoises réunies par le traité de Turin, en vertu de dispenses spéciales que les époux avaient obtenues, moyennant finance, de l'autorité ecclésiastique catholique ; quelques-uns enfin avaient eu lieu sans que l'officier de l'état civil se fût aperçu de l'affinité qui unissait déjà les époux.

Dans tous ces cas, jamais, paraît-il, le ministère public, ni aucun parent, n'avaient voulu assumer la responsabilité d'en poursuivre la nullité et de contester la légitimité des enfants. Ainsi, la prohibition portée par le code civil se trouvait de fait déjà en partie éludée et il en résultait entre les citoyens une inégalité manifeste.

Ajoutons que plusieurs législations étrangères et notamment une loi française de 1832 avaient mis ces mariages au bénéfice d'une autorisation spéciale accordée, dans des cas graves, par le gouvernement. Toutefois, il faut le dire, la question ne se présentait pas, pour ces derniers États, dans des conditions identiques, car le divorce permis dans les uns, était défendu chez les autres ; et nous avons fait remarquer que, grâce au traité de Turin, nous avions, à cet égard, sur notre petit territoire, une double législation.

Ce fut dans ces conditions qu'un de nos plus habiles jurisconsultes, J.-J. Castoldi, proposa, en 1849, l'adoption d'un changement au Code civil, analogue à celui qui avait déjà été adopté en France. Il se fondait surtout sur la nécessité de régulariser, par une nouvelle célébration, certains mariages contractés dans la période précédente, et de permettre ainsi la légitimation des enfants qui en étaient issus. Il faisait, d'ailleurs, valoir le motif que de pareils mariages n'étaient contraires ni à la loi naturelle, ni aux mœurs, ni à la morale.

Il aurait pu ajouter que les auteurs qui ont écrit sur le droit naturel ne les avaient pas ouvertement condamnés (1).

Telle fut l'origine de la loi du 10 mars 1849; elle modifia le Code civil en ce sens que le gouvernement pourrait, pour des causes graves, lever les prohibitions portées par l'article 162 aux mariages entre beaux-frères et belles-sœurs, comme il pouvait déjà le faire pour le mariage entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu.

Le maintien de la prohibition trouva pourtant encore un éloquent défenseur en la personne de M. l'ancien syndic Auguste Cramer; mais il n'avait pas tardé à s'apercevoir que le Grand Conseil ne partageait pas son opinion ni ses craintes.

La question, d'ailleurs, fut l'objet d'un examen approfondi au sein de la commission du Grand Conseil, composée exclusivement de jurisconsultes, savoir de MM. Castoldi, Jules Vuy, Salomon Congnard, Pierre Raisin et John Goudet. Dans le rapport très-complet et remarquable qu'elle présenta à l'appui de la proposition, nous trouvons développés avec beaucoup de talent et de force les motifs qui la devaient faire adopter. On s'attacha, en particulier, à démontrer que le danger de favoriser des liaisons coupables dans les familles était plus apparent que réel, car, faisait-on observer judicieusement, les passions ne raisonnent ni ne calculent, et ce serait mal connaître le cœur humain de croire que la prohibition ait eu la puissance d'éteindre une flamme nourrie par une passion violente. Et quant à la crainte qu'on avait exprimée que la loi ne fût considérée comme une autorisation presque complète, la Commission, par l'organe de son rapporteur M. Goudet, s'exprimait ainsi :

« La position du gouvernement nous paraît très-simple, s'il

(1) Burlamaqui, *Éléments de droit naturel*, 3<sup>e</sup> partie, chap. XIII. — H. Adrens, *Cours de Droit naturel*, t. II, p. 281.

orce là où elle réside véritablement dans notre  
re dans l'opinion publique.

chaque demande de cette espèce qui lui sera  
sulte l'opinion publique, il y trouvera un guide  
puissant qui lui permettra d'agir avec une indé-  
lète.

l'opinion publique ne réproouve pas un mariage  
e et une belle-sœur désirent contracter, pour-  
nement refuserait-il la dispense ?

raire, une demande semblable était adressée à  
que grand scandale, comment le gouvernement  
x l'opinion publique au point de sanctionner ce  
e ?

rait, dans ce cas, plus de force pour accorder la  
our la refuser.

ite nous paraît donc vaine, et la nécessité de  
obtenir une dispense pour la célébration de ces  
paraît, au contraire, une sauvegarde de l'hon-  
e plus efficace peut-être que la prohibition

, pour conserver toute sa valeur devant l'opi-  
e doit être accordée gratuitement, car les choses  
ral doivent rester pures de toute idée de fisca-

## § XIV

## L'AUTORISATION DE LA FEMME QUI S'OBLIGE POUR SON MARI. — LES TUTELLES. — LA PROTECTION DES ALIÉNÉS.

Le Code civil n'avait pas laissé les femmes mariées et les incapables, sans protection ; mais tandis que, dans certains cas, les mesures qu'il consacre à leur égard, péchaient par excès de formalisme, à d'autres égards elles étaient insuissantes. C'est à ce double point de vue que je considérerai les lois genevoises.

La première en date est celle du 30 janvier 1819, sur l'autorisation nécessaire à la femme qui s'oblige pour son mari.

Cette loi fut une satisfaction donnée à l'opinion qui, à cette époque, réclamait, le retour aux principes de notre ancienne législation, et il faut reconnaître que, dans ces limites, le retour était réalisable. Le Code civil n'avait assujéti la femme pour les divers engagements qu'elle est appelée à contracter qu'à une seule autorisation, celle de son mari, même lorsqu'elle s'obligeait dans l'intérêt de celui-ci. « L'introduction à Genève de cette législation si contraire à nos mœurs et à nos habitudes, dit M. Bellot, rapporteur de la loi, eut les suites les plus fâcheuses. C'était l'époque où une usure effrénée désolait notre ville et le département dont elle faisait partie. Les agents, les compères de cette usure trouvèrent dans les engagements des femmes mariées une nouvelle mine à exploiter. Ils parvinrent par là, en peu de temps, à accélérer la ruine de nombre de familles. Quelque grand qu'ait été le mal, il aurait été bien plus étendu sans le tribunal



« commerce. Les juges de ce tribunal, tous Genevois, tous  
« élevés dans les maximes de nos Edits, ne purent point se  
« familiariser avec une législation si opposée, et dont les  
« suites funestes étaient certaines à leurs yeux ; ils ne purent  
« jamais concevoir un système aussi immoral que celui qui  
« admettait la validité d'une autorisation donnée dans son  
« propre intérêt, et qu'un mari pût ce que toutes les lois inter-  
« disaient aux tuteurs, aux curateurs, aux mandataires, aux  
« juges. Ils considérèrent le silence du Code, sur le cas parti-  
« culier des engagements de la femme en faveur du mari,  
« comme une lacune qui devait être suppléée par les lois anté-  
« rieures ou par les dispositions de la nouvelle loi pour les  
« cas analogues. Ce tribunal interpréta invariablement la loi  
« dans ce sens, et écarta tous les engagements des femmes  
« contractés dans l'intérêt de leurs maris, sous leur autori-  
« sation.....

« Tel était l'état des choses au moment de la restauration  
« de la République. Dix ans s'étaient écoulés depuis que le  
« tribunal de commerce avait ainsi fixé sa jurisprudence, sans  
« que, dans un aussi long intervalle, aucun de ses jugements  
« eût été porté à la connaissance des tribunaux supérieurs.  
« Le tribunal de commerce a continué, depuis 1814, à faire  
« usage de la même jurisprudence. Mais un de ses jugements,  
« déféré à la Cour suprême, y a été réformé par arrêt du  
« 30 mars 1818 (1). »

Ce fut alors qu'on songea à donner législativement à la femme mariée une garantie analogue à celle que les Edits civils lui avaient assurée, jusqu'au moment de la promulgation du Code. Ces Edits, bien différents du Droit romain, sur ce point de la législation, n'avaient point consacré l'incapacité absolue des personnes du sexe, des'engager pour des tiers.

(1) Bellot. — *Lois de procédure civile*, etc., p. 682.

L'importance considérable de la richesse mobilière, dans une ville essentiellement commerçante, avait fait admettre pour les femmes en général, la liberté de s'engager, et cette liberté n'avait été limitée que pour les engagements qu'elles étaient appelées à souscrire dans l'intérêt de leurs maris; dans ce cas, l'autorisation des deux plus proches parents, alliés ou voisins, était requise, pour la validité. C'est ce principe qui reprit vie dans la loi de 1819, avec cette différence, toutefois, que le magistrat interviendrait dans la nomination des conseillers. C'est ainsi que le procureur général fut appelé à nommer et à assermenter les deux conseillers, parents ou non, pour autoriser la femme, dans chaque cas spécial. On ne fit exception que pour les engagements que la femme, si elle est marchande publique, est appelée à souscrire pour les affaires de son négoce, lors même que ces engagements profitent au mari, comme ils l'obligent lui-même, quand il y a communauté entre eux.

Cette loi, considérée en elle-même et dans ses motifs, réalisait sans doute un grand bien, en ce qu'elle fut, dans certains cas, pour la femme, une garantie contre toute pression qui aurait pu être exercée sur elle, en même temps qu'elle était un moyen de lui faire connaître les affaires de son mari; mais on ne peut méconnaître d'autre part qu'elle n'ait eu pour effet d'immiscer les personnes choisies pour conseillers dans des tractations que la famille pouvait avoir intérêt à tenir secrètes. Cet inconvénient se fit surtout sentir quand l'usage se fut peu à peu établi de faire intervenir la femme dans tous les actes hypothécaires concernant son mari, pour obtenir d'elle, au profit du créancier, la cession de priorité de son hypothèque légale non assujettie à l'inscription. La loi du 12 septembre 1868, qui soumit à la formalité de l'inscription les hypothèques légales des femmes mariées, des mineurs et

des interdits, fit cesser l'abus et rentrer l'application de la loi de 1819 dans ses limites naturelles.

Les tutelles, tout en restant régies par le Code civil, ont été chez nous l'objet de trois lois successives, dont la dernière, de beaucoup la plus novatrice, a apporté au système du Code d'importantes modifications. Ici encore, nous pouvons constater un retour à l'esprit de l'ancienne législation genevoise. La Chambre des tutelles, rétablie par la constitution de 1814, et définitivement organisée par la loi du 5 avril 1824, exerça la surveillance supérieure sur toutes les tutelles du Canton, jusqu'en 1848, époque où sa disparition devint une nécessité constitutionnelle, et où son remplacement par les juges de paix fut un retour pur et simple à la lettre du Code civil. La loi du 18 août 1848, calquée, dans ses principales dispositions, sur la précédente, s'était attachée surtout à assurer l'organisation immédiate de la tutelle des enfants mineurs devenus orphelins de père ou de mère; elle voulut aussi faciliter la confection de l'inventaire, et chercha à en diminuer les frais; elle prit enfin certaines mesures pour contraindre les tuteurs à rendre leurs comptes chaque année, et pour faciliter le compte définitif. On me permettra de renvoyer à cet égard au *Mémoire sur l'organisation des Tutelles* que j'ai publié, en 1869, dans le Bulletin de la Société d'utilité publique et à la lettre importante que M. le procureur général William Turretini voulut bien m'adresser à cette occasion et m'autoriser à reproduire à la suite de ce travail. Le *Mémoire* et la *Lettre* insistaient surtout sur la convenance de donner aux conseils de famille et aux juges de paix qui les président, une compétence et une responsabilité plus étendues. Une proposition faite dans ce sens par M. Jules Vuy, fut favorablement accueillie par le Grand Conseil; elle devint la loi du 12 février 1870, *sur les nouvelles attributions des con-*

*seils de famille*, dont le principe avait déjà été consacré, sur un point spécial, par une loi récente (1).

Nous verrons dans un autre paragraphe comment cette loi a réalisé un véritable tribunal de famille et comment elle fut complétée en 1872 dans l'intérêt des créanciers d'une succession à laquelle des incapables sont intéressés.

Il reste à parler de notre législation particulière concernant les aliénés.

Le Code civil, et nos lois sur les tutelles, ne s'étaient occupés de la personne atteinte d'aliénation mentale qu'au point de vue de son interdiction totale, laquelle a pour effet de la placer, comme le mineur lui-même, sous l'autorité immédiate d'un tuteur et d'un conseil de famille ; en sorte qu'elle demeurait sans protection légale, tant que son interdiction n'avait pas été prononcée.

Notre loi genevoise du 5 février 1838 eut pour but de combler cette lacune ; sa promulgation coïncida avec la création d'un important établissement public, l'asile des Vernaies. Jusqu'alors, l'insensé avait pu être conduit et retenu, à la demande d'un parent, dans un établissement particulier, sans autorisation préalable ; l'autorité supérieure de police n'intervenant que pour l'entrée du malade dans un établissement public ; en outre, il n'existait, dans l'un et l'autre cas, aucune administration légale des biens de l'aliéné.

En l'année 1829, quelques réclamations à ce sujet ayant eu lieu, le Conseil d'Etat fit un règlement provisoire auquel se conforma le Lieutenant de police ; il existait d'ailleurs une commission désignée par le Conseil d'Etat pour fournir des secours aux aliénés, comme aux incurables, aux orphelins et aux malades qui ne pouvaient être secourus par leurs con-

(1) Loi sur les chemins privés, du 6 juin 1868, art. 5.

munes. Aux termes d'une convention conclue le 14 mai 1834, avec la direction de l'Hôpital, le Conseil d'Etat devait faire un règlement pour déterminer le mode d'admission et la sortie des malades ; mais il jugea ensuite que la forme législative était préférable, en raison des intérêts majeurs que l'exécution pouvait froisser et des attributions importantes qu'il s'agissait de conférer aux pouvoirs administratifs et judiciaires (1).

La loi qu'il s'agissait d'élaborer touchait, en effet, d'une part, à la liberté individuelle garantie à tous, de l'autre, à l'état et à la capacité des personnes. Comment l'individu prétendu aliéné serait-il examiné, arrêté et détenu ? Dans quels cas, sa détention cesserait-elle, et dans quels autres pourrait-elle être maintenue ? Quels en seraient les effets civils ? Telles étaient les questions à résoudre.

Sur le premier point, on s'arrêta assez vite à l'idée que c'était évidemment à la police administrative supérieure seule qu'il appartenait de statuer par des mesures provisoires. Il importait, en effet, d'épargner au malade les émotions qu'auraient pu faire naître les formes judiciaires et d'éviter les lenteurs inhérentes à la procédure ; il n'en pouvait être autrement, si l'on considère que l'isolement du malade ne peut être qu'une mesure préventive ou la première condition d'un traitement efficace ; mais on n'en comprenait pas moins la gravité, du moment qu'il devait avoir pour effet immédiat de priver, contre son gré, un individu de sa liberté, et de lui ôter, en fait, l'exercice de ses droits et de ses facultés. La question était d'autant plus délicate, que toute erreur en cette matière pouvait être de nature à jeter un trouble profond dans les idées de la personne la plus saine, et que l'expérience a prouvé que l'égoïsme ou les manœuvres de parents peu scru-

(1) Voir le Rapport de M. De Roches Lombard, *Mémorial des séances du Conseil Représ.*, 1837, p. 92.

puleux sur les moyens dans certains cas, che pour s'en assurer les f à la prudence du mag elle exigea toutefois qu tion, il vit lui-même au moins qu'il déléguât à moins que la mesure médecin. Elle statua, pourrait excéder six t terme pour un nouveau Syndics, actuellement l'exerce constitutionnel chargé de recevoir les effectuée ou prolongée d'une manière illégale ; et, comme sanction à ces mesures protectrices de la liberté individuelle, les propriétaires ou directeurs d'établissements publics ou privés, furent rendus responsables, civilement comme en matière pénale, en cas d'abus.

En second lieu, il fallait pourvoir à la conservation et à l'administration des biens de l'aliéné, pendant son isolement. On chargea de ce soin un administrateur provisoire et l'on en confia la désignation au tribunal civil, sur la demande des parents, du conjoint ou même du procureur général. La loi prévoit également le cas où l'aliéné, pendant son isolement, devrait être représenté spécialement par un notaire, dans les inventaires, partages et liquidations où il pourrait être intéressé ; enfin, elle disposa qu'après la mort d'un individu dont l'interdiction n'aurait été ni prononcée, ni provoquée, les actes par lui faits pendant qu'il était placé dans un établissement d'aliénés, pourraient être attaqués pour cause de démence, nonobstant la disposition de l'article 504 du Code civil.

## § XV.

## ASSOCIATIONS, CORPORATIONS, FONDATIONS.

La matière des associations en général s'est trouvée pendant longtemps, chez nous, sans principes bien déterminés ; aussi a-t-elle donné lieu, à différentes reprises, à d'importants débats législatifs ; seules, les sociétés civiles et commerciales proprement dites, avaient dans la législation de droit commun des principes arrêtés.

Cet état de choses se liait, en partie, au changement profond qui s'était opéré par la chute de l'ancienne République.

La Commission extraordinaire de citoyens, instituée par le Conseil général, sous la pression du péril, dans le but d'aviser aux moyens de sauver les biens de l'État, que sa réunion imminente à la France lui aurait, sans cela, infailliblement enlevés, les avait déclarés biens communaux et avait décidé qu'ils demeurerait la propriété indivisible des Genevois et de leurs descendants (1). Ces biens furent remis à deux institutions distinctes de création nouvelle, suivant la destination qu'ils reçurent alors. La *Société de Bienfaisance* fut chargée des biens de l'*Hôpital général*, spécialement affectés à l'assistance des Genevois indigents ; la *Société Économique* eut dans son patrimoine tous les autres biens de la République, avec la charge d'acquitter les dettes que les malheurs de l'époque lui avaient fait contracter, et d'affecter le surplus à l'instruction et au Culte réformé, confiés désormais, pendant toute la durée du régime français, à sa surveillance et à sa direction. Ces

(1) *Arrêtés de la Commission extraordinaire*, du 16 avril et du 4 mai 1798.

deux institutions, la première quinze, se recrutant elles-mêmes la République, secondées, il en a une manière considérable, par un élément ecclésiastique, la *Vénérable* cet état de choses, pendant la révolution française, fut conservé intact, grâce à la prudence et au dévouement à toute épreuve de ceux à la garde desquels il était confié.

La constitution genevoise de 1814 l'avait religieusement conservé, sauf en ce qui concerne la direction de l'instruction publique, qui fut, dès lors, confiée au Conseil d'Etat, et l'administration du culte, qui fut remise au Consistoire; il ne cessa que lorsque la constitution de 1847 eût remis, en vue d'une affectation analogue, les biens gérés par la *Société Économique* à deux institutions nouvelles, la Caisse hypothécaire et la Banque de Genève, dont les opérations, sinon le capital et les revenus, devaient s'étendre à tout le Canton.

Les biens que la *Société Économique* avait reçus à son origine se composaient, en particulier, de biens fonds que l'orage révolutionnaire de 1794 avaient enlevés aux communautés soit corporations de la campagne (1); la *Société Économique* les avait vendus à des prix modiques à l'époque de la réunion. Les Genevois des campagnes se formèrent en *Sociétés collectives* pour la possession et l'exploitation de ces immeubles. Aux termes du titre de concession, ou au termes de leurs propres règlements, une partie de leurs revenus devait être affectée à certains services publics, une autre devait être répartie entre les intéressés. Il s'établit, avec le temps, de

(1) Edit du 17 avril 1794. — *Mémorial du Grand Conseil*, 1866 p. 1724.



coutumes dont les principes ne cadraient pas toujours précisément avec les règles du droit civil; c'est ainsi que parfois les femmes étaient exclues, du moins en fait, de la propriété de ces biens, même par succession, et que les hommes eux-mêmes perdaient tout droit au partage des revenus, aussi longtemps qu'ils n'avaient pas de domicile dans la commune. Les complications sans nombre qui naquirent à la longue de ces sociétés collectives dont chacune constituait une sorte de bourgeoisie dans la commune, finirent par en amener partout la liquidation, à la suite de longues discussions et parfois de procès compliqués (1).

Une autre espèce d'associations constituait une entorse aux dispositions du Code civil prohibant les substitutions. Les Bourses de famille, connues sous l'ancienne République, reprirent naissance à la Restauration, quelques-unes même avec la clause d'inaliénabilité des immeubles. Elles avaient pour but et pour effet de faire passer les biens qui en dépendaient sur la tête des associés survivants exclusivement; elles devinrent ainsi la source de grandes fortunes. Mais elles prirent fin devant l'opposition qu'elles suscitèrent au sein du Conseil représentatif. (*Exposé succinct*, t. III, p. 96.)

Depuis l'époque de la Restauration, les fabriques d'Eglises, chargées, dans les paroisses catholiques, d'administrer leurs fonds spéciaux destinés au soulagement des pauvres et à l'entretien du culte, étaient demeurées régies par la coutume antérieure. La constitution de 1842 s'était bornée à disposer

(1) On peut voir dans les *Motifs de la loi sur la procédure civile*, de feu Bellot, 2<sup>e</sup> édit., p. 225, un arrêt de la Cour de justice du 3 octobre 1836, décidant que les revenus des biens dont les ressortissants de l'ancienne commune de Sionnet étaient restés en possession, seraient partagés en autant de lots qu'il y avait de têtes d'ayant-droit au 16 avril 1798, date de la réunion.

que chaque église aurait sa fabrique; celle de 1847 avait ajouté : « La loi règle ce qui se rapporte à cet objet. » A deux reprises, dès lors, le Grand Conseil écarta des projets de loi présentés par M. Ambernay. On craignait qu'une loi purement civile sur les fabriques, à laquelle d'ailleurs le clergé catholique s'opposait, ne vint troubler la paix confessionnelle; on craignait aussi de donner à ce clergé de nouveaux moyens d'étendre ses attributions et peut-être d'en sortir (1). La loi organique sur le culte catholique, du 27 août 1873, créa enfin les Conseils de paroisse électifs et laïques, dont l'administration fut soumise au contrôle d'un Conseil supérieur.

En ce qui touche les corporations et les congrégations religieuses, envisagées au point de vue de leur capacité civile, il fut de tout temps admis chez nous qu'elles ne revêtaient la forme et les droits de personnes morales, capables de posséder, de contracter, de recevoir, par testament ou donation, qu'autant qu'elles étaient légalement reconnues (2). Jusqu'à l'année 1847, l'autorisation du Conseil d'Etat fut seule requise, pour leur donner une existence légale. La Constitution de 1842, en consacrant la nécessité de cette autorisation, avait eu soin de la rendre toujours révocable. Mais la Constitution de 1847 alla plus loin; tout en garantissant la liberté des cultes et leur droit à une égale protection de la part de l'Etat, elle voulut qu'aucune corporation soit congrégation ne pût s'établir dans le canton, sans y avoir été autorisée par le Grand Conseil, après que ce corps aurait entendu le préavis du Conseil d'Etat. Elle maintint, d'ailleurs, le principe consacré précédemment sur la révocabilité de l'autorisation. La loi du 4 avril 1849, faisant l'application du principe de la Constitution au cas particulier

(1) *Mémor. du G. C.* 1852, p. 297, 1046.

(2) Voir la loi du 1<sup>er</sup> février 1841, sur le cadastre, art. 62.

de l'acquisition des fonds immeubles, interdit expressément aux corporations non-autorisées d'en posséder sur notre territoire. Enfin, l'arrêté législatif du 29 juin 1872, voté en exécution de la loi du 3 février, détermin<sup>a</sup> quelles sont les corporations religieuses dont l'existence de fait serait seule reconnue et autorisée.

La Constitution de 1847 assujettit, en outre, à l'autorisation du Grand Conseil toutes les fondations agissant en nom collectif, et revêtant le caractère d'utilité publique ou de bienfaisance générale ; elle statua que l'autorisation ne pourrait être donnée à perpétuité ; que le temps de sa durée serait toujours indiqué, et qu'elle pourrait toujours être retirée avant terme, si les fondations venaient à s'écarter de leurs statuts ou de l'objet de leur institution. La loi générale sur les fondations du 22 août 1849 vint enfin préciser, définir, limiter avec soin le nouveau principe constitutionnel ; elle assujettit les fondations à certaines règles auxquelles elles devraient se conformer dans leurs statuts ; elle fixa leur durée à trente ans au plus ; indiqua les différents modes qui pourraient être usités dans la nomination de leurs administrations, auxquelles elle interdit de se renouveler désormais elles-mêmes ; elle assujettit la gestion de leurs capitaux à la surveillance du Conseil d'Etat, ou de corps institués par la Constitution ; elle exigea l'autorisation du Conseil d'Etat pour les placements qu'elles voudraient faire hors du canton ; enfin, et comme sanction à ses dispositions, le législateur déclara nuls et non avenue tous les actes qui seraient passés en nom collectif par les fondations non-autorisées.

Mais il importait de définir clairement ce qu'on devrait entendre par l'expression de fondation.

La loi précitée restreignit donc la qualification de fondation « aux établissements, institutions, corporations, ayant un

caractère d'utilité ou de bienfaisance générale, existant soit par leurs opérations, soit en vertu de donations, de legs ou de collectes employés dans un but déterminé, et dont l'administration particulière, agissant en nom collectif, ne se composerait pas d'un des corps administratifs reconnus par la Constitution ou institués par les lois qui en résultent (1). »

Le Législateur genevois ne s'est point contenté toutefois de déterminer par la définition que nous venons de rappeler les caractères positifs de la fondation. Voulant lever d'avance toute équivoque, et empêcher que de véritables fondations ne s'établissent contrairement à la loi, sous le couvert d'autres associations, afin d'échapper, par là, soit à l'autorisation du Grand Conseil, soit à la surveillance du Conseil d'Etat, il a tenu à définir la fondation par ses caractères négatifs. C'est ainsi, en particulier, qu'il a statué que ne sauraient être considérées comme de véritables fondations : 1° celles dont l'administration est confiée à des citoyens désignés par les fondateurs, et qui opèrent comme détenteurs de fonds à eux remis, sous leur nom et leur responsabilité personnelle ; 2° les associations libres de personnes se réunissant pour s'occuper en commun d'objets religieux, politiques, philosophiques, scientifiques, littéraires et artistiques, qui contribuent aux frais de leurs réunions par des cotisations et qui sont administrées par des personnes élues par elles à temps ; 3° les sociétés libres de tir et autres exercices, ainsi que les réunions connues sous le nom de cercles. Il a voulu, au contraire, qu'elles restent soumises aux lois ordinaires qui régissent les sociétés civiles et commerciales pour tous les actes qui font l'objet habituel de ces dernières sociétés. (Loi du 22 août 1849, art. 2, 6, 7 et 8.)

Cependant, il est important de le remarquer, la mention de

(1) Loi du 22 août 1849, art. 1<sup>er</sup>.

ces associations a eu aussi un but positif : la loi leur a reconnu implicitement la qualité de personnes morales, capables d'ester en justice, pour les choses strictement nécessaires à leur existence, et en tant qu'elles se renferment dans les limites étroites qui leur sont assignées. Autrement, la loi qui consacre leur existence serait dépourvue de toute sanction.

La loi de 1819 sur la procédure civile avait déjà reconnu ce caractère de personnes morales aux réunions connues chez nous sous le nom de *cercles*, qui, depuis longtemps et sous toutes les formes, jouent un rôle important dans notre vie nationale. La loi de 1849 alla plus loin, puisqu'elle admit l'existence légale des sociétés de tir et des autres associations énumérées plus haut. Cette interprétation résulte au surplus expressément d'un arrêt récent (17 août 1874) rendu par la Cour de justice civile, sur les conclusions conformes et fortement motivées de M. William Turrettini, procureur-général, et l'on peut dire qu'elle est en parfait accord avec les nécessités de la vie républicaine et démocratique.

La loi sur les fondations était devenue une nécessité de l'époque de reconstitution politique où elle fut rendue ; car les fondations existantes, qui toutes disposaient de capitaux et de revenus importants, auraient pu facilement combiner leur action comme autant de forteresses distinctes, mais solidaires, et opposer de la sorte à coup sûr une résistance sourde mais active au développement des institutions politiques issues de la Révolution de 1846.

Et, à vrai dire, la loi sur les fondations ne passa pas sans avoir rencontré, même après sa promulgation, et au moment de sa mise à exécution, une sérieuse résistance ; et la lutte parlementaire qu'elle suscita dans le Grand Conseil prouve assez qu'elle touchait à des intérêts considérables. Il fallut que l'expérience vint démontrer que les formes plus larges aux-

quelles elle assujettissait des établissements, jusqu'à ce qu'ils n'étaient nullement incompatibles avec le véritable but de leur création et avec la marche générale des institutions du pays, et que loin de tarir chez nous les sources du dévouement et de la bienfaisance, elles contribueraient à les alimenter et à en créer de nouvelles.

Ainsi se trouva réalisée, bien que dans d'autres conditions, la loi que le professeur Prévost, déjà en 1822, proposait au Conseil représentatif, en vue de déterminer le degré de liberté qui devait être laissé en cette matière aux particuliers, tout en sauvegardant les droits inaliénables de l'Etat.

« Les établissements fondés par les particuliers, disait à cette époque le professeur Prévost, sont de nature très-variées. On peut les diviser en établissements de bienfaisance, établissements religieux, établissements d'éducation, établissements d'industrie et autres. Lorsque les particuliers fondent de tels établissements, ils le font de leur vivant, ou par des dispositions de dernière volonté. Les volontés testamentaires semblent particulièrement respectables et sont entourées d'une espèce d'auréole de sainteté. Mais, quant aux fondations, je ne sais si ce ne sont point celles du lit de mort qui doivent être soumises au plus rigoureux examen.....

« Je propose donc cette loi ; et je comprends dans ma proposition les établissements nouveaux que l'on pourrait fonder à l'avenir, aussi bien que les établissements anciens ; ce qui est fait et ce qui est encore à faire. Je demande que la loi assure les droits des particuliers à cet égard, mais qu'elle assure aussi ceux du public. Je demande que l'influence de l'autorité publique soit réservée, et j'entends par là celle de l'administration d'un côté, et de l'autre celle de la législation.

« L'imperfection de l'établissement social, qui réduit une

partie considérable de la population à vivre d'une manière précaire, dans la dépendance des hommes et des événements, a forcé les âmes compatissantes à fonder, en faveur de cette classe souffrante, des établissements charitables, des hôpitaux, des aumônes perpétuelles sous diverses formes. D'autre part, des opinions liées à la religion, mais trop souvent mêlées d'erreur et de fanatisme, ont déterminé des fondations tendant à maintenir certaines parties des cultes nationaux, ou à introduire dans la société des institutions nouvelles, des ordres monastiques, des fonctions ecclésiastiques largement dotées. On a aussi fondé des collèges qui, suivant l'esprit du temps où ils ont été institués, se sont trouvés, le plus souvent, associés aux fondations religieuses. Enfin, nous voyons de nos jours fonder, en faveur des ouvriers, des fabriques et du commerce, des établissements de divers genres.

« Plusieurs de ces établissements paraissent requérir quelques sanctions légales. Une première raison de faire intervenir le législateur dans les fondations faites par les particuliers est tirée de la différente durée des Etats et des individus dont ils se composent. Ces derniers, en fondant un établissement permanent, ne peuvent prévoir s'il sera, dans l'avenir, en rapport avec les besoins d'une génération qui leur est étrangère. Une seconde raison est tirée de l'ignorance où peut être un particulier des vrais intérêts de la société, intérêts dont la société même doit être juge. Une troisième, de l'opposition qui peut exister entre l'intérêt privé et l'intérêt public. Une quatrième, du simple caprice ou de la bizarrerie de caractère qui peut avoir ici quelque influence et déterminer certaines fondations.

• Ces raisons, indiquées par la nature de l'homme et de la société civile, sont pleinement confirmées par l'expérience. Longtemps, les collèges fondés par Charlemagne ont contrarié

les progrès de l'esprit humain. Les nations qui ont eu sur ces progrès la plus grande influence, ont éprouvé longtemps, éprouvent peut-être encore, la difficulté de telles entraves : plusieurs institutions des <sup>xv<sup>me</sup></sup> et <sup>xvi<sup>me</sup></sup> siècles ont peine à suivre la marche des lumières. En considérant l'état des pauvres et l'accroissement de misère qu'ont produit des établissements destinés au soulagement de l'indigence, on est conduit à désirer que les fondations des particuliers, comme celles du public, soient soumises à des révisions périodiques ; car le progrès des lumières demeurerait sans effet si l'on n'ouvrait aux nations, à mesure qu'elles s'éclairent, l'occasion de réparer leurs fautes et de profiter des leçons de l'expérience. A la suite de ces exemples, tirés des établissements d'éducation et de bienfaisance, si nous jetons les yeux sur les fondations liées à la religion, nous trouverons que les mêmes réflexions y sont applicables. Les opinions de tout genre sont soumises à l'influence des lumières ; et tels établissements qui, dans un siècle ténébreux, ont paru dignes d'éloge, peuvent, dans un autre, paraître dignes de blâme. Je suppose qu'un de nos concitoyens, sous l'influence de ses propres opinions ou de celles qui, dans son lit de mort, pourraient lui être suggérées, crût faire une œuvre méritoire en fondant un établissement de la forme des institutions monastiques ; qu'il liât à cet établissement, rendu perpétuel, un système d'éducation qu'il appellerait religieuse ; qu'il tendit ainsi à faire retomber la génération naissante sous le joug des plus avilissantes superstitions ; le souverain devrait-il le permettre ? La prévoyance législative trouve également son emploi dans des établissements d'une toute autre nature. Dans le but de secourir des ouvriers souffrants et laborieux, des hommes bienfaisants cherchent à favoriser l'industrie par de nouveaux établissements. Quelque louables que soient leurs vues, quelque recon-



naissance que nous devions en ressentir, il faut, avant de réaliser de tels projets, reconnaître qu'ils sont vraiment utiles, que l'intérêt de la société s'y trouve attaché. Et qui en jugera, si ce n'est le corps qui la représente, soit qu'il fasse lui-même les recherches nécessaires pour porter ce jugement, soit qu'il confie ce soin au corps administratif ? Il y a quelque limite à la liberté des entreprises, et même à celle des fondations faites dans des vues de bien public. Il faut donc que le législateur s'en occupe, et qu'il apprenne aux citoyens jusqu'où peut s'étendre leur bienfaisance, leur zèle, les règlements d'éducation qu'ils prescrivent, les services qu'ils peuvent rendre à l'industrie. Car, dans l'emploi du travail comme dans l'emploi des forces sociales, dans l'ordre économique comme dans l'ordre politique, la liberté n'a pas de plus dangereux ennemi que la licence..... (1). »

La proposition du professeur Prévost avait été vivement appuyée par Etienne Dumont, les professeurs Rossi et Bellot. « Combien de maux n'aurait-on pas évités en Europe, disait Dumont, si la loi eût réglé d'avance les conditions auxquelles on devait soumettre les fondations de toute espèce, surtout celles de bienfaisance et celles qui ont la religion pour objet. M. Turgot a été le premier philosophe qui en ait appelé, sur ce point, au grand principe de l'intérêt social. Je parle de l'article *Fondation* dans *l'Encyclopédie* : c'est là où il fit sentir, combien il y avait de danger de donner à des particuliers ou fanatiques, ou extravagants, ou conduits par des vues d'orgueil et de vanité, le droit de faire des fondations à leur gré, soit pour les écoles, soit pour les monastères, soit pour les hôpitaux, et de les assujettir à toutes les règles que leur imagination pourrait leur suggérer : en sorte que, par une incon-

(1) *Exposé succinct des délibérations*, t. III, p. 85.

séquence extraordinaire, la loi faire des lois irrévocables, de conditions perpétuelles, sans qu'elles ne pouvaient être bonnes et sages, pouvaient devenir très-fautes, pouvaient devenir très-contraires aux besoins, des moeurs trouvaient en contradiction avec les sciences, les systèmes d'enseignement, violaient le droit d'enchaîner l'avenir après leur mort, et de soustraire le législateur !... »

Rossi, de son côté, était convaincu que le gouvernement de Genève ne pourrait guère tarder à s'occuper d'un sujet si important et si grave; mais il reconnaissait qu'en raison même de son étendue, la loi proposée présentait des obstacles peut-être insurmontables. « Il faut, à mon avis, dit-il, distinguer premièrement les institutions existantes des institutions passées. Je ne dis pas que les premières soient absolument indépendantes du pouvoir souverain. Quelles que soient l'origine et l'ancienneté d'un établissement, si, par la marche des événements, il est devenu incompatible avec le salut ou le bonheur de l'État, il est évident que l'autorité suprême doit venir au secours du corps social. La faculté de nuire à la chose publique n'est jamais un droit acquis.

« Toutefois, il y a des ménagements à prendre dès qu'il s'agit de quelque chose qui a pour elle la sanction de l'usage et du temps. Je ne parle pas seulement des droits pécuniaires acquis aux individus, droits qu'il ne faut jamais attaquer, et pour lesquels il faut donner un équivalent lorsqu'il est impossible de les respecter dans leur forme actuelle. J'entends par là même, de l'action morale d'un établissement quelconque,

par exemple, d'un établissement d'éducation. S'agit-il de pourvoir à l'avenir? Le législateur doit accueillir toutes les idées de perfectionnement que le progrès des lumières a développées et que l'expérience a justifiées. Est-il près d'agir sur un établissement existant? Il lui faut plus de retenue. Peut-être trouvera-t-il plus utile de se borner, dans les commencements, à retrancher ou à modifier ce qu'il y aurait de trop vicieux, de trop contraire à l'ensemble actuel du système social. Le temps est un excellent auxiliaire, non-seulement pour priver, mais aussi pour détruire : en attendant, on doit retrancher de ce qui existe, tout ce qu'il y aurait de décidément malfaisant, tandis que, pour ce qui est à créer, on peut aspirer à une utilité positive (1). »

Passant aux principes sur lesquels devrait être basée la législation sur les fondations, le professeur Rossi indiquait, comme indispensables, le consentement de la législation, la surveillance de l'Etat, et la révision périodique. Il esquissait ainsi, à grands traits, les bases mêmes de la législation actuelle sur les fondations, telle que nous venons de la rappeler, et dont la discussion de 1822 peut être considérée comme la justification et le commentaire anticipé.

(1) *Exposé succinct, etc.*, t. III, p. 92.

## § XVI

SUITE DES ASSOCIATIONS : LES SOCIÉTÉS CIVILES  
ET COMMERCIALES.

S'appliquant uniquement aux établissements, institutions ou corporations dont les capitaux appartiennent non à des personnes déterminées, mais à une idée, à une œuvre, à un but d'utilité ou de bienfaisance générale; la loi sur les fondations avait réservé expressément, nous l'avons dit, la législation ordinaire concernant les associations ou sociétés civiles et commerciales, dont le caractère distinctif est, au contraire, d'être constituées en vue d'un bénéfice partageable, comme leurs capitaux eux-mêmes, entre les associés qui en sont les seuls propriétaires.

Le développement des opérations financières et sur immeubles qui se produisait alors à Genève, et qui devait tendre à s'augmenter d'année en année par l'accroissement rapide de la population, donna naissance à deux lois nouvelles, en date du 27 août 1849. Celle *sur les appropriations d'immeubles* par les sociétés civiles et commerciales, eut pour but de permettre aux sociétés elles-mêmes de devenir propriétaires en leur propre nom, sans avoir à payer de droit de mutation sur les immeubles dont l'apport leur avait été fait; mais cette loi était trop onéreuse au fisc pour être longtemps maintenue : aussi fut-elle abrogée par celle du 29 octobre 1864. D'un autre côté, comme les associations étrangères d'assurances, contre l'incendie et sur la vie, faisant des opérations dans le canton, devenaient toujours plus nombreuses, une loi du 27 août 1849, obligea toutes les sociétés anonymes, fondations ou corpora-

tions étrangères, à se soumettre aux autorisations voulues par nos lois; elle statua, en outre, que les assurances étrangères, sur la vie, par tontines, ne seraient autorisées qu'à la condition formelle que les fonds concernant les Genevois seraient placés dans le pays.

Nos lois n'avaient encore rien changé au Code de commerce français, sur la nécessité de l'autorisation du gouvernement pour la création des sociétés anonymes; la constitution s'était bornée à disposer que ces autorisations continueraient à être données suivant les dispositions des lois à cet égard; mais en 1862, l'intervention du Conseil d'Etat dans la formation des sociétés anonymes, fut vivement contestée dans l'Assemblée constituante; le projet de constitution l'avait même supprimée complètement, mais on sait que ce projet échoua devant le vote négatif du Conseil Général. Les jurisconsultes qui siégeaient dans l'Assemblée s'étaient d'ailleurs divisés sur la question de savoir si l'autorisation gouvernementale s'appliquait aux sociétés anonymes d'un caractère purement civil (1); mais cette question ne pouvait guère faire de doute, dès que la forme anonyme était la seule qui, sous la législation du Code Civil et du Code de Commerce, pût donner à une société une existence de corps moral, et lui permettre de s'obliger en cette qualité collectivement, par un comité d'administration, indépendamment des pouvoirs et de la responsabilité personnelle des associés (*Code civil*, 1862 à 1864); et cette opinion était si fondée que la pratique l'avait continuellement sanctionnée.

Quoiqu'il en soit, la tendance à supprimer l'autorisation du Conseil d'Etat et à la remplacer par des garanties qu'on jugeait plus efficaces, s'affirma toujours davantage. La loi du 2 novem-

(1) *Mémorial de l'Assemblée constituante*, de 1862, p. 522.

bre 1864, sur les *sociétés anonymes libres*, fut un premier essai dans ce sens. On espérait que cette loi aurait pour effet de rendre les sociétés anonymes constituées sous l'ancienne forme, toujours moins nombreuses ; mais on ne tarda pas à reconnaître que la nouvelle loi qui soumettait les sociétés anonymes libres à des statuts uniformes et rigides, ne répondait pas à l'attente qu'on en avait conçue ; ce fut un essai malheureux qui ne pouvait servir que de transition à une législation mieux appropriée à la diversité des conceptions destinées à grouper les hommes et les capitaux. Sous ce rapport, un grand progrès fut réalisé par les lois du 29 août 1868 et du 13 janvier 1869, dues l'une et l'autre à l'initiative de M. Alexandre Martin.

Le Grand Conseil, en les votant, consacra d'abord le principe fondamental que la loi ne régit les sociétés civiles et commerciales qu'à défaut de conventions particulières. En conséquence, il posa le principe que toutes conventions entre associés seraient valables pourvu qu'elles ne fussent contraires ni à l'ordre public ni aux bonnes mœurs ; mais en même temps il voulut avec raison qu'elles ne fussent opposables au tiers, qu'après avoir été rendues publiques et il organisa cette publicité de manière à la rendre efficace. Il admit en second lieu les sociétés civiles à se constituer en personnes morales et à ester en justice comme telles, en la personne de leurs gérants et administrateurs, sous les conditions qu'elles revêtiraient l'une des formes applicables aux sociétés commerciales, et qu'elles seraient créées soit en nom collectif, soit en commandite avec parts d'intérêts ou actions, soit sous la forme anonyme ; ces différentes espèces de sociétés, civiles ou commerciales, pouvant d'ailleurs être constituées à *capital variable*, de telle manière que leur capital pût être augmenté par des versements successifs ou l'admission d'associés nouveaux, ou

retraite d'associés anciens ou la reprise totale des apports déjà effectués. Le législateur consacra la loi genevoise antérieure, en la généralisant.

Les lois nouvelles se bornèrent à exiger le dépôt des statuts au greffe du Tribunal de commerce et la publication par extrait dans la partie officielle de la Gazette.

La nouvelle législation voulant trouver, dans la Constitution des sociétés par actions, des garanties efficaces et prémunir contre les dangers d'une mauvaise administration et le public en général, adopta comme condition que ces sociétés ne pourraient être définitivement constituées qu'après que la souscription de la moitié du capital et le versement du quart auraient été régulièrement constatés par acte notarié et que l'Assemblée générale, composée de représentants anonymes, aurait constaté l'accomplissement de ces conditions et nommé les premiers administrateurs, tous à sa volonté.

En ce qui concerne les sociétés en commandite par action, on institua un conseil de surveillance nommé par l'Assemblée générale des actionnaires. Enfin, on définit exactement la part de responsabilité de ce Conseil, ainsi que des gérants et administrateurs, et on les assujettit à rendre compte à des époques déterminées.

Le législateur aurait-il pu simplifier ces formes dans les cas où des associations, n'ayant pas d'autre but que le négoce, mais une œuvre commune, ou des capitaux très-restreints, auraient désiré prendre la forme anonyme ; peut-être aussi eût-il dû introduire dans les lois nouvelles, non la législation civile sur les sociétés, qu'il a laissée intacte, mais les dispositions du Code de commerce qu'il

maintenait encore en ce  
eût gagné en clarté, et l  
des conditions essentiell

En terminant ce cha  
l'abolition de l'arbitrage forcé, en cas de contestations entre  
associés. La loi du 15 juin 1864, due à l'initiative de M. l'avocat  
Charles Friderich, en abrogeant l'article 51 du Code de  
Commerce, laissa aux associés toute liberté de soumettre  
leurs contestations à la juridiction ordinaire, à moins qu'ils  
n'eussent eux-mêmes choisi d'avance la voie de l'arbitra

---



## DEUXIÈME PARTIE

---

### LE DOMAINE PUBLIC

#### § XVI

LE DOMAINE PUBLIC SOUS L'ANCIEN DROIT GENEVOIS.

— LE FIEF DE LA RÉPUBLIQUE. — LES ABERGEMENTS SUR LE RHONE. — EFFET DES SUBHASTATIONS.

La distinction des biens compris dans l'expression générale de domaine public n'a pas toujours été aussi nettement établie qu'elle l'est aujourd'hui ; et, cependant, quand on étudie de près notre ancienne législation, on voit cette distinction découler, à la fois, du principe de la souveraineté comme de la nature même de ces biens ou de leur destination, laquelle place les uns hors du commerce des hommes et les rend communs à tous, tandis que les autres sont considérés comme des propriétés que l'Etat possède au même titre que les particuliers.

Ainsi, l'ancienne législation genevoise, comme les lois actuelles, plaçait déjà le lac, le Rhône et l'Arve dans la catégorie des choses publiques ; et les propriétaires des fonds riverains ne pouvaient, sans une permission écrite et spéciale du Conseil, faire sur les bords, ou dans le cours de ces eaux, aucun établissement, plantation, ou construction quelconque.

Dans la même catégorie des biens affectés à l'usage de tous étaient également compris les édifices, fortifications, places, rues, promenades, ponts, quais, grands chemins, cimetières, fontaines, et généralement tous les établissements faits et entretenus par le public. (Code genevois de 1791, liv. I, titre III.) Le Petit Conseil, le procureur général et la commission des choses publiques étaient spécialement chargés de veiller à la conservation de cette partie du domaine de l'Etat. (*Ibid.* liv. VII, titre X.)

Quant aux biens que la République possédait, à titre particulier, ils comprenaient essentiellement, outre les terres et autres biens vacants, les fiefs acquis par elle à différentes époques, et qu'elle n'avait pas inféodés ni abergés à des particuliers ; et, quant à ceux mêmes qu'elle avait aliénés, le domaine direct lui en était demeuré, avec tous les droits de cens, services, dîmes, les droits de retrait, d'échute et autres, réservés dans le titre, lequel était naturellement soumis, quant à son interprétation et à ses effets, au droit féodal commun.

Cependant, en thèse générale, on peut affirmer que tous les biens que possédait la République et qu'elle avait dans sa dépendance immédiate, formaient le domaine de l'Etat. Le fisc personnifiait celui-ci dans la poursuite de ses droits sur les biens des deux domaines. (Edits civils de 1568, 1707, 1713, 1735 ; Edit de pacification de 1768 ; Code genevois de 1791.) L'Etat, au point de vue de son domaine en général, était aussi appelé la *Seigneurie*, et plus tard le *Fief de la Seigneurie* ; mais ces dernières dénominations devaient comprendre plus spécialement les possessions domaniales de franc-allevu de la République, de même que les droits Seigneuriaux de fiefs mouvants d'elle. Dans les anciens édits, les biens mis hors du commerce étaient parfois désignés sous la dénomination de *Commun* (édit. politiq. de 1568) et plus tard de *Public*.

Les biens dépendant de la Seigneurie ou du fief de la République constituaient une partie importante des revenus de l'Etat. La propriété même du sol, envisagée comme institution civile, était d'ailleurs régie, nous l'avons déjà vu, par le droit féodal, pour l'Etat comme pour les particuliers. Le droit civil commun n'intervenait donc que pour régler la transmission des propriétés, par voie d'aliénation, de succession, de donation ou de mariage, les droits de servitude, d'usufruit, d'hypothèque, enfin l'acquisition ou la perte de la propriété par la prescription ou l'usucapion du Droit romain.

L'Etat, nous l'avons aussi déjà dit précédemment, non content de défendre, sous peine de confiscation, l'établissement ou l'entretien de nouveaux fiefs, et de prohiber, sous la même peine, la retenue d'aucune cense sur maison ou fonds de franc-allevé (sauf l'assentiment du Conseil général, depuis l'édit de pacif. de 1782, titre II, art. 1<sup>er</sup>, § 9; Code genevois de 1791, liv. I, titre I, art. 2, § 7), avait, par une politique constante, cherché à concentrer en ses mains, par voie d'achat, les droits de fiefs, acquis par lui des citoyens ou des étrangers, comme aussi à acquérir ces droits, sur les fonds qui jusque-là avaient été de franc-allevé ou de fief ignoré.

Par cette opération, la République, en payant un lod, c'est-à-dire le douze pour cent, dans les derniers temps (édit de 1782, art. 37; Code genevois de 1791, liv. VI, titre I, art. 36), acquérait le droit de lod sur les ventes ultérieures et le domaine direct sur l'héritage mouvant de lui; ordinairement il stipulait une cense d'un denier par pose, payable au Trésor, pour la reconnaissance féodale.

L'importance croissante des fiefs de l'Etat, avait donné naissance à la Chambre des fiefs, laquelle était chargée de veiller à ce qu'ils fussent reconnus par les propriétaires qui en étaient mouvants. Le commissaire général était censé no-

taire pour la passation de tous les actes d'abergement, d'assujettissement à fief, d'affranchissement, et en général de tous les actes relatifs aux matières féodales, dans lesquels l'Etat était partie contractante (Code genevois, liv. 7, tit. 7.) Les notaires eux-mêmes étaient, par l'Edit civil, obligés de sommer les parties contractantes de déclarer de quelles charges et envers quels seigneurs étaient chargés les fonds mentionnés dans les contrats.

D'un autre côté, les aliénations de terrains vacants ou non, faites par l'Etat, généralement connues sous le nom d'*abergements*, avaient toujours lieu sous réserve du fief de la seigneurie et moyennant le paiement d'une cense annuelle. L'abergement était une emphytéose perpétuelle en vertu de laquelle le domaine utile d'un immeuble avait été originairement transmis par l'Etat qui s'en était réservé le domaine direct; et, à ce titre, il rentrait dans le système des fiefs : domaine direct, seigneurie, fief, emphytéose perpétuelle, abergement, toutes ces expressions étaient donc synonymes (1).

Les abergements de peu de valeur et ceux en vue d'alignements, pouvaient être consentis, sur le domaine public, à titre perpétuel par le Petit Conseil; quant à ceux de plus grande importance, la concession en était réservée aux Deux Cents et plus tard au Grand Conseil. (Edit de 1782, titre 6, art. 35; Code genev. de 1791, liv. I, tit. 3, art. 5.)

Quant aux concessions accordées par le Petit Conseil, pour l'établissement d'usines ou de moulins dans les eaux du Rhône ou de l'Arve, elles étaient censées subsister autant que les ouvrages eux-mêmes, et constituaient un titre d'une durée indéterminée, mais non définitif et perpétuel; en sorte que si

(1) *Traité sommaire des Fiefs*, Manuscrit de la Bibliothèque publique. J. T. n° 20. Voir aussi Merlin, Répert., au mot *Abergement*.

l'Etat ne pouvait exiger la destruction des ouvrages sans indemnité, ce qui eût été contraire à l'équité, il pouvait, du moins, en empêcher la réparation ou le rétablissement, en cas de dégradation ou de destruction par vétusté ou incendie, quelque longue qu'ait été d'ailleurs la concession primitive et la possession. Le Procureur général, le Petit Conseil et la commission des choses publiques, apportèrent toujours à la surveillance de ces cours d'eau un soin et une vigilance extrêmes; et, sans trop gêner les particuliers, sans entraver l'industrie, ils réussirent à la longue à faire disparaître un certain nombre d'établissements qui avaient envahi, sur certains points, le cours du fleuve (1).

Nous devons signaler ici une question qui se présenta souvent au sujet des anciennes subhastations.

La subhastation était la procédure suivie en cas de vente forcée des immeubles du débiteur. Elle avait pour effet de consolider la propriété en mains de l'adjudicataire et de purger les droits réels, dont elle était grevée; seuls les droits de servitude, les droits seigneuriaux, de fief et de censive n'étaient pas éteints par elle. La sécurité qui en résultait pour les acquéreurs était si grande, malgré ces restrictions, que l'usage prévalut peu à peu d'étendre la subhastation aux ventes volontaires. On y recourait même, sans qu'il y eût vente, par une fiction en vertu de laquelle le propriétaire, voulant prouver que son fonds était libre d'hypothèque, se le faisait adjuger à lui-même.

L'effet de la subhastation s'étendait-il aux choses du domaine public qui, placées hors du commerce, n'étaient pas susceptibles de prescription? L'Edit (titre XXIII, art. 12),

(1) *Registre des choses publiques*, 30 octobre 1795, p. 193 et 194.  
— *Registre des Fiefs et albergements*, 31 octobre 1784, n° 44.

excluait même le fisc, s'il ne s'était pas opposé, à demander droit, propriété, actions ou privilèges sur les fonds levés et expédiés. Or, le fisc c'était l'Etat lui-même, et la disposition de l'Edit ne distinguait pas entre les biens compris dans son domaine. D'autre part, la distinction entre les biens que l'Etat possède à titre particulier et ceux qui, par leur nature, ne sont pas dans le commerce, s'imposait avec d'autant plus de force, que l'effet de la subhastation ne pouvait être assimilé qu'à une courte prescription.

Si on pouvait, à la rigueur, admettre que le défaut d'opposition de la part de l'Etat pût suffire pour l'empêcher de réclamer après la subhastation la suppression de choses saillantes sur la voie publique ou sur le fleuve, on ne pouvait par contre, aller jusqu'à prétendre que le fleuve lui-même pût être acquis au profit de l'acheteur, lors même qu'il aurait été compris, par erreur, dans la désignation des biens subhastés.

Au surplus, la citation suivante que nous empruntons à un recueil d'anciens arrêts, rédigé par le syndic Jean Cramer (1), est de nature à faire mieux connaître comment la question dont il s'agit devait être résolue.

« Le 28 mai 1756, dans la cause du sieur Roman, de  
« Dame Banquet et de la veuve Boisdechêne, contre la Sei-  
« gneurie, le Procureur général soutint .

« 1° Que pour purger la propriété contre le fisc, il faut  
« avoir signifié nommément la levation (saisie) au Procureur  
« général, et qu'à défaut d'avoir rempli cette formalité, l'ac-  
« quéreur doit être réduit au toisé porté par les abergements  
« et les reconnaissances de la maison vendue, qui sont un  
« titre commun et subsistant entre lui et la Seigneurie. Qu'en

(1) Ce recueil est la propriété de M. le professeur Charles Le Fort.

« effet, l'Edit XXV, 12, n'exclut le fisc de demander droit de  
« propriété que toutes les solemnités de levation, subhasta-  
« tion et expédition, aient été observées; or, la première de  
« ces solemnités préfigées par l'Edit, c'est que la levation  
« des biens immeubles vendus soit signifiée au propriétaire,  
« si l'huissier peut le rencontrer ou, à défaut, au possesseur.

« 2° Et, comme il s'agissait d'anticipation sur le Rhône, il  
« distingua entre les choses que le fisc possède comme parti-  
« culier, et celles qui lui appartiennent à titre de souverai-  
« neté : *Regalia minora*. Au nombre de celles-ci, il mit le  
« droit de l'Etat sur le fleuve et sur les rivages, qui ne peu-  
« vent être acquis par la prescription, selon le Droit romain  
« L. 9 ff. XLI. 3); et que la subhastation non précédée d'une  
« levation signifiée spécialement (*ad hoc*) au Procureur géné-  
« ral, n'éteignait pas le *droit de la Seigneurie*. » Le procès fut  
terminé par une transaction, mais nous croyons que le Pro-  
cureur général exprimait la vraie interprétation de l'Edit,  
laquelle est d'ailleurs conforme au droit qui devait être con-  
sacré par la suite.

## § XVII

### LES EAUX DU DOMAINE PUBLIC. — LES CONCESSIONS A BIEN PLAIRE SUR LE LAC, LE RHONE ET L'ARVE

Le Code civil de 1804, au titre de la *Distinction des biens*, (art. 538 à 542), consacra, en cette matière, avec quelques modifications, les principes de la loi française de 1790. Au nombre des biens, qui doivent être considérés comme des dépendances du domaine public, il rangea les chemins, routes et rues à la charge de l'État, les fleuves et rivières navigables

ou flottables, et généralement toutes les portions du territoire qui ne sont pas susceptibles de propriété privée.

Le même Code, au titre de la *Prescription* (art. 2226 et 2227), soumit l'Etat, les établissements publics et les communes, aux mêmes prescriptions que les particuliers ; mais, en même temps, il déclara imprescriptible le domaine des choses qui ne sont point dans le commerce.

La loi genevoise du 25 mars 1816, tout en confirmant implicitement la législation précédente, en ce qui concerne le domaine public et ses dépendances, eut pour but de préciser, mieux que par le passé, les droits de l'Etat sur le terrain public, les routes, chemins et rivières. C'est ainsi qu'elle assujettit à l'autorisation préalable et spéciale, les constructions et plantations qui seraient faites sur leurs bords, et qu'elle défendit de faire, tant sur le terrain public que sur les bords du lac, sur les bords ou dans le cours du Rhône ou des rivières, aucune nouvelle digue, jetée, excavation, prise de matériaux, plantation, dépôt, construction, ni autre nouvel établissement quelconque, sans une permission spéciale de l'administration cantonale ; la loi laissant au Conseil d'Etat le soin de déterminer, par ses arrêtés, quelles sont les eaux courantes du canton qui devaient être considérées comme rivières (1).

Cette disposition fut reproduite avec quelques simples changements de rédaction, par la loi du 25 février 1874 qui a remplacé celle de 1816.

Pour les constructions déjà existantes au moment de sa promulgation, la loi de 1816 reconnut à l'Etat le droit de les détruire ou faire enlever, sauf dans deux cas exceptionnels et

(1) Voir ces arrêtés dans notre *Recueil des Lois civiles et commerciales du canton de Genève*, page 73.



distincts : celui où la construction aurait été autorisée par la loi en vigueur à l'époque de son établissement, et celui où elle serait fondée sur un juste titre ou sur la prescription légale ; toute contestation de propriété étant, d'ailleurs, réservée aux tribunaux.

La nouvelle loi du 25 février 1874 reproduisit textuellement cette disposition. Ainsi, d'après ces deux lois, c'est aux tribunaux seuls qu'il appartient de décider, en cas de contestation, si le juste titre existe ou non ; ou si, à défaut de titre, la prescription légale avait pu être acquise au 9 avril 1816. Or, nous avons déjà dit que, pour les biens du domaine public proprement dit, la prescription n'avait pu courir contre l'Etat.

Ces deux lois ont d'ailleurs dérogé à l'article 644 du Code civil, lequel consacre le droit des riverains des eaux courantes autres que celles déclarées dépendances du domaine public, de s'en servir à leur passage pour l'irrigation de leurs propriétés. Ajoutons que les tribunaux auxquels l'article 645 confère le droit de statuer sur les contestations qui peuvent s'élever entre les propriétaires riverains, à charge de respecter les règlements particuliers sur le cours et l'usage des eaux, sont nécessairement limités par les décisions que l'autorité administrative prend dans sa compétence, en vertu des deux lois précitées.

Relativement aux cours d'eau classés par le Conseil d'Etat au nombre des rivières, si la disposition de la loi de 1816 que nous venons de rappeler admit, pour le passé, la possibilité de la prescription, pour les ouvrages déjà existants sur leurs bords ou dans leur lit, quand la loi précédente la rendait possible, elle la prohiba implicitement pour l'avenir, du moment qu'elle laissa à l'administration la faculté de ne pas autoriser la reconstruction des ouvrages effectués depuis la promulgation de la

loi, et même d'exiger, en tout temps, la suppression de ceux qu'elle aurait autorisés à bien plaire.

L'art. 2 de la loi du 25 février 1874, en disposant que « les routes cantonales et communales ainsi que les eaux cantonales sont considérées comme des dépendances du domaine public et sont au nombre des choses auxquelles la prescription n'est pas applicable » n'a fait, selon nous, que consacrer textuellement, mais plus clairement, ce qui résultait déjà de la loi de 1846. Ce point de vue toutefois ne résulte explicitement ni du rapport du Conseil d'Etat, ni de celui que M. Célestin Martin présenta au nom de la commission du Grand Conseil, ni enfin de la discussion au sein de ce corps. Mais ce silence même prouve que, sur ce point, le législateur n'a pas cru innover, et qu'il attribuait déjà à la loi antérieure une signification et une portée identiques. Quoi qu'il en soit, la loi de 1874, en statuant que les autorisations visées par les art. 20 et 23 sont données par le Département des travaux publics, pour les eaux cantonales, a nécessairement compris dans cette catégorie toutes les rivières.

Lors de l'établissement du nouveau cadastre, la loi du 1<sup>er</sup> février 1841 ainsi que les règlements qui l'ont développée, avaient évité de trancher les questions de propriété qui peuvent s'élever relativement aux rivières; une instruction du Département des travaux publics du 11 décembre 1845 prescrivit même au directeur du cadastre et au délégué cantonal, « d'informer, s'il y avait lieu, les particuliers que cette instruction ne portait aucun préjudice aux droits que les propriétaires riverains pouvaient avoir sur tout ou partie du lit des rivières non navigables ni flottables; mais en même temps, le Conseil d'Etat, par un arrêté spécial, statuait que les rivières seraient toujours séparatives de parcelles, ainsi que les eaux courantes non classées comme telles qu'il y assimi-

lerait dans ce but ; et les limites des propriétés furent, en effet, toujours placées en dehors du lit de ces cours d'eau.

Ajoutons que tous les établissements existants sur les eaux du domaine public ont été portés sur les plans, comme existant à titre précaire, en conformité d'une disposition expresse du règlement général sur le cadastre, du 14 octobre 1844. (Art. 123, § 25.)

Le système de la loi de 1816 demeura intact jusqu'en l'année 1854. Jusqu'alors le Département des Travaux publics, sous l'autorité du Conseil d'Etat, avait été compétent pour autoriser toute espèce d'établissement sur les eaux cantonales, indistinctement. Cependant, les concessions d'ouvrages sur les eaux du Lac, du Rhône et de l'Arve avaient donné lieu, à défaut de règles précises et de publicité, à des réclamations, notamment en ce qui avait trait aux conditions imposées. La loi du 27 septembre 1854 eut pour but de régulariser les concessions ayant un objet industriel. Elle a été dès lors remplacée par la loi plus complète du 5 octobre 1872. Une courte analyse mettra en relief leurs principes communs et leurs différences.

L'une et l'autre donnèrent au Grand Conseil le droit exclusif d'autoriser, sur ces eaux, des établissements ayant un caractère industriel. Ces autorisations ne purent plus être accordées qu'à titre précaire ; nous verrons tout à l'heure comment la loi prévoit qu'elles pourraient être retirées. Une redevance put être imposée si ces établissements étaient de nature à occasionner quelque dépense à l'Etat ou à la Commune ; les concessionnaires demeurant d'ailleurs responsables des dommages que leurs constructions pourraient apporter soit à l'Etat, soit aux particuliers. La publicité de la demande de concession fut rendue obligatoire, pendant un mois, afin de permettre aux intéressés de faire connaître au Conseil d'Etat leurs réclamations en temps utile.

La première de ces lois n'avait requête ; celle de 1872 en exigea de plus l'insertion dans la *Feuille d'Avis*. La première n'imposait cette publicité que pour les établissements industriels proprement dits ; la plus récente l'étendit aux autorisations à bien plaisir concernant tous autres travaux que le Conseil d'Etat continuerait à autoriser sur les eaux précitées, en vertu de la loi de 1816. La loi de 1854 n'avait pas prévu le cas de reconstructions et réparations ; celle de 1872 combla cette lacune en chargeant le Conseil d'Etat de les autoriser et de surveiller les travaux. Quant à la suppression des établissements industriels, autorisés par le Grand Conseil, à titre précaire, les deux lois déclarèrent ce corps seul compétent pour la prononcer ; celle de 1872 statua d'une manière générale que les constructions à titre précaire ne pourraient être supprimées ou modifiées que par une décision du corps qui les aurait autorisées, d'après la distinction plus haut rappelée.

Faisons observer enfin que l'expression impropre de « propriétés à titre précaire, » employée par la première loi, fut remplacée par celle plus exacte de « concessions à bien plaisir ; » et que toutes personnes, lors même qu'elles ne posséderaient pas de propriété riveraine, furent admises auprès du Grand Conseil à demander l'autorisation de créer des établissements industriels à titre précaire, sur les eaux du lac, du Rhône et de l'Arve.

## TROISIÈME PARTIE

---

### LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DANS SES RAPPORTS AVEC L'ÉTAT OU LE PUBLIC

#### § XVIII

##### LE DROIT DE PROPRIÉTÉ ; COMMENT LE CODE CIVIL LE CONSACRE ET LE LIMITE

La propriété, en thèse générale, doit être, dans les mains de l'homme, aussi inviolable que sa liberté ; toutefois, l'exercice de ce droit est limité par les nécessités mêmes du milieu où il s'exerce. Car l'homme ne vit pas isolé, et la société dans laquelle se manifeste son activité, est un fait humain qui le domine toujours, en même temps qu'il le protège. On comprend, dès lors, que la société, tout en garantissant à chaque individu sa propriété, puisse mettre, à l'exercice absolu de ce droit, certaines limites ou certaines restrictions dans l'intérêt général.

Le Code civil, dans sa définition du droit de propriété, a clairement exprimé ce double point de vue : « La propriété, dispose l'article 544, est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements. » — Mais des restrictions ne sauraient suffire ; la société ne peut être entravée dans son développement matériel par la volonté

d'un seul; elle a des voies de vauz à opérer dans l'intérêt lui reconnaissant en princip propriété particulière, régu manière que le principe de la gardé. C'est pourquoi le Code sous la forme d'une garantie de céder sa propriété, si ce n' et moyennant une juste et pr

Il sera, sans doute, intéres nos lois, qui ont développé e solu le difficile problème qu l'inviolabilité de la propriété avec les exigences du bien gi

## §

## LES CONSTRUCT

Renfermée depuis des siècle tions, mais gênée par cela m ville de Genève avait vu ses delà des bornes de la pruden aux étages, faute de place. D core et offraient de graves da

Les années qui suivirent ir virent, il est vrai, déjà en pa s'élever de nombreuses const les exigences de la sûreté pu vies. Les prescriptions des

de bâtir, étaient tombées en désuétude. Un incendie, où plusieurs personnes perdirent la vie, décida le Conseil d'Etat à élaborer un projet de loi pour remédier aux constructions dangereuses. La matière était pour nous toute nouvelle. La loi de 1816 avait, il est vrai, donné au Conseil d'Etat le droit de les faire supprimer ; mais cette arme, selon l'expression de M. Rossi, était trop lourde pour le gouvernement d'un peuple libre.

Il n'osait pas s'en servir, faute de règles législatives traçant la manière de s'en servir. Il s'agissait donc de trouver une formule plus large du principe déjà admis et de l'entourer, dans son application, de formes tutélaires et connues d'avance. Le projet de loi que le Conseil d'Etat soumit à ce sujet au Conseil représentatif, souleva de vifs débats et donna lieu à de grandes inquiétudes. « Personne, écrivait à ce sujet, M. Ma-caire, dans le rapport qu'il présenta dix ans plus tard pour le maintien de la loi, personne ne voulait refuser à l'autorité les moyens de contraindre, s'il le fallait, l'intérêt privé à se subordonner à l'intérêt général, en matière de constructions dangereuses, ni encore de prévenir, lorsque la chose était praticable, la possibilité même d'un danger. Mais, ce qui motivait les doutes, ce qui divisait les meilleurs esprits, c'était le choix des dispositions les plus propres à concilier les exigences de la sûreté publique, avec le respect et les égards mêmes dont on doit entourer l'une des bases fondamentales de la société moderne, le droit de propriété. » (*Mém. du C. R. 1838*, p. 44.)

Les mesures jugées nécessaires pouvaient-elles être prises législativement, ou convenait-il de s'en rapporter à l'administration, en lui donnant le pouvoir de statuer sur chaque cas particulier, sans loi préalable ? On s'aperçut bien vite que ce dernier parti était le seul praticable et qu'on ne pouvait son-

ger à faire une loi complète, p  
s'exposer à ne pas atteindre le b

« Il y a, disait le rapporteur  
« il y a des matières, il faut le r  
« pas saisir par la législation pi  
« les faits particuliers sont si  
« divers et tellement variables, d'un jour à l'autre, selon les  
« localités, par le changement des circonstances, par le pro-  
« grès des choses humaines, qu'il est à peu près impossible  
« d'en saisir les caractères généraux et communs, d'en tirer  
« les principes dirigeants et susceptibles d'application...

« En appliquant ces principes à la police des constructions,  
« il nous a paru que c'était là une de ces matières dont la  
« législation proprement dite ne pouvait pas se saisir avec  
« quelque espoir de succès ; que c'était là un pouvoir à dé-  
« guer à l'administration ; qu'il y aurait profit pour la chu-  
« publique à le confier à un corps moins nombreux que  
« Conseil souverain, à un corps plus à portée de s'éclairer :  
« ces matières, et sujet à une responsabilité plus directe. Ne  
« avons pensé que la législature devrait ne poser qu'un pr-  
« cipe général et chercher pour les citoyens d'autres garant-  
« que celles d'une législation positive, préexistante. »

Le Conseil représentatif partageant les vues de sa comm-  
sion, obligea donc les propriétaires et constructeurs à se so-  
mettre aux mesures de précaution qui leur seraient prescri-  
pour prévenir les constructions dangereuses ou nuisibles  
public, par défaut de solidité, par chance d'incendie ou ca-  
d'insalubrité ; il statua en conséquence que tout propriéta-  
d'une construction ancienne ou nouvelle, achevée ou m-  
rentrant dans l'un de ces cas, pourrait être astreint à suspe-  
dre les travaux, à ne pas user de la construction et même  
la démolir. Le Conseil d'Etat fut autorisé à faire les régl



ments qu'il jugerait convenables et la Chambre des Travaux publics fut chargée de veiller à leur exécution, comme aussi de rendre, dans les cas non prévus, les ordonnances spéciales qu'elle jugerait nécessaires.

Cette loi avait soulevé une autre question extrêmement importante : les réclamations auxquelles les mesures de l'administration pourraient donner lieu, seraient-elles portées devant le Conseil d'Etat ou seraient-elles déferées aux tribunaux ?

La solution de cette question dépendait de la nature même des attributions de chacun de ces pouvoirs. Du moment que la loi reconnaissait au Conseil d'Etat le droit de statuer, dans chaque cas particulier, sur les mesures à prendre, à défaut d'une législation préexistante et détaillée, qu'on jugeait impossible à établir, on reconnaissait par cela même au Conseil d'Etat une compétence exclusive, on lui donnait le droit de prendre, comme s'exprimait M. Rossi dans son rapport, « une décision tirée de son libre jugement et qui n'aurait été précédée d'aucun principe positif, en un mot, une décision primitive, initiale, de la même nature que celles qui forment le sujet d'une loi proprement dite. »

« Il nous a paru, ajoutait M. Rossi, que la véritable attribution de nos tribunaux consistait à rapprocher un fait particulier d'une loi préexistante, et à déclarer le droit qui en résulte.

« Il nous a paru que, par cela même que la matière échappait à la législation proprement dite, au droit positif, établi d'avance sous forme de dispositions générales, elle sortait du domaine de nos tribunaux.

« Il nous a paru que ce serait porter atteinte à l'organisation intime du pouvoir judiciaire, tel qu'il existe chez nous, si on appelait les juges hors de la sphère du droit positif, pour

statuer sur des faits particuliers et qu'une décision politique, dépendante des circonstances de chaque cas spécial, à concilier l'intérêt particulier et l'intérêt public.

« Il est essentiel de remarquer qu'il y a un double pouvoir discrétionnaire à l'égard de la loi :

« Il faudra d'abord statuer sur une question préexistante. Ce sera donc une décision qui n'aura d'autre assise que la règle positive qui n'aura d'autre assise que la règle positive, d'autre fondement que les principes de la justice.

« Il faudra, en second lieu, prendre une décision en présence non de deux intérêts particuliers, mais d'un intérêt particulier et d'un intérêt général, avec la sûreté publique et la sécurité publique. Le législateur est spécialement chargé de concilier ces deux intérêts.

« Sans doute, ce sont toujours les mêmes principes qu'on doit appliquer..... Mais il y a un point où l'intérêt particulier doit céder à l'intérêt général de la sûreté générale?

« En matière de constructions d'usines, par exemple, ce point ne peut pas être indiqué d'avance. Il ne peut l'être que par la jurisprudence.

« Mais, par cela même, ces décisions sont une question d'ordre public sur laquelle le législateur a une véritable prérogative.

« Ainsi, non-seulement il faut trouver la solution, la décision rationnelle, mais il faut la trouver en une forme qui soit acceptable à l'aide d'une appréciation politique et

de l'intérêt général, en faisant, en un mot, le même travail pour le cas spécial, en suivant les mêmes errements que la législature proprement dite, lorsqu'elle applique son libre jugement aux questions d'ordre public.

« En d'autres termes, il faudra non-seulement prendre une décision sans loi préexistante, mais gouverner. Tels sont les deux pouvoirs discrétionnaires qu'il sera nécessaire d'exercer.

« Or, tout en reconnaissant que les tribunaux sont investis du premier pouvoir pour les questions de droit civil que la loi n'a pas prévues, serait-il convenable de les investir du second ?

« Les tribunaux constituent un pouvoir indépendant et irresponsable. A moins qu'il ne se rende coupable d'un délit légal, le juge ne doit compte de ses décisions qu'à Dieu et à sa conscience. C'est pour mieux assurer son indépendance et son irresponsabilité ici-bas, qu'il est inamovible.

« Il est, au contraire, de l'essence du gouvernement proprement dit, d'exercer cette partie de la puissance qui consiste dans l'application de la raison individuelle aux matières d'ordre public, dans une décision primitive sur tout sujet politique. Que cette décision primitive soit une véritable loi, ou qu'elle soit un simple arrêté, cela ne change rien à sa nature de décision primitive et politique. On peut contester la convenance d'admettre d'autres décisions primitives que les lois proprement dites ; mais on ne saurait, sans renverser tous les principes du droit public, soutenir que de pareilles décisions sont du ressort des tribunaux, qu'il leur appartient d'exercer un semblable pouvoir.

« Cette puissance politique n'appartient qu'au gouvernement.

« Nous, Conseil souverain, nous l'exerçons ici par la législation proprement dite, par le vote des impôts, même par certaines élections.

« Le Conseil d'Etat l'exerce dans les matières que notre Constitution, et quelquefois une délégation législative, lui ont réservées.

« C'est l'acte de *vouloir*, acte qui est autre que ceux d'*exécuter* et de *juger*, que le gouvernement fait, lorsque, sous une forme ou sous une autre, il prononce une décision première sur une affaire quelconque. Il dicte la loi.

« Le juge, au contraire, reçoit la loi toute faite.

« Bonne ou mauvaise, qu'il l'approuve ou non, qui que ce soit qui en profite ou qui en souffre, le tribunal doit l'appliquer.

« Peser l'intérêt particulier, peser l'intérêt général, les balancer, les concilier, n'est pas de son ressort. Il gouvernerait.

« Si, à la rigueur, on peut trouver quelques dispositions législatives qui laissent aux juges une certaine latitude politique, ce sont des exceptions qu'il serait funeste d'étendre.

« C'est une grande calamité publique, qu'un gouvernement qui empiète sur le domaine de la justice ; mais des tribunaux qui gouvernent ne sont pas un moindre fléau pour l'Etat (1). »

J'ai tenu à transcrire ce beau fragment du Rapport de Rossi, parce qu'il indique, avec autant de profondeur que de netteté, le point de vue auquel s'est placé le législateur, lorsqu'il a voulu sauvegarder les droits du public dans le cas de constructions réputées dangereuses, et qu'il a été appelé par cela même à établir, dans ce but, certaines restrictions à l'exercice du droit de propriété. Et l'illustre professeur se souvenait des principes qu'il avait exposés et soutenus en compagnie de Dumont, de Bellot et d'autres membres influents du Conseil

(1) Le professeur Rossi. *Rapport de la Commission du Conseil Représentatif*, p. 12 à 15.

Représentatif, lorsque, quelques années plus tard, dans la chaire du Collège de France, il s'écriait un jour : « S'il était permis de parler de soi-même, je pourrais dire que je suis le premier professeur catholique qui ait enseigné dans la République de Genève, depuis Calvin (1). »

La loi de 1829 avait fixé à 10 ans le terme au bout duquel elle devait être révisée ; mais le Conseil Représentatif, sur la proposition du Conseil d'Etat, décida (loi du 14 mai 1838) de la maintenir purement et simplement. M. le conseiller Ma-caire, dans le rapport qu'il présenta à ce sujet au Conseil, constatait que la loi avait, en général, atteint le but que le législateur s'était proposé, et que, loin d'être pénible à la population, elle était fréquemment invoquée par elle comme un moyen de protection (2).

Dans le tour de préconsultation qui précéda l'élaboration du projet de Constitution de 1862 (3), M. Goudet, s'appuyant sur le principe de la séparation des pouvoirs, fondement de la démocratie, avait proposé à la Constituante que les arrêtés de l'autorité administrative, frappés d'opposition, ne pussent être mis à exécution sans que les tribunaux ordinaires aient été appelés à statuer. Il se fondait, en particulier, sur le fait que quelques-unes des formes protectrices de la loi de 1829 n'étaient plus entières, par suite des changements apportés à la composition du Conseil d'Etat par la Constitution de 1847. Le projet de Constitution de 1862 avait fait droit à cette réclamation, en ce sens qu'il prévoyait une loi sur les voies de recours contre les arrêtés du Conseil d'Etat et de ses Départements, touchant des intérêts privés. Le projet de Constitution ayant

(1) Rossi, *Cours de droit constitutionnel*, t. II.

(2) *Mém. C. R.*, 1838, p. 44.

(3) *Mémorial*, p. 257.

été rejeté par le Conseil Général, été faite ; les attributions du Code de constructions dangereuses, dont la compétence est demeurée entière (

## § XX

### VENTE FORCÉE POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Comme je l'ai déjà fait remarquer, le droit individuel de propriété est une manière tellement absolue, que l'État ne puisse, au nom des intérêts généraux, en exiger le sacrifice, moyennant une pleine et entière indemnité est en droit de propriété. Le Code civil a consacré ce principe, plus ancien que lui, par l'art. 545 des choses et dans les nécessités de l'État. Les Constitutions, depuis 1814, l'ont consacré (2).

Mais, ni ces Constitutions ni les formes sous lesquelles ce droit est exercé, ne sont la proposition de M. Le Fort, en 1829, malités à suivre pour provoquer et fussent déterminées par une loi spéciale (3).

(1) Un projet de loi, élaboré par le Code de 1829, est actuellement soumis à l'examen du Conseil d'État.

(2) *Const. de 1814*, titre II, art. 7, *Const. de 1847*, art. 6.

(3) *Exposé succinct*, t. IV, p. 565.

La première loi genevoise qui s'occupa de cet objet fut rendue le 14 février 1834; pendant les trente années qui suivirent sa promulgation, elle n'avait reçu une application que dans des cas relativement rares. Cependant le moment vint où elle devait être insuffisante. Le développement considérable que prit la ville de Genève, par suite de la démolition des fortifications, la création de grands et beaux quartiers qui forment autour de l'ancienne ville comme une splendide couronne, ne tardèrent pas, par le simple effet du contraste, à faire naître, dans la population, des besoins légitimes de voir s'ouvrir de nouvelles artères, dans ces quartiers où les maisons adossées les unes aux autres sur de grands espaces ne donnent accès qu'à de rares rayons de soleil; l'application matérielle de notre vieille devise nationale: « Après les ténèbres la lumière, *Post tenebras lux* » devenait une nécessité. Il faut le dire aussi: la munificence de M. le baron Grenus ayant permis à la ville d'ouvrir de vastes artères dans le quartier de St-Gervais, l'insuffisance de la loi de 1834, fut manifeste; elle ne donnait, en effet, le droit d'exproprier que la partie des immeubles dont l'Etat ou les communes avaient besoin pour les améliorations projetées, sans leur permettre ni d'acquérir l'immeuble en son entier, ni de tenir compte, dans la fixation de l'indemnité, de la plus value résultant pour les propriétaires de l'ouverture de nouvelles places et de nouvelles rues. Enfin, la loi de 1834 ne prévoyait pas non plus le cas où l'Etat ou une commune jugerait utile de mettre une société au bénéfice de la loi, en vue d'une expropriation dont l'effet devait être une amélioration évidente pour le public. Ces lacunes de la législation furent comblées d'abord par la loi du 21 janvier 1865, puis par celle du 11 septembre 1867, laquelle remplaça et abrogea les deux précédentes.

Il ne rentre pas dans l'objet de ce travail d'analyser ces lois

ni d'en rappeler ici toutes les formes, ni d'en rappeler qu'aucune expropriation ne peut avoir lieu que le Conseil d'Etat en ait été préalablement avisé, le Grand Conseil revint, en ce qui concerne l'expropriation civile, à la loi de 1834, laquelle exige que cette indemnité soit payée préalablement à tout commencement de travaux.

La loi de 1834, conformément à l'article 17 de la Constitution, exigeait que d'une « pleine indépendance » de la part du Grand Conseil.

La nouvelle loi sur les routes cantonales, en modifiant les formes de la procédure d'expropriation pour l'utilité publique des routes cantonales ou communales, a modifié, au moment de sa promulgation, la procédure en vigueur. Mais cette procédure est écartée par la loi de 1867, en ce sens qu'elle ne pourra plus être appliquée, dans les six ans, à moins qu'une loi ne soit prise, avant l'expiration de ce délai, ou même avant son expiration, sur un bâtiment, les formes de la loi de 1867 seront les seules obligatoires.

## LE DROIT DE CHASSE

Le droit de chasse, distinct du droit de propriété sur le sol, peut être considéré, en quelque mesure, comme une limite à la propriété foncière. Notre législation, sur ce droit, a subi de nombreuses modifications, de notables modifications.



cienne République, nous voyons le droit de chasse exister pour tous les citoyens et bourgeois indistinctement, sans être soumis envers l'Etat au paiement d'aucune finance. Toutefois, le Conseil fut souvent appelé à le limiter, soit pour fixer la saison où la chasse était permise, soit en vue de la sûreté des personnes et de la protection des récoltes. Les citoyens paraissent avoir attaché toujours le plus grand prix à l'exercice de ce droit naturel et national sur toutes les terres dépendant de la souveraineté de la République ; on les voit même le revendiquer sur celles que les Conseils avaient pu concéder à titre de fief et de juridiction, et sur lesquelles ils avaient expressément concédé le droit de chasse, en se réservant seulement le droit de souveraineté (1). Jean-Jacques Rousseau faisait certainement allusion à une coutume existante de son temps chez nous, dans ces pages charmantes où il plaçait en imagination, sur le penchant de quelque agréable colline bien ombragée, une maison blanche avec des contrevents verts, une maison pour la couverture de laquelle il aurait choisi la tuile, parce qu'on ne couvre pas autrement les maisons dans son pays, et que cela lui rappellerait l'heureux temps de sa jeunesse ; et où, énumérant, dans un style inimitable, les plaisirs qu'il y voudrait goûter, il ajoute :

« J'établirai mon séjour champêtre dans un pays où la chasse soit libre à tout le monde et où j'en puisse avoir l'amusement sans embarras. Le gibier sera plus rare ; mais il y aura plus d'adresse à le chercher et de plaisir à l'atteindre. Je me souviendrai des battements de cœur qu'éprouvait mon père au

(1) Factum pour sieurs André Caillat, Jean-Antoine Dunant et consorts, citoyens et bourgeois, recourans de la sentence de N. S. du Petit Conseil, du 7 Juin 1703, entre Noble et Spectable Michel de Turretin, et Demoiselles Marie, Elizabeth et Madelaine de Turretin, défendeurs en recours.

vol de la première perdrix, et des transports de joie avec lesquels il trouvait le lièvre qu'il avait cherché tout le jour. Oui, je soutiens que, seul avec son chien, chargé de son fusil, de son carnier, de son fournement, de sa petite proie, il revenait le soir, rendu de fatigue et déchiré des ronces, plus content de sa journée que tous vos chasseurs de ruelle qui, sur un bon cheval, suivis de vingt fusils chargés, ne font qu'en changer, tirer et tuer autour d'eux, sans art, sans gloire et presque sans exercice (1). »

L'abolition de la féodalité, qui eut pour effet de faire disparaître, en particulier, tous les droits exclusifs de chasse sur le terrain d'autrui, et de rendre à la propriété, comme à l'agriculture, sa pleine liberté, donna lieu, en France, à la loi du 30 avril 1790, qui prohiba à quelque époque que ce soit la chasse sur le terrain d'autrui, sans le consentement du propriétaire. Cette législation nous fut applicable pendant toute la durée de la domination française. La première loi rendue chez nous sur cet objet, depuis la Restauration, celle du 19 avril 1817, fut un retour évident à l'ancien droit national ; la prohibition absolue disparut ; le droit de chasse fut consacré ; tout individu, porteur d'un permis délivré par l'Etat, fut admis à chasser, pourvu que ce ne fût pas hors de saison ni sur les terrains attenants au domicile d'autrui, ou chargés de récoltes, et pourvu qu'il se retirât au premier avertissement du propriétaire.

La loi du 10 mars 1830, qui abrogea la précédente, en consacra le principe en ces termes : « Nul ne peut chasser sur le fonds d'autrui contre la volonté du propriétaire ; en conséquence, tout chasseur devra se retirer au premier avertissement, soit du propriétaire, soit de toute autre personne venant

(1) *Émile*, t. II, p. 630, gr. édit. Didot.

de sa part. » On sentait le besoin de régulariser le droit d'opposition du propriétaire, mais la présomption n'en demeurerait pas moins encore favorable au chasseur. « Le projet, disait à ce propos M. Favre-Bertrand, a moins pour objet d'accorder un droit nouveau, que de régulariser une habitude qui se perpétuerait malgré toutes les défenses. C'est une loi de conciliation, une transaction entre l'intérêt des propriétaires et les besoins de la population (1); » et M. le professeur Rossi ajoutait, dans le même sens : « On dirait, à voir l'accueil que les propriétaires ont fait à la loi, qu'elle leur ôte quelque chose. Mais, s'il en est ainsi, il n'y a qu'à rester sous le droit commun, et nous verrons s'ils seront plus satisfaits de leur condition. Qu'ils fouillent dans les dispositions du droit commun, et qu'ils nous montrent une seule disposition en vertu de laquelle on puisse traduire devant un tribunal correctionnel celui qui pénètre sur la propriété d'autrui sans y faire de dégât.... Cette nécessité, ajoutait Rossi, de plier les lois aux besoins d'un peuple et de les approprier aux mœurs, se manifeste partout. Si une loi ne tient pas compte des circonstances, les dispositions restent, mais leur exécution manque. Il faut respecter la propriété, mais il faut se rappeler que la vie de l'homme en société ressemble un peu à un voyage dans une voiture publique. Il faut s'arranger, chemin faisant, pour faire route le plus doucement possible.

« J'ai laissé ici la question de propriété du gibier. Il est clair que le gibier appartient au propriétaire du fonds, lorsqu'il est dans sa gibecière ou dans sa cuisine, mais jusque-là il est sûr qu'il n'appartient à personne. Le principe que le gibier appartient à la terre, est un principe féodal qui remonte à un état de choses et à un ordre d'idées qui ont disparu pour nous.

(1) *Mémor.* de 1829-1830, p. 519.

Aujourd'hui, le gibier n'appartient à personne, et si je ne puis tuer celui qui se trouve sur le fonds du voisin, ce n'est pas que celui-ci en soit propriétaire, c'est uniquement que je ne puis pénétrer sur son terrain, malgré lui (1). »

Le Conseil Représentatif, lors de la votation sur le principe, s'était trouvé partagé en deux parties égales ; le principe n'avait passé que grâce à la voix prépondérante de la présidence ; aussi, les propriétaires purent-ils espérer de prendre à bref délai une revanche. De nouvelles plaintes s'étant élevées sur des abus de chasse, le Conseil d'Etat présenta en mai 1837 un projet de révision.

« Le Conseil d'Etat, disait son rapporteur, M. Pictet de Sergy, le Conseil d'Etat n'a pas cru devoir modifier le principe fondamental, soit par respect pour la forme, parce qu'il a estimé que, jusqu'à une conviction contraire bien arrêtée, la votation du Conseil représentatif devait lui servir de point de départ, soit par égard pour le fond, parce qu'il répugnait à mettre à une jouissance que l'on dit être nationale une barrière regardée par quelques personnes comme de nature à la rendre impossible. C'est au Conseil Représentatif à peser avec soin les avantages ou les inconvénients des deux systèmes : celui de la loi actuelle, principe de tolérance qui gêne jusqu'à un certain point les propriétaires pour laisser une chasse possible, et celui de la loi française, principe absolu de propriété, qui exigerait une permission spéciale de chaque propriétaire, et, en fait, interdirait presque complètement la chasse dans notre canton (2). »

Cette manière impartiale de présenter la question à un nouvel examen, laissait le champ libre à la discussion. Elle fut

(1) *Mémorial du Cons. Repr.* 1829-1830, p. 545-547.

(2) *Mémorial du C. R.* de 1837, p. 41.

animée et remarquable. Au nombre des partisans de la prohibition figurait M. Fazy-Pasteur, qui invoquait le principe absolu du droit de propriété, et M. Achard, substitut, qui, dans le rapport qu'il présenta au nom de la majorité de la commission, soutenait que le droit de chasse, depuis la destruction de la féodalité, était redevenu ce qu'il était sous l'empire de la législation romaine, ce qu'il est par sa nature même, un attribut essentiel et inséparable de la propriété (1).

M. le syndic Cramer, au contraire, soutenait que la prohibition, possible avec de grands domaines, était inadmissible à Genève, à cause de l'extrême division de la propriété; il croyait, d'ailleurs, que le principe admis par l'assemblée constituante française était le produit d'une réaction contre les abus nombreux qui avaient eu lieu sous le régime précédent, lorsque la chasse était le privilège exclusif des classes élevées de la société (2).

Le professeur Antoine-Elisée Cherbuliez soutint également avec une grande force le principe de la loi de 1830. Il posait, croyons-nous, la question sur son véritable terrain, lorsqu'il disait : « Le gibier n'est à personne, pas plus au propriétaire qu'au chasseur; il est au premier occupant; c'est de cette base qu'il faut partir pour discuter la question de droit..... Le législateur pourrait accorder au propriétaire le privilège exclusif d'user de son fonds et de tout ce qui s'y trouve; mais alors il ajouterait au droit de propriété un privilège qui n'est pas inhérent à ce droit, celui de disposer seul du gibier qui se trouve sur son fonds et qui n'appartient à personne (3). »

En adoptant la loi du 29 décembre 1837, le Conseil Représentatif

(1) *Mémorial de 1837*, p. 534.

(2) *Ibid.* p. 50.

(3) *Ibid.*, p. 603.

sentatif fit un pas de plus dans la  
il ne la consacra pas d'une manière absolue; cette loi défendit  
la chasse sur le terrain d'autrui, en quelque temps que ce soit,  
sans le consentement du propriétaire; mais en même temps  
qu'elle laissait à celui-ci le soin de poursuivre à bref délai  
l'infraction pure et simple à cette défense, et qu'elle réservait  
au Ministère public la poursuite des contraventions, elle pré-  
sumait le consentement du propriétaire dans les bois et dans  
les marais.

Une tentative pour revenir au principe de la loi de 1830 eut  
lieu en 1852 (1). Un projet de loi, présenté dans ce sens, avait  
été adopté en troisième débat, mais il fut rejeté à la votation  
finale, par le motif que les amendements introduits en troi-  
sième débat auraient rendu la loi nouvelle plus défavorable à  
la chasse que la loi de 1837, laquelle fut ainsi maintenue.

Diverses modifications faites à cette loi, par celles du 11 jan-  
vier 1841, du 22 décembre 1858 et du 9 janvier 1867, ne  
changèrent rien au principe lui-même; mais la dernière loi,  
de beaucoup la plus importante, en augmentant la pénal  
fait faire un grand pas vers la prohibition absolue.

## § XXII

### LES MINES

Le Conseil Représentatif fut appelé à s'occuper de cet o  
dans le courant de l'année 1838. On venait de découvrir l'e-  
tence de couches de bitume dans les communes de Salign

(1) *Mémorial du Grand Conseil*, 1851-1852, p. 96.

de Dardagny, et deux demandes de concessions étaient parvenues au Conseil d'Etat; mais ce corps n'avait pas cru devoir prendre de décision dans l'état de la législation. La loi française du 21 avril 1810, sur laquelle ces demandes étaient fondées, était-elle encore applicable à Genève, en l'absence de toute autre disposition législative sur la matière; et à supposer que les lois de 1815 et de 1816 l'eussent maintenue, pouvait-elle être facilement exécutée? Telles furent les deux questions que se posa d'abord le gouvernement et qui firent l'objet d'un intéressant rapport, que présenta, en son nom, M. le syndic Girod.

Sur la première question, le doute ne pouvait longtemps exister, car, comme le faisait très-bien remarquer cet éminent jurisconsulte, tout ce qui rentre dans le droit de propriété, l'altère, l'étend ou le modifie, constitue essentiellement le droit civil proprement dit. Or, la loi française de 1810 apportait de très-graves exceptions au principe même de la propriété, tel que l'avait définie le Code civil. L'article 552 de ce Code, en effet, après avoir reconnu au propriétaire du sol le droit de disposer non-seulement du dessus, mais encore du dessous, ajoute « qu'il peut faire au-dessous toutes les constructions et fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles pourront fournir, sauf les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines. »

Mais la mise à exécution de la loi de 1810, dans notre canton, présentait, d'autre part, des difficultés assez sérieuses pour que le conseil d'Etat prît l'initiative d'un projet de loi moins compliqué, mieux approprié à nos formes administratives et à nos circonstances locales. Une fois nanti de ce projet, le Conseil Représentatif devait nécessairement examiner, tout d'abord, avec attention, jusqu'où s'étendait la juridiction de l'Etat sur les mines.



Cette question, toute nouvelle à Genève, fut traitée avec beaucoup de clarté et de talent, par M. Edouard Mallet, dans le rapport qu'il présenta au nom de la commission à laquelle le Conseil Représentatif avait renvoyé l'examen du projet de loi. Voici comment cet habile jurisconsulte exposait l'état de la question :

« La commission devait d'abord se fixer sur un principe préliminaire. A qui appartiennent les mines ? Qui aura le droit de fouiller et d'extraire les substances minérales renfermées dans le sein de la terre ? Les diverses législations se partagent à ce sujet en trois systèmes.

« Le premier, le plus naturel et le plus ancien, considère les masses minérales souterraines comme une partie intégrante du sol qui les recouvre, comme en étant la continuation ou l'accessoire ; elles doivent donc appartenir au propriétaire de la surface. Tel est le système primitif du droit romain qui, il est vrai, fut altéré plus tard par le droit donné aux tiers d'extraire les minéraux du sol d'autrui, moyennant redevance d'un dixième du produit.

« Le second, fruit de la toute-puissance seigneuriale du moyen-âge, fait des mines une propriété séparée de celle de la surface, et, comme les biens vacants et sans maître appartiennent à l'Etat, considère ces biens fictivement détachés du sol privé qui les recouvre, comme une propriété domaniale, un droit régalien. Ce système, en vigueur presque dans toute l'Europe, ne s'appliquait dans certains pays qu'aux métaux les plus précieux ; dans d'autres, il s'étendait à toutes les mines, sans exception.

« Enfin, le troisième système a été inventé par le législateur français de 1810. Sans vouloir revenir au système de domanialité des mines, et tout en reconnaissant, au contraire, qu'elles appartiennent essentiellement au propriétaire de la



surface, l'intérêt public lui a cependant fait connaître qu'il ne fallait pas accorder à ce propriétaire le droit d'user et d'abuser, destructif de tout moyen d'exploitation utile, droit opposé à l'intérêt de la société, qui est de multiplier les objets de consommation, de production, de richesse. Il a désiré que les mines fussent l'objet du soin assidu de celui qui les occupe, qu'il multipliât les moyens d'extraction; il n'a pas voulu qu'elles restassent divisées en nombreuses parcelles, comme la superficie du territoire qui les recouvre, ce qui gênerait, interromprait, paralyserait même leur exploitation. Dans ce but, il a décidé que la mine, une fois découverte et reconnue, deviendrait une propriété distincte du sol, une création particulière, qui serait concédée par le gouvernement, dans les limites réglées d'avance et suivant des conditions déterminées. La concession sera accordée à celui qui présentera le plus de garanties d'une bonne exploitation; si le concessionnaire n'est pas le propriétaire de la surface, ni l'inventeur, ceux-ci ont droit tous deux à une indemnité pécuniaire, liquidée dans l'acte de concession.

« Ce système, qui attribue au gouvernement une intervention toute protectrice qu'il exerce, non dans son intérêt, mais dans l'intérêt général, pour que le propriétaire de la mine ne puisse pas, en agissant sans contrôle, sacrifier au produit immédiat l'espoir de l'avenir, l'avantage de la société à ses spéculations personnelles, présente, en sa faveur, quelque chose de très-précieux; peut-être est-il le plus convenable dans un pays qui possède des mines nombreuses et importantes. Les Pays-Bas et la Belgique, qui l'avaient reçu de la France, l'ont conservé.

Cependant, on ne saurait dissimuler qu'il ne consacre une exception au principe de propriété. Pour nous, pour un pays jusqu'ici considéré comme absolument dépourvu de mines, et

qui voit commencer pour la première fois une simple exploitation de bitume, l'utilité publique était-elle assez pressante pour nous faire adopter cette dérogation au droit commun ? La commission ne l'a pas pensé ; elle a trouvé qu'il était plus naturel, dans nos circonstances données, de nous en tenir au principe de propriété, et de ne reconnaître qu'au propriétaire le droit d'extraire les substances minérales renfermées dans son terrain. Il n'était pas nécessaire d'exprimer textuellement ce principe, puisqu'il est déjà contenu dans l'article 552 du Code civil ; il suffisait de n'y pas déroger. » (Mallet, *Rapport de la Commission. Mémorial de 1839*, page 57.)

Cette manière de voir fut partagée par le Conseil Représentatif lui-même, quand il vota la loi du 13 mai 1839. Cette loi contient deux sortes de dispositions : les unes assimilant les exploitations aux constructions dangereuses, et donnant au Conseil d'Etat la possibilité de veiller à la sûreté des personnes et des propriétés limitrophes, et le droit d'autoriser ou de prohiber les exploitations souterraines ; les autres déterminant les conditions auxquelles le propriétaire d'une mine pourrait en continuer l'exploitation sous le fonds voisin, conformément à la réserve contenue en l'article 552 du Code civil.

Ici, le législateur de 1839 n'hésita pas à subordonner l'intérêt individuel à l'intérêt plus général de l'exploitation : il donna d'abord au Conseil d'Etat le droit d'en autoriser la continuation, par galeries, sous le fonds voisin, pourvu qu'il ne fût pas attenant aux bâtiments, et moyennant une garantie suffisante pour le paiement de l'indemnité, qui serait ultérieurement déterminée ; il donna enfin au propriétaire de l'exploitation souterraine, le droit de faire procéder à la vente forcée, pour cause d'utilité publique selon les formes de la loi, soit du fonds même, soit seulement du tréfonds, c'est-à-dire de la partie souterraine, à charge, dans ce dernier cas, de garantir

aire de la surface les dommages que l'exploitation cause aux constructions et plantations existantes, puits et sources antérieurement utilisés.

La distinction consacrée par la loi, entre le fonds et le trésor, impose donc nécessairement la superposition de deux régimes désormais distincts, dont la propriété repose dans des titres différents ; et, pour qu'il n'existât aucun doute à cet égard, la loi prit soin de disposer que cette cession à perpétuité propre à y établir une exploitation de l'espèce minière, lui conférerait le caractère d'une propriété pleine, disponible et transmissible, comme tous les autres biens. Cependant, à la surface du sol, demeure en vigueur la garantie des créanciers privilégiés et hypothécaires, la valeur des indemnités et redevances dues par le propriétaire.

On peut s'élever de savoir si les formes de l'expropriation pour cause d'utilité publique pourraient encore être appliquées aujourd'hui en matière de mines. Ce qui fait naître le doute est la disposition de la Constitution de 1847, art. 6, qui a posé le principe de l'inviolabilité de la propriété, comme seule exception, que la loi peut exiger, en faveur de l'Etat ou d'une commune, l'aliénation d'une propriété immobilière, moyennant une juste et préalable indemnité. L'intérêt immédiat, qu'on le remarque bien, n'est pas de l'Etat ni de la commune, puisqu'ils n'exproprient pas, mais celui du propriétaire de l'exploitation, qui veut la continuer sous le fonds du voisin, et à qui la loi donne le droit de faire procéder en son nom à la cession. On comprend que, sous la Constitution de 1814, la disposition relative aux cas d'expropriation pour cause d'utilité publique était beaucoup moins précise, on ait pu, en faveur du propriétaire, lui faire bénéficier de la loi de 1834 au propriétaire

d'une exploitation de mines ; mais la Constitution de 1847 se prête difficilement à une pareille extension. La loi de 1839 paraît donc avoir subi une forte atteinte par le texte constitutionnel qui vient d'être rappelé.

## § XXIII

### L'ANCIENNE SERVITUDE MILITAIRE

Si je parle ici de la servitude militaire, qui maintenant n'existe plus, c'est à cause de la nature et de l'importance des questions qui s'étaient élevées à son occasion. Deux lois genevoises, d'abord celle du 20 mars 1829, puis celle du 11 juillet 1834, qui la remplaça en reproduisant ses principales dispositions, avaient prohibé toute espèce de constructions sur les terrains situés dans un rayon de 50 toises, autour des fortifications de la ville de Genève. Cette distance devait être mesurée à partir de la crête du chemin couvert qui circulait au bord de l'enceinte extérieure. En présentant le projet de loi de 1829, le Conseil d'État proposait au Conseil Représentatif de constater lui-même l'existence de cette servitude. Les tribunaux, alors nantis de plusieurs cas sur la demande du Conseil militaire, auraient été appelés à déterminer ensuite quelle en était l'étendue, en conformité des lois précédentes. Le principe que le projet tendait à établir, ne passa pas dans la loi, mais il fut l'occasion d'une discussion très-remarquable, qui répandit sur la question toute la lumière désirable.

La constitution genevoise de 1796, art. 541, avait disposé qu'aucune construction solide ne pourrait être faite dans les environs de la place, à une distance du chemin couvert moindre

de quatre cents pieds, soit 50 toises; la même disposition se retrouvait dans le Code genevois de 1791. Mais la loi française du 10 juillet 1791 avait étendu la servitude existante à une zone de cent toises. Il s'agissait donc de savoir quelle était en 1829 la législation en vigueur.

Le professeur Bellot, avec sa lucidité habituelle, se chargea de donner la solution. Tout dépendait, selon lui, et avec raison, de savoir si la loi française sur les fortifications des places de guerre, était une loi politique. Dans ce cas, elle avait cessé d'exister pour nous à la Restauration.

Poser ainsi la question, c'était la résoudre : « J'ai professé, disait M. Bellot, plusieurs fois dans cette assemblée l'opinion que les lois politiques françaises avaient cessé de nous régir, du moment où la République de Genève avait été reconstituée. Ce serait, à mes yeux, admettre une confusion monstrueuse, que de supposer la coexistence simultanée de deux systèmes incompatibles de lois politiques. Si j'ai, à l'égard des lois civiles, adopté une autre opinion, j'exposai dans le temps les motifs de cette différence.

« On ne contestera pas, sans doute, que les lois militaires, auxquelles appartient celles qu'on invoque, ne soient des lois politiques. Dès lors, leur règne a cessé pour nous dès le 31 décembre 1813. Le terrain assujéti à la servitude de la loi du 10 juillet 1791, s'il le fut jamais (l'orateur contestait, en effet, la validité du décret impérial de 1811 comme attentatoire à la loi du 10 juillet 1791), en a été affranchi dès cette époque. Invoquer les lois françaises pour résoudre la question, c'est se placer sur un terrain indéfendable.

« Mais, mon opinion n'est plus la même si, au lieu d'embrasser la zone de cent toises, on se borne à celle de 50 toises; si, au lieu des lois françaises, on invoque les droits acquis à l'ancienne République de Genève. C'est dans cette manière de

considérer la question, indiquée plus que développée par le rapport de la commission, que j'entrevois sa véritable solution.

« En 1788, nos remparts existaient, et sans vouloir ici rappeler ou analyser tous les actes qu'offrent nos registres publics, dans l'espace de plus de deux siècles, à l'appui de la servitude, leur nombre et leur liaison sont tels qu'il serait difficile de méconnaître comme un fait constant, l'existence en 1798 de la servitude dans une zone de 50 toises. C'est là, au surplus, un fait qui n'a été contesté par personne dans le cours de la discussion et qui a été reconnu par ceux-là même qui ont soutenu que cette zone est libre actuellement de toute servitude (1). »

Mais il s'élevait ici une autre question. Appartenait-il au pouvoir législatif de déclarer l'existence actuelle de la servitude de 50 toises? Pour répondre à cette question, je cède la parole au professeur Rossi, qui, dans son rapport, l'exposait et la résolvait magistralement en ces termes :

« Il est évident qu'il ne faut pas confondre le droit acquis de servitude, avec le droit politique d'imposer une servitude militaire. Déclarer la nécessité d'avoir autour des fortifications une zone découverte de 50 toises, c'était faire l'appréciation politique d'une exigence sociale, c'était imposer une obligation, une charge, licite en soi, pour la sûreté de l'Etat. Le gouvernement a seul le droit de faire cette déclaration, le gouvernement, c'est-à-dire, dans ce cas, la législature. Une fois promulguée, quels que soient les droits civils des propriétaires vis-à-vis du trésor public, nulle autorité ne peut les autoriser ni à construire, ni à augmenter les constructions existantes. Demander si une place de guerre doit être entourée d'une

(1) *Mémorial de 1829*, p. 812.

zone de terrain découverte, c'est poser une question qui n'en est pas une. Qui veut la fin, veut les moyens.

« Mais, le même propriétaire qui ne pourra, sous aucun prétexte, pas même par décision de justice, élever une construction sur son terrain, peut dire à l'Etat : J'ai dû me soumettre, dans l'intérêt public, à une charge particulière, à une charge indépendante de mon fait, pour une circonstance qui ne m'est nullement imputable, en un mot, à un sacrifice ; je réclame une indemnité. L'indemnité est-elle due ? Si elle est due, quel en est le montant ? Questions judiciaires que tout cela. L'action politique du gouvernement, la défense de la place, le salut de l'Etat n'en dépendent point ; que l'indemnité soit due ou non, qu'elle soit de vingt ou de trente, c'est une pure question pécuniaire et de droit civil, c'est une question de créancier à débiteur ; le gouvernement n'est pas assigné pour rendre compte de ses faits et gestes comme puissance politique, il est assigné comme administrateur des deniers de l'Etat, comme un simple particulier. L'Etat pourra dire : aucune indemnité ne peut être due, parce qu'en défendant de bâtir en 1829, je ne vous impose point de charge nouvelle, je ne fais qu'exercer un droit de servitude, acquis dès longtemps à l'Etat, un droit dont il est en possession depuis deux siècles, un droit notoire, cent fois reconnu par les législateurs et par les parties intéressées. Vous me demandez de vous payer un dommage que vous ne souffrez pas, puisque vous avez acquis sous le poids, dans l'opinion d'une servitude ; vous exigez que je vous dédommage de la perte d'un droit réel qui était déjà dans le patrimoine de l'ancienne république, qui, par le traité de réunion, a été transmis par elle, avec les fortifications, à la République française, que celle-ci n'a point aliéné, que la République restaurée a retrouvé et repris, comme elle a retrouvé et repris les fossés et les bastions, comme un Etat reprend,



en recouvrant son existence politique, toutes ses propriétés, biens et droits, qui n'ont pas été légalement aliénés par ses prédécesseurs. En un mot, l'Etat peut dire : la servitude existait déjà. Mais où le dira-t-il ? Devant les tribunaux. Quelle question élève-t-il ? Une question de droit civil, puisque, lors même que les tribunaux reconnaîtraient que la servitude n'existait pas, il ne s'ensuivrait point que le propriétaire pût bâtir et paralyser la défense de la place, mais seulement il resterait à examiner, s'il a droit à une indemnité et à combien. En un mot, le droit de servitude existe ou il n'existe pas. S'il existe, les tribunaux le reconnaîtront ; s'il n'existe pas, la loi qui le déclarerait existant serait une injustice, une loi après coup, une loi rétroactive.....

« ..... Au surplus, les membres du Conseil d'Etat se sont empressés de reconnaître la justesse des principes que nous venons d'exposer ; leur but, en présentant le projet de loi primitif, était plutôt de régulariser ou de restreindre l'exercice d'un droit que le gouvernement estime être acquis à l'Etat, que de constituer vos seigneuries juges d'un procès civil....

« Le Conseil d'Etat, ajoutait le professeur Rossi, en se plaçant dans le système qui a été développé par son rapporteur, dans le sein de cette assemblée, a pu croire qu'il existe en faveur de l'Etat une servitude militaire sur une zone plus étendue que 50 toises de 8 pieds, au-delà de la crête du chemin couvert. Quoi qu'on pense de cette opinion en droit, toujours est-il que cette opinion est plausible. Appartenait-il au Conseil d'Etat de renoncer de sa propre autorité au droit que l'Etat peut avoir, et de restreindre la servitude à 50 toises ? Cependant, le Conseil d'Etat était en même temps convaincu, qu'un espace découvert de 50 toises suffisait aux besoins de la défense de la place. Cela étant, comment repousser un projet de loi tendant à faire décider par V. S. qu'en tout état de cause, et



quelle que soit la décision judiciaire sur la question de droit civil, la servitude militaire ne pourra jamais s'étendre au-delà de 50 toises ? Cette décision est d'autant plus nécessaire qu'elle mettra le Conseil d'Etat à même de ne soutenir en justice que la demande de 50 toises, sans qu'on puisse lui reprocher d'avoir volontairement renoncé à un droit plus étendu, si ce droit était fondé. La question se trouvera ainsi simplifiée, et les citoyens n'auront plus à craindre les effets d'une servitude plus onéreuse.....

« Quel est le but de la loi ? En deux mots, c'est de régler l'exercice d'un droit dont l'Etat ne saurait se passer sans détruire en quelque sorte ces mêmes fortifications dont il a consacré l'existence, mais de régler l'exercice de ce droit dans l'intérêt public, sans rien préjuger contre les droits individuels, si ces droits avaient, par aventure, quelque fondement (1). »

Le maintien des fortifications se liait étroitement à l'existence de l'ancien régime politique qu'avait ranimé la Constitution de 1814 ; elles tombèrent avec ce régime même. La révolution genevoise de 1846, et la Constitution nouvelle de l'année suivante, qui la consolida définitivement, furent pour Genève le signal d'un développement matériel considérable, qui se continue encore, grâce à des causes multiples, économiques et morales.

Cependant, il faut le dire, depuis longtemps l'existence des fortifications était mise en question. Elles étaient d'un entretien coûteux ; on avait, d'autre part, la certitude qu'elles étaient désormais impuissantes à sauvegarder notre indépendance. Aussi Etienne Dumont, déjà en 1829, ne craignait-il

(1) Rapport de M. le professeur Rossi, *Mémorial du Conseil Représentatif de 1829*, p. 745.

pas de dire : « Nos fortifications ne sont qu'un simulacre, et tout ce grand appareil n'est qu'une épée de bois dans un fourreau d'or. » Vingt ans après, leur démolition successive était décrétée, par la loi du 15 septembre 1849. Les servitudes militaires cessèrent par cela même d'exister, mais la loi y mit une condition : elle disposa que les constructions qui seraient élevées sur les terrains affranchis seraient soumises à l'autorisation du Conseil d'Etat, dans l'intérêt d'un plan régulier de construction ; et cette réserve était d'autant plus opportune que l'Administration n'avait pas alors la compétence qu'on lui a donnée depuis pour surveiller l'ouverture de rues nouvelles sur des terrains appartenant à des particuliers.

La suppression des fortifications, toutefois, ne fut pas votée sans rencontrer une vive opposition. Beaucoup de Genevois y tenaient par les souvenirs historiques qui s'y rattachaient, et comme à un moyen précieux de sauvegarder notre nationalité. Ils y tenaient aussi comme à un monument élevé par les ancêtres, et par ce sentiment d'amour pour la patrie, que Charles Bonnet, l'illustre naturaliste, exprima si bien quand il traçait, il y a plus d'un siècle, ce tableau ému : « L'idée  
« de Genève s'offre à mon esprit. Aussitôt ses tours, ses murs,  
« ses édifices, sa riche situation, son beau lac, ce fleuve majes-  
« tueux qui la traverse ; ses campagnes riantes, où l'art embellit  
« la nature ; la sagesse de ses institutions, la pureté de sa  
« religion ; les mœurs douces de ses habitants, l'esprit philo-  
« sophique de plusieurs ; les précieux avantages dont jouissent  
« ses citoyens ; l'éducation que j'y ai reçue ; les parents et les  
« amis vertueux et éclairés que j'y possède ; aussitôt, dis-je,  
« toutes ces idées, et mille autres, se retracent dans mon cer-  
« veau, les unes à la fois, les autres successivement. Mon  
« esprit et mon cœur contemplent ce tableau ; ils s'arrêtent  
« avec complaisance sur la liberté placée au centre. Liberté !

« qu'il est doux de te nommer, quand on te possède ! J'éprouve  
« un saisissement qui excite au dedans de moi l'amour de  
« cette Patrie, pour laquelle je voudrais mourir ! » (*Essai  
analytique sur les facultés de l'âme*, chap. XVIII, p. 263.)

## § XXIV

### LES CHEMINS PRIVÉS.

Une fois les fortifications démolies, les constructions s'élevèrent bientôt de tous côtés, non-seulement sur le terrain spacieux qu'elles occupaient naguère, mais encore dans la banlieue immédiate de la ville, de manière à y former de véritables faubourgs ; mais ici nul plan régulier de construction, nulle règle autre que le caprice ou l'intérêt individuel. L'Administration était désarmée ; des rues particulières de toutes largeurs s'ouvraient au public, sans aucune précaution pour la sûreté de la circulation, et pour le raccordement avec les voies publiques. Un tel état de choses ne pouvait être que transitoire et demandait à être promptement régularisé. Une loi sur les chemins privés était devenue indispensable ; après bien des études et des tâtonnements, elle fut rendue le 6 juin 1868.

La matière était des plus délicates et des plus difficiles ; elle touchait, d'une manière directe et toute spéciale au droit de propriété ; il s'agissait de trouver une juste conciliation de ce droit, avec l'intérêt général, avec les exigences de la sécurité publique. De plus, les précédents législatifs manquaient ; il s'agissait de poser un principe nouveau ;

d'apporter une limitation à la liberté absolue du propriétaire, de le soumettre, en définitive, à une nouvelle servitude.

Nous croyons que les principes que le législateur a posés dans la loi de 1868, sont justes et équitables. Il ne pouvait dépendre d'un propriétaire d'ouvrir à la circulation, sur son terrain, un chemin aboutissant à une voie publique, sans se soumettre, par cela même, à certaines mesures de précaution. La loi déclara donc les chemins privés soumis aux lois et aux règlements sur la police de la voirie; elle donna de plus aux communes le droit de les entretenir au besoin d'office et d'y effectuer, aux frais des propriétaires, les travaux indispensables; mais, en retour, elle obligea les communes à en accepter la cession, sous la triple condition cependant qu'ils fussent convenablement établis, pourvus de canaux et d'égouts et qu'ils eussent une largeur d'au moins dix mètres; elle simplifia les formes de cette cession et la débarrassa des entraves protectrices mises par le droit commun à la transmission des immeubles appartenant soit à des femmes mariées, soit aux mineurs ou aux interdits. De plus, elle fixa à dix mètres la largeur des chemins ou rues que les propriétaires ouvriraient à l'avenir, dans la commune de Genève et les communes limitrophes, ainsi que dans celle de Carouge; et, pour les chemins privés déjà existants dans ces communes, elle fit défense d'élever des constructions à moins de cinq mètres de la ligne médiane de ces chemins, sans que le plan de situation et la disposition des constructions aient été approuvés par le conseil municipal. Enfin, elle conféra au Conseil d'Etat la décision sur les mesures administratives que pourraient prendre, à cet égard, les communes ou le département des Travaux publics.

La pratique de cette loi a démontré que le but que s'était proposé le législateur était, en grande partie, atteint et que M. Antoine Carteret, en la proposant et en la soutenant avec

t avec talent, avait rendu au pays un vrai service—elle expressément confirmée par la nouvelle loi, du 25 juin 1874.

## § XXV

### LES CHEMINS DE FER.

ent sur le territoire de notre canton de voies ferrées à des servitudes spéciales sur les propriétés comme aussi à certaines obligations de la part des communes, soit en faveur de l'Etat, soit en faveur des propriétaires intéressés.

concerne les propriétés contiguës, la loi du 30 mars 1844 a déclarées soumises aux servitudes imposées et règlements, en ce qui concerne l'alignement des eaux, la distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres, enfin l'exploitation des mines. En particulier, aucune construction, autre qu'un mur de clôture, ne peut être établie dans une distance de deux mètres du chemin de fer; les constructions existantes à une moindre distance pouvant seulement être entretenues dans l'état où elles se trouvaient au moment de la promulgation de la loi. Les constructions ou dépôts de matières inflammables, ainsi que les excavations sont soumises à de plus grandes distances; mais le Conseil d'Etat, par un arrêté spécial rendu sur enquête, peut toujours réduire les distances prévues par la loi,

(1) Voir le Contre-Rapport de M. Carteret sur les chemins privés, 1867.

lorsque la sûreté publique, disposition des lieux le permettre la suppression des travaux qu'autant que l'autorité judiciaire en aurait elle-même ordonné.

Quant aux obligations aux chemins de fer sont soumises en tant que propriétaires, elles sont fixées par les lois de concessions et par le droit commun.

Le cahier des charges du 30 avril 1853, ratifié, sous le conseil d'Etat par arrêté du 21 mai 1853, en l'absence de loi, égard, aucune règle spéciale; qui exploite ce chemin est soumis à toutes les mesures qui lui seraient ordonnées par l'autorité administrative dans l'intérêt des riverains.

Le cahier des charges concernant la frontière vaudoise, du 2 novembre 1853, déclare applicables aux chemins de fer, les lois en matière de constructions dangereuses ou de constructions de toutes les lois et tous les règlements qui seraient faits ultérieurement en matière de construction du chemin de fer aux routes, chemins, ponts, rivières, d'écoulement, aqueducs, tuyaux de gaz, ou à tout autre objet d'utilité publique, tout ce qui est à la charge des concessionnaires doit être exécuté de manière que les propriétaires chargés de l'entretien n'aient à supporter aucun dommage.

reuse qu'au paravant. En cas de contestation sur la nécessité ou l'extension de constructions de ce genre, le Conseil d'Etat décide en dernier ressort. Si, après la construction du chemin de fer, il était établi par l'Etat ou par des propriétaires, des routes, chemins, canaux, égouts, tuyaux de fontaines, conduites de gaz ou tout autre objet d'un intérêt cantonal ou communal, dont l'établissement aurait été ordonné ou approuvé par le Conseil d'Etat, et devant croiser le chemin de fer, les concessionnaires ne pourraient s'opposer à ces traversées, ni réclamer d'indemnité pour atteinte portée à leur propriété; en outre, ils doivent supporter seuls tous les frais résultant de la construction de nouvelles maisons de gardes, et du service de nouveaux gardes, qui seraient la conséquence de ces modifications. Toutefois, le service du chemin de fer ne pourrait être entravé, et d'autres frais ne pourraient être imposés à la compagnie. En cas de désaccord entre les concessionnaires et les propriétaires, c'est le Conseil d'Etat qui décide. Enfin, les concessionnaires sont obligés de souffrir, sans indemnité, les réparations d'entretien dont ces mêmes ouvrages auraient besoin.

## § XXVI

### MURS DE CLOTURE ET PLANTATIONS

#### LE LONG DES VOIES PUBLIQUES.

Le droit de se clore, même par un mur, appartient à tout propriétaire; il résulte essentiellement du droit de propriété. La loi française du 6 octobre 1791 sur les biens et usages ruraux, en le consacrant expressément, fit cesser l'effet des coutumes

contraires, fondées sur l'usage du parcours et de la vaine pâture, dans les lieux où il existait. Notre loi du 25 mars 1816, sur les routes, l'avait toutefois limité, en vue de l'intérêt public, par cela même qu'elle exigeait soit du propriétaire, soit des entrepreneurs, « l'autorisation et les alignements nécessaires. » L'administration supérieure, chez nous, était donc armée, jusqu'à un certain point, pour empêcher, le cas échéant, toute clôture dont l'élévation exagérée serait de nature à priver le public d'une vue dont il a toujours joui, ou simplement à rendre le chemin mauvais ou dangereux. C'est, sans doute, en grande partie à cette sage disposition que nous devons la conservation de quelques-unes des vues qui font la beauté de notre pays. Nous devons reconnaître cependant que d'autres ont été religieusement respectées par les propriétaires eux-mêmes. Mais, combien ont disparu faute par l'administration d'avoir, par une judicieuse et prudente interprétation de la loi, sauvegardé les intérêts permanents du public ! Car, qu'on ne s'y trompe pas, il ne saurait être indifférent pour le grand nombre, qui n'a ni maisons de campagne, ni parcs spacieux, ni jardins, d'être privé des horizons de la patrie et des beautés de la nature autour des villes : le droit de propriété est de sa nature exclusif, je le reconnais ; mais son exercice devient abusif du moment qu'il est gratuitement incommode, et c'est en ce sens que J.-J. Rousseau a pu dire : « Le démon de la propriété infecte tout ce qu'il touche. » Pénétré de cette manière de voir, Etienne Dumont avait proposé au Conseil Représentatif, dans sa séance du 5 décembre 1828, de limiter et régler la faculté d'élever des murs le long des chemins de première, deuxième et troisième classe, dans la banlieue, sauf les cas spécifiés dans la loi. Il aurait seulement permis à la Chambre des travaux publics de donner l'autorisation, lorsque le mur est nécessaire pour soutenir



des terrains en pente, pour protéger une cour ou un jardin potager, ou pour quelqu'autre but de sûreté manifeste. La défense ne se serait pas étendue aux murs à hauteur d'appui, garnis ou non de balustrades.

Bien que cette proposition n'ait pas été alors convertie en loi, parce qu'on craignait d'empiéter sur le droit de propriété et peut-être aussi parce qu'on estimait suffisante la loi de 1816, il ne sera pas sans intérêt de connaître le développement des motifs juridiques que l'illustre publiciste donna, dans la même séance, à cette proposition :

« C'est une espèce de hasard, disait Etienne Dumont, qui m'a suggéré la proposition dont je vais vous occuper quelques moments. J'allais chercher une promenade champêtre dans un site de nos environs que j'avais particulièrement aimé et admiré dans ma jeunesse ; mais, arrivé là, je n'y reconnais plus rien ; une triste métamorphose avait changé l'aspect de tous les lieux ; une longue rangée de murs avait éclipsé les champs, les habitations, les montagnes et ce magnifique lac, cette brillante miniature de l'Océan ; au milieu du palais des Alpes, j'étais dans un corridor de prison. Je me rappelai ces contes dont on amuse notre jeune âge, où l'on voit, à la naissance d'un prince, des fées bienfaisantes qui le douent à l'envi de toutes les qualités amiables, et une fée maligne, qui lui donne quelque défaut pour le rendre incapable d'en jouir. Ainsi, me disais-je, la nature a tout fait pour nous, et ce sont les hommes qui travaillent contre la nature. N'y a-t-il aucun moyen de remédier à ce mal, et pendant que notre ville sort de dessous ses dômes lugubres, souffrirons-nous que la campagne se hérisse de murailles non moins tristes et plus dangereuses? »

« Mais l'inconvénient dont je me plains est-il du ressort de la législation ? Je n'hésite pas à répondre affirmativement. Je

m'arrête à un principe clair et simple, qui me paraît incontestable. Je considère les grandes routes comme une propriété commune entre tous les habitants du pays, une propriété que personne n'a le droit de détériorer pour son avantage particulier. Il y a ici l'application d'un principe de droit, *sic utere tuo ut rem publicam non lædas*. Usez de votre propriété sans nuire à la propriété publique.

« Mais un chemin qui vient d'être muré, n'a-t-il pas perdu sous divers rapports ? N'a-t-il pas perdu son paysage, sa fraîcheur, son agrément comme promenade ? Surtout si vous considérez que la plupart de nos routes ont peu de largeur, qu'elles n'ont point de trottoirs. Voyez, dans les chaleurs de l'été, ces nuages, ces tourbillons de poussière qui, ne pouvant se dilater à droite et à gauche, font éprouver aux passants un supplice pour les yeux et pour la respiration. Voyez dans la saison pluvieuse, comment ces murs diminuent la circulation de l'air, maintiennent l'humidité des chemins et ne laissent aux promeneurs qu'un lit de fange. Ajoutez même que la sûreté est souvent compromise, car, dans un moment où l'on fuit une voiture, il est bien différent de trouver un mur qui vous repousse ou une haie qui se laisse pénétrer. L'accroissement considérable du nombre des équipages, signe heureux d'une richesse croissante, augmente la chance des accidents, et je n'aime pas que la prospérité des uns devienne une cause de désagrément pour les autres.

« Quant à ceux qui insisteraient sur le droit de propriété, qui penseraient que ma proposition lui porte atteinte, je leur répondrais que personne ne le considère plus que moi comme la base de l'ordre social ; mais que le droit de propriété tirant de la loi son origine, sa force et sa durée, ne peut, en retour d'un si grand service, que lui rester soumise pour tout ce qui concerne le bien public. Il n'est peut-être aucun pays où les

verains des grandes routes n'aient été assujettis à des limitations de police. Là, on défend que des forêts soient coupées jusque sur le grand chemin ; là, on ne permet pas de haies ; ailleurs, on leur impose l'entretien de haies ; on leur ordonne de planter des arbres, et je ne pense pas que les lois du même genre prouvent que le législateur ait considéré les propriétaires comme astreints à des obligations particulières le long des routes.

Il peut-être que ma proposition est superflue, mais l'usage moderne est contraire à la manie des enclos, et qu'il y a un progrès réel dans l'art d'embellir les routes. On aime mieux la nature libre que ces prisons rurales, dans lesquelles on s'enfermait autrefois, comme si on était en pays de voleurs ; mais cette réforme n'est pas facile ; nous avons encore bien des enceintes militaires, des fortifications, et des villages entiers privés d'un air libre et riant, dépouillés de tout leur charme, où la beauté de la nature est dégradée par des constructions capricieuses, sans parler de celles qui sont imposées par la guerre. Je crois pas qu'il soit de l'essence de la propriété d'être entourée de murs ; on peut dire à tous ses voisins : « Je vais vous offrir une nature vous a donné ; j'élève un rideau qui va cacher les aspects dont vos demeures sont embellies : un rideau qui ne défigure pas votre séjour ; ce n'est point par malheur contre vous, mais il me déplaît que mon domaine soit exposé aux regards des passants. Je ne suis nullement du genre de l'homme qui aurait voulu habiter une maison trans-

posée à me prévaloir de tout ce qui peut se présenter en opposition, les arguments stratégiques dont on se sert au dernier, pour la zone militaire, viendraient à manquer.....

« Il ne faut pas exagérer. n'a pas encore altéré essentiellement, mais il faut en arrêter le progrès moi-même, car j'ai aussi le droit de promenades les plus fréquemment à d'autres, le mal que Je pourrais dire, tout au plus

Je tondis de ce pré la

« Mais j'aime mieux être à au public *le Tour des Philos*

On raconte d'un homme c voyant ces trottoirs qui étaient à genoux, et s'écrie avec enthousiasme : « ô mon Dieu ! de ce qu'il y a de gens à pied ! » Si nous sommes accueillie, elle nous vaudra qu'autre philosophe, et, ce qu'elle nous procurera celle que le gouvernement ne croira pas les plaisirs publics et en *murale qui menace notre ca*

A plusieurs reprises, depuis l'illustre Dumont était revenu toujours inutilement.

La nouvelle loi sur les recensements comble la lacune depuis sa hauteur des murs et des

(1) Voyez R. Topffer, *Le Pré* de Dumont et de Bellot.

(2) *Mémoires* 1828-1830. p

D'après les articles 26 à 28 de cette loi, les murs des routes cantonales et communales, les chemins ou privés, ne peuvent être construits, rétablis ou à une hauteur de plus d'un mètre cinquante centimètres au-dessus du sol public. Par exception, cette loi fixa à ces murs la hauteur des murs qui clôturent directement les jardins attenant immédiatement aux maisons d'habitation et de dépendances.

Pour les murs de soutènement, la loi disposa qu'ils ne pourraient dépasser de plus d'un mètre le niveau normal des terrains qu'ils soutiennent, du moment que ce niveau dépasse au plus de cinquante centimètres le sol public dans les alignements, et d'un mètre dans les cas exceptionnels qui seraient d'être indiqués.

La loi statua, en même temps, que tout mur pourrait être remplacé d'une grille ou de toute autre clôture à claire-voie, pourvu que les vides soient au moins égaux aux pleins.

La loi, prévoyant le cas où le mur de clôture serait en retrait des limites du chemin, autorisa un excès de hauteur égal à la moitié de la distance qui le sépare des limites.

La loi fixa les distances à observer pour les plantations qui doivent être faites, à l'avenir, au bord des routes cantonales et communales, la même loi les fixa à cinquante centimètres pour les haies et arbres de basse tige. En même temps, elle prescrivit que les arbres plantés à une distance moindre de deux mètres du bord des routes devraient être espacés l'un de l'autre de deux mètres au moins ; que les haies seraient maintenues par-dessus la hauteur fixée pour les murs ; qu'enfin le Département des Travaux publics pourrait faire enlever les arbres qui empièteraient en tout ou partie sur la voie pu-

Il convient de faire observer  
applicables aux plantations que l'  
faire sur les trottoirs des routes

## § XX

### LE DRAI

Le Code civil (art. 640, au ti  
fonciers), a assujetti les fonds  
qui découlent des fonds plus éle  
a main de l'homme y ait co  
18 mai 1857, à l'imitation d'aut  
plus loin; elle consacra le droi  
améliorer son fonds par le drai  
l'assèchement; et, dans ce bu  
uste et préalable indemnité, de  
à ciel ouvert, les eaux de sa  
qui la séparent d'un cours d'eau  
lement. Notre loi n'a excepté de  
es maisons, cours, jardins et en

Cependant, on le comprend,  
devait être soumis à certaines g  
ement de prévoir le mode de li  
core de déterminer, dans chaque

Dans ce but, la loi imposa à c  
l'obligation de faire préalableme  
la ligne à parcourir, de la nat  
de leur profondeur. Il fallait aus  
travaux seraient achevés. A de

ni s'en remit à des experts ; et elle chargea le département des Travaux publics d'accorder des subventions pour l'écoulement d'eaux sur le domaine des fossés des routes cantonales et conformément à cet égard aux lois et règle-

mentations sur l'exercice et le mode de la gestion du parcours des eaux, l'exécution des travaux de drainage ou d'assèchement, les indemnités et les contributions. Les tribunaux furent chargés de prononcer, de concilier les intérêts de l'opération avec le respect des propriétés. Observons que, par exception aux principes, la compétence en matière immobilière de la Justice de paix fut déclarée seule en premier ressort, la cour de Justice de paix seule connaître de la contestation, en cas d'appel. Cette exception fut introduite, sans doute, dans la loi de 1857, pour accélérer la procédure et de réduire les frais.

Il. 28 nov. 1857.

## QUATRIÈME PARTIE

---

### CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ PUBLICITÉ DES DROITS RÉELS

#### § XXVIII

**COUP D'ŒIL SUR LE SYSTÈME DU CODE CIVIL. — INFLUENCE DE BELLOT. — LA TRANSCRIPTION RENDUE OBLIGATOIRE. — L'INSCRIPTION DES DROITS RÉELS. — EFFETS CIVILS DE CES FORMALITÉS.**

On raconte que feu M. Bellot, entrant un jour au bureau de la conservation des hypothèques, fut très-étonné de n'y trouver personne. Il eut bientôt l'explication de ce fait inaccoutumé; c'était le 30 décembre 1813 : l'administration étrangère venait, en effet, de fuir précipitamment, à l'approche des armées alliées, campées aux portes de Genève.

Bellot n'hésita pas alors; obéissant à l'impulsion de son patriotisme, il se constitua sur le champ gardien volontaire des registres publics, jusqu'au moment où le gouvernement provisoire de la République genevoise l'eût appelé aux fonctions de conservateur, qu'il ne devait quitter qu'avec la vie. Celle



circonstance eut une grande importance par la direction qu'elle imprima à ses études; une fois entré dans la pratique du système hypothécaire, tel que l'avait organisé chez nous le Code civil, sa vive intelligence en découvrit bientôt tous les points faibles; et l'on peut dire que la réforme de cette importante partie de notre législation fut dès lors l'objet principal de ses méditations.

Pour bien comprendre la portée de cette législation, au point de vue de l'incertitude qu'elle consacre dans tout ce qui se rattache à l'assiette de la propriété du sol et aux charges dont il est susceptible, il suffira de rappeler sommairement les lacunes que présentait, en cette matière, le code civil.

1° L'acquéreur d'un immeuble n'avait, la plupart du temps, aucun moyen assuré de constater que le possesseur en était encore, au moment de la vente, le légitime propriétaire. D'une part, en effet, la transmission d'un immeuble, par vente, échange, partage (les donations entre vifs exceptées) pouvait résulter d'un acte authentique ou privé, complètement ignoré du nouvel acquéreur; et, d'autre part, la transcription du contrat constatant la mutation, sur les registres publics, ne devenait obligatoire qu'autant que l'acquéreur voulait purger l'immeuble des charges hypothécaires, et se soumettre aux formes longues et coûteuses qui seules pouvaient lui en assurer la possession définitive.

2° Ni l'acquéreur, ni le prêteur par hypothèque, ne pouvaient s'assurer avec une pleine sécurité, des charges grevant l'immeuble; et cet inconvénient était d'autant plus sérieux que le Code civil consacre le principe que les charges de cette nature, suivent l'immeuble en quelques mains qu'il passe, indépendamment des possesseurs qui les ont primitivement consenties, et qu'il admet en même temps que la plupart de ces charges, telles que les servitudes, les droits d'usufruit ou

de jouissance, les hypothèques légales accordées aux femmes mariées et aux incapables, et même un assez grand nombre de créances privilégiées, pourraient grever, valablement et de plein droit, un immeuble en mains du dernier possesseur, même du chef de ses prédécesseurs, sans que ces charges fussent soumises à aucune inscription, hors les cas exceptionnels dont il vient d'être question.

3° Enfin, non-seulement les législateurs du Code civil n'avaient pas assujetti les hypothèques légales à la publicité, mais ils leur avaient donné, en quelque sorte, un effet rétroactif, et, en les déclarant générales, ils avaient permis que ces hypothèques occultes reposassent sur tous les immeubles présents et à venir du mari et du tuteur. Sous ce dernier rapport, l'hypothèque judiciaire, qui résultait de plein droit des condamnations prononcées par les tribunaux civils, présentait les mêmes inconvénients.

Le système hypothécaire du code, essentiellement défectueux, comme on le voit, sur les points que je viens de signaler, avait ainsi consacré, quant au régime de la propriété immobilière, la plupart des défauts que présentait le système occulte du droit romain en vigueur à Genève, sous les anciens édits, et cela paraît d'autant plus surprenant que — sans parler ici des législations allemandes qui avaient, depuis longtemps, consacré en cette matière des droits réels, le système de la publicité la plus complète — une loi française récente, celle du 11 brumaire an VII, laquelle était en vigueur à Genève, au moment où le Code civil y fut promulgué, avait déjà organisé cette publicité sur les bases les plus larges et les plus efficaces.

M. Bellot qui, sans sortir de Genève, avait vécu et pratiqué, comme avocat, sous ces trois législations, et avait déjà pu apprécier les avantages de la publicité sur le système occulte, conçut de bonne heure l'espoir de substituer au Code civil le

système de la loi de Brumaire, en l'adaptant à nos circonstances particulières et en mettant à profit les lumières que fournissaient à cet égard les législations de l'Allemagne, et c'est vers ce but qu'il dirigea incessamment ses efforts.

La première innovation en cette matière porta sur la transcription, qu'une loi du 13 juin 1816 rendit obligatoire, de facultative qu'elle était sous le Code civil; mais il faut remarquer que cette loi essentiellement fiscale, n'y assujettissait que les actes entre-vifs, translatifs de la propriété ou de l'usufruit d'immeubles, ce qui en excluait les partages et licitations entre co-propriétaires ou héritiers, et qu'en outre, aucun effet civil n'était attaché à l'accomplissement de cette formalité. Mais cette mesure permettait du moins d'établir désormais par les registres publics, la chaîne des propriétaires successifs d'un même immeuble, et de recourir aux titres pour en connaître les charges, quand ces charges résultaient des titres transcrits.

Un nouveau pas plus décisif encore dans le sens de la publicité fut fait à l'occasion de la loi sur la procédure civile du 29 septembre 1819, au titre relatif à l'adjudication forcée des immeubles expropriés. Il s'agissait de se décider entre le système des subhastations des édits civils, d'après lequel l'adjudication purgeait tous les droits de propriété et autres qui n'avaient pas fait l'objet d'une opposition antérieure, et celui des lois françaises fondé sur ce principe que l'adjudication ne transmettait à l'acquéreur d'autres droits sur les immeubles que ceux que le saisi y avait lui-même. On préféra revenir, sur ce point, à l'ancienne législation nationale qui, malgré les dangers qu'elle faisait courir aux tiers, avait du moins l'avantage incontestable de donner aux acquéreurs d'immeubles expropriés, un titre définitif et inattaquable; mais, en même temps, le Conseil d'Etat demeura chargé de présenter un projet de loi sur l'inscription des droits réels, de manière

à en assurer la publicité en tout temps et à atténuer, autant que possible, le danger de voir les tiers dépossédés.

Ce complément indispensable de la nouvelle loi de procédure ne se fit pas attendre; une *loi sur la publicité des divers droits immobiliers* fut votée le 28 juin 1820, sur le rapport de M. Bellot, qui l'avait rédigée. Comme on le verra bientôt, c'était, dans la pensée de son rédacteur, une loi essentiellement transitoire, destinée à faciliter le passage à une législation plus complète. « Si les seules lois vraiment dignes d'éloges disait-il, dans son rapport au Conseil Représentatif, sont celles qui tendent au bien graduellement, et qui forment des habitudes en harmonie avec les principes nouveaux qu'elles consacrent, celle qui vous est soumise méritera d'être rangée au nombre des bonnes lois. »

On se borna, en effet, à deux points principaux : d'une part, on étendit aux actes déclaratifs de propriété, et notamment aux partages, l'obligation de la transcription sur les registres publics, déjà exigée pour les actes translatifs, tels que la vente et l'échange; et, d'autre part, cette loi organisa, mais en la rendant simplement facultative, l'inscription dans les mêmes registres, de certains droits immobiliers, sans attendre le cas d'expropriation pour les faire connaître sur le registre d'opposition ouvert au greffe au moment même de la saisie.

La loi de 1820, sous ce dernier rapport, ne toucha en rien au système hypothécaire, tel que l'avait organisé le code civil; et l'innovation qu'elle introduisit se résuma dans la faculté qui fut accordée, à toute personne, de faire connaître en tout temps, par l'inscription, un droit d'usufruit, d'usage ou d'habitation, l'une des servitudes qui, de leur nature, peuvent être ignorées, soit parce qu'elles sont discontinues, comme celles de passage, soit parce qu'elles sont non-apparentes, n'ayant, comme la défense de bâtir, aucun signe extérieur de leur

servitudes apparentes et continues à la fois ne  
 es au bénéfice de la publicité par l'inscription ;  
 , on y admit les baux comme pouvant rentrer,  
 mesure, dans la catégorie des droits réels tem-  
 ns que l'inscription de ces divers droits, une  
 'ut soumise à aucun renouvellement décennal ;  
 lement le mode à employer pour les faire dispa-  
 droit lui-même serait éteint.

ous résumer sur ce point, la loi du 28 juin  
 pendre, ni de la transcription, ni de l'inscrip-  
 gistes publics, l'existence d'aucun des droits  
 propriété, ou autres, dont elle s'occupe; l'ins-  
 ers droits réels continua à ne devenir obliga-  
 e cas où l'immeuble, sur lequel ils reposent,  
 é (loi de proc., art. 625). Hors ce cas spécial,  
 e n'était encourue, nulle extinction du droit  
 par suite des mutations successives, entre vifs  
 le l'immeuble qui en serait grevé (Odier, syst.  
 n était de même de la transcription des actes  
 relatifs de la propriété ou de l'usufruit d'im-  
 que rendue obligatoire, la loi de 1820 n'y avait  
 effet civil entraînant, en cas d'omission, la non-  
 voit; son seul avantage se résumait également  
 t pratique et matériel, de la publicité.

Bellot, voyant que le grand projet de loi sur  
 , rencontrait des difficultés inattendues, voulut  
 i de 1820, relativement à la transcription et à  
 i du 28 juin 1830 fut un pas nouveau et décisif  
 ion de l'état de choses désiré. Cette loi étendit,  
 re fois, depuis la loi de Brumaire, l'obligation  
 ion à toutes les mutations de la propriété d'im-  
 exception, pourvu qu'elles résultassent d'actes

notariés ou judiciaires passés dans tation, elle disposa que les actes de être opposées aux tiers qu'à dater actes privés, la plupart du temps, cessèrent d'y être admis. Ceux por plus astreints.

## § XXI

### LE GRAND PROJET DE LOI DE 1827 SUR LES DROITS RÉELS

A l'époque où cette loi importante sur la transcription fut rendue, la cause de la publicité, comme condition essentielle de l'existence même des droits réels, nous l'avons déjà dit, paraissait gagnée dans l'opinion ; si ce principe ne passa pas alors dans la législation sur une plus large échelle, c'est qu'on n'était pas fixé sur les moyens de le mettre en pratique.

Déjà, en 1827, le Conseil d'Etat, appelé à se prononcer, en vertu de son droit d'initiative, sur le grand projet de loi dont l'élaboration avait été confiée à MM. Bellot, Rossi et Girod, s'était rangé à ce système, et le rapport que M. le syndic Girod avait présenté, à cette occasion, au Conseil Représentatif, dans sa séance du 21 décembre, en développait avec une clarté parfaite tous les avantages, en même temps qu'il en prévoyait toutes les difficultés. « A Genève, disait-il, plus que nulle autre part, les idées nettes, sur l'objet que l'on considère, sont devenues, dans ce siècle, un besoin indispensable. » Mais, ni les auteurs du projet, ni le Conseil d'Etat, ni la commission du Conseil Représentatif, à laquelle il fut renvoyé, ne se dissimulèrent les difficultés de sa mise à exécution.

C'est que le projet appliquait le principe de la publicité de la manière la plus absolue et le développait jusque dans ses dernières conséquences. Rien n'eût échappé à l'œil investigateur du créancier : la personne du débiteur foncier eût, pour ainsi dire, habité une maison transparente ; le public lui-même devait être initié à toutes ses charges, comme à toutes les incapacités dont il pouvait être frappé. Les 430 articles du projet n'étaient, en effet, que le développement et l'application de ce principe absolu : « Qu'aucun droit réel sur les immeubles ne serait considéré comme tel, s'il n'était rendu public par l'inscription dans les registres du bureau des droits réels. » Même le droit de propriété ne devait pas être exempt de cette formalité.

L'idée de faire pour la propriété ce que le Code civil s'est contenté de faire pour les hypothèques, s'était fortement emparée de l'esprit des auteurs du projet, non qu'ils voulussent faire de la publicité la condition indispensable de l'acquisition de la propriété ou de la possession du sol, mais cette formalité serait devenue indispensable, même en cas de succession *ab intestat* au profit d'un unique héritier, du moment où le propriétaire aurait voulu conférer sur son fonds, à un tiers, un droit quelconque (1). Seules, les servitudes à la fois continues et apparentes, eussent été exemptées de l'inscription.

En ce qui concerne le régime hypothécaire, le projet consacrait le double principe de la *publicité* et de la *spécialité* ; l'hypothèque légale de la femme mariée et des incapables, les privilèges de toute nature y eussent été soumis au même titre que l'hypothèque conventionnelle ; l'hypothèque judiciaire disparaissait.

Un système de *prénotations*, imité des législations alle-

(1) Voir le rapport de M. Girod, p. 9.

mandes, devait permettre l'inscription provisoire de tous les droits réels éventuels, même des simples espérances de ces droits, quelle qu'en fût l'espèce. Enfin, le conservateur était transformé en un véritable magistrat, ayant une juridiction qui lui eût permis d'admettre ou de rejeter d'office tout titre dont l'inscription requise ne lui aurait pas paru rentrer dans les conditions de la loi, ou de radier les inscriptions existantes d'un trait de plume ; pouvoir d'autant plus exorbitant, comme l'a remarqué M. Pierre Odier (1), qu'il se serait exercé sans contrôle et sans débat contradictoire possible. On ne discute pas avec le magistrat ; on ne peut que se soumettre d'abord et obéir.

Il faut bien le reconnaître : malgré les avantages incontestables qu'il présentait, le projet, s'il eût été adopté, aurait produit une telle révolution dans presque toutes les parties du Code civil, il eût fait naître vraisemblablement tant de procès en matière de servitude, il eût entraîné, comme à l'époque de la mise en vigueur de la loi de Brumaire an VII, tant de déchéances inattendues et ruineuses, par l'impossibilité, quoi qu'on fasse, de faire connaître la loi à tous les intéressés, ou de protéger les incapables et les absents, qu'on fut effrayé des conséquences et qu'on dut forcément ajourner toute décision ultérieure, jusqu'au moment où une bonne loi transitoire aurait réussi à faciliter le passage de la législation du Code civil et des lois plus récentes à celle profondément novatrice qui devait la remplacer.

Cette loi transitoire devait faire infructueusement l'objet des méditations de Bellot, au milieu de beaucoup d'autres travaux législatifs dans lesquels il prit une part active et souvent prépondérante, de 1830 jusqu'à l'année 1836 où il mourut.

(1) Rapport cité ci-après, p. 13.



Aussi, après lui, nul ne se sentit de force à rédiger cette loi transitoire. Le rapport de Bellot, à l'occasion de la loi de 1830, contient la trace non équivoque des difficultés qui s'étaient dressées devant lui, au moment où il semblait que son œuvre n'avait plus qu'à recevoir la sanction législative :

« La loi générale sur les droits réels, disait-il au Conseil Représentatif, est encore loin de pouvoir être soumise à la discussion de Vos Seigneuries, et l'époque de sa mise à exécution, si elles lui donnent leur sanction, ne saurait être prochaine. Le nombre des objets qu'elle embrasse, l'étendue de ses dispositions, les questions importantes qu'elle offre à résoudre, les difficultés que présente, les précautions qu'exige, pour prévenir toute lésion des droits acquis, le passage d'une législation à une nouvelle, lorsque celle-ci touche à un grand nombre d'intérêts, sont autant de circonstances qui imposent à la commission, à laquelle Vos Seigneuries ont renvoyé ce projet, le devoir d'un examen approfondi.

« Mais, ajoutait-il, à l'occasion de la transcription, où serait le motif d'attendre le résultat définitif de son travail, pour adopter une disposition qui peut aisément s'en détacher, qui a été votée à l'unanimité, sur laquelle il ne saurait guère y avoir de partage, et qui fera cesser, dès à présent, un mal reconnu ? Pourquoi en ajournerait-on le remède à un avenir incertain ?

« Le parti que nous propose le Conseil d'Etat n'est-il pas celui que nous avons suivi dès 1816, sur la branche de législation qui nous occupe, celui d'améliorations successives par des lois partielles ? Que sont en effet nos lois de 1816, 1820, 1821, et quelques dispositions introduites par le Conseil d'Etat, dans les limites de son pouvoir réglementaire, sinon autant d'innovations, autant d'améliorations introduites graduellement au Code civil français sur le régime hypothécaire et sur

la mutation des propriétés immobilières ils pas pleinement justifié cette marche, laisser quelques regrets qu'elle n'ait pu atteindre toutes les parties de notre droit, sur les réformes qu'elle régissent ? (1) »

Telle devait être, en effet, la destination qu'il ne fut plus considéré, après la mort de Bellot, un riche dépôt où le législateur pour la suite des directions, quand l'heure des réformes

Feu M. le professeur Pierre Odier (de Bellot, consacra à l'œuvre du maître qu'il approfondie qu'il publia en 1840, sous le titre *hypothécaires*. Cet ouvrage, où se trouve la loi sur les droits réels, devait servir de *Traité* sur le même objet, laissé par la Suisse romande. Genève avait perdu : « Nous ne pouvions pas, dit Pierre Odier, à l'idée que les riches travaux de dix années, dans les discussions de deux commissions composées de nos jurisconsultes, dans plusieurs volumes de rapports, rédigés avec tant de talent par le maître, à jamais perdues pour notre pays et nos lois. Un sage l'a dit avec une grande vérité : « Le triomphe des idées utiles n'est jamais instantané. » Nous avons donc foi dans l'avenir, sans doute, qu'après avoir devancé la marche des législations dans nos projets de réforme hypothécaire, réduits à être entraînés à leur remorque par ceux mêmes que ces

(1) *Rapport de M. Bellot, dans le Supplément à la loi de procédure*, p. 708.

être guidés dans la voie du progrès. Non, la loi proposée en 1827 sur les droits réels, déjà si bien élaborée par les commissions de nos Conseils, sera remise en discussion dans un temps peu éloigné : nous en avons la ferme espérance. »

Pierre Odier, en effet, l'année suivante, dans le Conseil Représentatif, prit l'initiative d'une proposition dans ce sens ; une commission de jurisconsultes l'examina, sous la présidence du syndic Girod, avec toute l'attention qu'elle méritait ; mais, après mûr examen, elle dut constater que la reprise de la discussion de l'ensemble du projet était impossible ; que la seule voie à suivre était celle des révisions partielles que Bellot, instruit par l'expérience, avait lui-même conseillée. Le savant rapport que M. le professeur Odier présenta, à cette occasion, le 17 février 1841, fut le point de départ des améliorations successives qui furent apportées par la suite, au régime de la propriété immobilière, par les lois et règlements sur le cadastre, et par celles qui ont modifié le système hypothécaire ; mais ces lois sont trop importantes pour que nous nous contentions de les mentionner ; nous nous en occuperons donc plus en détail dans les paragraphes suivants.

### § XXX

#### LE NOUVEAU CADASTRE ; PRINCIPES QUI ONT PRÉSIDÉ A SON ÉTABLISSEMENT.

Le cadastre est la description fidèle et continuellement tenue à jour, par des plans et des registres, de la situation et des limites, avec l'indication de la contenance, et la désignation des possesseurs, de toutes les propriétés foncières, dont l'en-

semble forme le territoire de la République. Il embrasse donc, à la fois, les possessions du domaine public et communal, comme celles des particuliers. Son but immédiat est de fixer la propriété du sol, et de prévenir les contestations relatives à l'étendue et aux limites respectives des fonds contigus, en assignant chaque immeuble à son véritable propriétaire.

L'ancien cadastre des communes actuellement comprises dans le territoire du canton, commencé en 1806, sous la domination française, et achevé en 1818 par le gouvernement genevois, avait eu pour but unique de servir de base à la contribution foncière, dont l'établissement avait été décrété en 1791 par l'Assemblée constituante, comme conséquence de la chute du régime féodal ; il ne remplissait donc qu'imparfaitement le but que doit atteindre un cadastre destiné à servir de titre au possesseur du sol, et à produire des effets civils. Aussi, la nécessité de l'établissement d'un cadastre exact se fit-elle sentir chez nous, par suite de l'incertitude qui régnait dans un grand nombre de cas, sur les lignes séparatives des héritages, incertitude que le Code civil ne donnait aucun moyen d'éviter, et d'autant plus dangereuse que la loi de 1819, en consacrant le principe absolu de nos anciennes subhastations, qu'aucune revendication ne peut être admise après l'adjudication, avait pourtant fait, d'un cadastre incomplet et insuffisant, la base même de l'expropriation forcée (1).

Cette disposition de la loi de procédure, jointe à l'imperfection de l'ancien cadastre, avait donné lieu à de nombreuses et graves erreurs ; et son moindre défaut était de tenir en de continuelles alarmes les propriétaires limitrophes d'immeubles expropriés (2).

(1) *Loi de procédure, de 1819, art. 542.*

—(2) M. le syndic Girod, *Rapport précité.*

Établi sur une trop petite échelle, n'ayant jamais été soumis à l'examen et à la reconnaissance des propriétaires, et manquant d'un principe de renouvellement, il ne jouissait d'aucune autorité (1). À mesure que les années s'écoulaient, les modifications dans la distribution du sol devenaient d'ailleurs toujours plus nombreuses, et l'image primitive des propriétés disparaissait. Ce fait ne tenait pas seulement à l'influence des principes du Code civil, sur la division des héritages par succession, il tenait aussi au mouvement croissant des transactions, dont l'effet fut d'augmenter toujours plus le nombre des propriétaires du sol.

Ce fut pour parer aux inconvénients que je viens de signaler, non moins que pour doter définitivement le canton de Genève d'une institution utile et féconde, que le Conseil d'Etat fit élaborer un projet de loi sur des bases scientifiquement déterminées, analogues à celles qui, déjà sous l'ancienne République, avaient servi à l'établissement du cadastre. Ce grand travail avait été exécuté, dans le cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, en partie par Pierre de Harsu (1711 à 1745), et en partie par Georges Meyer (1778 à 1790). Il avait été destiné, non-seulement à fixer l'étendue et les limites exactes des propriétés, mais encore à donner à l'Etat un titre pour percevoir les redevances dues au fief de la République (2).

Ce projet de loi fut présenté au Conseil Représentatif, dans

(1) Cour Suprême. Arrêts du 19 juin 1817 et du 22 mars 1830. — Bellot, *Procédure*, p. 166 et 478.

Il n'en était pas de même de l'ancien cadastre sarde, établi au siècle dernier, avec assez de soin pour que les tribunaux n'aient pas hésité à lui accorder une présomption de propriété.

(2) M. le syndic Lullin, *Rapport relatif au projet de loi sur la confection d'un nouveau cadastre*, p. 4.

sa séance du 6 décembre 1839, par M. le syndic Lullin. Le savant rapport que fit à cette occasion ce magistrat est important à consulter, pour bien comprendre la portée de l'institution nouvelle qu'il a contribué, dans une large mesure, à fonder, et que la loi du 1<sup>er</sup> février 1841 vint définitivement consacrer.

Cependant (et il ne faut pas s'en étonner, puisque les législations sont des œuvres essentiellement collectives), le projet du Conseil d'Etat ne passa point tout entier dans le domaine de la loi ; il subit des modifications importantes. Ces modifications furent le résultat du travail approfondi de la commission du Conseil Représentatif que présidait M. le syndic Lullin, et qui comprenait bon nombre d'hommes éclairés et d'excellents jurisconsultes, tels que Pierre Odier, Elysée Cherbuliez, Forget, Pictet-Baraban, Lafontaine, Jean-Marc Demole, Christiné, Simon Delapalud, etc. Le volumineux rapport que ce dernier présenta, au nom de la Commission, mérite également d'être signalé, et témoigne de la part importante que son rédacteur prit dans les travaux qui, après une année entière d'études, donnèrent à la loi sa forme définitive. Ajoutons que M. Simon Delapalud, devenu directeur du nouveau cadastre, fut encore le rédacteur du Règlement général de 1844.

Ce Règlement a presque la valeur d'une œuvre législative, car il comprend, dans un ordre méthodique, avec le texte de la loi de 1841, non-seulement les dispositions que le Conseil d'Etat avait reconnues nécessaires à l'exécution du cadastre, mais encore les dispositions des lois genevoises qui s'y rattachent directement.

M. Delapalud a, dès lors, publié, sur le Règlement de 1844 et la loi de 1841, un Commentaire, modèle de méthode et de clarté, et qui compte parmi les productions les plus

considérables et les plus parfaites de notre littérature juridique.

La loi de 1841, en décrétant qu'il serait fait un cadastre des propriétés foncières du canton, devait par cela même contenir deux catégories distinctes de dispositions, les unes relatives au premier établissement, à la création même de l'institution, les autres destinées à lui assurer un mode de renouvellement continu, permanent, et à déterminer ses effets civils.

L'établissement du nouveau cadastre comportait, en effet, différentes opérations successives et très-déliées.

Il s'agissait, d'abord, de fixer scientifiquement la position respective des lieux culminants de notre territoire, d'y placer des repères fixes, qui servissent de base sûre et de preuve à toutes les opérations subséquentes.

Cette première triangulation, dont le point de départ fut la tour ouest de la cathédrale de St-Pierre, existait déjà depuis quelques années. On se servit de celle que M. le général Dufour dût établir pour dresser la grande carte géographique de la Suisse, et l'on put passer ainsi, presque immédiatement, à la triangulation des communes, à la délimitation et au levé du périmètre et des limites des parcelles, à la reconnaissance des bulletins de propriété, enfin à la confection des plans et registres définitifs, opérations successives qui forment la première partie de la loi.

Je n'ai pas l'intention d'entrer ici dans l'exposé technique de ces différentes opérations ; je me bornerai seulement à ce qui est de nature à éclairer les principes applicables au cadastre devenu définitif.

La formation de la parcelle géométrique donna lieu, dans l'élaboration de la loi, à des vues différentes. Les uns auraient voulu qu'on tint compte, dans la détermination de la parcelle, de l'élément de la culture avec l'indication des lieux dits ; cela



paraissait, en effet, le moyen de donner au cadastre une forme concrète, facilement reconnaissable, et immédiatement en rapport avec les exigences de la loi de procédure, pour la vente des immeubles.

Mais on s'aperçut bientôt que ces deux éléments étaient trop variables pour donner à la parcelle des limites certaines et fixes. La culture change; les lieux dits se modifient au gré des propriétaires successifs. D'autres, au contraire, préféreraient que la parcelle comprît tout ce qui était réuni en un seul mas. La loi adopta cette dernière manière de voir. Elle décida donc que la propriété, dans son ensemble, formerait une seule parcelle, toutes les fois que ses différentes parties ne seraient séparées, ni par une rue, un chemin ou une rivière, ni par des fonds appartenant à autrui (1). De cette manière, le législateur a pu faire de chaque parcelle une individualité distincte, susceptible de servir de fondement à une législation complète sur la publicité des droits réels. Pour le moment, toutefois, il se borna, avec raison, à déterminer la propriété elle-même, en indiquant les édifices permanents qui pourraient y être établis. Les murs, haies, fossés, ruisseaux, séparatifs de parcelles, furent pareillement représentés sur les plans, par des signes conventionnels; cette mesure fut étendue aux murs mitoyens, et aux chemins vicinaux à l'usage de plusieurs propriétaires. Ces signes conventionnels ont ainsi remplacé de fait les présomptions établies par le Code civil (art. 666 à 670), relativement à la mitoyenneté (2).

Mais, on s'arrêta là; on n'indiqua, ni sur les plans, ni sur les registres du cadastre les servitudes, soit qu'elles fussent antérieures, soit qu'elles fussent postérieures à l'établissement

(1) Loi de 1841, art. 5.

(2) Pictet-Baraban, *Manuel des Agric.*, p. 30.



du cadastre ; on jugea cette indication trop difficile, et même impossible à faire d'une manière complète, pour le passé.

C'est de l'établissement du nouveau cadastre que date l'introduction à Genève du système métrique, pour le calcul des mesures agraires. Seulement, comme ce système était peu connu, surtout dans les campagnes, la loi de 1841 décida que les anciennes mesures genevoises, en poses, toises et pieds, continueraient à être exprimées, conformément à la loi du 1<sup>er</sup> février 1816, à côté des mesures nouvelles. A cet effet, le Conseil d'Etat fit dresser des tables de concordances pour faciliter la réduction des anciennes mesures en mesures nouvelles (1).

Le bornage des propriétés devant nécessairement soulever des difficultés, faire naître des contestations, soit entre propriétaires contigus, soit entre ceux-ci et l'administration cantonale ou communale ; et, d'autre part, le cadastre étant destiné à produire des effets civils, il était nécessaire de mettre à cette opération tout le soin possible. C'est dans ce but que le législateur, réalisant en cela une idée depuis longtemps émise par le professeur Bellot, institua des commissaires chargés de présider à la vérification et à la reconnaissance des bulletins de propriété, et, en outre, des prudhommes, sorte de magistrats temporaires, dont la mission fut de trancher d'office et après examen, les difficultés que le bornage d'abord, et ensuite la reconnaissance des bulletins de propriété, pourraient faire naître entre propriétaires limitrophes, et qu'ils n'auraient pu concilier, lors de la comparution de ces derniers devant eux.

Ce fut là, peut-être, l'origine de l'institution des justices de

(1) *Tableau de réduction des mesures métriques en mesures locales adoptées par la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1816, pour le canton de Genève.* Genève, imprimerie Fick, 1844.

paix, qui fut établie l'année suivante, aux termes de la Constitution issue de la révolution de 1841 ; la loi qui les organisa paraît, en effet, avoir été la réalisation permanente de la même idée, en ce qu'elle a confié aux juges de paix, sinon la décision elle-même, du moins la mission spéciale d'amener, si possible, une conciliation sur tous les procès immobiliers qui pourraient à l'avenir s'élever dans leurs juridictions respectives.

Pour bien comprendre la portée, soit des conciliations opérées par les prudhommes, soit des décisions rendues d'office par eux, à défaut de conciliation, dans les cas et suivant le mode prévus par la loi, tant à l'occasion du bornage, qu'au moment de la reconnaissance des bulletins de propriété, il convient de remarquer que leur mission ayant été uniquement limitée à la première création du cadastre, ces décisions, comme les conciliations elles-mêmes, ne pouvaient avoir d'autre but et d'autre effet, que de parvenir à déterminer exactement le périmètre des parcelles, indépendamment des droits que les parties ou les tiers pourraient faire valoir devant les tribunaux, en vertu de titres réguliers ou de la prescription (1).

La reconnaissance des bulletins de propriété, devant le commissaire du Conseil d'Etat, ne constitua pas non plus, par elle-même, une convention entre les propriétaires limitrophes ; cette opération fut uniquement un consentement donné à l'administration, en vue de l'établissement du cadastre. Sous ce rapport, le propriétaire qui approuvait son bulletin, et celui qui, par son silence, était légalement présumé l'avoir approuvé, à teneur de l'article 45 de la loi, furent mis exactement sur le même pied. Au surplus, à la différence du prud-

(1) Loi de 1841, art. 24.

homme, le commissaire du Conseil d'Etat, délégué pour la reconnaissance des bulletins, ne se trouva jamais en présence que d'un seul propriétaire à la fois, le débat contradictoire, en cas de réclamation ou de contestation, étant exclusivement du ressort du prudhomme, dans les limites restreintes de sa compétence provisionnelle.

La reconnaissance des bulletins demeura ainsi une opération isolée, distincte, unilatérale; ajoutons que, bien que le règlement général du cadastre autorisât le commissaire à se faire présenter les titres de propriété, la reconnaissance elle-même n'en fit aucune mention.

La voie ordinaire des tribunaux demeura donc légalement ouverte à chaque propriétaire intéressé, pour faire constater son droit, s'il avait été méconnu, et cela, lors même que ce droit aurait déjà fait l'objet d'une décision officielle du prudhomme ou d'une conciliation constatée par ce magistrat, ou lors même que le propriétaire aurait reconnu auparavant, devant le commissaire, sur le registre préparatoire, son bulletin de propriété.

Ajoutons que les cas de recours aux tribunaux furent rares, et que les décisions des prudhommes et les conciliations constatées par eux, furent en fait admises comme définitives, les titres étant, dans la plupart des cas, insuffisants pour les contester ou les faire modifier, avec quelque chance de succès.

Ces opérations, une fois terminées, et ayant servi de bases à l'achèvement des plans et à la confection des registres définitifs, le Conseil d'Etat put déclarer, dans chaque commune, le cadastre définitif; et l'arrêté qu'il prit successivement dans ce but eut pour effet immédiat de rendre désormais exécutoire, dans la commune cadastrée, la seconde partie de la loi. Le cadastre de toutes les communes autres que la ville de Genève, se trouva ainsi achevé en 1856. C'était, en effet, pour les

communes de la campagne, que l'établissement du cadastre était le plus urgent ; car les contestations sur les véritables limites des propriétés y avaient été, jusqu'à ce moment, beaucoup plus fréquentes que dans la ville elle-même, où les maisons, les cours et terrasses sont moins susceptibles de voir leurs limites reculées, déplacées, supprimées, et où les anticipations faites graduellement sont presque impossibles.

Néanmoins, la ville de Genève ne pouvait rester indéfiniment privée du bienfait d'un nouveau cadastre ; la loi n'avait fait pour elle aucune exception, et le règlement général contenait même une série de dispositions qui devaient être suivies pour le faciliter.

C'est pourquoi, après bien des délais, où la question financière et les préoccupations politiques du moment ne furent pas étrangères, le Conseil d'Etat prit enfin, dans ces derniers temps, la résolution de faire dresser le cadastre de l'unique, mais importante commune qui en était encore privée. Cependant, ce n'est que plus tard, et après que toutes les opérations préparatoires que je viens d'énumérer sommairement, auront été accomplies, qu'il y pourra être déclaré définitif.

## § XXXI

### LE NOUVEAU CADASTRE, SON RENOUVELLEMENT PERMANENT ET SES EFFETS CIVILS.

Il reste maintenant à exposer le système de la deuxième partie de la loi, soit les principales dispositions relatives au cadastre devenu définitif.

Quelque soin qu'on eût apporté à son établissement, l'institution aurait manqué son but, ou ne l'aurait atteint qu'imparfaitement, si la loi ne lui avait donné un principe permanent de renouvellement ; si, en d'autres termes, on n'eût pas prévu les formes à suivre pour que les mutations successives y fussent indiquées, soit qu'elles résultassent d'un acte de mutation entre-vifs, soit qu'elles fussent la conséquence du décès du propriétaire.

C'est donc ici que le cadastre devait se rattacher étroitement à la formalité de la transcription des actes au bureau des hypothèques, telle qu'elle se trouve réglée par les deux lois dont il a déjà été question précédemment, celles du 28 juin 1820 et du 28 juin 1830.

La nécessité de cette concordance entre les deux institutions avait déjà été signalée par le professeur Bellot, comme le seul moyen pratique d'arriver à asseoir la propriété immobilière sur une base solide ; et l'on peut dire que l'illustre rédacteur de la loi sur la procédure civile, lorsqu'il rendait obligatoire l'indication des numéros du cadastre, dans les saisies immobilières, posait la base de l'institution nouvelle et la rendait inévitable.

Le Conseil d'Etat, d'ailleurs, n'avait pas attendu la loi sur le cadastre, pour réaliser, autant qu'il dépendait de lui, cette idée.

Dès l'année 1829, il avait pris administrativement les mesures nécessaires pour que le directeur de l'ancien cadastre opérât, d'office et sans frais, tous les changements résultant d'actes ou de jugements transcrits (1).

Les principes admis, en vue de cette concordance, par la loi

(1) M. le syndic Lullin, *Rapport cité*, p. 21. — Bellot, *Rapport sur la loi de 1820*, p. 694.

de 1841, se résument dans les suivants : 1° Aucune mutation, aucun changement, aucune rectification ne peuvent être effectués sur les plans et registres du cadastre devenu définitif, sans que le titre qui les constate ait été préalablement transcrit au bureau des hypothèques (1) ; 2° aucun titre de mutation, par acte entre-vifs, ne peut être transcrit qu'autant qu'il est accompagné d'un certificat du cadastre, constatant que celui du chef duquel la mutation est opérée, est déjà inscrit lui-même au cadastre, comme propriétaire des parcelles qui en sont l'objet (2) ; 3° enfin, quant aux mutations résultant de l'ouverture d'une succession, la loi les rendit possibles, sans qu'aucun partage entre héritiers fût nécessaire, puisque l'héritier peut être seul ; elle admit que, dans ce cas, l'ordonnance du Président du Tribunal civil, et, sur son refus, celle de la Cour de Justice civile, autorisant la mutation au nom des héritiers, serait transcrite avec le certificat du cadastre, et qu'une fois cette formalité remplie, la mutation serait effectuée au cadastre, conformément au registre des transcriptions (3). J'indiquerai plus loin les modifications de détail qui, sur ce point spécial, ont été apportées par les lois subséquentes.

La conséquence immédiate du principe établissant la nécessité de la transcription, comme préliminaire obligé et comme source unique de toutes les mutations ultérieures qui seraient effectuées au cadastre, fut de rendre obligatoires, soit pour la désignation des personnes, soit pour celle des immeubles, certaines indications jugées nécessaires pour établir une concordance parfaite entre le titre transcrit, et les registres et les

(1) Loi de 1841, art. 54 et 79.

(2) Loi de 1841, art. 65.

(3) Loi de 1841, art. 65, 72 et suivants.

plans du cadastre (1). La loi exigea, en particulier, que la nature des parcelles fût indiquée dans le titre, bien qu'en fait cet élément ne dût pas figurer au cadastre.

La question de savoir comment on pourrait opérer au cadastre les mutations au nom des corps moraux, donna lieu à une discussion qui mérite une mention spéciale. Pour la première fois, en effet, la question de l'autorisation des corporations religieuses était abordée. On se demandait alors, non sans raison, si l'autorisation du Conseil d'Etat ne devait pas être requise par elles, pour qu'elles fussent aptes à pouvoir figurer au cadastre comme propriétaires. M. le syndic Girod soutint avec force l'affirmative. Le danger du laisser-aller lui paraissait d'autant plus grand que l'inscription au cadastre, une fois effectuée, il aurait été très-difficile d'y remédier, d'après les lois existantes. « Quant aux corporations religieuses, disait-il, chacun sait qu'il est plus prudent de les empêcher de s'établir, qu'il n'est facile de les expulser, une fois qu'elles se sont installées dans le pays. » Cette manière de voir fut partagée par le Conseil Représentatif; aussi adopta-t-il l'adjonction proposée par M. Girod, en vertu de laquelle l'acte constatant la mutation devrait porter la qualification sous laquelle le corps aurait été légalement reconnu, ce qui impliquait nécessairement l'autorisation préalable du gouvernement (2).

La transmission d'une parcelle entière ne pouvait donner lieu à aucun changement sur les plans, du moment que le numéro primitif de la parcelle n'était pas changé. Mais, il en était autrement si elle était divisée, si la mutation ne devait porter que sur une partie du fonds. La loi, dans ce cas, exigea très-sagement que la division fût d'abord effectuée sur

(1) Loi de 1841, art. 61 et suivants.

(2) Loi de 1841, art. 62.



le terrain, par de nouvelles bornes, qu'elle fit ensuite l'objet d'un plan spécial portant l'indication des nouvelles limites; qu'enfin, le titre constatant la mutation, une fois transcrit, chaque subdivision de la parcelle formât une parcelle séparée, portant des numéros faisant suite aux derniers de la série des parcelles de la commune, de manière, toutefois, que la parcelle primitive fût toujours reconnaissable sur les plans et pût toujours être retrouvée sur les registres.

Voyons maintenant les effets civils qui découlent de l'inscription au cadastre d'un immeuble, sous le nom du propriétaire réel ou apparent.

Ces effets sont indiqués dans l'article 53 de la loi de 1841 :

« Le cadastre fera foi, en faveur de celui qui y est inscrit, « contre la personne qui, se prétendant propriétaire, en tout « ou en partie, de l'immeuble litigieux, ne justifierait de son « droit, ni par un titre régulier de propriété, ni par la prescription qu'elle aurait acquise conformément au droit commun.

« En aucun cas, l'inscription au cadastre ne pourra couvrir « les vices du titre en vertu duquel elle aura été opérée. »

Ce principe est la sanction de la loi; c'est le pivot sur lequel repose tout le système du nouveau cadastre; il convient donc d'en faire ressortir la portée (1).

Le législateur étant parti de l'idée que tout immeuble doit avoir un propriétaire, devait nécessairement admettre que la personne indiquée comme telle au cadastre, aurait la présomption de propriété en sa faveur. Il pouvait d'autant plus

(1) Voir : *Thèse sur les effets civils du nouveau Cadastre*, par Fr. Demole, 1847.



admettre cette présomption, que de suffisantes précautions auraient été prises, au moment de l'établissement du cadastre, pour éviter autant que possible les erreurs. Cependant, cette présomption ne pouvait être absolue ; elle ne devait avoir d'autre but que de donner au possesseur apparent un titre suffisant, valable jusqu'à preuve contraire. J'ai déjà expliqué plus haut quelle force relative était attachée à la reconnaissance des bulletins de propriété, aux décisions des prudhommes et aux conciliations opérées par eux : du moment qu'elles n'avaient d'autre effet que de servir au premier établissement du cadastre, il en résultait que les véritables propriétaires devaient toujours avoir la faculté de recourir à l'autorité judiciaire, pour le redressement des erreurs commises à leur préjudice, soit en justifiant d'un titre antérieur valable, soit en se fondant sur la prescription qu'ils auraient pu acquérir, conformément au droit commun.

A ce double point de vue, — il est essentiel de le remarquer, — il ne fut rien changé à la législation civile existante, soit du Code lui-même, soit de la loi de procédure, soit des lois sur la transcription.

Cette intention du législateur résulte clairement des rapports présentés à l'appui de la loi et de la discussion dont elle fut l'objet. Elle découle également de la suppression de l'article final du projet primitif, lequel voulait faire du cadastre un juste titre suffisant pour entraîner la prescription au bout de dix ans, à défaut de réclamation dans ce laps de temps (1).

Tous les droits, résultant de la législation ordinaire, furent ainsi maintenus. En ce qui concerne l'action possessoire, fondée sur la possession annale, et consacrée par la loi de 1819 sur la procédure, il convient de remarquer, cependant, que

(1) Voir le Code civil, art. 2228, 2230, 2265, 2267.

bien que la loi de 1841 ne l'ait pas abolie, elle en a indirectement rendu l'exercice à peu près inutile. A l'égard de cette action, basée sur une sorte de prescription à courte échéance de la possession, le cadastre constitue un titre, ainsi que le faisait déjà remarquer, dans la discussion, le professeur Pierre Odier, et la preuve qui en résulte ne saurait être détruite que par celle d'un vice inhérent au titre en vertu duquel l'inscription au cadastre aurait pu être opérée (1).

Nous touchons donc ici à l'un des grands bienfaits du nouveau cadastre, car il a mis fin, de fait, à ces anticipations sur le terrain d'autrui, d'autant plus dangereuses qu'étant récentes, elles étaient faciles à prouver, tandis que le véritable propriétaire, s'il manquait de titre, ou si son titre n'était pas suffisamment explicite, pouvait difficilement établir, par témoins, une possession continue pendant trente ans consécutifs, temps requis pour prescrire, par le droit commun.

Mais l'inscription au cadastre, suffisante pour repousser l'action fondée sur la possession annale, pourrait être détruite elle-même soit par la production d'un titre régulier de propriété, soit par la plus longue prescription.

Depuis la loi du 28 juin 1830, le titre régulier ne saurait être qu'un acte authentique, transcrit au bureau des hypothèques ; pour l'époque antérieure, le titre pourrait être un acte non transcrit et même sous seing privé (2).

(1) Pictet-Baraban, *Manuel des agriculteurs*, p. 31. Cour de Justice civile, arrêt du 2 août 1851, n° 359, Dumas c. Dubouchet. — Ajoutons que la prescription serait réduite à 10 ans, entre présents, et à 20 ans entre absents, dans le cas où celui qui revendique l'immeuble, aurait, en outre, en sa faveur, un titre valable, translatif de propriété.

V. Code civil, 2267 ; loi de 1841, art. 53, 2<sup>e</sup> alinéa.

(2) Voir la loi du 28 juin 1820, art. 2 et 4.

Quant à la prescription de droit commun qui, d'après la loi de 1841, doit prévaloir contre le nouveau cadastre, c'est d'abord celle résultant d'une possession de trente ans, avec toutes les conditions requises par le Code civil (2229, 2262); elle pourrait avoir été acquise soit avant, soit même après l'établissement du cadastre, car on peut prescrire contre un titre. Quant à la prescription de dix ans, laquelle suppose nécessairement un titre translatif de propriété (1), elle ne peut guère s'entendre que de celle qui aurait déjà été acquise avant l'époque où le cadastre est devenu définitif; il est difficile, en effet, de supposer que, depuis lors, une personne ait pu vendre régulièrement un immeuble inscrit sous le nom d'une autre, puisque la preuve de l'erreur résulterait forcément du certificat qui doit rester annexé à l'acte, et, par conséquent, de l'acte même qui aurait constaté une indue mutation.

En tout cas, l'inscription au cadastre ne pouvant couvrir les vices du titre en vertu duquel elle aurait été opérée, toutes les questions de droit sont, dès lors, restées ouvertes; mais il est bon de rappeler ici que cette réserve de la loi ne peut guère s'appliquer qu'aux mutations opérées depuis le cadastre, en vertu d'actes transcrits, puisque les titres de propriété n'ont pas été mentionnés lors de l'établissement du cadastre.

L'action en pétition d'hérédité, en particulier, serait donc admise contre l'inscription au cadastre, tant que la prescription n'aurait pas été acquise contre l'héritier (2).

La discussion montre, au surplus, que les partisans du fameux projet de loi sur la publicité des droits réels, en évitant,

(1) Code civil, 2265.

(2) Pierre Odier, *Mémorial* de 1841.

dans la loi de 1841, toute modification au système des lois civiles existantes, nourrissaient néanmoins l'espoir de faire du cadastre la base d'un système plus complet de publicité des droits immobiliers, conforme au projet Bellot, que le professeur Pierre Odier, et d'autres avec lui, regardaient comme « la perfection du système (1). »

Quoiqu'il en soit, une conséquence plus immédiate de l'établissement du nouveau cadastre, fut le changement que la loi du 16 septembre 1844 apporta à l'article 624 de la loi sur la procédure civile, lequel avait pour but d'empêcher toute revendication de la propriété immobilière, postérieurement à l'adjudication sur expropriation. Cet article qui, nous l'avons vu, avait donné lieu à d'incessantes réclamations, à cause des abus qui en résultaient fréquemment, fut modifié dans ce sens que la revendication ne pourrait avoir lieu si, lors de l'adjudication, les biens étaient inscrits au cadastre sous le nom de la personne expropriée. Le Conseil d'Etat prit, en outre, des mesures réglementaires pour que, dans les communes non cadastrées, aucun placard de saisie immobilière ne pût être rédigé sans le concours d'un géomètre (2).

Il me reste à dire maintenant quelques mots des changements que la loi de 1841 sur le cadastre a subis depuis sa promulgation.

Une première modification y fut apportée par la loi du 11 juin 1851, en vue de simplifier les formalités pour les cessions de terrain de peu d'importance entre le domaine public et les particuliers ; mais la transcription de l'acte dressé par

(1) *Mémorial de 1839*, p. 745.

(2) *Règlement du 14 octobre 1844*.

vateur du cadastre demeura de rigueur ; en outre, civils des mutations de cette nature furent exactement les mêmes que ceux résultant de la loi de 1841.

positions sur les mutations par décès subirent aussi changements, par suite de deux lois dues à l'initiative des Vuy. Celle du 18 juin 1856, modifia l'article 56 de la loi de 1841, dans le sens que l'ordonnance préalable du Tribunal civil cessa d'être obligatoire pour les partages de succession, du moment que les droits et intérêts des co-partageants y étaient établis. Cette modification avait une importance pratique, en ce qu'elle réalisait une simplification, ne porta, en réalité, aucune atteinte à la loi, du moment que l'héritier ne pouvait en sa faveur d'autres droits que ceux que son auteur avait fait valoir lui-même.

La modification, apportée par la loi du 25 janvier 1868, à l'article 65 de la loi de 1841, fut plus profonde. L'ordonnance du magistrat cessa d'être obligatoire et devint facultative, non seulement pour les partages, mais encore pour les mutations proprement dites d'immeubles, à condition que les droits des intéressés concourussent à l'acte, et que leurs droits y fussent établis. Le défaut d'intervention du magistrat dans le cas d'aliénation, par les héritiers, d'immeubles appartenant d'une succession, est une garantie de moins, non seulement pour le notaire, mais surtout pour l'acquéreur, ce que ne faisait remarquer le rapport de la Commission de 1856 (1). Aussi devrait-on continuer à requérir l'intervention de la justice, pour l'envoi en possession, toutes les fois qu'il pourrait exister quelque intérêt à ce que l'inscription au cadastre fût fondée sur un titre éma-

(1) *Rapport de 1856*, p. 1552.

nant du magistrat lui-même et antérieur à l'acte notarié, bien que cette ordonnance n'établisse qu'une simple présomption de propriété, susceptible d'être contredite par les tiers, soit au moyen d'un titre régulier, soit par la prescription de droit commun.

## § XXXII

**LES HYPOTHÈQUES GÉNÉRALES ET OCCULTES. — ABOLITION DE L'HYPOTHÈQUE JUDICIAIRE. — PUBLICITÉ ET SPÉCIALITÉ DES HYPOTHÈQUES LÉGALES; DISPENSE DU RENOUVELLEMENT DÉCENNAL ET ABOLITION DE LA PURGATION, EN CE QUI CONCERNE CES INSCRIPTIONS.**

L'établissement du nouveau cadastre, bien que limité au seul droit de propriété, fut en réalité un pas immense fait dans le sens de la publicité et de la spécialité de tous les droits réels qui en sont un démembrement. Nous allons voir comment ce système fut introduit pour les hypothèques proprement dites.

Le Code civil avait conservé, de l'ancien droit, antérieur à la loi du 11 brumaire an VII, deux espèces d'hypothèques générales : l'hypothèque judiciaire et l'hypothèque légale.

La première était celle que le Code faisait résulter des jugements rendus contre le débiteur (2123), et que la loi du 30 novembre 1842, art. 99, avait étendue aux transactions conciliatoires rédigées par les juges de paix, dans les limites de leur compétence. Cette espèce d'hypothèque frappait, dès

la date de son inscription, tous les immeubles actuels et à venir du débiteur, sans que le créancier fût tenu d'en indiquer ni l'espèce, ni la situation. A ce point de vue, elle différait donc essentiellement de l'hypothèque conventionnelle.

Il en était de même de l'hypothèque légale accordée, par le Code civil, soit à la femme, sur les immeubles de son mari, à raison de sa dot et de ses conventions matrimoniales, soit en faveur du mineur ou de l'interdit, sur ceux de son tuteur, à raison de sa gestion ; mais, tandis que l'hypothèque judiciaire ne prenait date et vie que du jour de son inscription au bureau de la conservation, les hypothèques légales, dont je viens de parler, existaient indépendamment de toute inscription, en ce sens que l'inscription, une fois opérée, remontait de plein droit au jour du mariage ou de l'acceptation de la tutelle.

Ces hypothèques légales étaient ainsi, à la fois, générales, occultes et rétroactives. Cependant, il convient de le rappeler ici, l'hypothèque légale de la femme, garantissant les créances qu'elle avait contre son mari, et les droits qu'elle pouvait avoir à exercer contre lui, en dehors de sa dot et de ses conventions matrimoniales, c'est-à-dire en dehors des sommes dont le mari a légalement l'administration, bien que grevant également tous les biens immeubles de ce dernier, n'était ni occulte, ni rétroactive : elle ne pouvait, d'après le Code lui-même (2121-2122, 2134-2135), exister que par l'inscription et à dater de celle-ci.

Nous reviendrons plus loin sur cette distinction que la loi de 1868 a fait disparaître.

Or, les dangers de ces hypothèques générales, et surtout occultes, étaient manifestes.

L'hypothèque judiciaire était, en réalité, une sorte de prime donnée à celui d'entre les créanciers qui mettrait le plus de



promptitude à poursuivre le débiteur ; puisque, par l'inscription de son jugement, il obtenait un droit de préférence sur tous les autres créanciers, moins âpres à la poursuite ou moins diligents ; elle avait aussi le grave inconvénient d'encombrer les registres, de se perpétuer souvent indéfiniment, au moyen des renouvellements décennaux, de permettre, moyennant certaines formalités, l'accumulation des intérêts, pendant de longues années, ainsi que les frais, de manière à augmenter considérablement, au bout d'un certain temps, le montant de la dette primitive ; en un mot, si elle permettait au débiteur de respirer plus longtemps, elle le ruinait à la longue infailliblement. En outre, on a pu remarquer que l'hypothèque judiciaire rendait les expropriations plus nombreuses, par le fait même qu'un premier jugement en entraînait, le plus souvent, beaucoup d'autres à sa suite.

Les dangers que les hypothèques légales non assujetties à l'inscription présentaient, de leur côté, étaient d'une autre nature, mais non moins considérables : les tiers n'avaient aucun moyen légal de les connaître. Un pareil état de choses pesait lourdement sur le crédit en multipliant les formalités et les garanties onéreuses, et en jetant d'inévitables incertitudes dans les transactions.

Ce fut donc avec raison que des modifications furent souvent réclamées. Cependant, telle était la faveur qui s'attachait au système en vigueur, et les difficultés ou les craintes que des modifications en cette matière faisaient naître, que, malgré bien des projets et des réclamations, les législatures se succédèrent sans trouver le remède.

La réforme ne vint que lorsque les changements dans l'ordre politique eurent imprimé à la législature une impulsion



plus grande et plus radicale, une indépendance plus complète vis-à-vis de certains préjugés.

Le 6 janvier 1851, une loi fut votée qui supprima purement et simplement l'hypothèque judiciaire. Cependant, comme la loi ne pouvait avoir d'effet rétroactif, le législateur admit encore, au bénéfice de l'inscription, les jugements des tribunaux et les conciliations des juges de paix, pourvu qu'ils fussent antérieurs à la promulgation de la loi, et que l'inscription fût prise dans les six mois de cette date.

La loi ayant été promulguée le 9 et déclarée exécutoire dès le lendemain, admit donc encore au bénéfice des dispositions du Code civil (2123), toutes les inscriptions de cette nature qui ont pu être requises, au plus tard, le 10 juillet de la même année, en vertu de titres antérieurs à la promulgation. Elles peuvent donc encore exister aujourd'hui, au moyen du renouvellement décennal, et grever indistinctement tous les immeubles, même ceux encore à venir du débiteur, aussi longtemps, du moins, que le titre sur lequel elles reposent ne se trouve pas éteint, ni par le paiement, ni par un fait équivalent, et notamment par la prescription trentenaire de droit commun, tant que les immeubles demeurent en mains du débiteur (2180, 2262), ou par la prescription décennale (2180, 2265) en cas d'aliénation.

Il résulta donc de l'abolition de l'hypothèque judiciaire une simplification déjà très-heureuse du système hypothécaire ; non-seulement il n'en fut plus admis de nouvelles, mais les anciennes inscriptions, prises au plus tard dans les six mois de la loi, ont subi une diminution graduelle, et le jour ne peut être bien éloigné où elles auront complètement disparu des registres.

La réalisation du système de la spécialité et de la publicité de l'hypothèque légale fut plus tardive encore et plus délicate.

Il ne s'agissait plus ici, en effet, d'une simple abrogation, toujours facile à faire, mais d'une véritable réforme des dispositions législatives sur la matière ; réforme qui exigeait impérieusement une coordination des lois anciennes avec les dispositions nouvelles.

Cette réforme avait déjà été tentée en 1820, à l'occasion de la présentation du projet qui devint la loi sur la publicité de quelques droits réels (1). Le Conseil d'Etat de cette époque avait proposé que les hypothèques légales des femmes mariées et des personnes placées sous tutelle fussent nécessairement inscrites dans la quinzaine du mariage ou de l'ouverture de la tutelle : le notaire et le greffier du tribunal de l'audience auraient respectivement été chargés, sous leur responsabilité personnelle, de prendre ces inscriptions. Le Conseil Représentatif, sur le rapport de sa Commission, présenté par M. Bellot, ne crut pas devoir adopter une disposition isolée, sans qu'elle fût coordonnée avec les dispositions du Code civil ; il préféra l'ajourner, laissant à la Commission qui allait être chargée de la révision totale du système hypothécaire, le soin de s'en occuper. La Commission des droits réels en avait, effectivement, tenu compte.

Repris quarante ans plus tard, comme base du travail de la Commission préparatoire chargée, par le Conseil d'Etat, de réviser, sous la présidence de M. Charles Friderich, l'un de ses membres, la législation au point de vue de la publicité des privilèges et des hypothèques légales, et de leur inscription en conformité du nouveau cadastre, le projet Bellot,

(1) Loi du 28 juin 1820.

même sur ce point spécial, dut de nouveau être abandonné.

On sentit plus que jamais la nécessité de procéder, en cette matière, par voie de réformes successives et partielles. On s'en tint donc exclusivement, pour le moment, à l'hypothèque légale des femmes et des incapables : tel fut l'objet de la loi du 12 septembre 1868.

Mais, avant de parler de cette loi, quelques explications préalables sont nécessaires pour faire comprendre les inconvénients auxquels elle est venue mettre un terme. Ces inconvénients, avons-nous dit, atteignaient surtout les tiers. Le prêteur sur immeubles était continuellement exposé à voir sa créance primée par ces hypothèques générales et occultes, sans qu'aucun moyen légal fût mis à sa disposition pour échapper d'une manière sûre à ce danger. Le moyen employé sous les anciens édits de purger les hypothèques par une vente simulée n'était plus possible sous le Code civil. L'acquéreur véritable avait seul la faculté de remplir les formalités longues et surannées de la purgation des hypothèques légales. Aussi, le débiteur, soumis à l'une de ces hypothèques, se voyait-il, le plus souvent, paralysé dans son crédit ou gêné par l'incertitude même qui régnait sur l'importance des sommes qu'elles étaient destinées à garantir, et cela d'autant plus que le propre de ces hypothèques légales était de remonter à l'époque du mariage ou de la naissance de la tutelle. On répugnait à accepter une tutelle, moins pour la charge elle-même qu'à raison des difficultés inévitables que le tuteur devait rencontrer dans la disposition de son patrimoine. — L'usage, il est vrai, s'était établi de faire intervenir la femme dans tous les emprunts contractés par son mari, à l'effet de céder au prêteur la priorité de son hypothèque légale. Cette intervention de la femme, outre qu'elle lui occasionnait des démarches et l'obligeait à

s'adresser en personne au procureur ; la loi de 1819, de lui nommer, en pareils cas, des procureurs spéciaux, avait l'inconvénient de mettre les tuteurs et ceux-ci au courant des affaires du mari. On avait parfois, surtout dans les derniers temps, exigé de nombreuses précautions par le prêteur, l'obligation de tenir pour suffisante et régulière, et, le plus souvent, solidaire de la femme, de rendre inattaquable la cession, ce qui, quoique l'usage le plus constant ait été de tenir pour suffisante et régulière, indépendamment de tout engagement principal, le principe que consacra la loi de 1868 est

Les mêmes inconvénients existaient par la loi du 5 avril 1824 avait, il est vrai, autorisé les tuteurs à consentir la radiation totale des inscriptions d'hypothèques légales requises par elle ou par le ministère public, sur le préavis conforme de ce magistrat ; mais, depuis l'abrogation de cette loi par celle du 18 août 1848, cette faculté avait disparu, et la radiation ne pouvait plus être ordonnée que par le Tribunal civil, sur le préavis du Conseil de famille (2144). Le cas d'une simple cession de priorité n'était pas prévu par le Code : cette lacune a été comblée par la loi de 1868.

En vain avait-on cherché à faciliter l'inscription des hypothèques légales par les lois de finance, en les assujettissant à des droits moins élevés ; ces inscriptions furent toujours très-peu nombreuses ; cela tenait non-seulement à la répugnance naturelle que les maris et les tuteurs éprouvaient à requérir eux-mêmes ces inscriptions sur leurs propres fonds, mais encore et surtout peut-être à l'incertitude qui régnait, le plus souvent, sur l'importance variable des sommes qu'elles étaient destinées à garantir ; et, en fait, il faut le dire, les personnes

au profit desquelles les hypothèques légales étaient établies, avaient plutôt intérêt à ne requérir aucune inscription, aussi longtemps que les formalités de la purgation n'étaient pas remplies contre elles, en suite d'une aliénation, du moment que l'inscription pouvait toujours être requise, et que les sommes dues, quelle qu'en fût l'importance, se trouvaient toujours garanties, en cas de vente, par l'inscription prise dans le délai légal, puisqu'une fois prise, l'inscription remontait de plein droit au jour du mariage ou de l'acceptation de la tutelle.

Cependant, la réforme, sur ce point, devenait toujours plus urgente et était toujours plus impérieusement réclamée au nom de la sécurité du crédit foncier et de la simplification des formalités relatives à la transmission des immeubles.

Obligé de choisir entre les deux intérêts en présence, celui du crédit en général et celui des personnes dont les intérêts réclament une protection spéciale, le législateur n'hésita pas à donner la préférence à la première alternative, non en supprimant purement et simplement l'hypothèque légale, mais en la soumettant au droit commun, au point de vue de la publicité et de la spécialité.

La suppression eût, sans doute, beaucoup simplifié le système hypothécaire, mais elle eût aussi fait disparaître des garanties qui sont le corrélatif de l'incapacité dans laquelle la loi et la nature elle-même ont placé la femme mariée, et les personnes sous tutelle, et de la dépendance où elles sont de la bonne ou de la mauvaise gestion du mari ou du tuteur dont elles dépendent. Le but que se proposa le législateur fut donc simplement d'en limiter l'effet à des immeubles déterminés et d'en assurer la publicité par l'inscription, sans toutefois la rendre obligatoire.

La loi du 12 septembre 1868, qui introduisit cette importante réforme, repose ainsi toute entière sur ces trois prin-

cipes fondamentaux : 1° que toutes les hypothèques légales, sans distinction, sont soumises à la formalité de l'inscription, en sorte qu'elles n'ont plus d'effet qu'à dater du jour de cette inscription ; 2° que l'inscription est spéciale, en sorte qu'elle doit être prise, ne fût-ce qu'éventuellement, pour une somme contre une personne, et sur des immeubles déterminés, désignés conformément au nouveau cadastre ; 3° qu'enfin, il demeure loisible aux personnes auxquelles la loi en accorde la faculté de la requérir ou de ne pas l'inscrire, suivant les circonstances, la liberté à cet égard étant entière.

Ces bases posées, il convenait d'en préciser les conséquences et de déterminer clairement quelles étaient les dispositions du Code civil qu'on entendait modifier. Sous ce rapport, on ne peut qu'admirer la belle ordonnance de cette œuvre législative. Tout en modifiant assez profondément certaines dispositions du Code, le législateur tint à ne pas s'écarter du système général de la législation en vigueur. Les principes sont donc demeurés à peu près les mêmes ; l'application seule a changé dans le sens que je viens d'indiquer. On a corrigé les abus par des simplifications de forme ; tout en maintenant l'hypothèque légale, on l'a fait rentrer dans le droit commun.

Les conséquences de la spécialité, de la publicité et de la liberté de l'inscription des hypothèques légales furent clairement déterminées par la loi elle-même. On ne pouvait négliger d'indiquer les personnes qui auraient le droit de la requérir ; la loi donna donc ce droit, soit à la femme elle-même, soit au mineur âgé de plus de seize ans, soit à leurs parents du second degré, soit enfin au procureur général, magistrat qui, de tout temps, chez nous, a reçu la mission spéciale de veiller à leurs intérêts (7 et 10). Mais, après la cessation du mariage ou de la tutelle, la loi, avec raison, restreignit aux intéressés eux-mêmes le droit de requérir l'inscription dans les dix an-

nées suivantes ; le droit de prendre l'inscription me paraît, en effet, être la conséquence naturelle de la faculté de renouvellement qui leur est expressément accordée dans le même délai (art. 12 et 14).

Cependant, cette faculté donnée aux intéressés de requérir l'inscription, même éventuellement et en tout temps, dans les limites ci-dessus rappelées, sans être obligés pour cela de produire aucun titre à l'appui, exigeait un correctif dans les facilités mises à la radiation ou à la réduction de ces inscriptions ; cette faculté fut donnée à la femme, de la manière la plus large, sous la seule condition qu'elle fût autorisée de deux conseillers spéciaux ; le conseil de famille reçut la même mission pour les mineurs et les interdits, et sa délibération prise à l'unanimité fut déclarée exécutoire de plein droit (13 et 15). Enfin, les tribunaux peuvent toujours prononcer la radiation totale ou partielle, ou la réduction de ces mêmes inscriptions, du moment que le mari ou le tuteur prétend qu'elles ont été prises contrairement à une stipulation du contrat de mariage, ou à une dispense contenue en l'acte de nomination du tuteur, ou enfin pour une créance non existante ou éteinte par le paiement (13 et 15).

En outre, l'obligation du renouvellement décennal fut supprimée pendant toute la durée du mariage ou de la tutelle ; mais la péremption fut prononcée contre celles qui n'auraient pas été renouvelées dans les dix années, à partir de la majorité ou de la dissolution du mariage (12 et 14).

Enfin, on put, sans inconvénient, supprimer la formalité de purgation des hypothèques légales, devenue inutile par le fait même de la publicité donnée à l'inscription et du nouveau principe de liberté mis à la base de ces hypothèques.

Elle fut simplement remplacée par une disposition nouvelle, en vertu de laquelle tous les actes notariés ou judiciai-



res, emportant transmission de la propriété immobilière, seraient, à l'avenir, publiés par extrait dans la *Feuille d'Avis*, en désignant les immeubles conformément à l'acte et au nouveau cadastre. Cette dernière garantie se rattachait, dans la pensée du législateur, à la nécessité de faire connaître la transmission des immeubles et surtout les aliénations aux créanciers hypothécaires ou privilégiés, auxquels la loi de 1868, et deux autres lois précédentes (1), accordent la faculté de requérir encore une inscription dans la quinzaine de la transcription de l'acte au bureau des hypothèques.

Cependant, le but du législateur n'aurait été qu'imparfaitement atteint, si, comme on l'avait déjà fait à l'occasion de la suppression de l'hypothèque judiciaire, il n'avait pas été fixé un délai au-delà duquel toutes les hypothèques légales, même anciennes, devraient être inscrites, pour jouir des avantages que le Code attache aux hypothèques légales non inscrites.

Ce délai fut fixé à six mois, à dater du jour où la loi devint exécutoire, par suite de sa promulgation. Il expira le 22 mars 1869, ce jour étant encore compris dans le délai. Les hypothèques légales qui furent inscrites jusqu'à ce jour, inclusivement, demeurèrent donc encore au bénéfice de l'article 2135 du Code civil, c'est-à-dire qu'elles purent encore remonter, quant à leurs effets, au jour de la célébration du mariage ou de l'acceptation de la tutelle. Mais, ce délai passé, elles ne datèrent plus que du jour de l'inscription. A ce point de vue, la promulgation de la loi de 1868 fut, en réalité, une purgation générale de toutes les hypothèques légales occultes, reposant sur les immeubles du canton de Genève (2).

(1) Lois du 22 décembre 1820 et du 27 juin 1855.

(2) Albert Wessel. — *Rapport sur le Projet de loi*. Mémorial de 1868, page 1379.



La distinction que nous venons de rappeler a donc une importance pratique considérable, et les magistrats et officiers ministériels ne doivent jamais la perdre de vue, lorsqu'il s'agit de fixer le rang de ces inscriptions.

La clause abrogatoire indique clairement les modifications que la nouvelle loi a fait subir au Code civil. La suppression de la purgation entraîna l'abrogation pure et simple des articles 2193, 2194 et 2195 du Code civil, qui réglaient cette procédure; on abrogea aussi les articles 2136, 2137, 2138, 2139, 2142, 2143, 2144 et 2145, contraires au principe nouveau de la liberté de l'inscription; lequel n'oblige ni le mari, ni les parents, ni le procureur général, à la réquerir; enfin, la nouvelle loi substitua ses dispositions aux deux premiers paragraphes de l'article 2135, et ne maintint, dans cet article, que les deux derniers alinéas.

Cette dernière abrogation demande quelques explications.

Les deux premiers paragraphes de l'article 2135 du Code admettaient, nous l'avons déjà vu, une hypothèque légale, indépendante de l'inscription, et, par conséquent, occulte, au profit des mineurs et des interdits, sur les immeubles de leur tuteur, et, au profit des femmes, pour sûreté seulement de leurs dots et conventions matrimoniales, sur les immeubles de leurs maris. Ils en faisaient remonter, de plein droit, l'effet au jour du mariage ou de l'acceptation de la tutelle. C'était une exception formelle au principe général de l'article 2134, en vertu duquel l'hypothèque soit légale, soit judiciaire, soit conventionnelle, n'a de rang, entre les créanciers, que du jour de l'inscription sur les registres du conservateur, dans la forme et de la manière prescrites par le Code civil.

La loi de 1868 a étendu ce principe général à l'hypothèque légale de la femme, même dans les cas où, jusque-là, elle avait été dispensée de l'inscription; elle est donc maintenant

assimilée aux hypothèques conventionnelles ou autres, déjà assujetties à l'inscription, et notamment à l'hypothèque existant au profit du légataire sur les immeubles de la succession (2111, 1017), au profit de la masse des créanciers sur les immeubles du failli (Loi du 19 octobre 1861, art. 490), et au profit de l'Etat, des communes et établissements publics, sur ceux des comptables.

Toutefois, cette assimilation n'est vraie qu'en ce qui concerne l'obligation de la publicité, mais non en ce qui a trait à la conformité de l'inscription avec le cadastre, condition à laquelle les hypothèques légales de la femme et du mineur, ou de l'interdit, sont seules astreintes.

Ajoutons enfin que les hypothèques légales ont conservé leur caractère de généralité, en ce sens qu'elles peuvent être prises successivement sur tous les immeubles présents et à venir du débiteur, la loi de 1868 n'ayant pas innové aux dispositions des articles 2121 et 2122 du Code civil.

Les unes et les autres n'existent donc actuellement que par leur inscription ; mais cette inscription n'est plus soumise au renouvellement décennal, en ce qui concerne les femmes et les incapables, tandis que toutes les autres inscriptions sont encore soumises à cette formalité.

Observons, enfin, que la loi de 1868, en maintenant en vigueur les deux derniers alinéas de l'article 2135, relatifs aux sommes dotales échues à la femme par succession ou donation, pendant le mariage, ainsi qu'aux indemnités des dettes qu'elle aurait contractées avec son mari, et au emploi de ses biens propres aliénés, a eu pour but d'indiquer clairement son intention de n'admettre ces différents droits, au bénéfice de l'inscription, qu'à dater de l'ouverture des successions, ou du jour où les donations ont eu leur effet, ou à compter seulement du jour où la femme se serait engagée

mari, ou de celui de l'aliénation de ses biens per-

rappelons l'article 8 de la loi, lequel réserve expressément les stipulations du contrat de mariage dans le cas où, en vertu de l'article 2140 du Code civil, les époux ont constitué l'hypothèque légale à des immeubles déter-

minés. Cette réforme s'est trouvée heureusement réalisée l'une des plus importantes améliorations que réclamait le système hypothécaire du Code civil. Tentée déjà en 1820, et toujours, mais sans résultat, elle fut certainement rendue possible par l'établissement du nouveau cadastre ; tant il est vrai qu'un progrès introduit dans un domaine, en entraîne toujours d'autres à sa suite.

Enfin, si la réforme s'est fait attendre, elle n'en a été que plus conforme aux vrais principes. Elle a continué la série des réformes partielles commencées par les lois des 20 mars 1820 et 28 juin 1830, et a fait faire un grand pas vers la réalisation de la publicité des droits réels, laquelle sera complète lorsqu'elle aura pu être étendue, d'une manière égale, aux privilèges, aux servitudes, à l'usufruit et aux autres droits dont les immeubles sont susceptibles.

## § XXXIII

**DÉLAI D'INSCRIPTION DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES,  
EN CAS DE VENTE OU DE FAILLITE.**

En thèse générale, les privilèges et hypothèques suivent les immeubles en quelques mains qu'ils passent ; néanmoins, l'application de ce principe du Code civil (2114) a dû être limitée dans l'intérêt des tiers acquéreurs.

D'autre part, l'existence de ces privilèges et hypothèques n'empêchant pas le débiteur d'aliéner ses immeubles, il convenait de donner au créancier les moyens de sauvegarder ses intérêts, notamment par la double procédure de la surenchère et de l'ordre.

C'est à ces deux points de vue que nous allons exposer les principes admis par notre législation.

Rappelons d'abord que pour conférer un droit d'hypothèque valable, le débiteur doit avoir la capacité d'aliéner ses immeubles (C. c. 2124), et en avoir la libre disposition. L'apposition des placards et le jugement déclaratif de la faillite entraîneraient donc la nullité d'une inscription hypothécaire postérieure, si du moins ces moyens d'exécution n'étaient pas par la suite mis à néant. (Loi de 1819, 545 ; loi de 1852, 13 ; loi de 1861, 448.)

D'autre part, il convient de rappeler que les actes entre-vifs portant transmission ou résolution de la propriété d'immeubles, de même que les actes de partage et autres actes déclaratifs de propriété, sont assujettis à la transcription et ne

peuvent être opposés aux tiers qu'à dater de l'accomplissement de cette formalité. (Loi du 28 juin 1830, art. 1<sup>er</sup> ; loi du 1<sup>er</sup> février 1841, art. 54 et 65 ; loi du 11 septembre 1867, art. 29.)

Ceci établi, voyons quel est le délai au-delà duquel les privilèges et hypothèques ne peuvent plus être inscrits.

D'après la loi du 27 juin 1855, art. 24, laquelle a reproduit, presque textuellement, la disposition correspondante de celle du 22 décembre 1820, toute inscription de cette nature, résultant d'un acte antérieur à l'aliénation, doit être requise dans le délai de quinzaine, à partir de la transcription. Le même délai a été adopté, par la loi du 12 septembre 1868, pour l'inscription des hypothèques légales.

Ce n'est donc qu'après l'accomplissement de ce délai de quinzaine que l'acquéreur d'un immeuble peut, dans la règle, connaître avec certitude l'état des inscriptions qui le grèvent ; ce n'est qu'alors qu'il peut régulièrement requérir du conservateur des hypothèques la délivrance d'un certificat sur transcription, contre le vendeur et ses auteurs. Cependant, la loi a fait à cette règle deux exceptions importantes.

L'expiration du délai de quinzaine ne peut, en effet, nuire au vendeur et au co-partageant ; ils conservent leur privilège, le premier, par le fait seul de la transcription de l'acte de vente constatant que le prix est dû ; le second par l'inscription sur les immeubles partagés ou licités, pour les soultes ou le prix, dans les soixante jours à dater de l'acte de partage ou de la licitation, conformément aux articles 2108 et 2109 du Code civil. (Loi du 22 décembre 1820, art. 5, loi du 27 juin 1855, art. 24.) Remarquons, en passant, que le co-partageant se trouve ainsi privilégié, non-seulement à l'égard des hypothèques que l'attributaire ou l'adjudicataire pourrait avoir consenties dans l'espace de ces soixante jours, mais encore et

à plus forte raison, sur les hypothèques que ces derniers pourraient avoir consenties personnellement pendant l'indivision. (C. c. 2110, 2095.)

En ce qui concerne l'inscription des droits d'hypothèque opérée postérieurement à la mort du débiteur, le Code civil (2146) la déclare sans effet, entre les créanciers de la succession, dans le cas où celle-ci n'est acceptée qu'à bénéfice d'inventaire. L'inscription ne pourrait non plus être valablement prise sur les immeubles d'une succession, conformément à l'acte qui la confère, après la transcription du partage qu'autant qu'elle le serait contre chacun des héritiers et sur les immeubles qui lui auraient été spécialement attribués.

Quant aux privilèges dispensés de l'inscription par le Code civil (2101) ou par la loi du 3 août 1821, sur les privilèges du fisc pour le recouvrement des contributions directes, ils conservent toujours un droit de préférence sur le prix, si ce droit est réclamé avant la clôture de l'ordre; mais, par contre, la loi de 1855 a dérogé à celle du 5 septembre 1807, relative au privilège du fisc sur les biens des comptables, en ce qui concerne le délai de son inscription en cas d'aliénation.

Ce que nous venons de dire des privilèges et hypothèques, ne s'applique nullement aux droits de bail, de servitude, d'usufruit et autres droits réels de cette nature; la loi du 28 juin 1820, nous l'avons dit précédemment, en a permis l'inscription en tout temps; elle n'a fixé aucun délai pour l'inscription facultative des titres qui les établissent; ils peuvent donc toujours, tant qu'ils ne sont pas éteints, être inscrits sur l'immeuble qui en est grevé, nonobstant la vente, sauf à l'acquéreur à les contester, si ces droits ne lui paraissent pas suffisamment établis, et notamment dans le cas où l'acte inscrit n'aurait pas de date certaine. (C. c. 1328, 1743; loi de 1820, art. 15.)

en cas de vente par expropriation forcée, l'ins-  
 droits de cette nature doit nécessairement avoir  
 la délivrance, par le conservateur, de l'état qu'il  
 a dressé dans les trois semaines de la première  
 des placards. (Loi de 1819, 542, 565, 625.)

délai, ils peuvent cependant encore faire l'objet  
 tion sur le cahier de la saisie, pourvu qu'elle ait  
 l'adjudication.

Enfin que la loi de 1861, art. 448, déclare sus-  
 tre annulées les inscriptions prises après l'époque  
 on des paiements ou dans les dix jours qui l'ont  
 Il s'est écoulé plus de quinze jours entre la date de  
 e de l'inscription.

## § XXXIV

### HYPOTHÉCAIRES PAR ACTIONS.—LES CÉDULES HYPOTHÉCAIRES

ité de mobiliser, dans l'intérêt de l'agriculture et  
 ie, les valeurs foncières, a donné lieu à une légis-  
 elle qui est venue se superposer au Code civil,  
 ire subir de modification, bien qu'elle y ait dérogé  
 is cas spéciaux.

31 janvier 1857 créa une forme nouvelle d'hypo-  
 rentionnelle; elle permit, en effet, à toute per-  
 cter ses immeubles en garantie des actions qu'elle  
 ait d'émettre. Ce mode d'emprunt hypothécaire  
 taines garanties que la loi n'a pas négligées. Il

fallait surtout que les porteurs d'actions ne pussent être trompés et que l'acte indiquât clairement la véritable position hypothécaire des immeubles engagés. Dans ce but, la loi disposa que les emprunts par actions seraient faits par acte notarié, que cet acte serait rendu public par sa transcription au bureau des hypothèques, sur un registre spécial; qu'une inscription serait prise par l'emprunteur et sur ses immeubles, au nom collectif de tous les porteurs d'actions; qu'enfin les actions elles-mêmes ne seraient valables qu'autant qu'elles seraient revêtues, non-seulement de la signature de l'emprunteur, mais encore de celle du notaire détenteur de l'acte, tant pour donner à l'action le caractère authentique et la forme d'un titre exécutoire, que pour certifier que le nombre des actions émises n'a pas été dépassé.

Mais la loi de 1857 ne se borna pas à cette innovation; elle donna aux sociétés anonymes la faculté d'emprunter par actions sur leurs titres hypothécaires, en affectant d'une manière spéciale ces titres, à la garantie des actions émises. Sous ce rapport, les sociétés anonymes, constituées en vue d'opérations sur immeubles, soit dans le canton, soit dans le reste de la Suisse, soit même à l'étranger, furent assimilées jusqu'à un certain point à ce qui existait déjà, comme nous le verrons dans un instant, pour la caisse hypothécaire elle-même.

Cependant, comme les sociétés anonymes ne pouvaient présenter toutes les garanties attachées à un établissement public, le législateur crut devoir les assujettir à l'accomplissement de certaines conditions destinées à assurer aux porteurs de ces actions toute la sécurité possible. Il exigea donc que les actions fussent créées par un acte notarié, énumérant avec soin les créances hypothécaires offertes en gage; et que cet acte fût rendu public au moyen de sa transcription sur le registre spécial dont il vient d'être parlé. Les actions ainsi



créées et revêtues des mêmes formes que celles des emprunts hypothécaires, jouissent sur les titres de créances qui leur sont affectés en garantie d'un véritable privilège ; mais, à la différence du nantissement ordinaire, lequel n'est valable qu'autant que le créancier, ou une autre personne pour lui, a en sa possession les titres donnés en garantie (C. c. 2076), les sociétés anonymes peuvent garder ces titres en leur possession, les transmettre ou en recevoir le remboursement, à la condition toutefois de mettre en réserve les sommes en provenant, et de les affecter exclusivement au remboursement des actions émises.

Outre l'introduction dans notre législation de cette nouvelle espèce de privilège, la loi de 1857 a voulu que ces différents titres fonciers fussent facilement transmissibles. Elle a donc permis d'émettre les actions, soit au porteur, soit comme titres nominatifs susceptibles d'endossement, suivant les prescriptions de l'acte, sans qu'il fût nécessaire de remplir aucune formalité nouvelle au bureau des hypothèques, à l'occasion de cette transmission.

Le type de la loi de 1857 existait déjà en partie dans les statuts de la Caisse hypothécaire. Cette institution succéda, on le sait, à l'ancienne Société économique. Elle fut créée en vertu de l'article 146 de la Constitution de 1847, et son existence fut de nouveau consacrée par la loi constitutionnelle du 27 septembre 1868 sur l'hospice général, laquelle eut pour but de faire disparaître toute trace d'inégalité entre les citoyens des différentes parties de notre territoire. Dès son origine, la Caisse hypothécaire eut pour mission de faire valoir les biens que les anciens Genevois avaient destinés à l'entretien du culte protestant, des édifices destinés au culte et aux écoles, dans les communes de l'ancienne République ; mais, elle n'en

fut pas moins, dès l'origine, une institution essentiellement cantonale, en ce sens, que toute personne fut admise à s'adresser à elle pour obtenir un prêt hypothécaire, moyennant des garanties suffisantes, sur des immeubles situés dans le canton; elle fut un véritable bienfait pour les habitants des campagnes.

Néanmoins, les opérations de cette caisse eussent été nécessairement bornées, si elle eut dû s'en tenir au placement de ses propres capitaux. On lui donna donc la faculté de mobiliser les créances hypothécaires créées en sa faveur, en émettant des cédules portant intérêt et jouissant spécialement d'un droit de privilège sur l'ensemble des obligations hypothécaires qui lui sont dues. De cette manière, la caisse fut mise à même de renouveler sans cesse son capital et en même temps ses opérations,

Les cédules de la Caisse hypothécaire peuvent être, ou au porteur, ou nominatives; dans ce dernier cas, elles sont transmissibles par simple endossement, et par le transfert sur les registres de la caisse.

Mais les obligations hypothécaires, qui les garantissent, sont demeurées soumises à toutes les formes tracées par le Code civil, soit pour la constitution de l'hypothèque, soit pour le renouvellement décennal de l'inscription, soit pour la cession par le moyen de la subrogation.

Les innovations apportées par les statuts de la caisse au droit commun, consistent donc uniquement en ce que : 1° le transfert des cédules nominatives n'est pas soumis aux règles ordinaires tracées par le Code civil, pour le transport des créances (C. c. 1690); 2° le droit de privilège existe en faveur des cédules, sans que la caisse soit obligée de se dessaisir des titres hypothécaires dont l'ensemble forme la

ciale de tous les porteurs de cédules, indistinc-

iers statuts de la Caisse hypothécaire sont ceux du 4 mars  
uccessivement le 14 juillet 1848 et le 12 septembre 1849,  
t ceux du 5 mai 1866 ; les statuts actuels ont été approuvés  
uin 1869.

---

## CINQUIÈME PARTIE

---

### LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE, ARTISTIQUE ET INDUSTRIELLE

#### § XXXV

#### PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE. — MARQUES DE FABRIQUE.

Les générations se succèdent en se transmettant le flambeau de la science, de la littérature et des arts, comme elles se transmettent la lumière par excellence, celle du bien, celle de Dieu. L'homme puise sans cesse dans ce fonds commun, continuellement renouvelé ; il s'en assimile les richesses, il les transforme et leur imprime à la fois le sceau de son époque et de son individualité. En y attachant son nom, il acquiert, par cela même, le droit exclusif de disposer de son œuvre comme il l'entend et d'en recueillir les fruits, au même titre que le possesseur d'un champ peut l'aliéner ou en recueillir la moisson.

Tel est le fondement de la propriété littéraire et artistique

que la Révolution française consacra législativement, et que nous avons héritée d'elle. La loi du 19 juillet 1793, relative aux droits de propriété des auteurs, déjà implicitement maintenue par nos lois de 1815 et 1816, sur l'organisation judiciaire, le fut plus tard, expressément, par celle du 2 mai 1827.

Cette loi de 1793, pour la première fois, en France, reconnut, en effet, aux auteurs d'écrits en tous genres, aux compositeurs de musique, aux peintres et dessinateurs, le droit exclusif de vendre et distribuer leurs ouvrages, et d'en céder la propriété, pendant leur vie entière. Elle accorda le même droit aux héritiers ou cessionnaires, après la mort des auteurs, pendant un terme de dix années, à l'expiration duquel le droit de propriété cessait et l'œuvre tombait définitivement dans le domaine public.

Néanmoins, la jouissance de ce droit fut subordonnée, pour les ouvrages de littérature ou de gravure, au dépôt officiel de deux exemplaires.

Par la suite, un décret du 1<sup>er</sup> germinal an XIII régla les droits des héritiers ou ayant-cause sur les ouvrages posthumes ; celui du 5 février 1810 reconnut, de plus, à la veuve, un droit viager, et étendit à vingt ans celui des enfants. Enfin, le Code pénal a sanctionné, par des peines, ce droit de propriété.

Quant aux œuvres dramatiques, la loi française du 19 janvier 1791, réserva aux auteurs, pendant leur vie, le droit exclusif de les faire représenter sur un théâtre public ; elle l'étendit également à leurs héritiers ou cessionnaires, pendant cinq ans, après la mort des auteurs. Le maintien de cette loi, par celles de 1815 et 1816, a été expressément constaté, après de brillantes plaidoiries contradictoires du professeur Gide et de l'avocat Pierre Raisin, par la Cour de Justice, dans son arrêt du 10 juin 1867, lequel en fit l'application en faveur

d'un auteur français, mis au bénéfice de ce droit, sur le même pied que le citoyen genevois lui-même, par suite du traité conclu, en 1864, entre la France et la Suisse.

En 1827, par la loi du 2 mai, le Conseil Représentatif édicta quelques dispositions pénales pour réprimer les délits commis, par la voie de la presse, contre le gouvernement fédéral ou les gouvernements cantonaux. Cette loi, votée sur le rapport du professeur Bellot, est divisée en deux parties, l'une pénale, l'autre qui, dans le projet, devait former une loi séparée, plus générale, concernant quelques mesures préventives et de police, compatibles avec la liberté de la presse déjà inscrite dans la Constitution de 1814, comme elle n'a cessé de l'être dans les Constitutions postérieures.

Voulant prévenir toute publication clandestine, il fut ordonné, en particulier, qu'avant de publier des écrits imprimés dans le Canton, l'imprimeur, outre l'injonction qui lui fut faite d'y inscrire son vrai nom, en déposerait deux exemplaires à la Chancellerie, pour la Bibliothèque publique. Ce dépôt remplaça dès lors, quant aux effets civils, celui qu'exigeait la loi de 1793. L'obligation de ce dépôt n'était, d'ailleurs, pas nouvelle à Genève. Bellot observe, dans son rapport, qu'un règlement du 22 avril 1788 le prescrivait à nos imprimeurs, et qu'il n'était lui-même que la copie d'autres règlements remontant au berceau de notre Bibliothèque nationale. Mais ce n'était alors qu'une simple mesure de police, à l'observation de laquelle n'était attaché aucun effet civil, puisque l'ancienne République ne consacrait pas la propriété littéraire proprement dite.

En 1856, le Grand Conseil, sur la proposition du Conseil d'Etat, qui avait arrêté, avec d'autres cantons, les bases d'un concordat, le ratifia par la loi du 31 mai. Ce concordat, sanctionné, la même année, par le Conseil fédéral, fut successive-

ment adopté par les cantons de Zurich, Berne, Uri, Unterwald (le Haut et le Bas), Glaris, Bâle-Ville et Bâle-Campagne, Schaffhouse, Appenzell (les deux Rhodes), Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin et Vaud, outre Genève (1). Il forme ainsi, pour ces Etats confédérés, la loi commune, qui doit être appliquée toutes les fois qu'une contrefaçon a été commise dans l'un de ces Etats, au préjudice de ressortissants des autres Etats concordataires. Mais, la loi de 1856 n'ayant pas abrogé la législation précédente, celle-ci est demeurée applicable aux cas de contrefaçons qui pourraient se présenter dans le canton de Genève, au détriment d'auteurs Genevois ou d'autres citoyens suisses établis.

Cette distinction n'est pas indifférente, car les droits résultant du concordat sont, comme on va le voir, plus étendus que sous notre législation cantonale. En effet, le droit exclusif et viager qu'il assure à l'écrivain ou à l'artiste de publier ou de faire publier ses œuvres, s'étend, après sa mort, en faveur de ses héritiers ou cessionnaires, jusqu'à l'expiration de la trentième année, dès la première publication. Les successeurs ont même le droit exclusif de publier un ouvrage posthume dans les dix années du décès, et la protection dure trente années consécutives, s'ils usent de cette faculté. Aucun dépôt n'est, d'ailleurs, exigé pour assurer le droit de propriété dans les divers cantons concordataires ; et si l'œuvre avait été publiée hors de leurs territoires, il suffit que l'auteur fasse connaître officiellement sa qualité, d'auteur à son gouvernement et lui en dépose un exemplaire. Toutefois, nous avons vu que la loi de 1827 impose, chez nous, ce dépôt comme mesure de police, pour toutes les publications d'écrits imprimés dans le canton.

(1) *Recueil des Lois* de 1869, P. F., p. 591.



Remarquons que le concordat a mis au bénéfice de la protection qu'il accorde aux auteurs, les reproductions, lorsque celles-ci ont exigé un travail intellectuel propre. Les tribunaux, dont la compétence est réglée par le lieu de la contrefaçon ou de la vente, apprécient dans chaque cas spécial si la reproduction est licite ou non.

Pour sauvegarder le principe de la liberté de la presse, garanti par les Constitutions, et entourer l'action des autorités de toute la publicité désirable, il était nécessaire de prévoir les cas où le droit d'auteur ne pourrait être invoqué. C'est dans ce but que le concordat a rendu complètement libre l'impression des actes et délibérations des autorités publiques, à moins qu'elles n'en aient remis la publication à un éditeur.

L'impression des discours prononcés en public, la reproduction d'articles de journaux, l'insertion, dans un recueil, de passages ou même de chapitres extraits d'un ouvrage, ne constituent pas non plus une lésion du droit d'auteur.

Les dispositions de ce concordat serviront sans doute de base à la future législation fédérale, la propriété littéraire et artistique étant maintenant du ressort de la Confédération. (Constitution fédérale de 1874, art. 64.)

Le Canton de Genève avait, en outre, conclu en 1858, pour six années, avec la France, une convention spéciale à la protection de la propriété littéraire et artistique ; mais, son exécution donna lieu, chez-nous, à de si nombreuses réclamations qu'elle ne fut pas renouvelée. Une loi du 15 octobre 1864 en décréta formellement la dénonciation, sur le rapport de M. le Conseiller d'Etat Charles Friderich, et après une enquête administrative et publique très-circonstanciée.

Cette convention, au surplus, était devenue superflue, depuis la conclusion du traité entre la France et la Suisse, du 30 juin de la même année.



En ce qui concerne les marques de fabrique, cet objet a été réglé chez nous, pour la première fois, par la loi du 5 avril 1860. Les produits industriels pouvant facilement être imités, il importait au fabricant, à l'inventeur, de les distinguer aux yeux du public, par une marque spéciale, laquelle ne pût être impunément contrefaite.

La loi a donc admis le principe de la propriété de cette marque, lorsque le dépôt de deux exemplaires du modèle serait fait régulièrement, au greffe du tribunal de commerce. Cette marque est d'ailleurs complètement facultative, à moins qu'une loi spéciale ne l'ait rendue obligatoire pour certains produits déterminés. Le dépôt n'a d'effet que pendant quinze ans ; mais il peut toujours être renouvelé. L'usurpation de la marque de fabrique peut donner lieu soit à une poursuite correctionnelle, soit à une action civile, et dans l'un et l'autre cas, il peut être alloué des dommages-intérêts proportionnés au dommage qu'elle a causé.

## SIXIÈME PARTIE

---

### LES SUCCESSIONS ET LA QUOTITÉ DISPONIBLE.

#### § XXXVI

#### LES DROITS SUCCESSORAUx DE L'ENFANT NATUREL ET DE L'ÉPOUX SURVIVANT. — RÉDUCTION DU DEGRÉ DE SUCCESSIBILITÉ.

L'homme en mourant n'emporte avec lui rien de terrestre. Les biens qu'il possédait ne peuvent le suivre dans cette vie nouvelle qui commence pour lui au-delà de la tombe. Mais les enfants qui lui doivent l'existence et, à leur défaut, les membres de la famille dans laquelle il est né, se présentent naturellement pour recueillir les biens qu'une vie de labeur lui avait acquis, ou qu'une sage administration lui avait conservés. La loi d'hérédité qui l'unissait à cette famille d'une manière plus ou moins immédiate dans l'ordre physique et moral, cette solidarité mystérieuse et pourtant effective dans les facultés et les dons, comme aussi dans les qualités morales et les infirmités, s'impose ici avec non moins de force ; à tel

point que le législateur ne saurait la méconnaître, sans froisser les sentiments les plus légitimes et les plus permanents de la nature humaine, sans blesser les notions du juste et sans saper les bases mêmes de l'édifice social.

De là découle, comme une conséquence nécessaire, la notion de la succession *ab intestat*. Mais les liens du sang qui constituent, à des degrés divers, l'essence même de la famille, ne sont pas les seuls dont le législateur doive tenir compte. L'adoption et surtout le mariage engendrent aussi une solidarité que la loi doit respecter.

En s'unissant, les époux se consacrent leur vie entière ; et cette communauté de joies et de peines, de travaux et de besoins, d'affections et d'espérances, crée entre eux un lien que la mort même ne peut briser. Le législateur, qui a contribué à former cette union, doit donc nécessairement en tenir compte dans la répartition des biens qui ont contribué à la former et à la maintenir.

Cependant, les dispositions qui consacrent dans la matière des successions les affections présumées du défunt, doivent être subordonnées, dans une juste mesure, à sa volonté régulièrement manifestée. On ne saurait, en effet, raisonnablement admettre que l'homme qui a pu, de son vivant, librement disposer de ses biens, en faire l'objet de dons manuels, même à titre purement gratuit, ou les engager et les perdre dans de folles entreprises, ne puisse, dans la prévoyance de sa mort, en disposer par un acte solennel de dernière volonté. La loi civile, en lui reconnaissant ce droit, s'élève à la hauteur de la loi morale ; car, en ne limitant la liberté de tester qu'autant que cela est nécessaire dans l'intérêt des membres les plus rapprochés de la famille, elle proclame d'une manière éloquente que l'homme ne meurt pas tout entier, elle fait en quelque sorte de sa volonté dernière, le canal par lequel pas-

sent les dispensations de la Providence, dans la répartition de la richesse.

Toutefois, le droit de disposer de ses biens ne saurait être reconnu à l'homme d'une manière absolue et sans limites. Le rôle de la loi, en cette matière, doit être d'établir une juste conciliation des droits acquis aux plus proches parents, et de la liberté du testateur ; le législateur ne pourrait reconnaître à celui-ci le droit absolu de disposer de ses biens, sans livrer du même coup la famille à tous les hasards qu'entraînent avec eux les vices, les passions coupables, la vieillesse ou la maladie. L'Etat, de son côté, a d'ailleurs un intérêt direct à ce que les biens se répartissent, en une certaine mesure, entre les parents les plus rapprochés du défunt.

De là découlent à la fois la liberté de tester et la réserve des descendants et des ascendants.

Le Code civil, au titre I<sup>er</sup> du III<sup>e</sup> livre, relatif aux divers ordres de succession, était chez nous jusqu'ici demeuré sans changement, à l'exception seulement de quelques dérogations spéciales relatives à la procédure en matière de partage, dont nous aurons à nous occuper dans d'autres paragraphes.

Mais la loi du 5 septembre 1874, due à l'initiative de M. Gustave Pictet, qui en a été le rapporteur, est venue modifier assez profondément le droit des successions, en vue surtout d'améliorer la position de l'enfant naturel et de l'époux survivant, dont les droits jusqu'alors n'avaient pas été suffisamment protégés par le Code civil.

Pour mieux faire comprendre la portée des modifications que ce Code a subies, rappelons d'abord les principes qu'il consacre en matière de succession *ab intestat*.

Dans le système du Code, les successions sont déférées aux

enfants et descendants, aux ascendants et aux parents collatéraux, dans l'ordre et suivant les règles qu'il détermine.

Le premier ordre est celui des descendants ; ils succèdent à l'exclusion de tous autres parents, et jouissent du droit de représentation à l'infini.

Le second ordre est celui du père et de la mère, des frères et sœurs, et des descendants de ceux-ci au profit desquels la représentation est également consacrée ; les héritiers de cet ordre excluent tous autres collatéraux et tous ascendants plus éloignés.

Le troisième ordre est celui des ascendants ; ils succèdent chacun dans sa ligne et par degré de proximité, à l'exclusion de tous collatéraux autres que les frères et sœurs et descendants d'eux.

Enfin, le quatrième ordre est celui des collatéraux plus éloignés ; ils succèdent, chacun dans sa ligne, jusqu'au douzième degré.

L'enfant naturel n'est appelé à la succession et ne revêt la qualité d'héritier qu'à défaut d'héritiers légitimes. Dans les autres cas, le Code civil ne lui accorde qu'une sorte de créance sur les biens de la succession de ses père et mère, lorsque ceux-ci l'ont légalement reconnu. Ce droit varie d'ailleurs suivant le degré de proximité des héritiers appelés à recueillir la succession.

D'un autre côté, la succession aux biens de l'enfant naturel, décédé sans postérité, avait été réglée par le Code de manière à éloigner toute idée de parenté quelconque entre lui et ses frères et sœurs nés de mariage ; ceux-ci ne lui succédaient que dans les biens qu'il avait recus de ses père et mère, quand ils pouvaient être reconnus. Tous ses autres biens passaient à ses frères et sœurs naturels.

Quant à l'enfant adultérin ou incestueux, le Code s'était

borné à lui accorder des aliments, lorsque sa filiation résultait d'un jugement.

Ainsi, dans le système du Code, la reconnaissance d'un enfant naturel (quand l'adoption ne lui avait pas été conférée) lui était plus défavorable que s'il n'avait pas été reconnu, puisqu'elle avait pour effet immédiat de l'empêcher de recevoir, même par donation ou testament, rien au-delà de ce qui lui est accordé par le Code au titre des successions. Il se trouvait ainsi placé dans une position inférieure à l'étranger, puisque celui-ci est admis à recevoir toute la quotité disponible des biens du testateur, et même la totalité de la succession, en l'absence d'héritiers à réserve.

L'époux survivant, de son côté, n'était appelé par le Code à recueillir la succession de son conjoint qu'à défaut de parents au douzième degré et d'enfant naturel. Il était donc constamment exposé à tomber tout à coup d'une position prospère, s'il n'avait pas de ressources personnelles ; mais, du moins, il lui était permis de recevoir, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage, la totalité de la succession ou de la partie non réservée par la loi aux descendants et aux ascendants.

Ajoutons enfin, que l'enfant naturel et l'époux, quand ils étaient appelés à recueillir la succession, à défaut de parents, devaient, comme l'Etat lui-même, faire procéder à l'apposition des scellés, dresser un inventaire et se faire envoyer en possession par justice, après certaines formalités de publicité ; et qu'en outre, ils étaient astreints à faire emploi du mobilier ou à donner caution, pour assurer la restitution des biens, au cas où il se présentât des héritiers légitimes dans l'intervalle de trois ans.

Nous allons maintenant voir comment, sans changer l'ordre des successions entre les parents légitimes, la nouvelle loi ge-

nevoise du 5 septembre 1874, a modifié, en ce qui concerne l'enfant naturel, l'époux survivant et le degré de successibilité, les dispositions du Code civil.

Cette loi se compose d'un article unique, renfermant les divers articles du Code civil qu'elle a abrogés et remplacés, tout en en conservant la numérotation.

Elle est fondée sur le principe assurément très-juste que les dispositions légales qui règlent la succession *ab intestat*, doivent être conformes à l'intention présumée du défunt et en rapport avec le degré d'affection et de solidarité que la filiation naturelle et le mariage supposent. Se plaçant avec raison au point de vue de l'enfant, qui est innocent du fait de sa naissance, et sur la tête duquel on ne peut, sans usurper la puissance divine, faire retomber la faute de ses parents, le législateur genevois a voulu l'admettre, dans une proportion équitable, au partage des biens sur lesquels le fait seul de sa filiation lui donne un droit héréditaire plus ou moins étendu, suivant le degré de proximité des parents légitimes. Il a voulu aussi que l'époux survivant lui-même revêtît, à défaut d'enfants, la qualité d'héritier.

Pour atteindre ce double but, il a modifié le Code civil en ce sens que les successions sont déferées aux enfants légitimes *et naturels*, et aux descendants du défunt, à ses ascendants, à *son époux*, à ses parents collatéraux, et enfin à l'Etat, dans l'ordre et suivant les règles que le Code et la loi qui le modifie déterminent.

Non-seulement il a appelé l'enfant naturel à la succession de ses père et mère, mais encore à celle des descendants de ces derniers.

Non-seulement il y a appelé l'enfant naturel né hors mariage et l'enfant né d'un mariage plus tard annulé, mais encore l'enfant issu d'un commerce adultérin ou incestueux,



pourvu que l'enfant ait été reconnu, soit volontairement, quand la reconnaissance est permise, soit légalement, ce qui a lieu par suite d'une action en désaveu dirigée par le mari contre l'enfant que sa femme aurait mis au monde pendant le mariage.

On ne pouvait faire ici une exception au préjudice de l'enfant né d'un commerce adultérin ou incestueux, sans ajouter au scandale de sa naissance, celui non moins grand de son abandon, une fois que sa filiation était légalement constatée.

Il convient toutefois d'observer que la reconnaissance d'un enfant naturel faite par l'un des époux pendant le mariage, ne confère à cet enfant aucun droit héréditaire, s'il y a des enfants légitimes issus du mariage, et qu'elle ne peut non plus nuire à l'époux. Le maintien de l'article 337 du Code civil a été expressément réservé dans la discussion ; mais, dans ce cas, l'enfant naturel est au moins admis à recevoir, par donation ou testament, la quotité disponible de la succession de ses père et mère.

Quant à la part attribuée par la loi genevoise à l'enfant naturel dans la succession de ses père et mère, elle varie suivant la qualité des autres héritiers.

Concourt-il avec ses frères ou sœurs légitimes, sa part est réduite de moitié ; cette réduction a pour but de bien marquer la préférence donnée à l'institution du mariage.

Concourt-il avec le père et la mère du défunt, il a droit aux trois quarts de la succession et profite même de la part de celui d'entre eux qui serait prédécédé.

Il hérite enfin de la totalité des biens délaissés par ses père et mère, s'il n'existe ni descendants légitimes, ni père ni mère.

Mais dans tous ces cas, c'est sous réserve des droits héréditaires que la loi reconnaît à l'époux survivant.



Là ne se sont pas bornées les modifications importantes introduites par la loi de 1874. Elle a appelé l'enfant naturel à succéder à ses frères et sœurs décédés *ab intestat* ; sa part dans leur succession est fixée suivant les règles tracées par l'article 752 du Code civil, lequel distingue entre les frères et sœurs germains, consanguins et utérins. Le législateur n'a donc voulu faire dans ce cas, entre frères et sœurs, en ce qui concerne leur part dans la succession, aucune différence fondée sur leur état civil particulier autre que celle résultant de la différence entre les deux lignes, paternelle et maternelle.

Enfin, en ce qui concerne la succession de l'enfant naturel, décédé lui-même sans postérité, la loi genevoise l'a attribuée, pour un quart à l'époux survivant, les trois autres quarts devant se partager entre ses père, mère, frères et sœurs ou descendant d'eux, conformément aux prescriptions des articles 748 et 749 du Code civil, applicables aux successions régulières ; en d'autres termes, les trois quarts restants sont attribués moitié au père et à la mère, et moitié aux frères et sœurs, ces derniers profitant, s'il y a lieu, de la part qui serait échue à l'ascendant prédécédé. Que si, enfin, les père et mère étaient déjà tous deux décédés, les frères et sœurs de l'enfant naturel succèdent à la moitié et l'époux survivant à l'autre moitié ; et cela à l'exclusion de tous autres ascendants et des autres collatéraux en cas de prédécès du conjoint.

Indépendamment des dispositions spéciales que nous venons de rappeler, la position de l'époux survivant, de son côté, a, comme on va le voir, été considérablement améliorée dans les cas ordinaires. La nouvelle loi, en effet, lui accorde un droit héréditaire, variable suivant le degré de proximité des parents légitimes ou naturels.

C'est ainsi que s'il existe des enfants légitimes, l'époux survivant a droit à la jouissance de la moitié des biens de la suc-

cession ; seulement son usufruit cesse, s'il convole en secondes noces.

Il a droit au quart de la succession, si, à défaut d'enfants ou descendants légitimes, l'époux prédécédé laisse des enfants naturels déjà reconnus avant le mariage, ou père ou mère, ou frère ou sœurs ou descendants de ces derniers.

Il hérite de la moitié quand il concourt avec d'autres ascendants ou d'autres collatéraux.

Enfin, il succède à la totalité des biens à défaut de parent au degré successible.

En attribuant à l'époux survivant une part en propriété, quand il n'y a pas d'enfant, le législateur a voulu couper court aux inconvénients qui résultent d'un usufruit, au double point de vue des contestations nombreuses qu'il suscite et de la perturbation qu'il entraîne dans la disposition de la propriété.

L'époux contre lequel un jugement de séparation de corps aurait été prononcé est toutefois privé du bénéfice de ces dispositions, s'il n'y a eu réconciliation avant le décès, ce que les tribunaux, le cas échéant, sont appelés à décider sur le témoignage des personnes qui en auraient été les témoins à défaut de preuve écrite. Par contre, la qualité héréditaire n'a pas été reconnue à l'époux divorcé, lors même qu'il aurait obtenu le divorce.

L'enfant naturel et l'époux ayant la qualité d'héritier jouissent de tous les droits qui y sont attachés, notamment de celui d'exiger le rapport des biens donnés ou légués à ceux avec lesquels ils concourent, quand il n'y a pas eu dispense expresse de rapport.

Cependant, pour l'exercice de son usufruit, en cas d'existence d'enfant, l'époux n'aurait pas le droit d'exiger le rapport (C. c., art. 857) à la masse de la succession, des biens donnés en avancement d'hoirie, par actes entre-vifs, à l'un des héri-

tiers ; mais nous estimons cependant que, par analogie avec l'article 922 du Code civil, il pourrait demander la réunion fictive, à la masse, des biens donnés, et prendre sur les autres biens la moitié que la loi lui accorde en usufruit, sans pouvoir l'exiger sur ceux qui auraient fait l'objet de la réunion fictive.

Enfin, d'après la loi de 1874, les parents au-delà du huitième degré ne succèdent plus. A défaut de parents à ce degré, soit à défaut d'enfants de cousins issus de germains, dans l'une des deux lignes paternelle et maternelle, les parents de l'autre ligne succèdent pour le tout ; à défaut de parents dans les deux lignes, l'époux survivant, et à son défaut l'Etat, recueille la succession.

La réduction du degré de successibilité peut se justifier en principe, car déjà au huitième la parenté ne se fait plus sentir d'une manière appréciable dans les relations habituelles de la vie, en dehors des liens de l'amitié ; d'ailleurs les difficultés auxquelles peuvent donner lieu les partages entre parents au-delà du huitième degré, pouvaient facilement devenir inextricables. Ajoutons que cette limitation du degré de successibilité a eu pour but et pour effet de favoriser l'époux survivant, puisqu'il recueille la succession à défaut de parent au degré successible.

## § XXXVII

**SUITE DES DROITS SUCCESSORAUx. — RÉSERVE ACCORDÉE  
A L'ENFANT NATUREL ET REFUSÉE A L'ÉPOUX. —  
DONATIONS ENTRE ÉPOUX.**

La loi genevoise du 5 septembre 1874 ne s'est pas bornée à modifier le titre des successions *ab intestat*, pour conférer à l'enfant naturel et à l'époux la qualité d'héritier, elle a encore modifié le Titre II du III<sup>e</sup> livre du Code civil, relatif aux donations et testaments.

Pour bien comprendre la portée de cette nouvelle modification, il convient de rappeler ici brièvement le système du Code, en ce qui concerne la réserve légale et la quotité disponible.

D'après le Code, la réserve légale n'était due qu'à deux catégories d'héritiers, les plus proches du défunt : à ses enfants et à ses descendants légitimes, suivant les règles de la représentation ; et, à leur défaut, à ses ascendants dans l'une et l'autre ligne (C. c., 913, 914, 915.). Les enfants naturels en étaient donc formellement exclus, et le Code avait même pris soin de leur interdire de rien recevoir par donation entre-vifs ou par testament, au-delà de ce qui leur était accordé au titre des successions *ab intestat*.

La loi de 1874 a apporté, sur ce point, au Code civil, une importante innovation. Elle a mis l'enfant naturel au rang des héritiers à réserve de la première catégorie, et, par cela même, elle lui a assuré, dans la succession de ses père et

mère, une part qui, dans aucun cas, ne peut lui être enlevée.

La présence d'un enfant naturel a donc pour premier effet de diminuer la quotité disponible des biens du disposant, s'il concourt avec un ou deux enfants légitimes ; et, d'un autre côté, elle exclut, d'une manière absolue, les ascendants, autres que les père et mère, du bénéfice de la réserve. Cette double conséquence se réalise, d'ailleurs, soit que l'enfant naturel vienne lui-même à la succession, soit qu'étant prédécédé, ses descendants le remplacent par représentation ; car la loi de 1874 ayant maintenu l'article 914, elle a fait entrer au bénéfice de la disposition de cet article, les descendants, même naturels, de l'enfant naturel, qu'elle a introduit, par les nouveaux articles 913 et 915, au nombre des héritiers à réserve.

Remarquons, au surplus, qu'il n'a rien été changé à la quotité à laquelle est fixée, suivant les cas, cette réserve légale. Elle continue, comme par le passé, à être, pour les enfants, de la moitié, ou du tiers, ou du quart, suivant qu'il n'en existe qu'un seul, qu'il y en a deux, qu'il y en a trois ou un plus grand nombre ; et, pour les ascendants les plus proches en degrés, de la moitié dans chaque ligne.

C'est ici le lieu de remarquer la différence essentielle que la nouvelle loi a faite, à ce point de vue, entre l'enfant naturel et l'époux survivant. Tandis que le premier est admis, comme on vient de le voir, au même titre que les enfants légitimes, au bénéfice d'une réserve légale, dont il ne peut être privé dans aucun cas, l'époux, au contraire, comme les frères et sœurs et autres collatéraux, en est complètement dépourvu. Le droit successoral que la loi lui accorde est donc subordonné, comme pour les collatéraux, à la volonté contraire qu'aurait exprimée, implicitement ou expressément, l'époux prédécédé.

Si donc ce dernier, usant de la faculté qui lui est laissée

par la loi, avait disposé, avant ou depuis sa promulgation, par donation ou par testament, en faveur de qui que ce soit, de la quotité de biens non réservée aux enfants ou aux ascendants, la part héréditaire dévolue à l'époux survivant, dans la succession *ab intestat*, serait du même coup, suivant les cas, réduite d'autant ou même complètement annulée. Il en serait toutefois autrement si, par contrat de mariage, il avait déjà reçu de son époux une part au moins équivalente à celle que la loi lui assure dans la succession *ab intestat*. Quant à la donation entre vifs faite pendant le mariage à l'époux par son conjoint, elle serait, le cas échéant, réduite suivant les règles tracées par les articles 920 et suivants du Code civil.

Au surplus, la loi (art. 773) impose à l'époux donataire l'obligation d'imputer, sur sa part héréditaire, le montant des donations que son conjoint lui aurait faites par contrat de mariage ou donation subséquente.

Lorsque la loi n'accorde à l'époux qu'un usufruit, il a l'option, d'après le nouvel article 773, entre la jouissance de moitié et le don qu'il aurait reçu en propriété, pourvu que ce don n'excède pas la quotité disponible, suivant les règles que nous allons rappeler.

Mais, si la loi a refusé à l'époux, quand il revêt la qualité d'héritier, une réserve légale, elle lui a accordé, comme à l'enfant naturel, la saisine légale, dont jouissaient seuls, auparavant, les héritiers légitimes ; en sorte que l'un et l'autre ne sont plus tenus de se faire envoyer, par justice, en possession de leur part héréditaire. Tandis que l'Etat, quand il succède, à défaut de parents, doit se faire envoyer en possession et remplir, à cet effet, certaines conditions de publicité.

Mais, si la loi de 1874 a refusé à l'époux une réserve, elle a, dans certains cas, augmenté la quotité des biens dont le Code civil permettait la disposition en sa faveur. En effet, on

avait toujours interprété, chez nous, la disposition de l'article 1094 en ce sens que l'époux ne pouvait recevoir, par donation ou testament, qu'un quart en propriété et un quart en usufruit, ou l'usufruit de moitié, en cas d'existence d'un seul enfant. La loi précitée a donc, selon nous, innové à la disposition du Code, en mettant l'époux au bénéfice du nouvel article 913, quand il n'existe pas plus de deux enfants; il pourra donc recevoir la moitié des biens de la succession, s'il n'y a qu'un enfant, légitime ou naturel; le tiers, s'il y en a deux; que s'il en existe trois ou un plus grand nombre, son droit reste le même que précédemment, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Au reste, comme sous le Code civil, la nouvelle loi, par l'article 1094, a permis à l'époux de donner à son conjoint, soit par contrat de mariage et d'une manière irrévocable, soit par donation pendant le mariage, pour le cas où il ne laisserait point d'enfants ni de descendants, tout ce dont il pourrait disposer en faveur d'un étranger, et, en outre, l'usufruit de la totalité de la portion dont la loi prohibe la disposition au préjudice des ascendants.

Observons enfin que, tout en maintenant l'article 1098 du Code civil, relatif aux donations entre époux, lorsqu'il existe des enfants d'un lit précédent, la loi de 1874 n'a fait aucune différence entre les premières noces et les suivantes, en ce qui concerne les droits qu'elle confère à l'époux survivant.



## SEPTIÈME PARTIE

---

### LES PROCÉDURES SPÉCIALES DU CODE CIVIL

#### § XXXVIII

**PUBLICITÉ DES SÉPARATIONS DE BIENS ET DE CORPS.**

**— PROCÉDURE EN DIVORCE. — EXTENSION DE LA PREUVE TESTIMONIALE. — EXTENSION DU PRINCIPE GÉNÉRAL EN MATIÈRE DE PREUVE. — ADMINISTRATION DES BIENS DES PRÉSUMÉS ABSENTS.**

La loi du 22 décembre 1820 avait maintenu expressément les procédures spéciales du Code civil, sauf en ce qui concerne l'enquête par témoins, à l'égard de laquelle elle se réfère à la nouvelle loi sur la procédure; mais il est bon d'observer que celle-ci avait déjà fait disparaître, en les remplaçant, deux titres entiers du Code civil, l'un relatif à la contrainte par corps (2059 à 2070), l'autre sur l'expropriation forcée et les ordres entre créanciers (2204 à 2218).

C'est aussi la loi de 1820 qui a rendu obligatoire la publicité, par la *Feuille d'Avis*, non-seulement des demandes en séparation de biens, mais encore des jugements qui l'auraient



admise, et de ceux en séparation de corps, dans la quinzaine au plus tard de leur prononciation. Cette publicité fut ensuite étendue aux jugements en divorce, par la loi du 16 février 1870.

Cette dernière loi, due à l'initiative de M. Adolphe Des Gouttes, alla plus loin encore dans la voie des innovations; elle statua que la demande en divorce serait intentée, instruite et jugée de la même manière que toute autre action civile; et, dans ce but, elle déclara abrogés les articles 234 à 263 du Code.

Nous verrons, d'autre part, dans les paragraphes suivants, comment ont été modifiées les procédures en licitation et en partage, celles des transactions relatives aux incapables, celles enfin relatives à la mise aux enchères et à l'ordre en cas d'aliénation volontaire.

Les dispositions du Code civil, en matière de preuve testimoniale, ont subi, de leur côté, plusieurs modifications dont il nous reste à parler.

La première résulta de l'abrogation de l'article 1781, par la loi du 21 mai 1851. Prenant en considération l'impossibilité où le maître pouvait se trouver, dans la plupart des cas, d'avoir une preuve écrite des engagements intervenus entre lui et les personnes à son service, le législateur avait disposé qu'il serait cru sur son affirmation, soit pour la quotité des gages, soit pour le paiement des salaires de l'année échue et des à-comptes donnés pour l'année courante. Il en résultait ainsi, pour les personnes qui avaient loué leurs services, une infériorité légale, contraire au principe d'égalité devant la loi, consacré par nos constitutions. L'abrogation de cette disposition fit donc disparaître l'exception qui avait été faite au principe général de l'article 1315 du Code civil, en vertu duquel celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver; et, réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le

paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation. Nous aurons, plus loin, l'occasion de signaler la disparition d'une semblable exception à ce principe, en nous occupant de la responsabilité des locataires.

Une autre modification, en matière de preuve, fut introduite par la loi du 21 octobre 1874, modifiant l'organisation et la compétence des justices de paix.

Jusqu'alors, il n'avait pas été dérogé au principe général de l'article 1343 du Code civil, en vertu duquel, sauf les cas exceptionnels qu'il prévoit, celui qui aurait formé une demande excédant cent cinquante francs n'était pas admis à la preuve testimoniale, même en restreignant sa demande primitive. Ce principe avait servi à établir la compétence des justices de paix en 1842; il devait suivre l'extension apportée à celle-ci.

La commission du Grand Conseil, par l'organe de son rapporteur, M. Georges Fazy, fit très-bien ressortir cette connexité et la nécessité de modifier la disposition dont il s'agit, si l'on voulait étendre à deux cents francs la compétence en dernier ressort de la justice de paix. La preuve testimoniale que la loi de 1874 admit effectivement jusqu'à concurrence de cette somme, pour toutes demandes personnelles et mobilières, ne pouvait apporter une sensible perturbation dans les mœurs judiciaires; et, si l'on tient compte de la diminution qui, depuis un demi-siècle, s'est produite dans la valeur du numéraire, on peut dire que cette modification, qui ne change que la lettre du Code, n'était pas de nature à empêcher une amélioration reconnue nécessaire.

Il est, enfin, une autre modification que nous devons signaler. La disposition de l'article 112, maintenant abrogée du Code civil, n'avait investi le magistrat d'aucun pouvoir relativement à l'administration des biens d'une personne dont l'ab-

sence serait présumée et qui n'y aurait pas pourvu elle-même par un fondé de procuration. Il ne pouvait prendre, de son chef, aucune mesure conservatoire ; il ne statuait que sur la demande des parties intéressées.

La loi de 1874 a comblé cette lacune regrettable ; elle a confié, dans chaque arrondissement, au juge de paix, le soin de s'assurer, par une enquête, des circonstances du départ, de l'état des biens, et de prendre même d'office les mesures conservatoires qu'il jugerait nécessaires. Il pourra donc, en particulier, procéder à l'apposition des scellés, ordonner un inventaire ; il sera, en outre, seul compétent pour commettre un notaire à l'effet de représenter les présumés absents dans les inventaires, comptes, partages et liquidations, où ils auraient intérêt, conformément à l'article 113 du Code civil. Mais là s'arrête, en cette matière, la compétence du juge de paix ; pour la déclaration de l'absence et ses effets, toutes les autres dispositions du Code civil sont demeurées en vigueur.

---

## HUITIÈME PARTIE

—

### VENTES ET PARTAGES.

#### § XXXIX

#### VENTES, LICITATIONS ET PARTAGES D'IMMEUBLES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

Il est des cas où la vente et le partage des immeubles ne peuvent avoir lieu que moyennant une autorisation préalable de justice. Ce sont, d'après le Code civil, ceux où les fonds appartiennent à des mineurs (459), ceux où ils dépendent d'une succession bénéficiaire (806), d'une succession vacante (814) ou d'une faillite. Il en est de même des immeubles dotaux, lorsque le contrat de mariage ne stipule pas qu'ils pourront être aliénés (1557, 1558) et des immeubles indivis entre majeurs, lorsqu'il y a désaccord entre eux sur le mode de partage ou sur les conditions de la vente, ou s'il y a parmi eux des mineurs, des interdits ou des absents (Code civil, 823, 838). Jusqu'en 1855, les formes à suivre, en pareils cas, étaient celles qu'indiquent le Code civil et le Code de procédure civile français, dont la partie non-contentieuse fut maintenue implicitement en vigueur chez nous,

par l'article 2 des dispositions sur la mise à exécution de la loi genevoise de procédure, en matière contentieuse, du 30 septembre 1819.

Mais, les formes établies par le Code de procédure civile français, pour les ventes, partages et licitations d'immeubles, étaient compliquées et surannées. Elles ne répondaient plus d'ailleurs exactement à notre organisation judiciaire, telle que l'ont successivement réglée les lois générales des 15 février 1816, 5 décembre 1832 et 4 mars 1848.

En 1846, M. Prévost-Cayla développa avec beaucoup de talent, dans le Grand Conseil, les motifs qui militaient en faveur d'une révision générale des procédures non-contentieuses. « A Genève, disait-il, nous sommes stricts observateurs de la loi, et je suis loin de le critiquer. Mais alors, il faut que cette loi soit d'autant plus sobre en formalités qu'on est sûr qu'elle sera ponctuellement suivie. » « Les formes contre lesquelles je m'élève, ajoutait-il, sont, comme on vient de le voir, coûteuses, onéreuses et de nature à empêcher que les hoiries ne se liquident entièrement. On se borne souvent, en évitation de frais et de longueurs, à un partage provisoire qui est plus tard soumis à la ratification des mineurs arrivés à l'âge de majorité. Mais alors les droits de ces mineurs peuvent être lésés, leurs intérêts être froissés, sans qu'il y ait de remède à apporter aux injustices commises à leur égard. La loi, en voulant trop exiger, a forcé à ne rien faire pour eux, et dès lors son but a été manqué. » (1).

Les événements politiques qui surgirent bientôt après, ne permirent pas de donner suite à la proposition de M. Prévost ; car la révolution qui éclata la même année imposa à la législature de tels travaux dans l'ordre politique et administratif,

(1) *Mémorial du Grand Conseil*, 1846, p. 249 à 258.

que les améliorations que réclamaient depuis longtemps les lois civiles, durent, pendant plusieurs années encore, céder le pas à des intérêts plus pressants.

La loi du 27 juin 1855, sur les ventes qui ne peuvent avoir lieu qu'avec l'autorisation de la justice, est certainement une bonne loi : elle fut presque en totalité puisée dans le grand projet de feu M. Bellot sur les droits réels ; elle en reproduisit presque textuellement la marche et les principes ; et les changements inévitables que le principal rédacteur de la loi, M. Mussard, fit subir à ce projet, portèrent plus sur les détails que sur l'ensemble, en vue d'une plus grande simplicité de formes et de délais.

La loi de 1855 laissa, en matière de vente et de partage, les principes du Code civil intacts ; en particulier, elle maintint l'intervention du tribunal civil dans tous les cas que nous avons énumérés ; les attributions des conseils de famille demeurèrent également les mêmes. Les simplifications portèrent surtout sur les formes tracées par le Code de procédure français : c'est ainsi qu'on rendit plus facile et même facultative l'expertise des immeubles, et qu'on supprima l'adjudication préparatoire. On simplifia également les formes de la surenchère. On régularisa celles à suivre en cas d'ordre entre créanciers pour la distribution du prix, ainsi que la substitution d'acquéreur, dans le cas de vente volontaire ; on réunit, en un mot, dans la loi de 1855, les diverses dispositions de procédure qui se trouvaient disséminées, soit dans le Code civil, soit dans le Code de procédure français et dans la loi de 1820, de manière à imprimer une marche facile et uniforme toutes les fois que l'intervention de la justice est nécessaire à l'occasion des ventes et partages d'immeubles (1).

(1) Rapport du Conseil d'État, *Mémorial* 1855, p. 1598.

Notons ici que cette loi, malgré le soin qu'on avait mis à sa rédaction, contenait une lacune qui fut comblée par celle du 15 juin 1867. Il s'agissait de pourvoir au cas où, la licitation ayant été ordonnée par justice, l'une des parties intéressées n'aurait pas signé le cahier des charges; on y pourvut donc au moyen d'une simple signification indicative de cet acte, du jour, du lieu, de l'heure de l'adjudication et du notaire commis pour y procéder.

Néanmoins, les formes établies par la loi de 1855, bonnes pour les immeubles d'une certaine importance, étaient pourtant encore, dans certains cas, trop compliquées et trop coûteuses. C'est pour obvier à cet inconvénient que, sur la proposition de M. Jules Vuy, fut rendue la loi du 3 juillet 1858. Elle eut pour but de rendre possible, de gré à gré et sans enchères, dans les cas de minorité, d'interdiction ou de faillite, la vente ou le partage d'immeubles d'une valeur modique, toutes les fois que le tribunal civil croirait devoir autoriser ce mode exceptionnel. Abréger les délais, simplifier les formalités, c'était en même temps diminuer les frais. Le but était excellent, mais cette loi n'eut jamais qu'une application très-restreinte, grâce à son caractère exceptionnel, et aux limites qu'elle avait mises elle-même, bien que d'une manière indéterminée, à la compétence du tribunal. Il convenait donc d'y remédier, en supprimant toute limite quant à la valeur des immeubles. Nous allons voir comment l'élaboration de la loi du 12 février 1870, due également à l'initiative de M. Jules Vuy, vint modifier profondément la législation existante, par les nouvelles attributions qu'elle conféra aux conseils de famille.



## § XL

**LES NOUVELLES ATTRIBUTIONS DES CONSEILS DE FAMILLE  
A L'ÉGARD DES ALIÉNATIONS, PARTAGES, etc., DE  
BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES.**

La loi du 27 juin 1855 ne s'était occupée que des formes à suivre pour la vente et le partage des immeubles, dans les cas où ils ne pouvaient avoir lieu qu'avec l'autorisation de justice. Elle ne s'occupait nullement des ventes et partages mobiliers. Cette lacune, du reste, avait été intentionnelle ; on avait réservé pour une autre loi la révision des dispositions du Code civil et du Code de procédure français, applicables spécialement à cette matière (1).

La nécessité de s'occuper de cette révision, jointe au désir qui avait été souvent manifesté, d'étendre les formes de la vente ou du partage de gré à gré, à tous les cas où les mineurs et les interdits peuvent être intéressés, donna lieu à la loi du 12 février 1870. Cette loi opéra toute une révolution dans les formes admises jusque-là par les lois antérieures. Elle supprima, en effet, l'intervention du Tribunal civil pour les autorisations à donner aux tuteurs ; les attributions du tribunal furent conférées au Conseil de famille et au magistrat chargé de le présider.

Le législateur pouvait d'autant plus entrer dans cette voie,

(1) Rapport de M. Mussard, au nom de la commission, *Mémorial*, 1855. p. 1778.



que l'intervention du tribunal suppose, dans la règle, une contestation entre deux intérêts opposés, ce qui n'est pas le cas, lorsqu'il s'agit simplement d'habiliter le tuteur à faire certains actes dans l'intérêt du mineur.

Le Conseil de famille, en vertu de cette loi, fut donc déclaré seul compétent, désormais, pour autoriser le tuteur à consentir la vente, l'échange, le partage ou la licitation de biens meubles et immeubles, appartenant, en tout ou en partie, à des mineurs et à des interdits, suivant le mode et les conditions qu'il jugerait convenables.

Il en fut de même pour tout emprunt, la constitution de toute hypothèque, la radiation totale ou partielle de toute inscription, enfin pour les transactions dans lesquelles le mineur serait intéressé.

Les délibérations du Conseil de famille, prises en vertu de cette loi, doivent être motivées; elles doivent, en outre, indiquer le mode de vente, d'échange ou de partage qui aura été choisi de préférence, ainsi que les conditions générales du contrat à intervenir ou du cahier des charges, si le Conseil estime que la vente doit avoir lieu aux enchères publiques; enfin, il doit désigner le notaire appelé à passer l'acte ou à recevoir les enchères. Ainsi se trouva généralisée la disposition de l'article 1398 du Code civil, relative au cas où le Conseil de famille doit, à défaut d'ascendants, autoriser le mariage du mineur et déterminer ses conventions matrimoniales, bien que l'assimilation ne soit pas absolue, puisque, dans ce dernier cas, le mineur agit lui-même avec l'autorisation du Conseil de famille et l'assistance de son tuteur, tandis que dans tous les autres cas prévus par la loi de 1870, c'est le tuteur qui stipule seul pour lui.

Prises à l'unanimité des membres présents, les délibérations du Conseil de famille, dans les cas prévus par la loi de 1870,

le juge de paix ait

l'assentiment du Conseil, n'a pas  
 § 1. Ces derniers n'ont pas été  
 et transmettre dans les quatre  
 LES NOUVELLES ATTRIBUTIONS le bal et les pièces au président du  
 de famille délibère à nouveau devant  
 A L'ÉGARD DES l'avis du procureur général. Ce juge sta-  
 BIENS MEUBLES en approuvant ou en rejetant purement  
 délibération. Aucun autre recours n'est pos-

La loi du 27 : tuteur, en cas de refus de sa demande, à sou-  
 suivre pour le Conseil de famille un nouveau projet sur des bases  
 cas où ils

justice. F. nouvelles attributions données au Conseil de famille de-  
 mobili- nécessairement entraîner une plus grande latitude dans  
 avai- de ses membres. Cette précaution ne fut point négli-  
 dr la loi de 1870 donna au juge de paix la faculté illimitée  
 de pourvoir au remplacement de ceux d'entre eux qui auraient  
 un intérêt opposé à celui du mineur.

Peu de lois ont autant que celle-là modifié la législation an-  
 térieure; aussi le législateur jugea-t-il nécessaire d'énumérer  
 avec soin les dispositions des lois précédentes qu'il avait en-  
 tendu abroger ou modifier. Au nombre des dispositions abro-  
 gées sont celles qui obligeaient le tuteur à vendre aux enchères  
 les meubles, dans le mois de sa nomination (C. c. 452), ou à  
 requérir l'autorisation du tribunal pour la vente, le partage  
 ou la transaction (C. c. 457 à 460, 466, 467 et 483). Quant  
 aux articles 819, 827, 838, 839 et 840 du même Code, ils ne  
 furent déclarés abrogés qu'en tant qu'ils rendaient obliga-  
 toire le partage ou la licitation en justice des biens appar-  
 tenant, en tout ou en partie, à des mineurs ou à des interdits.  
 Ils sont donc demeurés en vigueur dans tout le surplus de

Enfin, les art. 3 à 6 de la loi de 1855, qui concernaient les mineurs, furent abrogés.

Le Conseil de famille a ordonné la vente aux enchères de cette loi, relatives aux formes de publicité et aux conditions de vente, sont demeurés en vigueur. La fin de la loi de 1870 ne laisse aucun doute à

Malgré l'abrogation de cette dernière loi fit naître tardivement, il se posait une question importante : s'appliquait-elle au cas où les biens dépendaient d'une succession bénéficiaire ? Il est vrai que la clause abrogatoire ne visait aucune disposition relative au bénéfice d'inventaire, d'où l'on pouvait conclure que le législateur n'avait pas voulu innover à cet égard ; mais, d'autre part, la loi était générale ; elle ne contenait aucune exception, et la déclarer inapplicable au cas où les biens appartenant à des mineurs dépendent d'une succession bénéficiaire, eût été en restreindre l'application.

M. Gustave Pictet néanmoins crut devoir présenter un projet de loi, en vue de donner aux créanciers d'une succession les garanties que la loi de 1870 leur avait enlevées, du moment que les biens qui en font partie auraient pu être aliénés sans qu'ils en fussent prévenus, et sans qu'ils fussent mis en demeure de sauvegarder leurs droits. La commission à laquelle le projet fut renvoyé avait à choisir entre deux systèmes : ou assimiler le mineur au majeur, moyennant l'autorisation du Conseil de famille et du juge de paix ; mais, dans ce cas, on risquait de compromettre gravement ses intérêts ; ou conserver le système du Code civil d'après lequel le mineur est toujours considéré comme héritier bénéficiaire (C. c. 461), quels que soient les actes d'aliénation qui puissent être faits en son nom. La commission préféra conserver, à cet égard, le

système du Code civil, sans toutefois renoncer au principe de la loi de 1870, relativement à la compétence donnée au Conseil de famille (1). Dans ce but, la loi du 15 juin 1872 disposa que ce Conseil ne pourrait autoriser, suivant le mode qu'il jugerait convenable, le tuteur à vendre, échanger, partager ou liciter les biens meubles ou immeubles, qu'autant que l'actif serait reconnu notablement supérieur au passif de la succession; que, dans le cas contraire, l'aliénation autorisée par le Conseil de famille n'aurait lieu qu'en observant les formes imposées au majeur pour la vente des biens dépendant d'une succession bénéficiaire, soit par le Code civil, soit par les lois de procédure civile non-contentieuse, soit enfin par la loi du 27 juin 1855, applicable aux ventes immobilières. Cependant, dans l'un comme dans l'autre cas, la loi de 1872 n'obligea pas le tuteur à recourir au tribunal; elle maintint expressément, nous l'avons déjà vu, le principe de l'article 2 de celle de 1870, en vertu duquel les délibérations du Conseil de famille, prises à l'unanimité et de l'assentiment du juge de paix, sont exécutoires de plein droit. Cependant, l'intervention du tribunal est demeurée obligatoire pour autoriser les héritiers majeurs à poursuivre la vente de biens dépendant d'une succession bénéficiaire.

Mais, si la loi de 1870 avait trop perdu de vue l'intérêt des créanciers, on peut dire que celle qui l'a modifiée a créé, à certains égards, un état de choses moins favorable aux mineurs que celui qui existait sous les lois antérieures, notamment sous le Code civil; car elle tend évidemment à rendre obligatoire la vente aux enchères publiques des biens de la succession, toutes les fois que l'actif ne serait pas reconnu no-

(1) Rapport de M. G. Pictet, *Mémorial*, 1872, p. 1158.

tablement supérieur au passif. Cela équivaut donc à une liquidation forcée.

Mais, en même temps, aucune précaution ne fut prise pour s'assurer que le Conseil de famille se conformerait toujours strictement à une condition dont, au surplus, elle l'établissait juge; cela est si vrai que la loi nouvelle déclara les délibérations exécutoires suivant le mode établi par la loi de 1870. Il en résulte que la délibération, une fois prise, peut être mise à exécution.

A ce point de vue, elle manque jusqu'à un certain point de sanction; et il n'en pouvait être autrement, du moment que le législateur ne jugeait pas opportun de dépouiller le Conseil de famille des attributions nouvelles que la loi de 1870 lui avait confiées.

## § XLI

**SURENCHÈRE. — SUBSTITUTION D'ACQUÉREUR. — REVENTE SUR FOLLE - ENCHÈRE. — ORDRE ENTRE CRÉANCIERS.**

Les formalités relatives à la surenchère ont pour but de mettre les créanciers inscrits en demeure d'admettre comme définitif le prix de la vente d'immeubles, si non de provoquer des enchères publiques sur l'offre qu'ils peuvent faire d'élever eux-mêmes le prix d'un dixième; à cet effet, l'acquéreur doit leur notifier le contrat et un résumé du certificat sur transcription, délivré par le conservateur des hypothèques, quinze jours après la transcription de l'acte translatif de propriété.

Ces formalités se trouvent réglées par le Code civil (2183 à

tution (1). Le délai de trois mois doit donc, selon nous, être considéré comme n'ayant d'autre but et d'autre effet que celui que lui assigne la loi fiscale, c'est-à-dire de dispenser le nouvel acquéreur du droit proportionnel. Cette solution nous paraît d'autant plus plausible, qu'elle sauvegarde les droits réels que le premier acquéreur aurait pu concéder à des tiers, et que les lois de finance n'ont d'autre but que de fixer l'impôt dû à l'Etat, suivant la nature des actes.

Toute personne pouvant, en thèse générale, se présenter à une adjudication publique et se rendre adjudicataire, il importait de prévoir le cas où elle se trouverait dans l'impossibilité de payer le prix.

La loi sur la procédure civile de 1819, art. 606 à 615, a réglé cet objet, en ce qui concerne l'expropriation forcée, et la loi du 27 juin 1855, art. 36, s'y est référée purement et simplement pour les autres cas de vente aux enchères, et y a soumis le fol-enchérisseur, lors même que cette faculté n'aurait point été réservée dans le cahier des charges.

Cette référence pure et simple, aux formes suivies en cas d'expropriation, ne paraît pas très-pratique, et l'on peut regretter que le législateur de 1855 n'ait pas cru devoir suivre les formes qu'avait élaborées M. Bellot, dans le projet de loi sur les droits réels, pour la folle-enchère en matière de vente volontaire.

L'ordre est la procédure, par laquelle le prix de vente est distribué aux créanciers d'après leur rang de privilège ou

(1) Voir Bellot. *Motifs de la loi de procéd.*, p. 535.

d'hypothèque; les créanciers chirographaires n'en sont pas exclus, mais ils ne peuvent être colloqués qu'après ceux au profit desquels il existe un droit légitime de préférence.

Cette procédure est donc générale; la loi de 1819 (632 à 681) en avait fixé les règles pour le cas d'expropriation forcée; ces règles ont dès lors été étendues à tous les cas de vente volontaire par la loi du 22 décembre 1820, et par celle du 27 juin 1855 (37 à 44), et à celui de l'expropriation pour cause d'utilité publique, par la loi du 11 septembre 1867 (28 à 31).

Mais cette référence à la loi de procédure exigeait quelques dispositions spéciales pour la rendre réalisable. En particulier, la loi de 1855 a déclaré l'ordre facultatif, lorsqu'à la suite d'une vente volontaire, aux enchères ou autrement, les créanciers inscrits consentiraient à la distribution du prix; elle a aussi statué que toutes les fois qu'il n'y aurait pas plus de trois créanciers inscrits, l'ordre ne pourrait être provoqué et qu'il serait procédé à la distribution du prix à l'audience.

Rappelons enfin, qu'en dérogation à l'article 2151 du C. c., la loi du 24 mars 1852, art. 19, a statué que les créanciers seraient colloqués, d'après leur rang de privilège ou d'hypothèque, pour le capital et les intérêts de trois années et de l'année courante, au jour de la clôture de l'ordre.



## § XLII

**VENTE DES MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT. — BOURSE DU  
COMMERCE. — VENTES A TERME. — VICES RÉDHIBI-  
TOIRES DES ANIMAUX.**

Nous réunissons dans ce chapitre quelques lois qui intéressent la liberté du travail et des transactions. Commençons par celles relatives aux ouvrages d'or et d'argent.

La loi du 22 septembre 1815 avait fixé les titres au-dessous desquels la fabrication et la vente de ces ouvrages seraient interdites.

Un bureau de garantie et une commission de surveillance étaient chargés d'en assurer l'exécution. On avait voulu ainsi maintenir le renom que notre fabrique d'horlogerie et de bijouterie s'était acquis d'ancienneté, sous le régime des maîtrises et corporations que cette loi d'ailleurs n'avait nullement rétablies.

« Cependant la loi de 1815 finit par être plus ou moins ouvertement violée, surtout depuis que la loi sur la liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile du 23 avril 1849, eut rendu impossibles les visites domiciliaires dans les ateliers. Force fut de rechercher le moyen de remédier au mal. On ne pouvait consacrer, en cette matière, une pleine liberté; la liberté d'industrie devait évidemment recevoir ici quelques limites dans l'intérêt général. (Constitution de 1847, article 9.) Une enquête sérieuse fut ouverte, et après bien des tâtonnements, une nouvelle loi, celle du 13 janvier 1866, fut votée sur un rapport très-étudié et concluant de M. le profes-



seur Charles Le Fort. (*Mémorial* de 1865, p. 2390.) Cette loi autorisa la fabrication des ouvrages d'or et d'argent à tous les titres ; mais, en même temps, elle adopta les mesures jugées nécessaires pour la protection de l'acheteur ; elle interdit la vente au-dessous du titre de 750 millièmes pour les ouvrages d'or et au-dessous de 800 millièmes pour les ouvrages d'argent, à moins d'une convention spéciale entre l'acheteur et le vendeur, constatée par une facture indicative du titre. Elle maintint le poinçon de l'Etat, mais en même temps elle statua qu'il ne pourrait être apposé que sur les ouvrages exécutés aux titres ci-dessus rappelés et portant la marque du fabricant. L'organisation du contrôle de l'Etat fit l'objet de la loi spéciale du 2 juin 1869.

Les opérations de la Bourse ont fait aussi l'objet d'une législation spéciale. On entend par Bourse de commerce la réunion des citoyens qui négocient entre eux des valeurs diverses, sous le contrôle et l'autorité de la loi.

« La liberté dans une république » a dit, à ce propos, M. James Fazy, « ne consiste pas à faire tout ce qu'on veut, mais à le faire suivant les conditions légales qui sont attachées à chaque objet. Chacun des états de la société, qui a des relations journalières avec le public, doit se soumettre à certaines conditions réglementaires, sans lesquelles le public serait exposé à être égaré dans sa confiance. (1) »

Tel est le motif des lois réglant les opérations sur les valeurs négociables.

Après la Restauration, les dispositions du Code de commerce sur la Bourse, les agents de change et les courtiers de commerce étaient tombées à Genève en désuétude, grâce à la li-

(1) Rapport présenté au nom du Conseil d'Etat. *Mémor.*, 1857, t. I.

berté de fait qui s'établit bientôt dans toutes les transactions. Les lois du 20 décembre 1856 et des 3, 20 et 27 juin 1857, vinrent régulariser un état de choses qui constituait, pour une catégorie très-limitée de personnes, un véritable monopole. Tout en laissant les agents de change et les courtiers libres d'occuper à la Bourse une place spéciale, elles permirent à tous les citoyens d'y conclure, pour leur propre compte, des marchés. Les étrangers domiciliés n'en furent pas exclus, du moment qu'ils appartiennent à des pays tels que la France, l'Angleterre, les Etats-Unis d'Amérique et l'Italie, qui ont des traités de commerce et de réciprocité avec la Suisse.

L'exercice des professions d'agent de change et de courtier fut soumis à certaines conditions reconnues nécessaires dans l'intérêt du public. On exigea, en particulier, le stage pendant un an dans une profession commerciale et l'inscription en Chancellerie. La loi astreignit ces intermédiaires à la tenue de livres réguliers contenant jour par jour le détail de toutes les opérations faites par leur ministère. Elle exigea, de plus, que ces opérations fussent constatées par des bordereaux.

Des commissaires, véritables fonctionnaires de l'Etat, furent chargés de proclamer les cours arrêtés entre les contractants, pendant la durée de la Bourse, par l'intermédiaire des courtiers de commerce et des agents de change, et de donner une valeur légale aux bordereaux qui leur seraient présentés par ces derniers, pour être inscrits sur des registres régulièrement tenus. Ils furent aussi chargés de certifier les transactions conclues, pendant la durée de la Bourse, entre les personnes qui ne se seraient pas servies de l'intermédiaire d'agents ou de courtiers. Dans ce dernier cas, les contractants qui en font la demande signent sur un registre spécial, après que leur identité a été reconnue.

Quant aux valeurs négociables qui peuvent faire l'objet

d'opérations dans les réunions de la Bourse, la loi n'excepta que celles que le Conseil d'Etat aurait interdites, comme n'étant pas légalement constituées, ou comme provenant d'un pays où les valeurs suisses ne seraient pas admises dans les cotes des bourses de commerce.

La loi du 22 février 1860 eut, de son côté, pour but de reconnaître la validité des ventes à terme ayant pour objet des denrées, des marchandises, des titres négociables, lors même que ces ventes se résoudraient par des différences. La validité de ces ventes fut, toutefois, soumise à deux conditions : la première, d'avoir été conclues à la Bourse de Genève ; la seconde, d'y avoir été constatées régulièrement par les commissaires. Auparavant, ces sortes de ventes étaient interdites par le Code pénal de 1810. La même loi déclara inapplicable aux marchés à terme la disposition du Code civil (art. 1965) suivant laquelle les dettes de jeu ou le paiement d'un pari ne peuvent donner lieu à aucune action en justice.

Depuis longtemps, au surplus, ces opérations étaient pratiquées à la Bourse et ailleurs.

Le rapporteur de la loi, M. Alméras (1), faisait observer, à cette occasion, qu'une pratique aussi universelle était une forte présomption, qu'il n'y avait là rien de contraire aux lois économiques naturelles, ni à la stricte justice ; que, bien au contraire, la liberté des transactions, en même temps qu'elle développerait la prévoyance, mettrait elle-même une digue aux excès de la spéculation par la nécessité où les contractants seraient de faire face à leurs engagements, quelque onéreux qu'ils puissent être.

(1) *Mémorial*, 1859-1860, p. 462.

berté de fait qui s'établit bientôt dans les  
lois du 20 décembre 1856 et des 3,  
régulariser un état de choses qu'  
gorie très-limitée de personnes  
en laissant les agents de ch  
per à la Bourse une place  
citoyens d'y conclure, r  
Les étrangers domiciliés  
qu'ils appartiennent  
terre, les Etats-Uni  
de commerce e

L'exercice

tier fut sor

dans l'id

pendar

tion

te

expertise. Quand le vendeur a connu les vices de la  
vendue, il est tenu, en outre, de tous les dommages-  
intérêts envers l'acheteur.

Enfin, le Code civil statue que l'action résultant des vices  
rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur, dans un bref  
délai, suivant la nature de ces vices et l'usage du lieu où la  
vente a été faite.

Cette disposition était d'autant plus nécessaire qu'il régnait  
la plus grande variété, à cet égard, dans les pays où le Code  
étendait son empire.

Pour nous en tenir au canton de Genève, l'action résultant  
des vices rédhibitoires était soumise à trois coutumes diffé-  
rentes. L'ancien territoire de la République était régi par les  
Edits civils, qui fixaient un délai de huit jours, tandis que ce  
délai était de neuf jours pour les communes détachées de la

it

la

et

n-

cas

lent

di-

pas

vendeur

pas connu ces

a pris de bonne foi la

serait obligé à aucune ga-

France, et de quarante pour celles détachées de la Savoie. La même variété régnait dans la détermination des vices donnant lieu à la réhabilitation.

Cette variété d'usages pouvait disparaître avec d'autant plus d'avantage qu'elle avait servi à faciliter la mauvaise foi. M. Peillonnex aîné en fit la proposition formelle au Grand Conseil. Le projet de loi calqué sur la loi française qu'il présenta servit de base à la discussion, mais dut céder le pas à un autre projet présenté par M. Chaulmontet, président du tribunal civil, et fortement appuyé par M. l'ancien syndic Cramer. Le premier énumérait les vices rédhibitoires et les limitait par cela même ; le second laissait toute latitude au juge pour les apprécier dans chaque cas particulier. Le projet de M. Chaulmontet devint la loi du 2 avril 1859.

Le principe de cette loi est le suivant :

Dans les ventes ou échanges d'animaux domestiques qui ont lieu sur le canton de Genève, le délai pour intenter l'action résultant des vices rédhibitoires suivant l'art. 1641 du Code, est, non compris le jour fixé pour la livraison, de quarante jours pour les cas de fluxion périodique des yeux, d'épilepsie ou mal caduc, de morve des chevaux, de péripneumonie contagieuse, de phtisie pulmonaire ou pommelière et de farcin ; de quinze pour tous les autres cas. Ces délais sont augmentés d'un jour par quatre lieues de Suisse (19 kilom. 200 m.) de distance du domicile au lieu où l'animal se trouve, si la livraison en a été effectuée ou s'il a été conduit dans le délai ci-dessus hors du lieu du domicile du vendeur. Mais l'acheteur n'a aucune action lorsque le vendeur établit que, depuis la livraison, l'animal a été mis en contact avec d'autres déjà atteints de maladies contagieuses. Le surplus des dispositions de la loi est relatif aux préliminaires et au jugement sommaire de l'action.

outre, elle donna au Conseil d'Etat la faculté de faire des réassurances auprès des compagnies, de manière à atténuer les risques qui pourraient résulter d'un grand sinistre dans la ville de Genève.

Mais l'époque fixée pour la mise à exécution de cette loi, fut précisément celle où elle devait disparaître. La liberté individuelle revendiquait toujours plus énergiquement ses droits; elle triompha, non seulement par des raisons économiques, mais encore grâce au concours de causes politiques et administratives très-regrettables. D'ailleurs, il faut le dire, l'assurance mobilière libre était, à cette époque, un fait général, et de nombreuses sociétés d'assurance ne demandaient qu'à étendre leurs opérations dans le canton. M. le professeur Alphonse de Candolle, qui proposa l'abolition de l'assurance obligatoire et la poursuivit avec une rare énergie, développa avec beaucoup de talent les motifs qui devaient faire adopter sa proposition (1).

La loi du 5 novembre 1864 consacra le principe de la liberté de l'assurance; mais elle ne put être mise à exécution immédiatement. Il s'agissait de ménager la transition entre deux régimes totalement différents. L'assurance libre n'entra donc en vigueur qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1866. Dans l'intervalle, le Conseil d'Etat, usant d'une prérogative constitutionnelle, avait de nouveau soumis la loi au Grand Conseil, avant de la promulguer; mais ce corps, par son arrêté du 11 janvier 1865, la maintint définitivement.

La loi de 1864, modifiée plus tard par celle du 21 septembre 1870, devait à la fois garantir les intérêts de trois per-

(1) Voir son rapport au nom de la Commission du Grand Conseil, *Mémorial* de 1864, p. 1535.

sonnes distinctes; l'assuré, le créancier hypothécaire ou privilégié et l'assureur lui-même.

La garantie du propriétaire tenait surtout à ce que la compagnie fût solvable; qu'elle fût légalement autorisée à faire des opérations dans le canton, qu'elle reconnût la compétence de nos tribunaux, et qu'elle fût obligée d'opérer ses paiements sur notre territoire. A ces divers égards, la législation existante suffisait. (Loi du 27 août 1849 et arrêté du 23 octobre même année.)

La garantie du créancier hypothécaire, dépendait également de plusieurs conditions qui ont été prévues par les lois de 1864 et de 1870.

En premier lieu, il fut accordé au créancier le droit d'exiger en tout cas que le bâtiment sur lequel il aurait un droit d'hypothèque fût assuré, et même de le faire assurer lui-même, aux frais du propriétaire, en cas de refus de sa part. (Loi de 1864, art. 11, loi de 1870, art. 1<sup>er</sup>.)

En second lieu, il fut statué (loi de 1864, art. 4) qu'en aucun cas et nonobstant toute stipulation contraire, la nullité, la résolution ou la résiliation de l'assurance, ne pourraient être opposées au créancier privilégié ou hypothécaire inscrit sur le bâtiment assuré.

En troisième lieu, la sûreté de ce dernier exigeait que l'indemnité lui fût payée directement; dans ce but, l'indemnité fut assimilée au prix de vente d'un immeuble pour être distribuée de la même manière. A cet effet, les lois de 1864 et de 1870 établirent certaines règles spéciales en vue d'en assurer le paiement régulier.

Il ne fut plus question de la reconstruction de l'immeuble incendié; à cet égard, le propriétaire se trouva dès lors complètement livré à la discrétion du créancier.

Enfin, comme corrélatif des charges qu'on imposait aux



compagnies, il leur fut accordé, sur le bâtiment assuré, immédiatement après les frais de justice, un privilège pour cinq années de primes échues. Ce privilège fut étendu, en cas d'aliénation, à l'année suivante, et l'assurance demeura subsistante entre l'acquéreur et l'assureur, sauf la faculté qui fut laissée à l'un et à l'autre d'y mettre fin, moyennant le consentement des créanciers inscrits ; le premier contrat d'assurance devant continuer à déployer ses effets tant qu'il n'aurait pas été remplacé par un nouveau contrat. (Loi de 1864, art. 3 ; loi de 1870, art. 2 et 3.)

La substitution de l'assurance libre à l'assurance obligatoire étant ainsi réglée, tout n'était pourtant pas fait encore. On ne tarda pas à s'apercevoir du danger qu'elle faisait courir à la classe nombreuse des locataires. Sous le régime de l'assurance mutuelle, les articles 1733 et 1734 du Code civil qui établissaient, de plein droit, contre les locataires d'une maison incendiée, une présomption de faute et les rendaient solidairement responsables des dommages, jusqu'à preuve contraire, n'avaient jamais été invoqués par l'Etat. Mais il n'en fut plus de même des compagnies, que les polices mettaient aux droits des propriétaires, pour l'exercice du recours ; quelques-unes d'entre elles ne tardèrent pas à vouloir user de ce droit dans toute sa rigueur, et si le législateur ne fût intervenu sans retard, les tribunaux auraient eu chaque année à statuer sur un nombre très-appreciable de procès de cette nature. L'abrogation des articles 1733 et 1734 fut donc décrétée par la loi du 5 septembre 1866, due à l'initiative de M. Alexandre Martin. Le rapport très-remarquable qu'il présenta au Grand Conseil, au nom d'une Commission, était de nature à ne laisser aucun doute sur l'opportunité de cette me-



sure. Les articles dont il s'agit constituaient d'ailleurs, en réalité, une exception aux principes généraux du Code civil en matière de preuve. Ce Code exige, en effet, que celui qui réclame l'exécution d'une obligation, commence par la prouver ; et réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation. Tel est le droit commun auquel s'est dès lors trouvé soumis le locataire : il ne répond donc actuellement de l'incendie qu'autant qu'il est prouvé qu'il a eu lieu par une grave imprudence de sa part.

## § XLIV

### LIBERTÉ DU TAUX DE L'INTÉRÊT CONVENTIONNEL.

La loi du 7 février 1857, sur le taux de l'intérêt, fut un retour pur et simple au Code civil (art. 1907). Elle proclama la liberté de l'intérêt conventionnel et ne conserva le taux fixe de cinq pour cent en matière civile et de six pour cent en matière commerciale, que dans les cas où l'intérêt court en vertu d'une disposition expresse de la loi ou d'une convention. Dans le rapport qu'il présenta à l'appui du projet du Conseil d'Etat, M. James Fazy faisait observer avec raison que la loi du 3 septembre 1807, qu'il s'agissait d'abroger, était continuellement violée, à l'exception des cas où les transactions nécessitaient des actes authentiques ; d'où il résultait que les valeurs qui, pour leur transmission, ont besoin de ces actes, avaient beaucoup de peine à trouver des avancés. Depuis longtemps d'ailleurs, la question de la liberté de l'intérêt était résolue par les économistes ; mais nous avons été, à Genève,

les premiers à faire passer dans la législation ce principe que l'argent, selon l'expression de Etienne Dumont, doit être laissé à son prix naturel et libre comme toute autre marchandise.

## § XLV

### LE GAGE EN MATIÈRE CIVILE ET EN MATIÈRE COMMERCIALE; LES WARRANTS.

Les principes de droit commun qui régissent le gage ou nantissement, font l'objet du titre XVII, livre III du Code civil (2071 à 2091). La loi du 15 février 1865, sur le gage en matière civile, n'y a pas dérogé; elle s'est bornée à soumettre à une pénalité les prêteurs sur gage qui ne se soumettraient pas à ses prescriptions et notamment ceux qui disposeraient d'un gage au mépris de l'art. 2078 du Code civil.

Mais d'autres lois ont introduit à ces principes des dérogations spéciales que nous devons signaler.

La loi du 22 juin 1872, en décrétant la création, sous le contrôle de l'Etat, d'une Caisse publique de prêts sur gage, dans le but de venir en aide à la classe nombreuse des per-

emprunter momenta-  
nt en garantie soit des  
, à, moyennant cer-  
es formes de la vente  
le l'intervention de la  
et toute idée de mo-  
x sociétés régulière-  
garanties analogues

à celles de cet établissement public, le bénéfice de ses dispositions.

Mais, de plus importantes dérogations aux principes du droit civil furent introduites, dans l'intérêt du commerce. Le Code civil, art. 2084, avait déjà expressément statué que le titre sur le nantissement ne serait pas applicable aux matières de commerce, à l'égard desquelles on devait suivre les lois qui les concernent. Cependant, le Code de commerce, postérieur à la promulgation du Code civil, n'avait tracé aucune règle spéciale sur le nantissement, en dehors des dispositions qui assurent au commissionnaire, pour le remboursement de ses avances, un privilège sur la chose dont le transport lui a été confié. Il se présentait ainsi naturellement la question de savoir si le nantissement commercial devait être régi par la loi civile, en l'absence d'une législation exceptionnelle. Néanmoins, l'usage s'était depuis longtemps établi à Genève de transporter les valeurs négociables au moyen d'un *aval*, sorte de contrat qui, bien que transférant la propriété de l'effet négocié au comptant, obligeait le débiteur à le reprendre, en restituant la valeur fournie, ce qui excluait l'idée d'une vente à réméré. Il y avait là plutôt un nantissement déguisé qui, n'étant point conforme à la loi civile, aurait pu être contesté.

La loi du 2 novembre 1864, votée sur la proposition de M. Alexandre Martin, dont le rapport nous sert ici de guide, eut pour but de lever tout doute à cet égard et de régulariser le gage en matière commerciale. Elle posa d'abord en principe que ce contrat spécial pourrait être prouvé de la même manière que les ventes et achats, conformément à l'art. 169 du Code de commerce, à l'égard des parties comme à l'égard des tiers; elle admit que pour les valeurs négociables, le gage pourrait aussi être établi par un endossement régulier, donnant au créancier gagiste la faculté, ou seule-

ment de recouvrer les effets dont il se trouverait nanti, mais encore d'en transférer valablement la propriété, à charge d'en tenir compte au donneur de gage. Elle laissa aussi la faculté de transférer, à titre de garantie, sur les registres des sociétés commerciales, les actions, parts d'intérêts et obligations de ces sociétés, quand leurs statuts admettraient le transfert dans cette forme, de la propriété même de ces valeurs.

Il ne fut toutefois point dérogé au principe de droit civil que le gage n'existe qu'autant qu'il a été mis et est resté en la possession du créancier ou d'un tiers convenu entre les parties ; non plus qu'aux dispositions de l'art. 93 du Code de commerce relatif à l'exercice du privilège du commissionnaire sur les objets dont le transport lui a été confié. Enfin, la loi de 1864 ne se borna pas à augmenter, en les simplifiant, les moyens de preuve ; elle simplifia encore la procédure relative à la vente du gage, qu'elle assimila à celle des objets saisis, à moins que, sur la demande de l'une des parties, le président du Tribunal de commerce n'ait fixé un autre mode de vente. Elle maintint d'ailleurs expressément la sanction de nullité que le Code civil attache à toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer sans remplir les formalités qui lui sont prescrites. Enfin, elle abrogea, comme étant inconciliable avec ses dispositions, l'art. 95 du Code de commerce, et maintint expressément, d'autre part, la législation existante sur les warrants, laquelle constitue elle-même une dérogation spéciale aux principes ordinaires de droit civil, en matière de gage.

La forme nouvelle du warrant avait été introduite par la loi du 5 janvier 1859 ; mais l'essai qu'on en fit alors donna lieu à des réclamations ; après avoir subi une modification en 1861, la loi fut abrogée par celle du 11 mars 1865. Néanmoins, cette abrogation avait laissé un vide ; malgré les dissimulations

d'actif qu'il peut servir à réaliser, le warrant répondait à un besoin du commerce ; aussi la loi du 30 septembre 1872 le rétablit-elle, en tenant compte des critiques qu'avait soulevées la précédente législation, surtout en ce qui touche le mode à employer pour la vente du gage (1).

Le warrant, d'après la définition de la loi elle-même, est un titre négociable par lequel un dépôt de marchandises est affecté en garantie d'une promesse de paiement ; il est soumis aux lois concernant le billet à ordre, dont il revêt la forme ; il se transmet par simple endossement. Le porteur, en cas de non-paiement, et après protêt, a la faculté de faire vendre les marchandises, en suivant une procédure fort simple, analogue à celle adoptée pour la vente du gage en matière commerciale ; mais présentant des garanties spéciales destinées à prévenir les pertes qu'entraînent facilement les ventes forcées, faites dans des conditions anormales et le plus souvent à vil prix.

(1) Voir le rapport de la Commission, rédigé par M. Richard, ancien conseiller d'Etat ; *Mémorial*, 1872, p. 1931.

---

## DIXIÈME PARTIE

---

### LES VOIES D'EXÉCUTION PERMISES CONTRE LE DÉBITEUR.

#### § XLVI

##### LA SAISIE MOBILIÈRE ET IMMOBILIÈRE.

##### LA MISE EN FAILLITE.

Le Code civil, au titre des Privilèges et Hypothèques (art. 2092), dispose que quiconque s'est obligé personnellement, est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et avenir. Ce principe absolu découle en particulier de cette autre disposition du même Code (1134) que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites et qu'elles doivent être exécutées de bonne foi.

La sanction de ces dispositions se trouve dans les moyens accordés au créancier pour contraindre le débiteur, soit à délaisser ce qu'il détient induement (loi de 1819, 726 à 736) soit à payer une dette exigible.

Les voies d'exécution de cette dernière catégorie sont la saisie, et même la mise en faillite du débiteur, s'il est commerçant. Quant à la contrainte par corps qu'avait maintenue

la loi sur la procédure de 1819, elle a heureusement disparu de nos Codes, tant en matière civile qu'en matière commerciale, depuis la loi constitutionnelle sur la liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile, votée en Conseil général le 23 avril 1849.

Tout ce qui concerne l'exécution forcée fut réglé chez nous par cette célèbre loi du 29 septembre 1819, œuvre du jurisconsulte Bellot. Elle fut plus tard modifiée, sur l'objet qui nous occupe, par celles du 30 novembre 1842 et du 21 octobre 1874, sur les justices de paix, et par celle du 25 mars 1852, dont je veux parler plus particulièrement.

Pour faire opérer une saisie, le créancier doit, dans la règle, être porteur d'un titre exécutoire (loi de 1819, 374, 375, 376); sous ce rapport, les titres délivrés par les notaires, dans cette forme, sont assimilés aux jugements rendus par les tribunaux (loi de 1819, 368 et suivants). A défaut de titre exécutoire, le créancier peut, dans certains cas exceptionnels, obtenir du président du Tribunal civil et du juge de paix, dans leurs compétences respectives, même pour dettes non-exigibles, l'autorisation de saisir par mesure provisionnelle (loi de 1819, 7 à 31; loi de 1842, 83 à 88; loi de 1874, 9).

Le créancier, porteur d'un titre exécutoire, du moment qu'il est signifié au débiteur avec commandement de satisfaire à son contenu, peut, dans la règle, cumuler contre lui tous les modes d'exécution autorisés par les lois, sauf au tribunal civil à n'en permettre qu'une partie, suivant les circonstances (loi de 1819, 407). Le créancier peut donc, d'après nos lois, poursuivre l'expropriation simultanée de tous les immeubles du débiteur, lors même que son hypothèque ne frapperait que quelques-uns d'entre eux.

La loi de 1819 limita toutefois la saisie immobilière aux



immeubles par nature ; mais elle admit en même temps que la saisie de ces biens comprendrait, de plein droit, comme accessoires, les objets que le propriétaire y aurait placés pour son exploitation ou à perpétuelle demeure (loi de 1819, 515). Or, si l'on rapproche cette disposition de celle de l'article 524 du Code civil, au titre de la distinction des biens, il en résulte que l'adjudicataire d'un immeuble exproprié acquiert de plein droit, comme placés par le propriétaire pour l'exploitation du fonds saisi, des objets essentiellement meubles par leur nature, tels que les animaux attachés à la culture, les ustensiles aratoires, les semences données au fermier ou au colon partiaire, les pigeons des colombiers, les ruches à miel, les pailles et engrais, etc. Et cependant, aucune mention de ces accessoires, dont la valeur peut être très-appreciable, n'est exigée ni dans les placards indicatifs de la vente, ni sur le cahier de la saisie. L'adjudicataire se trouvera ainsi, de plein droit, mis en possession d'objets qu'il n'a peut-être pas compris dans son évaluation du domaine, d'après les indications du placard de la saisie. On peut donc affirmer que l'application rigoureuse d'un principe théorique de droit, entraîne une perte réelle pour le débiteur, lequel n'en retire aucune compensation par une augmentation équitable du prix d'adjudication.

Observons que la disposition de l'article 514 de la loi de procédure, en excluant l'usufruit de l'expropriation, n'a pu avoir pour effet de prohiber l'hypothèque de l'usufruit, permise par l'article 2118 du Code civil ; car l'hypothèque donnerait toujours au créancier un droit de préférence, sur le prix, en cas de vente de l'usufruit, comme il aurait pu l'exercer sur le prix de la récolte, lorsque la saisie des fruits pendants par racine était encore permise contre l'usufruitier.

On ne peut méconnaître que la loi de 1819 ne fût encore



très-dure envers le débiteur, dans ses dispositions relatives aux saisies mobilières, à celle des fruits pendants par racine, sans parler de celles relatives à la contrainte par corps, qu'elle avait soigneusement réglementée. Réduire les objets absolument insaisissables au lit du débiteur et aux vêtements dont il est couvert, et permettre la saisie de tout le reste, c'était évidemment excéder les bornes de l'humanité ; c'était appliquer le principe de la dépossession jusqu'à ses limites extrêmes.

Ce fut donc sur de puissants motifs que se fonda la loi de 1852, pour restreindre les poursuites du créancier dans des bornes plus équitables ; et l'expérience a pleinement justifié les vues du législateur.

« Les principes de l'humanité et ceux de l'intérêt général de la société, dit le rapport que fit à ce sujet, au Grand Conseil, M. Pierre Raison (1), réclament impérieusement des entraves aux saisies mobilières et aux expropriations. Toute dépossession est accompagnée d'une perte réelle pour l'individu qui en souffre ; le capital social tout entier en est atteint.

« Les mots *vente forcée* sont presque toujours synonymes de ceux de *vente au rabais*. Il ne suffit pas d'offrir une valeur sur le marché pour que la demande s'en formule ; celui qui ne peut suivre aux conditions de la vente, telles que les règlent les lois de l'échange, fait une opération ruineuse, une vente à tout prix. Joignez, aux mauvais effets de l'obligation de réaliser en argent une valeur, sans tenir compte des circonstances du moment, ce fait, que personne ne contestera, à savoir que les personnes les plus aisées répugnent souvent d'acheter les objets meubles ou immeubles vendus par autorité de justice, vous comprendrez facilement quelle dépréciation subissent les biens d'un débiteur..... »

(1) *Mémorial* de 1852, t. I, vol. 390.

« D'autre part, ajoutait M. Raisin, si la société ne doit point laisser vilipender les valeurs qui composent sa richesse collective, si elle doit protéger l'individu dans son existence, et prévenir, par de bonnes lois, l'abus irraisonné du droit, elle a aussi à veiller aux intérêts des créanciers, à conserver précieusement le crédit, cette condition d'être des transactions sociales; elle doit surtout se garder de confondre dans sa sollicitude la bonne et la mauvaise foi, l'homme qui ne veut pas satisfaire à ses engagements, avec celui qui demande les moyens d'y faire face. »

La loi de 1852, pour atteindre ce double but, devait modifier assez profondément la loi de 1819. C'est ainsi qu'elle fit entrer dans la catégorie des objets insaisissables absolument, une partie de ceux dont la loi précédente n'autorisait la saisie qu'à défaut d'autres objets saisissables et pour certaines créances spécialement privilégiées. Elle conserva donc au débiteur, son ménage, restreint cependant aux objets nécessaires à lui et à sa famille, ses outils personnels, les livres et instruments servant à sa profession, les farines et menues denrées nécessaires à la consommation de la famille pendant trois mois. Elle maintint, d'ailleurs, la disposition de la loi de 1819 qui déclare insaisissables, dans l'intérêt de l'agriculture, sauf pour aliments, loyers, fermages ou autres créances privilégiées sur certains objets, les instruments, animaux, semences et engrais nécessaires à la culture des terres, la vache qui fournit le lait de la famille, les pailles, fourrages et graines nécessaires pour la litière et la nourriture, pendant trois mois, des animaux laissés au débiteur; enfin, les métiers en activité et les ustensiles indispensables à l'exploitation des manufactures, fabriques et usines.

L'exécution forcée sur les immeubles fut aussi entourée de plus de garanties. La loi de 1852 eut surtout en vue de laisser

au débiteur le temps de se procurer des ressources pour éviter, si possible, la saisie, et, dans le cas où il ne pourrait y réussir, d'empêcher une vente à vil prix.

La première de ces garanties fut l'essai préalable de conciliation par devant l'un des juges du tribunal civil, et la déclaration écrite de ce magistrat sans laquelle l'apposition du placard indicatif de la saisie ne pourrait avoir lieu.

La seconde garantie, que la loi de 1852 donna au débiteur, fut celle qui lui permit de demander une expertise contradictoire, dans le but de déterminer la valeur approximative de l'immeuble, de manière à ce que cette estimation pût figurer dans le placard de la saisie, et à ce que la mise à prix ne pût être inférieure aux cinq douzièmes de la valeur indiquée par les experts. L'expertise préalable eut pour but de remédier aux inconvénients graves résultant du droit que la loi de procédure (525) accordait au créancier de fixer lui-même la mise à prix, quelque faible qu'elle fût et de l'imposer, sans que le débiteur eût aucun moyen de la faire modifier. Un pareil droit pouvait facilement donner lieu à des abus et causer la ruine du débiteur, si, comme le cas s'est plus d'une fois réalisé, la concurrence faisait défaut au moment de l'adjudication.

Il est vrai qu'aussitôt la loi rendue, les actes d'emprunts hypothécaires exigèrent d'avance de l'emprunteur la renonciation au droit de demander, en cas d'expropriation, l'expertise préalable et de contester la mise à prix qui serait alors fixée par le créancier; mais, une pareille renonciation ne saurait avoir, à nos yeux, d'autre effet que celui d'une obligation naturelle, d'un engagement d'honneur; car la loi de 1852, en disposant « qu'aucune mise à prix ne pourra être au-dessous des cinq douzièmes du prix de l'expertise, en conformité de l'article 1674 du Code civil, a certainement entendu mettre le débiteur au bénéfice de la protection accordée au vendeur; or,

celui-ci est admis à demander la rescision de la vente, » quand même il aurait expressément renoncé dans le contrat à la faculté de demander cette rescision et aurait déclaré donner la plus value. »

Cette référence du législateur à une pareille défense ne peut laisser aucun doute sur son intention de l'étendre au cas de l'expropriation.

La troisième garantie, introduite par la loi de 1852, est relative à la faculté donnée au débiteur de faire suspendre la saisie immobilière, du moment qu'il justifie que le revenu net et libre de ses immeubles, pendant trois années, suffit pour le paiement de sa dette, si, d'ailleurs, il en offre la délégation au créancier. Cette disposition existait déjà auparavant, mais la loi de 1819 (522) ne permettait la suspension de la poursuite qu'autant que le revenu d'une seule année était suffisant pour éteindre la dette.

D'autres garanties encore furent insérées dans la loi de 1852, soit pour protéger l'absent, contre lequel l'expropriation serait dirigée, soit pour que les immeubles saisis soient désignés d'une manière précise, concrète et populaire dans le placard, soit pour faciliter les acquéreurs, en leur permettant de se substituer d'autres personnes, même pour une partie des immeubles adjugés, soit en permettant à toute personne solvable et ayant la capacité d'acquérir, de faire dans le délai de trois semaines une surenchère excédant d'un dixième le prix d'adjudication, au lieu de celle d'un cinquième que la loi de 1819 permettait seulement dans les trois jours ; soit enfin, en donnant au débiteur la faculté de vendre les immeubles saisis, moyennant le seul consentement du créancier poursuivant, sans l'obliger, comme le faisait la loi de 1819, à rapporter, en outre, la ratification de tous ses créanciers hypothécaires.

Enfin, la loi de 1852 supprima dans celle de 1819 la saisie des fruits pendants par racine, au préjudice du débiteur, propriétaire ou usufruitier du fonds, c'est-à-dire des récoltes non encore détachées de la terre. Elle ne la laissa subsister qu'au préjudice du débiteur de loyers ou fermages; on recula, à son égard, devant les modifications profondes que cette suppression aurait entraînées, car on ne pouvait toucher à cette matière, sans réviser en même temps le titre du louage, au livre III du Code civil. Il convient, toutefois, de faire remarquer ici que la nouvelle énumération des objets insaisissables, pour quelle cause que ce soit, introduite dans la loi de 1852, a nécessairement limité l'exercice du privilège du propriétaire (C. c. 2102), lequel est d'ailleurs garanti, du moins quant aux loyers des maisons, par l'usage ancien chez nous de les payer d'avance (1).

Bien que les garanties résultant des lois de procédure relativement aux saisies, soient générales et s'appliquent à tous, sans distinction; elles cessent, toutefois, d'avoir leur effet en matière de faillite. A ce point de vue, la loi du 19 octobre 1861, qui a introduit chez nous la loi française de 1838, en modification du livre III du Code de commerce, ainsi que des articles 69 et 635 du même Code, que nous avons conservé, a maintenu le débiteur commerçant dans une position exceptionnellement défavorable.

Le système consacré par cette loi repose, en effet, sur l'application absolue de la règle rappelée en tête de ce chapitre, à savoir que celui qui s'est obligé personnellement est tenu de

(1) Voir notre volume : *Usages ou jurisprudence coutumière du canton de Genève*, livre IV, n° 408 et s.

remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir. La cessation de paiements constitue l'état de faillite; or, le jugement qui la déclare a pour effet de dessaisir le débiteur commerçant de l'administration, et, par là même, de la disposition de tous ses biens. Des syndics, nommés par les créanciers, exercent, dès lors, tous ses droits, sous l'autorité, il est vrai, d'un juge et du tribunal de commerce; ils les administrent et en opèrent la vente et la liquidation, pour le compte de la masse, sous la réserve des droits des créanciers privilégiés ou hypothécaires. Ainsi, le dépouillement du failli est absolu; seulement la loi autorise le juge-commissaire, sur la proposition des syndics, à remettre au failli et à sa famille les vêtements, hardes, meubles et effets mobiliers qui leur sont nécessaires, ainsi qu'un secours alimentaire; mais même, à cet égard, le débiteur est complètement livré à la discrétion des syndics, d'abord, puis du juge-commissaire; les garanties ordinaires, en matière de saisie, lui sont absolument refusées; s'il n'obtient pas de concordat, sa dépossession se trouve définitivement consommée, et son dénuement sera peut-être d'autant plus complet, qu'il aura été plus honnête et plus irréprochable.

Au surplus, la déclaration de faillite a aussi des conséquences très-graves pour les personnes qui ont pu traiter avec le débiteur. Le Tribunal, en ordonnant la mise en faillite, peut en faire remonter l'effet à l'époque qu'il juge convenable; s'il n'a rien fixé à cet égard, la cessation de paiements date du jugement. Cette faculté donnée au Tribunal de faire remonter la faillite a pour but de rendre nuls, du moins relativement à la masse, certains actes faits, non-seulement depuis l'époque fixée comme étant celle de la cessation des paiements, mais encore dans les dix jours qui l'ont précédée. De ce nombre, sont les actes translatifs de propriété, à titre gratuit,

les paiements de dettes non échues, même ceux de dettes échues faits autrement qu'en espèces ou effets de commerce. La cessation de paiements annule également tout droit d'hypothèque, d'antichrèse ou de nantissement constitué sur les biens du débiteur pour dettes antérieurement contractées. Les paiements faits par lui pour dettes échues, les actes à titre onéreux qu'il a pu passer après l'époque de la cessation de paiements, quoique avant le jugement qui la constate, peuvent même être annulés, si ceux qui ont reçu du débiteur ou qui ont traité avec lui, avaient déjà connaissance de l'état de cessation de paiements.

La loi de 1861, dont nous ne rappelons ici que quelques-unes des dispositions, ne fut, au surplus, que la reproduction textuelle de la loi française de 1838; elle ne fit subir à celle-ci que trois modifications : l'une limitant à deux années, au plus, le privilège accordé par l'art. 2102 du Code civil, au bailleur; la seconde, indiquant la forme et les délais de la surenchère, en cas de la vente d'immeubles; la troisième, enfin, donnant au Tribunal la faculté de demander au ministère public l'empriisonnement provisoire du failli, pour un terme de vingt jours au plus. La question de constitutionnalité de cette dernière disposition a été soulevée; on s'est demandé si ce n'était pas là un moyen détourné de rétablir la contrainte par corps, abolie par la loi constitutionnelle du 23 avril 1849, sur la liberté individuelle. Cette objection serait très-certainement fondée, si la loi sur les faillites, faisait une obligation au procureur général d'obtempérer dans tous les cas à la demande du Tribunal, car la privation de la liberté ne peut, dans la règle, résulter chez nous que d'un jugement rendu par un Tribunal statuant en matière pénale ou d'un mandat décerné pour assurer l'instruction d'une procédure criminelle; mais la loi de 1861 se taisant sur cette obligation, on en doit conclure que le ministère



public demeure juge de l'opportunité de cette mesure de rigueur sur la personne du failli.

Quoiqu'il en soit, la position exceptionnelle faite au débiteur commerçant exigera sans doute une révision de la loi de 1861 dans un temps peu éloigné, car elle jure avec les principes plus humains de notre législation civile et elle place le débiteur, à un moment donné, dans une position d'autant plus redoutable qu'elle précipite sa ruine, par les dangers mêmes auxquels les tiers sont exposés (1).

---

(1) Cet objet est maintenant du ressort de l'Assemblée fédérale. (*Constitution de 1874*, art. 64.)



## ONZIÈME PARTIE

---

### § XLVII

#### DÉROGATIONS SPÉCIALES A QUELQUES PRINCIPES GÉNÉRAUX DU CODE CIVIL

Les dérogations que nous allons rappeler, n'étant qu'exceptionnelles, laissent subsister en plein les principes de droit civil, hors les cas spéciaux pour lesquels elles ont été établies.

A) Dérogations au principe de l'inaliénabilité de l'immeuble dotal, et aux formes des ventes de biens de mineurs.

Lorsque les époux ont, en se mariant, adopté le régime dotal, et que la femme s'est constitué en dot un immeuble, cet immeuble, à moins d'une stipulation contraire faite par elle dans le contrat, est frappé d'inaliénabilité, pendant le mariage; elle ne peut plus en disposer, même avec l'autorisation de son mari, si ce n'est dans des cas exceptionnels, et moyennant l'autorisation de la justice. Si le tribunal autorise la vente, elle ne peut avoir lieu qu'aux enchères publiques. (C. c. 1554, 1558, loi du 27 juin 1855, art. 1<sup>er</sup> et 20.)

Ce principe a toujours été respecté, de même que le titre entier du contrat de mariage; cependant, le législateur genevois a cru devoir y déroger dans les cas exceptionnels suivants :

a) En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique : le tribunal peut, dans ce cas, sur simple requête, autoriser l'acceptation des offres faites par l'Etat ou par la commune, ainsi que l'aliénation elle-même qu'elles ont pour objet ; mais aussi, il peut ordonner telles mesures qu'il juge utiles pour le emploi ou la conservation du prix. Cette exception, introduite par la loi du 21 janvier 1865, a passé dans celle du 11 septembre 1867, et dans la nouvelle loi sur les routes du 25 février 1874.

b) Lorsqu'il s'agit de la cession à l'Etat ou à la commune d'un chemin privé. (Loi du 6 juin 1868, art. 5.)

c) Lorsqu'il y a lieu de céder au domaine public, cantonal ou communal, un terrain d'une surface de soixante toises au plus, si, d'ailleurs, sa valeur ne dépasse pas 250 francs. La mutation de propriété est dans ce cas, comme dans le précédent, extrêmement simplifiée, puisqu'elle résulte d'un procès-verbal rédigé par le conservateur du cadastre, et transcrit au bureau des hypothèques. (Loi du 11 juin 1851 ; loi du 25 février 1874. art. 66.)

Dans tous les cas que nous venons d'indiquer, les formes ordinaires sont également modifiées à l'égard des mineurs et des interdits. Les tuteurs et administrateurs peuvent consentir aux aliénations avec l'autorisation du Conseil de famille. Elles s'appliquent également aux absents, en cas d'expropriation ; mais le Tribunal est appelé à homologuer la délibération du Conseil de famille, en ce qui concerne l'aliénation et les mesures que ce Conseil a indiquées pour le emploi ou la conservation du prix. (Loi de 1865, précitée, 23 ; loi de 1867, précitée, 7.) Cette homologation n'est, toutefois, pas applicable au cas prévu par l'art. 57 de la Loi du 25 février 1874, en ce qui concerne l'expropriation exceptionnelle autorisée pour l'élargissement des routes.

**B) Dérogation relative à l'exercice des droits réels.**

Les lois que nous venons de rappeler ne se sont pas bornées à déroger aux formes ordinaires de la loi civile, en ce qui concerne les personnes ; elles ont encore introduit d'autres dérogations aux principes généraux du droit, en ce qui concerne la surenchère (C. c. 2181 et s.), les actions en résolution de vente (C. c. 1654, 1658) ou de donation (C. c. 953 et s.), et les actions relatives à la revendication d'immeuble, à l'usufruit, aux servitudes ou autres droits réels ou de bail. Dans tous ces cas, le droit prétendu est transporté sur le prix et l'immeuble en est affranchi. (Loi de 1834, 13 ; loi de 1865, 15 ; loi de 1867, 20 ; loi de 1851, 5 ; loi de 1868, 5 ; loi du 25 février 1874, 51.)

On a pensé, non sans raison, que la diminution du gage du créancier serait, dans le plus grand nombre des cas, de peu d'importance ; que, d'ailleurs, elle serait compensée par une augmentation de la valeur de la propriété, du moment que celle-ci demeurerait contiguë à une voie publique plus large et mieux entretenue.

**C) Dérogations relatives à certains privilèges consacrés par le Code civil.**

Ces dérogations ont été introduites par la loi sur les faillites, du 19 octobre 1861 (549 à 551) ; elles consistent en ce que :

1° Le salaire acquis aux ouvriers employés directement par le failli, pendant le mois qui précède la déclaration de faillite, est admis au nombre des privilèges généraux, au même rang que celui accordé aux gens de service par l'art. 2101 du Code civil ;

2° Les salaires dus aux commis pendant les six mois qui précèdent la déclaration de faillite, sont admis au même rang ; tandis que le privilège que le Code civil accorde aux gens de service s'étend à l'année échue et à ce qui est dû sur l'année courante ;

3° Le privilège et le droit de revendication établis par le n° 4 de l'art. 2102 du Code civil, au profit du vendeur d'effets mobiliers, n'est plus accordé en matière de faillite. Ce dernier est donc maintenant classé dans la catégorie des créanciers ordinaires ;

4° Enfin, quant au privilège accordé au bailleur par le n° 1 du même article 2102, il ne peut plus, en cas de faillite, excéder deux années, savoir l'année courante et celle qui la suit.

*D) Dérogation aux droits des femmes mariées.*

La même loi sur les faillites (557 à 564) a apporté en outre certaines dérogations aux principes qui régissent les biens de la femme mariée. Elle établit d'abord la présomption légale que les biens acquis par la femme, l'ont été des deniers de son mari; de telle sorte que si elle ne peut établir la preuve contraire par un titre authentique, ces biens sont le gage commun des créanciers ; elle restreint en outre l'hypothèque légale à certaines créances déterminées et y soustrait les immeubles acquis par le mari, à titre onéreux, par le seul fait qu'il était déjà commerçant au moment de la célébration du mariage ou qu'il l'est devenu dans l'année. Dans le même cas, la femme ne peut se prévaloir des avantages qui lui ont été assurés par son contrat.

*E) Dérogations relatives au renouvellement décennal des inscriptions hypothécaires.*

L'art. 2154 du Code civil soumet au renouvellement décennal toute inscription prise pour garantir l'existence d'un droit de privilège ou d'hypothèque. Deux exceptions ont été successivement apportées à ce principe ; l'une en faveur des inscriptions, garantissant les emprunts hypothécaires décrétés par une loi et concernant l'Etat<sup>1</sup> (loi du 14 juin 1851, art. 2) ; l'autre en ce qui concerne les inscriptions d'hypothèques légales

des femmes mariées, des mineurs ou des interdits, mais seulement pendant la durée du mariage, de la tutelle ou de l'interdiction ; ces inscriptions sont définitivement périmées si elles n'ont pas été renouvelées dans les dix années qui suivent, soit la dissolution du mariage, soit la majorité ou la cessation de l'interdiction. (Loi du 12 septembre 1868, art. 12 et 14.)

**F)** Dérogation relative à la cession des obligations résultant d'emprunts hypothécaires décrétés par une loi.

En matière de transport de créance, il est de principe que le cessionnaire n'est saisi, à l'égard des tiers, que par la signification du transport faite au débiteur par acte d'huissier, à moins que le débiteur n'ait déclaré l'accepter par acte authentique. (C. c. 1690.) D'où la conséquence que, si avant que le cédant ou le cessionnaire ait rempli cette formalité, le débiteur payait le montant de sa dette en mains du cédant, il serait valablement libéré. (C. c. 1691.)

La loi du 14 juin 1851 a dérogé à ce principe, en disposant que, dans les emprunts précités, les obligations peuvent se transmettre par simple endossement, sans garantie solidaire des cédants et que, par cet endossement, les cessionnaires sont substitués à tous les droits hypothécaires des premiers créanciers inscrits.

**G)** Dérogation relative au dépôt de certains objets sur les terrains de l'Etat. Cet objet a été réglé par la loi du 12 juin 1861.

**H)** Dérogation relative aux objets déposés à la Caisse publique de prêts sur gages. Cet objet est réglé par la loi précitée du 1872.

**I)** Dérogation relative aux certificats de propriété. Cet objet est réglé par la loi du 5 décembre 1843.

**J)** Dérogation relative à l'interruption de la prescription des droits immobiliers.

D'après le Code civil (art. 2245), la citation en conciliation devant le bureau de paix, interrompt la prescription, du jour de sa date, lorsqu'elle est suivie d'une assignation régulière donnée dans les délais de droit.

La loi sur l'organisation des Justices de paix, du 30 novembre 1842, art. 110, a disposé que, pour les causes immobilières, la citation en conciliation, donnée par le juge de paix, interrompt la prescription, pourvu qu'elle soit suivie, dans les deux mois, d'un exploit d'ajournement devant le Tribunal civil.

---

## CONCLUSION

---

### § XLVIII

J'ai exposé dans ses traits principaux la synthèse du droit civil spécial à notre République. La méthode historique que j'ai suivie convenait pleinement à mon dessein, car elle seule pouvait me permettre de grouper d'une manière intéressante un grand nombre de dispositions législatives qui ne sont, dans leur variété, que les matériaux épars de l'édifice futur de notre législation nationale.

Il me reste maintenant à jeter un coup d'œil d'ensemble sur la route que j'ai parcourue, afin de mettre en relief quelques-unes des grandes lignes qui résultent de ces études.

Le premier fait qui s'offre aux regards est d'abord la persistance sur notre territoire des Codes français, et le développement du droit civil genevois dans le cadre de ces codes. Ce phénomène assurément méritait d'être étudié à la fois dans ses causes et dans ses conséquences pratiques. Pour cela, il était nécessaire de remonter jusqu'à l'ancienne législation de notre République, remarquable par ses origines démocra-



tiques, par sa simplicité, par son esprit religieux, sa conception élevée de la vie nationale. Nous avons constaté à cette occasion les analogies frappantes que l'élimination du droit canonique et du droit féodal avait produites dans ces deux législations si différentes d'origine, à tel point que le Code civil s'est trouvé être, à ce point de vue, en quelque sorte le développement, le complément de nos anciens Edits.

Cependant, malgré ces analogies, le sentiment national avait des exigences légitimes ; d'autre part, l'étroitesse de notre territoire permettait d'apporter, à certaines parties du Code civil, des améliorations qui constituaient pour nous de véritables progrès ; il fallait enfin édicter les lois spéciales que les besoins nouveaux devaient nécessairement réclamer. Tel fut l'objet de la législation civile genevoise proprement dite qui fait le sujet de ces études, dans lesquelles j'ai cherché à rattacher les principes qui la régissent à ceux des codes français, comme aussi d'en bien marquer les différences, quand nous y avons innové.

Dans la carrière relativement restreinte, et pourtant encore si large que j'ai parcourue, nous avons constaté la lutte des courants opposés qui se disputent partout, et sous des formes parfois inattendues, mais toujours vives, la prééminence, et dont la conciliation est l'éternel problème qui s'impose au législateur ; les traditions du passé et les besoins, les nécessités mêmes de la civilisation moderne ; d'une part les prétentions d'un individualisme exagéré, de l'autre, les tendances de l'Etat, personnification naturelle et constitutionnelle de la société elle-même dont il est appelé à défendre les intérêts généraux, et sur laquelle il a pour mission de faire régner la justice par la liberté de tous, sous une loi égale pour tous. A ce point de vue, n'est-ce pas ici le cas d'affirmer que la liberté, pour avoir une durée per-



manente, doit savoir s'imposer des limites, selon la profonde observation de notre grand historien national, Jean de Muller?

On a pu voir, à cette occasion, quelle puissance de résistance recèle le droit civil, et de combien d'obstacles est semée la route du législateur. Sous ce rapport, son œuvre ressemble à celle de l'artiste, qui ne parvient jamais à réaliser complètement l'idéal qu'il porte en lui ; mais cette imperfection relative est le levier même qui pousse à de nouveaux progrès. A cet égard, chaque génération a sa tâche nettement tracée ; à elle il incombe de renouveler sans cesse le droit pour l'adapter aux faits et aux besoins nouveaux, de la même manière qu'elle modifie le langage ; car l'un et l'autre expriment, sous des formes diverses, la vie sociale.

Si l'on considère l'œuvre des législatures genevoises sous le rapport des objets qu'elle embrasse, elle se présente sous un aspect essentiellement pratique et concret. Au premier coup d'œil, elle paraît avoir plus en vue le développement des intérêts matériels, que de créer de nouvelles formes à la liberté individuelle ; mais cette impression cesse en grande partie cependant dès qu'on l'étudie plus à fond ; car on ne tarde pas à s'apercevoir que, sous les intérêts matériels, se cachent et s'agitent les intérêts moraux, et que les problèmes de la liberté se retrouvent partout, sous les formes les plus diverses et les plus modestes. Nous ne devons pas oublier, d'ailleurs, que le propre du droit positif est de s'incarner dans les objets de l'ordre matériel, et qu'à moins de vouloir reprendre l'édifice dans ses fondements, les principes sur lesquels il repose ont, jusqu'à présent, été hors de discussion. Les principes qui régissent la famille et la propriété, la capacité des personnes, les obligations en général, et la transmission des biens par l'effet des successions légitimes, des donations et des testaments, avaient été posés à une de ces époques

rare dans l'histoire, parce qu'elles marquent une ère nouvelle ; et le Code civil n'avait fait que les consacrer en cherchant à établir une conciliation entre l'ancien et le nouveau droit, quand elle paraissait convenable et possible. Car, il faut le reconnaître, bien qu'il n'eût reçu sa forme définitive qu'au moment où, par l'effet des institutions politiques et d'une centralisation exagérée des pouvoirs administratifs, judiciaires et militaires, le gouvernement impérial enchaînait la liberté, le Code civil s'était heureusement trouvé indépendant de ces institutions elles-mêmes, en sorte qu'il pouvait, sans difficulté, s'approprier aux institutions républicaines, qui constituent, après tout, son atmosphère naturelle. Mais nous avons appris, par expérience, que la meilleure législation civile ne pourra jamais se consoler de la perte de la liberté politique et surtout de l'indépendance nationale.

L'importance qui s'attacha chez nous aux lois relatives à la propriété du sol tint à deux causes principales : d'un côté, l'extrême morcellement de la propriété, conséquence naturelle de la densité toujours croissante de la population ; de l'autre, les besoins de sécurité, de salubrité, qui en résultaient ; mais, chose remarquable, cette partie elle-même de notre législation s'est en grande partie développée sans toucher aux bases du Code civil.

Dans la formation de notre droit, on peut distinguer trois périodes.

La première, qui suit immédiatement la Restauration, est celle où la République devenue canton suisse, après s'être constituée politiquement, crée son organisation judiciaire, règle, par une loi de procédure, les formes de l'administration de la justice civile, et les modes d'exécution permis contre le débiteur, se préoccupe d'assurer, par de nou-

velles garanties, la protection des femmes mariées et des incapables, cherche enfin à sauvegarder la liberté de conscience, l'une des bases de notre état social, dans les formalités de la célébration du mariage, tout en laissant aux églises le soin d'y mettre le sceau de la religion. Cette première période est importante par l'objet même des lois qu'elle édicte ; elle l'est à un autre point de vue : elle voit naître et s'affirmer les prétentions du clergé de l'Eglise Romaine à apporter des limites à la souveraineté de l'Etat.

La période qui suivit peut être appelée celle des droits réels, parce qu'on s'y préoccupa surtout de l'amélioration du système hypothécaire et du régime de la propriété immobilière, au double point de vue de la sécurité des transactions et du crédit agricole, et de leurs rapports avec le public.

Cette seconde période fut enfin suivie de celle où le développement du crédit mobilier et immobilier obtint une large part des réformes législatives, et où les fondations d'utilité publique aussi bien que les associations civiles et commerciales font l'objet de dispositions nouvelles.

Les deux premières périodes correspondent surtout à la durée du système politique inauguré en 1814, où les anciennes traditions paternelles de gouvernement avaient plus ou moins repris vigueur, où la vie politique, concentrée presque entièrement dans les Conseils, sort peu à peu de l'enceinte fermée pour se répandre au dehors. Elles furent marquées par l'active coopération d'excellents jurisconsultes que nous avons montrés à l'œuvre dans l'élaboration de nos lois civiles, en même temps que plusieurs enrichissaient notre littérature d'ouvrages d'un haut mérite. Il suffit de signaler, en nous bornant au sujet spécial qui nous occupe, le célèbre *Exposé des motifs de la loi sur la procédure civile*, admirable travail du professeur Bellot, que MM. Pierre Odier, Edouard

Mallet et Charles Schaub ont complété d'après les cours et les manuscrits de l'auteur ; les ouvrages de Etienne Dumont, rédigés et publiés, d'après les manuscrits de Bentham ; le grand *Traité du Contrat de mariage*, du professeur Pierre Odier, et son livre sur les *Systèmes hypothécaires* ; le *Commentaire* de M. Simond Delapalud sur le *cadaastre genevois*. A ces ouvrages d'une valeur incontestable, sont venus, plus tard, s'ajouter ceux de MM. Joseph Hornung et Charles Brocher, aujourd'hui professeurs de droit à notre Université. Parmi les ouvrages de ces jurisconsultes, nous devons une mention spéciale à la belle *Etude sur la Légitime et la Réserve*, et au *Traité de Droit international privé* de M. Brocher, ainsi qu'au travail de M. Hornung, sur l'*Evolution juridique des nations chrétiennes* (1).

Le régime populaire que consacra la Constitution de 1847, et qu'affermir la Constitution fédérale de 1848, influa d'abord dans une mesure assez restreinte, sur le développement du droit civil. Il s'agissait alors, avant tout, d'assurer la marche régulière de la démocratie, de développer la Constitution nouvelle par les lois organiques qu'elle avait prévues, de réaliser la transformation matérielle de l'ancienne Genève. La révolution avait été essentiellement politique ; mais, par cela même, elle ne pouvait manquer de toucher tôt ou tard au droit civil : l'abolition de la contrainte par corps, celle de la mort civile, l'introduction de principes plus équitables et plus humains dans les relations de créancier à débiteur, dans les poursuites juridiques ; les lois sur les fonda-

(1) Nous tenons également à rappeler ici la monographie latine que feu M. Alphonse Vuy a publiée en 1838, sur *les Origines et la nature de l'emphytéose* ; l'importante publication du *Regeste Genevois*, de MM. E. Mallet, Lullin et C. Le Fort, et les nombreux et savants travaux d'archéologie juridique de M. Jules Vuy.

tions, sur les sociétés, et d'autres touchant directement au développement du crédit, enfin les récentes dispositions relatives aux droits successoraux de l'époux survivant et de l'enfant naturel, furent les conséquences des nouvelles institutions.

C'est ainsi qu'au milieu de bien des essais et des tâtonnements, le développement du droit civil a suivi, chez nous, une marche lente, mais assurée et harmonique. Le temps, sans doute, n'a pas permis d'accomplir toutes les améliorations qui ont pu être raisonnablement désirées ; car, dans les démocraties, les législatures se succèdent rapidement ; elles ne marquent leur passage qu'en réalisant les réformes les plus impérieusement réclamées par l'opinion publique. Malgré cela, les progrès suivent une marche logique, tantôt sur un point, tantôt sur l'autre. Et en fait, toutes les fois qu'une réforme a été sérieusement réclamée, cette réforme a eu lieu.

L'esprit fortement accentué de notre nationalité a passé dans nos lois et leur a imprimé le sceau de l'unité. Il n'en pouvait être autrement. Le développement du droit n'est, après tout, que l'expression de la société elle-même ; le droit est chose vivante ; il s'élabore lentement, mais d'une manière continue, par l'effet de mille causes concourant au même but : celui de faire jaillir les principes en vertu desquels la justice doit régner au sein d'une nation d'hommes libres.

FIN.



# TABLE

---

|                   | Pages. |
|-------------------|--------|
| AVANT-PROPOS..... | 1      |

## *Introduction*

|                                                                                                                                                        |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| § 1. — Le droit civil ; sa double sanction. — Coup d'œil sur la constitution politique et civile de l'ancienne Genève.....                             | 6  |
| § 2. — Les édits civils, leur première rédaction. — Influence de la Coutume de Berry. — Germain Colladon et Jean Calvin, législateurs.                 | 10 |
| § 3. — Les édits civils et les ordonnances ecclésiastiques. — Le mariage.....                                                                          | 13 |
| § 4. — Les édits civils (suite). — Les droits de famille. — Les successions. — Les substitutions.....                                                  | 17 |
| § 5. — Les édits civils et la féodalité .....                                                                                                          | 23 |
| § 6. — Les édits civils et le droit subsidiaire. — Les deux Godefroy et J.-J. Burlamaqui, jurisconsultes.....                                          | 30 |
| § 7. — Destinée des édits civils. — On les publie en 1707. — Révision de 1713. — Editions de 1735 et de 1783. — Les cours des professeurs Cramer ..... | 34 |



|                                                                                                                                                                                                                    | Pages. |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| § 8. — Les édits civils et le Code genevois de 1791.<br>— La révolution genevoise expliquée par<br>Jacques Grenus. — Le traité de 1798. —<br>F.-A. Naville, son livre de <i>l'Etat civil de<br/>Genève</i> .....   | 39     |
| § 9. — Les lois de la République française. — Le<br>Code civil.....                                                                                                                                                | 44     |
| § 10. — Premiers travaux législatifs de la République<br>restaurée. — Maintien provisoire des Codes<br>français. Essais de révision générale. —<br>Triomphe du système des révisions par-<br>tielles .....         | 51     |
| PREMIÈRE PARTIE. — <i>Les personnes.</i>                                                                                                                                                                           |        |
| § 11. — Jouissance des droits civils. — Le citoyen. —<br>L'étranger. — Le statut personnel et le<br>principe de territorialité. — Exceptions.<br>— Abolition de la mort civile.....                                | 60     |
| § 12. — Le mariage civil. — Bénédiction nuptiale im-<br>posée en 1816. — Retour au Code par la<br>loi de 1821. — Législation exceptionnelle<br>de 1824. — Le mariage civil étendu à tout<br>le canton en 1861..... | 76     |
| § 13. — Les mariages entre beaux-frères et belles-<br>sœurs.....                                                                                                                                                   | 83     |
| § 14. — L'autorisation de la femme qui s'oblige pour<br>son mari. — Les tutelles. — La protection<br>des aliénés.....                                                                                              | 88     |
| § 15. — Associations, corporations, fondations.....                                                                                                                                                                | 95     |
| § 16. — Suite des associations : les sociétés civiles et<br>commerciales .....                                                                                                                                     | 108    |



DEUXIÈME PARTIE. — *Le domaine public.*

|                                                                                                                                                    | Pages. |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| § 16. — Le domaine public sous l'ancien droit genevois. — Le fief de la République. — Les abergements sur le Rhône. — Effet des subhastations..... | 113    |
| § 17. — Les eaux du domaine public. — Les concessions à bien plaie sur le lac, le Rhône et l'Arve .....                                            | 119    |

TROISIÈME PARTIE. — *La propriété privée dans ses rapports avec l'Etat ou le public.*

|                                                                                           |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 18. — Le droit de propriété; comment le Code civil<br>... le consacre et le limite..... | 125 |
| § 19. — Les constructions dangereuses .....                                               | 126 |
| § 20. — Vente forcée pour cause d'utilité publique...                                     | 134 |
| § 21. — Le droit de chasse et la propriété privée....                                     | 136 |
| § 22. — Les mines .....                                                                   | 142 |
| § 23. — L'ancienne servitude militaire.....                                               | 148 |
| § 24. — Les chemins privés.....                                                           | 155 |
| § 25. — Les chemins de fer.....                                                           | 157 |
| § 26. — Murs de clôture et plantations le long des<br>voies publiques.....                | 159 |
| § 27. — Le drainage.....                                                                  | 166 |

QUATRIÈME PARTIE. — *Conservation de la propriété et publicité des droits réels.*

|                                                                                                                                                                                        |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 28. — Coup d'œil sur le système du Code civil. — Influence de Bellot. — La transcription rendue obligatoire. — L'inscription des droits réels. — Effets civils de ces formalités.... | 168 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                                                                                                                                                                                                        | Pages. |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| § 29. — Le grand projet de loi de 1827 sur les droits réels .....                                                                                                                                                                                      | 174    |
| § 30. — Le nouveau cadastre ; principes qui ont présidé à son établissement.....                                                                                                                                                                       | 179    |
| § 31. — Le nouveau cadastre, son renouvellement permanent et ses effets civils.....                                                                                                                                                                    | 188    |
| § 32. — Les hypothèques générales et occultes. — Abolition de l'hypothèque judiciaire. — Publicité et spécialité des hypothèques légales ; dispense de renouvellement décennal et abolition de la purgation, en ce qui concerne ces inscriptions ..... | 198    |
| § 33. — Délai d'inscription des privilèges et hypothèques, en cas de vente ou de faillite.....                                                                                                                                                         | 212    |
| § 34. — Les prêts hypothécaires par actions. — Les cédules hypothécaires .....                                                                                                                                                                         | 215    |

**CINQUIÈME PARTIE. — *La propriété littéraire, artistique et industrielle.***

|                                                                        |     |
|------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 35. — Propriété littéraire et artistique. — Marques de fabrique..... | 221 |
|------------------------------------------------------------------------|-----|

**SIXIÈME PARTIE. — *Les successions et la quotité disponible.***

|                                                                                                                                |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 36. — Les droits successoraux de l'enfant naturel et de l'époux survivant. — Réduction du degré de successibilité.....       | 226 |
| § 37. — Suite des droits successoraux : Réserve accordée à l'enfant naturel et refusée à l'époux. — Donations entre époux..... | 236 |

SEPTIÈME PARTIE. — *Les procédures spéciales du Code civil.*

|                                                                                                                                                                                                                                                   | Pages. |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| § 38. — Publicité des séparations de biens et de corps.<br>— Procédure en divorce. — Extension de<br>la preuve testimoniale. — Extension du<br>principe général en matière de preuve. —<br>Administration des biens des présumés<br>absents. .... | 240    |

HUITIÈME PARTIE. — *Ventes et partages.*

|                                                                                                                                               |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 39. — Ventes, licitations et partages d'immeubles<br>par autorité de justice. ....                                                          | 244 |
| § 40. — Les nouvelles attributions des conseils de<br>famille, à l'égard des aliénations, parta-<br>ges, etc., de biens meubles et immeubles. | 248 |
| § 41. — Surenchère. — Substitution d'acquéreur. —<br>Revente sur folle-enchère. — Ordre entre<br>créanciers .....                             | 253 |
| § 42. — Vente des matières d'or et d'argent. — Bourse<br>du commerce. — Ventes à terme. — Vices<br>rédhitoires des animaux. ....              | 258 |

NEUVIÈME PARTIE. — *Les contrats d'assurance, de louage,  
de prêt et de gage.*

|                                                                                                                      |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 43. — L'assurance immobilière contre l'incendie. —<br>Restriction mise à la responsabilité des<br>locataires. .... | 264 |
| § 44. — Liberté du taux de l'intérêt conventionnel. . .                                                              | 269 |
| § 45. — Le gage en matière civile et en matière com-<br>merciale ; les warrants. ....                                | 270 |